

UNIVERSITÉ LUMIÈRE – LYON 2
Département des Sciences de l'Information et de la Communication
Ecole doctorale EPIC (Éducation, Psychologie, Information-Communication)
*Équipe ELICO – EA 4147 (Équipe de recherche de Lyon en Sciences de l'Information et de la
Communication)*

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

Par Isabelle HARE

Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de La Communication
Isabelle GARCIN-MARROU

Présentée et soutenue publiquement le 14 décembre 2007

Membres du Jury : Mme Isabelle GARCIN-MARROU, Professeur des Universités, IEP - Université Lyon 2 (Directrice) Mr Bernard LAMIZET, Professeur des Universités, IEP - Université Lyon 2 Mr Marc LITS, Professeur des Universités, Université Catholique de Louvain (Rapporteur) Mr Jean-Michel UTARD, Maître de Conférences – HDR, Université Strasbourg 3 (Rapporteur)

Table des matières

Résumé : .	1
Abstract : . .	3
Remerciements . .	5
INTRODUCTION LE SUJET DE LA RECHERCHE ET LE PARCOURS MÉTHODOLOGIQUE ..	7
1-Le champ d'investigation .	7
2-Problématique et hypothèses . .	10
3-Justification de l'objet d'étude et du corpus . .	16
3-1 Les deux conflits .	16
4-La démarche méthodologique . .	21
4-1 L'intérêt d'une étude comparée des conflits proche-oriental et nord-irlandais . .	21
4-2 Le choix méthodologique . .	22
4-3 La méthode d'analyse .	26
PREMIÈRE PARTIE ÉTAT, ACTEURS POLITIQUES, MÉDIAS ET ESPACE PUBLIC . .	29
Chapitre 1 – Définition des notions centrales .	30
1-Le pouvoir et l'Etat . .	30
2-Ideologie, propagande et démocratie contemporaine .	47
3-Identité et territoire . .	61
4-Le religieux et le sacré .	67
Conclusion . .	70
Chapitre 2 – Internet, société contemporaine et logiques discursives .	70
1-Les enjeux de la communication moderne .	71
2-La place d'internet dans le panorama médiatique . .	78
3-Internet, idéologie et propagande . .	92
Conclusion . .	105
DEUXIÈME PARTIE LA REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE DE LA VIOLENCE CONFLICTUELLE .	107

Chapitre 3 – Conflits identitaires et terrorisme .	108
1- Conflits identitaires ou guerres civiles ? .	109
2-Le cas du terrorisme . .	112
3-Entre violence d’Etat et terrorisme « hors-la-loi» .	119
4-La bipolarité du discours sur la violence : les conséquences du 11 septembre 2001 .	121
Conclusion . .	127
Chapitre 4 – Médias et Etat en temps de crise . .	128
1 – Médias, espace public et opinion publique dans la société contemporaine .	129
2–Médias et Etat en temps de crise : les médias producteurs d’un discours dominant . .	144
3-Une alternative à la diffusion systématique du discours dominant par les médias .	154
4-Une troisième voie dans la gestion médiatique des conflits . .	158
Conclusion . .	162
Chapitre 5 – Médias et acteurs du conflit : forcément complices ? . .	163
1-Les « <i>penseurs de la Contre-Révolution</i> ³⁸⁸ » : les médias seraient-ils les complices de la violence conflictuelle ? .	164
2-Une complicité à relativiser .	173
3-Le rapport complexe des médias et de l’opinion publique .	179
Conclusion . .	185
TROISIÈME PARTIE : LE JEU MÉDIATIQUE DES ACTEURS POLITIQUES DANS LES DEUX CONFLITS .	187
Chapitre 6 – Violences et représentations .	192
1-La représentation de la violence dans l’espace public conflictuel .	193
2-L’émotion énoncée : des chiffres et des mots qui accusent .	205
Conclusion . .	216
Chapitre 7 - Le dispositif des sites internet analysés .	216

³⁸⁸ *Schlesinger Philip, Media, State and Nation, Londres, Sage, 1991, p. 66 :« Counter-Insurgency thinkers ».*
P. Schlesinger évoque par cette expression une théorie et des pratiques dont la fonction principale est d’établir des schémas stratégiques et des tactiques politiques afin prévenir toute tentative de soulèvement révolutionnaire contre un Etat. Selon P. Schlessinger, au delà de la réflexion sur la mise en place de moyens répressifs, la pensée contre-révolutionnaire est une forme d’idéologie.

1-La topographie des pages d'accueil . .	218
2-Les liens, une ouverture sur l'extérieur .	254
3-Le dispositif formel : une rhétorique à part entière sur internet .	258
Conclusion . .	283
Chapitre 8 - Le conflit et la figure du leader politique . .	283
1-La construction rhétorique d'un mythe politique: au moment de sa mort, Y. Arafat est-il représenté comme un chef d'Etat ou comme un terroriste ? . .	285
2-Le leader politique sur internet : figure de l'ethos virtuel .	315
3 - La construction médiatique de la figure du leader politique à travers une opposition binaire .	326
Conclusion . .	347
Chapitre 9 – Identité, territoire et sacré dans les deux conflits .	348
1-La communauté impossible : des territoires et des identités irréconciliables dans la presse écrite . .	349
Conclusion . .	402
CONCLUSION GÉNÉRALE .	405
BIBLIOGRAPHIE . .	415
OUVRAGES .	415
OUVRAGES MÉTHODOLOGIQUES . .	419
LES CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES SCIENTIFIQUES .	420
LES DOSSIERS SPÉCIAUX ET LES CONTRIBUTIONS AUX REVUES SCIENTIFIQUES . .	420
LES CONTRIBUTIONS EN LIGNE .	422
LES THÈSES, LES COLLOQUES ET LES TABLES RONDES .	422
ANNEXES (VOLUME 2) .	425
I Les conflits étudiés . .	425
Annexe 1 - Historique du conflit israélo-palestinien .	425
Annexe 2 - Les partis politiques en Israël . .	429
Annexe 3 - Les partis politiques en Palestine . .	430
Annexe 4 - Historique du conflit nord-irlandais .	430
Annexe 5 - Les partis politiques en Irlande du Nord .	433

II Le corpus de presse écrite .	434
La sélection des annexes .	434
Annexe 6 - Les Unes de Libération, du Monde et du Times .	435
Annexe 7 – Les visuels (photographies et cartes) . .	439
Annexe 8 – Quelques données comparatives .	444
III Le corpus internet . .	448
La sélection des annexes .	448
Annexe 9 – Les impressions écran des sites étudiés .	449
Annexe 10 – Les arborescences des sites étudiés .	459
Annexe 11 - Les documents en ligne . .	473

Résumé :

La thèse étudie les discours et les stratégies médiatiques à l'œuvre dans les situations de conflit armé. La comparaison entre les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais permet d'analyser la nature des discours produits par les acteurs politiques et par les médias, et d'envisager leur évolution potentielle avec le développement d'internet.

Dans les situations de crise armée, logiques étatiques et médiatiques tendent à se resserrer au nom d'un consensus démocratique contre les auteurs des violences. Cependant, les représentations médiatiques se détachent parfois du discours officiel de l'État, au nom de la liberté d'informer. Cette alternative doit être repensée avec la généralisation de l'utilisation d'internet par les différents acteurs des conflits. La spécificité de son dispositif technique invite les acteurs des conflits à se saisir de ce média dans des logiques discursives, sinon nouvelles, du moins différentes de celles des médias traditionnels.

La nature hypertextuelle et multimodale des discours que les acteurs politiques proposent sur internet implique donc de reconsidérer les stratégies discursives, traditionnellement à l'œuvre, et les rapports entre médias et acteurs dans les situations de conflit.

Abstract :

This thesis studies the discourses and the strategies of the media when reporting armed conflicts. The comparison between the Israeli-Palstinian and the Northern-Irish conflicts enable us to analyze the nature of the discourses produced by the political actors and by the media, and to foresee their potential evolution with the development of the internet.

In situations of armed crisis, State and media logics tend to tighten in the name of a democratic consensus against the authors of the violence. However, the media representations sometimes get loose from the official discourse of the State, in order to keep the freedom of information. This alternative must be rethought with the broadening of the use of the internet by various actors of the conflicts. The specificity of its technical device invites the actors of the conflicts to seize this media in discursive logics, if not new, at least different from those of the traditional media.

The hypertextual and multimodal nature of the discourses which the political actors offer on internet thus implies to rethink the discursive strategies, traditionally in work, and the connections between media and actors in the situations of conflict.

Mots-clé : acteurs politiques, conflit, discours médias, Etat, identité, internet, presse écrite, hypertexte, sémiotique, terrorisme, violence.

Keywords : political actors, conflict, media discourse, state, identity, internet, press, hypertext, semiotic, terrorism, violence.

Cette thèse n'aurait pu être menée à son terme sans l'aide et le soutien d'Isabelle Garcin-Marrou. Je la remercie vivement pour sa disponibilité, sa patience, ses encouragements, et ses conseils. Je souhaite également remercier Bernard Lamizet qui a accepté la co-direction et la direction officielle de cette thèse pendant trois ans, jusqu'à ce qu'Isabelle Garcin-Marrou soit habilitée à diriger des recherches. Son attention et ses conseils m'ont été précieux.

Remerciements

Je remercie enfin ma famille et mes proches pour leur soutien actif durant toutes ces années.

INTRODUCTION LE SUJET DE LA RECHERCHE ET LE PARCOURS MÉTHODOLOGIQUE

1-Le champ d'investigation

Vendredi 31 mai 2002 : *Euronews*, chaîne d'information, diffuse des images d'affrontements. Il fait nuit, des voitures brûlent, des individus courent en tout sens. La scène se déroule à Belfast et oppose une nouvelle fois Protestants et Catholiques. En dépit de la signature des accords de paix en avril 1998, la situation reste tendue.

11 novembre 2006 : *Libération* titre « L'Irlande du Nord vers 'un nouveau partage du pouvoir' », avant de préciser en introduction de l'article « [...] *pourquoi le nouveau plan soumis le 13 octobre dernier par Londres et Dublin a de bonnes chances de relancer les institutions biconfessionnelles d'Irlande du Nord, suspendues depuis 2002, aujourd'hui que le DUP (protestant) et le Sinn Féin (catholique) se disent prêts à jouer le jeu.* »

Quatre ans séparent ces deux événements. Depuis, l'IRA ¹ a déposé les armes en 2005, Ian Paisley (leader du Democratic Ulster Party ²) et Martin Mac Guinness (Vice-Président du Sinn Féin) se partagent la tête du gouvernement nord-irlandais depuis

mai 2007. La situation au Proche-Orient a également évolué : Yasser Arafat, Président de l'Autorité palestinienne est mort en novembre 2005, et Ariel Sharon, Premier Ministre israélien, est dans le coma depuis janvier 2006. Les leaders politiques « historiques » ou les chefs de groupes armés s'effacent au Proche-Orient comme dans la province nord-irlandaise ; mais, alors que l'Ulster est désormais dans une situation post-confliktuelle, le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens est au point mort. Depuis juin 2007, la Palestine est confrontée à une véritable guerre civile. En effet, suite à la prise de Gaza par le Hamas, le gouvernement de coalition entre Hamas et Fatah a volé en éclat. Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne et leader du Fatah, est désormais le dirigeant d'une nation divisée en deux : la bande de Gaza étant sous le contrôle Hamas et la Cisjordanie sous celui du Fatah.

L'acte de gouverner dans ces deux pays est devenu « anonyme » et collectif ; il n'est plus le fait d'un seul homme ou d'un groupe armé. Anonyme, car peu nombreuses sont les personnes capables de citer sans faillir les noms du Président et du Premier Ministre de l'Autorité Palestinienne ; collective, car au Proche-Orient comme en Irlande du Nord, la coalition entre deux factions autrefois ennemies est devenue, à un moment, le mode de gouvernement. Ainsi, est-il nécessaire de remplacer politiquement les figures historiques disparues ou amoindries. Sans les armes, l'IRA semble éprouver des difficultés à trouver une raison d'être politique en Irlande du Nord ; et la Palestine, que l'aura de Y. Arafat avait tenue, même artificiellement, à l'abri des luttes intestines entre les deux grands partis palestiniens, est désormais divisée.

Malgré ces évolutions, les symboles ont la vie longue dans les deux conflits ; signe manifeste que l'Histoire et la politique se bâtissent sur ceux-ci. En effet, Y. Arafat demeure très présent dans les discours politiques palestiniens et israéliens, et l'IRA qui, désarmée, est régulièrement associée au Sinn Féin dans le discours du DUP, demeure un argument de décrédibilisation politique. Par ailleurs, les représentations médiatiques peinent à proposer aux lecteurs-télespectateurs des schémas de remplacement des symboles pâlistants. L'Histoire, et les médias avec elle, se cherchent des héros ou des antihéros. La représentation médiatique d'un conflit a besoin d'altérités marquées et de symboles incarnés.

Au-delà de ces variations conflictuelles et médiatiques, l'avènement d'un terrorisme mondial avec comme figure de proue Oussama Ben Laden, a recomposé la carte du monde et reconfiguré les représentations et les symboles.

Ces quinze dernières années, la physionomie des conflits a évolué. Le développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication³ dans les stratégies militaires ont modifié la gestion de la guerre et ses représentations. La

¹ L'Irish Republican Army (IRA) est une organisation terroriste nationaliste irlandaise, militant pour le L'Irish Republican Army (IRA) est un groupe paramilitaire républicain nord-irlandais, créé en 1919. Il est responsable de nombreux attentats et d'enlèvements durant le conflit nord-irlandais. Il a officiellement rendu les armes et cessé toutes activités en 2005.

² Nous désignerons les partis politiques et les groupes paramilitaires par leur sigle quand cela sera possible, dans la mesure où c'est l'acception la plus courante dans les discours journalistique et politique, notamment en Irlande du Nord. Par exemple, le Democratic Ulster Party sera écrit DUP.

question des médias dans les situations de crise armée n'est assurément pas nouvelle si nous nous référons au rôle qu'a joué la presse en Indochine, au Vietnam et en Algérie. Durant la guerre du Golfe, l'information en direct et en continu a largement contribué à cette mutation de l'information dans les conflits.

Au regard de ces constats, il nous paraît important de repenser la place des médias dans les deux conflits. En examinant notamment la nature des représentations proposées sur internet, nous pourrions proposer une vue des liens qui se tissent, se délitent ou se renforcent entre NTIC, représentations médiatiques « traditionnelles ⁴ » et acteurs d'un conflit.

L'enjeu que représentent aujourd'hui les médias dans les situations conflictuelles est certes prépondérant mais cela n'est pas nouveau ; ce qui l'est, en revanche, c'est la forme que prend celui-ci. Notre hypothèse de travail pose le sujet (de l'énoncé et de l'énonciation) au centre de l'événement médiatique conflictuel ; elle le place sous le prisme conjoint d'internet et de la presse écrite. Nous interrogerons donc les discours des acteurs des conflits et le rôle des médias au sein de ceux-ci, en faisant l'hypothèse d'une modulation des stratégies discursives politiques et médiatiques avec le développement d'internet.

Nous avons arrêté notre objet d'étude aux conflits israélo-palestinien et nord-irlandais. Pourquoi choisir ceux-ci et ne pas nous intéresser aux combats en Yougoslavie qui ont largement occupé la presse internationale ? Il y a deux raisons à cela : tout d'abord, le conflit yougoslave n'est pas un conflit inscrit dans la même échelle temporelle que ceux qui seront l'objet de notre étude. Ensuite, le mode opératoire le plus visible n'est pas le terrorisme. En effet, même si la Yougoslavie a connu au XX^{ème} siècle de multiples soubresauts, le conflit yougoslave ne se mesure pas sur un temps long, c'est-à-dire sur plusieurs siècles. Nous souhaitons réaliser une étude comparée et il nous fallait un nombre suffisant de constantes entre les deux objets de la comparaison. En dépit de différences, les conflits en Ulster et au Proche-Orient ont au moins trois points en commun :

ce sont des conflits de « colonies » dans le sens où le territoire, initialement celui des Irlandais d'une part et des Palestiniens d'autre part ⁵ a été « colonisé » par une nation étrangère ⁶ ; Le site internet du Sinn Féin reprend très souvent cette terminologie de l'empire britannique et d'une « Irlande colonisée ». De la même manière, il est question en Israël de « colonies juives » sur les territoires autonomes palestiniens. Outre une réalité

³ Dans le développement de notre thèse, nous utiliserons le sigle NTIC pour désigner les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

⁴ Par l'expression « *représentations médiatiques traditionnelles* », nous désignons les représentations de la presse écrite et audiovisuelle.

⁵ Des Juifs vivaient en Palestine avant la création d'Israël mais ils étaient minoritaires.

⁶ L'expression « *conflits de colonies* » indique, ici, la perspective de lutte dont se réclament les Nationalistes nord-irlandais, et les partis politiques et les factions armées palestiniens ; ceux-ci s'opposent aux Etats, parties prenantes des deux conflits.

économique et politique – qui pourrait être discutée, cette qualification duelle met en avant une notion primordiale : celle du territoire. Ce sont des mots porteurs d'une symbolique forte qui sont ici utilisés. Le rapport de domination y est clairement défini ; qui dit « colonie » présume un pays « colonisateur » qui occupe et administre un territoire hors de ses frontières. Ceci suppose « la violation » par une force extérieure de l'espace commun ; le fait de parler de colonies et d'empire présume « un droit à la défense » contre l'envahisseur.

aucune force internationale n'y est militairement intervenue, ce qui n'est pas le cas avec l'Otan en Yougoslavie. Nous précisons que, même si depuis l'été 2006, l'ONU a pris position au Liban, elle ne l'est pas sur le territoire israélien.

le terrorisme est le mode d'action des minorités politiques et identitaires, et les rapports entre médias, Etat, et auteurs des violences nous semblent plus caractéristiques dans ces situations exacerbées.

Proches à plusieurs égards, les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais ne jouissent pas des mêmes retombées médiatiques. L'objet de notre étude n'est cependant pas de montrer pourquoi l'opinion publique française et internationale semble plus « attachée » au problème proche-oriental qu'à celui de l'Ulster : l'histoire politique, économique et religieuse répond à cette question.

Analyser les stratégies discursives dans les deux conflits revient à nous interroger sur la nature du discours de presse, sur celle du discours des acteurs sur internet, et sur la façon dont les représentations sur l'événement conflictuel se construisent.

2-Problématique et hypothèses

Quelle « image » des conflits, les médias renvoient-ils aujourd'hui à la société contemporaine ? En quoi l'usage banalisé d'internet par les différents protagonistes des conflits est-il susceptible de constituer un enjeu stratégique croissant ?

Dans les conflits, les instances habituellement en présence - Etat / opposants à l'Etat, pouvoir / contre-pouvoir, dominants / dominés - doivent, aujourd'hui plus encore qu'hier, compter avec les médias. Même si l'importance des instances de presse dans la régulation médiatée de la violence conflictuelle n'est pas nouvelle, ce qui pose question c'est l'ampleur prise par ce phénomène, ainsi que l'intensification des rôles institués jusque là entre médias, opinion publique et acteurs d'un conflit. Le but de notre étude est de nous interroger sur la nature de cette place et son évolution avec, notamment, le développement d'internet. En dépit de freins techniques importants⁷, l'usage d'internet se généralise, de façon inégale cependant, selon les territoires, mais il devient surtout un élément essentiel des stratégies discursives des acteurs d'un conflit.

⁷ Accéder à internet implique de posséder ou en tout cas d'avoir accès à un ordinateur ou un téléphone portable, une connexion via un réseau de fournisseur d'accès à internet, et forcément l'électricité (quelque soit sa forme, branchement direct ou batterie).

Partant de ce constat, nous devons nous poser les questions suivantes : pourquoi, comment et avec quelles retombées, ce jeu triangulaire – médias, opinion publique et acteurs d'un conflit - s'est renforcé au cours des deux dernières décennies et se réalise encore en ce moment-même ? En termes de techniques d'information et de communication, la guerre du Golfe et la généralisation de l'information en continu constituent un tournant incontestable dans la mesure où elles ont contribué à renouveler la « donne » médiatique.

Néanmoins, ces assertions sont à préciser et ces changements à nuancer : « *la couverture médiatique de la guerre n'a en certains domaines, pas sensiblement progressé en termes d'informations de l'opinion, par rapport à la guerre de 1914-1918* ⁸ ». En effet, les mécanismes médiatiques dans les situations conflictuelles n'ont guère évolué ; la persistance des campagnes de propagande et des moyens de censure classiques est prégnante dans les deux conflits ; ce sont l'intensification et le développement d'une information « subjective ⁹ » et technique à la fois qui sont nouveaux. Plus que les médias eux-mêmes, c'est le processus de représentation induit par eux qui sera la base de notre réflexion.

Cependant, la potentialité du réseau internet et son universalité peuvent modifier l'utilisation des médias comme instrument de propagande. Sans parler d' « arme redoutable », il peut sembler légitime de penser qu'internet pourrait jouer un rôle de premier plan d'ici quelques années sur la scène des conflits internationaux, et sinon proposer un discours révolutionnaire - dans les deux sens du terme, du moins transformer notre accès aux conflits et donc la représentation que nous en avons. Internet, son hypertextualité et son interactivité, sans renouveler complètement l'information, nous conduit de plus en plus à participer activement – par un dispositif technique spécifique ¹⁰ - à la production de l'information, en tout cas à sa co-production. De même, notre accès aux conflits et aux belligérants est plus direct, contrairement au discours médiaté de la presse ; notre rapport à l'autre est différent, notre regard individuel et collectif est modifié. Néanmoins, cette entrée nouvelle dans les conflits procurée par internet ne doit pas nous faire oublier que l'information véhiculée par ce média ¹¹ est potentiellement conditionnée par notre degré de connaissance (médiatée également) de la situation et par notre capacité critique.

La comparaison que nous ferons avec les discours de presse, même si les conditions

⁸ Bertho-Lavenir Catherine, *La démocratie et les médias au XXème siècle*, Paris, Colin, 2000, p. 228.

⁹ Par subjectif, nous entendons une place accrue donnée au sujet de l'information par opposition à une information centrée sur le fait. Nous développerons cet aspect dans le chapitre 2 de la thèse.

¹⁰ Nous entendons par là : l'ordinateur, la souris, les logiciels de navigation, etc. Ces nouveaux outils nécessitent un certain nombre de compétences techniques à acquérir si nous voulons « activer » le mécanisme informationnel.

¹¹ Nous précisons ici que nous considérons internet comme un média à part entière, aux côtés des médias traditionnels que sont donc la presse écrite et audiovisuel. Nous les distinguons cependant dans notre écriture : ainsi, lorsque nous écrivons « médias » nous faisons référence à la presse écrite et audiovisuelle.

de production ne sont pas les mêmes, nous amène à nous poser un certain nombre d'autres questions : quelles peuvent être les types de représentations supportés par internet ? Le discours proposé ne porte pas *a priori* l'empreinte de la censure et permet de parier sur l'alternative suivante : les sites internet des partis politiques constitueraient une forme d'amplification médiatique de l'événement ou ne produiraient pas autre chose qu'un redoublement du discours de presse traditionnel.

Nous nous interrogerons donc sur les caractéristiques de la relation tripartite médias, opinion publique et acteurs des conflits. Pour ce faire, nous avons choisi d'emprunter à Michel Wieviorka et Dominique Wolton le schéma qu'ils proposent dans *Terrorisme à la une* : « *Aussi existe-t-il au moins deux triangles différents de relations. Le premier est constitué par les terroristes, les médias et les victimes ; ici les médias sont proches de l'opinion publique qui s'identifie aux victimes. Le second est constitué par les terroristes, les médias et les pouvoirs publics : ici le public suit instinctivement le pouvoir, rendant parfois délicate la tâche de la presse. Loin d'être un acteur univoque, la presse est donc au cœur d'un jeu complexe de contradictions et d'ambiguïté*¹². »

Ce double triangle conceptuel pose les bases de notre recherche et nous permet de soutenir les fondements de notre problématique par cinq hypothèses ; il s'agira pour les trois premières de vérifier, pour les trois premières, la permanence de leur validité épistémologique.

I) L'évolution de la notion d'espace public est le corollaire d'une massification de l'opinion publique et de son élargissement. Le concept de masse est fondateur des logiques contemporaines de la production médiatique :

- la notion de masse est centrale et conditionne notre vision de la sphère publique et des moyens de communication qui s'y rapportent ;

- face à un espace public élargi mais parcellisé en de multiples micro-espaces publics, l'espace social s'est redéfini dans des logiques communautaires, et les moyens de communication moderne avec lui. Ce double phénomène a induit une donne inédite en matière d'information ;

- un nouveau partage des pouvoirs économiques, politiques et sociaux se joue dans la société contemporaine, ces pouvoirs agissent directement sur la production médiatique, ses contraintes de diffusion et son contexte de réception ;

le sujet de la communication s'est déplacé et avec lui les rapports de représentation. Le discours médiatique actuel serait donc composé à la fois de technicité et de subjectivité. Le traitement médiatique de l'événement pose le sujet comme élément central de sa réalisation. Avec internet, le sujet peut se poser à la fois en producteur de sa propre information et en lecteur de cette information. L'événement médiaté se déréalise dans cette méta-subjectivité interactive.

La nouveauté de ces hypothèses réside dans le fait que l'évolution technique des médias, internet inclus, recompose nos rapports à l'espace public, à la société, à l'individu et à l'information. Nous nous référons à internet et aux journaux quotidiens en ligne. Ces

¹² Wieviorka Michel, Wolton Dominique, *Terrorisme à la Une : média, terrorisme et démocratie*, Paris, Gallimard, 1987, p. 243.

nouveaux instruments de diffusion de l'information renouvellent le territoire de notre accès à l'actualité.

II) En dépit de cette évolution de l'espace public et des moyens de communication, la notion de pouvoir reste centrale à l'acte de communication et au discours journalistique :

- le discours scientifique sur le sujet est unanime à reconnaître le jeu difficile des médias dans la société contemporaine. En leur sein, les enjeux symboliques, politiques et sociaux coexistent mais nous assistons à une hypertrophie des moyens de communication ;

- dans le cas des situations conflictuelles, les médias sont considérés comme acteurs du consensus social. Ils produisent un discours légitimant l'action de l'Etat dans la société civile et s'inscrivent ainsi sur la scène conflictuelle comme « *le passage obligé où se rencontrent provisoirement, autour du spectacle de la violence, des acteurs un instant réunis*¹³ ».

III) Les médias sont l'enjeu de stratégies de pouvoir de la part des différents acteurs d'un conflit

- si l'assujettissement des médias en temps de crise correspond à une certaine réalité au nom de l'équilibre démocratique, il est erroné d'envisager le rôle de la presse par le seul biais de son instrumentalisation, par un Etat ou ses opposants ;

- les médias ont un rôle primordial de créateur de lien social, notamment dans le cadre des conflits ;

- depuis la guerre du Golfe, contrôler la production médiatique par une censure ouverte ne semble plus, dans le cas de crise extrême¹⁴, être sujet à polémiques. Le problème est ailleurs : il se situe dans le traitement nouveau de l'information du fait des NTIC ;

- dans les démocraties à économie libérale (hors temps de crise), la censure se situe, aujourd'hui, davantage du côté de la loi du marché. Nous rejoignons ici l'hypothèse sous-tendue par John Keane¹⁵ dans *Media and Democracy* : libre marché et liberté de la presse ne sont pas interdépendants ;

- l'ambiguïté et la difficulté probable des opposants à un régime étatique à séduire une large opinion publique résideraient dans leur incapacité à considérer les médias autrement que comme instrument d'idéologisation et de propagande « traditionnelle » ;

- la notion de propagande est néanmoins inhérente à ces affirmations. La propagande n'est plus considérée aujourd'hui comme le seul fait des régimes autoritaires. La propagande des « démocraties modernes », comme la nomme Jacques Ellul¹⁶ est une

¹³ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 175.

¹⁴ Nous pensons ici aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, suivis d'une demande d'auto-censure forte adressée aux médias américains par Georges Bush, et acceptés unanimement par eux au lendemain des attentats.

¹⁵ Keane John, *Media and Democracy*, Londres, Polity Press, 1991.

« réalité » nécessaire à l'équilibre démocratique. C'est le cas en Grande-Bretagne et en Israël qui sont des pays démocratiques ; néanmoins, nous verrons dans le développement de notre thèse que lorsque ces deux pays sont en situation de crise armée, la propagande revêt un aspect ouvertement autoritaire.

la redéfinition de l'espace propagandé ¹⁷ modifierait-elle le statut d'appareil idéologique d'Etat attribué aux médias par Louis Althusser ¹⁸ ? A cet égard, internet peut-il être considéré à moyen ou à long terme comme un appareil idéologique d'opposition à l'Etat ?

IV) L'écriture médiatique conflictuelle met en jeu des discours et donc des représentations collectives qui ont évolué avec la modernisation des moyens de communication dans les médias traditionnels.

- la multiplication des (micro) conflits dans le monde et leur couverture médiatique immédiate déconstruisent le territoire des oppositions traditionnelles (Est-Ouest) depuis la guerre froide. Nous assistons au retour du religieux comme symbole moderne dans un monde où la technologie et l'économie de marché dominent ;

- les attentats du 11 septembre 2001 ont largement accéléré cette déconstruction de l'axe Est-Ouest, déplaçant le problème d'une opposition fondée sur un « *statu quo sur la base de rapports de force constitués par l'accumulation de part et d'autre d'hommes armés, de chars [...] et de missiles balistiques* ¹⁹ » à une opposition entre sociétés occidentales ou occidentalisées et terrorisme. Les discours politiques et médiatiques ²⁰ après attentats du 11 septembre 2001 ont placé la religion comme axe central de division du monde, mobilisant des oppositions séculières. Nous faisons ici référence aux termes « *guerre de religion* », « *croisade* » qui sont apparus dans les discours médiatiques et politiques depuis le 11 septembre 2001.

- outre ce nouveau découpage géopolitique, les attentats du 11 septembre 2001 ont radicalisé les positions institutionnelles, politiques et médiatiques pour faire consensus contre le terrorisme. Dans le vocabulaire politique et médiatique, le terrorisme est devenu un terme générique, abolissant du coup les différences existant entre le terrorisme indépendantiste de l'ETA ²¹ ou de l'IRA, le terrorisme palestinien et enfin le terrorisme

¹⁶ Ellul Jacques, *Propagandes*, Paris, Economica, 1990.

¹⁷ J. Ellul dans son ouvrage *Propagandes*, parle de propagandiste, l'auteur de la propagande, et de propagandé, les « victimes » de celle-ci. Par « espace propagandé », nous entendons donc l'espace soumis à la propagande.

¹⁸ Nous revenons sur la notion d'appareils idéologiques d'Etat dans le chapitre 1 de la thèse.

¹⁹ Noyer Jean-Max (sous la direction de), *Guerre et stratégies*, Paris, Hermès, 2002, p. 85.

²⁰ Pour une étude détaillée des discours médiatiques tenus au moment et après les attentats du 11 septembre 2001, nous renvoyons à l'ouvrage dirigé par Marc Lits, *Du 11 septembre à la riposte*, Louvain, De Boeck Université, 2004.

²¹ ETA est le sigle pour *Euskadi Ta Askatasuna* qui signifie en basque, « pays basque » et « liberté » ; l'ETA est une organisation terroriste séparatiste, militant pour la séparation du pays basque d'avec l'Espagne.

« al-qaïdien », assimilable à une guerre de croisés contre l'Occident. Il y a donc au lendemain du 11 septembre 2001, resserrement des représentations médiatiques autour d'une conception manichéenne du monde.

- on assiste alors à une hypertrophie des représentations symboliques et identitaires dans les discours médiatiques. Internet en faciliterait la production et la diffusion, s'adressant à une large audience et proposant de nouvelles formes de discours et d'accès à celui-ci.

V) La multiplication des sites internet constitue-t-elle un niveau de représentations symboliques supplémentaire ou ce nouveau média ne fait-il que reproduire un discours déjà existant ?

- internet ne semblerait pas faire preuve d'une grande originalité discursive en matière de représentations symboliques, c'est ce que nous analyserons ;

- l'originalité de ce média se jouerait davantage au niveau de la production du discours. La nouveauté d'internet serait donc à saisir au niveau du médium (l'ordinateur et les réseaux), des potentialités discursives formelles qu'il offre, de la mémoire discursive qu'il propose, et de l'absence de censure *a priori* dans sa production et dans sa réception. Avec le développement d'internet se pose également le problème des sources d'information ; cet aspect n'est pas à négliger dans la mesure où la presse écrite trouve dans ce média un nouveau lieu d'informations et de développement. Ces caractéristiques impliquent de penser différemment l'information, de la concevoir comme potentiellement vraie mais aussi comme potentiellement fausse. La véracité d'une information n'est plus la condition de sa diffusion. Avec internet, nous passons de la crédibilité de l'information à sa dicibilité technique et cela rejailit sur les médias traditionnels, qui parfois désinforment plus qu'ils n'informent. C'est le cas de la diffusion par France 3, le 06 décembre 2006, d'images présentées comme étant celles de snipers américains visant puis abattants des miliciens talibans en Afghanistan. Rapidement, des internautes dénoncent la supercherie et prouvent que l'information diffusée est fausse. En effet, les images utilisées par France 3 étaient extraites d'un DVD d'un club de chasse du Wyoming. Les snipers n'étaient pas du tout des snipers, mais des chasseurs américains et les cibles des animaux ;

- la navigation hypertexte transforme notre réception du message dans la mesure où nous devenons « techniquement » co-créateurs (avec l'éditeur du site) de l'information ; elle nous invite à des parcours de lecture et donc de compréhension du contenu différents de ceux de la presse traditionnelle ;

- la spécificité d'internet tient également à la question de la temporalité de l'événement, différente des médias traditionnels. Celle-ci serait réduite par rapport aux autres médias, lorsqu'il s'agirait de traiter une information « à chaud ». Avec internet, en effet, les intermédiaires de la presse écrite ou audiovisuelle tomberaient, puisque le collecteur de l'information est à la fois le producteur et le diffuseur de celle-ci ;

- internet a donc un impact sur la représentation de l'événement et modifie les relations entre temps de l'événement et temps de l'information. Le paradoxe de la relation entre les deux tient au fait qu'avec internet le temps de l'information est à la fois un temps court et un temps long. Un temps court, car avec le média électronique se rétrécit donc la distance entre le moment de la réalisation de l'événement et sa représentation, du fait du

support de consultation de l'information par le lecteur (un ordinateur ou un téléphone portable) et de la diminution d'intermédiaires dans la production puis la diffusion du discours médiaté. Un temps long, car les capacités de mémoire et d'archivages d'internet, et surtout la facilité de consultation des archives, modifient notre rapport à l'information et à sa temporalité ;

- l'universalité *a priori* d'internet remet en cause les « lois » traditionnelles de la propagande et de ses différents niveaux d'exercice : propagandes nationales, de partis ou de religions. Le territoire de sa diffusion s'élargit considérablement avec internet. Cependant, nous assisterions aujourd'hui à une forme de réinvestissement du nouveau média dans des logiques de propagandes ultra-classiques.

- comment donc se construit l'identité d'un parti avec ce média ? Les partis politiques engagés dans les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais s'affranchissent-ils, sur internet, de la symbolique de l'événement médiaté par la presse ?

3-Justification de l'objet d'étude et du corpus

Nous avons souligné que les deux conflits comparés ont un certain nombre de points en commun, notamment d'être des conflits chroniques. Les oppositions qui animent les différentes parties en présence ont des résonances historiques centenaires. Leurs divergences sont anciennes ; les tensions sont donc fortement ancrées dans la société, inhérentes à un mode de pensée véhiculant une idéologie latente de suspicion et d'altérité refoulée.

Dans les deux cas, les tensions se sont généralisées, voire radicalisées, au XXème siècle, au début des années vingt en Irlande du Nord et au Proche-Orient. Nous proposons en annexe ²² un historique de ces conflits ; il s'agit de les replacer dans le contexte actuel et de permettre une lecture plus facile des différents moments auxquels nous nous référons dans notre étude.

3-1 Les deux conflits

Les représentations médiatiques sur le territoire national et international se déclinent selon l'axe principal du fort contre le faible, applicable donc au conflit israélo-palestinien et nord-irlandais :

l'image de David contre Goliath ²³ : c'est ainsi qu'est stigmatisée la lutte entre la Palestine et Israël. Cette vision du conflit a deux sources : l'une médiatique, l'autre plus politique ; au début de la seconde Intifada les médias ont largement contribué à entretenir

²² Voir historiques des conflits en annexes 1 (p. 475) et 3 (p. 481).

²³ La catégorisation du conflit est notamment traitée par Isabelle Garcin-Marrou et Jean-François Tétu, dans l'article intitulé «Seconde Intifada et terrorisme. Une analyse des discours de la presse français », *AFRI*, 4, 2003.

cette opposition entre un Etat d'Israël « fort » et un territoire palestinien « inférieur numériquement et militairement. » Cette comparaison fondée sur la mythologie permet de fixer les cadres de référence d'un conflit extrêmement plus complexe que la simple confrontation entre un « homme » et un « colosse », et de mobiliser la symbolique sociale. Nous faisons ici référence aux rapports de force existant dans toutes sociétés civiles, basés sur des inégalités sociales et économiques. Cette comparaison David / Goliath joue sur le rapport faible / fort et ajoute du symbolique à l'ordinaire social. Ce renvoi à la mythologie montre que les médias ont parfois besoin de référents externes, aisément identifiables, pour qualifier l'indicible ou le difficilement « racontable ». Cette image du fort contre le faible est récurrente dans les couvertures médiatiques d'événements violents, car elle permet de réduire les creux interprétatifs susceptibles de dérouter le lecteur-téléspectateur familier d'une représentation dichotomique de la violence.

Cette stigmatisation du conflit a d'ailleurs été largement reprise par les deux acteurs du conflit israélo-palestinien, soit pour être dénoncée soit comme leitmotiv de la propagande palestinienne. Il n'est pas rare d'ailleurs que les sites internet reprennent largement les « images figuratives » proposées par les médias.

Le prisme médiatique, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a radicalisé les discours sur les événements au Proche-Orient jusqu'à la mort de Y. Arafat ; il a de plus renforcé l'image de Palestiniens « terroristes » et proposé un élargissement du champ de leurs victimes potentielles. Après les attentats du 11 septembre 2001, ce ne sont plus seulement les Israéliens qui sont touchés physiquement et symboliquement par les attentats mais également les pays « occidentaux » qui sont entrés en guerre contre le terrorisme. La mort de Y. Arafat et la disparition d'un symbole fort, représenté dans les médias comme un personnage ambigu, ont légèrement adouci les angles de ce prisme, dans la mesure où G. Bush, A. Sharon et une partie des médias occidentaux avec eux, avaient fait de Y. Arafat un sympathisant d'Al Quaida, le décrédibilisant donc sur la scène publique internationale. Avec Y. Arafat disparaissent non seulement un chef historique détenteur des pleins pouvoirs à la tête des trois principales entités politiques palestiniennes (Autorité Palestinienne, Fatah et Organisation de Libération de la Palestine) mais aussi un symbole médiatique, le catalyseur de tous les maux israéliens et par extension du terrorisme. Arafat mort, le vide sémantique et symbolique ne peut être comblé par des représentations équivalentes, aucun personnage palestinien n'étant capable d'occuper le même espace symbolique. Il faut donc trouver d'autres cadres d'interprétation valables et, pour ce faire, mettre sur le devant de la scène une autre figure symbolique forte.

- le conflit nord-irlandais ne fait pas explicitement l'objet dans les médias d'une comparaison David / Goliath, mais elle est néanmoins sous-jacente dans les représentations médiatiques. Celles-ci opposent en effet régulièrement les paramilitaires républicains de l'IRA à l'« empire britannique ». Nous retrouvons d'ailleurs cette expression dans un reportage de la Cinquième, diffusé en 2002, sur l'IRA : « Chansons contre l'empire ». Jusqu'au milieu des années quatre-vingt - dix, les Républicains sont généralement représentés comme le camp « faible » (économiquement, démographiquement, socialement et politiquement). Cette tendance commence à s'inverser au moment des accords de paix du Vendredi Saint, dans la mesure où

l'ensemble des groupes politiques républicains participe au processus de paix. Par ailleurs, la communauté catholique (républicaine) est en forte progression démographique et la communauté protestante risque désormais de se retrouver en minorité. Enfin, la situation économique et sociale des Catholiques s'est fortement améliorée au cours des dix dernières années.

Le camp « fort » a longtemps été représenté dans les médias mais surtout dans les discours des acteurs politiques, comme étant la communauté protestante (unioniste). L'épisode de Holy Cross School en 2001, élément de notre corpus, représente une sorte de cassure symbolique de la comparaison fort / faible ; la différence de traitements et de conditions de vie dans les quartiers protestants, deviennent alors une des revendications principales des Protestants.

Il semble donc que l'opposition fort / faible à l'œuvre au moment le plus aigu du conflit nord-irlandais se soit délitée pour s'inverser finalement.

3-2 La motivation du corpus : les quotidiens et les sites internet

Aborder la question de la représentation médiatique dans les conflits a déjà été réalisé dans le cadre de différentes études. Sans remettre en cause ni éluder la littérature déjà produite, nous voulions proposer une radioscopie de la médiatisation d'un certain type de crise, les conflits identitaires, selon une approche double : comparer le traitement médiatique et les enjeux symboliques produits par celui-ci au sein de deux conflits nationaux sous le jour nouveau des nouvelles technologies d'information et de communication, et interroger des logiques discursives inédites en les confrontant aux médias traditionnels, afin d'observer de si cette nouvelle donne est potentiellement génératrice d'une nouvelle configuration de logiques de « guerre ».

Pour illustrer notre propos, nous avons choisi une approche comparative entre la presse quotidienne et les sites internet.

3-2-1 Le corpus de presse écrite

Notre démarche a été de mettre en parallèle, dans la mesure du possible, deux quotidiens de tendance opposée pour chaque conflit. Néanmoins, la barrière de la langue nous a obligés à mettre de côté le choix d'un quotidien palestinien, étant donné que les quatre journaux officiels palestiniens sont en arabe. De la même manière, nous n'avons pas voulu sélectionner un quotidien israélien en hébreu. Nous utilisons à dessein le terme vouloir, car c'est à partir de cette aporie de départ que notre corpus a pris tout son sens. En effet, nous aurions pu choisir de faire traduire les articles d'un quotidien comme *Haaretz*, quotidien proche de la gauche israélienne, et nous aurions eu un équilibre en termes de représentations médiatiques. Mais un texte traduit perd de sa substance, car la traduction même la plus fidèle est toujours soumise à une double imperfection : celle d'être trop mécanique, si elle est faite par un logiciel, ou celle d'être trop « personnelle », quand le traducteur, avec son « humanité », ses pré-requis socioculturels et ses inclinaisons politiques, livre une traduction insuffisamment littérale. Partant de cette double impasse, et conscients que retenir un seul quotidien israélien, revient à ne donner qu'une tendance de l'opinion publique à nos lecteurs et ne reproduit en aucun cas la diversité des opinions en Israël, nous avons sélectionné *The Jerusalem Post*. Publié en

anglais, c'est un journal indépendant, même si son orientation politique est plutôt à droite.

Nous avons par ailleurs sélectionné un quotidien libanais francophone, *L'Orient le Jour* ; même s'il n'appartient pas à l'espace public palestinien, son territoire de diffusion (le Liban) nous a paru constituer un élément intéressant du fait de la proximité géographique avec Israël et la Palestine. A cette proximité géographique s'ajoute une proximité symbolique avec la Palestine, puisque de nombreux réfugiés palestiniens vivent au Liban et que ce pays a été à plusieurs reprises en guerre contre Israël. Ces différents éléments laissent penser que, sans être équivalent aux discours des journaux palestiniens, le traitement du conflit israélo-palestinien par *L'Orient le Jour* mobiliserait des cadres de représentations assez proches.

Nous avons également choisi deux quotidiens britanniques : *The Times* qui est un journal dit de « référence » en Grande-Bretagne et dans le monde, et un quotidien nord-irlandais *The Belfast Telegraph*. Il a eu notre préférence par rapport à *The Irish News*, quotidien nationaliste républicain. *The Belfast Telegraph* est un journal de tendance unioniste modéré, mais surtout il est lu par les deux communautés.

Sélectionner *The Jerusalem Post*, *L'Orient le Jour* et *The Belfast Telegraph* participe donc d'un choix méthodologique qui n'est pas celui de l'exhaustivité des représentations mais celui de la correspondance avec les positions des acteurs politiques dans leur espace public respectif à la période délimitée par le corpus. Ce n'est pas l'ensemble des représentations médiatiques en tant que tel qui intéresse notre propos, mais la façon dont ces représentations font émerger des identités et pour cela, nous n'avons pas besoin d'une comparaison termes à termes ni d'une vision médiatique exhaustive du conflit. Par ailleurs, le choix d'une comparaison presse écrite / sites internet se veut le moyen d'envisager de quelles manières les sites internet peuvent modifier certaines représentations de la presse écrite.

Nous avons essayé ici d'avoir la palette la plus large possible, dans les limites de ce qui était pertinent pour la recherche et de l'accessibilité aux différents médias consultés. Nous ne visons pas une analyse exhaustive ni symétrique des représentations qui structurent les deux conflits ; nous nous intéressons ici aux éléments saillants en terme de représentations médiatiques dans l'un ou l'autre.

Enfin, nous avons sélectionné deux quotidiens français : *Le Monde* qui est, comme *The Times*, un journal dit de « référence ». Il nous fallait ensuite choisir un quotidien dont l'orientation discursive et les représentations médiatiques diffèrent suffisamment de celles du *Monde* ; nous avons choisi *Libération*.

Notre corpus de presse écrite se compose de six quotidiens :

deux français : *Le Monde* et *Libération* ;

un israélien : *The Jerusalem Post* ;

un libanais (en français) : *L'orient le jour* ;

un anglais : *The Times* et un nord-irlandais : *The Belfast Telegraph*

3-2-2 Le corpus internet

Nous avons sélectionné pour le corpus internet, les sites des partis politiques impliqués dans chacun des conflits. Ils nous permettront de mesurer l'impact des nouvelles technologies de la communication ; nous avons donc choisi quatre sites pour le conflit nord-irlandais²⁴ (le Sinn Féin, le Social Democratic Labour Party, l'Ulster Unionist Party et le Democratic Unionist Party²⁵) et quatre sites pour le conflit au Proche-Orient, (le Likud et le parti travailliste Aavoda, le parti d'Ariel Sharon, Kadima) et le Fatah.

Voici les adresses des sites internet analysés :

le Sinn Féin : <http://sinfein.ie> ,

le SDLP : <http://www.sdlp.ie> ,

l'UUP : <http://www.uup.org.uk> ,

le DUP : <http://www.dup.org.uk> ,

le parti travailliste israélien : <http://www.aavoda.co.il>,

le parti Kadima, <http://www.kadimasharon.co.il> ,

le Likoud, <http://www.likud.org.il> ,

le Fatah, <http://www.fateh.net>.

3-3-3 Le parti-pris du traitement d'une actualité récente

Pour le corpus écrit, nous avons délimité notre étude du conflit israélo-palestinien à une période allant de septembre 2000 (début de la seconde Intifada) jusqu'à octobre 2005, en retenant deux moments forts : la mort de Y. Arafat et la décolonisation de Gaza. La période étudiée pour le conflit nord-irlandais débute en septembre 2001 et se clôt en janvier 2006, avec pour point d'ancrage deux épisodes de l'actualité nord-irlandaise : le soulèvement faisant suite à des incidents survenus près d'une école catholique, l'affaire Holy Cross School, et le désarmement de l'IRA.

Le corpus internet ne peut être délimité de la même façon, dans la mesure où, comme nous l'indiquons précédemment, les temporalités de l'information ne sont pas les mêmes que dans la presse écrite. Les sites internet subissent deux types de modification ; elles sont le fait d'une soustraction (des pages existantes sont supprimées et n'apparaissent donc plus sur le site du jour au lendemain) et d'une somme (de nouvelles pages sont insérées au site existant). Nous n'avons pas mis de limite temporelle à l'étude du corpus internet.

Nous avons retenu le principe général suivant pour l'étude de la totalité de notre corpus : sélectionner des moments de l'actualité conflictuelle susceptibles de nous apporter des enseignements à partir de cinq axes thématiques : l'identité, le territoire, le

²⁴ Nous renvoyons aux annexes 2, 3, et 5 (p. 481 - p. 487) pour un historique des deux conflits et la situation détaillée de ces partis dans les paysages politiques nord-irlandais et israélo-palestinien.

²⁵ Le SDLP et l'UUP sont des partis modérés, alors que le Sinn Féin même s'il a participé aux négociations de paix a été longtemps considéré comme l'aile politique de l'IRA. Le DUP quant à lui est un parti radical protestant opposé farouchement à une partition de l'Ulster.

sacré, la violence et la figure du leader politique. Par ailleurs, la décennie actuelle semble être la plus pertinente dans la mesure où l'émergence des NTIC a non seulement facilité la diffusion de l'information mais a aussi engendré de nouvelles modalités discursives.

Ensuite, circonscrire notre étude de corpus à la période 2000-2007²⁶, nous permet de prendre en considération les événements du 11 septembre 2001 dans les représentations médiatiques et d'envisager les impacts de ces attentats sur les discours des acteurs des deux conflits et ceux des médias. En effet, et même si les réactions n'ont pas été les mêmes dans les différents camps, le 11 septembre 2001 a indéniablement marqué les oppositions en Irlande du Nord et au Proche-Orient : les uns appelant à la réconciliation et à l'unité nationale, les autres trouvant là une raison supplémentaire à l'interventionnisme militaire.

Nous avons choisi la presse écrite comme terrain d'étude privilégié pour deux raisons : en premier lieu, nous avons souhaité comparer de l'écrit sur papier et sur écran. Ensuite étant donnée l'importance et l'origine de notre corpus, il nous était impossible de réunir les archives des journaux télévisés libanais, israéliens ou nord-irlandais. Et enfin, le quotidien d'information générale nous est apparu un excellent champ d'investigation compte tenu de la nature des événements que nous étudions, moments qui sont plus aisément « dissécables » dans un temps court de la représentation.

Parallèlement à cela, nous souhaitons analyser les potentialités d'internet dans le cadre de situations conflictuelles au travers des discours produits par les acteurs politiques. En nous inspirant de l'étude sémiologique du dispositif technique et formel réalisée par Annelise Touboul²⁷, nous avons choisi d'élargir notre corpus à ce média et à ses probables conséquences sur le discours médiatique, et sur celui des parties en conflit.

Etudier conjointement les discours produits par la presse et les sites internet des principaux partis politiques impliqués dans les tensions en Irlande du Nord et au Proche-Orient peut constituer un angle d'attaque suffisamment fort et complet pour rendre compte de la place des médias dans les conflits modernes et nous permettre de mesurer l'impact, en terme de dispositif formel, des nouveaux réseaux médiatiques et de la place que prennent les acteurs politiques dans ce format.

4–La démarche méthodologique

4–1 L'intérêt d'une étude comparée des conflits proche-oriental et nord-irlandais

²⁶ La période sélectionnée pour la totalité du corpus se termine en 2007 puisque nous avons consulté les sites internet des partis politiques jusqu'en septembre 2007.

²⁷ Touboul Annelise, *Le journal quotidien sur le Web*, thèse : Sciences de l'Information et de la Communication : Lyon 2 - Université Lumière, 2001.

Nous avons choisi de procéder à une étude comparative. Nous nous sommes intéressés plus précisément à cette région où l'importance stratégique de la couverture médiatique est perceptible. Même si le conflit israélo-palestinien peut constituer à lui seul un objet d'étude suffisant, il nous a semblé pertinent d'utiliser le principe de la comparaison. Ainsi, en partant du cas israélo-palestinien, nous souhaitons, en le comparant à un autre conflit, non pas faire une généralité en terme de représentations médiatiques, mais dessiner une tendance dans les relations déjà existantes – mais sans cesse fluctuantes – entre médias / opinion publique / acteurs d'un conflit.

Une fois ce premier élément de notre comparaison déterminé, il nous fallait en sélectionner un second. Le conflit nord-irlandais nous a semblé pleinement correspondre à notre intention de recherche pour les raisons évoquées au début de notre introduction. Les points de similitude entre les deux conflits sont donc partie intégrante de ce choix mais si l'Ulster a eu définitivement notre préférence sur la Yougoslavie, c'est parce que durant les années quatre-vingt la seule « image » que nous ayons eu du conflit nord-irlandais fut celle d'une vision profondément manichéenne de la société nord-irlandaise : celle d'une société dite « civilisée », représentée par l'Angleterre et les Protestants de l'Ulster, opposée à une société réactionnaire composée de la population catholique de l'Ulster et des « terroristes », raccourci médiatique pour désigner les soldats de l'IRA. Ce choix n'est aucunement motivé par le désir de réparer une « injustice » médiatique, il ne nous appartient pas d'ailleurs de juger ici si tel fut le cas ; il participe plutôt du souhait de mieux comprendre un conflit qui nous est proche et lointain en même temps. Proche, car c'est une démocratie européenne et lointain, car le conflit nord-irlandais semble s'ancrer dans un affrontement archaïque (représenté médiatiquement par l'opposition entre Catholiques et Protestants), en marge du processus européen moderne.

Pour le conflit israélo-palestinien, la Palestine, au début du siècle dernier, constituait un enjeu majeur pour les Anglais et les Français, les accords Skyes Picot en 1916 ayant partagé la Palestine entre les deux pays. L'affaire de l'Exodus²⁸ en 1947 lie la France de l'après-guerre à Israël et mobilise l'opinion française en faveur des émigrés juifs. Côté palestinien, la France se doit stratégiquement, au sortir de la guerre d'Algérie, d'asseoir sa position au Proche-Orient et au Moyen-Orient, et choisit notamment avec François Mitterrand de tendre la main à Yasser Arafat. Ces raccourcis historiques que nous faisons ici montrent la forte résonance du conflit israélo-palestinien ; résonance qui justifie le choix de l'analyse de ce conflit.

4-2 Le choix méthodologique

- le principe : le modèle variant-invariant

Nous vérifierons la validité de nos hypothèses par une analyse comparative des discours proposés par la presse écrite quotidienne et des discours des partis politiques sur leur site internet, étude au cours de laquelle il s'agira d'« *identifier les variations associées à des variations dans les conditions productives, repérer les différences de*

²⁸ Voir en annexe 1 le résumé de l'affaire Exodus, p. 475.

*point de vue du fonctionnement discursif ; décrire ces différences sous la forme d'opérations discursives ; reconstituer, enfin, à partir de cette description, les règles appartenant à une ou plusieurs grammaires*²⁹ . »

La pertinence d'une analyse des discours médiatiques sur les conflits nord-irlandais et israélo-palestinien réside dans le fait que la seule manière de « rendre visibles ces invariants est de faire varier les conditions (de production) »³⁰ . Ainsi, nous pourrions déterminer « les écarts inter-discursifs »³¹ , c'est-à-dire en quoi, dans des conditions de production proches, un discours peut différer d'un autre et inversement. Dans ces analyses de corpus, nous trouverons les indicateurs qui viendront confirmer ou infirmer nos hypothèses.

Dans *La sémiotique sociale*, la sémiotique qu'évoque Eliseo Veron « ne peut avoir d'autre forme que celle d'un réseau de rapports entre le produit et sa production (...) : tissu de liens entre le discours et son ailleurs, entre le texte et ce qui n'est pas lui, entre la manipulation d'un ensemble signifiant pour y déceler les traces d'opérations, et les conditions de production de ces opérations »³² . » Nous nous efforcerons de faire de ceci notre « credo » méthodologique.

le choix délibéré d'une « mauvaise méthode »

Pourquoi vouloir comparer deux objets qui ne sont pas vraiment comparables dans la mesure où la presse écrite et les sites internet ne produisent pas la même chose. Nous employons à dessein le terme « chose », car c'est bien dans l'indéfinition de ce mot-valise que se trouve la raison de notre choix. La chose, l'information traitée par la presse écrite, l'est sur un support aisément identifiable, le papier, la page unique, la titraille, la maquette linéaire et sans profondeur (pas de tabularité possible) ; la chose, l'information traitée sur un site internet, l'est sur un support divergeant selon la taille de l'outil de consultation (un ordinateur ou un téléphone cellulaire), le texte y est hypertexte, la page tabulaire et la parole multi-médiatée.

Le but de notre étude n'est pas de procéder à partir d'une base comparative équivalente, mais de partir de deux types de dispositifs très différents et d'envisager comment avec des outils aussi dissemblables nous trouvons sur internet des discours redondant à la presse écrite, dont la puissance symbolique est démultipliée du fait du multimédia. Nous faisons allusion ici à l'ambivalence du discours internet, démultiplicateur d'émotions par l'usage du multimédia (vidéo, chants, photos, etc.) mais également restrictif en matière de réception du message (barrière de la langue, de symboles religieux ou guerriers que le lecteur lambda ne possède pas forcément). Le multimédia et l'hypertexte prennent le pas sur le commentaire de l'actualité. Sur les sites internet des partis politiques, l'autoréférence et la négation de l'Autre sont la conséquence d'une

²⁹ Veron Eliseo, *La sémiotique sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, p. 135.

³⁰ *Ibid.*, p. 135.

³¹ Veron Eliseo, *op.cit.*, p. 135.

³² *Ibid.*, p. 136.

subjectivité exacerbée.

La méthode comparative est donc mauvaise si l'on considère que seuls des objets semblables peuvent être comparés, mais elle devient pertinente lorsqu'on part de cette faille méthodologique pour construire une comparaison fondée sur la différence et sur la complémentarité potentielle de cette différence, qui est ici de trois ordres : l'usage, le dispositif et la forme du discours produit. Partant de là, ne cherchant pas a priori de similitude formelle, nous sommes libérés de toute contingence matérielle induite. Les discours de la presse écrite et des acteurs du conflit ne doivent cependant pas être appréhendés comme du texte nu, car ce sont précisément aussi ces spécificités matérielles qui changent non pas le discours produit mais plutôt son temps de production et de réception, sa méthode de production et la façon dont nous le recevons.

l'application : la position des regards sur les conflits

Une fois le principe d'une étude comparative posé et la méthode variant-invariant choisie, nous avons déterminé notre corpus d'étude et notre parti-pris de recherche. Il nous a semblé opportun de proposer un double regard sur les événements du corpus, interne et externe aux territoires concernés. Le lectorat s'internationalise et se multiplie dans ses formes d'accès à l'information, notamment avec le développement d'internet. Et c'est là peut-être l'originalité de notre approche comparative : mettre en parallèle conflits nord-irlandais / israélo-palestinien par une symétrie de l'événement et médias nationaux / internationaux par une asymétrie de « l'œil médiatique ».

Le choix de la presse écrite française comme élément central de notre corpus se justifie alors, car elle se situe à l'extérieur de l'espace public des deux conflits. Elle constitue le socle de la comparaison que nous réalisons entre le conflit nord-irlandais et israélo-palestinien, et permet de porter un regard externe sur les deux conflits. Et c'est précisément ce point de vue, en quelque sorte extra-diégétique, qui permet une comparaison pertinente entre les représentations internes des événements conflictuels. C'est par ce regard central qui met en avant deux types de relations différentes que nous analyserons les représentations médiatiques : presse française / journaux et sites nord-irlandais, presse française / journaux et sites israélo-palestiniens, et enfin journaux et sites nord-irlandais / journaux et sites israélo-palestiniens.

La comparaison entre les deux conflits prend son sens avec un élément central stable, les représentations de la presse française. Par exemple, la question de la religion en Irlande du Nord est un élément saillant dans la désignation du conflit dans la presse française mais apparaît de façon très atténuée en Irlande du Nord où il est d'avantage question d'Unionistes opposés aux Républicains. Les termes Catholiques et Protestants servent davantage à différencier les deux communautés qu'à préciser le caractère religieux du conflit nord-irlandais. Il en va de même avec le conflit israélo-palestinien. Et ce sont précisément ces constatations qui font l'intérêt d'un élément stable dans notre comparaison.

la difficulté à réunir un corpus électronique cohérent

En dépit des barrières linguistiques évoquées précédemment, nous avons choisi un corpus international mais pas exhaustif. Et cette non-exhaustivité, encombrante au début de notre recherche, nous semble aujourd'hui entrer pleinement dans notre logique de

travail. En effet, nous nous intéressons aux logiques d'acteurs mises en perspective dans les représentations médiatiques ; dans la mesure où la base de notre corpus de presse écrite est française, que nous vivons en France, notre position d'étude et d'observation se doit de respecter cet ancrage géographique, culturel et politique. Notre point de vue sur les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais est celui d'un lecteur de médias qui ne parle ni ne lit l'hébreu ou l'arabe, qui sélectionne donc pour sa recherche des informations sur des critères subjectifs (sites bilingues, ou traduisibles par des traducteurs automatiques, presse anglophone et francophone). Ces biais rendent totalement pertinente notre recherche. Nous gardons cependant à l'esprit que nous ne réalisons pas dans cette thèse une étude sur la réception, mais il demeure évident que les médias (internet en tête) tiennent compte de ces imperfections perceptives. Notre propos est de nous arrêter aux logiques discursives de production, aux choix éditoriaux de ces médias qui, comme *The Jerusalem Post* par exemple, choisissent de publier en Anglais un quotidien puis en Français un hebdomadaire dans un pays dont la langue officielle est l'hébreu.

La comparaison croisée du corpus entre la France, la Grande-Bretagne, Israël et le Liban a donc été motivée par des choix méthodologiques impliquant la langue, l'accessibilité du corpus, l'espace public de la production médiatique et l'orientation éditoriale des quotidiens sélectionnés. En conclusion, ces biais linguistiques associés au principe de la symétrie et de l'asymétrie devraient nous permettre de mesurer de façon relativement fine le jeu médiatique dans les conflits étudiés.

La comparaison des discours internet des partis politiques israéliens et britanniques est-elle utile à notre problématique ? Oui, mais c'est un choix difficile. Difficile, car cela implique de comparer frontalement des stratégies discursives formelles très différentes : la langue est l'aporie principale de cette comparaison. Le sens de lecture (de droite à gauche pour l'hébreu) diffère, ce qui induit une spatialité différente de la page dans les sites israéliens. Par ailleurs, pour les sites qui sont disponibles en plusieurs langues, cela implique une rigidité formelle : le site Kadima par exemple est strictement identique visuellement en hébreu et en anglais. Enfin, la difficulté de la traduction pour les sites israéliens qui ne sont pas bilingues, ne nous offre pas un terrain d'analyse aisé. Il est donc évident que ces apories linguistiques ne nous permettent pas de produire un travail d'analyse d'une qualité égale entre les sites britanniques et les sites israéliens, et nous ne pouvons en l'état que le regretter.

Mais cet obstacle méthodologique est aussi une richesse en terme de représentations, car si nous nous sommes heurtés à ces difficultés, d'autres également y sont confrontés. Et ces freins à la consultation sont une sorte de méta-discours, dans la mesure où il est parfois aussi intéressant de produire une analyse sur les conditions de production du discours que sur le discours lui-même ; conditions qui sont elles-mêmes un discours sur le discours.

A cause des freins à l'accessibilité aux médias que nous venons d'énoncer, la comparaison la plus stable peut se faire sur le conflit nord-irlandais. Le corpus électronique israélo-palestinien devrait nous permettre d'analyser des éléments saillants de la violence conflictuelle mais dans une temporalité légèrement décalée par rapport au conflit nord-irlandais. En effet, au Proche-Orient, la période 2000-2005 correspond à

l'épicentre du conflit alors qu'à cette même période, l'Irlande du Nord tend d'avantage à une résolution politique du conflit.

4-3 La méthode d'analyse

Du fait de la particularité de notre analyse dans cette recherche, nous ne souhaitons pas fixer ici une méthode établie pour d'autres travaux portant sur des sites internet. Nous nous appuyerons cependant sur la démarche d'analyse d'A. Touboul³³ pour sa thèse sur les quotidiens en ligne, car elle y propose des outils méthodologiques fort pertinents en matière de dispositif formel et technique. A ces outils nous joindrons une analyse de la géographie symbolique du site et une étude sur le texte.

Il nous paraît également nécessaire de nous intéresser à des questions d'ordre qualitatif (l'énonciation, la titraille, les têtes de paragraphe, etc.) et quantitatif (fréquence de certaines occurrences) dans le discours des sites internet et de la presse écrite.

4-3-1 Analyse du texte

Les sites internet proposent en grande partie de l'écrit sous diverse formes : articles de journaux, historique, manifeste, etc. Nous nous intéresserons également à ce qu'Yves Lavoine³⁴, entre autres auteurs, nomme la topographie d'un texte, à savoir le jeu de l'écrit dans l'espace de la page ou de l'écran, et à la typographie. Nous pensons que cette paratextualité est porteuse de sens au même titre que le texte. Notre analyse s'appuiera sur le principe de l'analyse de discours ; nous lui associerons des constats d'ordre quantitatif sur la fréquence de certaines occurrences.

Nous croiserons ensuite les données obtenues selon les cinq thèmes énoncés précédemment : le territoire, l'identité, le sacré, la violence et la figure du leader politique.

Nous aurons soin de garder à l'esprit les propos de Jean-François Tétu dans *Le journal quotidien* concernant la page d'un journal : « *Le point de départ d'une analyse sémiotique de la mise en page est le fait que la page constitue un « plan ». (...) La page du journal constitue ainsi une figure (une forme perceptible par la vue) qui est en même temps une figuration (rhétorique) de l'information*³⁵. »

4-3-2 Analyse de l'image

Le paratexte est donc co-producteur de signes au côté du texte et de l'image dans le discours médiatique. La photographie de presse notamment se rapproche du signe textuel par sa valeur indicielle propre. Les sites internet produisent généralement une iconographie riche. Nous consacrerons donc une partie de notre analyse à la rhétorique de l'image en appuyant notre réflexion sur les ouvrages de Martine Joly, Laurent

³³ Touboul A., *op.cit.*

³⁴ Lavoine Y., *Le langage des médias*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1997.

³⁵ Mouillaud Maurice, Tétu Jean-François, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1989, p. 56.

Gervereau et de Roland Barthes. Ces auteurs constitueront la base théorique d'une analyse qui sera ponctuelle, puisque notre recherche s'intéresse aux discours sur internet et dans la presse écrite (donc potentiellement du texte, de l'image, de l'hypertexte), et non pas seulement à une sémiotique particulière. Aujourd'hui, texte et image sont étroitement liés dans la production de sens, dans le récit sur l'événement. Internet rend cette relation un peu plus symbiotique. Néanmoins, ce phénomène n'est pas nouveau si nous pensons aux hiéroglyphes ; il s'agirait, pour certains auteurs, d'un juste retour de l'image à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter : au côté du texte, sur un même « piédestal ».

4-3-3 Analyse de l'anatomie du corps internet

Nous tentons ici une approche nouvelle afin de mieux comprendre la mise en scène électronique des sites internet étudiés. Nous proposons une arborescence de chacun des sites consultés, sorte de toile où l'architecture interne est une forme de didascalies révélatrices des stratégies discursives des acteurs politiques dans les deux conflits. Nous pensons que cet outil particulier nous permettra de préciser certains points de la stratégie des acteurs politiques sur internet.

4-4 La bibliographie

Nous présentons une bibliographie qui, bien qu'importante, ne se prétend pas exhaustive. Les ouvrages sélectionnés sont de langue française (langue originale ou traduction) et anglaise (dans le texte) principalement. Ce choix est motivé par le caractère « international » de notre sujet et notre souhait de proposer un point de vue le plus large possible. La littérature anglo-saxonne sur les rapports médias-Etat est riche et ne pas s'y intéresser revient à ignorer une partie de l'épistémologie sur notre sujet. Nous regrettons cependant, en l'état actuel, de ne pouvoir produire une littérature prenant en compte les points de vue proche-orientaux. Le temps et les moyens matériels n'ont pu rendre cette lecture effective et nous avons conscience que ce manque peut appauvrir notre analyse.

Nous avons fait le choix de nous entourer d'ouvrages « isolés », afin de privilégier une approche pluridisciplinaire. C'est pourquoi nous référençons dans notre bibliographie l'étude psychanalytique de Daniel Sibony sur le conflit proche-oriental, bien que notre approche scientifique ne soit pas du tout celle de la psychanalyse. Ce livre nous a permis de porter un regard différent sur ce conflit et donc sur ses représentations médiatiques et les implications symboliques inhérentes à ce conflit. Nous nous sommes également intéressés à un ouvrage collectif sur la stratégie militaire et ses mutations suite à la généralisation de l'utilisation des nouvelles techniques d'information et de communication, ouvrage qui a priori semble assez éloigné de notre problématique mais qui sert notre étude en l'enrichissant. Ces ouvrages que nous qualifions « d'isolés », car n'appartenant pas *stricto sensu* aux Sciences de l'information et de la communication, sont des points de repères forts dans l'élaboration de notre réflexion. Nous avons par ailleurs volontairement restreint notre lecture d'ouvrages sur internet, car la littérature sur le sujet est abondante et, finalement, souvent peu appropriée à notre étude.

Notre bibliographie se divise en cinq parties : les ouvrages, les contributions à des ouvrages scientifiques, les contributions à des revues scientifiques, les contributions en

ligne, et enfin les thèses et les colloques.

Nous partagerons notre réflexion en trois moments principaux. La première partie de notre thèse nous permettra de préciser les relations médias-Etat-acteurs politiques et espace public, en définissant certaines notions centrales (chapitre 1) ; nous nous arrêterons également aux logiques discursives médiatiques, à leur évolution dans la société contemporaine et interrogerons le dispositif internet (chapitre 2). Cette étape franchie, nous consacrerons notre propos à la représentation médiatique dans le cadre des événements conflictuels. Nous préciserons tout d'abord la nature des conflits étudiés et la notion de terrorisme (chapitre 3). Nous envisagerons ensuite les logiques d'acteurs dans le cadre de la représentation médiatique dans les situations de violence armée (chapitres 4 et 5). Enfin, l'ultime moment de notre étude sera celui de l'analyse des corpus mobilisés ; nous tenterons par une étude précise d'illustrer ce que nous avons précédemment annoncé. La question de la violence et de ses représentations (chapitre 6) sera la première étape d'une analyse qui s'interrogera sur la nature du dispositif internet (chapitre 7), puis se poursuivra par une étude thématique qui s'intéressera à la figure du leader politique (chapitre 8) et à la représentation du territoire et de l'identité (chapitre 9) dans les deux conflits.

Cette méthodologie et le parcours de notre réflexion, passant de la théorie à l'analyse des corpus, peuvent paraître un peu figés et sans originalité, mais ils nous semblent les plus à même à servir notre réflexion. Avant de nous lancer dans une analyse des discours, il nous apparaît indispensable de poser solidement les fondements de celle-ci. Par ailleurs, nous savons que cette double approche comparative peut paraître peu académique, voire encombrante, mais elle nous a semblé être le moyen de travailler au mieux nos hypothèses.

PREMIÈRE PARTIE ÉTAT, ACTEURS POLITIQUES, MÉDIAS ET ESPACE PUBLIC

Dans le cas des conflits, étudier les rapports entre Etat, acteurs politiques, médias et espace public, nécessite de préciser certaines notions qui nous semblent caractéristiques de ces situations de crise armée - le pouvoir, l'Etat, la démocratie, l'idéologie et la propagande - et de penser celles-ci à travers les logiques d'acteurs. Nous définirons ces mots à travers les relations qu'ils ont les uns avec les autres, mis en contexte, donc dans la perspective de notre étude.

Une fois ces notions posées au regard des situations conflictuelles (chapitre 1), nous consacrerons le second volet de cette première partie aux nouvelles logiques discursives dans les médias (chapitre 2). Nous nous attacherons à analyser leur évolution avec les nouvelles techniques d'information et de communication, dont internet, et les conséquences possibles de cette mutation technique et sociale sur l'information et l'événement. Etablir ainsi les bases de notre réflexion en proposant cet état des lieux nous semble nécessaire du fait de la richesse de la production littéraire sur le sujet ; il ne s'agit pas ici de réaliser un catalogue de références bibliographiques mais de nous doter des outils conceptuels qui constitueront le socle de notre recherche sur internet et la presse écrite.

Nous souhaitons profiter de ce paragraphe introductif pour préciser à nouveau que,

sous l'intitulé *médias*, nous désignons l'ensemble de la presse écrite et audiovisuelle. Néanmoins, lorsque nous voudrions nous intéresser à l'un d'entre eux plus spécifiquement nous les nommerons par leur appellation générique : presse écrite, radio et télévision. Nous envisageons ces rapports dans leur globalité dans cette partie, pour nous intéresser au cas plus particulier de la presse écrite dans l'analyse du corpus. Nous emploierons également le terme généralisant de « communication de crise » pour désigner certaines des stratégies des différents acteurs politiques, que nous rencontrerons aussi bien dans la presse écrite que sur les sites internet. Nous avons néanmoins à l'esprit que ce terme a une signification flottante dans la mesure où il peut aussi bien désigner des logiques de communication des organisations que des logiques étatiques de gestion de la violence.

Chapitre 1 – Définition des notions centrales

Définir les notions de pouvoir et d'Etat, d'idéologie et de propagande, de violence, de propagande et de démocratie, d'identité et de territoire, et enfin de religieux et de sacré peut paraître très ambitieux, et aboutir à un catalogue de notions sans intérêt pour notre recherche. C'est pourquoi nous relierons ces définitions très étroitement à notre problématique. L'objet de ce chapitre n'est pas de donner une définition encyclopédique mais une interprétation de ces termes dans le cas des situations conflictuelles, de clarifier des notions qui jouent un rôle primordial dans les discours sur les relations médias-Etat-acteurs politiques-espace public. Nous avons choisi de les mettre en perspective à partir de l'étude proposée par Isabelle Garcin-Marrou dans son ouvrage *Terrorisme, médias et démocratie*³⁶ et sa thèse *Discours et pratiques journalistiques en démocratie*³⁷, à partir de l'analyse d'Yves Michaud sur les relations entre violence et politique³⁸, et des réflexions sur l'idéologie, la propagande et la violence dans les travaux d'Hannah Arendt, de Jacques Ellul, de Louis Althusser ; cette étape nous semble essentielle à notre travail.

1-Le pouvoir et l'Etat

La notion de pouvoir est omniprésente dans les rapports entre l'Etat, les acteurs politiques, l'espace public et les médias. C'est pourquoi il est indispensable de nous arrêter à ce terme dont les significations divergent selon les contextes et les auteurs pour en fixer une acception opératoire. De la même manière, les notions de pouvoir et celle d'Etat divergent d'une nation à une autre et à l'intérieur d'une même société. La conception que nous avons du pouvoir est conditionnée pour partie par la fonction même

³⁶ Garcin-Marrou Isabelle, *Terrorisme, médias et démocratie*, Lyon, Presse Universitaires de Lyon, 2001.

³⁷ *Idem*, *Discours et pratiques journalistiques en démocratie*, Thèse : Sciences de l'information et de la communication : Paris III - Université Sorbonne Nouvelle : 1995.

³⁸ Michaud Yves, *Violence et politique*, Paris, Gallimard, 1978.

de l'Etat dans lequel nous vivons.

Ainsi, en Irlande du Nord, pouvoir et Etat sont étroitement liés au gouvernement britannique, à l'exécutif et *ipso facto* à l'armée britannique et la police d'Irlande du Nord (PSNI, héritière de la Royal Ulster Constabulary). Les accords de paix d'avril 1998 prévoyaient la semi-autonomie du gouvernement nord-irlandais³⁹, le partage du pouvoir entre Catholiques et Protestants ; devant le caractère irréductible des violences entre Unionistes et Républicains, Londres avait suspendu cette dévolution en 2002. Suite aux accords de Saint Andrews en octobre 2006, Londres et Dublin ont confirmé le retour d'un gouvernement et de l'Assemblée semi-autonomes à Belfast. Avec à sa tête, une direction bipartite (unioniste et républicaine), l'Ulster devrait donc retrouver en mars 2007 les pouvoirs exécutif et législatif. Dans le cas particulier de l'Irlande du Nord, l'exercice du pouvoir est complexe dans la mesure où les pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) sont soit partagés entre l'assemblée de Stormont (Ulster) et le parlement de Westminster (Angleterre), soit directement dévolue au gouvernement anglais lorsqu'il y a une suspension du gouvernement autonome nord-irlandais. Le pouvoir est donc ici incarné par ceux qui détiennent pour reprendre les propos de Max Weber, « *le monopole de la violence physique légitime*⁴⁰ ». De la même façon, ce terme recouvre au sein des entités israélienne et palestinienne une acception différente et peut-être plus complexe encore. Le pouvoir en Israël est incontestablement dans les mains du premier ministre et de son gouvernement, le chef de l'Etat ne jouant qu'un rôle d'apparat (proche de celui des Présidents français de la IIIème république). Par ailleurs, l'action du gouvernement israélien est régulièrement entravée par un double clivage : politique (gauche-droite) avec un parlement de cent vingt membres (à chambre unique) et religieux (laïc-juif). La Knesset est la détentrice du pouvoir législatif, mais aussi d'un pouvoir de contrôle sur le pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif est assuré par le Premier ministre, qui est le dirigeant du parti ou de la coalition majoritaire au Parlement. Le pouvoir judiciaire est tenu des juges de la Cour Suprême.

Enfin, en Palestine, deux périodes sont à considérer non pas séparément mais en corrélation l'une avec l'autre. La première période va jusqu'à la mort d'Arafat en novembre 2004. Le pouvoir y est très centralisé, pour ainsi dire quasi-monarchique, en dépit d'un Conseil législatif palestinien qui désigne le parlement palestinien (également à chambre unique), composé de quatre-vingt huit parlementaires élus au suffrage universel. Le pouvoir y est néanmoins associé à la figure de Yasser Arafat, Président de l'exécutif. Ensuite la seconde période se divise en deux moments. Le premier débute en janvier 2005 (date de l'élection présidentielle) et s'achève en janvier 2006, (date des dernières élections législatives), le pouvoir est détenu conjointement par le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le chef du gouvernement Ahmed Qoreï, mais reste entre les mains du Fatah. Ensuite, le pouvoir devient bipartite à partir de janvier 2006,

³⁹ L'administration directe par Londres a été effective de 1969 à 1999. Ce parlement semi-autonome (108 membres élus pour cinq ans) est précédé le 29 novembre 1999, d'un gouvernement bi-confessionnel (protestants et catholiques). Le gouvernement et l'assemblée sont dotés des pouvoirs législatif et exécutif, Londres conservant ses prérogatives en matière de budget, de sécurité publique et de la monnaie.

⁴⁰ Weber Max, *Le savant et le politique*, Paris, 10/18, 2002, p. 125.

avec les élections législatives et la victoire du Hamas. Cette situation politique est assez proche de la configuration gouvernementale nord-irlandaise, puisque Fatah et Hamas sont farouchement opposés et le dissensus politique entre les deux principaux partis palestiniens a gagné la société civile depuis plusieurs le 15/06/2007, provoquant une véritable guerre civile. Comme en Irlande du Nord, et même si l'échelle politique et symbolique n'est pas identique, seul un arbitrage extérieur au territoire (en l'occurrence l'Égypte et les Etats-Unis) peut imposer un statu quo entre les deux partis. Mais la comparaison s'arrête là, car nous ne pouvons en aucun cas mettre sur un même pied l'arbitrage nord-américain et celui des pays arabes, et celui de la république d'Irlande et de la Grande-Bretagne. D'un côté, il est question de stratégies de politique extérieure Etats-Unis/ pays arabes ; de l'autre, il s'agit de régler une situation de politique intérieure car, pour la République d'Irlande, la question de l'Irlande du Nord est davantage une question de politique intérieure.

L'exemple de ces trois pays met en évidence la difficulté à tracer les limites de la notion de pouvoir et la lie, en matière de gestion de la violence conflictuelle, à l'exécutif.

1-1 Le pouvoir : un terme à définir

Nous allons notamment envisager dans notre étude les relations entre Etat, médias et pouvoir(s). Selon I Garcin-Marrou, « [...] *la confrontation entre l'Etat et les médias représente un paroxysme [...] qui aura tendance à « éclipser » toutes les autres confrontations. [...] même si cette confrontation révèle, en fait, une opposition entre, essentiellement, le pouvoir exécutif et les médias. Nous parlerons, cependant, plus volontiers de l'Etat : car cette dénomination plus abstraite nous permettra d'envisager des conceptions et des processus ayant à voir avec le fonctionnement général de la démocratie* ⁴¹ . » La nature de notre sujet – les conflits armés – nous impose de centrer notre propos sur l'action de l'Etat essentiellement à travers le pouvoir exécutif, et sa capacité répressive à l'encontre des groupes armés. Nous empruntons par ailleurs le parti-pris terminologique de l'auteur, évoquant sous l'appellation Etat, l'action du pouvoir exécutif.

Dans son ouvrage *Du mensonge à la violence*, H. Arendt lie la notion de pouvoir à celle d'action et l'attribue dans la pratique à celui qui gouverne ⁴² . Elle y regroupe cinq notions qu'elle considère comme les moyens de domination de l'homme sur l'homme : le pouvoir, l'autorité, la puissance, la force et la violence. La définition qu'elle propose du pouvoir est intéressante, car elle l'associe à l'action collective ; il « *correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle (...) (potestas in populo – s'il n'y a pas de peuple ou de groupe, il ne saurait y avoir de pouvoir)* » ⁴³ .

Cette définition renvoie aux démocraties anglaise et israélienne dans lesquelles le

⁴¹ Garcin-Marrou I., *Discours et Pratiques journalistiques en démocratie*, op. cit., p. 55.

⁴² Arendt Hannah, *Du mensonge à la violence*, Paris, Pocket, 1994, p. 136.

⁴³ *Ibid.*, p. 144.

pouvoir est entre les mains du gouvernement du premier ministre et dans celui de l'assemblée parlementaire, démocratiquement désignée par le peuple. Il s'agit d'un pouvoir de représentation au sens politique. H. Arendt oppose la notion de pouvoir (issu d'un collectif) à celle de puissance (dont l'origine est individuelle). La violence se distinguerait notamment du pouvoir par son caractère instrumental et se manifesterait lorsque celui-ci est menacé. Nous reviendrons sur leurs rapports ultérieurement.

Elle rapproche en outre le pouvoir et la paix, en les qualifiant d'absolus : « *Le pouvoir appartient à la même catégorie (que la paix) : on peut dire qu'il trouve en lui-même sa propre fin. (Certes, cela n'empêche pas les gouvernements d'avoir une certaine politique et de se servir de leur pouvoir en vue d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Mais la structure du pouvoir lui-même est antérieure à tous ces buts et leur survit, de sorte que, loin d'être un moyen en vue d'une fin, le pouvoir est en fait la condition même qui peut permettre à un groupe de personnes de penser et d'agir en termes de fins et de moyens)* ⁴⁴ . » Le pouvoir serait donc transcendant à l'action du pouvoir exécutif, et par conséquent de l'Etat ; selon H. Arendt, il est la condition *sine qua non*, symbolique et atemporelle, de l'existence, réelle et temporelle, du gouvernement.

E. Balibar nuance la position d'H. Arendt en postulant, qu'aujourd'hui, les facteurs économiques de la mondialisation, « *la perte de la souveraineté des Etats et leur assujettissement à des contraintes financières transnationales pulvérise la figure d'un pouvoir de l'Etat qui serait opposable à tous les autres et qui, pour ses sujets, serait pratiquement absolu* ⁴⁵ . » E. Balibar évoque un Etat contraint, dont le pouvoir serait entravé par des logiques externes, sur lesquelles il n'a pas de prises directes.

Les caractères de « légitimité » et de « justification » sont également des points centraux dans les relations entre Etat, acteurs politiques et médias et dans leurs représentations médiatiques. Selon H. Arendt, le pouvoir ne peut se passer de légitimité – fait initial du rassemblement d'un collectif – alors que la justification se situe plutôt au niveau de l'action en aval, donc, du pouvoir. Examinons ce postulat au regard du conflit israélo-palestinien ; ainsi, si la coercition exercée par l'armée israélienne à Jénine en avril 2002 est justifiable aux yeux de la population israélienne, c'est parce que le gouvernement mené par Ariel Sharon possède un pouvoir légitimé, entre autre, par les élections législatives. Néanmoins, au regard des réactions d'une partie de la population israélienne et de la mise en place de manifestations contre le gouvernement Sharon et pour la paix, la justification des actions répressives au nom de la sécurité engage la légitimité d'un gouvernement. Prenons un exemple plus récent avec le conflit israélo-libanais intervenu en juillet-août 2006 : « *Le " front " israélo-libanais s'est brusquement embrasé, mercredi 12 juillet, après l'enlèvement par le Hezbollah de deux soldats israéliens dans la zone frontalière. Depuis, les échanges de tirs entre l'armée israélienne et la formation chiite libanaise ont pris une ampleur depuis longtemps inégalée. Aux premières heures de la journée du jeudi 13, l'aviation israélienne a étendu ses raids à la banlieue sud de Beyrouth, en bombardant les pistes de l'aéroport* ⁴⁶

⁴⁴ Arendt H., *op.cit.*, p. 152.

⁴⁵ Balibar Etienne, *Droit de cité*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 34.

Depuis la fin des hostilités entre Israël et le Liban en , Ehud Olmert doit faire face à une crise profonde de légitimité provoquée non seulement par la remise en cause du bien-fondé des opérations militaires de la part des parlementaires israéliens, mais aussi par la défiance de l'opinion publique israélienne à l'égard de son premier ministre. Il y a donc *a posteriori* un double rejet du pouvoir à travers l'action politique : l'absence de « reconnaissance » de l'action politique de sécurité met en équilibre la légitimité du gouvernement. C'est à ce double niveau (légitimité-justification) que se situe également la confrontation entre médias et Etat ; les médias jouent un rôle important dans la légitimation du pouvoir et la justification de la violence qu'il peut éventuellement produire.

Le postulat avancé par H. Arendt est cependant à amender. E. Balibar introduit une nuance de taille à la question de la justification de la répression (donc de l'action du gouvernement) au nom de la sécurité des citoyens. A la transcendance du pouvoir et de l'Etat, il renvoie celle de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui prône non pas la sécurité mais la sûreté du citoyen. E. Balibar postule que « *la sécurité, c'est ce que devient la sûreté lorsque les citoyens la reçoivent de l'Etat* ⁴⁷ ». Ce point est important, car il replace l'Etat au centre de la société civile et non pas seulement le pouvoir, comme garant de la sûreté du citoyen. Si nous reprenons la terminologie d'E. Balibar, la sécurité est ordre public mais aussi protection sociale. Il ajoute que « *la dérive sécuritaire commence dès que la sécurité est prise en charge par l'Etat. [...] Il faut donc une correction permanente, et une lutte correspondante.* ⁴⁸ » Si nous appliquons cette grille d'analyse à la guerre israélo-libanaise de 2006, la réaction de protestation et de décrédibilisation d'E. Olmert peut se comprendre comme une réaction de la société civile contre une dérive du pouvoir sécuritaire. La société civile israélienne réagit au fait que la riposte du gouvernement Olmert est perçue par elle, comme une contre-violence à la violence provenant du Liban (du Hezbollah mais aussi de la société civile libanaise et des politiques amalgamées au Hezbollah comme groupe à risque), et non comme une contre-violence contre le Hezbollah seul (groupe armé, considéré comme groupe à risque). Il y a donc là, aux yeux de l'opinion publique israélienne, un problème de légitimité des opérations successives lancées par le gouvernement Olmert contre le Liban, puisque ces opérations ont touché des cibles civiles alors que l'effort de répression aurait dû être ciblé, dans la logique d'un contre-pouvoir défensif, au groupe armé agresseur.

Au regard des paragraphes précédents, l'Etat se présenterait comme une forme limitée et rationalisée du pouvoir. Notons que, parallèlement au pouvoir politique, coexistent également d'autres formes de pouvoirs, religieux (notamment au Proche-Orient mais également en Irlande du Nord) et économique, qui constituent la société. Ceux-ci seront évoqués ponctuellement dans notre thèse.

1-2 La relation pouvoir / Etat

⁴⁶ Extrait de l'article « Après Gaza, le Liban : Israël en guerre sur deux fronts », *Le Monde*, 14/07/2006.

⁴⁷ Balibar E., *op.cit.*, p. 29.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 29.

La nécessité d'une mise au point sur la notion de pouvoir et sa relation à l'Etat ressort du constat précédent. Ce second terme mériterait que nous nous y arrêtions longuement mais nous préférons passer outre dans la mesure où ce travail a déjà été effectué de façon très complète par I. Garcin-Marrou dans sa thèse ⁴⁹. Nous avons jusqu'ici mentionné le terme de pouvoir au singulier par commodité ; I. Garcin-Marrou convoque à juste titre les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et les associe dans le titre d'une sous-partie « Etat, pouvoirs et Pouvoir ». Ces trois éléments « *doivent être définis comme agents de l'existence sociétale* ⁵⁰ ». Nous nous intéresserons ici à l'action répressive de l'Etat, dont le pouvoir exécutif serait la manifestation concrète dans « *le réel social* », car celle-ci concerne directement les situations conflictuelles et le cas particulier du terrorisme : « (...) *le pouvoir exécutif, avec les pouvoirs judiciaire et législatif, organise le cadre concret du fonctionnement d'une société démocratique. Mais le pouvoir exécutif est (...) ce par quoi l'Etat se manifeste et organise la gestion de cette société démocratique* ⁵¹ ». Le pouvoir exécutif incarne la capacité d'action de l'Etat.

Le premier « *se présente donc comme étant une entité fortement liée à l'Etat mais également ancrée dans le système politique. (...) L'Etat demeure donc bien l'agent de répression dans la société, mais ce statut ne confère pas pour autant la capacité d'action nécessaire à cette répression. Cette capacité d'action doit s'incarner dans des personnes physiques qui prennent des décisions légitimées par l'Etat* ⁵² . »

L'Etat se présente donc comme une notion complexe et équivoque ; selon I. Garcin-Marrou ⁵³ :

il s'agit « *d'une construction humaine relevant à la fois du politique, du sociétal et de l'historique* », dont l'Etat serait « *l'entremetteur* » et « *l'unificateur* » à tour de rôle. (p.38-39) ;

l'Etat ajouterait à la complexité de son ontologie en étant à la fois « *le "maître" des pratiques de la vie sociale et le recours face à ces pratiques qui peuvent s'avérer oppressives.* » (p.41) ;

enfin, la représentation que nous avons de la « *réalité de l'Etat dans la société* » vient du fait que « *l'Etat est perçu (...) comme une entité à la fois présente et lointaine, puissante et entravée dans son action, autonome et soumise à des intérêts dominants.* » (p.47-48).

⁴⁹ Garcin-Marrou I., *op.cit.*, p. 37-58.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 49.

⁵¹ *Ibid.*, p. 50.

⁵² *Ibid.*, p. 50.

⁵³ *Ibid.*, p. 38 à 48 : nous renvoyons à la subdivision « La complexité de la notion d'Etat » pour le détail de chacun de ces niveaux. Afin d'éviter une litanie de « notes » en bas de page, nous mentionnerons exceptionnellement les pages de référence à la suite de la citation.

La complexité de la notion d'Etat aurait donc à voir avec sa vocation à organiser la société ainsi que la représentation que nous avons de cette compétence. Il y a là une double interaction : l'Etat serait pris entre l'Être – logiques d'acteurs politiques et sociaux - et le Paraître – la représentation médiatique notamment. L'articulation entre ces deux postulats dans la cadre des situations conflictuelles nous intéresse particulièrement.

Cette « complexité » est appuyée par le fait que, selon les pays, la notion d'Etat diffère politiquement et ne véhicule pas les mêmes représentations, notamment en termes d'actions répressives contre la violence terroriste. En effet, I. Garcin-Marrou souligne qu'entre la France et la Grande-Bretagne il existe deux traditions étatiques différentes qui « *peuvent jouer dans les modes de réaction aux violences terroristes*⁵⁴ » produits par ces nations, notamment dans le cadre du terrorisme indépendantiste. Il en va de même pour les cas de la Grande-Bretagne et d'Israël. Si les violences en Irlande du Nord et en Israël ont des motivations (lutter contre l'opresseur et revendiquer la création d'un Etat dans un cas et le rattachement à un Etat existant dans l'autre cas) et des modes opératoires (l'attentat à la bombe) assez similaires, si les caractéristiques de la répression étatique anglaise et israélienne sont proches, la notion d'Etat est ontologiquement différente. Ainsi, au Royaume-Uni, Etat et Eglise sont distincts *de facto et de jure*, ce qui n'est pas le cas en Israël où la seule judaïcité suffit pour être citoyen israélien.

Que dire alors de la Palestine qui n'est pas un Etat déclaré mais une nation avec l'appareil législatif, exécutif et judiciaire d'un Etat ? Il ne s'agit pas non plus de la qualifier d'Etat-Nation dans la mesure où, bien qu'une certaine homogénéité culturelle et linguistique existe, les frontières territoriales politiques sont extrêmement fluctuantes et n'ont pas aujourd'hui de légitimité unilatéralement reconnue. La Palestine est une nation, car elle réunit en son sein une communauté humaine – faite d'identités différentes - et politique se revendiquant d'un même territoire. Nous qualifierons donc d'Etat la Grande-Bretagne et Israël, et de nation la Palestine. Cette terminologie maintenant fixée, nous concluons en notant que la vision des Etats israélien et britannique est celle d'une entité forte, armée et dotée d'un pouvoir exécutif agissant comme moteur de l'unité sociale face aux violences conflictuelle. La notion d'Etat se heurterait donc à une double complexité qui « *se trouve (...) dans ce que peut être la notion d'Etat d'une société à une autre ; et cette complexité s'ajoute à celle qui existe dans une même société*⁵⁵ ».

Cela étant, il s'agit à présent de mettre en parallèle les notions de pouvoir et d'Etat en Irlande du Nord et au Proche-Orient. La situation est là-aussi délicate car, comme nous le signalions précédemment, trois entités différentes sont à prendre en compte :

l'Ulster avec son parlement semi-autonome et la tutelle de l'Etat britannique,
l'Etat d'Israël,
et la nation palestinienne.

Dans les deux premiers cas, il s'agit d'un Etat démocratique composé des trois pouvoirs « classiques » : législatif, judiciaire et exécutif. Notons que le pouvoir exécutif

⁵⁴ Garcin-Marrou I., *op.cit.*, p. 47-48.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 48.

agit en amont des deux autres dans la majorité des cas de l'action répressive : il est rare en effet que des lois soient votées et des mesures pénales prises en prévision de violences terroristes, bien que, en la matière, Israël soit partisan de cette politique préventive. Le pouvoir exécutif est donc celui qui organise et matérialise la réponse de l'Etat dans le cadre des situations conflictuelles ; nous nous intéresserons précisément à ce dernier, car c'est lui qui est mis en avant par les médias dans l'urgence de l'actualité conflictuelle. Cette médiatisation de la capacité de « réaction » de l'Etat est constitutive de l'autorité dont fait preuve celui-ci en temps de crise.

1-3 La relation pouvoir / acteurs politiques

Nous avons arrêté précédemment l'usage du terme pouvoir dans l'optique de notre recherche. Nous devons à présent préciser la notion d'acteurs politiques dans les situations conflictuelles et définir leur relation au pouvoir. Par acteurs politiques, nous désignons les partis politiques ou institutions nationales en place dans les différents pays concernés par les conflits. Ils sont souvent représentés par un leader emblématique, Gerry Adams pour le Sinn Féin, Ian Paisley pour le Democratic Ulster Party, Benyamin Nentanyahu pour le Likoud, etc. Un acteur politique c'est aussi, plus génériquement, un parti politique qui joue un rôle politique dans un espace national déterminé : le Sinn Féin, le Democratic Ulster Party, le Social Democratic and Labour Party, l'Unionist Ulster Party pour le conflit nord-irlandais, et Kadima, le Likoud, le parti travailliste, le Hamas et le Fatah pour le conflit israélo-palestinien. Chacun d'eux possède une légitimité politique dans son pays et se positionne comme acteur à part entière dans l'espace public national.

Cette classification établie, nous rencontrons une première difficulté : celle de la connivence reconnue ou soupçonnée de certains de ces acteurs avec des factions armées productrices de violence terroriste. Le Hamas est touché par cette impasse ontologique qui constitue d'ailleurs aux niveaux national (en Palestine) et international une impasse politique : le Hamas est une force politique élue au suffrage par les Palestiniens mais il est avéré qu'il recourt également à la violence terroriste pour lutter contre Israël. Ainsi, lors de la rencontre qui a réuni Mahmoud Abbas, Ehud Olmert et Condoleeza Rice, Israël et les Etats-Unis ont posé comme condition principale à la relance du processus de paix de ne pas voir figurer dans le gouvernement palestinien le Hamas : « *On ne peut pas avoir un pied dans les instances élues et l'autre dans la violence, et tenter de détruire un autre Etat* ⁵⁶ .» Le cas du Hamas est extrêmement intéressant, car la légitimité acquise par le suffrage se trouve remise en cause par les violences produites par certains de ses membres, violences évidemment condamnées par le président de l'Autorité palestinienne, par Israël et la communauté internationale. Le Hamas est dans une impasse politique et symbolique. Politique, car son rapport au pouvoir est extrêmement ambigu : il ne peut gouverner et donc accepter un certain système politique, et à la fois, être en dehors de ce système en produisant une violence synonyme de désordre public. Symbolique, car cette aporie politique est représentée et discréditée dans les discours des hommes politiques (Condoleeza Rice, Ehud Olmert, mais aussi Mahmoud Abbas) et dans les médias.

⁵⁶ Propos de Condoleeza Rice, Secrétaire d'Etat américaine, « *Le sommet tripartite Abbas-Olmert-Rice se tient à Jérusalem sans projet pour la paix* », *Le Monde*, 20/06/2007.

Le cas du Sinn Féin est très différent : si les médias l'ont présenté régulièrement comme l'aile politique de l'IRA, il y a toujours eu une différenciation au moins terminologique entre l'IRA et le Sinn Féin, ce qui, symboliquement, est révélateur des stratégies politiques de légitimation du parti républicain.

En Palestine, le Fatah, sous la présidence de Yasser Arafat, a souvent été accusé de soutenir les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa⁵⁷. La comparaison s'arrête là car le Sinn Féin et l'IRA ont toujours eu des existences politiques séparées et sont contemporains l'un de l'autre. Nous ne pouvons également comparer le Hamas et le Fatah ; en effet, les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa ont été créées au début de la seconde Intifada en 2000 et ont souvent été présentées comme une milice du Fatah. Cependant, Yasser Arafat a toujours défendu sur la scène publique l'autonomie de ce groupe armé par rapport au Fatah.

Une seconde difficulté consécutive de la première complexifie les relations entre pouvoirs et acteurs politiques. Comment pouvons-nous arrêter précisément l'état de ces relations alors que les positions de certains acteurs politiques sont extrêmement fluctuantes et qu'en fonction de l'espace public concerné, les logiques d'acteurs ne sont pas les mêmes ? L'Irlande du Nord est dans une situation post-confliktuelle, les positions politiques ont été largement institutionnalisées dans une division unionistes-républicains. Le pouvoir est un pouvoir (celui du gouvernement britannique) de substitution, en attendant la dévolution des pouvoirs exécutif et législatif à la direction bipartite du Sinn Féin et du Democratic Ulster Party. Les rapports au pouvoir des acteurs politiques nord-irlandais sont placés sous le signe de la dépendance politique et financière à l'égard de Dublin et de Londres.

Nous ne nous étendons pas sur la situation israélienne puisque les rapports entretenus par les acteurs politiques (Likoud, parti travailliste) avec le pouvoir du gouvernement sont des rapports classiques d'opposition politique.

En Palestine, les relations des acteurs politiques au pouvoir sont extrêmement complexes. L'opposition politique au pouvoir est aussi une opposition armée, puisque la Palestine était, fin 2006, au bord de la guerre civile ; c'est une logique insurrectionnelle dans laquelle l'État (sous la direction du Fatah) est investi d'une obligation de sécurité à l'égard de ses citoyens et doit donc produire une contre-violence. Mais celle-ci doit être menée contre le parti du pouvoir exécutif (le Hamas), pouvoir exécutif qui devrait logiquement être chargé d'appliquer l'action répressive. Il y a donc là un conflit fort entre pouvoir et acteurs politiques, logique d'État et logique de partis.

1-4 État, pouvoir et violence

H. Arendt définit le pouvoir par rapport à la violence : « (...) nous dirons que le pouvoir, mais non la violence, est l'élément essentiel de toute forme de gouvernement. La violence est par nature instrumentale⁵⁸. » Dans les conflits au Proche-Orient et en Irlande du Nord, c'est la légitimité de l'action du pouvoir qui est en jeu ; et ces tensions entre

⁵⁷ Les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa, ont été constituées à la suite de l'épisode de l'esplanade des Mosquées en 2000 et sont considérées comme le bras armé du Fatah.

pouvoirs légitimes et illégitimes, violence et contre-violence, se jouent au travers de logiques étatiques et médiatiques. Nous verrons notamment dans quelle mesure l'utilisation d'internet par les entités belligérantes peut éventuellement modifier cette donne.

Si, comme l'écrit H. Arendt, « *tous les théoriciens politiques (...) s'accordent à reconnaître que la violence n'est rien d'autre que la manifestation la plus évidente du pouvoir*⁵⁹ », il nous semble plus évident aujourd'hui encore, parallèlement à cela, que la médiatisation de cette violence et l'hypertrophie des enjeux symboliques du fait d'une sur-médiatisation, sont au centre d'une lutte pour le plein exercice ou, dans certains cas, le gain du Pouvoir.

Violence et pouvoir selon H. Arendt « *s'opposent par leur nature-même ; lorsque l'un des deux prédomine de façon absolue, l'autre est éliminé. La violence se manifeste lorsque le pouvoir est menacé*⁶⁰ ». En matière de violence étatique, celle-ci intervient généralement lorsque l'équilibre démocratique est mis en péril ; mais elle est rarement première et constitue d'avantage une réponse à une provocation. La vision quasi-monopolistique de la violence d'Etat proposée par H. Arendt, induite par la suprématie de ses instruments coercitifs, est questionnée par le terrorisme palestinien et surtout des attentats du 11/09/2001. D'un côté ce sont des ceintures d'explosifs qui arrivent à déjouer la vigilance israélienne, de l'autre se sont de véritables avions-bombes qui se jouent de l'Etat américain.

La violence, telle que l'envisage H. Arendt, devient un instrument *rationnel* dans le sens où il est fondé sur *la raison d'Etat*, capable d'asseoir le pouvoir de l'Etat. Elle se différencie de la violence des autres acteurs politiques du fait qu'une des fonctions de l'Etat, conformément à la déclaration universelle des Droits de l'homme et du citoyen, est le maintien de l'ordre public. L'Etat a donc le droit d'user des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, pour le garantir. Nous opposons ce qu'Y. Michaud nomme la violence *réglée*⁶¹ et institutionnalisée de l'Etat, véritable « *puissance publique* », à la violence désordonnée des mouvements terroristes. Ces deux types de violence sont à l'œuvre dans les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais. Les discours du *pouvoir* sur la violence intéressent notre propos dans la mesure où ils définissent la position de la violence (celle des acteurs) dans l'espace public. La violence est mise en marge de la société et définie comme non-sociale. Dans le cadre des violences terroristes, cette tendance est renforcée par le discours des acteurs politiques et des médias internationaux. Si nous reprenons la classification proposée par Y. Michaud dans son ouvrage, l'Etat adopte quatre types de discours face à la violence :

- le discours de l'ordre : la violence est un lieu assignable en marge de la société, mais

⁵⁸ Arendt H., *op.cit.*, p. 151.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 135.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 154.

⁶¹ Cette violence est réglée en tant que son exercice est prévu par des textes législatifs, qui règlent l'action répressive de l'Etat.

néanmoins inclus dans celle-ci ; elle se réfugie dans la criminalité. La violence est une subversion, un dérèglement, un désordre contre lequel il faut lutter. Plus que l'événement violent lui-même, c'est le principe de la transgression qui est condamnable.

- le discours de l'agressivité, ou *conceptus ex-machina*, dans lequel la violence est transcendante à l'humain. Celui-ci intéresse moins notre étude, nous ne développerons donc pas cet aspect du discours.
- le discours du réalisme politique : H. Arendt place les relations entre *pouvoir* et violence sur ce plan, puisque la violence y est envisagée comme un moyen nécessaire et rationalisé utilisé à des fins précises.
- le discours de la révolte : face à ce qu'Arendt nomme la « *déréliction du politique* ⁶² » s'installe un quatrième type de discours sur la violence, celui d'une violence « bonne » et salutaire contre une violence « mauvaise » endémique et incarnée dans le social.

Cette grille est totalement applicable aux conflits israélo-palestinien et nord-irlandais. Il ne s'agit pas de trouver des exemples *ad hoc* à chacun des types de discours mais d'envisager plutôt les logiques étatiques en matière de gestion de la violence, pratiquement et symboliquement. Nommer et assigner la violence à un ordre de discours, n'est-ce pas une manière, sinon de la réduire, de la maîtriser partiellement ?

Le gouvernement britannique, depuis les accords de paix de 1998 en Irlande du Nord, semble être dans la logique de ce qu'Y. Michaud nomme « *l'économie de la violence* ». Pour l'auteur, « *concevoir le social comme "économie de la violence" c'est voir un système de circulation de la violence qui la rend à la fois marginale et centrale dans le processus politique ; reconnaître qu'elle y intervient soit ouvertement soit sous des formes symboliques, dans la continuité, en relais ou en substitution d'autres moyens de contrôle qu'elle garantit en dernier lieu mais qui, aussi bien, en un autre sens, permettent éventuellement d'en faire l'économie* ⁶³ . ». Le terme « économie de la violence » désignerait donc la gestion de la violence dans la société et les conditions de son emploi ou de son économie en son sein.

La violence entre Unionistes et Républicains ne s'est pas arrêtée au lendemain du Good Friday Agreement : l'attentat d'Omagh, perpétré par une branche dissidente de l'IRA, survenu en août 1998 et faisant 29 morts et 220 blessés en est la preuve. La violence en Irlande du Nord est marginalisée (par le pouvoir et les médias anglais) mais demeure néanmoins dans le processus politique. Le social est contraint en premier lieu par une économie de la violence qui se joue à un triple niveau : idéologique, économique et administratif. Y. Michaud nomme ces trois échelons les dépendances d'utilité. Examinons chacun d'eux : idéologique, nous faisons référence à la théorie de Louis Althusser sur les appareils idéologiques d'Etat, à travers l'école (les écoles en Irlande du Nord sont confessionnelles, catholique ou protestante, peu encore acceptent les deux confessions ⁶⁴), qui distillent une idéologie communautariste. Cette Idéologie sera relayée au travail et dans le cadre familial et hypertrophiée dans les médias partisans.

⁶² Michaud Y., *Le travail et dans le cadre familial*, p. 170.

⁶³ Michaud Y., *op.cit.*, p. 157.

Administratif et économique : le gouvernement britannique gère depuis 2002 la province d'Ulster, après avoir suspendu l'administration autonome de la province. Londres a néanmoins transféré en Mars 2007 à l'Assemblée irlandaise les pleins pouvoirs en matière d'administration, à l'exception de secteurs comme de la défense, de la police et de la fiscalité. Toutes les lois irlandaises devront recevoir l'approbation du parlement de Westminster, qui pourrait alors opposer son veto. Quant au rôle de Peter Hain, secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord, il a la responsabilité de représenter les intérêts de l'Irlande du Nord au Conseil des ministres britannique. Autrement dit, l'Irlande du Nord fait encore partie du Royaume-Uni dont le Parlement ne perd aucune de ses prérogatives, notamment celle d'adopter des lois concernant l'Irlande du Nord.

Y. Michaud distingue trois paliers à « *l'économie de la violence* » : le premier consiste en « *contrôles doux des appareils idéologiques, administratifs et économiques* ⁶⁵ ». Nous reviendrons ultérieurement sur cet aspect. Le second est celui « *de la forme symbolique de la menace répressive* ⁶⁶ ». Si nous prolongeons notre comparaison avec la situation nord-irlandaise, ce degré se manifeste avec plus ou moins de force dans l'omniprésence du gouvernement britannique dans la gestion de l'Irlande du Nord, et même si la majorité des troupes anglaises s'est retirée, la menace de sanctions économiques et politiques en cas d'écarts des Unionistes ou des Républicains est tangible. Ce second palier nous conduit directement au troisième, qui est celui de la coercition. En effet, nous passons de la menace à l'exécution de la sanction qui, dans certains cas, est l'action militaire ou policière. Le 9 septembre 2005, la capitale Belfast et d'autres villes voisines, ont été secouées par un soulèvement qui se prolongea pendant trois jours entre les forces de l'ordre britannique et des protestants extrémistes. Le bilan de ce soulèvement fut de soixante policiers blessés et une cinquantaine d'émeutiers arrêtés.

Le pouvoir de l'Etat reposerait donc sur ce que Y. Michaud nomme « *la petite épicerie de la violence* » et s'exprimerait par des « *contrôles sociaux (qui) s'exercent par trois médiations : on peut inciter économiquement, persuader par l'influence, contraindre par le pouvoir* ⁶⁷ ». La contrainte s'applique à travers la violence (physique et symbolique). Ces logiques se resserrent lorsque des pics de violence apparaissent, notamment lors d'attentats. L'Etat doit réduire ce facteur de désordre public et, pour ce faire, met en avant une logique des moyens, laissant (provisoirement) de côté la question de la légitimité des fins.

Le discours sur la violence comme révolte concerne davantage les acteurs politiques ; il s'agit généralement d'une action violente contre la violence de l'Etat. Celle-ci nous intéresse car elle est à l'œuvre partiellement dans les conflits israélo-palestinien et

⁶⁴ Nous dessinons là une tendance générale. Il est néanmoins notable que depuis quelques années, des initiatives d'écoles bi-confessionnelles ou aconfessionnelles, dites intégrées (ouvertes à tous les enfants), ont vu le jour en Irlande du Nord. *Le Monde* a produit le 08/03/2007 un article sur le sujet, intitulé « En Irlande du Nord, des écoles jouent la carte de l'intégration »

⁶⁵ *Ibid.*, p. 158.

⁶⁶ Michaud Y., *op.cit.*; p. 158.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 160.

nord-irlandais. Pourquoi partiellement ? Parce que les violences d'acteurs y sont un complexe mêlant économie de la violence et violence d'éclat. Il y a une sorte de routinisation du processus « attaques – représailles – cessez-le-feu ». La violence d'éclat pourrait être celle qui intervient après une période plus calme. Ce fut le cas de l'attentat d'Omagh en 1998, et ce fut également le cas d'un des derniers attentats palestiniens dans un commerce d'Eilat survenu le 29 janvier 2007, après neuf mois d'accalmie. Le mode opératoire des attentats palestiniens, l'action kamikaze, le rendrait proche de cette violence d'éclat, « *gratuite, et sans espoir, immédiate*⁶⁸ ». L'attentat kamikaze serait un acte absolu : l'homme tue des personnes et se tue en même temps pour réparer ce qu'il estime être une injustice. Mais cet absolu cesserait, selon H. Arendt, au moment de sa rationalisation qui deviendrait « *irrationnelle au moment même où elle est rationalisée*⁶⁹ ». Dans le cas de l'attentat kamikaze palestinien, ce passage à la rationalisation de l'acte absolu se situerait à l'instant où il y a une médiation politique (récupération de l'attentat par un groupe armé, un parti politique ou l'Etat) et/ou médiatique, car, dès cet instant, l'événement est happé par des logiques d'acteurs qui dépassent la logique propre du kamikaze.

Enfin, et ce sera là la conclusion de cette subdivision, « *la violence, instrumentale par sa nature-même, est rationnelle dans la mesure où elle atteint le but qu'elle s'était fixé et qui doit la justifier. Or, du fait que nous ne nous pouvons jamais prévoir avec certitude les conséquences finales de nos actes, la violence ne saurait être rationnelle que si elle se fixe des objectifs à très court terme*⁷⁰ ». En ce sens, la violence « *rationnelle* » fonctionnerait donc sur les mêmes logiques temporelles que son traitement médiatique mais serait en porte-à-faux avec celles de l'action de l'Etat. En effet, les tensions existant entre médias et Etat viennent, entre autres, de temporalités différentes face à l'événement violent. Dans les situations conflictuelles mais pas seulement, la mémoire médiatique est souvent diminuée par des contraintes extérieures à l'événement représenté, telles que la présence ou non de correspondants locaux permanents susceptibles de suivre l'action de l'Etat sur plusieurs mois, ou la rentabilité de certains sujets en termes d'audience. La logique étatique est double : son action répressive peut être immédiate ; elle met alors en avant la capacité de réaction du pouvoir - les incursions de l'armée israélienne dans les territoires autonomes après un attentat en sont un exemple. Elle peut également intervenir sur le long terme – par exemple, l'infiltration de réseaux terroristes par les services secrets en Irlande du Nord ou en Israël-Palestine. L'action répressive de l'Etat, pour les raisons évoquées plus haut, serait donc plus ou moins rationalisée et rationalisable ; les médias joueraient un rôle important dans le relais de ces réactions étatiques et dans la temporalisation de leur représentation.

Yves Michaud résume ainsi le rapport entre violence et médias: « *la violence a, dans ces conditions, partie liée avec sa figurabilité par les médias : on ne peut pas figurer ou diffuser n'importe quoi. Les formes de la violence se voient ainsi déterminées et classées*

⁶⁸ *Ibid.*, p. 180.

⁶⁹ Arendt H., *op.cit.*, p. 172-176.

⁷⁰ Michaud Y., *op.cit.*, p. 179.

*a priori*⁷¹. »

1–5 Les médias et le pouvoir exécutif

Nous avons vu précédemment que le pouvoir exécutif était le gestionnaire de l'action répressive de l'Etat dans les conflits internes et que médias et Etat étaient étroitement liés. Citons une fois encore I. Garcin-Marrou : « *Cette répression s'effectue selon les modalités dont décide l'Etat ; et c'est à ce moment-là que les logiques étatiques entrent en conflit avec les logiques médiatiques. Car la répression organisée par l'Etat subordonne tout à son objectif (...). Or cet objectif n'est pas celui des médias qui, dès lors, sont amenés à s'opposer à l'Etat. (...) l'opposition entre l'Etat et les médias, face au terrorisme est liée à la fonction répressive assurée par l'Etat*⁷². » Nous reconnaissons volontiers la validité de cette observation dans la mesure où, *a priori*, la fonction première des médias n'est pas de réprimer la violence mais de la montrer, et de la dénoncer le cas échéant. Si le discours étatique consensuel tend effectivement à l'unité et à l'homogénéisation des voix, il entre en ce sens en contradiction avec la diversité des discours médiatiques. Néanmoins, l'auteur mentionne par la suite⁷³ que, dans le cas des situations de violence interne à une nation, le consensus se fait autour de l'action de l'Etat et le discours des médias devient difficilement autonome. Les logiques des deux entités se rejoignent *de facto*. Nous examinerons plus attentivement, dans la seconde partie de notre étude, la question de la délicate autonomie des médias pris « entre plusieurs feux » - celui de l'Etat, celui des acteurs politiques opposés à l'Etat, celui des terroristes, et enfin celui des médias et des logiques éditoriales et économiques propres à chaque support.

Si nous prenons l'exemple des situations conflictuelles en Irlande du Nord et au Proche-Orient, la prééminence de l'exécutif et la manifestation de la puissance de l'Etat ont été ou sont encore une réalité quotidienne. La dé-monstration de cette force répressive passe entre autre par les médias et par dessus-eux en même temps : c'est là le paradoxe de ces situations conflictuelles, et nous rejoignons ici la thèse des logiques contradictoires énoncées plus haut. La censure médiatique pratiquée par le gouvernement israélien lors de l'offensive de Tsahal⁷⁴ dans le camp palestinien de Jénine est la parfaite illustration de ce phénomène. L'Etat, quel qu'il soit, se doit d'assurer une double présence sur la scène conflictuelle : effective sur le terrain par une action armée et symbolique dans les médias – même si celle-ci doit se mesurer par une censure ouverte. A Jénine, l'armée a pris le relais de la presse puisque seules les images filmées par Tsahal ont eu l'autorisation d'être diffusées. Durant la guerre du Golfe, la méthode avait déjà été éprouvée, mais pas avec les mêmes résultats (puisque à l'inverse, nous avons l'illusion d'une information en continu et en direct), ni avec les mêmes attentes des journalistes (forts de l'expérience de la guerre du Golfe, ils veulent contrôler la production de leurs propres images sur

⁷¹ *Ibid.*, p. 81.

⁷² Garcin-Marrou I., *op.cit.*, p. 49.

⁷³ Garcin-Marrou I., *op.cit.*, p. 214.

⁷⁴ Tsahal est le nom donné à l'armée israélienne.

l'événement). L'intérêt de l'épisode de Jénine réside dans le fait que les logiques médiatiques à l'œuvre sont doubles : d'un côté, nous avons les médias israéliens qui se fondent plus ou moins dans le consensus civil et ont une stratégie de suiveurs à l'égard de l'armée et du gouvernement israéliens. De l'autre, les médias internationaux ont une logique totalement opposée puisqu'ils ne sont pas contraints par un consensus national. Nous reviendrons d'ailleurs sur cet aspect dans la seconde partie de notre thèse.

Face à cet événement, médias internationaux et Etat sont dans des logiques totalement opposées : le consensus interne commandé par l'Etat hébreu s'est imposé sur le territoire national mais a néanmoins provoqué le dissensus sur le plan international et entravé indirectement l'action du gouvernement israélien. L'article du *Monde* du 27 avril 2002, intitulé « Ce que l'on sait vraiment de la bataille de Jénine » illustre parfaitement le malaise ressenti par la presse internationale ; en voici un extrait paru à la Une du journal : « *Que s'est-il passé du 03 au 13 avril dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie ? Un massacre, selon les Palestiniens ; des combats acharnés, selon les militaires israéliens* ».

1-6 « La violence comme dilemme d'acteurs ⁷⁵ »

Nous souhaitons préciser ici brièvement les logiques d'acteurs en situation de violence ; nous y reviendrons plus longuement dans la seconde partie de notre thèse. Dans les deux conflits, la violence répressive est envisagée par les médias comme une contre-violence de l'Etat, répondant à une violence contestataire. La violence de l'Etat n'y est jamais envisagée comme le primat de l'action ; les représentations – médiatiques notamment - assignent à l'Etat un rôle défensif. La violence terroriste palestinienne des Brigades Ezzedine Al Qassam ⁷⁶ – rattachée au Hamas -ou des Brigades des Martyrs d'Al Aqsa – proche du Fatah, et le terrorisme de l'IRA sont toujours perçus par l'opinion publique et représentés par les médias, comme une provocation. Cet aspect est central dans la mesure où la légitimité de la réplique de l'Etat s'appuie, entre autres, sur la temporalité de l'événement violent.

Du côté de l'Etat, comme de celui des terroristes ⁷⁷ et de certains acteurs politiques qui « revendiquent » le droit à la violence comme moyen ultime de lutte, l'acte violent pour être validé par tout ou partie de l'opinion publique, doit remplir deux conditions : l'efficacité de l'action et sa légitimité. Les « *violences de haute intensité* » (Braud) que sont les attentats fonctionnent comme des « *messages politiques* » (Braud) forts, adressés à l'adversaire mais également à son propre camp. Dans le premier cas, il y a une défiance avérée envers un ordre établi (l'Etat) et, de l'autre, il y a réaffirmation de l'identité du

⁷⁵ Braud Philippe, *Violences politiques*, Paris, Points, 2004. Le terme « acteurs » est pris ici dans son sens général, et inclut l'Etat et les acteurs politiques.

⁷⁶ Les Brigades Ezzedine Al Qassam sont le bras armé du Mouvement de la résistance islamique (Hamas).

⁷⁷ Nous employons ce terme pour qualifier les auteurs des violences perpétrées contre les sociétés civiles israélienne, nord-irlandaise et anglaise. L'attentat à la bombe est le mode opératoire le plus fréquemment utilisé par les terroristes nord-irlandais ou palestiniens.

groupe terroriste auprès de l'opinion publique (favorable ou non à ces violences). Quels liens y a-t-il entre ces violences terroristes et les acteurs politiques ? P. Braud répond à cette question : « *Si les nationalistes [...] nord-irlandais peuvent exciper d'une réelle base politique, elle demeure insuffisante pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs par le seul suffrage universel*⁷⁸ . » Sans appliquer totalement ce modèle au terrorisme palestinien, nous pouvons néanmoins constater que le Hamas, comme parti politique démocratiquement élu et comme producteur avéré de violence terroriste, reprend largement ce schéma dans son fonctionnement. En revanche, les logiques à l'œuvre au sein du Sinn Féin se sont radicalement inversées depuis les accords du Good Friday Agreement en 1998 et surtout depuis sa victoire devant le Social Democratic and Labour Party en 2003 et le désarmement de l'IRA en 2005. Le second parti politique d'Irlande du Nord, codétenteur avec le Democratic Ulster Party depuis mai 2007 du pouvoir exécutif, a acquis une légitimité et une force politique par les voix du suffrage qui l'oblige à tenir une posture radicale de refus de la violence terroriste contestataire, à l'égard des gouvernements britannique et irlandais mais aussi vis-à-vis de la population irlandaise catholique (Eire et Ulster).

Le dilemme auquel se trouvent confrontés les acteurs qui ont recours à la violence (offensive ou répressive) prend donc racine dans la question de l'efficacité de ces violences. S'agit-il de faire plier durablement l'adversaire et de passer d'une position symbolique de faible à fort ? Ou est-ce davantage un moyen d'arriver à une fin plus politique, qui pourrait être « *l'ouverture de négociations (avec) un adversaire (l'Etat d'Israël et le gouvernement britannique) déçu d'une lutte sans résultat sur le strict plan policier*⁷⁹ » ? P. Braud illustre les conséquences de ce dilemme en prenant l'exemple de l'opinion publique israélienne. Lassée et « *effrayée par l'insécurité latente* », cette dernière se situe soit en faveur de négociations pour la paix avec « *l'ennemi* » - et de nombreuses manifestations pour la paix organisées depuis le début de la seconde Intifada l'attestent, soit elle fait consensus autour de son gouvernement et de sa politique de contre-violence. Le dilemme des acteurs rejaillit donc sur l'attitude de la société civile à leur égard, et sur l'opinion qu'elle se fait d'eux et de leurs actions.

Un autre point du dilemme des acteurs face à la violence tient à sa justification. Nous avons évoqué la position de l'Etat par rapport à cet aspect, mais comment se justifie la violence des acteurs politiques à l'égard du Pouvoir ? P. Braud convoque à juste titre le terme de « *mobiles idéologiques* » et d'arguments qui puisent leur efficacité dans un contexte culturel, idéologique et politique fortement ancré dans les mentalités. C'est le cas en Irlande du Nord et au Proche-Orient où les rivalités sont anciennes. Les attentats en Ulster et aujourd'hui encore en Palestine trouvent une justification, car une majorité de Catholiques nord-irlandais et de Palestiniens sont des « *militants convaincus de la justesse de la cause et du bien-fondé des moyens employés*⁸⁰ ». La « justification des attentats » en Palestine comme en Ulster est indissociable de ce postulat fin/moyen

⁷⁸ Braud P., *op.cit.*, p. 58.

⁷⁹ Braud P., *op.cit.*, p. 60.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 64.

mentionné d'ailleurs par H. Arendt. Dès l'instant où les moyens politiques (négociations) s'avèrent plus efficaces que la violence, la violence terroriste perd sa légitimité aux yeux des acteurs politiques. Le Sinn Féin est le parfait exemple de cette évolution ; en effet, G. Adams adresse une lettre aux membres de l'IRA, publié sur le site du Sinn Féin le 06 avril 2005, qui pose justement l'alternative des armes et de la politique :

« Dans le passé j'ai défendu le droit d'IRA pour s'engager dans la lutte armée. J'ai agi ainsi parce qu'il n'y avait aucune alternative pour ceux qui ne plieraient pas l'échine, ou ne fermeraient pas les yeux sur l'oppression, ou pour ceux qui ont voulu une république nationale. Maintenant il y a une alternative. J'ai clairement exposé mon point de vue sur ce qu'est cette alternative. La voie du progrès réside dans la construction d'appuis politiques pour des objectifs républicains et démocratiques à travers l'Irlande, et dans le fait de gagner des appuis pour ces objectifs sur le plan international ⁸¹ . »

P. Braud formule deux types d'arguments visant à légitimer l'usage de la violence : « celui qui préconise le droit de se défendre et celui qui admet son emploi au service d'une 'cause juste' ⁸² . » L'action de l'Etat se situe plutôt dans la revendication d'un droit à l'auto-défense, alors que les Palestiniens comme les Républicains nord-irlandais se réclament des deux. Pour ces deux entités, il y a provocation avérée des gouvernements israélien et britannique, et la seule réponse envisageable pour ces militants est une contre-violence à une violence d'Etat, physique et symbolique. Dans ce cadre précis, l'IRA et le Hamas – à travers l'action des Brigades Ezzedine Al Qassam - présentent la violence comme un moyen de légitime défense contre un Etat oppresseur. Lorsque cette violence devient endémique et routinière, comme en Irlande du Nord et au Proche-Orient depuis le début de la seconde Intifada et qu'il devient difficile de déterminer qui a eu l'initiative des combats, la violence devient par ailleurs un matériau idéologique au service d'une « cause juste ». La violence devient plus universelle et se démodalise ; ainsi, la lutte des républicains contre les unionistes et le gouvernement anglais évolue vers une résistance contre l'opresseur et pour l'indépendance d'un peuple. A ce moment précis, il y a un rapprochement idéologique des acteurs politiques qui se retrouvent dans ces schémas discursifs, rapprochant groupes armés et acteurs politiques : le Sinn Féin fait ainsi de nombreuses références dans son site à Nelson Mandela mais aussi à l'Apartheid. La lutte contre l'opresseur produit des affinités identitaires et les acteurs politiques se définissent souvent à partir de la revendication d'un combat pour la liberté et l'indépendance. Cette position idéologique est étayée par des références aux grands héros ou aux grands combattants ; il n'est pas rare de retrouver dans les discours des républicains nord-irlandais des références aux Palestiniens, ou aux Basques, et vice et versa.

⁸¹ Afin de différencier dans le texte de la thèse les citations en traduction des citations en langue originale, nous employons une police de caractères différente (Calibri au lieu Times New Roman). « *In the past I have defended the right of the IRA to engage in armed struggle. I did so because there was no alternative for those who would not bend the knee, or turn a blind eye to oppression, or for those who wanted a national republic. Now there is an alternative. I have clearly set out my view of what that alternative is. The way forward is by building political support for republican and democratic objectives across Ireland and by winning support for these goals internationally.* »

⁸² Braud P., *op.cit.*, p. 71.

Par ailleurs, la violence est un instrument de négociation avec le pouvoir : même si celui-ci se défend de vouloir traiter avec les terroristes, force est de constater que l'arrêt des violences est un moyen d'action politique des acteurs contre l'Etat. Le Sinn Féin a pu largement infléchir la position britannique (et, par effet indirect, le gouvernement britannique celle des Unionistes) parce qu'il était présenté comme le bras politique de l'IRA, et donc, du fait de sa légitimité politique, le seul interlocuteur légitime aux yeux des gouvernements anglais et irlandais. Le Sinn Féin occupait donc une position intermédiaire entre les instances étatiques, les partis politiques unionistes et l'IRA.

En matière de gestion de la violence, les logiques d'acteurs sont fluctuantes et complexes. Le cycle pervers de la violence, provocations/répressions/mobilisations, est au centre des stratégies des différents acteurs. Les attentats terroristes, vecteurs forts de violence physique et symbolique, raccourcissent le temps de réaction de l'Etat et provoquent un resserrement des cadres d'interprétation et une radicalisation des discours d'altérité.

Ce développement sur les notions de pouvoir et d'Etat, et sur les logiques d'acteurs met donc en évidence la complexité des liens qui les unissent ; il laisse entrevoir que, du fait de la relation consubstantielle⁸³ entre Etat et pouvoir, se joue dans la stratégie de médiatisation des conflits en Irlande du Nord et au Proche-Orient autre chose que la seule instrumentalisation des médias par l'un ou l'autre camp. Les médias sont notamment contraints dans leurs discours par des logiques d'auto-responsabilisation face à l'événement violent, mais aussi par l'opinion publique et par le développement d'autres moyens de diffusion de l'information (internet par exemple). L'intensification du rôle des médias dans ces conflits consacrerait des rapports de confrontation non pas nouveaux mais répondant à une logique autre. Cette logique se réalise notamment au travers de stratégies de pouvoir au sein desquelles la propagande moderne tient une place à part entière.

2-Idéologie, propagande et démocratie contemporaine

Les termes d'idéologie et de propagande sont fortement connotés du fait de leur emploi, et largement associés aux contextes totalitaires et dictatoriaux. Nous souhaitons revenir sur leur définition et les lier à notre problématique, car il nous semble important de préciser ici les contours de termes qui seront fréquemment employés dans notre partie sur les représentations médiatiques de la violence conflictuelle.

2-1 Construction d'une « figure idéologique »

Par figure idéologique nous entendons la représentation politique, sociale et médiatique d'une idéologie, et comment cette dernière peut être facteur d'ordre ou de désordre politique et social. Il nous semble essentiel d'étudier la construction d'une idéologie en nous interrogeant sur la place de la propagande dans sa diffusion et sa représentation,

⁸³ Garcin-Marrou I., *op.cit.*, p. 56 : « Ce qui fait ultimement, l'autonomie de l'Etat dans la société, c'est ce Pouvoir qui lui est consubstantiel et qui survit à ses changements de forme. »

ainsi que sur ses différents modes opératoires au sein d'un Etat.

2-1-1 La propagande : instrument d'idéologisation spécifique des régimes totalitaires ?

La propagande est « *l'ensemble des stratégies d'information et de communication dont le but est d'influencer ceux à qui elles s'adressent* ⁸⁴ ». La finalité de la propagande est le pouvoir ; ce dernier en est aussi le moyen car sans pouvoir sur l'autre pas de pouvoir tout court. Le principe d'action de la propagande est l'inféodation de l'opinion publique. Le « *viol des foules* » pour reprendre l'expression de Sergeï Tchakhotine ⁸⁵ met en avant la violence psychique qui est faite au public, même s'il convient de nuancer cet aspect. S'il est évident que des régimes extrêmes ont eu recours à la propagande pour « *contraindre* » ou plus exactement conduire les masses dans la direction choisie par le pouvoir et/ou le propagandiste, nous souhaitons nous éloigner un peu de la pensée qui agrège propagande et totalitarisme (ou régime dictatorial).

La propagande revêt des formes bien différentes et nous renvoyons à l'ouvrage de Jacques Ellul pour la description de chacune d'elles ; nous voulons ici la penser dans le contexte des conflits nord-irlandais et israélo-palestinien au regard de l'affirmation suivante : « *Toute propagande moderne profite de la structure de masse mais exploite le sentiment d'auto-affirmation de l'individu* ⁸⁶ . »

Dans le dictionnaire encyclopédique des Sciences de l'information et de la communication, Bernard Lamizet et Ahmed Silem ⁸⁷ définissent la propagande selon trois caractéristiques ; deux nous semblent applicables à l'ensemble des régimes démocratiques et, plus particulièrement, aux conflits qui nous préoccupent : le pragmatisme et l'opportunisme. La capacité de la propagande à mêler efficace de persuasion et adaptabilité à toutes les situations et techniques de communication nouvelles nous semble une évidence. Le cas d'internet est éloquent : depuis la seconde Intifada, les sites pro-israéliens ou pro-palestiniens fleurissent sur le réseau électronique ; de la radio à internet, en passant par la télévision, les techniques persuasives ont toujours eu un temps d'avance sur les méthodes répressives et sur la censure. C'est là d'ailleurs un problème nouveau posé par internet : car, s'il est assez aisé de réprimer par la force policière une manifestation, il est beaucoup plus délicat de réguler et de réglementer un système de diffusion dont les ramifications sont mondiales et le dispositif individuel ⁸⁸ .

Les armes de la propagande sont la désinformation ou la surinformation et la rumeur ; par essence manichéenne dans la vision qu'elle propose du monde, elle

⁸⁴ Lamizet Bernard, Silem Ahmed, *Dictionnaire encyclopédique des Sciences de l'Information et de la Communication*, Paris, Ellipses, 1997, p. 452.

⁸⁵ Tchakhotine Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992.

⁸⁶ Ellul Jacques, *Propagandes*, Paris, Economica, 1990, p. 20.

⁸⁷ « *Dans son déploiement, trois caractéristiques récurrentes peuvent être relevées (...) Il s'agit de : - son pragmatisme, - son opportunisme, sa capacité d'adaptation, - son machiavélisme, son cynisme.* », Lamizet B. et Silem A., *op.cit.*, p. 453.

s'adresse à la fois à l'individu et aux masses : « *La propagande moderne est celle qui atteint des individus inclus dans une masse, et réciproquement qui vise une foule mais en tant qu'elle est composée d'individus* ⁸⁹ . » La propagande s'inscrit dans une stratégie globale de conquête ou de maintien du pouvoir.

La logique de la propagande n'est pas seulement celle de l'orthodoxie, dont le but est avant tout de promouvoir une idéologie. La propagande fait passer d'un état de réflexion à celui de réflexe à travers l'action ; J. Ellul nomme cet état l'orthopraxie. La réflexologie pavlovienne, mentionnée par S. Tchakhotine dans son ouvrage, entretiendrait les oppositions identitaires présentes en Irlande du Nord et au Proche-Orient : il suffit pour s'en convaincre de visionner le reportage proposé par *Canal Plus* en février 2002 ⁹⁰ , mettant en scène plusieurs enfants israéliens et palestiniens. Cette émission produit un double niveau de propagande : d'une part, la mise en scène juxtapose les témoignages des enfants en les mettant, par l'artifice de la caméra, en face les uns des autres. Par ailleurs, le reportage souligne le conditionnement dès le plus jeune âge au discours politique dominant mais aussi au discours social de la famille, de l'école, au discours religieux ⁹¹ . La propagande est présentée comme étant celle des images à la télévision, des graffitis sur les murs, des journaux, des écoles, etc.

D'autre part, la réalisation du reportage de *Canal Plus* dévoile un second niveau de propagande qui « *ne se nomme plus officiellement ; cependant, (qui) est bien présent(e), sous couvert d'euphémisme et d'ellipse* ⁹² ». La stratégie éditoriale de cette émission vise ici à convaincre le téléspectateur que la propagande – qu'elle que soit la forme qu'elle prend – est fondamentalement négative, puisqu'elle entretient une situation endémique de violences et de haines. Le choix d'interviewer des enfants n'est pas innocent non plus si nous nous référons au fait que « *deux milieux ont (...) de tous temps été particulièrement favorables à la pénétration propagandiste : l'armée et la jeunesse* ⁹³ . ». Nous assistons donc, à travers ce reportage, à une double propagande : la seconde – en illustrant la position des démocraties occidentales sur la gestion du conflit israélo-palestinien - sert à dénoncer la première (celle de deux nations en crise) et à délimiter les territoires idéologiques entre « Eux » - le Proche-Orient - et « Nous » - la société occidentalisée.

Ces quelques lignes autour de la propagande nous permettent de nous demander si

⁸⁸ Par cette affirmation, nous signifions qu'internet concerne à la fois l'infiniment grand puisqu'il touche à l'universel, et l'infiniment petit puisque nous sommes généralement seul devant notre écran d'ordinateur.

⁸⁹ Ellul J., *op.cit.*, p. 18.

⁹⁰ Reportage réalisé par E.Z. Goldberg entre l'été 1997 et l'été 2000, « Israël-Palestine : paroles d'enfants », *Canal Plus*, février 2002.

⁹¹ Nous faisons ici allusion aux Appareils Idéologiques d'Etat mentionnés par L. Althusser, notamment dans *Sur la reproduction*. Nous les évoquerons ultérieurement dans notre thèse.

⁹² Lamizet B., Silem A., *op.cit.*, p. 457.

⁹³ *Ibid.*, p. 454.

les nouvelles techniques de persuasion – voilées par la mercatique, par la communication politique, et favorisées par le développement des NTIC, sont par nature différentes de la propagande totalitaire dénoncée par H. Arendt dans *Les origines du totalitarisme*⁹⁴. Un élément de réponse pourrait être dans le constat suivant : les sociétés occidentales produisent non pas une propagande unique et totalisante mais de multiples propagandes partielles et le danger serait, selon Francis Balle, le même à long terme: « *Si l'ordre totalitaire se définit comme cette unanimité contrainte, les médias lui ouvrent la voie dans deux éventualités : lorsqu'ils cessent au nom du consensus, de représenter la diversité sociale, ou bien, à l'inverse, quand ils rêvent de multiplier indéfiniment des lieux de parole, prenant ainsi le risque de paralyser l'exercice du pouvoir légitime*⁹⁵. » Mais définie ainsi, est-ce encore de la propagande ?

Par ailleurs, la multiplication des moyens de diffusion de l'information, l'étendue des audiences désormais touchées, les enjeux économiques et politiques structurant les démocraties sont autant de facteurs susceptibles de faire des NTIC, le terrain de prédilection des propagandistes. Néanmoins, étant donné l'accès aujourd'hui facilité et individualisé à ces NTIC, il est fort probable qu'elles constituent aussi un moyen efficace de contourner une propagande, exclusivement définie sur la notions de foule et d'action des masses.

2-1-2 Idéologie et appareils idéologiques d'Etat

Selon J. Ellul, l'existence de mythes et d'idéologies est une des conditions nécessaires au développement de la propagande⁹⁶. Si cette assertion est difficilement discutable, en revanche nous pouvons nous interroger sur la nature des liens entre ces deux composants et les médias, souvent considérés comme l'instrument privilégié de la propagande. Pour tenter d'y répondre, nous souhaitons convoquer l'ouvrage de Louis Althusser, *Sur la reproduction*.

L. Althusser définit l'idéologie en affirmant qu'elle n'a pas d'histoire, mais qu'elle est éternelle car omniprésente⁹⁷. Il pose le sujet comme point central de celle-ci dans la mesure où c'est la « *représentation imaginaire du rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence*⁹⁸ » qui lui est constitutive. Selon lui, l'idéologie n'a pas une existence abstraite mais matérielle, loin de « *l'existence spirituelle des idées*⁹⁹ ». Il

⁹⁴ Le triptyque d'H. Arendt sur le totalitarisme se décline comme suit : *Sur l'antisémitisme*, Paris, Calman-Lévy, 1973, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982 et enfin *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972.

⁹⁵ Balle Francis, *Médias et sociétés*, Paris, Editions Montchrestien, 1999, p. 751.

⁹⁶ Ellul J., *op.cit.*, p. 133.

⁹⁷ Althusser Louis, *Sur la reproduction*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995, p. 206 à 242.

⁹⁸ *Ibid.*, p.216

⁹⁹ *Ibid.*, p.219

développe deux thèses, qui loin de se contredire, se complètent, mettant en rapport imaginaire et matérialité. Et c'est le sujet qui fait le lien entre les deux ; de fait : « *le sujet agit en tant qu'il est agi par le système suivant (...) : idéologie existant dans un appareil idéologique matériel, prescrivant des pratiques matérielles réglées par un rituel matériel, lesquelles pratiques existent dans les actes matériels d'un sujet agissant en toute conscience selon sa croyance*¹⁰⁰ ! »

Pour Karl Marx, toute représentation est liée à une pratique ; ce sont les pratiques effectives qui sont à la base de toute idéologie. Pour Antonio Gramsci et L. Althusser, l'idéologie se transmet extérieurement dans les Appareils Idéologiques d'État (école, religion, famille, justice, politique, syndical, culturel, médiatique) ; ces institutions, qui *fonctionnent à l'idéologie*, assurent et perpétuent le monopole de la violence symbolique de l'État. L'idéologie est un système de représentations : « *elles sont des objets culturels perçus-acceptés-subis et agissent fonctionnellement sur les hommes par un processus qui leur échappe*¹⁰¹. » Le contenu de l'idéologie n'est pas arbitraire mais partiel, lié à une pratique et un moment historique. L'idéologie autonomiste en Irlande du Nord n'a pu se développer que parce que l'Ulster était, au début du XXème siècle, le foyer de vellétés indépendantistes. L'indépendance de l'Irlande (Eire) en 1921, et deux siècles de luttes intestines entre Anglais et Irlandais, ont conduit au paroxysme des années soixante-dix à quatre-vingt-dix : la lutte pour l'autonomie de l'Ulster est ancrée dans les représentations de la population catholique. L'idéologie indépendantiste y est agie et subie : agie, car cette représentation confine à l'élimination de l'altérité (par des combats et des actions terroristes) et subie, car ces combats menés contre « le colonisateur » anglais¹⁰² sont de l'ordre de la transcendance.

Althusser nomme ce phénomène « *l'interpellation* », celle des individus en sujets. Un individu au cours de son existence est toujours confronté à différentes strates idéologiques : « *chaque sujet est assujéti à plusieurs idéologies relativement indépendantes, bien qu'unifiées sous l'unité de l'idéologie d'État. Il existe en effet (...) plusieurs Appareils Idéologiques d'État. Chaque sujet vit donc à la fois dans et sous plusieurs idéologies dont les effets d'assujétissement se « combinent dans ses propres actes », inscrits dans ses pratiques, réglés par des rituels, etc.*¹⁰³ »

L'idéologie est d'abord une absence de réflexion sur les évidences immédiates, sur le processus de formation de nos représentations. Dans l'espace public et *a fortiori* lorsqu'il y a crise, il est crucial de gagner le soutien de l'autre dans sa propre représentation de la réalité, offerte à la discussion publique et où se modifie aussi la représentation de l'autre. Pour cela, il y a notamment les meetings politiques, les manifestations, les tracts, les graffitis et désormais ce grand espace public qu'est censé représenter internet. Le combat

¹⁰⁰ Althusser L., *op.cit.*, p. 222

¹⁰¹ *Idem*, *Pour Marx*, Ed. Maspero, 1965, p. 239-240.

¹⁰² Nous mettons des guillemets au terme « colonisateur », car c'est ainsi que les États anglais et israélien sont nommés par les nationalistes nord-irlandais et les Palestiniens. Nous reprenons donc la typologie employée.

¹⁰³ Althusser L., *Sur la reproduction*, *op.cit.*, p. 235.

idéologique a surtout une fonction de regroupement, de constitution d'une force politique où l'action de chacun renforce la conviction de l'autre, où la liberté de tous s'oppose à la passivité de chacun : selon nous, les médias participent largement à ce phénomène.

« Une idéologie existe toujours dans un appareil, et sa pratique, ou ses pratiques ¹⁰⁴ . » L. Althusser estime que l'Etat exerce une double violence : à côté des appareils répressifs, tels la police et l'armée, L. Althusser isole des appareils idéologiques exerçant une violence symbolique comme l'école, l'Église, la famille et les médias. Ils ont tous à charge d'assurer l'adhésion inconsciente des individus à un modèle de société dont ils légitiment les valeurs et les structures. Le concept d'*Appareil Idéologique d'État* éclaire le rôle joué par le dispositif de communication de masse dans la reproduction des rapports sociaux.

Rapportons à présent la classification de L. Althusser aux cas de l'Irlande du Nord et du Proche-Orient. « *L'appareil d'Etat comprend deux types d'Appareils : 1) l'Appareil répressif d'Etat. (...) Cet appareil est un corps unique, centralisé.* » Il réfère aux trois pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif : donc, en Israël, la Knesset, le gouvernement, l'armée, les services secrets, etc. En Palestine, le Conseil législatif palestinien, la police et enfin en Irlande du Nord, un Appareil Répressif d'Etat à deux têtes entre le gouvernement autonome nord-irlandais, son parlement, la Royal Ulster Constabulary (puis à partir de 2001, la Police service of Northern Ireland), et le gouvernement, l'armée britannique.

« 2) *Les Appareils Idéologiques d'Etat* ¹⁰⁵ » (Scolaire, Familial, Religieux, Politique, Syndical, de l'Information, de l'Édition- Diffusion, et Culturel). Nous nous intéresserons tout particulièrement à celui de l'information, à travers les quotidiens et les sites internet, et à leur rôle dans les conflits. Nous prendrons garde cependant de ne pas les traiter indépendamment des autres AIE (à l'exception du Syndical), car la société et les sujets qui la composent se construisent dans une interaction systémique entre ces différents appareils. L. Althusser dit de ces appareils qu'ils sont « *multiples, relativement indépendants, et unifiés comme système distinct par tout ou partie de l'Idéologie de l'Etat. L'Appareil répressif d'Etat fonctionne de façon prévalante à la répression (physique ou non). Les Appareils Idéologiques d'Etat fonctionnent de façon prévalante à l'idéologie* ¹⁰⁶ ».

Nous verrons qu'en temps de crise, les deux types d'appareils se resserrent ouvertement autour du consensus civil alors qu'en période « calme », les AIE, notamment celui de l'information, se refusent à toute complicité « ouverte et déclarée » avec l'Etat. Arrêtons notre réflexion sur quatre des AIE décrits par L. Althusser, afin d'examiner la façon dont l'idéologie est diffusée dans les sociétés nord-irlandaise, palestinienne et israélienne.

L'AIE familial : la famille est le principal lieu de la socialisation culturelle et politique. Mais cette institution est à double tranchant : elle peut être un terreau plus fertile encore

¹⁰⁴ Althusser L., *Sur la reproduction*, op.cit., p. 219.

¹⁰⁵ Pour plus de commodité, nous utiliserons l'abréviation A.I.E pour nommer les Appareils Idéologiques d'Etat.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 123-124.

que l'école pour l'idéologie dominante, mais peut constituer une contre-idéologie, lorsqu'elle véhicule des valeurs différentes de celle de l'Etat. Nous pensons ici au mouvement de rébellion de certains militaires israéliens contre l'occupation par l'armée des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaz, racontés dans un article du *Monde* publié le 28/05/2002, « Les 'Refuzniks' israéliens continuent leur campagne continuent leur campagne contre l'occupation ». Le retrait des implantations juives de Gaza en 2005 est aussi l'occasion de protestations de militaires israéliens contre la décision du gouvernement d'A. Sharon. Dans les deux cas, il y a fort à parier que l'AIE familial a joué un rôle important, ne serait-ce que dans le soutien de la famille aux jeunes soldats. La famille ne se comporterait donc pas toujours en AIE, et l'idéologie diffusée en son sein ne serait pas forcément celle du pouvoir.

l'AIE scolaire : il est inutile de nous appesantir sur l'importance de l'AIE scolaire dans la construction de l'idéologie sociale. Notons toutefois, qu'avec la généralisation des écoles coraniques en Palestine, et la fréquentation des écoles talmudiques en Israël, appareils religieux et scolaires ont tendance à se confondre. En Irlande du Nord, même si les écoles confessionnelles restent majoritaires, de plus en plus d'établissements mixtes – accueillant enfants protestants et catholiques - voient le jour, et de nombreux projets pour créer des liens entre les établissements scolaires catholiques et protestants (cinquante-huit écoles à ce jour) sont initiés.

- l'AIE politique : il correspond aux différents partis politiques qui se partagent le pouvoir, ainsi que les institutions qui sont le lieu de ce pouvoir, le parlement notamment. Tout parti qui lutte librement pour une représentation dans l'un des lieux de l'AIE politique ne peut que faire partie de cet AIE. Dans la même logique, les assemblées représentatives n'admettent en leur sein que les partis et mouvements acceptant de prêter allégeance à son idéologie morale. L'histoire du Sinn Féin à cet égard est révélatrice ; il faut attendre 1994 et le premier désarmement de l'IRA pour que le Sinn Féin soit accepté à la table des négociations pour la paix en Ulster, et qu'il recouvre après des années d'opprobre – car considéré comme la branche politique de l'IRA par les autres partis de la négociation – une légitimité politique nationale.

- l'AIE culturel : comme l'indique Antonio Gramsci dans ses *Ecrits Politiques*¹⁰⁷ l'hégémonie culturelle de la classe dominante est l'un des éléments les plus importants de la domination et de la reproduction idéologique. Plus que dans les autres AIE, c'est dans l'appareil culturel que l'idéologie d'Etat va s'exprimer et va être diffusée. Il y a un moment où un individu échappe au pouvoir de l'AIE scolaire. Les identités culturelles sont extrêmement importantes dans les conflits qui nous occupent dans la mesure où elles sur-légitiment les revendications politiques de partition et d'autonomie tant en Irlande du Nord qu'au Proche-Orient. Althusser met cette catégorie en exergue. La culture est presque l'incarnation intellectuelle et artistique de l'idéologie d'Etat. L'AIE de l'édition en est le support privilégié. Nous renvoyons également à la production importante d'œuvres de fiction cinématographique : aujourd'hui celles-ci ont une posture critique forte et cherchent à se distancier de l'idéologie dominante, soit en se présentant comme le relais de l'histoire des conflits (*Le vent se lève* de Ken Loach en 2006, *Kippour* d'Amos Gitai en

¹⁰⁷ Gramsci Antonio, *Les écrits politiques*, Tome I, Paris, Gallimard, 1974.

2000) ou le témoin critique d'un événement majeur du conflit nord-irlandais (*Bloody Sunday* de Paul Greengrass en 2002), soit en proposant une figure allégorique et poétique du conflit entre Israël et le Liban (*Le cerf-volant* de Randa Chahal Sabbag en 2004).

J. Ellul et L. Althusser ont une position différente sur l'idéologie ; il nous semble intéressant de les confronter. D'ores et déjà, nous souhaitons mettre l'accent sur ce qui, selon nous, les sépare : la notion d'action et de matérialité. Selon J. Ellul, l'idéologie est une croyance à valeur intellectuelle ; cette vision idéelle de l'idéologie n'est pas celle d'Althusser associée à la pratique. Les deux auteurs se rejoignent lorsque J. Ellul examine l'idéologie en relation avec la propagande et parle d'orthopraxie¹⁰⁸ plutôt que d'orthodoxie. En ce sens, le type de propagande « nouvelle » initiée à l'époque par Hitler et Lénine, axée sur « le faire agir » modifie l'essence même de l'idéologie. Celle-ci n'aurait désormais d'efficacité réelle qu'utilisée, notamment dans la propagande. L. Althusser et J. Ellul se rencontrent sur le point de la praxis ; l'un parle d'AIE, l'autre de propagande. Même si ces deux conceptions ne sont pas comparables en tout point – pour L. Althusser, tout semble partir de l'Etat, alors que J. Ellul parle plus généralement de propagandiste -, il y a néanmoins correspondance. Selon J. Ellul, deux choix s'offrent au propagandiste « *en présence d'une idéologie utilisable existante : soit la forme du stimulus, soit la forme du mythe*¹⁰⁹ ».

La première est le slogan que nous retrouvons dans les manifestations de rue, les meetings politiques. La seconde nous intéresse particulièrement dans la mesure où elle peut conduire au mythe ; l'idéologie « indépendantiste » nord-irlandaise se transforme par exemple en mythe de la liberté et de l'égalité des hommes, et renvoie à l'histoire de l'Irlande. Ce glissement de l'idéologie au mythe semble facilité par « *le fait que la croyance diffuse est maintenant exprimée par un tiers et créée par des millions de haut-parleurs, donne de l'urgence et de la force à ce qui était seulement une éventualité*¹¹⁰ ». Dans le cas des conflits nord-irlandais et israélo-palestinien, les médias sont ce tiers. Nous sommes proches ici de la fonction de « *tiers symbolisant* », notamment évoquée par L. Quéré dans son ouvrage *Des miroirs équivoques*.

AIE comme vecteurs de propagande, mythes comme principes déclencheurs de l'action semblent donc participer d'une nécessité étatique et diffuser l'idéologie dominante. Et, si les techniques de persuasion sont loin d'être une nouveauté dans l'action d'un gouvernement ou les entités qui s'opposent à elle, en revanche la multiplication des moyens de diffusion a décuplé leur efficacité par leur caractère massif et répétitif dans les démocraties modernes.

¹⁰⁸ J. Ellul affirme à ce propos : « ...l'organisme pour qui est faite la propagande ne cherche pas essentiellement à diffuser une doctrine, à répandre une idéologie, à créer une orthodoxie. Il cherche à obtenir la fusion des individus en lui, leur mobilisation, à les transformer en militants actifs selon une orthopraxie. », *op.cit.*, p. 221.

¹⁰⁹ Ellul J., *op.cit.*, p. 222.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 223.

2-2 Propagande et démocratie

Posons-nous à présent la question du lien entre propagande et démocratie. Le but de la propagande est de circonvenir son auditoire ; elle est aidée en cela par l'idéologie. Cette dernière, nommée génériquement « prémisses ¹¹¹ » par H. Arendt, se définit comme la logique d'une idée ; l'auteur explique qu'à partir d'elle, le totalitarisme se fait fort de donner un sens aux événements quels qu'ils soient. L'idéologie plus généralement formerait un système « d'interprétation définitive du monde » dont les contradictions seraient avalées par le mécanisme logique de l'idéologie, à travers notamment la dichotomie du Bien et du Mal. Chaque idéologie posséderait sa cohérence interne, en dehors de la réalité et de toute causalité historique.

Pour J. Ellul, dans la société moderne, la propagande « *n'obéit plus à une idéologie. Le propagandiste n'est pas, ne peut plus être un homme qui croit. Plus exactement, il ne peut pas croire en l'idéologie qu'il va utiliser dans sa propagande* ¹¹² ». La relation qui faisait de la propagande le moyen pour l'idéologie de se propager au XIX^{ème} siècle, serait obsolète dans notre société ; le propagandiste se définirait aujourd'hui d'avantage comme un technicien (de l'information en vue de l'action). L'idéologie est toujours présente mais elle ne se présente plus comme le message de la propagande ; l'action prime sur l'idée. Pluralité, liberté et action seraient les ingrédients nécessaires à la survie du politique dans nos sociétés contemporaines démocratiques. Qu'en est-il donc de la propagande et de la démocratie ?

2-2-1 Deux termes antinomiques ?

J. Ellul ne pose pas ces deux termes de façon antinomique puisqu'il part du principe que la propagande « *fournit à l'homme un système global d'explication du monde et des motifs immédiats d'action* ¹¹³ ». La propagande engage donc à faire l'action ou à la regarder faire (qui ne dit mot consent) « *une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation* ¹¹⁴ ». La propagande moderne exploite ce que David Riesman ¹¹⁵ nomme la situation de « foule solitaire », de l'individu qui agit avec et dans la masse mais aussi sans elle (lire le journal, écouter la radio pour reprendre les exemples cités par l'auteur, mais aussi naviguer sur internet) pour influencer l'individu au travers des moyens de communication susceptibles de toucher un large public. La propagande s'appuierait sur un paradoxe pour se développer :

¹¹¹ Le terme de prémisses est employé par H. Arendt dans son ouvrage *Le système totalitaire*, pour parler du système opératoire des totalitarismes. Dans le cas du régime stalinien, la prémisses serait la loi de l'histoire incarnée dans la lutte des classes.

¹¹² Ellul J., *op.cit.*, p. 220.

¹¹³ *Ibid.*, p. 22.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 75.

¹¹⁵ Riesman Denis, *La foule solitaire*, Paris, Arthaud, 1971.

« celui du sentiment d'auto-affirmation de l'individu » dans la « structure de masse ¹¹⁶ ».

Par ailleurs, le mythe est central à la propagande, dans la mesure où il produit une posture séculaire chez celui qui se l'approprie, et implique des attitudes totalitaires ne supportant pas l'altérité. Cette nécessité du mythe comme vecteur et moteur de la propagande se retrouve dans les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais : les idéologies participent largement du mythe et donc de la croyance, que l'on soit d'un côté ou de l'autre de la barrière. Les articles dans les quotidiens de ces pays, les émissions de radio et de télévision, et peut-être plus encore les sites internet – puisqu'ils semblent moins sensibles au contrôle étatique – diffusent les symboles d'une lutte idéologique et manipulent à l'envi les mythes de la paix et de la guerre. J. Ellul différencie d'ailleurs mythes et idéologies mais les rend chacun nécessaire au développement de la propagande. Il oppose ces deux termes en attribuant au mythe un caractère sacré, affectif, fournissant « à l'homme une image fondamentale de sa condition et du monde ¹¹⁷ » et déclenchant directement l'action. L'idéologie serait plus doctrinale et moins permanente que le mythe ; c'est « d'abord une organisation d'idées, et même irrationnelles, elles restent des idées ¹¹⁸ ».

Pour J. Ellul, le but de la propagande moderne est de porter le propagandé à l'action et non plus à la modification ou au renforcement de certaines idées. Une propagande active n'est réellement efficace que précédée de ce qu'il nomme la « sub-propagande » qui « a pour but de mobiliser les individus, (...) de les rendre mobiles, de les rendre mobilisables afin de les lancer le moment venu ¹¹⁹ ». Le mythe et le réflexe conditionné sont les moyens de cette pré-propagande. Par réflexe conditionné, nous entendons des attitudes et des actes qui ne sont pas le fruit d'une réflexion mais d'une impulsion, qui peut sembler naturelle de prime abord mais qui est en fait conditionnée par un « apprentissage idéologique » antérieur. Ce sont par exemple les réactions de liesse populaire des Palestiniens décrite par les journaux au moment des attentats du 11/09/2001 aux Etats-Unis ; ce sont des réflexes conditionnés et exprimés en masse. Car, lorsque certains médias occidentaux ont interviewé des Palestiniens après le 11/09/2001, certains se déclaraient au contraire consternés par les attentats survenus sur le sol américain. Ce sont aussi les discours, ouvertement altéricides, du Democratic Ulster Party ¹²⁰ (DUP) sur internet, qui mobilisent chez ses partisans des instincts grégaires de conservation et de peur de l'autre.

La propagande n'invente pas, elle récupère le matériel existant en s'appuyant sur les

¹¹⁶ Riesman Denis, *op.cit.*, p. 20.

¹¹⁷ Ellul J., *op.cit.*, p. 134.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 134.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 42.

¹²⁰ Le Democratic Unionist Party, avec à sa tête le révérend Paisley, a été l'un des plus farouches opposants à la partition de l'Irlande du Nord. Il a du aujourd'hui se résigner à partager le pouvoir avec les Républicains, mais son discours reste cependant assez hostile à cette partition.

mécanismes psychologiques, les opinions et les stéréotypes, les idéologies donc et enfin les besoins de la population visée. Il suffit pour s'en persuader de consulter certains sites des partis politiques ; ainsi, le DUP, pour ne citer que lui, prétend offrir « LA RÉPONSE » aux besoins de la « société moderne » qui se déclinent, en Europe notamment, depuis des décennies sous le triptyque travail, patrie, famille !

J. Ellul associe à la propagande un autre terme central : celui d'actualité. Ce dernier est primordial au regard des conflits israélo-palestinien et nord-irlandais, dans la mesure où sont en jeu deux temporalités : celle du mythe qui est profonde et lointaine, et celle de l'actualité, superficielle et proche. « *Ainsi la propagande ne peut avoir de réalité solide, de puissance sur l'homme que par sa relation avec les courants fondamentaux, mais elle n'a de séduction, de capacité d'émotion que par sa référence avec l'actualité la plus fugace* 121 . »

Prenons l'exemple de l'Irlande du Nord : l'opposition entre les populations d'Irlande et d'Angleterre est presque millénaire ¹²², pourquoi alors la propagande britannique et la contre-propagande nationaliste n'ont-elles jamais été aussi présentes que dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ? Parce que mythes et réalité se rejoignaient en un point quasi-concordant de l'actualité ; le mythe de l'indépendance de la population catholique nord-irlandaise n'a jamais été aussi proche de sa concrétisation dans l'imaginaire collectif républicains ¹²³ qu'au moment où les violences entre catholiques et protestants se sont radicalisées et systématisées.

J. Ellul évoque également la force des mots, nous verrons dans la troisième partie de notre thèse que celle-ci est prépondérante : « *c'est l'actualité qui fournit les mots activés, c'est l'actualité qui charge la plupart des mots de leur capacité explosive et affective* ¹²⁴ . » L'actualité médiatique d'un mot fait sa force sémantique, c'est pourquoi hier, la seconde guerre mondiale produisait des « collaborateurs » - même si ce mot a encore une forte connotation historique – aujourd'hui, ce sont les « terroristes » et les « kamikazes » qui sont activés dans les discours médiatique et politique. Nul doute que les attentats du 11 septembre 2001 ont encore radicalisé dans les discours officielles et dans les médias, la terminologie du terrorisme puisqu'au-delà du sens, le champ sémantique du terrorisme semble s'ancrer dans une impasse géographique et religieuse : les Etats et les médias occidentaux lient le plus souvent terrorisme et Orient, terrorisme et Islam.

La lutte idéologique se situe donc autant au niveau des mots que des idées ; l'ancrage de ceux-ci dans l'actualité politique, et médiatique, renforce leur caractère symbolique et leur force émotive. La décision de l'Union Européenne de classer, fin décembre 2001, certains mouvements islamistes palestiniens comme « terroristes »,

¹²¹ Ellul J., *op.cit.*, p. 56.

¹²² C'est en 1175 que débute la colonisation anglaise de l'Irlande.

¹²³ Nous utilisons à dessein l'expression « concrétisation dans l'imaginaire collectif » pour mieux faire entendre à nos lecteurs la proximité sémantique et symbolique de ces deux termes à ce moment de l'actualité nord-irlandaise.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 59.

s'opposant ainsi à toute forme de violence quelle que soit sa justification, est une preuve du phénomène décrit par J. Ellul. Le 15 janvier 2002, Josep Piqué, ministre espagnol des Affaires étrangères, défendait la position de l'Union Européenne dans un communiqué de l'Agence France Presse : « *A la question, s'il considérait les opérations de l'armée israélienne (...) comme du terrorisme, M. Piqué a répliqué que l'Union Européenne avait condamné les différentes actions menées par l'armée israélienne durant les mois derniers* ¹²⁵ . » L'actualité occasionne donc la production – ou le refus de la production - de certaines occurrences lexicales dans le discours politique et dans celui des médias. Ces dires et non-dires sont à eux-seuls des actes politiques et symboliques forts, que nous analyserons dans la troisième partie de notre thèse.

L'information est nécessaire à la réalisation de la propagande. La démocratie est a priori le lieu de la libre circulation des idées, de la liberté de parole et de la fluidité de l'information. Elle se fonde en tout cas sur la liberté d'expression. J. Ellul revient sur l'opposition « classique » entre une propagande passionnelle et non-rationnelle et une information rationnelle car factuelle. Ne nous trompons pas, la propagande est parfaitement rationnelle dans les objectifs qu'elle vise et les moyens qu'elle met en place pour parvenir à ses buts. J. Ellul, en évoquant une propagande passionnelle et non-rationnelle, se place du point de vue de ceux qui la reçoivent. Le vrai-faux charnier de Timisoara, l'interview « truquée » de Saddam Hussein par un journaliste français, les photos truquées du *Daily Mirror* ¹²⁶ dévoilant des soldats anglais en train d'infliger sévices et humiliations à des prisonniers irakiens, montrent qu'il s'agit de créer une situation irrationnelle, impliquante sur le plan émotionnel, grâce à des éléments rationnels et factuels – dans les cas présents, le traitement de l'actualité conflictuelle par un reportage d'images ou une interview. Les images du charnier yougoslave réactivent la tragique réalité de l'extermination du peuple juif durant la seconde guerre mondiale ; sont ici étroitement intriqués faits historiques, actualité et « pathos audiovisuel ».

Les médias et internet avec eux n'ont fait que développer la manipulation du factuel pour créer non plus seulement de l'irrationnel mais de « l'illusion et du rêve » – celui notamment d'« une paix sans partage » au Proche-Orient ou en Irlande du Nord. Par l'expression « une paix sans partage », nous jouons de l'ambiguïté du mot partage, renvoyant à une paix absolue mais aussi au partage et à l'autonomie des territoires tant en Palestine qu'en Irlande du Nord. Nous faisons ici référence à la formule « la paix contre les territoires », leitmotiv des revendications au Proche-Orient. L'information est donc une condition essentielle de la propagande et les moyens de diffusion massive ont facilité l'information de la population, la rendant paradoxalement plus apte à « recevoir la propagande ». Les médias ont largement contribué à cette standardisation de l'information et ont permis au public de se croire « au-dessus de la propagande » car surinformé et donc libre de ses choix politiques et idéologiques.

¹²⁵ Dépêche Agence France Presse, « Piqué défend le classement des groupes islamistes palestiniens comme terroristes », mardi 15 janvier 2002

¹²⁶ La Une du *Daily Mirror* du 01/05/2004, affichant des photos truquées de prisonniers irakiens soumis à des mauvais traitements, a été largement commentée dans le monde politique et médiatique occidental. La *BBC* et *The Guardian* ont dénoncé la supercherie du *Daily Mirror*.

Selon J. Ellul, « *l'information donne à la propagande la base des faits sans laquelle rien ne serait possible, mais bien plus, c'est elle qui donne à la propagande l'occasion de s'exercer : car c'est l'information qui est créatrice des problèmes que va exploiter la propagande et auxquels elle prétendra apporter une solution*¹²⁷. » Ce phénomène est flagrant lorsque nous examinons de près les situations en Irlande du Nord et au Proche-Orient : au cœur de la violence terroriste, les informations se multiplient et l'exhibition télévisée des victimes et des kamikazes est devenue courante. Les victimes des attentats kamikazes palestiniens et des représailles israéliennes sont montrés blessés, certaine fois gravement mutilés, ou morts. Les morts sont parfois « préparés » pour l'objectif comme cela semble être le cas pour le bombardement de Cana afin d'hypertrophier l'émotion. D'autres fois encore, comme ce fut le cas dans *Libération* et dans *Le Monde* lors de l'attentat perpétré par un kamikaze palestinien à Eilat, la scène de l'attentat¹²⁸ est représenté par une vitre brisée et un sauveteur à l'arrière plan, comme si le vide (l'absence de cadavres montrés) traduisait le trop plein d'images violentes.

De la même manière, la ritualisation des enterrements en Palestine a été largement mise sur le devant de la scène au début de la seconde Intifada. Ces cérémonies seraient, selon nous, la continuation de l'acte terroriste palestinien : avant lui, la vidéo du kamikaze dédiée à ses proches, l'acte en lui-même – le sacrifice singulier au nom d'un collectif, et enfin la procession dans les rues : le kamikaze est récompensé par la « liesse » publique. Le sacrifice est doublement médiatisé : par la presse et par la célébration de l'acte par la population. Cet acte terroriste à « trois niveaux » ne procède pas de la même logique qu'en l'Irlande du Nord où, sauf accident, les membres des organisations paramilitaires¹²⁹ n'ont jamais explosé avec leur bombe. Le rapport avec la mort est très différent dans l'un et l'autre contexte : au Proche-Orient, les médias assignent à la représentation de l'acte terroristepalestinien, une signification essentiellement religieuse alors qu'en Irlande du Nord, il est traduit comme un acte beaucoup plus politique. Nous employons à dessein l'adverbe « essentiellement » car, selon nous, la revendication religieuse de ces kamikazes est extrêmement ambiguë dans lamesure où, le Coran comme la Bible condamnent le suicide. Ce paravent est le moteur de l'action individuelle mais cache des motivations éminemment politiques. Chaque camp exhibe donc – c'est le mot – ses victimes pour montrer l'inhumanité de l'autre.

Ces exemples montrent que la propagande, ouverte ou fermée, est une nécessité pour l'Etat propagandiste et pour l'individu. Elle donne à ce dernier le sentiment de participer activement aux décisions de l'Etat ; inversement, elle permet à l'Etat de justifier sa politique et donc de la légitimer aux yeux de l'opinion publique. C'est pourquoi propagande et démocratie ne sont pas antinomiques.

¹²⁷ Ellul J., *op.cit.*, p. 132.

¹²⁸ Voir annexe 7-1, p. 501.

¹²⁹ Par organisations paramilitaires, nous entendons les factions armées de l'IRA et de Ulster Volunteer Force, responsables de la majorité des attentats survenus.

2-2-2 La propagande : une nécessité démocratique ?

La propagande selon J. Ellul serait une nécessité démocratique ; les médias n'ont fait qu'accélérer le processus. En Irlande du Nord et au Proche-Orient, la propagande est ou a été une réalité quotidienne, en plus d'être une nécessité sociale et politique. Les journaux, les magazines, la télévision, la radio et les sites internet se font l'écho des paroles partisans. Les auteurs des contre-discours, en opposition aux discours de l'Etat, subissent parfois la censure : le Broadcasting Ban en Irlande du Nord ou le bombardement des stations radio en Palestine en sont des exemples. Le Broadcasting Ban était une mesure prise par le gouvernement britannique, faisant suite à une série d'actions répressives à l'encontre du terrorisme en Irlande du Nord. Elle concernait la position des médias face au terrorisme. Promulguée en 1988 et abrogée en 1994, elle touchait les médias audiovisuels et censurait la parole des personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes terroristes ou de sympathie avec l'action terroriste. Cette interdiction s'appliquait donc aussi bien à des membres de l'IRA qu'à des membres du Sinn Féin entraînant les médias à faire doubler, par des voies « anglaises », les individus interviewés.

Une question se pose néanmoins : si les moyens pour museler la propagande « illégitime » - sous-entendu, celle qui va à l'encontre de la légitimité du pouvoir en place – sont facilement identifiables, la propagande sur internet ne risque-t-elle pas de remettre en cause la censure « traditionnelle » ? Internet n'a de territoires et d'identités que virtuels¹³⁰, ceux désignés par l'adresse URL et la revendication de l'éditeur du site. Si l'Etat policier commence à s'organiser sur le Web, la puissance de ce média résiderait dans son essence – même : celle d'un réseau international sans d'autres frontières que matérielles – celle de nos écrans d'ordinateur – et humaines – nos compétences en informatique et en langues. Nous avons un premier élément de réponse à cette question, dans la mesure où de nombreux sites palestiniens, consultables au début des années 2000, sont maintenant totalement inaccessibles, du fait du blocage de leurs hébergeurs.

Le développement précédent a mis en évidence deux faits : d'une part, propagande et démocratie ne sont pas des notions antithétiques et d'autre part, la propagande est le corrélat de la société moderne. Pouvons-nous alors parler de propagande démocratique ?

Comme J. Ellul, nous pensons que la démocratie « se trouve aujourd'hui (dans la nécessité) de faire de la propagande. Reconnaissons d'ailleurs que la propagande, non point gouvernementale, mais privée, semble précisément liée à la démocratie¹³¹ ». La propagande est essentielle à la démocratie tant au niveau interne – vis à vis de la société civile – qu'externe. Néanmoins, J. Ellul souligne un fait important : la contradiction qu'il peut y avoir parfois entre des propagandes internes respectueuses de la multiplicité du corps social et une propagande externe qui expose « la nation démocratique comme un

¹³⁰ Nous n'assimilons pas « virtuels » à « non réels », puisque les communautés internautes sont composées de personnes bien réelles. Nous signifions simplement que ce ne sont pas toujours des entités construites dans la vie non-connectée et que les individus qui la composent sont autant d'électrons libres de toutes frontières physiques.

¹³¹ Ellul J., *op.cit.*, p. 255.

*tout cohérent, ce qui présente quelques difficultés, car cela ne correspond pas à l'image, fidèle, exacte d'une nation démocratique*¹³² ». Y aurait-il donc deux propagandes l'une démocratique, l'autre autoritaire ? Nous ne le pensons pas ; même s'il y a contradiction entre les principes de la démocratie et les procédés de la propagande – l'homme rationnel de la démocratie opposé à l'homme irrationnel de la propagande -, la notion de vérité occupe une place centrale dans les deux cas. En effet, régimes autoritaire et démocratique érigent leur vérité, celle du fait et de l'histoire, en principe constitutif d'une idéologie à promouvoir.

Cependant, la propagande démocratique devient ouvertement totalitaire en temps de crise et c'est précisément cet instant qui nous intéresse ; les démocraties n'ont plus peur alors d'afficher clairement le contrôle et la limitation de l'information au nom du consensus civil. Et c'est là le principal point d'achoppement entre logiques étatiques et médiatiques. Néanmoins, en situation de crise, les médias se rangent souvent du côté de l'Etat. Nous reviendrons en détail sur ce point dans la seconde partie de notre thèse.

Propagande moderne et démocratie sont donc des entités complémentaires, mais peut-on parler de propagande démocratique dans la mesure où le propre de toute propagande est de provoquer une attitude univoque ? En cas de crise, la démocratie revêt, sous couvert de consensus national, des caractéristiques totalitaires et perd de vue ses principes constitutifs. Le développement de l'information, la standardisation des médias conduisent l'Etat à justifier ses actions, les expliquer. La transparence de l'Etat est devenue une nécessité démocratique aux yeux du citoyen et celle-ci participe largement d'une certaine publicité des actions à travers une rhétorique de terrain. Les exemples sont nombreux : Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem le 28 septembre 2000, Yasser Arafat donnant son sang au surlendemain des attentats du 11 septembre 2001, David Trimble, alors chef du gouvernement nord-irlandais annonçant un probable référendum en 2003 sur la partition de l'Ulster ou encore Gerry Adams, chef du Sinn Féin, proclamant lors du rassemblement annuel de son parti en janvier 2007, la reconnaissance par les Républicains de la police nord-irlandaise.

La propagande est donc centrale à notre problématique dans la mesure où elle se présente comme l'instrument de l'Idéologie¹³³ et qu'elle utilise largement les médias. La propagande n'est pas le fait des seuls états totalitaires ; elle est indispensable à l'équilibre interne des démocraties modernes. L'action de l'Etat en temps de crise est donc à penser en termes d'interactions systémiques, où médias, opinion publique et contre-pouvoirs politiques jouent sur des logiques fluctuantes. La présence croissante d'internet complexifie encore cette donne et redéfinit les frontières de l'espace public traditionnel, mettant en tension les notions d'identité et de territoire.

3-Identité et territoire

¹³² *Ibid.*, p. 256-257.

¹³³ Nous mettons ici une majuscule par souci de la rapprocher dans sa force symbolique et politique de la notion de Pouvoir, et pour la différencier des idéologies présentes dans les AIE.

Nous souhaitons préciser ici les notions d'identité et de territoire, pour ensuite les penser dans le cadre des conflits nord-irlandais et israélo-palestinien. Ce procédé devrait nous permettre de mieux appréhender la richesse sémantique de ces deux termes et leur puissance symbolique une fois recontextualisés. Dans un souci de clarté, Dans l'intitulé des sous-parties de cette section, nous présentons séparément les notions d'identité et de territoire dans l'intitulé des sous-parties de cette section, mais nous les appréhendons liées l'une à l'autre.

3-1 L'identité

L'identité représente ce qui est unifié ; les composantes d'une identité ne sont pas les mêmes mais elles forment un tout. Dans son acception culturelle, l'identité conserve ce caractère du tout unitaire dans la mesure où elle est l'ensemble des traits culturels propres à un groupe qui lui confère son individualité. C'est cette dimension de l'unité qui est particulièrement intéressante dans la mesure où ce « un », ce « tout unifié », se renforce et se désagrège à la fois dans une situation de crise. Se renforce car devant l'altérité (l'Autre, l'Israélien, le Protestant nord-irlandais) le groupe se fonde en un bloc identitaire imperméable aux « agressions » extérieures. Nous évoquons à dessein l'Israélien et le protestant nord-irlandais par opposition au Palestinien et au Catholique nord-irlandais, car les seconds, contrairement aux premiers, définissent leur appartenance par l'absence et la non-reconnaissance (économique, sociale et culturelle) de leur territoire (constitutif d'une part de leur identité) par les Autres. Les Catholiques nord-irlandais comme les Palestiniens ont créé leur identité, ou en tout cas une partie de celle-ci, sur la figure du manque ; le manque d'une terre autonome et de la reconnaissance d'un Etat pour la Palestine et le manque du rattachement à la République d'Irlande pour les Catholiques d'Ulster. Leur identité s'est construite en négatif de l'identité de l'autre, de l'adversaire. Et c'est pour cela précisément que la résolution des deux conflits ne peut se réduire à des signatures au bas d'une feuille de route. C'est en partie pour cela aussi que le Quartet ne parvient pas à proposer une solution efficace dans la résolution du conflit au Proche-Orient. C'est pour cela également qu'au moment de participer concrètement au gouvernement bipartite en Irlande du Nord, Ian Paisley, chef du DUP, se trouvait pris entre la nécessité politique de mener conjointement avec les Républicains le gouvernement d'Ulster et l'obligation identitaire de s'y refuser. S'il n'émettait pas la possibilité de refuser de participer à ce gouvernement bipartite, I. Paisley risquait de se retrouver en porte-à-faux, non pas avec la majorité des Protestants, mais avec les partisans les plus radicaux du DUP.

En situation de crise, l'unité de l'identité peut potentiellement se désagréger car elle est mise en danger. Elle est bousculée par une identité autre, menacée par une triple domination économique, politique et symbolique. C'est précisément le cas en Irlande du Nord où les Républicains ont lutté contre la contagion de l'identité protestante, fondée sur la domination anglaise : domination politique puisque jusqu'au 26 mars 2007, l'Ulster était gouverné depuis Londres ; domination économique et domination symbolique enfin. Celle-ci est corrélative des deux premières, auxquelles sont venues s'agréger plusieurs siècles d'oppositions entre Irlandais et Anglais. L'intégrité de l'identité dominée est donc menacée non pas de disparition mais de désagrégation partielle et de « fusion » avec

l'identité dominante.

Dans les deux conflits, l'identité se concentre autour de trois éléments principaux : religieux, politique et géographique. Nous n'allons pas revenir ici sur les conditions d'existence de chacun d'entre eux puisque de nombreux travaux de sociologie et de géopolitique s'y réfèrent ; nous allons simplement les énoncer et nous les examinerons au regard de leur représentation dans les médias dans la troisième partie de notre thèse.

Dans l'un et l'autre cas, l'identité religieuse se construit là-aussi sur la figure de la dualité opposant d'un côté Catholiques et Protestants, de l'autre Juifs et Musulmans. Précisons encore que l'identité religieuse palestinienne ne se réduit pas à la seule religion musulmane, puisque des chrétiens vivent en Palestine. Notons que les médias reprennent majoritairement dans leurs titrages et leurs articles l'opposition Catholiques/Protestants alors qu'ils parlent plus volontiers d'un conflit entre Israéliens et Palestiniens. Cette assignation du religieux au conflit nord-irlandais, alors qu'il s'agit aussi d'un conflit profondément politique, peut s'expliquer par la mobilisation de cadres d'interprétation historico-religieux déjà connus et reconnus, aisément identifiables par la majorité de l'opinion publique européenne et française (extérieure à l'espace public du conflit donc). La lisibilité du conflit nord-irlandais passerait, pour ce public-lecteur-télespectateur, par ce syncrétisme interprétatif et non par la mise en œuvre d'une représentation du conflit, plus politique, opposant unioniste et républicain. La logique de représentations est totalement différente dans les journaux nord-irlandais et anglais qui mobilisent le second type d'opposition pour l'opinion publique.

La représentation du conflit israélo-palestinien ne suit pas aussi fortement cette logique interprétative puisque, dans les médias français étudiés sont convoqués indifféremment la figure de l'identité religieuse et celle de l'identité politique.

L'identité politique est clairement dessinée en Irlande du Nord et coexiste avec l'identité religieuse : dans les représentations médiatiques et dans la réalité des partis politiques puisque le paysage électoral nord-irlandais se compose de deux partis républicains (et catholiques), le Social Democratic and Labour Party (SDLP) et le Sinn Féin, et de deux partis unionistes (et protestants), l'Ulster Unionist Party (UUP) et le Democratic Ulster Party (DUP). L'identité politique palestinienne s'est plus distinctement clivée depuis la mort de Yasser Arafat en 2004, entre le Fatah et le Hamas. Ce dernier a remporté en janvier 2006 les élections législatives, obligeant Mahmoud Abbas à composer avec lui. Il faut néanmoins attendre les violences entre les deux factions en décembre 2006 pour que les journaux français reproduisent ce schéma politique et le portent dans le champ lexical de la guerre civile : « Le Hamas et le Fatah soldent leur compte à la Mecque » (*Libération*, 28/02/2007), « Le Hamas et le Fatah entre trêves et violences à Gaza » (*Le Monde*, 04/02/2007). A partir de décembre 2006, les médias abordent la question de l'identité palestinienne, non plus sous la figure d'une entité unifiée faisant bloc contre Israël, mais par le biais d'une opposition entre partisans du Hamas et du Fatah, avec en arrière-plan le spectre de la guerre civile.

L'identité politique israélienne est scindée en deux tendances principales : les Faucons, issus de la droite israélienne (le Likoud, Israel Beteinou¹³⁴ et le Shass¹³⁵) et

¹³⁵ Le Shass est un parti religieux, orthodoxe séfarde, ayant obtenu douze élus aux élections législatives en 2006.

les Colombes représentées par les partis de gauche (Aavoda, le parti travailliste et le Meretz ¹³⁶ parti social-démocrate). Les Colombes sont partisans de discussions ouvertes et pragmatiques avec les Palestiniens, et les Faucons sont souvent présentés comme les tenants de la ligne dure du paysage politique israélienne, refusant toutes négociations avec le gouvernement palestinien, qu'ils jugent incapable de juguler les groupes terroristes. Leurs dissensions portent notamment sur les questions de Jérusalem, du retour des réfugiés palestiniens, des garanties de sécurité et du territoire. Cette division, largement reproduite par les médias et les politiques nationaux et internationaux durant les années 90 et la première moitié des années 2000, période qui correspond aux négociations et aux accords pour la paix (conférence de Madrid en 1991, poignée de mains entre Arafat et Rabin à la Maison Blanche en 1993, accord de Taba en 1995 et de Charm Al Cheik en 1999 et reprise des négociations en 2000...), est remise en cause depuis la création du parti d'Ariel Sharon, Kadima ¹³⁷. Fin 2005, suite à des tensions sur la question du désengagement de Gaza, A. Sharon crée un parti centriste, Kadima, emmenant avec lui plusieurs députés du Likoud et ralliant des hommes politiques de la gauche travailliste comme Shimon Peres.

Le parti de Sharon, Kadima, a redessiné la scène politique israélienne en donnant au centre une place prépondérante puisque le parlement israélien en 2006 se compose ainsi : trente-six sièges pour le centre, vingt-quatre pour la gauche, vingt-trois pour la droite, vingt-sept pour les religieux et dix pour le bloc arabe. Ce patchwork politique crée une situation parlementaire très instable, les grands partis (Likoud, Kadima et Aavoda) devant compter sur les petites formations.

Cette situation n'est pas nouvelle ; depuis les années 1970 , le Likoud et le Parti travailliste , alors les deux grands partis israéliens ne parviennent pas à être majoritaires au parlement israélien, et sont donc obligés de s'adjoindre les voix des petits partis pour gouverner.

L'identité politique en Israël est étroitement liée à trois aspects : la religion - les partis outre leur situation dans l'espace politique gauche/droite se définissent par l'opposition laïc/religieux, l'adhésion ou non à l'idéal du Grand Israël et la reprise des négociations avec les Palestiniens. Sur le terrain, la distinction entre ces trois critères n'est pas si claire ; les frontières sont perméables et mobiles ; les événements de ces dernières années – décolonisation de Gaza, guerre du Liban, attentats, représailles, mort d'Arafat, coma de Sharon – sont des éléments de désordre qui contribuent non pas à redessiner l'identité politique israélienne mais à provoquer de mini-séismes politiques au sein de l'espace public israélien.

Ces différentes constations nous conduisent à penser l'identité politique et religieuse comme étroitement liée à la question du territoire et donc à ce que nous avons appelé

¹³⁴ Israel Beteinou est un parti de droite, russophone. Il siège à l'assemblée avec onze élus depuis 2006 aux côtés des douze élus du Likud.

¹³⁶ Le Meretz possède cinq élus au Parlement Israélien et le parti travailliste, dix-neuf élus.

¹³⁷ Kadima a obtenu vingt-neuf élus en 2006.

l'identité géographique.

3–2 Le territoire

La question du territoire est centrale dans les deux conflits et créatrice d'une partie des identités israélienne, palestinienne, républicaine et unioniste. La terre est tout : elle est politique, elle est religieuse, elle est sacrée. Le nœud des conflits réside dans une impasse, vécue comme quasi-transcendantale par les opposants, sur la notion de possession et de la dépossession de la terre et du territoire, puisque transcendée par la religion. Nous distinguons la terre et le territoire, puisque la terre est une et indivisible, c'est la terre des textes sacrés pour les Israéliens et les Palestiniens – la terre promise. C'est la terre d'une domination politique, économique et symbolique pour les autres – la terre d'Irlande. Nous n'opposons pas une terre religieuse israélo-palestinienne à une terre politique nord-irlandaise, nous souhaitons simplement souligner ici que, pour chacun d'eux, la terre puise son caractère sacré dans l'Histoire – religieuse, politique, etc. Le territoire, c'est le caractère profane de la terre, dans la mesure où au-delà de la transcendance divine, la terre a été divisée par l'homme en territoires économique, politique et social. Qui dit territoire dit frontières (réelle et symbolique) et qui dit frontières dit matérialisation d'une coupure, création d'une limite entre deux espaces géographiques notamment. Les identités dans les deux conflits se fondent sur le territoire et s'affrontent sur la question de la disparition de ce territoire en tant qu'unité constitutive d'un peuple. Morceler le territoire par des frontières, revient quelque part à morceler les identités à un puzzle et parcelliser l'espace public ; les frontières sont autant une rupture physique entre deux territoires géographiques, qu'une rupture symbolique entre deux territoires appartenant à un imaginaire collectif. Et quand les frontières ne suffisent pas à territorialiser l'identité, que celle-ci est menacée physiquement (par la violence des attentats) et symboliquement (par la violence des idées et des mots), des murs¹³⁸ se construisent (à Belfast, autour de Jérusalem-Est notamment) afin de créer un territoire dans le territoire.

Le territoire est le point d'ancrage majeur dans la construction des identités et définit un espace réel et imaginaire. Le nœud central du conflit israélo-palestinien vient de l'impossibilité de faire concorder territoire réel, les frontières actuelles entre Israël et la Palestine, les colonies de Gaza et de Cisjordanie, et territoire symbolique ou plutôt fantasmé¹³⁹ – celui du Grand Israël, et de la Palestine d'avant 1948 ou avant 1967. C'est justement parce que la terre est promise par les textes sacrés, est que cette promesse ne peut être tenue aujourd'hui par les politiques, que le conflit de la terre semble irréductible.

¹³⁸ Dans le cas de l'Irlande du Nord, nous faisons référence aux « peace lines ». Ce sont des barrières ou des murs de séparation, allant de quelques centaines de yards à trois miles, partageant les quartiers protestant et catholique. En Israël, le mur de sécurité, présent dans différentes parties du territoire israélien, dont Jérusalem-Est, a pour fonction principale de séparer physiquement Palestiniens et Israéliens, et de sécuriser le territoire.

¹³⁹ Le caractère fantasmé du territoire est à distinguer du territoire imaginé, dans la mesure où le territoire fantasmé n'est pas forcément réalisable. Il tire sa puissance symbolique de son caractère intangible, il est pensé comme un idéal, un absolu dont le caractère sacré tient autant dans sa réalisation que dans son irréalisation.

Les Républicains nord-irlandais veulent rejoindre la république d'Irlande parce qu'une partie de leur identité politique est construite sur une Irlande unie et que la relation symbolique qu'ils ont avec la terre est basée sur l'unité : politique, religieuse et linguistique. Les protestants sont appelés unionistes du fait de leur allégeance à la couronne britannique, mais ce terme pourrait qualifier également le désir des républicains de s'unir à la république d'Irlande.

3-3 La diaspora, lien entre identité et territoire

La diaspora est une des principales composantes de la construction identitaire autour du territoire ; il y a une diaspora juive comme il y a une diaspora palestinienne, et il y a une diaspora irlandaise. Celles-ci ne répondent pas aux mêmes logiques. Si nous reprenons la terminologie de Gilles Deleuze et de Félix Guattari¹⁴⁰ autour des concepts de territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation, nous pouvons observer que les diasporas juives et palestiniennes suivent une trajectoire inverse : de l'extérieur du territoire pour la diaspora juive pour aller en Palestine (Israël à partir de 1948) et de la Palestine pour migrer en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Arabie Saoudite, aux Etats-Unis et en Egypte principalement (suite à des périodes de conflits en 1949 et en 1967) pour la diaspora palestinienne. Dans le premier cas, nous sommes dans une logique de déterritorialisations-reterritorialisation, dans le second cas, il s'agit plutôt d'une territorialisation-déterritorialisation. Nous employons le déterritorialisation au pluriel pour la diaspora juive, dans la mesure où avant 1948, il n'y a certes pas un territoire géographique regroupant une communauté de confession juive, mais des territoires communautaires en Europe, sur le continent américain et en Afrique du Nord.

La communauté juive construit sa diaspora sur un territoire religieux –la terre promise, c'est pourquoi nous parlons de reterritorialisation qui se réalise avec la naissance de l'Etat d'Israël en 1948. En un sens, la diaspora juive (re)trouve la terre promise. La diaspora est immanente à l'identité palestinienne et israélienne ; elle est la continuation symbolique entre un territoire réel et un territoire fantasmé. Elle l'est dans une moindre mesure en Irlande du Nord, car la diaspora est celle des Irlandais vers les Etats-Unis, le Canada et l'Australie (sans oublier l'Angleterre !) afin d'échapper à la tutelle britannique et à la famine au XIXème siècle. Autrement dit, la diaspora juive est celle de la construction d'un territoire (Israël), la diaspora palestinienne est celle de la déconstruction d'un territoire (la Palestine) et la diaspora irlandaise est celle de la reconstruction d'un territoire irlandais uni (une sorte d'Eldorado).

Les communautés diasporiques « s'installent en profondeur dans l'idée de séparation d'avec le pays d'origine, dans celle d'un ailleurs fondamental [...]. Il s'ensuit, pour les membres de ces communautés, des conceptions complexes, voire contradictoires du temps et de l'espace. Elle consiste en une opposition entre le temps quotidien et banal du vécu diasporique et le temps essentiel de l'origine, mais aussi du futur imaginé. Ce temps des origines et des fins est fait de mémoire de tragédies ou de nostalgie, fondement d'un

¹⁴⁰ Le concept de déterritorialisation a été créé par G. Deleuze et F. Guattari dans l'ouvrage *Capitalisme et schizophrénie - Mille plateaux*, Paris, Minuit, 1980. Les notions de territorialisation et de déterritorialisation sont des notions centrales de la philosophie de G. Deleuze.

*ressourcement identitaire commun. Le futur s'énonce en termes d'espérance. Le passé est le lieu de production de mythes rétrospectifs, le futur d'attentes liées à ce passé fondateur même*¹⁴¹. »

Même si ces trois communautés (palestinienne, israélienne et irlandaise) définissent leur attachement au territoire par leur caractère diasporique, la logique à l'œuvre dans les conflits nord-irlandais et israélo-palestinien ne peut se comprendre à partir de ce facteur univoque. Le nœud de ces conflits réside dans et sur le territoire, à travers une identité fondée sur l'attachement à la terre mais aussi sur une interpénétration de concepts aussi fondamentaux que le religieux et le sacré.

4–Le religieux et le sacré

4–1 Le religieux et le sacré dans la représentation des conflits

Nous souhaitons définir précisément le religieux et le sacré avant de poursuivre notre étude, car ces notions sont trop souvent amalgamées dans les médias et l'opinion publique. Il est intéressant de constater que l'ensemble de notre vocabulaire sur les thèmes de la religion et du sacré est d'origine latine. Cette particularité linguistique pose la question de la définition de la religion. Définir un mot, c'est se l'approprier, le rendre presque immanent à une culture, c'est lui donner une mémoire. En ce sens, le fait que le mot religion n'existe pas en dehors de sa latinité pose question non seulement sur l'origine du mot mais aussi et surtout sur le fait que définir le conflit israélo-palestinien comme guerre de religion n'aurait de sens qu'en dehors de l'espace public israélien et palestinien. *A fortiori*, parler de religieux et de sacré ne fait pas partie de la terminologie courante des médias proche-orientaux ; ou en tout cas, si elle peut être partiellement celle de la presse en Israël, du fait de l'origine en large partie européenne de la population israélienne, ce ne sont pas des représentations développées couramment dans la presse arabophone. L'imaginaire collectif autour du religieux et du sacré n'est donc pas du tout activé de la même façon au Proche-Orient et en Europe. Cette constatation montre que nous ne pouvons penser dans les mêmes termes le conflit israélo-palestinien et le conflit nord-irlandais.

L'étymologie du mot religion est double : il viendrait du latin *religare* qui signifie "lier" ou "relier" (à Dieu), ou d'un autre mot latin, *religere* qui signifie "récolter, recueillir". La religion serait ce qui unit un groupe et serait productrice de lien social à travers une communauté de valeurs : celle de l'écrit, avec la tradition du texte dans nos religions monothéistes, et celle des rites. La religion peut aussi se comprendre comme la réponse à un questionnement métaphysique sur les notions de vie et de mort. Le mot religion retranscrirait donc la collectivisation d'une croyance. Et le terme religieux en serait la formule adjectivale.

Le sacré vient du latin *sacer* et désigne d'une part « *ce qui appartient à un domaine séparé, interdit et inviolable et fait l'objet d'un sentiment de révérence religieuse* » et

¹⁴¹ Centlivres Pierre, « Portée et limite de la notion de diaspora », *Cemoti- – les Diasporas* [en ligne], 1999, n°30, [ref. du 13 mars 2007], disponible sur : <http://cemoti.revue.org/document638.html>.

d'autre part « *ce qui est digne d'un respect absolu, qui a un caractère de valeur absolue* ¹⁴² . » L'intérêt de cette définition est qu'elle met en tension deux interprétations possibles du sacré. La première le relie potentiellement au domaine de la religion ; mais la seconde lui confère un caractère absolu qui peut se penser en dehors de la religion. Le sacré se retrouve dans la religion, mais il n'est pas intrinsèquement religieux. Il n'est pas de l'ordre de la croyance, il est de l'ordre de la transcendance dans le sens où l'entend Kant, c'est-à-dire en dehors de l'espace et du temps. Il peut y avoir du sacré où il n'y pas de religieux, dans la mesure où le sacré se définit par opposition à ce qui est profane et non ce qui est religieux. Définir le religieux par le sacré, c'est postuler que le religieux serait l'expression politique du sacré. Ce postulat est d'ailleurs davantage à l'œuvre dans le conflit israélo-palestinien dans la mesure où la terre est avant tout la terre des textes sacrés. Le religieux préexiste au politique dans la définition du territoire en Palestine (puisque que c'est le nom biblique) alors que ce n'est pas le cas en Irlande du Nord. C'est pourquoi nous pouvons avancer que le conflit nord-irlandais met en opposition deux identités politiques différentes mais que l'imaginaire religieux est le même : catholiques et protestants étant issus de la religion chrétienne. Le conflit israélo-palestinien oppose deux entités politiques et religieuses différentes. Cela nous amène à penser qu'il y a donc du religieux et du sacré dans les deux conflits mais que ceux-ci n'y sont pas activés de la même manière. Du point de vue des religions, l'opposition entre Catholiques et Protestants peut se lire dans l'histoire alors que l'opposition entre Juifs et Musulmans serait davantage fondée sur l'ordre de la transcendance.

4-2 Le sacré et le territoire

Dans l'événement politique que constitue la guerre, le statut de la terre ne serait pas le même en Irlande du Nord et au Proche-Orient. Nous souhaitons relier ici les notions de sacré et de territoire. Tout d'abord, le sacré ne peut se définir sans référer au profane ; ces deux termes n'ont d'existence que l'un en opposition à l'autre mais aussi l'un en relation avec l'autre. Selon E. Durkheim, « *ils forment un cadre essentiel de la pensée, posé pour ainsi dire a priori. [...] On peut dire aussi que dans la plupart des cas, les êtres et les choses sacrées sont ceux qui défendent et protègent les interdictions, tandis que les êtres et les choses profanes sont ceux qui sont soumis à ces interdictions et qui doivent n'entrer en contact avec les premiers que suivant des rites définis* ¹⁴³ . » Poser en termes dialectique, le sacré et le profane est très intéressant dans la mesure où, rapportée à la terre, cette définition permet de penser aussi le territoire comme élément profane. Appliquons cette exemple à l'Irlande du Nord : nous avons le territoire géographique (l'Irlande est une île de 450 km de long sur 300 km de large, et l'Ulster une des quatre provinces irlandaise) politique et économique qui relève donc du monde humain. Il y a le territoire administratif « qui est rejeté », celui qui fait de l'Ulster une partie du Royaume-Uni. Et enfin, il y a le territoire symbolique de l'Ulster qui est inviolable, protégé par les Républicains d'un côté et les Unionistes de l'autre.

¹⁴² Définition proposée par le dictionnaire *Le petit Robert*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1996.

¹⁴³ Définition proposée par E. Durkheim dans *Le Dictionnaire de la Philosophie*, sous la direction d'André Lalande, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p. 937-938.

Nous l'énoncions précédemment, les enjeux dans le conflit nord-irlandais peuvent s'inscrire dans une perspective historique, nous ne sommes pas dans une conflictualité transcendante à l'existence politique de l'homme et du territoire. La possession de la terre en Irlande du Nord est un enjeu politique et identitaire, dans lequel la religion n'a pas de lien transcendant à la terre. Les tensions dans le conflit israélo-palestinien se lisent dans une perspective politique et religieuse. La terre palestinienne est la fois réelle, symbolique et imaginaire ; les mythes de ces deux cultures religieuses (juive et musulmane) sont ancrés là. Cette triple dimension de la terre en Palestine est renforcée par le fait que la Palestine est une nation et non un Etat. On peut ainsi comprendre pourquoi la question symbolique de la terre ne pourra être ici résolue que par un acte profondément politique, celui de la reconnaissance de la nation palestinienne comme Etat.

Le caractère sacré de la terre ne se décline donc pas de la même manière mais il est très présent dans les deux conflits. En Irlande du Nord, cette sacralité du territoire peut être envisagée également par le biais de l'insularité : l'Irlande est une île, et la distance géographique avec l'Angleterre (encore une île) ajoute potentiellement à la distance politique. L'insularité définit une modalité particulière du rapport à la terre pour les républicains nord-irlandais que nous pouvons penser sous le registre « d'une île = une nation ». C'est d'ailleurs ainsi qu'ils définissent leur identité : une unité géographique et politique (et éventuellement confessionnelle rendue possible par la réunion des vingt-six comtés de l'Irlande et les six d'Ulster).

Cette autonomie et cette clôture du lieu sont revendiquées notamment à travers l'identité visuelle du Sinn Féin qui représente la carte de l'île d'Irlande frappée du sigle SF. De la même façon, sur la page d'accueil de son site, le SDLP affiche ostensiblement son parti-pris politique par une carte d'Irlande avec le slogan « North-South makes sense ».



La logique des deux partis unionistes est elle-aussi révélatrice des stratégies politiques et des revendications identitaires puisque les deux partis sur leur site internet signent leur identité visuelle des couleurs du drapeau anglais. L'UUP est le seul à reproduire la carte de l'Irlande du Nord, et non plus celle de l'Irlande unie.



Ces indices visuels montrent que les Protestants auraient un rapport beaucoup plus politique au territoire que les Républicains, qui construisent leur identité sur une terre d'Irlande réunie et non plus scindée en deux. C'est d'ailleurs le combat dont se réclament ces mêmes - Républicains : la pleine réalisation de leur identité passe par l'autonomie de l'Ulster et le rattachement à l'Irlande. La terre est pour eux un absolu et acquiert ainsi son caractère sacré.

Cependant, les sites des partis politiques israéliens n'affichent pas aussi ostensiblement la marque visuelle d'appartenance à un territoire. Dans le conflit proche-oriental, la terre acquiert un double statut, religieux et sacré, qui renvoie au mythe de la terre promise ; mythe que partagent Israéliens et Palestiniens.

Nous voyons ici que fixer la terminologie, religieux et sacré pour cette section, ou territoire et identité pour la précédente, est un travail nécessaire ; il permet de préciser des termes au sens ordinairement très flottant et de contextualiser ceux-ci à notre objet de recherche. Il apparaît également que donner du sens à un mot, définir une notion, arrêter un concept est un travail symbolique fort qui, dans le cadre particulier des représentations conflictuelles, devient un enjeu politique déterminant.

Conclusion

Ce chapitre nous a permis de poser et surtout de circonscrire des notions essentielles au développement de notre étude. Chaque conflit est singulier mais nous ne pouvons étudier ses représentations médiatiques qu'au travers de logiques d'acteurs, de pouvoir, de discours en tension, d'identités en opposition. Nous voulons penser les stratégies discursives à l'œuvre dans un conflit armé comme un ensemble de système (politique, symbolique, sémiotique) en interaction et donc en lutte perpétuelle pour la conquête du pouvoir dans son acception la plus large. Dans les conflits étudiés, la terre et l'identité sont des notions centrales ; elles constituent le fondement des oppositions entre les différents acteurs.

Les représentations médiatiques à l'œuvre dans ces conflits reproduisent les enjeux territoriaux et identitaires de façon très inégale, nous y reviendrons dans la troisième partie. Avant cela, il nous semble important de revenir sur l'évolution des logiques discursives dans la société contemporaine.

Chapitre 2 – Internet, société contemporaine et logiques discursives

S'intéresser aux représentations médiatiques de la violence conflictuelle suppose au préalable de « *comprendre les formes de représentations que les sociétés se donnent d'elles-mêmes et qui sont liées principalement aux formes de pouvoir qui s'y exercent ; de décrire et de comprendre comment cette connaissance se diffuse, devient dominante (...)*,

*relève du symbolique, de l'esthétique, du religieux, du politique ou qu'elle revendique l'objectivité de la science ou de la pratique journalistique*¹⁴⁴ ».

Il nous semble important de consacrer un moment de notre réflexion à l'influence des mutations techniques et sociales sur les logiques discursives à l'œuvre dans la production médiatique, dans la société contemporaine. Sous l'effet conjoint des NTIC et de la communication de masse, l'espace public s'est parcellisé en espaces publics communautaires.

Afin de déterminer ces évolutions, nous ferons le lien entre les évolutions théoriques dans la recherche sur la communication, les NTIC et les thèses sur les représentations médiatiques de la violence.

1-Les enjeux de la communication moderne

Nous débuterons notre réflexion en mettant en perspective les points de vue de Paul Baud et de Louis Quéré, qui confrontent dans leurs ouvrages respectifs, deux courants théoriques, la sociologie fonctionnaliste américaine des médias et l'École de Francfort. Les deux auteurs comparent ainsi l'école américaine, attachée à quantifier et à qualifier les effets des médias sur la population, et l'épistémologie européenne, centrée davantage sur la compréhension globale des phénomènes culturels. Ces courants envisagent les médias à travers une société, qu'ils se représentent comme une entité systémique massifiée et uniformisée. Cette vision qu'ils ont, à leurs débuts, de la société et des publics, nous semble intéressante dans la mesure où elle a un lien étroit avec la littérature sur la propagande.

Revenant donc sur ces deux courants scientifiques, P. Baud et L. Quéré les critiquent pour l'absence de prise en compte de la nature symbolique de l'échange social, et l'absence de référence à l'idéologie et au pouvoir derrière les représentations médiatiques. P. Beaud pose la notion de médiacentrisme, inhérente à la sociologie des médias américaine, comme le « *pré-requis d'une société consensuelle où comme l'écrivent Peterson, Jensen, et Rivers ' les systèmes de communication ont un double rôle : assurer le contrôle social et un changement social harmonieux*¹⁴⁵ ».

Par ailleurs, L. Quéré reproche à la recherche américaine des années quarante-cinq, une « *approche empiriste (qui) s'en tient à la structure de surface. (...) A l'intersubjectivité du rapport social, le modèle substitue un système de relations d'interdépendance fonctionnelle, quantifiables et formalisables entre éléments empiriques décomposés en variables*¹⁴⁶ ». Il critique également la sémiologie structurale européenne qu'il considère cependant moins « naïve » que l'empirisme américain dans sa prise en compte de l'acte de communication ; il l'accuse néanmoins de rendre « *impossible toute prise en compte de la dimension pragmatique ou générative du rapport social tel qu'il s'auto-institue dans*

¹⁴⁴ Baud Paul, *La société de connivence*, Paris, Aubier-Montaigne, 1984, p. 9.

¹⁴⁵ Beaud P., *op.cit.*, p. 135.

¹⁴⁶ Quéré Louis, *Des miroirs équivoques*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 18.

*le milieu de l'intersubjectivité linguistique. (...) Il se réduit au partage d'un instrument commun et d'un sens toujours déjà prévu par la convention*¹⁴⁷ ».

Ce jugement pose question par ce qu'il sous-entend : une recherche sur la communication, en l'occurrence la représentation médiatique d'un événement, ne prendrait son sens plein que rapportée non seulement à la façon dont il est énoncé (le discours sur l'événement) mais aussi dans sa nature même (replacé dans son histoire collective, sujet d'une médiation ou d'une représentation symbolique. Pour L. Quéré, il y aurait donc deux niveaux dans l'énoncé d'un événement : le premier correspondrait au contenu prépositionnel et le second à « *la relation interpersonnelle dans laquelle la signification du premier peut être comprise et acceptée* »¹⁴⁸ ».

Cette remarque de l'auteur nous conduit à envisager un autre élément fondateur de sa réflexion : la notion de tiers symbolisant. Celui-ci est sous-jacent à l'acte de communication. Le tiers symbolisant est ce qui relève de la mise en mots et donc de la mise en sens dans l'espace public. Il correspond par conséquent à la constitution du champ symbolique de la communication et est donc primordial à tout échange. L'interaction sociale le met en jeu ; L. Quéré le définit comme une position de référence pour les interlocuteurs, « *le pôle extérieur d'un neutre, qui, n'étant ni (pour) l'un, ni (pour) l'autre, [...] les conjoint dans leur différence. Le neutre qui fonde la communication n'est pas un donné mais un construit. Il procède d'une élaboration collective permanente (non imputable à des agents déterminés) des conditions de mise en forme du rapport social* »¹⁴⁹

». Trois points nous semble essentiels dans la définition du tiers symbolisant : il s'agit d'un construit, il est un processus d'objectivation, une altérité qui permet la communication entre les sujets sociaux, et enfin les agents de son élaboration ne sont pas déterminés. Or, aujourd'hui, la tendance de la société contemporaine est de faire du tiers symbolisant, un « neutre » élaboré uniquement par les médias : c'est un des effets pervers du médiacentrisme. Il a pour conséquence de déséquilibrer les rapports sociaux qui ne semblent pouvoir s'objectiver que par l'intermédiaire des médias. Nous verrons dans la troisième partie de notre thèse en quoi cela joue sur les représentations des acteurs politiques dans les conflits. Louis Quéré déclare ainsi qu'« *un conflit n'existe pas sans représentation de lui-même, sans discours sur lui-même* »¹⁵⁰ . »

1-1 La société de connivence

La communication de masse s'est développée dès l'instant où « *un pouvoir s'est approprié les moyens matériels et symboliques de communiquer, a tenté par là-même d'édicter les catégories de la réception, de la perception : les moyens de communication de masse (...) font aussi partie de l'ensemble de ces appareils que tout pouvoir socialise,*

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 21.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 30.

¹⁴⁹ *Ibid.* p. 33.

¹⁵⁰ Quéré L., *Les miroirs équivoques*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 116.

par la contrainte ou la persuasion¹⁵¹. »

Les propos de P. Beaud renvoient aux enjeux des médias comme moyen de diffusion du pouvoir et du contre-pouvoir, et comme lieu de redéfinition des rapports sociaux. Dans sa tentative de replacer la problématique de la communication dans l'évolution générale des rapports sociaux, P. Beaud insiste sur le fait qu'étudier les médias, requiert une connaissance des sociétés dans lesquelles ils opèrent. Les médias occupent une fonction d'organisation rhétorique des représentations et, avec elles, du discours consensuel « de » et « sur » la classe dominante. La théorie de *l'agenda setting* trouve pleinement sa place ici : ce sont les médias qui contribuent à fixer des cadres de références – ce à quoi il faut penser ; en dehors de ceux-ci, tout discours est jugé sinon illégitime, du moins inintelligible pour le public. G. Derville s'interroge au sujet de *l'agenda setting* sur la relation d'interdépendance entre médias et opinion publique : « *est-ce le public qui incite les médias à traiter certains problèmes en réponse à la demande, ou est-ce les médias qui jouent un rôle de vigie en attirant l'attention du public sur ces thèmes*¹⁵² ? » Faut-il conclure à l'influence mutuelle des préoccupations du public et des médias ? Nous ne le pensons pas dans la mesure où médias et opinion publique ne sont pas toujours en symbiose quant au traitement de l'actualité, les premiers devant répondre à des contraintes (financière, politique et idéologique) que les seconds n'ont pas.

Selon P. Beaud, les médias, « *tribunal des mots et des idées, (...) n'instruisent que des procès de connivence, pas des procès de rupture, sous peine de scandale* »¹⁵³. Cette assertion questionne notre problématique dans la mesure où elle sous-tend la thèse des médias comme porte-paroles du pouvoir, comme « *dynamique de la légitimation sociale* »¹⁵⁴ des discours dominants. Le jeu des représentations induit par les médias n'est qu'une partie de la mécanique complexe des enjeux des rapports sociaux et de lutte pour le pouvoir.

De ces procès de connivence entre les médias et la société, P. Beaud déduit une nouvelle forme d'information qu'il explicite ainsi : il existe deux grands types de faits, ceux qui dépendent de la politique et l'économie, et les faits de société. La part croissante des derniers dans les magazines et les quotidiens illustre bien la tendance actuelle à se replier sur la privatisation de l'espace public, sur l'information dite « intimiste ». Par ailleurs, l'information ne doit plus se contenter de montrer mais doit expliquer pour être entendue (aux deux sens du terme). Le journaliste joue un rôle essentiel dans la diffusion du savoir « sur » et possède, selon P. Beaud, une rationalité qui échappe à l'économique et au politique.

La prétention des médias à se considérer comme un quatrième pouvoir, les fait entrer de plain-pied dans des logiques de consensus et de dissensus, de luttes internes et

¹⁵¹ Beaud P., *op.cit.*, p. 148.

¹⁵² Derville Grégory, *Le pouvoir des médias*, Grenoble, Presses Universitaire de Grenoble, 1997, p. 64.

¹⁵³ Beaud P., *op.cit.*, p. 292.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 292.

d'enjeux idéologiques forts. Néanmoins, ils ne peuvent accéder à ces différentes logiques au même titre que les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, dans la mesure où ils n'ont pas été mandatés par la société civile pour exercer ce pouvoir.

P. Beaud définit ainsi la place des médias dans la société contemporaine : « *Les médias sont aujourd'hui, comme hier l'école, l'un des lieux essentiels où le pouvoir social se concrétise, par la parole, par le symbole, sa propre définition du social, qu'il explicite : par leur intermédiaire, la connaissance que la société se donne d'elle-même, la représentation lui revient et devient partie de sa réalité, elle contribue à la transformer*¹⁵⁵ . » Nous retrouvons ici esquissée la théorie de L. Althusser sur les Appareils Idéologiques d'Etat que sont l'École, l'Information, et la façon dont l'idéologie produite par ces entités constitue le ciment de la société.

Nous verrons ultérieurement, en mettant en parallèle les conceptions de P. Beaud et L. Quéré sur le rôle des médias dans la société et leurs rapports avec le discours dominant, en quoi ces deux thèses se recoupent et divergent à la fois.

1-2 Vers une nouvelle symbolique de l'information

Le lien entre les mutations technologiques de l'information, en particulier, et de la communication en général, et l'évolution des rapports sociaux n'est plus à démontrer. Loin de l'espace public éclairé identifié par J. Habermas, l'élargissement de l'opinion publique sous-tend de nouveaux équilibres dans la diffusion de l'information, mais aussi dans nos rapports à la réalité et de nos modes de représentations symboliques.

La place des médias – internet inclus - dans ce processus est à cet égard fort complexe, et leurs « actions » soumises à de nombreuses tensions inhérentes à leurs modes de production. Nous examinerons d'ailleurs dans le sous-chapitre suivant sur la place occupée par internet dans le paysage informationnel.

1-2-1 L'information moderne : entre technicité et subjectivité

P. Beaud, dans son ouvrage, cite Régis Debray, constatant, dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, « *l'apparition, dans la sphère publique, d'une couche intellectuelle nouvelle, [...] à laquelle appartiennent les journalistes et tous ceux qui leurs manifestent leur entrée dans cette sphère publique par ce fait, entre bien d'autres, que les médias sont aujourd'hui pour eux, selon ses termes, appareil idéologique dominant*¹⁵⁶ . » Plus que la critique faite ensuite par P. Beaud sur la pertinence du propos de R. Debray, c'est la façon dont sont ici pensés les médias qui nous intéressent. Dans les représentations de la société contemporaine, les médias sont devenus un élément central et centralisateur, sujet à toutes les convoitises de la part des pouvoirs politique, économique et culturel.

Selon L. Quéré, les médias assurent la gestion du tiers symbolisant, entité propre à une société historique. Leur travail serait pour une part d'ordre social, dans la mesure où la lecture d'un quotidien, la navigation sur internet (puisque ce sont nos supports d'étude)

¹⁵⁵ Baud P., *op.cit.*, p. 333.

¹⁵⁶ Baud P., *op.cit.*, p. 298.

sont toujours plus ou moins le fruit d'une médiation entre un singulier – l'individu, qui est en train de lire un article, de consulter une page web, ou de dialoguer dans un forum – et un collectif – l'individu a aussi une lecture de l'événement en référence à des construits sociaux dépendant de ses logiques d'appartenance collective.

Le propre des médias est à la fois d'être une représentation (une sémiotisation) et une médiation (un choix politique singulier - collectif). C'est ce phénomène qu'Andréa Semprini explique dans son ouvrage *Analyser la communication*¹⁵⁷, à travers la trichotomie monde réel-monde textuel-monde possible. Il s'inspire d'ailleurs de la théorie que développe Umberto Eco dans *Lector in Fabula*¹⁵⁸; A. Semprini divise le monde médiatique en trois catégories, le monde réel, le monde monde possible et le monde textuel. Selon A. Semprini, le sujet singulier (le lecteur-télespectateur) s'approprierait l'information (monde réel) diffusée par les médias (monde textuel) en fonction de sa propre expérience et construirait sa vérité de l'événement (monde possible du lecteur). La notion de vérité telle qu'elle est ici envisagée par A. Semprini n'est pas opposée à la réalité; elle peut se comprendre comme la représentation d'une réalité perçue par le lecteur à partir d'un certain nombre de médiation (celle de son environnement socio-culturel, celle des journaux qu'il lit, etc.) Le processus de lecture d'un quotidien impliquerait donc le sujet dans sa singularité et pas seulement dans son indistinction collective (l'opinion publique). Nous verrons dans le sous-chapitre suivant que cet aspect est accentué avec internet, dispositif qui s'avère à la fois support et co-producteur du message.

Pour L. Quéré, la communication serait productrice de lien social, lorsqu'elle mettrait en jeu une logique d'équivalence entre les sujets; pour qu'il y ait compréhension réciproque entre ceux-ci, la médiation d'un tiers symbolisant serait nécessaire. Le tiers symbolisant serait générateur de « *la symbolique à l'aide de laquelle les sujets sociaux trouvent accès au réel, construisent leur identité et leur communauté*¹⁵⁹ ». Mais cela n'est possible que s'il y a une distanciation de la société par rapport à elle-même; identiquement, la mise en scène du pouvoir procéderait d'un principe d'altérité. En d'autres termes, le réel représenté ne serait jamais vraiment le réel « de référence », dans la mesure où se joue dans sa représentation une symbolique de l'identité et du lien social.

Selon l'auteur, cette thèse met en avant le rôle primordial des médias dans la gestion des représentations symboliques: « *La croyance est désormais liée à la vision qu'organisent les média. Alors que la transcendance des idées conduisait à croire ce qui était inaccessible, la fiction propre à la simulation localise le croire dans le voir et identifie ce qui doit être cru à ce qui doit être*¹⁶⁰. » La pléthore d'images dont nous sommes nourris, notamment sur le conflit israélo-palestinien, illustre ce phénomène. Plus

¹⁵⁷ Semprini Andréa, *Analyser la communication*, Paris, L'Harmattan, 1996.

¹⁵⁸ Eco Umberto, *Lector in Fabula*, Paris, Le Livre de Poche, 1989. Selon U. Eco le monde narratif se divise en en monde textuel actuel (MTA) et monde textuel représenté (MTR), et se distingue du monde actuel (MA).

¹⁵⁹ Quéré L., *op.cit.*, p. 84.

¹⁶⁰ *Ibid.* p.105

formellement et plus généralement, les journaux eux-mêmes – *Le Monde* y compris – s'ouvrent très largement aux photos ; l'exemple de la couverture médiatique au début de la seconde Intifada est révélateur.

L. Quéré souligne là une étape essentielle dans la construction de l'actualité médiatique. Si nous reprenons le schéma communicationnel défini par A. Semprini, l'important, aujourd'hui, n'est plus tellement de montrer la réalité mais *une vérité* qui nous rende l'événement proche, sans distanciation aucune. Nous sommes dans la présentification du réel (rendre présent), devenue possible par la présentation de la mort en direct à la télévision ou sur internet. Il y a là une sorte d'immédiateté dans la façon dont le réel surgit dans le monde du téléspectateur ; la soudaineté et le caractère dramatique de l'événement abolissent pour partie la distance de la médiation. Les exemples dans l'actualité conflictuelle sont nombreux. Ainsi, en mai 2002, *La Cinquième* diffusait « Chansons contre l'empire ¹⁶¹ », un reportage sur un attentat survenu à l'occasion de l'enterrement de membres de l'IRA, tués en 1979 à Gibraltar. Des caméras étant présentes pour filmer la cérémonie, le téléspectateur pouvait assister en direct à l'attentat commis par un partisan du camp unioniste. L'auteur du crime s'était infiltré parmi la foule et avait alors lancé plusieurs grenades, causant la mort de plusieurs personnes. La diffusion par les chaînes françaises du lynchage en direct de deux soldats réservistes israéliens (12/10/2000) ou celle de la mort du jeune Mohamed dans les bras de son père (30/09/2000), au début de la seconde Intifada, participe de la même logique médiatique.

Selon nous, la diffusion sur internet d'une vidéo montrant la décapitation en direct d'un otage américain en Irak en septembre 2004 ne participe pas de la même logique. L'exécution publique est un rituel ancestral ; elle est une représentation (une spectacularisation) de la mort plus encore qu'une présentification de celle-ci. Ces images sont un acte de communication à part entière, comme peut d'ailleurs l'être un attentat, mais le mode de communication n'est pas le même.

L. Quéré constate un changement du statut de l'information dans le sens d'un élargissement et d'une légitimité nouvelle, liés à la connaissance d'une société dominée par la technologie. L'exigence de la performance inhérente à la société contemporaine renverrait à une communication insensée d'où l'échange symbolique serait exclu.

Plus généralement, le discours social ne proposerait plus un message pédagogique et normatif générateur de règles, mais de l'information et de la connaissance. J. Habermas résume cela en écrivant qu'« *il (le nouveau discours social) met en œuvre la technique et la science comme idéologie* ¹⁶² . » Cela reviendrait à dire que le tiers symbolisant perdrait de sa nature sensée (productrice de sens) au profit d'une médiation exclusivement technique, et remettrait en cause les repères symboliques de l'identité et du lien social constitutifs du statut du sujet.

L. Quéré constate un changement du statut de l'information, vers un élargissement et une légitimité nouvelle liés à la connaissance d'une société dominée par la technologie. L'exigence de la performance inhérente à la société contemporaine renverrait à une

¹⁶¹ « Chansons contre l'empire », *La Cinquième*, Mai 2002.

¹⁶² Quéré L., *op.cit.*, p. 107.

communication insensée, dans laquelle l'échange social serait exclu.

1-2-2 De l'insu, du réflexif et de l'opérativité du sujet

Ces mutations du discours social entraînent une évolution du statut du sujet. L. Quéré lui reconnaît trois phases de développement : la première est celle du sujet frontal, issu des sociétés pré-capitalistes, pour lequel les signes renvoyaient à une transcendance.

Le sujet focal, à l'inverse du précédent sujet, voit le sens s'intérioriser en lui. Lié à l'avènement de la société bourgeoise, il se construit selon deux phénomènes : il se centre sur lui-même et se sépare du monde qui l'entoure en une dichotomie sujet/objet. Le sujet devient réflexif : « *un espace perspectif en résulte. Le 'je' en est le foyer* ¹⁶³ ». Une communication en miroir du sujet avec lui-même s'établit alors.

Le troisième moment de l'évolution du sujet correspond à l'affaiblissement de la distinction et de la correspondance entre sujet et objet, et intervient avec l'avènement du capitalisme libéral : « *Ainsi est introduit le paramètre de la perception subjective, dont l'expression se substitue à la représentation de l'objet lui-même. (...) Les signes ne sont plus convertibles en réalité ; ils n'ont plus ni référent ni signification* ¹⁶⁴ . » Il s'agit du sujet opératif. L'objet est mis de côté ; référent et signification sont absents des signes. Transposé à l'art, ce phénomène se retrouve notamment dans le cubisme analytique ; cette phase, la seconde du mouvement cubiste, déconstruit le processus perceptif, privilégie la conception au détriment de l'imitation, il n'y a plus d'objet mais des fragments d'objets. Plus récemment, le langage informatique, peut être aussi considéré comme une suite de signes insensés. L. Quéré ne voit pas là la disparition totale du sujet ; mais, selon lui, « *il se définit davantage par son pouvoir d'engendrement et de production que par sa capacité de réflexion et d'interprétation* ¹⁶⁵ ». Ce phénomène se traduit par une altérité sociale qui « *cesse d'être symbolique ; elle devient de plus en plus scientifique et technique* ¹⁶⁶ ».

Ce constat intéresse notre propos car il suppose une évolution de la structure symbolique de la société, et surtout il l'explicite. Dans cette perspective, l'acte de communication ne se réduit pas à un échange d'information réciproque entre émetteur et récepteur, avec des effets quasiment pré-déterminables et forcément quantifiables, comme l'envisage la pensée positiviste. Il appartient à un système complexe et instituant dans lequel communication, identité et action sociale sont interdépendantes. Selon L. Quéré, « *un système socioculturel se définit par le mode de communication qui le spécifie. (...) Car un mode de communication met toujours en jeu un mode de domination* ¹⁶⁷ . »

¹⁶³ *Ibid.*, p. 113.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 113.

¹⁶⁵ Quéré L., *op.cit.*, p. 114.

¹⁶⁶ *Ibid.*., p. 114

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 122.

Cette pensée peut être prolongée et développée par l'intermédiaire des quatre médiasphères définies par Régis Debray¹⁶⁸, la logosphère (l'écriture), la graphosphère (l'imprimerie), la vidéosphère (l'audiovisuel) et l'hypersphère (l'internet). Un médium est dominant dans chacune de ces médiasphères ; à chaque médium dominant correspond un certain nombre de critères, organisationnels, communicationnels, et un certain modèle de domination politique et symbolique. C'est la nature de cette domination sur internet et dans la presse écrite, et la manière dont elle s'exerce notamment dans le cas de situations extrêmes, telles que le terrorisme et la remise en cause de l'autorité d'un pouvoir, que nous examinerons dans la partie suivante.

Quoiqu'il en soit, l'évolution conjointe du statut de l'information et du sujet de la narration ne modifie pas intrinsèquement les rapports d'interdépendance entre médias et pouvoir. Elle déplace tout au plus leurs formes de représentation. L'information télévisée, par exemple, a renforcé le primat de l'énonciation sur la matière énoncée.

De fait, L. Quéré prédit la coexistence de deux catégories de journalisme : la première liée à un développement de la subjectivité et la seconde à l'expertise technico-scientifique. Effectivement, si nous nous référons aux actualités télévisées, la place de l'expertise (via les voix off du journaliste ou de l'expert) est prépondérante, notamment dans les reportages sur les régions en guerre. Le téléspectateur ou le lecteur ne croit que ce qu'il voit et ne croit plus seulement à « un récit sur l'événement ». L. Quéré parle à ce sujet d'« illusion référentielle » : ce n'est pas parce qu'un événement est montré au téléspectateur comme s'il en était le témoin direct, que cet événement n'a pas fait l'objet d'un processus de ré-écriture ou de mise en scène.

L'évolution des logiques discursives que nous avons constaté jusqu'à présent, nous amènent à nous interroger sur la place et le rôle d'internet dans la production médiatique. Il semblerait cependant que du côté du média électronique la mythification ait été plus forte que la mystification.

2-La place d'internet dans le panorama médiatique

Circonscrire en quelques lignes la place d'internet au sein de l'information et dans le cas particulier des situations conflictuelles, est un exercice difficile. Nous entamerons notre réflexion par une double interrogation : internet est-il un média comparable à la presse écrite et audiovisuelle, dans ses capacités de médiation de l'événement, et un créateur potentiel de lien social ? Ou est-il uniquement un outil technique permettant la circulation de l'information et des marchandises, un facilitateur du libre-échange en quelque sorte ? S'il est indéniable qu'internet est un outil de commerce des marchandises, de propagation de l'information et des échanges inter-personnels, la question de sa géméité avec les médias traditionnels est centrale. Nous nous efforcerons de la démontrer tout au long de notre thèse.

¹⁶⁸ Debray Régis, *Introduction à la médiologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000. Il définit dans cet ouvrage les trois premiers éléments constitutifs des médiasphères, qu'il enrichira d'un quatrième élément (l'hypersphère) postérieurement à la publication de cet ouvrage.

D. Wolton ne considère pas internet comme un média à part entière : « *En d'autres termes, on se trompe aujourd'hui sur la signification profonde du Web. (...) l'essentiel de son innovation (est) dans la mise en place de systèmes d'informations marchands de toute sorte. Pour l'essentiel, internet n'est pas un média. C'est un formidable système de transmission et d'accès à un nombre incalculable d'informations* ¹⁶⁹ .» Nous concédons à D. Wolton le fait que, pour partie, internet est composé de services marchands mais, dans le cas plus spécifique des conflits, il constitue un média aux côtés de ceux plus traditionnels de la presse écrite et audiovisuelle. La troisième partie de notre thèse devrait nous permettre de montrer en quoi internet répond à ces critères et pourquoi, de ce fait, il ne modifie pas forcément la donne des conflits mais seulement le panorama médiatique habituel dans ce genre de situation.

2 -1 « L'objet-valise »

Nous empruntons à P. Flichy l'intitulé de cette subdivision car elle nous paraît illustrer fort justement ce qu'internet peut être : un « *objet-valise* » à la « *convergence des technologies* ¹⁷⁰ ». Internet serait à la croisée des sphères industrielles et de la société civile, et sa naissance constituerait « *le dernier des avatars des autoroutes de l'information* ¹⁷¹ ».

2-1-1 Entre utopie technique et idéologie politique

L'idéologie politique du développement des NTIC peut se résumer à l'équation critiquée par P. Flichy, « *démocratie = autoroutes de l'information = dérégulation* ». L'idéal « scientifique » d'un réseau universel basé sur l'échange et la gratuité est rapidement contrebalancé par l'idéologie libérale. Au départ réservé aux militaires, aux informaticiens et aux universitaires, internet devient ensuite méta-réseau pour s'adresser depuis la seconde moitié des années quatre-vingt-dix à un public plus large. L'accès à internet s'est certes standardisé mais nous ne pouvons aujourd'hui encore parler de média de masse. Nous verrons plus loin que cette assertion n'est pas simplement le fait d'une considération d'ordre quantitatif.

Internet désormais « *n'est pas seulement un outil intellectuel pour universitaires, mais un dispositif à mettre entre les mains de tous, capable de bâtir (...) une nouvelle société* ¹⁷² ». Notons le passage du terme d'« *outil* » à celui de « *dispositif* », il y a un écart sémantique significatif qui marque une évolution dans l'utilisation de ce nouveau média. Le terme d'outil connote l'instrumentalisation et un certain minimalisme pratique alors que celui de dispositif, selon Anne-Lise Touboul, « *serait à comprendre comme une figure intermédiaire hybride : intermédiaire entre la notion totalisante de structure et une*

¹⁶⁹ Wolton Dominique, *Internet et après ?*, Paris, Flammarion, 1999, p. 105.

¹⁷⁰ Flichy Patrice, *L'imaginaire d'internet*, Paris, La Découverte, 2001, p. 32.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 39.

¹⁷² Flichy P., *op.cit.*, p. 86.

approche rhizomatique et hybride en ce qu'elle articule des éléments hétérogènes. » Le dispositif internet serait une sorte de système (un hyper-objet) de systèmes discursifs (écrit, visuel, sonore) et techniques (réticularité, hyperliens). Penser internet comme un outil, c'est en faire un objet technique ; le considérer comme un dispositif implique d'envisager internet comme un objet sémiotique inclus dans un ensemble technique.

La volonté des initiateurs d'internet de construire un nouvel espace public - grâce au réseau informatique - intéresse notre propos dans la mesure où il s'agit là d'idéaux empruntés au siècle des Lumières : avec internet, nous serions proches de la démocratie athénienne. Il convient ici d'utiliser le conditionnel car cette idée d'une cyberdémocratie où se mêleraient communautés virtuelles et débat démocratique nous semble à nuancer aussitôt formulée. Nous rejoignons ici Mark Poster et les propos qu'il tient dans l'article « The Net as a Public Sphere ? » : « *Si l'on estime que l'espace public a trois caractéristiques – un débat entre égaux où les arguments rationnels prévalent et où l'on cherche le consensus – internet ne répond qu'à la première d'entre elles* ¹⁷³ ». Selon M. Poster, outre le fait que le débat entre internautes – dont les identités sont mobiles et imprécises – est fort éloigné du consensus raisonnable des Lumières, la différence principale réside dans l'absence du corps, « *qui est à la source de l'identité et qui donne de la stabilité aux prises de position des individus* ¹⁷⁴ ».

Rapprochons ce constat de l'objet de notre étude : dans le cas des sites des partis politiques, il n'y a pas de lien réservé aux forums de discussion ¹⁷⁵. Par ailleurs, cette « absence de corps », particulière à l'échange internaute, accentuerait le décalage entre la nature de la réception du discours politique sur internet et dans les meetings. Ce dernier point irait dans le sens d'une théorie différentielle des effets de la réception du discours sur internet, dans les réunions et dans la presse, et sous-tendrait l'idée d'une diffusion de l'information échelonnée, avec des degrés de pénétration divers. Si cette remarque est pertinente, elle oblige néanmoins les acteurs des conflits à penser leurs rapports aux médias non plus seulement en termes de diffusion d'une idéologie mais également de dimensions spatiale, temporelle et corporelle : le corps devant être compris dans son rapport à lui-même, à un collectif et à un média. Les sites internet des partis politiques seraient, entre autres, un moyen pour les acteurs du conflit de corriger les représentations de la presse ou au contraire de les prolonger. Les acteurs politiques tenteraient par ailleurs de compenser l'absence de corps sur internet et donc le déficit de la représentation politique, en diffusant sur leur site des vidéos de leur intervention dans les meetings. Le corps politique deviendrait alors un corps virtuel, manipulé (l'internaute lance la vidéo, la met sur pause, etc.) et agi.

L'absence de forum de discussion dans les sites des partis politiques est remarquable à double titre : d'une part, elle présuppose une communication presque

¹⁷³ Poster Mark, « The Net as a Public Sphere ? », *Wired*, novembre 1995, p. 135-136.

¹⁷⁴ Flichy P., *op.cit.*, p. 199.

¹⁷⁵ Le seul forum de discussion que nous avons identifié est sur le site du Fatah ; mais l'hyperlien qui devrait conduire l'internaute sur le forum ne fonctionne pas.

exclusivement ascendante entre les modérateurs du site et les internautes. D'autre part, elle permet de penser, aux côtés de Fabien Granjon¹⁷⁶, les forums de discussion comme des facteurs de désordre dans l'action militante. Dans son ouvrage, l'auteur évoque essentiellement le militantisme associatif (Act-up Paris, Comité des sans-logis, etc), et la façon dont internet le fait évoluer. Cependant, l'analyse qu'il en fait nous semble tout à fait pertinente et applicable aux sites des partis politiques.

L'étude des pages d'accueil des sites des partis politiques dévoile que toutes ou presque ont une rubrique RSS feed ou pod-cast : le flux Really Simple Syndication (ou flux RSS) est « *un format de syndication de contenu Web, codé sous forme XML. Ce système permet de diffuser en temps réel les nouvelles des sites d'information ou des blogs, ce qui permet de rapidement consulter ces dernières sans visiter le site*¹⁷⁷ ». Le pod-cast permet le téléchargement de fichiers multimédias audio et vidéo à l'aide de flux RSS. On peut également avoir accès à des informations sur l'actualité des partis politiques par SMS (Short Message Service ou message texte) ou mail. Dans ces différents cas, la nature de la diffusion des données place le site comme émetteur central et centralisateur de l'information. Affirmer qu'il n'y a pas d'échanges électroniques entre l'internaute et les sites des partis est néanmoins erroné, puisque figure en page d'accueil de chacun des sites consultés la rubrique « contact us ». Mais il s'agit d'avantage d'un échange unique, du type dépôt de coordonnées ou question-réponse, qui met en avant la fonction phatique du langage. Pas de dialogue donc sur les sites, en tout cas pas le dialogue des forums de discussions, alors que les sites des partis politiques sont profondément dialogiques. En effet, ces sites fonctionnent largement sur le mode du dialogue interne dans la mesure où il y a pluralités des voix à l'intérieur d'un même énoncé. Cet aspect renvoie à la notion de polyphonie dialogique de Bakhtine, plusieurs individualités parlant le même dialogue, selon une règle interne du discours idéologisant propre à chaque partie. Jacques Bres¹⁷⁸ distingue deux types de dialogisme : le *dialogisme citatif* qui s'apparenterait à « *des énoncés habités par d'autres énoncés* », et le *dialogisme responsif* qu'il définit comme une réponse à une question fictivement posée par le lecteur ou l'interlocuteur à laquelle répond l'émetteur du message. Ce deuxième type dialogique se retrouve fréquemment sur les sites des partis politiques dans des intitulés comme « *Mon engagement à m'attaquer au coût de l'eau. Une lettre au peuple d'Irlande du Nord*¹⁷⁹ ». Nous verrons dans la troisième partie de notre thèse que deux autres types de discours, polyphonique et métatextuel, s'ajoutent à la parole dialogique des sites.

Par ailleurs, selon F. Granjon, les forums de discussion et les débats en ligne sont

¹⁷⁶ Granjon Fabien, *L'Internet militant*, Paris, Apogée, 2001.

¹⁷⁷ Définition consultée sur le site wikipédia [ref. du 23/03/2007].

¹⁷⁸ Bres Jacques, « Du dialogique dans son rapport au dialogal. Dialogisme citatif, dialogisme responsif », *Dialogisme, polyphonie : approches linguistiques*, ed. par Bres Jacques, Mellet Sylvie, Nolke Henning, Rosier Laurence, Louvain, De Boeck Université, 2005.

¹⁷⁹ « My commitment to tackle water charges. A letter to the people of Northern Ireland. », lettre adressée par Ian Paisley aux internautes, disponible sur : <http://www.dup.org.uk>.

considérés par les internautes militants comme contre-productifs, et même en contradiction avec la valeur d'efficacité - en termes de circulation des données - qu'ils attribuent à internet. En effet, il s'avère que la majorité des militants considèrent internet comme un moyen, un simple vecteur d'information, non comme un lieu symbolique - créateur d'un nouvel espace public militant - et encore moins comme un producteur potentiel de discours alternatifs. Internet est un passeur de messages, capable d'activer rapidement les mécanismes contestataires. « *Les conduites bavardes*¹⁸⁰ » y sont disqualifiées : les pratiques discursives en ligne favorisant les divergences sont d'emblée discréditées par les militants. Pas de dialogue ni de polémique alors dans l'activité militante contemporaine ? Si, mais dans les réunions de circonscription et dans les meetings : le débat d'idées est réservé à la vie militante non-connectée. F. Granjon met en avant le fait que « *les militants –internautes* » défendent [...] une conception immanente du sens » ; c'est-à-dire que « *chaque message doit être une entité autonome et close sur elle-même*¹⁸¹ ». Ces constats permettent de dégager une double logique sur l'usage d'internet par les militants : c'est un vecteur d'information et, « mal utilisé », il est un facteur potentiel de désordre. Internet devient alors un outil de consultation individuel et non un lieu d'échanges collectifs ; en ce sens, il ne peut ontologiquement produire de discussions efficaces à l'action militante. Cela tendrait à démontrer que les militants refusent le déplacement physique et symbolique du débat d'idées sur le média électronique. Cette double mutation entraînerait un refoulement de la hiérarchie militante traditionnelle (chef de section, de circonscription, etc.) aux portes du réseau internet et, par la même, une absence du contrôle du flux informationnel dans les débats en ligne. Pour l'instant, l'action militante ne semble pouvoir se passer de la présence du corps (physique) et du tutorat du corps hiérarchique. Cela pose par ailleurs la question de la relation de l'individu à la collectivité sur internet.

2-1-2 L'individu et la collectivité vis à vis d'internet

Selon D. Wolton, le succès des NTIC se résume en trois mots « *autonomie, maîtrise et vitesse* ». Avec internet, l'individu prendrait une dimension nouvelle : via le média électronique, ses rapports à l'autre seraient bâtis sur les principes de l'égalité et de la communauté virtuelle. Nous employons ici le conditionnel car nous jugeons improbable le respect du fondement créateur du média électronique ; les communautés internautes sont virtuelles – et non opposées à la réalité – mais, elles reproduisent généralement des communautés présentes dans la vie « non-connectée », et leur présence sur le Web¹⁸² intervient en écho d'une existence première dans la société civile. Certes, il y a toujours l'électron libre qui vient se greffer sur tel ou tel groupe de « connectés » mais une adhésion durable à un ensemble ne peut se faire, selon nous, sans le concours des autres médias et des acteurs sociaux.

¹⁸⁰ Granjon F., *op.cit.*, p. 138.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 141.

¹⁸² WEB = World Wide Web

D'après Howard Rheingold, les communautés virtuelles seraient « *supérieures aux communautés traditionnelles dans la mesure où elles permettent de trouver directement ceux qui partagent avec vous les mêmes valeurs et les mêmes intérêts* ¹⁸³ ». Cette citation renvoie à la notion d'individu et de collectif de référence et / ou d'appartenance composée ou re-composée sur internet. Elle confère au réseau des réseaux une puissance de contacts entre les individus totalement inédite.

D.Wolton ¹⁸⁴ pose par exemple la question des solitudes interactives et du passage non résolu de la communication technique – internet en l'occurrence – à la communication humaine – les meetings politiques ou les manifestations. Il y a un pas à franchir entre les deux niveaux, qui s'appelle l'action militante : aller de la première étape à la seconde nous semble ressortir en partie de stratégies discursives, de promotion d'une cause ou d'un parti et donc, par extension, participe d'une logique de propagande. La démarche inverse – de la communication humaine à celle de la technique – ne ressort pas de la même dynamique stratégique dans la mesure où l'individu qui se rend à des meetings est déjà *a priori* convaincu du bien-fondé de l'idéologie du parti politique. Nous reviendrons ultérieurement sur cette notion « *d'a priori favorable* » ; mais c'est le trajet que fait le « propagandé » potentiel de l'ordinateur à la rue qui aura toute notre attention. La question des communautés électroniques et l'engagement militant dans la sera traitée dans la troisième partie de ce chapitre.

Internet avait pour projet, outre la diffusion de l'information, de réduire les distances – spatiale et temporelle - entre les individus et de proposer des communautés fondées sur l'égalité. Qu'en est-il aujourd'hui ? Internet, et nous rejoignons ici encore D. Wolton, n'a pas simplifié les relations humaines ni aboli la question du temps dans l'acte de communication. Il aurait au contraire accentué le décalage entre communication humaine et technique de communication. Internet optimise-t-il la transmission de l'information ? Certainement, mais cela ne garantit pas une société interconnectée en permanence et promet tout au plus un « mieux-communiquant ». La promesse du village global est un mythe de la société d'information. Elle la rend inégalitaire, perfectible et la renvoie au mur de ses imperfections morphologiques, de ses impasses politiques et sociales ; car cet idéal de l'interconnectivité reviendrait à « *une absence de décalage entre l'émetteur, le message et le récepteur. (...) Si ces décalages, relativement incompressibles, ont l'inconvénient de réduire l'efficacité de toute communication, ils ont par contre l'avantage (...) d'expliquer pourquoi la communication est rarement totalitaire. Justement parce qu'il n'y a pas de correspondance entre ces trois espaces* ¹⁸⁵ ». C'est précisément cette croyance dans les capacités d'internet qui nous paraît remarquable, dans la mesure où elle préfigure son importance présente et future dans les conflits et, *ipso facto*, dans les stratégies médiatiques des entités belligérantes.

2-1-3 Quid de l'espace public dans la cyberdémocratie ?

¹⁸³ Rheingold Howard, « Virtual Communities », *Whole Earth Review*, été 1987, p. 79

¹⁸⁴ Wolton D., *op.cit.*, p. 107.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 111.

La fin du politique annoncée en tête de chapitre par P. Flichy dans son ouvrage *L'imaginaire d'internet* conclut ici notre réflexion consacrée à la place d'internet dans le panorama médiatique. Il y aurait selon Alvin Toffler, « futurologue » américain, auteur de *La troisième vague*¹⁸⁶, « une troisième voie possible entre la démocratie représentative et la démocratie directe », celle de la cyberdémocratie, sorte d'hyperdémocratie athénienne. Nous l'avons vu précédemment : internet pour des raisons structurelles ne représente pas le nouvel espace public. Néanmoins, il semble fondé de penser internet comme un lieu de médiation neuf, potentiellement producteur de lien social, et non comme un nouvel espace social. Internet ne crée pas systématiquement, selon nous, ses propres règles mais reproduit principalement des schémas existants dans notre société.

Comment une cyberdémocratie peut-elle donc amener à la fin du politique ? Selon P. Flichy, la croyance en ce nouvel Etat dans l'Etat serait une idéologie - masque qui « développerait l'illusion qu'il n'y a pas de différence entre le libéralisme économique et le libéralisme politique »¹⁸⁷. Nous croyons improbable la vision des futurologues américains, Alvin Toffler et George Gilder, qui voient avec l'émergence d'internet la nécessité de repenser le rôle de l'Etat. La question serait selon nous du côté des nouveaux territoires de l'information, de la réception et donc du contrôle du message multimédiaté. Ces « facteurs de désordre »¹⁸⁸, nommés ainsi par D. Wolton, risquent fort de modifier les rapports classiques de la censure et donc par voie de conséquence de la propagande et la production médiatique. Internet peut-il être raisonnablement un des instruments du consensus ou du dissensus social en temps de crise ? Nous tenterons d'apporter une réponse à cette interrogation tout au long de notre recherche.

2-2 Un élément de la « donne » médiatique : l'interactivité

La notion d'interactivité est associée à internet ; est-elle cependant réelle et entière ? Que recouvre exactement ce terme ? Où commence et où s'achève l'interactivité ? Les transactions commerciales sur internet sont un versant de celle-ci, dans la mesure où il y a échange. La notion d'interactivité recouvre des enjeux politiques et symboliques forts et complexes.

A. Touboul définit ainsi cette notion : « Le terme d'interactivité, souvent utilisé tout simplement pour décrire l'action de l'utilisateur qui va chercher l'information qu'il désire, désigne aussi la navigation rendue possible par la technique de l'hypertexte »¹⁸⁹. Nous apportons un bémol à cette définition : le verbe « désirer » ne nous semble pas traduire totalement la réalité de la pratique de l'internaute, « surfant » sur le Web. Il arrive en effet que la navigation sur internet et la consultation de certains sites soient le fait du hasard.

¹⁸⁶ Toffler Alvin, *La troisième vague*, Paris, Denoël, 1980.

¹⁸⁷ Flichy P., *op.cit.*, p. 203.

¹⁸⁸ Wolton D., *op.cit.*, p. 209.

¹⁸⁹ Touboul A., *Le journal électronique*, Mémoire de DEA : Sciences de l'Information et de la Communication, Lyon 2 - Université Lumière : 1996, p. 67.

L'interactivité est-elle un fait nouveau ? Lorsque nous cherchons une définition dans un dictionnaire, n'y a-t-il pas interactivité entre nous lecteur et le dictionnaire qui nous fournit la donnée souhaitée ? Certes, il ne s'agit pas là de machine, mais le parallèle est troublant et pose question.

Yves Jeanneret répond à cette interrogation dans l'ouvrage, *Y-a-t-il (vraiment) des Technologies de l'Information et de la Communication ?*, dans lequel il s'intéresse à la nature de l'écrit d'écran sur internet et aux « vraies et fausses mutations de l'écrit ». La nouveauté d'internet est associée à une triple promesse dispositive : l'immatérialité, l'intégration et l'interactivité. La définition de ces trois termes va au-delà de la simple détermination sémantique, puisqu'elle défend « leur investissement imaginaire et oriente(nt) secrètement leur configuration politique ¹⁹⁰ ». Cela montre à quel point l'innovation technologique est le lieu d'âpres batailles idéologiques sur le sens à donner à ces matérialités nouvelles. Celles-ci prennent sens à partir des logiques politiques qui les portent.

L'interactivité serait une figure de l'analogie, dans la mesure où « elle attribue à la machine la capacité d'agir comme nous ¹⁹¹ ». Ce prédicat peut s'entendre de deux façons : soit, comme le dit Y. Jeanneret, la machine agit. Nous ajoutons qu'elle agit par un stimulus provoqué par l'homme (la touche « enter » sur le clavier de l'ordinateur) et que cette action a été programmée par des informaticiens. Il y a là donc une double interaction, celle du programmeur avec la machine (et un autre pallier s'intercale là encore, celui du programmeur avec le logiciel puis celui du logiciel avec la machine) et ensuite celle de la machine avec l'internaute.

Soit, l'interaction peut se réaliser à l'échelle humaine uniquement, faisant interagir le concepteur d'un document informatisé avec son utilisateur. Nous préférons d'ailleurs, comme Y. Jeanneret, parler dans les deux cas d'interaction et non d'interactivité. Nous le rejoignons également lorsqu'il affirme que ces deux définitions ne sont pas « performantes », dans le sens où elles posent mal la question de l'interactivité de l'information sur internet, via l'écrit d'écran :

« Si l'on attribue à la machine la capacité d'agir, on étend la notion d'action dans un domaine où elle perd tout son sens, puisqu'elle est vidée des dimensions d'intention et de communication qui qualifient seules l'action humaine comme action. [...] En revanche, si l'on veut désigner le lien d'anticipation mutuelle des interprétations qui unit le concepteur et l'utilisateur d'un document informatisé, la notion d'interaction est tout à fait justifiée [...], car il n'est nullement nécessaire d'être coprésents pour interagir. Mais cette fois-ci, la notion, dans sa généralité est incapable de rendre compte de la spécificité de l'écrit d'écran, par rapport à n'importe quelle forme de communication culturelle ¹⁹². »

Pour Y. Jeanneret, l'interactivité serait donc à saisir davantage dans les

¹⁹⁰ Jeanneret Yves, *Y-a-t-il (vraiment) des technologies de l'information ?*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2000, p. 114.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 111.

¹⁹² *Ibid.*, p. 119.

comportements de lecture et d'écriture du récepteur sur le document électronique, au niveau des *signes passeurs*¹⁹³ notamment, que dans les potentialités mécaniques du dispositif informatique. Elle confronterait « *une ergonomie fonctionnelle (savoir où il faut cliquer) avec une herméneutique de la lecture (avoir quelque chose de riche à interpréter)*¹⁹⁴ ».

Selon nous, l'interactivité se composerait de deux versants : le premier est celui précédemment énoncé, et correspond effectivement à un échange d'information(s) entre un homme et une machine mais qui n'est pas spécifique à internet. Le second versant de l'interactivité reprendrait pour une part la théorie d'Y. Jeanneret et se complèterait d'un autre aspect : la possibilité d'un échange humain via nos écrans d'ordinateur, un dialogue de réseaux en quelque sorte. Prenons pour exemple le site du Sinn Féin ; l'interactivité se situe à plusieurs niveaux : dans la demande de renseignements via notre adresse e-mail, dans les transactions commerciales – acheter un T-shirt à l'effigie du parti –, ou encore lorsque au cours de notre navigation, nous double-cliquons sur un lien hypertexte et que celui nous renvoie à l'histoire du Sinn Féin. Nous notons d'ailleurs que dans les sites des partis politiques consultés, l'absence de forum de discussion rend tout dialogue « en temps réel » impossible, car l'interactivité se situe aussi dans ces dialogues entre internautes, soit en temps réel dans les *chats*¹⁹⁵, soit en temps parfois différé dans les forums de discussions ou les listes de diffusions. Mais dans ce cas précis, l'interactivité nous semble plutôt procéder d'une logique dialogale, rendue possible par l'ordinateur : un dialogue dont le support n'est plus celui de notre corps mais celui du câble et de l'écran d'ordinateur.

Dans *L'imaginaire d'internet*, P. Flichy¹⁹⁶ propose une réflexion intéressante sur ce que l'interactivité, forte dans les forums de discussion, a pu changer en matière de comportements des usagers. Il arrive à la conclusion que ceux-ci utilisent identiquement l'informatique en ligne et les médias traditionnels, puisque la séparation entre émetteur et récepteur existe dans les deux cas. Il compare d'ailleurs ces internautes passifs à de simples observateurs de débat.

2-3 L'information électronique

¹⁹³ Un signe passeur est « *un signe de nature diverse (mot, signe d'écriture, image graphique ou photographique, etc.) ayant la propriété de donner accès, à partir du texte actuel sur l'écran, à du texte actualisable. Il conjugue trois modes de signification (sémiotiques) : il participe au texte visible sur l'écran, se désigne lui-même comme passeur en se distinguant des autres signes lus et représente la nature du texte accessible.* » (définition consultée sur le site Métamorphoses médiatiques, [ref.du 23/03/2007], disponible sur : http://www.lalic.paris4.sorbonne.fr/metamorphoses/_site_public/?folder=5).

¹⁹⁴ Jeanneret Yves, *op.cit.*, p. 121.

¹⁹⁵ Le terme chat, issu de l'anglais *to chat* (bavarder) désigne des sites et salons de discussion en ligne sur lesquels l'internaute se connecter par l'intermédiaire d'un pseudo et dialogue avec d'autres personnes.

¹⁹⁶ Flichy P., *op.cit.*, p. 111.

2-3-1 Sa nature

Internet est avant tout un instrument de consultation, et le Web est un des services proposés par ce média. Empruntons à D.Wolton sa typologie des données sur le Web : son contenu se divise en deux catégories principales, l'une composée de sites institutionnels, l'autre de créations individuelles. La première se subdivise en quatre parties : « *les applications de types services pour les renseignements de tout genre et parfois les transactions (...), les applications de type loisirs* », celles « *liées à l'information événement qu'elle soit générale, fournie par les agences de presse ou des journaux, ou spécialisée par milieu socioprofessionnel* » et « *enfin, les applications de type informations-connaissance, c'est-à-dire des informations rendues disponibles dans des banques de données*¹⁹⁷ . » Les deux dernières subdivisions concernent plus spécifiquement notre objet d'étude. L'information-événement est la plus proche de l'information « traditionnelle » des quotidiens ; la seconde, l'information-connaissance « *est le résultat d'un savoir et d'une construction. La donnée n'existe qu'après avoir été construite, elle est donc arbitraire et reflète directement un rapport au réel, c'est-à-dire un choix*¹⁹⁸ ». Nous constaterons dans la troisième partie de notre thèse que les sites internet étudiés participent des deux types d'information, puisque certains d'entre eux possèdent des liens consacrés à l'actualité.

L'information sur le Web est à construire par l'internaute et, en ce sens, la notion de dispositif n'est pas étrangère à cette co-construction du message, car elle implique le lecteur autrement que par le mouvement des yeux de gauche à droite ou celui de la main qui tourne la page du journal. Le lecteur agit via un dispositif technique sur la construction de l'information et sur la lecture des discours. La définition du dispositif, proposée par Maurice Mouillaud, illustre également cet aspect : « *le dispositif n'est pas le support inerte de l'énoncé, mais un site où l'énoncé prend forme. (...) Le site joue le rôle d'un « formant » ou d'une matrice, de telle façon qu'un certain type d'énoncé ne peut apparaître qu' 'in situ'*¹⁹⁹ . » L'information sur internet propose donc de nouveaux territoires à explorer ; l'écrit d'écran et l'hypertexte sont les éléments du dispositif qui les rend possibles, repoussant les limites de l'espace informationnel.

2-3-2 Ecrit d'écran et hypertexte

Après avoir envisagé la nature de l'information sur internet, nous souhaitons nous interroger sur sa morphologie. Selon Jean-Michel Utard, « *toute définition du texte pose la question des limites qu'on lui assigne* ». Les interrogations qu'une telle définition implique, renvoient, selon l'auteur, à deux types de problématique : « *celle de la matérialité signifiante* » et « *celle de l'identité énonciative*²⁰⁰ ». Nous nous efforcerons dans cette subdivision d'analyser l'écrit-d'écran dans sa matérialité signifiante et d'évoquer la

¹⁹⁷ Wolton D., *op.cit.*, p. 93.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 95.

¹⁹⁹ Mouillaud Maurice et Tétu Jean-François, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses Univertaires de Lyon, 1989, p. 101.

question de l'identité énonciative. Néanmoins, seule l'étude de notre corpus dans la troisième partie de notre thèse, nous permettra de l'apprécier dans la dynamique du discours politique militant et donc, de construire des catégories plus affirmées. Nous souhaitons également préciser ici que nous envisageons l'hypertexte comme un élément de l'écrit d'écran.

L'expression « écrit d'écran », créée par Emmanuel Souchier, décrit la forme particulière du contenant et du contenu informationnels en ligne. Selon Y. Jeanneret, son appellation participe d'une double logique : « - *considérer les formes et transformations médiatiques grâce au micro-ordinateur [...] comme des formes écrites et des transformations de l'espace de l'écrit ; - penser la structure de ces écrits essentiellement à partir de leur organisation sur l'écran, [...] l'écran d'ordinateur, mais en rapport avec une définition plus large de l'objet écran, emprunté [...] à la sémiotique de l'écriture* ²⁰¹ . » Penser l'écrit d'écran en ces termes nécessite de l'envisager à la fois dans sa nouveauté formelle par rapport au support et aux conditions de son existence sur l'écran, mais aussi de l'étudier dans sa profondeur rhizomatique. Cela revient à envisager la façon dont il existe dans la mémoire des ordinateurs, sur l'écran d'autres internautes, par delà les réseaux, etc. L'écrit d'écran doit être considéré comme un genre nouveau non pas détaché des systèmes d'écritures classiques, mais en continuité avec ceux-ci. Les boutons, ces icônes nommées aussi *signes-passeurs* seraient donc à envisager comme de nouvelles figures de style, dans une rhétorique qui n'est pas nouvelle, mais qui est enrichie d'instances sémiotiques inédites. Il est certes nécessaire d'analyser l'écrit d'écran comme un « tout signifiant », c'est-à-dire un écrit ²⁰² qui signifie aussi par ses contraintes matérielles (les frontières de l'écran, le débit de la connexion, etc.) et ses possibilités formelles (lien hypertexte, utilisation de l'audiovisuel, etc.). Cependant, il nous semble excessif de considérer que « *l'essentiel du sens est en rapport avec ce qu'on nomme depuis Saussure le signifiant, la composante matérielle du signe, [...] la totalité sensible de l'objet perçu* ²⁰³ » car cela hypertrophie la place du signifiant dans le discours sur internet. Le signifiant sur le net est, dans l'expression de sa matérialité, beaucoup trop aléatoire et conditionné par des logiques linguistiques pour en supporter presque entièrement le sens. Prenons un exemple dans notre corpus : le site israélien du Likoud est disponible en trois langues, hébreu, russe et anglais. L'organisation de l'espace de la page diffère du fait notamment du sens de lecture (de droite à gauche pour l'hébreu) et du signe scriptural (pour l'hébreu et le russe). Cette organisation différente de l'espace scriptural nous conduit à envisager le signifiant sur internet comme une matière malléable, susceptible de modifier considérablement l'organisation de la page-écran. Le signe sur internet serait caractérisé par une polysémie dispositive.

²⁰⁰ Utard Jean-Michel, « Les frontières de l'hypertexte », *Inform@tion locale*, ed. par Damian Béatrice, Ringot Roselyne, Thierry Daniel, Ruellan Denis, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 280.

²⁰¹ Jeanneret Y., *op.cit.*, p. 109.

²⁰²

²⁰³ *Ibid.*, p. 111.

Néanmoins il est indéniable que l'écran est « *un opérateur de métamorphose pour l'écrit. [...] Un support sur lequel les propriétés techniques de la matière peuvent être une mise en forme et une déformation des textes*²⁰⁴ ». Mais cette déformation, excepté son caractère informatisé, n'est pas née avec internet ou l'informatique. Dans l'absolu, les calligrammes déforment le texte et le font devenir un objet contraint par sa surface de lecture ; l'écriture est celle de la mise en scène de l'espace du poème. Voici un exemple issu de *La cravate et la montre*²⁰⁵ d'Apollinaire :



L'ordre de lecture choisi est une interprétation du poème parmi d'autres. L'intérêt de cette comparaison entre l'écrit d'écran et le calligramme réside dans le mode opératoire de la lecture de l'écrit. Dans les deux cas, l'écrit nous arrive dans un désordre sémiotique que ce soit à travers la page d'accueil d'un site ou celle d'un calligramme. Le

²⁰⁴ Jeanneret Y., *op.cit.*, p. 111.

²⁰⁵ Apollinaire Guillaume, *Calligrammes*, Paris, Gallimard, 2003.

foisonnement de signes, lettres ou icônes, est le premier élément sémiotique de ces écrits. Le second moment est celui de la mise en ordre, du choix du parcours de lecture (cliquer sur un lien hypertextuel ou commencer le poème par un côté plutôt qu'un autre) ; l'acte d'interprétation vient d'une double restriction : celui du sens induit par l'itinéraire de lecture et celui de l'espace de lecture réduit par la frontière de l'écran pour l'un et des formes de l'objet (la cravate) pour l'autre.

Ces exemples nous apprennent que l'écrit d'écran comme *opérateur de métamorphose de l'écrit* est dans une certaine mesure l'héritier du calligramme. Même si leur matérialité et leurs potentialités de déformation sont fort différentes, leur accès au sens nous semble proche.

L'écrit sur l'écran évolue, s'élargit, sa matérialité est plus profonde du fait des liens passeurs notamment ; l'écrit d'écran s'apparente à un « millefeuille ». Le terme écrit d'écran traduit par ailleurs la relation symbiotique entre le contenu et le contenant ; l'écran (dé)forme l'écrit sur le net. Comme l'explique Y. Jeanneret, le lecteur en cliquant sur un lien hypertextuel effectue un acte d'interprétation. Comment comprendre l'écrit d'écran si ce n'est « *comme une dialectique entre deux sémiotiques, celle de l'espace visuel, comme code plus ou moins strict de repérage des formes du texte et celle des signes passeurs, ces signes décisifs d'accès au texte, qui appartiennent au texte visible de l'écran, mais ont pour fonction de désigner des ressources textuelles non manifestes* »²⁰⁶

? » L'écrit d'écran est une écriture et une lecture de l'apparition et de la disparition, puisque la validation d'un choix de lecture (par le clic sur une icône) se concrétise par un déséquilibre sémiotique, celui de la « chute » de la page que nous quittons, et celui de la naissance de la page que nous avons demandé. Il y a entre les deux un vide, un temps mort pour le sens ; ces temporalités et ces spatialités appartiennent à la nature de l'écrit d'écran.

L'écrit d'écran, outre cette morphologie spécifique, joue sur la rhétorique de la métatextualité, de l'intertextualité et du multimédia ; les deux premiers éléments appartiennent à la transtextualité²⁰⁷. Nous examinerons ces caractéristiques en détail dans la troisième partie de notre thèse. La métatextualité est très présente dans l'écrit d'écran puisqu'elle est souvent l'écriture du commentaire et de la critique (du texte) et du renvoi à un autre texte. « *Cette machine citationnelle* »²⁰⁸ est, par sa matérialité, tri-dimensionnelle (la profondeur de l'hyperlien qui renvoie à d'autres pages, d'autres morceaux de texte, la vitesse de navigation et d'accès aux textes, et la numérisation du texte) ; elle ouvre l'internaute à un infini métatextuel dans lequel les textes se renvoient et se commentent les uns les autres. La nouveauté ne réside pas dans cet infini hypertextuel mais dans l'accès *hic et nunc* que nous en avons, sans bouger de devant notre écran d'ordinateur. Notre statut de producteur de textes est renouvelé, par la potentialité de diffusion que nous offre le net. Deuxième avatar de la transtextualité sur le net,

²⁰⁶ Jeanneret Y., *op.cit.*, p. 113.

²⁰⁷ La transtextualité peut être de cinq sortes : intertextualité, paratextualité, métatextualité, architextualité et hypertextualité.

²⁰⁸ *Ibid.*, p.125.

l'intertextualité est envisagée par Julia Kristeva comme un croisement de textes : « *le mot (le texte) est un croisement de mots (de textes) où on lit au moins un autre mot (texte). Tout texte se construit comme mosaïque de citations, tout texte est absorption et transformation d'un autre texte* ²⁰⁹ . » Du fait de la nature de l'information sur le web, ces traces presque inconscientes qui définissent l'intertextualité nous semblent participer d'une démarche d'écriture consciente et souvent revendiquée. Mickaël Riffaterre, quant à lui, définit l'intertextualité comme étant le fait du lecteur : « *l'intertextualité est la perception par le lecteur de rapports entre une œuvre et d'autres, qui l'ont précédée ou suivie* ²¹⁰ ». Selon nous, l'intertextualité de l'écrit d'écran est une combinaison de ces deux aspects.

L'écrit d'écran, en dehors d'une morphologie renouvelée de l'écrit, se caractérise par de nouveaux espaces de pratiques discursives, « *jouant (de ses) trois modes d'existence : le rôle instituant de ses formes, la puissance des ses imaginaires et les effets du partage des savoirs et des ignorances sur la nature de l'objet* ²¹¹ ». La relation au texte est modelée sur le web non seulement par la surface et la profondeur de l'écran, mais aussi par l'imaginaire d'un mieux communiquant électronique, qui envisage l'écrit sur le web comme un hypertexte - sorte de « super-texte ».

L'écrit d'écran, enfin, n'a effacé ni l'auteur ni le lecteur ; il crée des formes hybrides de production et de réception du texte, en partie liées à la morphologie et de l'accès au texte sur le Web. Ainsi, Y. Jeanneret convoque-t-il à juste titre le terme de *lecture gesticulée* (le clic de la souris pour activer un signe passeur) aux côtés des *lectures silencieuse et oralisée*. Le lecteur ne manipule plus un objet (le livre ou le journal) mais une multitude d'objets en interaction : la souris pour se déplacer sur l'écran et cliquer sur le bouton-*signe passeur*. En faisant cela, il ouvre virtuellement une nouvelle porte qui le conduira à un autre texte, et ainsi de suite. Le lecteur-internaute est placé dans une position de méta-énonciateur, « qui construit son propre texte. Par ailleurs, l'hypertextualité crée des dynamiques circulatoires, du lecteur dans le texte, inédites et construit un espace symbolique multidimensionnel.

Y. Jeanneret s'interroge sur la nature du lien entre hypertexte et écrit d'écran : « *L'écrit d'écran est-il un hypertexte* ²¹² ? » Il constate à juste titre qu'il n'y a pas de réponse facile à cette question. Par ailleurs, déterminer l'écrit-d'écran sous le seul angle de sa capacité à être un hypertexte ou au contraire à ne pas en être un, c'est occulter la capacité sémiotique de son dispositif formel (le multimédia par exemple) et technique (les logiciels qui permettent la navigation sur internet). Avant d'aller plus loin, il nous semble important de préciser ce qu'est l'hypertexte. J.M. Utard définit l'hypertexte comme « *la structure des informations sur le Web* » et identifie sa forme comme :

« *un ensemble péritextuel qui peut se réduire soit à une liste, soit à une forme plus*

²⁰⁹ Kristeva Julia, *Semiotikè, recherches pour une sémanalyse*, Paris, Seuil, 1969, p. 145.

²¹⁰ Riffaterre Michaël, « La trace de l'intertexte », *La Pensée*, octobre 1980, 215.

²¹¹ Jeanneret Y., *op.cit.*, p. 128.

²¹² *Ibid.*, p. 126.

complexe comme la page d'accueil d'un site où cohabitent des substances et des formes sémiotiques différentes. Dans tous les cas, cet ensemble d'interfaces est une production qui renvoie à une double activité. D'une part, une activité de classement, de hiérarchisation des informations au sein d'une grande masse de textes [...]. D'autre part, il s'agit d'une activité de mise en relation de segments d'un même texte et / ou d'interconnexion de plusieurs textes ».

L'hypertexte organise, hiérarchise le texte (« *production de type documentaire* ») et permet une « *interconnexion de plusieurs textes* » dans le site ou en dehors du site (« *production de type éditorial* »). Ce dernier point est un élément important de la stratégie discursive de l'énonciateur au même titre que le contenu du texte lui-même. L'hypertexte met donc en jeu un péritexte qui peut se comprendre comme une méta-énonciation. Il ne doit pas être envisagé comme une sorte de super-texte, mais comme une modalité d'écriture et de lecture particulière.

Pour répondre à la question posée par Y. Jeanneret sur la nature de l'écrit d'écran et son rapport à l'hypertexte, nous pensons que le premier est consubstantiel du second, et qu'il y a de l'hypertexte dans l'écrit d'écran. Une phrase d'Y. Jeanneret nous semble résumer cet aspect : « *L'écrit d'écran est une source importante de création de nouveaux espaces de relation au texte*²¹³ . »

La troisième partie de notre recherche nous permettra de déterminer dans quelle mesure le dispositif technique imposé par la navigation sur internet²¹⁴ et les compétences de manipulation qu'il suppose, peut influencer sur la capacité de ce nouveau média à devenir un instrument de production et de diffusion de l'information accessible au plus grand nombre. Inversement, la mise en vente dans le commerce de logiciels réservés à la construction de page web a facilité l'accès à la production de messages – création de sites internet personnels ou de partis politiques. La création gratuite de pages personnelles par les fournisseurs d'accès à internet a multiplié la diffusion d'une information individualisée et a modifié le dispositif des médias traditionnels qui se sont laissés eux-aussi « *prendre au jeu*²¹⁵ », en créant une édition en ligne.

Après avoir précisé la place d'internet dans la société contemporaine, et spécifier la nature de son dispositif, il nous faut à présent nous interroger sur la manière dont le média électronique peut être un producteur et/ou un diffuseur potentiel d'idéologie, et un vecteur de propagande.

3-Internet, idéologie et propagande

Les NTIC ont donné à la propagande traditionnelle des prolongements dans les domaines

²¹³ Jeanneret Y., *op.cit.*, p. 129.

²¹⁴ En dehors des cybercafés ou des salles internet, le dispositif technique s'entend comme la nécessité de posséder un ordinateur, une ligne téléphonique, de se doter d'outils de navigation et de logiciels ad hoc.

²¹⁵ Nous renvoyons par cette note à la thèse d'A.L. Touboul consacrée au journal quotidien sur le web.

du commerce et du social. Outre le fait qu'internet soit potentiellement un instrument de propagande, des sites internet revendiquent clairement leur but propagandiste :

<http://www.propagande.fr.st/> , dont l'intitulé de la page d'accueil est « Site pour la propagande israélienne »,

[http://www .amisrael.org](http://www.amisrael.org) , intitulé en page d'accueil « Site de lutte contre la propagande anti-israélienne ».

Bien qu'anecdotique, cette remarque laisse entrevoir le fait qu'internet est considéré par les auteurs de ces sites, comme un média à part entière, diffuseur d'idéologie, capable de répondre significativement à la propagande par la contre-propagande.

Après avoir posé quelques balises au sujet des pratiques et des représentations sur internet, il est important de nous interroger sur l'évolution possible des territoires de diffusion de l'idéologie.

3-1 Des territoires de diffusion de l'idéologie élargis

Dans les appendices de son ouvrage *La propagande* (1990), J. Ellul envisage l'information au regard de la modernité et des NTIC. Il souligne que, dans nos sociétés contemporaines, l'information est paradoxale : elle est facteur de liberté et de démocratie dans la mesure où elle permet, via les médias, un accès facilité au monde « réel » et à ses représentations. Mais elle est aussi aliénante du point de vue du récepteur. Le second point nous semble particulièrement intéressant au regard d'internet. En effet, aux côtés des médias audiovisuel et écrit, le réseau des réseaux est un démultiplicateur d'informations. Le récepteur est confronté à une information « *devenue instantanée, polymorphe, kaléidoscopique, surabondante, omniprésente* ²¹⁶ ». J. Ellul envisage deux catégories d'aliénation de l'individu (du récepteur donc) par l'information. La première se situe au niveau de ce qu'il nomme « *l'inclusion dans un univers informatif* » : dans la société contemporaine des pays industrialisés, l'individu se trouve pris dans un système dans lequel l'information est centrale. Il est happé par elle, il la subit plus qu'il ne l'appelle de ses vœux. J. Ellul différencie le récepteur (qui serait largement passif) du producteur et utilisateur de l'information (plus actif) dans ce processus pour les regrouper juste après ; selon lui, l'individu (récepteur ou producteur, ou les deux) se retrouve « *pris dans un système dont il dépend étroitement* ²¹⁷ ». J. Ellul reprend la théorie du *Two step flow of communication* ²¹⁸ développée par Elihu Katz et de Paul Lazarsfeld, mais affirme à leur différence, qu'*in fine* récepteur et producteur de l'information ne sont pas si éloignés que cela dans leur rapport à l'information. J. Ellul insiste plus sur la nécessaire appartenance

²¹⁶ Ellul J., « L'information aliénante », *Propagandes*, Paris, Economica, 1990, p. 335.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 336.

²¹⁸ La théorie du *Two-step flow* appréhende la communication médiatique comme un processus à deux étages : le premier niveau ou palier est constitué des leaders d'opinion, qui sont généralement les personnes directement exposées aux médias et donc bien informées. Le second niveau est celui des individus qui, « fréquentant » moins les médias, ont besoin des précédents pour être informés. Il y a donc un rapport de dépendance fort entre le second et le premier niveau.

de ceux-ci à l'univers informatif, que sur la passivité des récepteurs et utilisateurs d'information.

Qui dit appartenance, sous-entend reconnaissance (plus ou moins implicite) des codes qui régissent cette société *réelle-fictive* ; le caractère particulier de l'information des médias (de masse) se situe au niveau de la production « d'un prêt-à-penser » de l'événement, de « *clés informatives et de mythes construits* ²¹⁹ ». L'information ne se donne plus seulement comme représentation directe d'un milieu proche, dans lequel le récepteur vit, mais comme une construction globale d'univers de référence lointains. Ainsi, le téléspectateur voit tous les jours les images du conflit irakien, peut être touché par certaines d'entre elles ; mais celles-ci n'ont généralement aucun rapport indiciel avec sa réalité quotidienne. En d'autres termes, il est happé par un flot d'informations discontinues et erratiques, qui l'émeuvent, provoquent des émotions mais pour lesquelles il a une attitude profondément amnésique à court terme. Cette amnésie réceptive est d'ailleurs salutaire pour le téléspectateur, pris entre la conscience d'un monde de guerres, de tragédies, de morts, et la réalité de sa vie. Si la réalité quotidienne du téléspectateur est proche de l'image qu'il voit dans son récepteur de télévision, il y aura une redondance émotionnelle, et il se sentira impliqué et partagera la souffrance collective. Si, au contraire, la société dans laquelle il vit est éloignée géographiquement et politiquement de ces événements, le téléspectateur distinguera entre un univers bien réel (le sien) et un autre monde (celui des images), qu'il déréalisera pour le rendre supportable. L'intensité et la persistance des émotions sont inversement proportionnelles à la périphérie géographique du récepteur. Il y a là aussi ce que L. Boltanski nomme « *la souffrance à distance* » : la théâtralisation de la souffrance, la victimisation des personnes et l'urgence des tragédies montrées dans les médias, sont largement relayées sur internet ; le réseau des réseaux ajoute à la proximité artificielle de cette souffrance.

J. Ellul mentionne également la difficulté de l'action dans cet univers informatif ; l'individu, pris dans un flot discontinu d'images sur l'événement (les images de tragédies diffusées par la télévision sont éphémères et remplaçables), est privé de sens critique réel et se retrouve « *condamné soit à ne pas agir par excès d'images qui le placent dans une incapacité de décisions, soit à agir en dehors du réel, au niveau précisément de ces images qu'il prend pour monde véritable* ²²⁰ ». J. Ellul met en avant le caractère fictif de ces actions – il donne l'exemple de l'engagement du citoyen contre une guerre – qui tient au fait que l'engagement est activé à partir d'une représentation d'un événement, les images de la guerre en Irak par exemple. Cet engagement se tairait en même temps que les informations nous parvenant sur cet événement. A cause du simulacre initial, le caractère fictif de ces implications serait renforcé par le flot d'information reçu quotidiennement. Le citoyen - engagé contre la guerre d'Irak – « rangerait au grenier » son activisme, une fois l'information moins abondante ou supplantée par un autre événement. Cette assertion nous semble devoir être examinée et réévaluée à la lumière d'internet notamment : avec ce média, le récepteur est beaucoup moins contraint par la chronologie médiatique d'un événement. En effet, dans la mesure où il peut consulter à

²¹⁹ Ellul J., *op.cit.*., p. 337.

²²⁰ *Ibid.*, p. 338.

loisirs les sites sur tel ou tel événement, ces implications peuvent être renforcées, voire réactivées, en permanence. Autrement dit, internet développe une consommation et une production de l'information basée sur un mode de diffusion quasi-continu et sur une temporalité longue.

Le second type d'aliénation par l'information se situe dans l'intégration de l'individu à un système social. En fait, l'aliénation serait une conséquence de l'intégration de l'individu dans un groupe jusqu'au point où celui-ci n'aurait plus de capacité critique à l'égard de ce groupe. Son aptitude à penser par lui-même ne lui serait pas retirée volontairement, mais son intégration, son assimilation serait telle, qu'inconsciemment son mode de pensée s'effacerait devant les modes interprétatifs du groupe auquel il appartiendrait. Selon J. Ellul, ce phénomène viendrait de l'intérieur du groupe, et de là puiserait de là sa force et son intangibilité. Cette aliénation serait possible par le biais de l'information et de son objet. L'individu serait submergé par la masse d'informations quotidiennes, informations qu'il recevrait doublement : dans les médias et dans les conversations qu'il aurait avec « son groupe d'intérêt » à ce sujet. Internet se situerait à la croisée des ces deux modes de transmission – communication des médias et communication sociale - dans la mesure où il s'agirait d'un média hybride qui proposerait à la fois une communication d'usage – les échanges commerciaux, une communication médiatique – les journaux en ligne – et une communication sociale – un réseau de relations interindividuelles.

J. Ellul souligne le fait que l'individu, dans ce processus d'aliénation, se rapproche de la communauté susceptible de lui fournir le maximum d'information ; il cite l'exemple de l'Eglise devenue puissante et aliénante, au Moyen-âge, parce qu'elle « *est un acteur important de communication et de diffusion de messages* ²²¹ ». Elle perd sa capacité d'agrégation dès l'instant où elle n'a plus le monopole informationnel. Les sociétés contemporaines ont depuis développé une multitude de communautés de croyances ; c'est le cas par exemple des sites internet dit « communautaires », qui regroupent en ligne des individus liés les uns aux autres par une idéologie et des idiolectes communs. L'individu s'agrège à une communauté d'intérêts, faite de plusieurs sous-communautés d'intérêts où l'information est « *totalisante et constante* ²²² ». J. Ellul attribue une autre fonction au corps social qui, « *grâce à son appareillage, (le corps social) peut assimiler et ordonner les informations* ²²³ ». Cela montre deux choses : d'une part, au regard de la masse d'information, l'individu seul ne peut assimiler ni se représenter le monde au regard de la masse d'informations quotidiennes ; et, d'autre part, le corps social est le créateur du lien qui unit l'individu au monde et à ses représentations. A cet égard, Internet, par sa puissance informative et sa capacité à re-créeer ou plutôt re-présenter le lien social en ligne, est un enjeu de pouvoir indiscutable. Néanmoins, l'individu ne semble pas aussi passif dans son rapport à l'information que J. Ellul le dit, *a fortiori* avec le développement d'internet ; le réseau des réseaux offre un accès à l'univers informatif non plus basé sur la médiation des structures intermédiaires (groupes sociaux,

²²¹ Ellul J., *op.cit.*, p. 341.

²²² *Ibid.*, p. 341.

²²³ *Ibid.*, p. 342.

syndicats, etc.) ou de la presse, mais sur un échange inter-discursif direct.

Les moyens de communication de masse ont redessiné la forme et le contenu de l'information ; les nombreuses études à ce sujet l'attestent. L'article publié par J. Ellul en 1976, « L'information et le système technicien ²²⁴ », nous semble fort intéressant, même si de nombreuses autres études sont parues depuis. Ce texte est remarquable à deux égards : il met en avant les différents ordres de l'information, existentiel et structurel, et pose l'interférence entre ces deux types d'information comme un élément à la fois problématique et constitutif de la société moderne.

L'information se divise donc en deux catégories consubstantielles : « *Il apparaît qu'il y a un niveau existentiel de l'information, où la communication est tout à fait hasardeuse et hypothétique et un niveau que je pourrais appeler structurel (non pas comme opposé à conjoncturel) dans la mesure où il susceptible d'être ramené à une structure ou un jeu de structures objectivables* ²²⁵ ». L'interférence entre ces deux univers se fait notamment par la rétention d'informations scientifiques, d'ordre structurel, par la diffusion d'informations dites politiques, qui visent soit à détourner des résultats scientifiques en les occultant, soit à les extraire de leur statut scientifique en les sur-exploitant. Ce peut être le cas par exemple d'un chef d'Etat qui fait une déclaration officielle, suite à la publication d'une étude scientifique, mais qui ne dévoile qu'une partie des résultats, afin de ne pas alarmer ses concitoyens.

La distinction que fait J. Ellul entre les deux ordres d'information ne porte pas seulement sur le contenu mais aussi sur la signification et l'intérêt pour celui qui les réceptionne et les utilise. Les cadres de la réception diffèrent, « *d'un côté, nous sommes à un niveau de vérification, de l'autre de croyance* ²²⁶ ». Néanmoins, ces deux univers informatifs différents interfèrent à un moment donné. L'interférence se situe en amont de l'information scientifique, lorsque celle-ci est diffusée dans les médias pour le grand public. L'objet scientifique perd sa valeur initiale, celle d'une réalité précisément située, correspondant à des objectifs précis, ajustables en permanence, pour se fondre dans un monde où l'information « *une parole, une sorte de relation avec quelqu'un* ²²⁷ ». Cette interférence provoque deux phénomènes : la désinformation et la parole absente ou refusée. Dans une certaine mesure, la couverture médiatique du conflit en Irak peut illustrer le premier point ; l'examen des procédés guerriers, effectué le plus souvent par des experts militaires, a provoqué soit le désintérêt soit l'inquiétude ²²⁸ .

²²⁴ Ellul J., « L'information et le système technicien », Revue française de communication, N°1, 1976, in *Propagande*, Appendices I, p. 342-352.

²²⁵ *Ibid.*, p. 346.

²²⁶ Ellul J., « L'information et le système technicien », p. 348.

²²⁷ *Ibid.*, p. 348.

²²⁸ Nous utilisons le terme d'inquiétude, car en parlant de guerre propre, de guerre technologique à « zéro mort », les experts militaires ont proposé des représentations inédites de la guerre, ébranlant pour le coup un univers symbolique (une guerre est violente et fait des victimes) activé depuis des siècles.

Le second point de cette interférence se rapporte donc à la parole absente ou refusée. Présentée par J. Ellul comme un langage sans référent, la parole technique ou scientifique est absente lorsque le discours est inaudible car trop abscons ; elle est refusée lorsque le locuteur est soupçonné de rétention d'information. Dans les deux cas, la parole devient un monologue technique et se trouve en complet décalage avec la parole attendue. Le point d'achoppement principal de ce blanc informatif vient de l'intentionnalité supposée de l'émetteur.

Le schéma proposé par J. Ellul est opératoire dans le cas des conflits. Nous avons à dessein élargi le champ sémantique de l'information technique proposée par J. Ellul à celui de la guerre. En effet, le caractère technique de la guerre s'est encore renforcé avec le développement des NTIC. Corrélativement à cela, nous pouvons donc partir de l'hypothèse qu'un conflit est une guerre, donc une structure particulière du monde. L'information y est créée dans un cadre de réception particulier, que nous pouvons penser apte à recevoir une information à la fois technique donc structurée, et stéréotypée, bâtie sur des *présupposés collectifs*, donc existentielle.

3-2 La redéfinition de l'espace identitaire avec internet

Afin de mieux comprendre l'importance des NTIC dans la diffusion des idéologies, nous souhaitons partir d'un exemple précis : celui de l'affaire Enderlin²²⁹. Cet événement montre comment peut se développer et s'amplifier, sur internet, un fait non pas anodin mais enclin à un oubli rapide dans l'opinion publique. Les faits sont les suivants : l'affaire Enderlin²³⁰ débute en octobre 2000, suite à la diffusion sur *France 2* et sur de nombreuses télévisions dans le monde entier, d'un reportage sur la mort en direct d'un enfant, Mohamed Al Dura. Les commentaires du journaliste franco-israélien, Charles Enderlin, jugés partisans par une partie de l'opinion publique israélienne et française, sont à l'origine de la polémique. Le reportage montre un jeune garçon et son père pris sous les feux croisés des Palestiniens et de l'armée israélienne. Le père puis l'enfant sont touchés, une seconde balle atteint mortellement Mohamed. Les premières conclusions penchent vers l'hypothèse d'une responsabilité israélienne. L'armée israélienne est conspuée par une partie des médias et de l'opinion publique internationale et, en dépit de plusieurs démentis, Israël semble perdre la première bataille dans la guerre médiatique que se livrent Israéliens et Palestiniens.

C. Enderlin dit avoir subi de fortes pressions et menaces, consécutivement à la diffusion des images au journal télévisé sur *France 2*. Durant l'été 2002, le journaliste publie un livre intitulé *Le rêve brisé*, pendant écrit du reportage diffusé sur *France 2* le 2 et 3 novembre 2002. Il apporte un éclairage inédit sur les négociations pour la paix entre Israéliens et Palestiniens, à Camp David et à Taba en 2000. La particularité de ce reportage tient au statut des intervenants (tous ont participé aux pourparlers : Shimon

²²⁹ Ce fait divers a fait l'objet d'une communication de notre part, « Le rêve brisé de Charles Enderlin : transposition du conflit israélien devant les locaux de France2 », lors du XVIIème congrès de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, Tours, 5 au 9 juillet 2004, et d'une publication en ligne.

²³⁰ L'événement est ainsi nommé par le site pro-israélien *desinfos.com*, [ref. du 01/11/2002].

Pérès, Yasser Arafat, Madeleine Albright, Saeb Erekat et Gilead Sher). La perspective de la diffusion de ce reportage sur une chaîne publique française avive l'animosité envers le journaliste – de nationalité française et israélienne – et certains membres de la communauté juive. Menaces et manifestations contre la diffusion du *Rêve brisé* se multiplient ; les associations pro-palestiniennes ne tardent pas à réagir en réclamant la diffusion du reportage en première partie de soirée, et non à 22h30 comme prévu.

Plus que le contenu du reportage, c'est son auteur et la légitimité que lui confère la diffusion du *Rêve brisé* sur *France 2*, qui irritent un certain nombre d'institutions et d'associations juives françaises. Un prix Goebbels de la désinformation lui est décerné le 2 octobre 2002 devant France 2 à Paris. Les ligues de soutien à la cause palestinienne appellent alors à une contre-manifestation. Pour l'essentiel, l'affaire Enderlin se joue au niveau des représentations identitaires et médiatiques, et dans la façon dont le journaliste bouscule ces représentations.

Interrogeons-nous sur la place d'internet dans la relation d'un individu à une communauté d'intérêt et de celle-ci à son identité. Durant l'affaire Enderlin, deux types de discours émergent. D'un côté, les listes de diffusion et les forums de discussion se multiplient. Ces derniers autorisent une liberté de parole assez inédite : le trait remarquable de ces échanges tient dans l'atténuation du nivellement social. Même s'il demeure que le crédit apporté au discours est dépendant de la position sociale occupée par le locuteur, l'affaiblissement de la hiérarchisation de la parole dans ce mode de communication est notable. Le débat entre internautes – dont les identités sont mobiles et imprécises – est cependant fort éloigné du consensus raisonnable de l'espace public habermassien. La différence principale réside dans l'absence de corps, « *qui est à la source de l'identité et qui donne de la stabilité aux prises de position des individus*²³¹ ».

D'un autre côté, les sites institutionnels ou émanant d'associations telles Solidarité France-Palestine ou le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), proposent une information argumentée et cadrée répondant à l'orientation idéologique de leurs auteurs. Mais internet est aussi le lieu des sites de propagande et/ou de (des)information (selon leur propre classification). Leur but est de rétablir ce qu'ils nomment une juste vision du conflit au Proche-Orient et de lutter contre des représentations qu'ils jugent erronées. Ce sont précisément ceux-là qui intéressent notre propos car ils jouent un rôle important dans le renforcement identitaire au moment de l'affaire Enderlin.

Nous l'écrivions précédemment, les sites communautaires reproduisent les identités présentes pour la plupart dans l'espace public. A court terme, internet peut fédérer des éléments hétérogènes, n'appartenant pas à la communauté dans la vie non-connectée, mais un engagement à long terme comme la reconnaissance identitaire ne sont réellement opératoires que sur un temps long, venant en aval de l'action sur le terrain. La revendication identitaire doit exister au préalable sans quoi elle ne pourra être activée sur internet. Cet aspect est caractéristique de l'affaire Enderlin, dans la mesure où des groupes de circonstance se sont créés à partir de représentations identitaires. La dimension identitaire structure ici l'action militante faisant des sites, comme celui du CRIF

²³¹ Flichy P., *op.cit.*, p. 199.

ou de l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), les relais des collectifs présents durant les manifestations : « *L'internet ne semble encore permettre une représentation avérée que chez les individus déjà impliqués dans les activités militantes de terrain*²³² ». Dans une certaine mesure, Internet aurait joué le rôle de passeur d'information (heure et lieu d'une manifestation par exemple) via les listes de diffusion pour certaines associations militantes. Dans le cas de l'affaire Enderlin, il est néanmoins probable que les centaines de personnes, qui ont consulté les sites partisans ou se sont rendus aux manifestations, n'étaient pas engagées dans des associations communautaires, comme le CRIF. Il s'agissait là d'un intérêt conjoncturel et d'un activisme éphémère.

L'ampleur prise par l'affaire Enderlin s'explique en partie par le fait que le journaliste est de religion juive et possède la double nationalité. Le principal reproche fait à C. Enderlin est son comportement en marge de la représentation de son identité. Dans le cadre de cet événement, la presse écrite ne propose pas ou peu de discours « original ». Notons toutefois que, pour l'essentiel, la presse écrite sur papier et en ligne se focalise sur l'objet du reportage (les accords de paix au Proche-Orient), comme si par un traitement distancié de l'information, elle répondait aux accusations de partialité qui sont faites à C. Enderlin. Il semble y avoir un refus du débat que n'a pas manqué de provoquer sur internet l'affaire Enderlin.

Internet serait-il un média alternatif ? F. Granjon²³³ répond à cette question en le présentant comme un palliatif aux carences de la couverture médiatique de certains événements : « *le net commence où s'arrêtent les autres médias en fait, ceux qui sont tributaires de l'actualité*²³⁴ ». Cette constatation se vérifie dans le cas présent car, passée l'actualité de la diffusion du reportage, soit une période de quatre ou cinq jours, il n'y a plus de traces de ce fait dans la presse. Sur Internet, au contraire, depuis l'été 2002 et la publication du livre d'Enderlin *Le rêve brisé*, la tension va crescendo.

Internet est une tribune incontestable de l'événement, mais aussi et surtout de l'expression sur l'événement, dégagée partiellement des contraintes de la censure. Néanmoins, le discours internaute n'aurait de réel écho qu'auprès d'une communauté sensibilisée à un certain type d'information (lié à l'effet d'engagement). Autrement dit, les contributions en ligne seraient majoritairement le fait d'internautes appartenant à un collectif identitaire venant « *toujours se greffer sur des identités préexistantes qui les prédisposent à une certaine réception*²³⁵ ».

Nous avons relevé sur internet deux types d'informations dans l'affaire Enderlin : les sites de propagande et les sites d'association. Les premiers mois de l'Intifada n'étant

²³² Granjon F., *op.cit.*, p. 113.

²³³ Dans son ouvrage, *L'Internet militant*, l'auteur envisage l'utilisation d'internet uniquement dans le cadre de l'action militante associative. Nous partons des constats qu'il fait et des grilles d'analyse qu'il élabore, pour les appliquer aux questions de l'appartenance idéologique et des discours propagandistes.

²³⁴ *Ibid.*, p. 116.

²³⁵ Granjon F., *op.cit.*, p. 158.

guère favorables médiatiquement à l'état d'Israël, de nombreux sites de « réinformation » pro-israéliens, pour reprendre le terme de *Réinfo-israël.com*, ont été créés afin de contrebalancer la tonalité médiatique dominante. Lorsque l'opinion publique internationale, sensibilisée par le 11 septembre 2001, envisage l'action palestinienne comme totalement illégitime car principalement d'origine terroriste, les sites pro-palestiniens se multiplient alors sur le Web.

De l'autre côté, nous avons affaire aux sites qui sont la vitrine électronique d'une association : le site éponyme (*Proche-Orient.info.com*) de l'association française promet une information « *exclusivement professionnelle* » et garantit son « *engagement à éviter toute forme de propagande,[...] excluant tous propos et idées blasphématoires, diffamatoires, racistes, sexistes ou d'incitation à la haine et la violence* ». L'intérêt du site réside dans son affirmation d'objectivité ; même en revendiquant une information « professionnelle » et en cherchant à se situer en marge des sites de propagande, le site ne reste cependant pas complètement en dehors de l'affrontement médiatique.

Par ailleurs, l'effervescence des listes de diffusion et des forums de discussion est patente au moment des faits. Les forums de discussions sur internet permettent d'exprimer une dissonance entre le monde possible des médias et le monde vécu de l'énonciataire. Ces discordances viennent le plus souvent du fait que « *le monde 'réel' dont parlent les médias ne correspond pas au monde vécu par le destinataire de l'information* ²³⁶ » En effet, dans le cas du conflit israélo-palestinien, les informations rapportées sur les violences distinguent entre « *monde réel (la guerre), monde textuel, c'est-à-dire comment la guerre est traitée par le discours médiatique spécifique du support en question, et monde possible, c'est-à-dire la relation entre la guerre (réelle et textuelle) et le monde vécu par l'énonciataire* ²³⁷ ». Ceci est totalement applicable à l'affaire Enderlin dans la mesure où la polémique sur *Le rêve brisé* a lieu de façon préventive, c'est-à-dire avant la diffusion du reportage.

3-3 Idéologie et engagement sur internet : un militantisme virtuel ?

Nous examinerons cette éventualité en poursuivant notre analyse de l'affaire Enderlin. Les forums de discussion sur internet contribuent non pas à redéfinir les relations presse-opinion publique mais proposent des espaces de légitimité inédits, contraints cependant par des problématiques conjoncturelles ; l'anonymat de ces lieux de discussion facilite l'échange, créant ainsi l'illusion d'une parole « libérée » de la contrainte sociale. L'accusation de désinformation est un point récurrent des tensions entre presse et opinion publique. L'état de veille des médias français depuis plusieurs mois (au moment de l'affaire Enderlin) et la prise de position identitaire dans l'espace public hexagonal, conduisent à crispier le débat entre représentations médiatiques et identitaires, provoquant la mise en place d'unités associatives électroniques comme *Vigie Médias Palestine* et *Desinfos*.

Nous nous sommes attachés à observer les forums de discussions du site

²³⁶ Semprini A., *op.cit.*, p. 97.

²³⁷ *Ibid.*, p. 97.

Réinfo-Israël sur le sujet. C'est un des rares sites de propagande à déclarer ouvertement « *présenter le conflit du Proche-Orient dans une optique principalement israélienne.* » Nous avons relevé sur *Réinfo-Israël* plusieurs occurrences touchant de près (la diffusion du *Rêve brisé*) ou de loin (la mort en direct de Mohamed Al-Dura diffusé par *France 2*) à l'affaire Enderlin ; leur contenu n'offre rien de nouveau sur l'affaire. Les différentes apparitions d'Enderlin à la télévision française et la promotion du documentaire y sont mentionnées. Par contre, le fait que ces items appartiennent à des rubriques intitulées : « *Interagissez contre la désinformation : reportage honnête* », « *Appels-Communautés-Cris du Cœur-Indignations* », souligne le caractère alternatif d'internet dans l'activité militante. Et c'est précisément pour cela que l'information électronique trouve dans les forums de discussion une caisse de résonance très efficace.

Dans l'affaire Enderlin, la notion de vérité est centrale, ce qui nous renvoie à sa singularité (dans le sens d'un rapport singulier/collectif). Le centre de la polémique réside selon nous dans le double axe vérité singulière / vérité communautaire (identitaire) - représentation symbolique / couverture médiatique. La lecture d'un quotidien ou la navigation sur internet sont toujours plus ou moins le fruit d'une médiation entre un singulier – l'individu qui est en train de lire un article, de consulter une page web – et un collectif – l'individu a aussi une lecture de l'événement en référence à des construits sociaux dépendant de ses logiques d'appartenance collective.

Les listes de diffusion ont également une place importante dans l'affaire Enderlin. Elles constituent un relais important de l'information, dans le cas présent l'appel à manifester pour ou contre C. Enderlin, et permettent sinon de créer l'action militante, du moins de la relayer. Courriers électroniques et/ou listes de diffusion rendent « *possible une redistribution de la prise de parole et plus généralement de la participation. Elle(s) vise(nt) à l'amointrissement des processus de délégation au profit d'une expression militante libre, publique, directe et transversale qui se visibilise sur des espaces de communication dégagés de toute censure a priori* »²³⁸. En outre, contribuer à une liste de diffusion en servant par exemple de « passeur » permet à l'origine de la source (souvent militante) de toucher parfois une audience non militante. Ce phénomène est lié à un réseau d'interconnaissances dont les capacités communicationnelles sont décuplées par les potentiels du média électronique. F. Granjon le nomme « *la porosité des frontières entre les Nous militants et les Ils non militants* »²³⁹.

La multiplication des listes de diffusion sur le net permet-elle de croire en l'efficacité de ce média pour la promotion de l'activité militante ? Rien n'est moins sûr et il est même fort probable qu'elle n'entraîne pas nécessairement l'action. Par contre, ces listes constituent un nouveau palier dans l'affaïssement de la médiation du réel, en construisant une relation inhabituelle de l'opinion publique à l'événement.

Si nous reportons cette analyse à un cadre plus général, dépassant celui de l'affaire Enderlin, nous pouvons sérier le militantisme en ligne en quatre catégories principales : un espace public digital, l'hypothèse de l'émergence de nouvelles communautés en ligne,

²³⁸ Granjon F., *op.cit.*, p. 145.

²³⁹ *Ibid.*, p. 145.

le développement du cyberactivisme et la valorisation de la prise de parole individuelle. L'information et la facilitation de sa circulation sur le net sont les deux principaux éléments conducteurs de l'idéologie et de l'activité militante en ligne.

Internet se présente comme un espace public digital, véritable *espace coopératif* autorisant à la fois l'accès à une grande quantité d'information, l'échange de certaines données et les dialogues en ligne. Les technologies déployées par le net, la connexion entre des lieux de réception différents, permettent de réduire les distances géographiques qui freinent ordinairement l'activité militante et complexifient son organisation. Elles produisent une double atténuation des distances, physiques comme nous le mentionnons précédemment, mais aussi hiérarchiques ; en ce sens, le dispositif technique semble induire la nature des échanges entre internautes. Ces réseaux, qui sont le fruit non plus seulement d'une proximité territoriale mais surtout d'une mise en commun d'une technique (internet) et d'une idéologie, déterminent une relation à l'identité militante oscillant entre « *des Nous de référence diversifiés (Nous local partiel, Nous global universel)* ²⁴⁰ ». Cet espace public digital ne se caractérise pas par sa nouveauté mais par la manière dont il recompose sur la toile les identités présentes dans la vie non-connectée, façonne l'*intersubjectivité*, et facilite le dialogue entre ces solitudes interactives. F. Granjon le définit au travers des « *conditions du caractère processuel du document électronique* » et l'envisage alors comme « *le lieu de la constitution d'une intersubjectivité pratique* ²⁴¹ ». La spécificité de l'espace public tabulaire est de relier (matériellement et symboliquement) des identités parfois éloignées socialement (et géographiquement) au sein d'un militantisme basé sur une *solidarité technique*. Nicolas Nodier, dans son livre *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées* ²⁴², présente ce phénomène comme un ensemble de liens originaux créés par la médiation technique du réseau des réseaux. Celui-ci conduirait « *au réagencement des modalités du concernement et des cadres de l'engagement* ²⁴³ ». Ces nouvelles modalités d'engagement couplées à une *intersubjectivité pratique* constituent la base de l'espace public digital. L'usage d'internet dans l'activité militante semble instituer un espace où la transparence des arguments et des positions de chacun est la condition *sine qua non* d'un débat d'idées lisibles par tous. Les militants, cependant, semblent voir internet à travers son usage pratique, donc comme un outil de communication, alors qu'il s'apparente pour les non-militants ou les néo-militants à un lieu de stockage, de consultations d'informations, de diffusion d'idéologies et un moyen de dialogues entre internautes.

Le développement du cyberactivisme est un phénomène avéré ; il suffit pour s'en persuader d'observer le fleurissement de sites « engagés » dans une action politique et/ou citoyenne. La question de la structuration du cyberactivisme pose néanmoins

²⁴⁰ Granjon F., *op.cit.*, p. 81.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 90.

²⁴² Nodier Nicolas, *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées*, Paris, Métallié, 1995.

²⁴³ *Ibid.*, p. 93.

question. Le premier atout du militantisme en ligne est qu'il réduit considérablement ce que Ronald Burt nomme les *trous structureaux*²⁴⁴. Ils concernent l'éloignement spatial que nous avons évoqué précédemment, mais aussi la distance temporelle entre deux consultations d'un site ou d'une action militante, et enfin la distance sociale. Le réseau des réseaux permet de créer des ponts entre des individus qui ne se seraient probablement pas rencontrés dans la vie « non-connectée ». Il facilite également des échanges entre militants et non-militants.

Le cyberactivisme a créé de nouveaux *intercesseurs*. Nous reprenons ici la typologie de F. Granjon, sur les nouveaux intermédiaires *militants-médiateurs* dans la diffusion de l'information. Ils se divisent en trois groupes : les passeurs, les filtreurs et les interprètes. Les passeurs transmettent l'information sans autre modification que formelle au sein de groupes divers. Les passeurs utilisent différents moyens de transmission, mais les listes de diffusion constituent un point important de leur activité. En rendant plus visible et donc lisible l'information, leur but est de mettre sur le devant de la scène électronique des problématiques parfois en manque de publicité. La cible des passeurs est indistincte ; ces médiateurs visent à toucher un ensemble de personnes. Les filtreurs, au contraire, trient l'information avant de la redistribuer aux internautes-militants. Leur fonction est d'aider les militants à s'approprier l'information adaptée à leurs besoins. Le discours est calibré de manière à organiser son usage. La différence principale entre les passeurs et les filtreurs réside dans le fait que les filtreurs et leurs bénéficiaires appartiennent à « *des réseaux de sociabilité pré-constitués*²⁴⁵ ». Ceux-ci sont généralement le fruit d'un militantisme antérieur. Enfin, les interprètes possèdent la capacité d'analyser et de commenter les informations, de fournir le bon niveau de lecture du discours. Leur expertise les différencie des filtreurs et leur confère le rôle de *pourvoyeur de sens* et d'*aide cognitive*. Ces nouveaux intermédiaires ont été créés par internet dans le but de gérer des quantités discursives abondantes dans un espace technique inédit.

Le cyberactivisme permet une activité en ligne flexible dans la mesure où la fréquence et la durée de connexion sont le fait du seul internaute. Il se fonde sur des réseaux de la vie non-connectée qu'il renforce par une connexion régulière. Le cyberactiviste définit généralement son activité comme la continuation pratique de son engagement.

Nous avons partiellement répondu à l'hypothèse de l'émergence de nouvelles communautés en ligne avec l'étude de l'affaire Enderlin. Même si le domaine de l'action collective tend à s'élargir avec le développement de l'usage d'internet, l'engagement de l'internaute, qu'il ait été activé à partir d'un courrier électronique envoyé par une liste de diffusion ou par la consultation d'un site web, reste aléatoire. Cet engagement peut néanmoins être facilité si l'internaute appartient à la communauté d'intérêt présentée sur internet ; en d'autres termes, le *Nous* militants – en ligne ou non – convaincra d'autant plus aisément le *Ils* internautes si celui-ci appartient au même *Nous* identitaire que

²⁴⁴ Burt Ronald, "The social structure of competition", ed. par Nohria Nitin et Eccles Robert., *Networks and organizations : structure, form and action*, Boston: Harvard Business School Press, 1992, p. 57-91.

²⁴⁵ Granjon F., *op.cit.*, p. 137.

l'émetteur, même non militant. Le caractère novateur de ces communautés réside essentiellement dans la capacité d'internet à relayer, voire à former des groupes fondés sur « *une modalité de partage communautaire non-territoriale ou a-territoriale*²⁴⁶ ». Le recours à internet affaiblit les barrières communicationnelles et encourage la participation militante. La répétitivité des connexions et des échanges électroniques chez les néo ou les non-militants peut néanmoins renforcer l'artifice d'une adhésion communautaire et d'un activisme avéré.

En dernier lieu, internet développe de façon exponentielle une forme d'autonomie discursive. Sous couvert d'une opinion démocratisée et libérée des médiations traditionnelles, le réseau des réseaux permet à l'internaute de produire des cadres d'interprétation qui le singularisent. Les positions s'individualisent, s'émancipent et se radicalisent en l'absence d'intermédiaires. La parole individuelle est donc valorisée sur internet ; néanmoins cette valorisation doit se comprendre dans une logique d'articulation de l'information et de l'événement dans le but d'une visibilité optimisée, et non comme une stratégie d'évitement ou de substitution des gestionnaires traditionnels de l'information. Autrement dit, la parole individuelle sur internet doit se comprendre comme un phénomène d'appoint à une information primaire et première – celle des militants et/ou celle des médias selon la circonstance, et un moyen publicitaire complémentaire. Pierre Chamblat constate d'ailleurs que « *les TIC se révèlent moins antagonistes des médias qu'elles n'accompagnent la recomposition des fonctions de l'espace public* ». En encourageant l'horizontalité de la propagation des informations, internet répond pour partie à l'idéal d'un échange d'égal à égal voulu par ses initiateurs. Pour partie seulement, car nous avons vu précédemment que ce réseau égalitaire est devenu un artefact dès l'instant où des logiques économiques et politiques s'en sont emparées.

La valorisation de la parole individuelle tient également aux techniques de diffusion inhérentes à internet : « *l'utilisation du courrier électronique et des listes de diffusion rend possible une redistribution de la prise de parole et plus généralement de la participation. Elle vise à l'amointrissement des processus de délégation au profit d'une expression militante libre, publique, directe et transversale qui se visibilise sur des espaces de communication dégagés de toute censure a priori*²⁴⁷ . » Les modalités de prise de parole évoluent vers une individualisation du discours mais aussi vers le refus d'une parole déléguée. Il y a sur internet une présentatification exacerbée de la parole de soi ; l'énonciation individuelle devient la modalité constituante du discours sur le net. Seuls certains sites, comme ceux des partis politiques, conservent une identité discursive collective et semblent moins se construire sur le schéma proposé par F. Granjon : « *l'expression individuelle, singulière et multiple devient donc le régime général d'intervention et la condition d'élaboration de celle [...] du collectif, qui se construit en partie sous les yeux du contributeur*²⁴⁸ . »

²⁴⁶ Granjon F., *op.cit.*, p. 102.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 145.

²⁴⁸ Granjon F., *op.cit.*, p. 145.

Internet, dispositif technique support et producteur du message, innove donc en matière d'information, de revendication identitaire et d'engagement militant. Le silence de la presse écrite sur l'affaire Enderlin caractérise la difficulté des médias, dits de masse, à mobiliser des représentations originales dès lors que leur intégrité est mise en doute. Néanmoins, même si internet autorise la prise de distance à l'égard des cadres discursifs habituels et investit de nouveaux espaces d'expression, notamment en matière de débats idéologiques, se créent *in fine* de nouveaux intermédiaires dans la diffusion de l'information (webmasters, modérateurs dans les forums de discussion, intercesseurs, etc.).

Conclusion

Les logiques discursives des médias traditionnels ont évolué avec la modernisation des moyens de communication, influant fortement sur la production et la nature de l'information. L'absence de distanciation et l'effacement progressif du référent dans les représentations médiatiques de l'actualité ont provoqué l'émergence de nouveaux discours. L'information est devenue une forme discursive hybride, entre subjectivité – l'énonciation primant sur la matière énoncée – et expertise technico-scientifique.

Parallèlement à cela, se sont développées de nouvelles technologies pour informer et communiquer ; internet est l'une d'entre elles. Les discours supportés par le média électronique doivent être appréhendés comme une entité sémiotique indivisible, contenu et contenant étant liés par la technique hypertextuelle. Les mots sont à la fois le médium – comme *signes passeurs* - et le message – comme unité signifiante. Les discours sur internet sont majoritairement des métatextes ; le militantisme s'y construit dans une contextualisation permanente de l'idéologie. Sur internet, dispositif et discours s'influencent et redessinent les logiques de l'action militante.

Il nous appartient à présent de questionner les différents points évoqués dans cette première partie dans le cadre particulier des situations conflictuelles.

DEUXIÈME PARTIE LA REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE DE LA VIOLENCE CONFLICTUELLE

La médiatisation de l'actualité est intriquée dans des logiques politiques, économiques et sociales. Michel Barthélémy la présente en ces termes : « *La mise en scène des événements dans la sphère médiatique n'est pas la totalité, mais seulement une composante, d'un processus d'inscription sociale plus large. (...) La réception des événements est une composante intrinsèque de leur individuation sociale, et non un phénomène contingent rapporté au rôle prépondérant des médias*²⁴⁹. » Cet aspect est prégnant dans le cadre des conflits armés, puisque les violences terroristes fédèrent nécessairement et radicalement contre elles ou avec elles, et mobilisent des représentations symboliques issues de l'histoire – politique, sociale et religieuse – d'un pays et d'un peuple. S'attacher à la représentation médiatique d'un conflit implique de prendre en compte le fait qu'un événement ne trouve sa complétude qu'à travers la double médiation de la presse et d'un collectif d'appartenance.

La violence des conflits israélo-palestinien et nord-irlandais, souvent manifestée par le terrorisme et la lutte contre celui-ci, convoque l'Etat, qui est pris « entre deux feux » : celui de la publicisation quasi-instantanée de l'événement par les médias, et celui de la

²⁴⁹ Barthélémy Michel, « Evénements et espace public : l'affaire Carpentras », *Quaderni*, automne 1992, p. 126-127.

nécessité de donner une réponse forte et immédiate aux auteurs de ces violences. Les caméras de télévision et l'action répressive font rarement bon ménage dans ces moments de tensions extrêmes, sauf lorsque les médias se rangent derrière le consensus civil pour le rétablissement de l'ordre public, contre les violences terroristes.

Nous reviendrons brièvement sur les conflits étudiés, les notions et les « images » qu'ils convoquent (chapitre 3). Après avoir précisé ces cas d'étude, nous poursuivrons notre réflexion sur les rapports entre Etat, médias, acteurs politiques et auteurs des violences²⁵⁰ (chapitre 4 et 5). Nous envisagerons différentes hypothèses relatives à la position difficile des médias dans ces moments de tension et de violence. Quelle est la place des médias dans les situations conflictuelles ? L'alternative qui consisterait à faire des médias, en temps de crise, soit un instrument du pouvoir, soit un véritable contre-pouvoir susceptible de séduire les terroristes, nous semble mettre de côté la complexité et l'ambiguïté des relations entre médias, Etats et acteurs politiques (et aussi auteurs des violences).

Quelle est la place d'internet dans ces conflits ? Y-a-t-il de la place pour une nouvelle relation discursive ? Du fait de son développement, pouvons-nous parler d'un renouvellement des discours dans les conflits, et conséquemment des relations entre les différents acteurs ? Ce dernier doit-il être considéré comme un simple médium, reproduisant le discours médiatique, ou au contraire propose-t-il une latitude « d'agir symbolique » susceptible de séduire, ou d'inquiéter suffisamment les acteurs des conflits –presse comprise ?

Chapitre 3 – Conflits identitaires et terrorisme

La spécificité des conflits étudiés, le choix de nous intéresser aux quotidiens et aux sites des partis politiques des nations concernées par ces violences, vient d'une démarche méthodologique visant à comprendre que le jeu des médias n'est jamais aussi complexe que lorsque les violences interviennent sur leur territoire²⁵¹. La nature des conflits – que nous préciserons dans ce chapitre - légitime ce choix méthodologique.

Ces situations sont bien évidemment à prendre en compte dans le cas du média électronique, mais en la nuancant : même si les sites des partis politiques sont créés et édités par des individus *a priori* directement impliqués dans les conflits, nous ne devons pas perdre de vue qu'internet est un réseau mondial, et que l'information diffusée sur un

²⁵⁰ Nous distinguons ici acteurs politiques et auteurs des violences même si, dans les deux conflits, les discours politiques et médiatiques les confondent parfois. Nous verrons d'ailleurs dans la troisième partie de notre thèse que la qualification des acteurs du conflit est révélatrice des représentations symboliques, et des stratégies discursives et politiques, à l'œuvre dans l'espace public concerné par les violences.

²⁵¹ Notre corpus se compose également de quotidiens français et libanais. Nous avons justifié la double comparaison supports / objets d'étude dans l'introduction de la thèse.

site est consultable par des personnes totalement extérieures aux événements. C'est là une des spécificités d'internet par rapport aux médias traditionnels : le discours tenu doit pouvoir être intelligible non plus par une communauté nationale mais potentiellement universelle. Nous verrons de quelles manières se traduit cette prise de conscience d'une déterritorialisation idéologique, et comment elle peut entraîner les partis à en appeler à une opinion publique internationale. Nous avons néanmoins à l'esprit qu'avec le satellite, la télévision a pris une dimension internationale ; mais, la nature de l'information n'est pas identique à celle d'internet, puisque s'y jouent une temporalité et une spatialité différentes.

Nous souhaitons préciser dans ce chapitre les notions de terrorisme, de conflit identitaire et de guerre civile ; nous nous attarderons ensuite sur l'opposition entre violence d'Etat et terrorisme qui nous conduira à formaliser le clivage entre la Grande-Bretagne et l'Ulster, Israël et la Palestine, évoqué dans l'introduction de la thèse. Une fois que nous aurons déterminé ces différents points, nous pourrons alors nous intéresser aux relations entre les différents acteurs des conflits et les médias.

1- Conflits identitaires ou guerres civiles ?

Il semble utile ici de s'interroger sur la nature de notre objet d'étude et sur sa qualification. Sommes-nous en présence de conflits identitaires, de guerres civiles ou des deux ? Afin de répondre à ces questions, nous présenterons les conflits séparément en les confrontant aux définitions du conflit identitaire et de la guerre civile.

1-1 Israël et la Palestine

Le premier est un Etat et possède une armée, la Palestine ne possède, à l'heure actuelle, ni l'un ni l'autre. La Palestine n'est pas un Etat déclaré et reconnu unilatéralement. Elle en occupe néanmoins largement les fonctions si nous nous référons à la définition proposée dans le dictionnaire de la politique : un Etat serait une « *forme institutionnalisée de domination où un territoire et sa population sont contrôlés par une instance, dont le moyen est la détention du monopole de la violence physique légitime et qui remplit les fonctions multiples (approvisionnement, hygiène, scolarisation, etc.)* ²⁵² ». L'autorité palestinienne possède une police, des ministères mais paradoxalement l'Etat palestinien n'a pas été décrété. Nous constatons néanmoins que si la Palestine remplit la plupart de ces conditions, deux aspects posent problème : la question du territoire avec les enclaves en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et celle de l'impasse financière et structurelle du pays. En effet, la situation économique est très préoccupante en Palestine, surtout du fait d'un chômage endémique, de salaires des fonctionnaires de l'Autorité impayés, et les activités relatives à l'investissement sont presque inexistantes. Le Dr Georges Al-Abd, gouverneur de l'autorité monétaire en Palestine en janvier 2007, précise que les activités publiques et privées sont paralysées ; cela a contribué au recul du PNB (Produit National Brut) palestinien de 28 % fin 2006, à 2,9 USD (dollars américains) pour l'année 2006 contre 4,04 USD en 2005. Au-delà de la question économique, cette situation de crise remet en question la capacité de la nation palestinienne à se positionner comme un Etat à part

²⁵² Colas Dominique, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Bordas, 1997.

entière, selon les termes énoncés précédemment, en matière d'hygiène, d'approvisionnement, etc.

Nous sommes donc en présence de deux entités dont les confrontations sont complexes dans la mesure où elles n'opposent pas les mêmes forces : d'un côté, Tsahal, l'armée israélienne, de l'autre des civils et des factions paramilitaires, les Brigades des martyrs d'Al Aqsa et les Brigades Ezzedine Al Qassam, affiliées aux deux principaux partis politiques palestiniens, le Fatah et le Hamas. En ce sens, la situation est assez proche d'une guerre civile « classique ». Ce type d'opposition se définit selon l'encyclopédie Larousse comme « *une lutte armée, au sein d'un même état, entre les partisans du pouvoir en place et une fraction importante de la population* ²⁵³ ». C'est là toute l'ambiguïté du conflit israélo-palestinien : si nous suivons la définition, cela conduit à comprendre le conflit comme une lutte entre Israéliens et équivaut à assimiler les Palestiniens aux Arabes israéliens ; ce qui est faux. Les Palestiniens ne sont pas citoyens d'Israël. Quel est alors leur statut exact ? Sont-ils les citoyens sans Etat d'une entité politique, l'Autorité palestinienne, concentrée dans les territoires autonomes de Cisjordanie et de Gaza, et à Jérusalem ? Par ailleurs, peut-on assimiler Israël au « pouvoir en place » dans la mesure où les territoires autonomes ne sont pas sous tutelle israélienne ? Ces questions sont sous-jacentes au discours médiatique mais demeurent sans réponse définitive ; ces flottements provoquent des discours divergeants dans les médias. Il demeure exact que la situation en Palestine peut s'apparenter à une guerre civile ²⁵⁴, dans la mesure où de nombreux Palestiniens cohabitent, à Jérusalem et dans beaucoup d'autres villes avec les Israéliens, et travaillent avec eux. La qualification du conflit comme une guerre civile se fonde donc sur des critères géographiques, sociaux et économiques, et non sur une identité nationale commune. Mais nous ne pouvons pour autant, en dépit de cette proximité géographique et économique, parler d'une seule société civile. Il y a bien deux entités, deux identités différentes.

Cette dernière affirmation conduit à la notion de conflit identitaire : il semble en effet plus juste de poser ce terme comme base de l'opposition entre Israéliens et Palestiniens, même s'il est réducteur de résumer ainsi un conflit où les tensions religieuses, géographiques, politiques et économiques sont omniprésentes. Nous savons la complexité de la situation proche-orientale mais notre propos n'est pas de l'étudier ici en termes géopolitiques. Ce conflit identitaire est une lutte où se jouent les notions d'identités collectives et individuelles, d'identités culturelles et religieuses.

Son but est la défense de l'identité collective d'un groupe et le rejet de l'identité de l'Autre par ailleurs. « *L'identité sociale est la connaissance qu'a un individu de son appartenance à un [...] territoire et la signification émotionnelle et évaluative qui en résulte. [...] Le sentiment d'appartenance à un groupe conduit à exagérer les différences par rapport à des individus d'autres groupes et à minimiser les différences entre individus d'un même groupe* ²⁵⁵. » Nous parlons ici d'identité sociale et politique, car le terme

²⁵³ Grande Encyclopédie, Paris, Larousse, 1987.

²⁵⁴ Nous faisons référence ici au conflit israélo-palestinien, et non aux violences qui ont éclaté le 15 juin 2007 entre les partisans du Hamas et du Fatah à Gaza, créant une guerre civile.

d'identité collective en découle et résulte, dans le cas présent, de revendications territoriales. Nous avons vu au chapitre 2 que la question du territoire est centrale aux deux conflits ; elle dépasse en les surplombant les différentes identités ethniques et religieuses : il y a près de 15 % des Palestiniens qui sont chrétiens, tandis que l'Etat d'Israël est traversé par des divisions fortes : Ashkénazes, Sépharades, Falachas, Arabes israéliens, etc. Mais autour de la question du territoire, cette mosaïque identitaire se recompose en une identité politique unique.

Le conflit proche-oriental est *a priori* identitaire, dans la mesure où il oppose deux identités, deux cultures religieuses, une « *conscience historique* », un « *sentiment d'appartenance nationale*²⁵⁶ » et un « *contrat constamment renouvelé*²⁵⁷ ».

1-2 L'Irlande du Nord

La seule dénomination du conflit nous conduirait à le comprendre comme une guerre civile. Nous parlons, en effet, du conflit israélo-palestinien en nommant deux entités distinctes, Israël et la Palestine, alors que nous désignons la lutte entre nationalistes et unionistes en Ulster par le seul terme « nord-irlandais ». Cette terminologie désigne une seule et même société civile. Pouvons-nous, cependant, pour de simples raisons lexicologiques, qualifier le conflit en Irlande du Nord de guerre civile ? Non, même si la remarque doit être prise en compte. Le conflit nord-irlandais ressort, selon nous, de la guerre civile dans la mesure où il s'agit du soulèvement d'une partie de la population contre l'hégémonie britannique - politique, économique et territoriale. Aujourd'hui, la situation politique a évolué puisque l'IRA a officiellement rendu les armes en septembre 2005. Par ailleurs, l'Ulster Volunteer Force²⁵⁸ (UVF) a annoncé le 3 mai 2007 qu'il renonçait à toute action violente et que son arsenal était neutralisé. Après une série de suspensions et de dévolutions (autonomie des pouvoirs législatif et exécutif) du gouvernement nord-irlandais, un accord a été trouvé à l'automne 2006 entre le DUP et le Sinn Féin pour conduire un gouvernement bipartite, avec à sa tête Ian Paisley et Martin Mac Guinness²⁵⁹ comme vice-président. Néanmoins, le DUP et le Sinn Féin ont posé des

²⁵⁵ Lamizet Bernard, Silem Ahmed, *Dictionnaire encyclopédique des Sciences de l'Information et de la Communication*, Paris, Ellipses, 1997, p. 279.

²⁵⁶ Lamizet B., Silem A., *op.cit.*, p. 281.

²⁵⁷ Les deux auteurs l'explicitent par l'aspect contractuel de l'identité collective et opposent le consentement volontaire à l'âme commune. Ce vouloir vivre commun est davantage tourné vers le futur que le passé. L'originalité d'une culture se définirait davantage par sa vitalité, sa capacité d'intégration que par son origine.

²⁵⁸ L'Ulster Volunteer Force est un groupe paramilitaire loyaliste (unioniste), formé en 1966. Il est classé par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis parmi les organisations terroristes, au même titre que l'IRA.

²⁵⁹ Ian Paisley est le dirigeant historique du Democratic Ulster Party, plus connu en Grande-Bretagne sous le surnom de « Doctor No », pour son inflexibilité à l'égard des républicains et sa propension à opposer un non catégorique à tout dialogue avec eux. Martin Mac Guinness est le numéro deux du Sinn Féin ; c'est un ancien membre et dirigeant de l'IRA. Ces activités au sein du groupe armé l'ont conduit à faire de la prison.

conditions (reconnaissance par le Sinn Féin de la légitimité de la police nord-irlandaise, acceptation par Ian Paisley de la présence de Martin Mac Guinness à ses côtés à la tête du futur gouvernement) ce qui a ralenti le processus. En effet, le gouvernement de coalition aurait dû voir le jour en mars 2007, soit un an et demi après le désarmement de l'IRA, mais la nomination des membres du gouvernement a été repoussée au mois de mai 2007.

Nous ne pouvons pourtant réduire l'opposition entre unionistes et nationalistes à une guerre civile, car leur conflit s'ancre dans l'antagonisme de deux identités sociales, culturelles et religieuses. La situation n'est pas strictement comparable à celle du Proche-Orient mais de nombreux éléments l'en rapprochent : une opposition chronique, le poids de l'histoire et de la religion, la prééminence du territoire, la dénonciation d'inégalités sociales et économiques. A cela s'ajoutent l'hégémonie récente des extrémismes politiques (le parti du DUP en Irlande du Nord, la montée du Shass en Israël²⁶⁰), une radicalisation et une multiplication des organismes paramilitaires (la Continuity IRA²⁶¹, les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa et les Brigades Ezzedine Al Qassam), et enfin la stigmatisation d'une lutte entre « colonisés et colonisateurs ». Dans sa thèse, *Discours et pratiques journalistiques en démocratie*, Isabelle Garcin-Marrou qualifie la situation conflictuelle en Irlande du Nord de terrorisme indépendantiste : « *Ce type de terrorisme vise à rendre indépendante une fraction du territoire national en le séparant de l'Etat visé. Il s'agit donc d'un terrorisme interne à la démocratie, mis en œuvre par des groupes dont les membres sont également ceux de la démocratie*²⁶². »

Cette qualification ne peut s'appliquer pleinement à la violence palestinienne même si, une fois encore, il est difficile de nier que les actions menées par les Palestiniens ressortent d'un désir de séparer définitivement la Palestine de la société et du territoire israéliens et d'acquérir une autonomie de fait. La situation en Ulster diffère donc par la nature de l'opposition, puisqu'il s'agit d'un conflit séparatiste.

Les crises israélo-palestinienne et nord-irlandaise ont cependant en commun d'être des conflits identitaires ; et ce point de convergence nous permettra de progresser dans notre recherche. Nous devons proposer à présent une définition du terrorisme opératoire et applicable à notre étude, car celui-ci fait partie intégrante des conflits nord-irlandais et proche-oriental.

2-Le cas du terrorisme

²⁶⁰ Le Democratic Unionist Party (DUP) est donc une formation protestante radicale dirigée par le Pasteur Ian Paisley. Le Shass est l'abréviation de l'hébreu *Shomrei Torah Sephardim*, « Gardiens Séfarades de la Torah » ; c'est un parti ultra-orthodoxe.

²⁶¹ La Continuity IRA (CIRA), est un groupuscule paramilitaire radical, issu de la séparation d'avec la Real IRA en 1982. Le terme « continuity » réfère à la poursuite de l'objectif originel de l'IRA, qui était de chasser les Britanniques de l'Irlande du Nord.

²⁶² Garcin-Marrou Isabelle, *Discours et pratiques journalistiques en démocratie : les relations Etats-médias face au terrorisme en France et en Grande-Bretagne*, Thèse : Sciences de l'information et de la communication : Paris III - Université de la Sorbonne Nouvelle : 1995, p. 16.

Comme l'Etat, la propagande et le pouvoir, le terrorisme englobe des réalités extrêmement disparates bien que couramment employées. Nous les précisons donc dans cette subdivision et délimitons son usage dans le contexte des conflits étudiés.

2-1 Le ou les terrorisme(s) ?

« *Les meurtriers ne sont pas des martyrs [nom donné dans les pays arabes aux auteurs d'attentats-suicides]. Prendre pour cible des civils est immoral, quel qu'en soit le prétexte. Les terroristes ont déclaré la guerre à la civilisation* ²⁶³ .» Cette phrase prononcée par Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense (2001-2006) du gouvernement américain, et rapportée par le journal *Le Monde* au printemps 2002, montre bien que dans les conflits se jouent aussi une guerre des mots. Certes, les propos de D. Rumsfeld sont à remettre dans le contexte d'une lutte ouverte des Etats-Unis contre le terrorisme, mais ils soulignent l'importance symbolique de la terminologie et son appropriation par le pouvoir politique. La mise entre crochets par *Le Monde* de la définition de « *martyr* » est significative de la distance discursive prise par le quotidien vis-à-vis de ce mot ; le ton pédagogique de l'énoncé est assez inhabituel. Il est assez rare en effet qu'un journaliste prenne autant de précautions avec la terminologie. Mais la situation de tension qui régnait en France à cette époque, manifestations pro-israéliennes et palestiniennes se succédant, peut en partie expliquer ce souci d'écriture.

Le terrorisme peut, selon nous, se définir en cinq points ²⁶⁴ :

- il est un acte prémédité visant à créer un climat de terreur ;
- il est toujours dirigé vers une audience (en l'occurrence la société civile - audience potentielle des médias- et les médias) ;
- il frappe selon deux tendances : au hasard, c'est-à-dire sans cible précisément définie, une foule dans un marché par exemple, ou cherche à ébranler physiquement et symboliquement une nation à travers des objectifs précis. Les cibles sont multiples : le terrorisme peut viser des hommes dans un lieu symbolique (l'assassinat de musulmans au Tombeau des Patriarches en Cisjordanie en 1997), des personnalités politiques (l'assassinat de Lord Mountbatten en 1979) ou des symboles religieux (l'attentat perpétré au printemps 2002 dans un hôtel de Netanya en Israël au moment de la Pâque juive) ;
- il cherche à influencer et donc à modifier les comportements politiques ;
- il est considéré comme le recours ultime pour faire « entendre sa voix » et se présente comme un moyen de communication unilatéral. L'acte terroriste détruit par la violence physique et symbolique toute éventualité dialogale. Il y a une parole mais celle-ci est totalitaire.

²⁶³ Jarreau Patrick, « Les diplomates tentent dans le désordre d'arrêter l'offensive d'Israël », *Le Monde*, 05/04/2002.

²⁶⁴ Nous nous référons ici à une typologie proposée par Jacques Fontanel, Professeur d'économie, à l'occasion d'un exposé intitulé « Les coûts du terrorisme dans un contexte de mondialisation », Colloque Gestion de Crise, CERIEP, Lyon, 22-23/05/2002.

On peut ajouter à cette première définition quelques éléments issus de l'étude réalisée par David Miller dans *Don't Mention the War*²⁶⁵. L'auteur met en avant le fait que l'exégèse du mot terrorisme est contrainte par des enjeux politiques et symboliques. Il oppose la théorie de la définition du terrorisme proposée dans le Prevention of Terrorism Act (PTA)²⁶⁶, « *Le mot terrorisme se définit par l'usage de la violence à des fins politiques et inclut toutes les violences dont le but est de plonger le public ou une partie du public dans la crainte* », au cas pratique : « *Mais en pratique, c'est à la seule violence des groupes non-étatiques, ou d'états non occidentaux, que se réfère cette définition*²⁶⁷. » D. Miller dénonce le flou sémantique d'une telle définition dans la mesure où « *le terrorisme est l'usage systématique du meurtre ou de tout autre type de violence physique à des fins politiques. En particulier, il y a un point d'accord important sur le fait que le terrorisme est, soit indiscriminé, soit vise largement les cibles civiles, soit les deux*²⁶⁸ ». Caractériser le terrorisme par l'indiscrimination de la cible renvoie à l'interprétation qu'en propose Jean Baudrillard, dans la mesure où « *le terrorisme actuel, inauguré par la prise d'otages et le jeu différé de la mort n'a plus d'objectif [...] déterminé. C'est ça le terrorisme, il n'est ni original, et insoluble que parce qu'il frappe n'importe quand, n'importe qui*²⁶⁹ ». Pour J. Baudrillard, l'indistinction de la cible (doublée de l'effet de surprise) sur-dramatise l'événement et constitue le corps symbolique de la violence terroriste. J. Baudrillard précise son propos dans *L'esprit du terrorisme*²⁷⁰ lorsqu'il revient sur les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et sur leurs conséquences sur la géopolitique et la « *géo-symbolique* » mondiale. Le terrorisme (en dehors des terrorismes séparatistes) est devenu mondial ; s'il vise certes indistinctement une cible physique, il cherche cependant à toucher très précisément une cible symbolique. Il n'y a pas, selon lui, de « *logique purement destructrice* » dans l'acte terroriste ; l'auteur parle de l'acte symbolique (humilier l'adversaire, lui faire peur) qui prime sur l'acte physique destructeur (se faire exploser). Et, en ce sens, l'action terroriste « *ne vise pas l'élimination impersonnelle de l'autre. Tout est dans le défi, et dans le duel, c'est-à-dire encore dans une relation duelle, personnelle, avec la puissance adverse*²⁷¹ ». Pour lui, enfin, la violence terroriste impacte aussi puissamment l'opinion publique et les politiques occidentales parce qu'elle est autant

²⁶⁵ Miller David, *Don't Mention the War*, Londres, Pluto Press, 1994, 368p.

²⁶⁶ Le Prevention of Terrorism Act a été en vigueur entre 1974 et 1989 pour lutter contre le terrorisme en Irlande du Nord. Il confère des pouvoirs d'urgence aux forces de police dans les régions où le terrorisme sévissait.

²⁶⁷ Wilkinson Paul, «Terrorism and Propaganda», p. 28, ed. par Alexander Yonah et Latter Richard, *Terrorism and the Media : Dilemmas for Government; Journalists and the Public*, Washington, Brassey's, 1990 : « *Terrorism means the use of violence for political ends and includes any use of violence for the purpose of putting the public or any section of the public in fear. But in practice it is only the violence of non-state groups, or non-Western states, to which these definitions refer.* »

²⁶⁸ Miller D., *op.cit.*, p. 4 : « (...) *terrorism (that) is the systematic use of murder or other physical violence for political ends. In particular, there is substantial agreement that terrorist violence is either indiscriminate or mostly targets civilians or both.* »

²⁶⁹ Baudrillard Jean, *A l'ombre des majorités silencieuses*, Paris, Denoël, 1982, p. 59-60.

²⁷⁰ Baudrillard J., *L'esprit du terrorisme*, Paris, Galilée, 2002.

symbolique que réelle.

D. Miller considère que l'ambiguïté de la définition proposée par la pensée contre-révolutionnaire réside dans la nature des cibles touchées (des civils). Il constate que l'armée britannique et la police nord-irlandaise comme l'IRA ont tué des civils et, qu'en référence au PTA, ils peuvent être considérés comme terroristes. Selon D. Miller, la question de la cible ne serait donc pas un facteur pleinement opératoire dans la qualification du terrorisme. Il semblerait que les penseurs britanniques de la Contre-Révolution, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement, fondent la définition du terrorisme sur l'acte lui-même. Conor Gaerty définit le ainsi : « *Les actes de violences [...] impliquent une infliction délibérée ou...une infliction menaçant de violences physiques sévères; comme tuer et mutiler, et sont la marque déposée de terroristes*²⁷². » D. Miller met délibérément en avant la question de la violence d'Etat qui, dans certains cas, peut être considérée comme terroriste. Il pointe l'enjeu stratégique, politique et symbolique de la définition des termes terroriste ou terrorisme. Il va même plus loin en affirmant qu'il n'y a de définition non-partisane possible qu'en deux occasions : lorsque ceux qui ont le pouvoir politique de définir le terrorisme s'en désintéressent ou lorsqu'un nouveau terme pour ce genre de violence a été trouvé ce genre de violence. Le terme terrorisme est systématiquement employé par les gouvernements dans une acception péjorative, disqualifiante et surtout délégitimante. Selon D. Miller, définir ainsi les opposants à un régime étatique représenterait pour les gouvernements la poursuite active de la légitimation de leur action politique.

A l'heure actuelle, il y aurait, selon nous, plusieurs formes de terrorisme : *un terrorisme « traditionnel »* afin de faire connaître une revendication politique ; dans les deux conflits, il s'apparente largement à une revendication territoriale. Les auteurs sont des groupes paramilitaires nationaux, comme l'IRA ou les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa.

Le terrorisme d'Etat qui, sous couvert de l'intérêt supérieur de l'Etat, mène des actions agressives et répressives (enlèvements, assassinats) contre des individus ou des groupes soupçonnés de mettre en danger la nation. Il est généralement pratiqué par les services secrets à des fins politiques, sur commande de l'Etat.

L'hyper-terrorisme s'apparente à un acte de guerre et vise massivement une nation, une politique ; leurs auteurs revendiquent généralement leur appartenance à une organisation et une idéologie supranationales. Les attentats du 11 septembre 2001, ceux de Madrid et de Londres par leur ampleur – dégâts matériels et nombre de victimes - peuvent être qualifiés d'hyperterrorisme et semblent marquer une nouvelle ère dans l'action terroriste et dans sa médiatisation : celle d'un média-terrorisme à grande échelle. Cette classification distingue entre les auteurs et les buts, et non pas entre les cibles, contrairement aux penseurs de la Contre-révolution qui, eux, établissent la définition du terrorisme sur la question de l'indifférenciation des cibles.

²⁷¹ Baudrillard J., *op.cit.*, p. 35.

²⁷² Gaerty Conor, *Terror*, Londres, Faber, 1991, p. 8 : « *Acts of violence (...) involve the deliberate infliction or... the threatened infliction of severe physical violence ; killing and maiming are the trademark of terrorists.* »

Ces différents éléments mettent en évidence la nature équivoque du terme terrorisme. Quel est la place d'internet en matière de terrorisme ? Selon Dorothy Denning, Professeur à l'Université Georgetown aux Etats-Unis et spécialiste américaine de la question, « *le cyberterrorisme est la convergence du terrorisme et du cyberspace*²⁷³ ». Dans un entretien réalisé sur le site terrorisme.net²⁷⁴, elle explique plus longuement sa conception du cyberterrorisme :

« En me fondant sur la définition du terrorisme donnée par le Département de la Défense, je définirais la cyberterreur comme l'usage calculé de cyberattaques ou la menace de cyberattaques pour susciter la peur - avec l'intention de contraindre ou d'intimider des gouvernements ou des sociétés, en poursuivant des objectifs qui sont généralement politiques, religieux, ou idéologiques. Un mot clé ici est celui de "peur". L'attaque doit être assez grave pour engendrer une peur comparable à celle suscitée par d'autres formes de terrorisme, par exemple l'utilisation d'explosifs pour tuer des gens. Il n'y a pas d'exemples d'attentats de ce genre aujourd'hui, mais un attentat qui couperait l'électricité pendant des jours entiers répondrait probablement à ces critères. »

D. Denning met donc la peur au centre de tout acte terroriste et rapproche dans ses objectifs le cyberterrorisme des autres terrorismes. Seul le mode opératoire diffère ostensiblement.

Nous ne pensons pas que le terme de « cyberterrorisme » très en vogue soit pertinent dans notre cas ; l'intérêt d'internet pour le terrorisme réside selon nous en amont – recruter d'éventuels partisans – ou en aval – convaincre de la légitimité de l'action – de l'acte terroriste. S'agit-il alors de cyberterrorisme ? Non, dans la mesure où dans les deux conflits, le cyberspace n'est pas utilisé comme une arme susceptible de déclencher informatiquement une explosion dans une centrale nucléaire, ou de couper l'électricité. Internet y est utilisé comme un vecteur d'information, et n'est pas envisagé comme une nouvelle forme d'organisation du terrorisme, ni de production de l'acte terroriste. Il nous semble donc plus approprié dans ce cas de parler de « terrorisme médiatique », qualification qui prend en compte la mise en scène de l'acte terroriste, réalisée par les différents auteurs des violences.

Après avoir posé les bases d'une définition possible du terrorisme, nous souhaitons l'appliquer aux deux conflits étudiés.

2-2 Les conflits nord-irlandais et israélo-palestinien

Dans les deux conflits, les moyens pour parvenir au but que se sont fixées les différentes parties diffèrent plus ou moins. Les modalités de la confrontation peuvent être ainsi schématisées : d'un côté, il s'agit de l'action armée de l'Etat et de l'usage de la voie législative, judiciaire, donc politique – mobilisation des forces militaires et policières ; de l'autre, il y a exercice de la violence terroriste et action politique.

Nous souhaitons ici envisager plus précisément les méthodes « terroristes²⁷⁵ »

²⁷³ Extrait d'une allocution prononcée par D. Denning, *Cyberterrorism*, devant le Congrès des Etats-Unis le 23 mai 2000.

²⁷⁴ Disponible sur : <http://www.terrorisme.net> [ref. du 22/09/2002].

employées par les organismes paramilitaires, et nous constatons d'emblée qu'elles divergent sensiblement. En Irlande du Nord comme au Proche-Orient²⁷⁶, elles se sont développées sous forme d'assassinats de personnalités représentant l'un ou l'autre camp, de prise d'otages et d'attentats à la bombe. Ce dernier aspect mérite que nous nous y arrêtions ; en effet, l'attentat à la bombe ne procède pas de la « même logique » pour les groupes paramilitaires palestiniens et nord-irlandais : les premiers en se faisant exploser avec leur engin accomplissent un acte qui va au delà du politique, et qui s'apparente au rituel religieux sacrificiel alors que les seconds, sauf accident, n'explorent pas avec leur bombe. La bombe est ici une arme de guerre au même titre qu'une kalachnikov.

Quelle distinction faire entre l'acte politique et l'acte religieux ? La spécificité du religieux est d'être une forme de médiation particulière qui implique le sujet dans son inconscient collectif et confère à l'acte religieux une sorte de transcendance et d'intemporalité. Le politique implique l'individu dans son appartenance collective à un groupe idéologique, déterminée dans le temps et dans l'espace. Dans le conflit au Proche-Orient, l'acte religieux se dissout dans l'acte politique. Le religieux se fonde sur la représentation du sujet dans son expérience propre. En principe, le politique s'adresse à l'indistinction. Il y a par conséquent dans le cas des attentats perpétrés par des palestiniens un lien évident entre terrorisme et religieux, une connexion qui peut s'apparenter au fanatisme. Si nous nous référons à la définition proposée par B. Lamizet, le fanatisme « *c'est l'écrasement de la distance entre singulier et collectif. Pour que le fanatisme existe, les médias ne suffisent pas. Il faut également du désir. Refoulement complet du singulier, il n'y a plus que du collectif* »²⁷⁷. »

L'attentat kamikaze palestinien se réalise dans une double-mort qui touche les deux parties du conflit : celle du kamikaze et celles des victimes israéliennes. La première phase s'intègre dans un processus sacrificiel, celui du « martyr qui devient tueur »²⁷⁸ ; la seconde naît justement de la négation de l'individu (sujet singulier) puisque le kamikaze tue indistinctement : il vise le collectif israélien. Il y a du politique et du sacré dans la dénomination même du terroriste palestinien par les médias, avec le terme « martyr ». Ainsi l'identité collective palestinienne ne peut se réaliser dans le cas de l'attentat kamikaze que dans le renoncement à la singularité du « martyr » ; le kamikaze ne tue pas « en son nom » mais au nom de ce qu'il revendique comme étant de l'ordre de la

²⁷⁵ Nous envisageons sous ce terme et dans ce paragraphe les seules actions terroristes commises par les groupes paramilitaires palestiniens et nord-irlandais (catholiques et protestants). Nous nous éloignons volontairement de la position de D. Miller, pour qui le flou terminologique autour de la définition de l'acte terroriste, dans la pensée contre-révolutionnaire, induit une ambiguïté forte et laisse sous-entendre que l'Etat commet aussi des actes terroristes.

²⁷⁶ Le bilan des victimes de la seconde Intifada (entre septembre 2000 et septembre 2006) est de 1045 Israéliens, 4458 Palestiniens et 71 autres nationalités (Source *Internazionale*, 30/11/2006), revue hebdomadaire italienne d'informations internationales). Nous donnons plus loin un bilan partiel des victimes des violences en Irlande du Nord.

²⁷⁷ Lamizet B., « Communication et Politique », Séminaire de Master 2_- Sciences Information et Communication, Lyon 2 - Université Lumière, 2001.

²⁷⁸ Daniel Sibony, *Proche-Orient : Psychanalyse d'un conflit*, Paris, Seuil, 2003, p. 9.

résistance palestinienne.

Michel Wieviorka et Dominique Wolton affirment également, dans leur ouvrage *Terrorisme à la Une*²⁷⁹, que la seule relation entre médias et terrorisme est insuffisante à faire du fanatisme l'unique raison du terrorisme palestinien. Pour eux, tout part de la relation triangulaire entre médias, terrorisme et pouvoirs politiques. Par conséquent, ne peut-on pas dire que les attentats commis par les branches armées du Fatah et du Hamas sont à la croisée entre le religieux et le politique, et que la qualification religieuse par les médias et par les kamikazes eux-mêmes de ces actes appartient à la rhétorique de l'action politique ?

Le fanatisme paradoxalement est religieux. Paradoxalement, car comment deux notions si antithétiques dans leur rapport à l'individu – la croyance est individuelle et le fanatisme, l'effacement de cet individuel – peuvent-elles se mêler ? Il y a très peu de – voire aucun – fanatisme purement politique. Plus que la distinction entre ces deux éléments épithètes de l'acte terroriste palestinien, c'est la façon dont les médias retranscrivent cette dualité entre individuel et collectif qui est intéressante. Les médias se sont d'ailleurs largement servis – lors de la dernière Intifada – de l'image du « martyr » et de la piété, à travers notamment les portraits de jeunes kamikazes et de leurs mères. À cet égard, le site du Hezbollah²⁸⁰ est édifiant : les vidéos et les photos que son site internet propose en libre consultation dévoilent la puissance de ce média en termes de propagande et de diffusion d'une information très partisane. Le religieux dans ce type de support est très présent et joue un rôle de connecteur entre le lecteur et la réalité lointaine de l'événement ; la dialectique réel-symbolique fonctionne pleinement.

Le terrorisme nord-irlandais ne procède pas de la même logique opératoire. Le religieux n'est pas ancré dans l'acte terroriste comme dans le terrorisme palestinien, ni dans la nature de l'opposition entre Républicains et Unionistes. Présenter ce conflit comme une opposition entre Catholiques et Protestants ne correspond pas à la réalité de terrain, mais permet aux médias internationaux (dont la presse française) de mobiliser des schémas d'opposition facilement identifiable par une opinion publique étrangère au conflit. Le terrorisme nord-irlandais – qu'il soit le fait des groupes paramilitaires loyalistes ou nationalistes²⁸¹ – est avant tout un terrorisme politique. Dans le corpus étudié, seuls les médias français mobilisent la terminologie Catholiques / Protestants pour qualifier

²⁷⁹ Wieviorka Michel, Wolton Dominique, *Terrorisme à la Une*, Paris, Gallimard, 1987.

²⁸⁰ Le Hezbollah n'est certes pas un groupe paramilitaire palestinien, mais il a la particularité d'être à la fois un parti politique chiite libanais possédant des députés au parlement libanais et une branche paramilitaire, dont l'action armée est reconnue et condamnée internationalement. Nous les citons, car leur lutte contre Israël inspire largement les groupes paramilitaires palestiniens.

²⁸¹ La presse britannique emploie généralement le terme « nationalistes » pour qualifier les membres des groupes paramilitaires républicains, et « loyalistes » pour les paramilitaires unionistes. Le vocable « Unionistes » et « Républicains » est généralement réservé aux partis politiques et à leurs partisans, alors que les termes « Catholiques » et « Protestants » permettent de distinguer les deux communautés. Nous empruntons à la presse britannique ces différentes qualifications et la fixons dans notre écriture. Nous verrons cependant, dans la troisième partie de notre thèse, que cette terminologie est soumise à variations selon les circonstances, et que ces modulations lexicales dévoilent les stratégies discursives à l'œuvre dans les médias.

l'opposition politique entre Unionistes et Protestants. Si nous tentons d'établir une typologie du terrorisme nord-irlandais, et que sous ce terme, nous incluons tous les actes de violence commis par les groupes paramilitaires loyalistes et nationalistes, nous constatons trois grands types d'actions : les attentats à la bombe, les assassinats politiques et intercommunautaires.

Si nous nous référons aux statistiques correspondant à la période 1969 – 1993, 58 % des attentats à la bombe sont imputables aux Nationalistes (dont 43% à l'IRA), 27% aux Loyalistes et 11% aux forces de sécurité britanniques et nord-irlandaises. Nous pouvons en déduire que plus de la moitié des attentats à la bombe sont le fait de l'IRA ; néanmoins, la responsabilité loyaliste dans ce type de violences n'est pas négligeable. Ces statistiques sont intéressantes car elles vont à l'encontre de l'image que renvoient les médias à l'opinion publique internationale : celle d'un conflit marqué par l'action terroriste de l'IRA alors que l'UVF (Ulster Volunteer Force) a été responsable de nombreux attentats dans les années 70. L'attentat d'Omagh imputable à des dissidents de l'IRA survenu le 15 août 1998 est le plus meurtrier de l'histoire du conflit ; il a fortement marqué l'opinion publique britannique et internationale par sa violence et par le moment de sa réalisation (après la signature des accords de paix du Good Friday Agreement).

Si nous débutons la longue série d'attentats à la bombe avec ceux du Bloody Friday survenus à Belfast le 21 juillet 1972 (vingt-deux bombes explosent le même jour) et que nous la terminons avec les attentats d'Omagh, nous pouvons constater que l'IRA (ou ses dissidents) n'ont frappé que cinq fois en dehors du territoire nord-irlandais (une fois en Irlande et quatre fois en Angleterre). Ce dernier aspect confirme que le terrorisme nord-irlandais est essentiellement séparatiste et national, et ne vise pas le sol international comme a pu le faire parfois le terrorisme palestinien avec entre autres la prise d'otages d'athlètes israéliens par des activistes palestiniens aux Jeux Olympiques de Munich en 1978.

Le terrorisme nord-irlandais est donc le fait des deux communautés présentes en Ulster ; les violences intercommunautaires et les assassinats en sont le second aspect. Deux types d'événements sont à mettre au compte des deux opposants : les assassinats politiques (parmi lesquels on en compte certains dont le mode opératoire est l'attentat à la bombe comme ce fut le cas pour Lord Mountbatten) qui visent soit des personnalités politiques britanniques, soit des membres des principaux groupes paramilitaires, et les opérations « commandos » qui visent des civils du clan opposé. Nous n'incluons pas sous la classification de « terrorisme » les violences intercommunautaires qui surviennent durant les émeutes dans la mesure où elles ne sont pas forcément le fait de paramilitaires et opposent des civils entre eux.

3-Entre violence d'Etat et terrorisme « hors-la-loi »

Quelle est la limite des violences dites « illégitimes » ? En quoi la violence peut-elle être légitime ? C'est parce que la frontière est très mince entre « légitimité et illégitimité » que nous souhaitons préciser ce point dans le cadre des conflits étudiés.

Le terrorisme se présente donc comme une action politique violente d'individus ou de

groupes menée contre des cibles diverses. Le terrorisme constituerait donc la forme principale d'action des « minorités » - les Palestiniens et les Républicains ou Loyalistes nord-irlandais - contre l'opposant.

Arrêtons-nous un instant sur ce terme de « minorités » : ces groupes sont mineurs par rapport à quoi ? S'agit-il de minorités politiques, sociales ? Le terrorisme est-il réellement le seul fait des minorités ? Les Loyalistes (appartenant à la communauté protestante) en Irlande du nord ont également commis des violences terroristes. Et pourtant, ils ne peuvent être considérés comme une minorité au Royaume-Uni. Néanmoins, si nous nous plaçons du côté des catholiques, les protestants sont une minorité en Ulster. Par ailleurs, si nous nous référons à la définition du terrorisme donné par le PTA, les exécutions de membres de partis palestiniens par les services secrets israéliens sont-elles elles-aussi des actes de terrorisme ou des représailles ? Cette ambivalence est à prendre en considération et nous conduit à penser que, dans le cas particulier des conflits armés, ces définitions et ces enjeux terminologiques sont synonymes d'âpres luttes pour la conquête d'un pouvoir symbolique.

Où s'arrête et où commence le terrorisme ? Que la violence soit le fruit d'un Etat, qu'elle soit une réponse à une « agression » ou pas, justifie-t-il le fait d'occulter le terme de terrorisme pour la qualifier ? Affirmer que le terrorisme n'a pas de cibles déterminées est faux, ou en tout cas trop réducteur. Nous l'avons mentionné précédemment, il n'existe pas un mais plusieurs types de terrorisme et plusieurs modes opératoires. L'assassinat à l'automne 2001 du Ministre du Tourisme israélien ne ressort-il pas du terrorisme ? Si. La cible est pourtant précise. L'assassinat de Lord Mountbatten, cousin de la Reine Elizabeth II, par l'IRA le 27 août 1979 est un autre exemple. A notre avis, la définition du terrorisme se joue aussi bien au niveau de l'auteur que de la cible atteinte et des moyens employés.

En revanche, il ne peut y avoir de guerre que lorsqu'il y a deux états belligérants. Tout n'est pas terrorisme non plus ; et il arrive souvent que le terrorisme touche « au hasard » : certains attentats-suicides palestiniens en sont la preuve. Nous rejoignons Philip Schlesinger lorsqu'il reproche à Paul Wilkinson²⁸² d'accoler au terme de terrorisme des valeurs fortement connotées : « *Dans sa condamnation de meurtre indistinct, il est largement soutenu. (...) Plus loin, il voit toute action terroriste comme implicitement amoral et antinomique. C'est plutôt différent. Suggérer qu'il ne peut jamais y avoir de fondement moral, par exemple, une terreur sélective contre des oppresseurs vicieux et corrompus, est loin d'être 'incontestable'. (...) Définir quelqu'un comme terroriste revient à saper sa légitimité*²⁸³ . »

Les propos de P. Schlesinger présentent un double intérêt : d'une part, il met l'accent sur la complexité de la notion de terrorisme et d'autre part, il souligne ce que nous

²⁸² Paul Wilkinson est professeur en Relations Internationales et directeur du centre universitaire pour l'étude sur le terrorisme et la violence politique, à l'Université de Saint-Andrews en Ecosse.

²⁸³ Schlesinger Philip, *Media, State and Nation*, Londres, Sage, 1991, p.82 citant Wilkinson P., *Political Terrorism*, Londres, Macmillan, 1974 : « *In his condemnation of indiscriminate murder he is widely supported. (...) Further, he sees all terrorist action as 'implicit amoral and antinomian'. It's rather different. To suggest that there can never be a moral basis for, say, selective terror against vicious oppressors is far from incontrovertible. (...) To define someone as a terrorist is to undermine his legitimacy.* »

évoquerons ultérieurement, à savoir la lutte symbolique, médiatique et politique, qui s'engage autour de ce terme. Les terroristes ne se nomment jamais comme tels, ils se déclarent souvent combattants pour la liberté : l'étiquette « terroriste » vient toujours de l'adversaire. Le sens commun, comme le nomme P. Schlesinger, veut que le terrorisme s'attaque à l'Etat, à travers ses citoyens, et que celui-ci réponde par des actions anti-terroristes²⁸⁴.

Pour répondre à la question que soulève cette subdivision sur l'existence d'un ou de plusieurs terrorismes en Irlande du Nord et au Proche-Orient, nous constatons qu'il est délicat de qualifier de « terroristes » - au même titre que les violences commises par les paramilitaires palestiniens et nord-irlandais - les actions répressives des gouvernements britannique et israélien. Celles-ci viennent « rétablir » l'ordre démocratique alors que le terrorisme, par définition, brise celui-ci. Nous pouvons cependant nommer terrorisme d'Etat certaines opérations conduites par les deux gouvernements puisque, via leurs services secrets, ils mènent des actions d'enlèvements, de séquestrations et/ou d'éliminations de leaders politiques, et de chefs de groupes paramilitaires.

La réflexion menée dans ce chapitre ne saurait cependant être complète sans envisager les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 sur la question du terrorisme, et la façon dont ces deux conflits se trouvent ressaisis par des représentations médiatiques qui se « bipolarisent » après le 11 septembre 2001.

4-La bipolarité du discours sur la violence : les conséquences du 11 septembre 2001

De nombreuses études et réflexions²⁸⁵ ont analysé les conséquences des attentats perpétrés par Al Quaïda dans la relation du tiers symbolisant à l'acte terroriste. Nous avons choisi de nous appuyer sur la réflexion menée par Jacques Derrida et Jürgen Habermas, relayée par Giovanna Borradori, dans *Le « concept » du 11 septembre*²⁸⁶, et de l'appliquer à notre objet d'étude pour envisager la trace d'un durcissement du discours médiatique à l'égard des violences terroristes dans ces deux conflits.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont incontestablement constitué un tournant dans la représentation du terrorisme, des terrorismes. Il y a dans le discours des médias, comme dans celui des hommes politiques, un avant et un après « 11 septembre ». D'ailleurs le fait de nommer cet attentat par une date « 11 septembre » ou « 11 septembre 2001 » est révélateur de la portée symbolique immédiate de l'événement ; J. Derrida s'intéresse à cet aspect dans l'interview qu'il accorde à G. Borradori : « *On ne sait pas au*

²⁸⁴ Nous reviendrons en détail sur cet aspect dans le chapitre suivant.

²⁸⁵ Nous faisons référence notamment à l'ouvrage dirigé par Marc Lits, *Du 11 septembre à la riposte*, Louvain, De Boeck Université, 2004. Cet ouvrage s'intéresse non seulement à la couverture médiatique de l'événement aux Etats-Unis et en Europe, mais interroge aussi les enjeux médiatiques avant et après le 11 septembre 2001, leurs évolutions et les conséquences sur le discours journalistique. Il questionne également la place du journaliste-reporter dans les conflits modernes.

²⁸⁶ Derrida Jacques, Habermas Jürgen, *Le « concept » du 11 septembre*, Paris, Galilée, 2004.

*juste ce qu'on dit ou nomme ainsi : le 11 septembre, september eleventh, le 11-septembre. La brièveté de l'appellation (september eleventh, 9-11) ne tient donc pas seulement à une nécessité économique ou rhétorique. Le télégramme d'une métonymie – un nom, un chiffre – accuse l'inqualifiable en reconnaissant qu'on ne reconnaît pas : on ne connaît même pas, on ne sait pas encore qualifier, on ne sait pas de quoi on parle*²⁸⁷
». L'explication de J. Derrida est primordiale pour la compréhension de ce que le monde entier – puisque son retentissement a été mondial – a ressenti devant cet « événement majeur » (le philosophe emploie le terme de « *major event* »). On ne nomme pas dans les premiers moments l'innommable, l'inclassable. Ce n'est pas (encore) une guerre, c'en est pas un acte terroriste comme les autres, étant donné son ampleur et, surtout, son mode opératoire et ses victimes. Il y a deux paramètres majeurs, en dehors du nombre, dans la prise en compte des victimes : ce sont des civils et ce sont des civils américains touchés sur le territoire national. J. Derrida explique que la qualification de « *major-event* » accolée au 11 septembre 2001 n'est pas basée sur une évaluation purement quantitative : « *Vous savez bien qu'on ne compte pas les morts de la même façon d'un bout à l'autre de la planète. [...] Il est de notre devoir de rappeler que le retentissement de ces meurtres n'est jamais purement naturel et spontané. Il dépend d'une machinerie complexe (historique, politique, médiatique, etc.)*²⁸⁸. »

Il faut donc chercher l'explication du retentissement de cet événement du côté symbolique de la violence. Les attentats du 11 septembre 2001 ont touché la plus grande puissance mondiale et ébranlé l'ordre mondial, en partie fondé sur la crédibilité économique, militaire et, donc, dissuasive des Etats-Unis. Cette mise à mal de la norme sécuritaire américaine – les Etats-Unis se présentent comme l'indique J. Derrida en « *gardien de l'ordre mondial* » - remet en cause tout un système signifiant au niveau des discours politiques et médiatiques. Ce « *major event* » oblige non pas à réinventer un discours sur la politique mondiale mais à réorganiser la norme prévalante du discours sur les violences terroristes et leurs corollaires habituels (terrorisme, guerre, agression externe, etc.). Le monde de l'après 11 septembre 2001 ne se comprend plus dans l'opposition Est / Ouest ou Nord / Sud mais dans celle entre partisans d'une guerre contre le terrorisme et les terroristes. Cette bipolarité est somme toute assez classique et reprend la division du monde durant la guerre froide (communiste / anti-communiste) ; la logique opératoire est ici la même : tout pays qui ne soutient pas la politique anti-terroriste des Etats-Unis est potentiellement considéré comme terroriste.

Selon J. Derrida, le 11 septembre 2001 se décompose en trois temps fondés sur une même logique : le processus auto-immunitaire. Il le définit ainsi : « *Un processus auto-immunitaire, c'est, on le sait, cet étrange comportement du vivant qui, de façon quasiment suicidaire, s'emploie à détruire « lui-même » ses propres protections, à s'immuniser contre sa « propre » immunité*²⁸⁹. » Le premier temps de ce processus est celui de « *la guerre froide dans la tête* » : les Etats-Unis sont agressés de l'intérieur (par

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 135.

²⁸⁸ Derrida J., Habermas J., *op.cit.*, p. 142.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 145.

des avions de ligne américains) sur le sol américain (inviolé depuis deux cents ans), avec une économie de moyens inédite pour un pareil résultat. J. Derrida voit dans cette violence, « *une effraction d'un type nouveau* » qui touche un Etat souverain, le seul véritable depuis la fin de la guerre froide. Il s'agit de la première auto-immunité.

Ensuite, J. Derrida propose un second point d'explication à l'« effet 11 septembre », seconde auto-immunité qui s'avère « *pire que la guerre froide* ». Le philosophe nous invite à penser l'événement traumatisant sous une chronologie non plus seulement basée sur le présent puis le passé de celui-ci, mais aussi sur « *la terreur devant l'avenir* »²⁹⁰. Chacun - hommes politiques, médias et opinion(s) publique(s) - semble avoir pris conscience au lendemain du 11 septembre que cet événement est certes terrible par son ampleur et son *modus operandi*, mais devient terrifiant parce qu'il ne pourrait être que le début du pire. Certes des événements majeurs comme Hiroshima et Nagasaki ont marqué l'opinion publique internationale, malgré des circonstances opératoires totalement différentes. Il s'agissait à l'époque de mettre un « point final » à la seconde guerre mondiale, de produire un point culminant tragique, censé rétablir l'ordre mondial. Au moment du 11 septembre 2001, il n'y a pas de guerre déclarée *a priori* ; mais Georges Bush en déclare une *a posteriori*. Le 11 septembre 2001 n'est pas une fin en soi mais le commencement d'autre chose. Les forces en opposition dans ce conflit inédit sont imprécises. Il n'y a plus d'ennemis clairement identifiables et identifiés comme durant la guerre froide : « [...] *désormais il ne peut plus y avoir d'équilibre de la terreur, il n'y a plus de duels entre deux états puissants (USA/URSS) engagés dans une théorie des jeux et capables, l'un et l'autre, de neutraliser la puissance nucléaire adverse dans une évaluation réciproque et organisée des risques respectifs* »²⁹¹. »

Cela nous mène au troisième temps de la réflexion sur le 11 septembre 2001, troisième auto-immunité : « *le cercle vicieux de la répression* ». Les systèmes de défense déployés par les nations attaquées se retournent contre eux-mêmes dans la mesure où, aussi perfectionnés et précis soient-ils, ils demeurent producteurs potentiels d'injustice et donc suscitent le désir de vengeance de la part des populations touchées par les représailles.

Ce dernier point nous conduit à citer l'exemple du conflit israélo-palestinien : cette troisième terreur auto-immune est caractéristique de la situation proche-orientale. En effet, si un attentat suicide se produit sur le territoire israélien, par exemple l'attentat à Tel-Aviv du 17 avril 2006, un processus identique se met en place. Les journaux le déclinent ainsi : première phase, l'attentat-suicide, « Pâques sanglantes en Israël – Neuf morts et une soixantaine de blessés dans un attentat-suicide à Tel-Aviv. » (*Libération*, 18/04/2006), « Israël : la surenchère du Jihad islamique. » (*Le Monde*, 19/04/2006) ; deuxième phase, les représailles de l'armée israélienne, « Après l'attentat de Tel-Aviv, Israël limite les représailles. » (*Libération*, 19/04/2006), le sous-titre du présent article note que « *Le cabinet Hamas justifie l'attaque-suicide de lundi...* », ce qui illustre la théorie auto-immunitaire. Si nous poursuivons la lecture de l'article, nous trouvons quelques

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 148.

²⁹¹ Derrida J., Habermas J., *op.cit.*, p. 150.

lignes plus loin les propos du Premier Ministre de l'époque et l'un des dirigeants du Hamas, Ismaïl Haniyeh rejetant la responsabilité sur Israël : « *La poursuite de l'occupation et des agressions sont à l'origine de ce cycle.* ». Un peu plus loin encore dans l'article, c'est au tour du ministre de l'Intérieur, Saïd Seyam ; ses dires nous permettent de vérifier la pertinence de la théorie de J. Derrida : « *Nous ne sommes pas une grande puissance capable de lutter contre les missiles et les avions de l'occupation mais notre peuple a la volonté et le droit de se défendre.* »

Le 11 septembre 2001 n'a pas créé une logique d'attentats-représailles-attentats, mais est à la source d'un discours politique de contre-violence défensive à une violence première. Autrement dit, le conflit proche-oriental réfère par certains points au traité de Karl Von Clausevitz, *De la guerre*²⁹² : « *La guerre est l'utilisation illimitée de la force brute* », ou encore « *La guerre n'est jamais un acte isolé* ». C'est d'ailleurs ce que revendique le ministre de l'Intérieur palestinien : le droit de répondre à Israël avec les moyens propres de son peuple et aussi longtemps que nécessaire.

Parallèlement aux conséquences du 11 septembre 2001 dans l'ordre mondial de la terreur, le discours de la presse semble s'être calqué sur celui des leaders politiques internationaux : d'un côté, la presse occidentale réproouve unanimement toutes les formes de terrorisme et beaucoup moins unanimement l'intervention de l'axe allié en Irak ; de l'autre, la presse arabisante - avec en première ligne, la chaîne de télévision *Al Jazira* - est beaucoup plus ambiguë dans sa ligne éditoriale, oscillant sans cesse entre la condamnation des violences terroristes et la glorification à peine voilée de ces actes.

La condamnation des terroristes est beaucoup plus générale dans la presse occidentale ; le temps, où combattre pour l'indépendance de son pays constituait un motif politique acceptable suffisant d'explication des actes du terrorisme, est révolu. Xavier Crettier, journaliste au *Monde*, résume ainsi la situation : « *Les attentats du 11 septembre 2001, ceux de Madrid deux ans plus tard et les récentes explosions à Londres ont fortement délégitimé l'usage de la violence dite terroriste à une époque où celle-ci semble être devenue - en Occident, tout au moins - l'apanage des groupes djihadistes.* », (« *IRA, ETA, FLNC*²⁹³ : l'agonie des illusions militaristes », *Le Monde*, 24/08/2005). Avant le 11 septembre 2001, les terroristes pouvaient être représentés comme des combattants ; après le 11 septembre 2001, l'opinion publique, en majorité occidentale, tend à les associer à des « barbares ». Il n'y a plus aucune revendication possible de la légitimité de l'acte terroriste par ses auteurs ; les terrorismes indépendantistes basque ou corse, sont unanimement condamnés, et parfois même dans leur propre camp. Les notions de contre-terrorisme, de violence en réponse à une autre violence, sont des termes obsolètes et inacceptables pour le monde occidental²⁹⁴. La

²⁹² (Von) Clausevitz Karl, *De la guerre*, Paris, Ivrea, 2000.

²⁹³ Le Front de Libération Nationale de la Corse (FLNC) est un mouvement politique nationaliste corse qui lutte par la violence armée pour l'indépendance de la Corse.

²⁹⁴ Nous précisons ici qu'ils le sont aussi pour une majeure partie du monde oriental, mais notre propos est centré sur l'opinion publique, les Etats et les médias occidentaux.

notion d'acte insurrectionnel a disparu, seule celle d'acte terroriste demeure. L'opinion publique, les Etats et les médias occidentaux ne font plus ou ne veulent plus faire la différence entre une violence dont le but est d'établir un nouvel ordre et une violence ayant pour fonction unique la déstabilisation de cet ordre.

En termes de représentations médiatiques, il semble donc y avoir un après « 11 septembre 2001 ». Les images tendent à primer désormais sur le discours et occupent une position dominante dans la relation de la violence terroriste, mais également dans la réalisation de l'acte terroriste. Plus encore qu'avant, le but du terrorisme est de faire réagir par l'image violente bien plus que par les chiffres. En 2002, la décapitation filmée de Daniel Pearl,²⁹⁵ envoyé spécial du *Wall Street Journal* au Pakistan, par ses ravisseurs est un exemple de cette prééminence de l'image dans l'action terroriste. Le 11 septembre 2001 est devenu pour les terroristes, pour les Etats et les médias une sorte de mètre-étalon de la violence terroriste. Tous les événements terroristes, passés ou présents, semblent désormais s'étalonner par rapport aux attentats du 11 septembre 2001.

Après le 11 septembre 2001, la presse occidentale a donc adopté une forme de consensus dans le traitement de l'information à l'égard du terrorisme. Le passage au singulier globalisant, le terrorisme, pour qualifier les attentats du 11 septembre 2001 mais aussi les attentats palestiniens, indonésiens, basques ou nord-irlandais, est révélateur du nouvel ordre établi par les médias à partir de l'opposition entre G. Bush et O. Ben Laden : d'un côté l'axe du « Bien », de l'autre celui du « Mal ».

L'amalgame fait par la presse internationale entre tous les terrorismes, assimilant le terrorisme international d'Al Quaïda et le terrorisme interne nord-irlandais ou basque, entraîne donc une surexposition des valeurs démocratiques, renforcée par une hyperbolisation du discours sécuritaire. Ainsi, les médias britanniques qui présentaient le Sinn Féin et le DUP comme des interlocuteurs légitimes, au lendemain des accords de paix en 1998, radicalisent à nouveau leur propos. Au lendemain du 11 septembre 2001, les médias anglais et irlandais durcissent leur discours au sujet des groupes paramilitaires loyalistes et républicains ; les termes de « terroristes » et « meurtriers » reviennent à la Une des journaux anglophones. La presse s'intéresse par exemple aux alliances externes des membres de l'IRA. Le journal *The Times* produit à ce sujet, un article sur des membres de l'IRA partis en Colombie former les combattants FARC²⁹⁶.

La tragédie du 11 septembre 2001 provoque « *par ricochet une dramatisation du phénomène paramilitaire en Irlande du Nord et la mise en œuvre de mesures anti-terroristes* »²⁹⁷. Les attentats du 11 septembre 2001 semblent avoir mis un coup

²⁹⁵ L'exécution de Daniel Pearl a été filmée par ses ravisseurs, puis une cassette vidéo a été transmise au consulat américain de Karachi et à une agence de presse pakistanaise.

²⁹⁶ Les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) sont un groupe paramilitaire révolutionnaire, de tendance marxiste, dont l'un des modes d'action est la prise d'otages.

²⁹⁷ Féron Elise, « La représentation du phénomène terroriste : quelques enseignements du cas nord-irlandais », *Représentations du terrorisme*, Paris, *Topiques*, p. 144.

d'arrêt à la question du terrorisme nord-irlandais. Ainsi, un article du *Times*, intitulé « *Begining of the end. The IRA statement, if implemented, can revive the process.* » (« Le commencement de la fin. La déclaration de l'IRA, si elle est mise en oeuvre, peut relancer le processus », 29/07/2005) met en avant le fait que « *La perspective d'un retour à la guerre a entièrement disparu après les atrocités du 11 septembre 2001* ²⁹⁸ ».

En Israël, les réactions d'immunité préventive contre le terrorisme se développent, qu'elles soient l'occasion d'un renforcement des mesures de sécurité à la frontière ou la radicalisation du discours médiatique et politique sur la population palestinienne et ses représentants. Ainsi est-il intéressant de constater qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 s'instaure une trêve implicite des violences terroristes au Proche-Orient pendant plusieurs semaines. Lorsque les violences au Proche-Orient reprennent, les médias parlent d'ailleurs du premier attentat palestinien après la tragédie du 11 septembre 2001, comme si un lien symbolique devait nécessairement être fait entre les deux types de terrorismes. L'impact du 11 septembre 2001 est donc hautement symbolique et conditionne les représentations médiatiques qui lui sont postérieures montrant, par ailleurs, la prépondérance du registre émotionnel sur le registre de l'analyse politique et stratégique du phénomène terroriste.

Le 11 septembre 2001 est donc une date charnière dans la représentation des conflits nord-irlandais et proche-oriental, tant sur le plan politique que médiatique. Et peut-être plus spécifiquement dans la représentation du conflit proche-oriental, car le stéréotype du « terroriste » cadre avec la figure présentée par les médias du jeune musulman palestinien, inculte, aigri par les difficultés économiques de son peuple et conduit par le ressentiment. Cette vision archétypale du terroriste est en pleine contradiction avec certaines précisions données également par les médias qui expliquent que les kamikazes sont de plus en plus fréquemment des jeunes gens instruits, et parfois même des jeunes femmes. Le terrorisme proche-oriental correspond donc d'avantage aux critères de qualification de la violence terroriste de type « al-qaïdien ²⁹⁹ » par les médias occidentaux. En Irlande du Nord, non seulement la majorité des attentats a eu lieu avant le 11 septembre 2001 mais, de surcroît, le terroriste nord-irlandais est trop proche géographiquement et culturellement des médias britanniques et français, pour offrir l'image possible d'une violence comparable à celle d'Al Quaïda. Les propos de Tony Blair rapportés dans *The Times* illustrent cet aspect : « *Tony Blair a dit que l'IRA ne pouvait pas être comparée aux terroristes d'Al-Quaïda, parce qu'il ne pensait pas que "l'IRA ait jamais voulu essayer de tuer 3000 personnes"* ³⁰⁰ » (« Adams and Mac Guinness 'have quit as IRA leaders' », « Adams et Mac Guinness "ont quitté l'IRA" », 27/07/2005). Tony Blair relie ici deux points centraux de l'activité terroriste : le but politique de l'acte et son ampleur.

L'image archétypale du jeune palestinien a été mise à mal par la tragédie du 11

²⁹⁸ « *The prospect of return to war disappeared altogether after the atrocities of September 11, 2001* ».

²⁹⁹ Par référence au mouvement terroriste islamiste fondé par Oussama Ben Laden, Al Quaïda.

³⁰⁰ « *Tony Blair said that the IRA could not be compared to Al-Qaeda terrorists because he did not think "the IRA would ever set about trying to kill 3,000 people"* ».

septembre 2001 et la multiplication des attentats palestiniens contre les civils israéliens a considérablement décrédibilisé l'action militante palestinienne. Le contrecoup du 11 septembre 2001 a eu pour conséquence de décaler la représentation occidentale du conflit, fondée sur une opposition « David contre Goliath » (de jeunes palestiniens bravant à coup de pierres les chars israéliens) pour l'intégrer dans un cadre de représentations médiatiques autres, celui du consensus international contre le terrorisme.

Les médias peinent à traduire et à analyser la complexité du conflit israélo-palestinien et le ramènent à l'opposition traditionnelle du « Bien » contre le « Mal ». Depuis le 11 septembre 2001, leur centre d'intérêt s'est déplacé de la légitimité / illégitimité des violences à la question de l'éradication du terrorisme, de la légitimité d'un territoire et de sa violation. Il n'est plus question de combattants palestiniens mais de terroristes ; le 11 septembre 2001 a eu pour effet de modifier la perception de l'opinion publique internationale à l'égard de ce conflit. Les médias semblent avoir trouvé momentanément une parade à sa complexité en mondialisant d'une part la lutte contre le terrorisme et en réduisant d'autre part l'opposition entre Palestiniens et Israéliens à une guerre de religion. Ainsi « formatée » cette guerre entre pleinement dans les cadres d'interprétation que se sont fixés une majeure partie des médias et du monde politique.

Isabelle Garcin-Marrou et Jean-François Tétu développent une autre explication à la couverture médiatique du conflit proche-oriental, qui d'ailleurs complète plus qu'elle ne contredit notre propos : « *Au fond, la principale difficulté que les médias rencontrent dans ce conflit est une sorte d'impasse narrative. [...] Il est alors plus simple de dénoncer l'effort de propagande, de part et d'autre*³⁰¹. » Le terme de propagande est central car il caractérise pleinement la lutte que se livrent par médias interposés les deux camps, au Proche-Orient mais aussi en France. La guerre médiatique « initiale » a donc évolué depuis le début de la seconde Intifada, a pris un tournant radical après le 11 septembre 2001, mettant sérieusement en question la liberté et la marge de manœuvre de la presse face au consensus mondial contre le terrorisme. Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu pour conséquence de déplacer la problématique médiatique de la légitimité / illégitimité de l'acte terroriste à celle du dire l'acte terroriste et donc par extension à celle du « représenter » l'irreprésentable

Conclusion

La réalité que recouvre le mot terrorisme est donc très fluctuante ; nous employons nous-même ce terme abondamment, mais c'est dans une acception générique et commune.

Du fait de cette fluctuation terminologique, la confrontation entre Etat et terroristes se double d'une guerre psychologique. De même, les relations entre Etat et médias en période de crise sont révélatrices de la position de l'Etat au sein de son espace public. La représentation médiatique devient dans ces situations extrêmes l'enjeu de luttes et « *d'implicites idéologiques*³⁰² » qui donnent du rôle des médias une vision

³⁰¹ Garcin-Marrou I., Tétu J.F., « Seconde Intifada et Terrorisme. Une analyse des discours de la presse française », *AFRI*, 4, 2004.

« archétypale » : soit complices des terroristes, soit agents de l'Etat ; c'est ce que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

Par ailleurs, les attentats du 11 septembre 2001 ont modifié les discours politiques et médiatiques à l'égard du terrorisme et des groupes terroristes, et ont eu des retentissements sur les représentations à l'œuvre dans les conflits nord-irlandais et israélo-palestinien.

Chapitre 4 – Médias et Etat en temps de crise

Ce chapitre envisage les rapports, souvent « tendus », qui lient les médias et l'Etat en temps de crise. Avant cela, nous souhaitons revenir sur les notions d'espace public et d'opinion publique, pour rappeler quelques enjeux propres à la société contemporaine.

Ensuite, nous nous interrogerons sur la manière dont logiques étatiques et médiatiques se répondent, tant en Israël qu'en Irlande du Nord. Nous avons spécifié, dans le chapitre précédent, la particularité des conflits étudiés ; par le terme d'Etat, nous qualifierons le gouvernement israélien et le gouvernement britannique (jusqu'en 1999) ; ensuite, il convient de rappeler que l'Ulster a désormais un gouvernement semi-autonome : l'expression Etat pour les événements mentionnés au-delà de 1999 désignera donc les deux entités. Nous écrirons donc le gouvernement britannique et le gouvernement d'Ulster, lorsque nous voudrions les distinguer. Cette précision nous semble essentielle, car il ne faut pas oublier que, même si le gouvernement nord-irlandais, détient les pouvoirs exécutif et législatif, Londres conserve ses attributions en matière de budget, de sécurité publique et de monnaie. Cela ne laisse donc pas les mains libres à l'institution nord-irlandaise en matière de répression de la violence terroriste. Notons également que cette autonomie gouvernementale est susceptible d'être levée en cas de crise aiguë, comme ce fut le cas en août 2000 et en octobre 2002 (jusqu'en 2007).

Enfin, nous envisagerons, ponctuellement, sous la dénomination de « gouvernement » l'Autorité palestinienne afin de la distinguer des factions paramilitaires auteurs des attentats et ne pas faire d'amalgame.

Ces éléments précisés, nous voulons à présent envisager les différentes attitudes de l'Etat face aux médias dans la crise en gardant à l'esprit la nouveauté de l'un d'eux dans ces relations : internet. Trois points, complémentaires à certains égards, seront ici développés : la thèse de la diffusion du discours dominant par les médias et de leur auto-responsabilisation, la thèse d'un balancement constant des médias entre dépendance et autonomie discursive, et enfin une « troisième voie » qui est celle de la pensée orthodoxe. Nous verrons de quelles manières ces théories s'appliquent ou se sont appliquées aux conflits nord-irlandais et israélo-palestinien et, surtout, quels enjeux

³⁰² Nous faisons référence à la terminologie employée par I. Garcin-Marrou dans son livre *Terrorisme, médias et démocratie*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2001, p. 92-97

stratégiques en matière de représentations symboliques et de lien social elles sous-tendent dans une société démocratique.

1 – Médias, espace public et opinion publique dans la société contemporaine

Dominique Wolton cite Jürgen Habermas pour définir l'espace public dans son ouvrage *Penser la communication* : « *la sphère intermédiaire qui s'est constituée au XVIIIème siècle entre la société civile et l'Etat* ³⁰³ ». Nous reviendrons sur l'origine de cette notion. Dominique Wolton propose de comprendre le rôle de l'espace public dans une démocratie de masse comme « *un espace symbolique où s'opposent et se répondent les discours, la plupart contradictoires, tenus par les différents acteurs politiques, sociaux, religieux, culturels, intellectuels composant une société. C'est donc avant tout un espace symbolique, qui requiert du temps pour se former, un vocabulaire et des valeurs communes, une reconnaissance mutuelle des légitimités* ³⁰⁴ ».

D. Wolton distingue trois formes d'espace dans une démocratie : l'espace commun, physique et symbolique à la fois, lieu de circulation et d'expression, il regroupe les échanges commerciaux et des « *réseaux de solidarité* » ³⁰⁵ . Ce lieu de communauté représenterait, dans notre sujet, l'Irlande du Nord, Israël et la Palestine. Le premier point de tension se situerait à cet endroit ; chacun voulant s'octroyer ce territoire.

L'espace public, que les auteurs de violence cherchent à atteindre, vient ensuite. L'espace politique est la troisième forme d'espace selon D. Wolton. La violence conflictuelle meurtrit l'espace public mais vise dans son action le politique – vu dans ce cas comme le lieu des négociations pour la paix ou celui d'un Pouvoir à conquérir. Ce troisième espace est représenté aujourd'hui également dans les sites internet des partis politiques. Il est le centre des décisions et de l'action, alors que l'espace public se comprend comme celui des discussions.

Au siècle des Lumières, l'opinion publique s'émancipe et devient l'expression des discussions produites dans l'espace public. Elle serait aujourd'hui réduite « *la plupart du temps à l'expression de sa mesure par les sondages sur les sujets les plus divers, (...) un objet ambigu, fiction juridique qui s'exprime dans une fiction statistique, et qui est tout à la fois contrepartie du pouvoir, légitimation de la domination politique, instrument de l'exercice du pouvoir et objet de manipulation* ³⁰⁶ ».

Dans cette perspective, il faut préciser les rapports qu'entretiennent les médias avec

³⁰³ Wolton Dominique, *Penser la communication*, Paris, Flammarion, 1997, p. 379.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 379.

³⁰⁵ *Ibid.*, p. 379.

³⁰⁶ Lamizet Bernard, Silem Ahmed, *Dictionnaire encyclopédique des Sciences de l'Information et de la Communication*, Paris, Ellipses, 1997, p. 421.

l'espace public et l'opinion publique. Ces précisions devraient nous permettre de construire les bases nécessaires à notre réflexion.

1-1 La mise en perspective de la notion d'espace public : la théorie habermassienne

L'ouvrage de Jürgen Habermas³⁰⁷ représente un tournant important dans la littérature consacrée à l'espace public. Son propos n'en demeure pas moins fondateur de toute la pensée moderne sur le sujet. D'après lui, *Le contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, l'exercice de la mesure de la Raison de Voltaire dans son *Discours sur l'inégalité*, comme condition *sine qua non* de l'apparition d'une société démocratique et de libre échange, composent les bases préexistant à la constitution de l'espace public.

J. Habermas situe au siècle des Lumières la naissance de cet « espace » raisonné de discussions. Il apparaît au moment où se développent les réseaux physiques de communication. La Révolution est le promoteur des Lumières et de la pensée qui s'établit progressivement autour d'une nouvelle conception des rapports entre Etat et société civile. Le décalage existant entre l'ordre politique et l'ordre social semble trouver un remède dans l'échange discursif raisonnable, concrétisé entre autres par la montée en puissance de la classe bourgeoise.

Ce sont là les prémices de l'espace public contemporain : J. Habermas suppose en son sein une discussion au cours de laquelle l'usage raisonné de la parole est de rigueur. Peu à peu l'espace public s'institutionnalise. Cette publicité constitue pour les citoyens un moyen de pression à l'encontre du pouvoir de l'Etat.

La politisation de la vie sociale, l'essor de la presse d'opinion, la lutte contre la censure et pour la liberté d'expression, entre autres, achèvent l'instauration d'une sphère publique politique. Cet espace de discussion échappe à l'emprise de l'Etat et le met éventuellement en cause par des critiques formulées au cours d'échanges d'opinion. Les enjeux idéologiques et politiques se situent à ce niveau, dans la mesure où l'Etat, dans son action répressive, peut difficilement se passer de la légitimation par la société civile publique sous peine de se retrouver confronté à une autre forme de crise, cette fois-ci civile.

A travers ces échanges se manifeste une forme de publicité, exercice critique de la Raison, dans laquelle seul le meilleur argument prévaut. Pour que ce système fonctionne, l'information doit circuler convenablement ; il doit donc y avoir publicisation de l'opinion. Et celle-ci s'effectue, parallèlement aux académies scientifiques par le biais de la presse. Elle se développe alors comme un auxiliaire de l'espace public.

La place des médias dans l'espace public et leur relation à l'Etat constitue le second point d'ancrage de notre réflexion : la publicisation de l'action de l'Etat passe par le relais médiatique, qui devient en quelque sorte la « caution objective », le tiers symbolisant du pouvoir.

1-2 L'espace public en crise

³⁰⁷ Habermas Jürgen, *L'espace public*, (1962), Paris, Paris, 1997.

Louis Quéré oppose la thèse de J. Habermas à celle de Richard Sennett concernant la notion et le processus opératoire de l'espace public : « *Le domaine public de Sennett était celui de la présentation de soi, c'est-à-dire celui des modèles historico-culturel de l'être-en-public, celui donc de l'actualisation des médiations instituées de l'intersubjectivité. Il en va tout différemment de la sphère publique d'Habermas. L'espace communicationnel que ce concept appréhende n'est plus celui de l'interaction quotidienne et de conduites ordinaires, mais celui de l'Institution*³⁰⁸. »

Cette confrontation est intéressante dans la mesure où elle juxtapose deux courants de pensée fondateurs. *The fall of public man*³⁰⁹ de R. Sennett consacre la disparition de la théâtralisation de l'espace social et l'émergence d'une société intimiste sans aucune autre médiation que celle de notre propre subjectivité. La tendance actuelle des médias à s'attacher à l'intimité de la sphère privée, et ce même dans les pages « International » de nos quotidiens, est un exemple du changement de la société, souligné par R. Sennett. De son côté, J. Habermas voit dans l'évolution technologique et économique un facteur de crise de l'identité sociale et donc de l'espace public.

Cette tendance se retrouve notamment dans certaines rubriques « Horizons » ou « Société » des quotidiens *Le Monde* et *Libération*. Ainsi, il n'est pas rare de lire des dossiers consacrés aux sphères familiales israéliennes ou palestiniennes. Les journaux nous font entrer de plain pied dans l'intime et confinent l'événement conflictuel, dans ses dimensions stratégiques et politiques à l'accessoire³¹⁰. La limite entre privé et public devient alors floue ; nous illustrerons cette altération de la frontière entre l'un et l'autre dans la représentation de l'événement conflictuel dans la troisième partie de notre recherche.

A partir du dernier quart du XIXème siècle, la frontière entre sphères publique et privée devient plus incertaine ; les intérêts économiques et l'Etat interventionniste prévalent : « *L'interventionnisme a pour origine le fait que des conflits d'intérêts se sont traduits en conflits politiques lorsqu'il n'a plus été possible de les régler sur le seul plan de la sphère privée.(...) On peut constater entre l'Etat et la société, et pour ainsi dire, « à partir de » chacun de ces deux domaines, l'apparition d'une sphère sociale repolitisée qui échappe à la distinction entre « public » et « privé*³¹¹. »

Cette notion d'indistinction entre ces deux lieux nous intéresse particulièrement dans la mesure où elle préfigure l'évolution, non seulement de l'espace social mais aussi des rapports de pouvoirs et de conflits inhérents. Selon L. Quéré, c'est là une des faiblesses

³⁰⁸ Quéré Louis, *Des miroirs équivoques*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 63.

³⁰⁹ Sennett Richard, *The fall of public man*, New-York, W. W. Norton & Company, 1992.

³¹⁰ Par « accessoire », nous ne signifions pas que le traitement politique des événements est complètement mis de côté, nous pensons simplement que le journalisme de commentaire est d'avantage réservé aux hebdomadaires et aux mensuels, comme *Le monde diplomatique*. L'actualité quotidienne s'intéresse plus au factuel, et les pages « société » gagnent du terrain sur celles de la rubrique « International ».

³¹¹ Habermas J., *op.cit.*, p. 150.

de la thèse de J. Habermas que d'envisager le procès social de détermination du tiers symbolisant sous le seul aspect du consensus libre et de l'exercice raisonné de la parole. Se jouent en son sein des tensions entre Etat, opinion publique et médias qui sont davantage de l'ordre de l'influence et du consensus induit ; nous verrons dans les paragraphes suivants comment s'exercent ces différents tiraillements dans les situations de crise.

La transformation progressive de la société au XIX^{ème} siècle et le changement de statut de la presse qui ne joue plus, aux yeux de J. Habermas, le rôle de relais d'une communication politique fondatrice, entraînent donc une crise de l'identité sociale. La presse devient un enjeu de pouvoir et de manipulation au service des logiques de l'Etat et des puissances économiques. Cette thèse, discutable sur certains points, n'en demeure pas moins fondamentale dans la mesure où elle préfigure tout un courant de pensée sur l'opinion publique et le rapport de celle-ci aux médias et à l'Etat.

Le modèle d'une presse « contrainte » que dessine J. Habermas est fort révélateur et trouve un certain écho aujourd'hui, avec des médias, internet en tête, pris dans les intérêts économiques des grands groupes : « *Mais les intérêts économiques privés liés à l'entreprise individuelle ne sont pas les seuls à gagner en importance ; car les journaux eux aussi, dans la mesure où ils prennent la forme d'une entreprise capitaliste, pénètrent dans le domaine d'intérêts extérieurs à l'entreprise, et qui cherchent à y imposer leur influence. L'histoire des grands quotidiens de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle montre que la presse elle-même devient d'autant plus manipulable qu'elle se commercialise*³¹². »

Limitier le rôle de la presse à un instrument aisément manipulable est une vision qui peut-être réductrice car elle ne rend pas compte de la complexité des relations entre les différents acteurs qui composent les sociétés démocratiques modernes.

Depuis la généralisation des moyens de communication de masse et de chaînes de télévision d'information internationale en continu comme *CNN*, *BBC World* ou *France24*, et dans le cadre de certains conflits armés, l'événement conflictuel est présenté aux yeux du monde, élargissant le cercle de représentation médiatique et de fait l'espace public de réception. Même si nous ne les incluons pas dans les moyens de communication de masse, les sites internet comme *Youtube* ou *Dailymotion*³¹³, spécialisés dans le partage de vidéos, permettent également d'accéder à une information mondiale. Cette propension à ouvrir l'espace public national à l'opinion internationale se retrouve notamment dans la médiatisation des espaces publics israélien, palestinien et dans une moindre mesure nord-irlandais. Ce phénomène, certes pas nouveau mais encore accentué avec internet, entraîne, nous avons pu le constater en France dès le début de la seconde Intifada, des transferts identitaires parfois extrêmes. Ceux-ci cristallisent une opposition politique et identitaire – le conflit israélo-palestinien – en (ré)activant dans la société française le

³¹² Habermas J., *op.cit.*, p. 193.

³¹³ La particularité de ces sites de diffuser à la fois des vidéos sur des événements à portée nationale ou internationale, mais aussi des vidéos ayant trait à l'intime et à la sphère privée. Nous pouvons ainsi voir sur *Dailymotion* les images de la guerre en Irak mais aussi celle de la fête d'anniversaire d'une personne lambda.

clivage pro-israélien / pro-palestinien et engendrent des haines communautaires, reproduisant de façon caricaturale l'image médiatique du conflit donnée par la presse hexagonale.

Revenir sur les fondements de l'espace public nous semble essentiel et nous permettra de comprendre dans quelles mesures internet peut être envisagé par beaucoup comme l'espace public à venir. En ce sens, la théorie développée par J. Habermas et les critiques émises à son sujet nous semblent constituer le « socle » de notre recherche comme en témoigne la subdivision suivante. Nous avons ici posé les jalons qui nous permettront ensuite de mieux comprendre les rapports états-médias-espace public. Ces relations doivent être d'abord considérées d'une façon générale, pour ensuite être convoquées dans le cas particulier de la violence conflictuelle.

1-3 La communication de masse et l'espace public

Au début du XX^{ème} siècle, la « masse » est devenue l'une des instances de référence des Sciences de l'Information et de la Communication. Après avoir représenté les foules, le concept de masse s'est modalisé, modernisé pour s'individualiser finalement et développer les notions de public et des publics. D. Wolton parle de société individualiste de masse « *pour rendre compte de l'originalité de la société contemporaine où cohabitent deux données structurelles (...) la valorisation de l'individu, au nom des valeurs de la philosophie libérale et de la modernité ; la valorisation du grand nombre, au nom de la lutte politique en faveur de l'égalité* ³¹⁴ ». Cette contradiction ontologique de la société moderne est révélatrice de la crise du lien social qui l'affecte et explique largement la place prépondérante que les médias, dont internet, occupent désormais au sein de l'espace public. Qui mieux qu'internet, à cet égard, peut recréer l'illusion de la communauté sociale, de la solidarité de clan, et du lien entre l'individu et la masse ?

Le concept de masse nous semble fondateur du rapport envisagé par les chercheurs entre médias et opinion publique. Cette notion est liée au départ à celle du totalitarisme, que ce soit dans l'ouvrage d'Elias Canetti, *Masse et puissance* ³¹⁵ ou celui d'Hannah Arendt, *Le système totalitaire* ³¹⁶. Le concept est par ailleurs central dans notre problématique car il trace le territoire d'action de la violence conflictuelle qui, même si elle touche à l'individu, vise une collectivité sociale et politique, et inscrit la logique médiatique dans une publicisation massive de son action.

Bien avant E. Canetti et H. Arendt, Gabriel Tarde ³¹⁷ est « *le premier à « théoriser » positivement, notamment dans L'opinion et la foule, la relation nouvelle entre la formation des « publics », le développement d'un journalisme populaire et l'apparition sur la scène politique de cette nouvelle opinion publique* ³¹⁸ ». G. Tarde formalise les différentes

³¹⁴ Wolton D., *op.cit.*, p. 386.

³¹⁵ Canetti Elias, *Masse et puissance*, Paris, Gallimard, 1986.

³¹⁶ Arendt Hannah, *Le Système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972.

³¹⁷ Tarde Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris, Collection Recherches Politiques, 1986.

manifestations de la foule, qu'il comprend comme des « *formes nouvelles d'action collective* ³¹⁹ » soumises à la suggestion ; il associe au développement des médias et à leur popularisation une certaine « nationalisation » de la pensée, et un pouvoir massificateur dans la construction de l'opinion. G. Tarde ajoute à sa thèse sur la mutation de l'espace public un aspect intéressant : à la notion de foule, il oppose celle de public qui, contrairement au premier terme, peut être pluriel ; cela rejoint l'idée, sous jacente à notre problématique, d'un espace public moderne fragmenté.

A la suite de G. Tarde, E. Canetti s'intéresse donc à la notion de foule et s'interroge sur les raisons qui font que des individus ou des groupes d'individus suivent comme une seule masse un « personnage lambda » (dictateur ou pas). Il prend donc pour postulat de départ, le principe de la foule et désigne par masse « une foule qui dure » ; autrement dit, quand une foule persiste, elle remplace le modèle de communauté sociale lui préexistant. La masse jouit d'une certaine impunité par rapport à la foule, dans la mesure où elle représente la puissance du nombre et l'invulnérabilité signifiée par un leader.

H. Arendt poursuit la réflexion entamée par E. Canetti et débute son propos à l'endroit où ce dernier l'achève : celui de l'équivalence absolue entre un chef et la masse de la communauté qu'il représente. Pour elle, la masse est la condition première de la réalisation du totalitarisme. Dans un régime totalitaire, la fiction prédomine sur toute réalité ; de ce fait, il n'y a jamais d'information mais uniquement de la propagande. La violence – bureaucratique notamment - est une des stratégies pour éliminer toute contestation idéologique, toute individualité.

Ces différents points de vue sur la notion de masse sont essentiels, car la masse est vue comme une menace à l'ordre démocratique, associée systématiquement à la propagande et à la manipulation des individus. De la notion de masse manipulable à celle de médias manipulateurs, il y a un pas que certains franchissent. C'est le cas théories propagandistes des médias, parmi lesquelles on dénombre les « *penseurs de la Contre-Révolution* ³²⁰ » qui dénoncent la complicité médias-terroristes. Nous reviendrons ultérieurement sur ce courant de pensée.

Poursuivant le travail de l'École de Francfort, notamment sur la culture de masse, J. Habermas construit son argumentation autour de l'antagonisme de deux concepts : celui d'espace public et celui de masse. Certains de ses détracteurs lui reprochent d'ailleurs sa position élitiste et la façon dont « *il reprend à son compte, de manière non critique, le postulat du paradigme de la persuasion clandestine selon lequel le public est malléable parce qu'atomisé et passif. (...) Pour certains de ces critiques, le problème ne réside pas dans le changement de structure de la sphère publique mais dans le refus des intellectuels d'utiliser les possibilités des communications de masse modernes pour engager le débat avec un large public* ³²¹ ». Selon J. Habermas, le rôle principal dans la transformation de l'espace public est donc joué par le concept de masse, et l'évolution

³¹⁸ Champagne Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, Edition de Minuit, 1994, p. 65.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 66.

³²⁰ Schlesinger Philip, *Media, State and Nation*, Londres, Sage, 1991 : « *The Thinkers of Counter-Ensurgency* ».

d'une presse d'opinion libre en une presse marchande bridée par le profit.

La notion de masse côtoie donc ici celle d'espace public. Depuis les premiers théoriciens sur la masse, la notion de lien social, les représentations et les revendications sociétales ont changé ; la société a évolué vers l'individualisme, l'intimisme et le droit à la différence. La notion de masse comme caractéristique principale de la population est aujourd'hui obsolète ; l'espace social n'est plus une masse indistincte mais l'agrégat de communautés, différenciées par leurs attentes et leurs appartenances symboliques. La caractérisation de « société de masse individualiste » semble aujourd'hui plus fidèle à la réalité, et se retrouve largement dans un paysage télévisuel atomisé par une pluralité d'identités culturelles et sociales reconverties en identités médiatiques. Ce premier phénomène est relayé par un second qui reproduit plus ou moins imparfaitement ces communautés sur internet ; puis par un troisième, qui est constitué par la généralisation des blogs sur le média électronique, figure moderne de la présentification de soi et de l'égotisme.

Une question se pose alors : si la masse s'est désagrégée, qu'en est-il de son corollaire, l'espace public ? Au milieu des années quarante, débute avec Théodor. Adorno et Max Horkheimer la réflexion sur les industries culturelles. Les chercheurs de l'Ecole de Francfort, émigrés aux USA, s'interrogent sur le phénomène des médias et la standardisation de leur diffusion. L'efficacité de la propagande dans les pays totalitaires intrigue au lendemain de la seconde guerre mondiale. Des recherches s'engagent alors, non seulement des recherches sur les effets des médias de masse au sein de la société civile, mais aussi sur la généralisation des « pratiques propagandistes », de la publicité et de la standardisation de l'accès à la culture. La communication de masse est alors réduite à une instrumentalisation des individus par les médias de masse (cinéma, radio, presse).

Autour des notions de masse et d'industries culturelles se développe donc une vaste épistémologie, aux Etats-Unis et en Europe. Le propos n'est pas ici de revenir sur l'histoire de ces courants, mais plutôt de souligner qu'ils préfiguraient une réflexion nouvelle sur les médias de masse. P. Beaud dans son ouvrage, *La société de connivence*, en livre d'ailleurs une analyse très complète. La question des effets des médias, de leur rôle sociologique, s'estompe dans les années 70. Ce qui importe dans le cas présent, c'est de souligner le fait qu'avec le terme de médias de masse naît la polémique qui perdure sur leurs effets « manipulateurs ou non ». Ces questionnements semblent revenir à l'ordre du jour avec internet : le caractère parfois ambivalent et pervers des messages qu'il délivre, l'opacité des sources d'information sur internet, contribuent à produire sur le récepteur et l'émetteur en ligne l'impression d'un média manipulateur. Nous faisons ici référence à certaines études sur la propagation de la rumeur à l'ère des NTIC et notamment au travail de Pascal Froissart³²².

³²¹ Quéré L., *op.cit.*, p. 74.

³²² Pascal Froissart est maître de conférences, chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication ; il a proposé une sociologie de la rumeur et s'est notamment intéressé à son existence sur internet dans un article intitulé « La rumeur sur Internet. Petite histoire des références », Conférence Internationale Francophone en Sciences de l'Information et de la Communication, 28 juin au 2 juillet 2003, Université de Bucarest.

L'étude des médias de masse reste importante, mais la problématique se déplace notamment avec les Cultural Studies qui, non seulement s'intéressent aux conditions de production des messages médiatiques, mais surtout à leur réception. Le récepteur devient actif, puis co-constructeur du message ; il n'est plus un simple spectateur de son « endoctrinement ». Apte à une attitude critique, l'individu participe à la production du sens dans le cadre d'« *une négociation sémantique avec l'émetteur*³²³ ».

Dans quelle mesure la figure d'un récepteur moderne, quasi-omnipotent et omniscient - du fait des nouvelles technologies - ne constitue pas une gageure techniciste faisant du sujet (le récepteur) l'objet inconscient de sa représentation ? Autrement dit, en voulant se démarquer avec internet de la médiation classique de la presse, le récepteur – émetteur serait incapable de produire autre chose qu'un discours sur lui-même et non plus sur l'événement.

Nous pensons comme Daniel Dayan et Serge Proulx que produire « *la thèse d'un récepteur universellement capable de tenir en échec l'idéologie véhiculée par les médias est tout aussi mythologique (...) que son antithèse traditionnelle, le récepteur spongieux et abruti* »³²⁴. Les médias exercent incontestablement une certaine influence sur un certain public, à un moment donné, dans un contexte précis. A nous de comprendre comment ce phénomène se réalise dans les conflits nord-irlandais et israélo-palestinien, et en quoi l'utilisation d'internet peut modifier les attitudes des différents acteurs : Etat, auteurs de violence, acteurs politiques, espace public et presse quotidienne.

Les médias de masse produisent indubitablement une uniformisation du public et de ses réactions, et tendent au « consensus dominant ». Par là, nous entendons, comme Elisabeth Noëlle-Neumann dans son article « La spirale du silence »³²⁵ que les médias confèrent de la légitimité aux personnes et aux événements montrés sur la scène publique : ceux qui n'y apparaissent pas sont rangés dans la catégorie des « minorités silencieuses ». L'individu tend à la conformité, à se fondre dans la masse ; à cause de cela, il va s'exprimer, agir, réagir dans le sens de son intégration et de son assimilation dans son groupe d'appartenance sociale, et plus largement dans la société. De fait, les médias jouent un rôle intégrateur (ou excluant) essentiel dans la société contemporaine dans la mesure où ils sont le miroir grossissant des actions singulières.

E. Noëlle-Neumann s'intéresse donc à l'influence des médias sur les individus, sur la masse (la majorité parlante) et sur la façon dont les opinions individuelles vont se standardiser. En ce sens, la théorie de « la spirale du silence » est une continuation de la réflexion de l'Ecole de Francfort sur les conséquences des industries culturelles et des mass-médias au sein de la société contemporaine.

Le concept de spirale du silence paraît essentiel à notre recherche dans la mesure où ce schéma peut livrer l'une des clefs de la lutte d'influence que se livrent les entités belligérantes pour la maîtrise du discours médiatique. Néanmoins, la théorie d'E.

³²³ Derville Grégory, *Le pouvoir des médias*, Presses Universitaire de Grenoble, Grenoble, 1997, p.89.

³²⁴ Dayan Daniel, Proulx Serge, « Les théories de la réception », *Les dossiers de l'audiovisuel*, N°51, 1993, p. 12.

³²⁵ Noëlle-Neumann Elisabeth, « La spirale du silence », *Hermès*, 4, 1991, p. 181-187.

Noëlle-Neumann peut prêter à discussion du fait de la spécificité de l'espace public actuel - parcellaire et communautaire, qui n'est donc pas une masse monolithique. Elle nous semble aujourd'hui fragilisée pour deux raisons :

- s'il est vrai que la télévision a quelque peu inhibé les velléités d'expression marginale par rapport au consensus dominant – même si certaines émissions de télévision se prêtent volontiers à l'exhibition de la marginalité, il y a toujours le filtre du « politiquement correct et de l'audimat ». Néanmoins, depuis le développement du réseau télévisé câblé, nous avons assisté à la naissance d'une multitude de chaînes de télévision communautaires³²⁶, parfois non-consensuelles.

- ensuite, cette spirale du silence pourrait être remise en cause par la généralisation d'internet et la multiplication des forums de discussions et des sites communautaires. L'information livrée y est « brute » ; la censure s'exerce surtout avant la diffusion du message, par la fermeture des hébergeurs des sites visés. Faute de produire un nouvel espace public, Internet pourrait donc remettre en cause la validité de certaines théories sur la diffusion du discours dominant.

Nous avons précisé dans cette subdivision la notion de communication de masse en lien avec l'espace public ; il nous appartient maintenant de définir les rapports entre opinion publique et médias.

1-4 Un débat complexe : les médias sont-ils les représentants de l'opinion publique ?

Nous avons signalé que la notion d'opinion publique est sujette à débats. Son existence même est difficile à établir tant elle semble abstraite et volatile. Si celle-ci est bien la traduction d'un consensus, celui-ci est-il bien réel ?

P. Champagne dans son ouvrage *Faire l'opinion*, qualifie l'opinion publique d'artefact et oppose à la tentative illusoire de « cadrage sémantique » de cette notion contemporaine, la réalité « effective » d'une opinion éclairée au XVIIIème siècle : « (...) il reste que la seule opinion publique réellement existante par le passé, c'est-à-dire celle qui a exercé des effets politiques, n'est pas celle-ci mais seulement « l'opinion éclairée » qui s'exprimait par écrit et l'opinion bruyante des groupes qui cherchaient à se faire entendre en manifestant publiquement³²⁷. »

P. Champagne montre comment l'institutionnalisation progressive de l'opinion publique a conduit à une évolution du champ politique en contribuant, notamment, à l'émergence de nouveaux acteurs. Selon lui, la publicisation de l'opinion publique est devenue, aujourd'hui plus encore qu'hier, une nécessité républicaine. Elle confère aux médias, outre un rôle de leaders d'opinion, un « vernis démocratique » qu'ils avaient quelque peu perdu après la seconde guerre mondiale. Les médias légitiment, en se faisant le porte-voix du « peuple », leur action au sein de la société et se garantissent ainsi une certaine « marge de manœuvre » vis-à-vis de l'Etat. En aval de la pensée

³²⁶ Par exemple, la Télévision Française Juive (TFJ) est une chaîne confessionnelle israélienne française.

³²⁷ Champagne P., *op.cit.*, p.71.

habermassienne, P. Champagne précise les contours de l'opinion publique contemporaine, fabriquée par « *les journalistes (qui) vont, par profession, devenir des leaders d'opinion influents* ³²⁸ », croyant toutes en l'existence d'une opinion publique.

P. Champagne parle de l'opinion publique comme « d'une illusion bien fondée » que les sondages d'opinion tendraient à entretenir, là où J. Habermas accorde une importance redoutable à l'hégémonie perturbatrice des médias sur l'espace public. Selon nous, il convient de dépasser cette vision pour le moins restrictive de l'opinion publique qui serait aujourd'hui devenue un avatar médiatique. L'opinion publique dont parle P. Champagne s'inspire largement des réflexions de Pierre Bourdieu. Il y a néanmoins une différence notable : si P. Bourdieu ³²⁹ écrit que « *l'opinion publique n'existe pas* », P. Champagne en revanche lui reconnaît une existence sociale mais artificielle. Cette réalité artefactuelle trouve, selon lui, sa légitimité dans l'apparition de nouveaux acteurs dans le champ politique et de nouveaux instruments de publicisation de l'opinion publique. L'évolution tant idéologique que sociale de la notion d'opinion publique a conduit à la mise en place progressive d'un champ social hybride que P. Champagne nomme le champ « politico-journalistique ». En son sein, les rapports de domination se déplacent et le pouvoir avec eux.

Néanmoins, et c'est un des reproches que l'on peut faire à P. Champagne, *Faire l'opinion* n'envisage la notion d'opinion publique que dans sa forme sociale et dans son rapport à un collectif « artificiellement construit ». L'individu y est totalement absent, en tout cas comme sujet autonome. Enfin, P. Champagne donne une vision unilatérale de l'opinion publique contemporaine, se basant donc sur le seul point de vue du collectif.

Nous souhaitons mettre en balance cette théorie avec une approche de l'opinion publique qui nous semble mieux rendre compte de sa multiplicité. Dans *Le peuple introuvable*, Pierre Rosanvallon reconnaît une triple cause à la crise de l'équilibre démocratique, corollaire d'un déficit de représentations et d'identités :

la sacralisation de l'opinion publique comme nouvelle figure collective de positivité,
l'exaltation populiste de l'unité du peuple-nation,
la construction médiatique d'une communication d'émotion.

P. Rosanvallon indique que deux formes d'opinion publique coexistent : l'une politique, l'autre sociale. Il qualifie l'opinion publique de « *véhicule d'une sorte de démocratie sauvage* ³³⁰ », et emprunte à Hegel sa formule : « *L'opinion publique est la façon inorganique dont un peuple fait savoir ce qu'il veut et ce qu'il pense* ³³¹ . »

L'opinion publique politique est, selon lui, toujours pertinente et exprime une certaine souveraineté du peuple, mettant en œuvre « *une sorte de représentation continue de*

³²⁸ *Ibid.*, p. 73.

³²⁹ Bourdieu Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, 318, Janvier 1973, p. 1292-1309.

³³⁰ Rosanvallon Pierre, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998, p. 341.

³³¹ Hegel Georg, *Principes de philosophie du droit*, Paris, Vrin, 1978, N°1, p. 318, cité par P. Rosanvallon, *op.cit.*, p. 341.

*démocratie permanente*³³² ». Parallèlement à cela, il reconnaît aussi l'existence d'une opinion publique de forme « sociale ». Il explique son hégémonie par sa capacité à refigurer le social, participant d'une démarche identitaire : il s'agirait de corriger le « déséquilibre démocratique » d'une société en mal de représentations et d'identités politiques, en pleine « désidéologisation ». Cette déconnexion entre la société et la politique trouverait, entre autres, dans les sondages d'opinion et l'émergence d'une opinion publique sociale incarnée, un remède en proposant un peuple - opinion.

C'est pourquoi, il n'y a rien de surprenant à trouver des sondages dans la presse française de type « Que pensez-vous du conflit au Proche-Orient ? » Ce modèle de consultation de l'opinion publique s'est d'ailleurs généralisé dans beaucoup de pays : l'Irlande du Nord et Israël n'en sont pas exempts. Ainsi, suite au conflit opposant le Liban à Israël en 2006, un sondage publié par le quotidien Yediot Aharonot montre que seuls 2 % des Israéliens jugent Ehud Olmert, premier ministre actuel, encore crédible. Une autre étude réalisée par la chaîne privée de télévision « 10 » indique que 72 % des personnes interrogées estiment qu'il doit quitter ses fonctions. Dans un autre registre, le 5 septembre 2003, une étude menée par les habitants des colonies israéliennes montrait que - 90% des colons ne violeraient pas la loi en réaction à une décision de retrait, 83% des colons accepteraient de quitter la Cisjordanie et la Bande de Gaza en échange de compensations, 29% des colons aimeraient déjà quitter leur domicile. Ces différentes études tendent à montrer qu'une opinion publique incarnée par les sondages vaut l'opinion des suffrages aux yeux des médias et de la société civile elle-même, et la supplante même en tant de crise puisque dans le cadre du sondage au sujet des colonies israéliennes, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont réalisé cette enquête. Il y a là une sorte de surreprésentation de l'opinion publique qui, non satisfaite d'être représentée une première fois dans la presse, organise un sondage qui vaut référendum et, dans le cas de la loi votée par la Knesset sur l'évacuation des colonies, surlégitime l'action de l'Etat par une sorte de redondance du vote parlementaire (qui vaut ici confirmation de la « bonne » décision gouvernementale).

Cette consultation du public vise donc à légitimer (ou pas) l'action de l'Etat par la manifestation explicite de l'approbation de l'opinion publique. Reste à savoir si ce moyen est efficace : il semblerait que non car « *si l'opinion publique est une forme politique indispensable à la vie de la démocratie, elle met au contraire en péril cette dernière quand elle s'affirme comme une forme sociale. Avec elle, en effet, renaît de manière ambiguë la tentation d'une démocratie essentialiste* »³³³. Néanmoins, cette opinion publique sociale semble retrouver sa forme politique lorsqu'elle juge illégitime l'action de l'Etat : c'est ainsi que les manifestations pour la paix au Proche-Orient fleurissent au plus fort de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, et dans un passé plus lointain, se multipliaient les actions de sympathie à l'égard des grévistes de la faim catholiques en pleine « propagande noire » au Royaume-Uni³³⁴. Cette opinion publique-là est proche de celle qui intervient dans l'espace public habermassien pour critiquer la politique de l'Etat.

³³² Rosanvallon P., *op.cit.*, p. 329.

³³³ Rosanvallon P., *op.cit.*, p.344.

1-5 Internet peut-il être un média supplémentaire dans l'expression de l'opinion publique ?

Si nous confrontons plusieurs éléments constitutifs des médias classiques comme acteurs du consensus social et internet, nous constatons que le média électronique ne peut être structurellement assimilé aux autres médias. Tout d'abord, l'audience d'internet n'a rien de comparable à celle par exemple du média audiovisuel. Si nous comparons les audiences des journaux télévisés nationaux du soir (*France 2, France 3 et TF1*³³⁵), qui comptent quotidiennement plus de 10 millions de téléspectateurs, et que nous leur opposons le chiffre de 10000 visiteurs uniques en moyenne par jour pour les sites des grands partis politiques au plus fort de la campagne présidentielle française 2007, nous ne pouvons que constater la différence d'échelle entre les deux médias. Nous posons là un argument quantitatif et non qualitatif sur « l'impact » des deux médias. Partant de là, il s'agit de savoir si, qualitativement, internet peut produire et diffuser des discours susceptibles de représenter le consensus de la société civile. La multitude des forums de discussion sur le web pourrait nous permettre de répondre positivement à cette question dans un premier temps, mais un élément contradictoire vient infirmer cette première réponse : pour agir comme agent de production du consensus, internet doit impérativement être considéré par ces utilisateurs – émetteur ou récepteur des discours – comme un média au même titre que la presse écrite et audiovisuelle. A l'heure actuelle, Internet ne pourrait produire autre chose que des cadres interprétatifs euphémisés ou hypertrophiés par rapport à des schémas de représentation premiers produit par les discours médiatiques et politiques, et les groupes d'appartenance collective.

Pour ces différentes raisons, internet ne semble pas jouer pour l'instant un rôle déterminant dans la constitution de l'opinion publique. En revanche, il constitue le lieu de micros espaces publics parallèles ; nous les qualifions à dessein « d'espace public » car ils donnent l'apparence d'être le lieu de discussions raisonnées, notamment dans les forums. Mais, nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, ces forums sont peu utilisés par l'action militante, car potentiellement créateurs de désordre. Le nœud du problème est là : internet est un instrument technologique, qui optimise la circulation de l'information ; il lui est demandé, comme à n'importe quel outil, d'être efficace et donc performant. De ce fait, il est moins perçu par le public comme susceptible de produire de l'idéologie. Ce rôle est traditionnellement dévolu aux médias (écrit et audiovisuel) qui sont majoritairement considérés comme le lieu de représentations soit des discours dominants, soit des discours dissidents.

Internet est à la fois un outil de transmission de données et le support potentiel

³³⁴ Nous faisons ici référence à l'épisode des grévistes de la faim survenu en 1981 dans la prison de Long Kesh : dix hommes sont morts entre le mois de mai et le mois d'août. L'opinion publique internationale a été bouleversée par ces morts et a jeté l'opprobre sur le gouvernement de Madame Thatcher.

³³⁵ Ces chiffres sont issus de l'étude médiamétrie *Médiamat hebdo* pour la semaine du 9 au 15 avril 2007, l'audience du journal de 20 heures de *TF1* est de 6 186 170 téléspectateurs et celle du 20 heures de *France 2* de 2 355 000 téléspectateurs, et celle enfin du journal national de *France3* (à 19h30) est de 1 997 110 téléspectateurs.

d'idéologies et de discours. Il héberge, entre autres, des sites personnels militants et des sites de partis politiques ; ces sites constituent un nouveau moyen de diffusion de l'information, de production et de publicisation des opinions.

Les discours sur Internet se placent soit dans la continuité soit en marge des discours dominants. Internet autorise une autonomie et une libération de la parole inédite, cependant il ne s'agit pas vraiment d'une parole médiatique. En effet, il n'y a pas de réelle médiation dans la mesure où très souvent, les discours diffusés sur internet sont un collectif de discours individuels et non une unité de discours collectif. Internet, c'est une parole individuée dans un collectif d'appartenances socio-symboliques. Prenons l'exemple des élections présidentielles de 2007 : des centaines de sites se sont développés autour de la campagne présidentielle. On distingue trois catégories : ce sont tout d'abord des sites qui traitent quantitativement et qualitativement de la campagne présidentielle et proposent des discours critiques raisonnés - par les chiffres notamment, ensuite des sites humoristiques et satiriques, en décalage avec les discours politiques et médiatiques, et enfin des sites des partisans des candidats, de type blog ³³⁶. Une multitude de lieux d'expressions existent donc sur internet au moment de la campagne électorale. Certains chercheurs, dont Thierry Vedel ³³⁷, se sont intéressés à ces productions électroniques, à la façon dont elles sont consommées et à leurs consommateurs. Il s'avère que les sites internet ne constituent pas le premier lieu de l'information politique pour le public. Le média audiovisuel et la presse écrite seraient les sources premières d'information des citoyens et internet serait davantage utilisé comme un complément à cette information première. Internet ne semble donc pas constituer techniquement et idéologiquement le lieu privilégié de construction des opinions. La place d'internet comme lieu de débat d'idées semble être encore marginale dans l'espace public.

Enfin, contrairement aux autres médias, internet n'est pas au service d'un consensus fabriqué ni discuté ; il s'agirait plutôt d'une forme hybride au sein de laquelle les individus auraient l'impression de participer à une discussion raisonnée. Les schèmes interprétatifs en ligne reproduiraient largement les oppositions idéologiques, les positions sociales et politiques dans la vie non connectée. C'est la croyance en l'existence d'une opinion publique « en ligne », nouvelle, originale et marginale, qu'il nous semble important de souligner ici. Selon nous, celle-ci est à rapprocher de l'opinion publique telle qu'elle est définie par P. Champagne : « (elle est) *un référent imaginaire, idéal et utopique qui sert*

³³⁶ « Un blog ou blogue (*aphérèse de web log*) est un *site Web* constitué par la réunion d'un ensemble de billets triés par ordre chronologique. Chaque billet (appelé aussi note ou article) est, à l'image d'un journal de bord ou d'un journal intime, un ajout au blog ; le blogueur (tenant du blog) y porte un texte, souvent enrichi d' *hyperliens* et d'éléments multimédias et sur lequel chaque lecteur peut généralement apporter des commentaires. », [ref. du 09/05/2007], disponible sur : <http://www.wikipédia.fr>.

³³⁷ Thierry Vedel est chercheur au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Science Po). Sa recherche se divise en trois thèmes principaux : les mutations de la communication politique dans les pays industrialisés, la relation entre internet et le politique, la régulation des médias dans la mondialisation. Il vient de publier *Comment devient-on président de la République* (éditions R. Laffont, Paris, 2007), ouvrage qui s'intéresse notamment aux changements amenés par internet dans les campagnes électorales. T. Vedel possède également un blog <http://vedel.blogspot.com>, dont le sous-titre reprend les grands thèmes de sa recherche : « Fragments d'un discours paresseux sur la politique, la communication et les technologies dans les sociétés modernes ».

*essentiellement de principe légitimateur des discours et des actions journalistiques*³³⁸ ». Cette croyance en une nouvelle opinion publique « en ligne » serait donc en partie motivée par des intérêts médiatiques. N'a-t-on pas vu naître pendant la campagne présidentielle française de 2007 des tentatives pour renouveler les formes de la discussion publique? Nous faisons référence à l'initiative du quotidien *Libération* qui, durant cette période, a initié une opération pendant laquelle des « Libénautes³³⁹ » posaient des questions en ligne sur différentes thématiques (environnement, sécurité, logement) à des invités politiques. Les réponses à ces questions étant publiées ensuite dans le quotidien. Par cette initiative, *Libération* a voulu initié une nouvelle forme de débat public ; néanmoins, celle-ci est restée très contrainte par des logiques éditoriales, dans la mesure où les hommes politiques ont certes répondu à des questions posées par les Libénautes, mais ces questions avaient été au préalable sélectionnées par la rédaction du journal. Dans le cas présent, la croyance en une nouvelle opinion publique sur internet, nous semble davantage participer d'une illusion médiatique que d'une réalité affirmée.

Nous pouvons évoquer là un phénomène original, une sorte de nouvelle spirale du silence, qui est celle de la connectivité d'un site avec des problématiques majeures communes (être visible et vu dans le cyberspace). Internet serait un passeur d'opinions, alors que les médias classiques sont de potentiels créateurs de l'opinion publique. Tandis que la symbolique sociale portée par les médias est normée par des cadres interprétatifs dominants, les discours portés par internet, ceux des partis politiques ou ceux des militants, ne sont pas compris comme étant normatifs, dans le sens où ils ne sont pas contraints par des logiques consensuelles et économiques. Nous ne pouvons cependant pas comparer les discours à l'œuvre dans les sites des partis politiques à ceux des organismes militants dans la mesure où les premiers ont souvent acquis une légitimité (celle des suffrages) dans l'espace public. Donc, même si certains de ces sites, comme celui du DUP se distinguent clairement par des discours altéricides parfois forts, leur ligne éditoriale est plus ou moins intriquée dans des stratégies politiques classiques.

Internet est, par excellence, le lieu de représentation des symboliques dissidentes, dans la mesure où les sites internet militants sont souvent le fait d'individus ou d'organisations dont le discours est libre de toutes contraintes sociales, économiques et politiques. A l'inverse, les médias classiques, comme créateurs et gardiens du lien social, ne peuvent produire durablement des discours de dissensus dans les situations de crise sous peine de se voir marginaliser par le pouvoir et par l'opinion publique. En dépit de cela, par leur nature et par leur capacité technique à promouvoir un discours dissident, les sites internet constituent une échappatoire idéologique pour des acteurs embarrassés par le poids des logiques politiques, économiques et sociales.

Par ailleurs, lorsque nous nous interrogeons sur la capacité d'internet à être un élément dans la création ou le relais de l'opinion publique, nous devons nous arrêter sur la question des sources. En effet, alors que le travail journalistique dans la presse audiovisuelle et écrite est largement construit par rapport au monopole des sources

³³⁸ Champagne P., *op.cit.*, p.42.

³³⁹ Cette expression est employée par *Libération* pour qualifier les internautes qui se connectent sur son site internet.

d'information, et sur leur accessibilité aux discours politiques (sauf s'ils sont à l'origine de la source) et à la société civile, internet remet en cause l'organisation journalistique classique : le rapport du journaliste aux sources d'information est bouleversé ³⁴⁰, puisqu'elles sont désormais accessibles à tout le monde sur le média électronique. Sur internet, les sources se multiplient, se renvoient les unes aux autres, ce qui a pour conséquence de rendre floue et faillible l'origine de l'information. Cette polyphonie a déjà fortement modifié le travail journalistique. Le questionnement de la presse écrite, au moment de la campagne présidentielle française de 2007, sur son devenir face aux « *journalistes amateurs* ³⁴¹ » présents sur internet, est révélateur de cette mutation du statut de l'information en général, et de la nature de l'information journalistique en particulier.

Face à ces changements structurels, pouvons-nous penser le rapport d'internet à l'opinion publique de la même manière que celui qui lie l'opinion publique aux médias classiques ? En d'autres termes, internet permet-il potentiellement la construction de l'opinion publique ? Nous ne le croyons pas, dans la mesure où, sur internet, nous n'avons pas toujours affaire à un énonciateur clairement identifiable et situé ³⁴² mais à une multiplicité d'émetteurs – récepteurs, issus non pas d'un espace public unique mais d'espaces publics différents aux idéologies contrastées. Marc Lits constate dans l'article « Espace public et opinion » que, contrairement à la presse, où « *l'énonciation journalistique était fondée sur le rapport d'un émetteur, détenteur d'informations, à un récepteur ignorant ces éléments. La communication multimédiatique rompt ce modèle, puisqu'au monopole du savoir transmis, elle substitue une élaboration commune de ce savoir* ³⁴³ ». Même si M. Lits étudie la mutation de la communication journalistique suite au développement de l'hypertextualité, il nous semble que nous pouvons appliquer les observations qu'il fait à la question plus générale des stratégies discursives et de l'énonciation sur internet. Émetteurs et récepteurs se confondent donc sur le média électronique dans la mesure où l'instance énonciative n'est plus seulement singulière mais devient parfois collective. M. Lits parle de « *polyphonies énonciatives* ». Celles-ci conditionnent non seulement la production de l'information sur internet, mais questionnent également la nature des échanges sur internet, dans les forums de discussion. L'auteur évoque la « *perte identitaire* » consécutive aux « *renvois permanents d'une source à l'autre qui rendent rapidement impossible l'identification de la source émettrice* ³⁴⁴ » ; le

³⁴⁰ La question des sources d'information est notamment évoquée par Marc Lits dans l'article, « Espace public et opinion : de la presse écrite à internet. », appartenant au dossier web *La fabrique de l'opinion publique*, paru le 16/10/2006, disponible sur : http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_dossier_web=20&id_article=2450, [ref. du 04/05/2007].

³⁴¹ Nous faisons références à un article de La Croix qui s'interroge sur l'évolution du journalisme et constate que « *les journalistes professionnels ont perdu le monopole de la transmission de l'information au profit des journalistes amateurs* » (07/05/2007).

³⁴² Lits M., *op.cit.*

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*

débat contradictoire, élément essentiel des discussions raisonnées de l'espace public habermassien, n'est plus possible du fait de l'imprécision et de la perte d'identité des instances

Pas de nouvel espace public démocratique sur internet *a priori*. Il s'agirait plutôt, comme le montre les sites des partis politiques composant notre corpus, d'un lieu nouveau de représentation de l'espace public et de l'opinion publique existant hors-ligne. Le dispositif internet crée potentiellement de nouvelles formes discursives, provoque des modulations de la parole non-connectée, invente de nouvelles énonciations ; mais il ne nous semble pas produire un nouvel espace public, il recrée plutôt virtuellement l'espace public présent hors-ligne.

La polyphonie des discours produits dans ce média nous engage plutôt à penser internet comme le dépositaire de micro-opinions et de micro-idéologies à l'existence incertaine car instable : à cet égard, de nombreuses adresses URL de sites ne sont plus valides après plusieurs mois ou années. C'est le cas par exemple du site du Fatah qui après avoir été consultable entre 2001 et 2006, puis consultable à nouveau entre 2006 et 2007, est une nouvelle fois hors-service.

Ces mises en perspective des notions d'espace public et d'opinion publique sont essentielles dans la mesure où elles constituent les fondements de l'analyse sur les communications de masse, leurs représentations et leurs effets sur un collectif ; elles concernent donc directement notre problématique.

Nous allons à présent nous intéresser au rapport entre médias et Etat dans les situations de crise armée.

2–Médias et Etat en temps de crise : les médias producteurs d'un discours dominant

Dans les moments extrêmes de crise, l'Etat est dans une logique d'action-réaction, mobilisée par des intérêts convergents – dont le point central est la prise ou la conservation du pouvoir (politique et/ou symbolique), et divergents tout à la fois. L'Etat est contraint de préserver l'ordre public ébranlé par la crise armée, et prend des dispositions visant à produire une contre-violence réparatrice. Ces dispositions sont parfois en porte-à-faux avec la liberté de la presse. Face à cela, les médias tiennent des positions qui divergent en fonction de la nature, de l'intensité et de la durée des violences, de sa relation à l'Etat et de sa position dans l'espace public.

La première des thèses développée par L. Quéré, dans son ouvrage *Des miroirs équivoques*, met en avant l'incapacité ontologique des médias à produire autre chose que le discours dominant, autrement dit celui du pouvoir. Plus circonspect dans ses affirmations, P. Beaud envisage l'essence d'une société de communication où le médiacentrisme a orienté la réflexion uniquement sur les effets des médias sur l'opinion publique et donc sur les rapports de domination. Pour les deux auteurs, les médias produisent des représentations symboliques, et l'essentiel de leur fonction est de redéfinir sans cesse les rapports sociaux, dans des processus de connivence et de consensus avec le pouvoir : « *ce qui est en jeu, c'est l'établissement de relais grâce auxquels l'Etat,*

*le pouvoir politique, l'administration sondent la demande sociale et négocient le consensus*³⁴⁵. »

Les médias relaieraient donc une symbolique sociale cadrée par des discours dominants, déterminant ainsi les « *catégories du dicible et l'indicible, du légitime et de l'illégitime* »³⁴⁶. Comment se construit la normativité discursive, et comment s'applique-t-elle aux conflits étudiés ? Pour y répondre, nous développerons la théorie du *Leviathan Démocratique (the Democratic Leviathan)* de John Keane, envisageant entre autres la gestion des médias par l'Etat.

2-1 Médias et démocratie : quelle liberté pour les médias ? Une société inféodée par des logiques étatiques.

Dans son ouvrage *Media and Democracy*, J. Keane remet en question l'idée que société libérale et liberté de communication, donc par extension liberté de la presse, sont intrinsèquement liées ; il s'agirait là d'une contradiction symptomatique des partisans du libre échange. Selon lui, le marché libéral n'abolit pas les frontières de la communication mais au contraire « *produit une division croissante entre une information pauvre et une information riche* »³⁴⁷. Plus encore la société civile doit se préserver de la liberté de la presse qui, sans un organe de régulation fort politiquement (un parlement par exemple), peut servir un Etat despotique.

Pour illustrer son propos, John Keane parle de la souveraineté de l'Etat en matière d'information, du *Leviathan démocratique* qui allierait sagement nouvelles techniques de communication et anciennes prérogatives du pouvoir hobbesien³⁴⁸. Le Leviathan est un Etat fort, qui, au nom de la volonté générale qu'il représente, assure la sécurité et l'ordre par la répression. Le Leviathan a donc tous les pouvoirs, dont celui de la violence symbolique et physique. L'état détient donc « *le monopole de la violence légitime* »³⁴⁹ sur un territoire déterminé. J. Keane présente dans son exposé des formes inédites de « censure étatique » qui font usage des nouvelles techniques de communication et de ce que Jacques Ellul nomme les « *relations publiques* ». L'Etat interfère par des moyens plus ou moins directs dans la libre circulation de l'opinion. Envisageons ceux qui correspondent aux cas nord-irlandais et israélo-palestinien :

- le premier d'entre eux correspond aux mesures prises dans l'urgence d'une situation conférant à l'Etat toutes latitudes pour agir. Ces mesures sont la restriction préventive et la censure après-publication ou diffusion. Le rôle critique des médias est

³⁴⁵ Beaud P., *La société de connivence*, Aubier-Montaigne, 1984, p. 219.

³⁴⁶ Garcin-Marrou Isabelle, *Terrorisme, médias et démocratie*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2001, p. 115.

³⁴⁷ Keane John, *Media and Democracy*, Londres, Press Polity, 1991, p. 80 : « *(Market competition) produces a growing division between the information rich and the information poor.* »

³⁴⁸ Nous faisons référence à Thomas Hobbes et son ouvrage, *Léviathan*, Paris, Sirey, 1994.

³⁴⁹ Weber Max, *Le savant et le politique*, Paris, 10/18, 2002, p. 125.

effacé, au nom de la sécurité de l'Etat et de l'ordre public ; la seule possibilité pour les médias est alors de produire un discours allant dans le sens du pouvoir. Notons ici que ces mesures préventives ne sont pas nouvelles ; ainsi The Official Secret Act (créé en 1911), était encore valable en 1986. Il avait pour fonction de défendre la sécurité nationale, spécifiquement contre l'espionnage mais pouvait également être utilisé contre les médias. L'amendement de 1989 va encore plus loin en prenant des mesures coercitives contre tous membres ou ex-membres des services de sécurité ou de contre-espionnage qui dévoileraient des informations au sujet de leurs activités. Des mesures restrictives comme le Broadcasting Ban (1988-1994) ont également été mises en place afin de décrédibiliser et de marginaliser le discours des républicains nord-irlandais, qu'ils soient issus de partis politiques ou d'organismes paramilitaires clandestins. Les journalistes ont les mains liées au nom du consensus démocratique et ne peuvent que se plier à ces restrictions ; passer outre revient à « soutenir » l'ennemi, ce qui pour l'Etat équivaut à une trahison.

L'épisode de Jénine, que nous avons précédemment évoqué, illustre également ce phénomène de l'imposition par l'Etat de « pouvoirs d'urgence ». L'événement est, en effet, révélateur de la « coopération contrainte » des médias israéliens, car les seules images autorisées à être filmées puis diffusées furent celles réalisées par l'armée. Comment expliquer l'absence de réactions de la presse israélienne – relativement hétérogène, *The Jerusalem Post* ayant une ligne éditoriale plutôt à droite et *Haaretz* plutôt à gauche, et ayant généralement une attitude distanciée vis-à-vis de l'action gouvernementale - si ce n'est par la volonté de se ranger du côté de l'Etat, au nom de l'ordre public et de la sécurité d'Israël ? L'attitude des médias est en ce sens légitimée par une opinion publique israélienne révoltée par la série d'attentats commis depuis le début de l'année 2002. Dans ces situations extrêmes, logiques étatiques et médiatiques ne se rejoignent pas ; il y aurait plutôt effacement du rôle critique des médias derrière le consensus civil contre la violence terroriste.

Il n'en va pas de même avec les médias internationaux, qui ont une plus grande latitude pour commenter l'actualité conflictuelle, dans la mesure où ils n'appartiennent pas à l'espace public en crise. Dans le discours des médias étrangers, intervient alors ce que M. Wiewiorka et D. Wolton nomment l'effet de miroir : selon eux, les médias sont, d'une part, plus diserts face au terrorisme externe et, d'autre part, ils renvoient leurs émotions et celle du public dans une sorte de dialogisme représentatif de la figure du terroriste externe.

- le secret militaire : souvent évoqué dans l'un et l'autre cas, il est pourtant profondément antithétique avec les logiques de transparence de l'Etat et de liberté de communication dans les démocraties modernes. Cet aspect renvoie à l'Official Secret Act, évoqué précédemment, et plus particulièrement au système de veto de la « D - Notice » (ou Defence, Press and Broadcasting Committee) ; la publication par les médias d'informations ressortant de la sécurité nationale est étroitement surveillée. Autrement dit, les sujets jugés « trop sensibles » sont mis de côté. Le plus souvent, cette mise à l'index est d'ailleurs un acte volontaire de la part des médias britanniques. La labellisation « secret militaire » est devenue aujourd'hui chose courante dans les démocraties occidentales, servant souvent de paravent à une censure ouverte.

- le mensonge et la publicité : nous les associons, car ils ressortent de la même stratégie : il s'agit donner une « image favorable de l'Etat » que celle-ci soit le produit d'une « vérité fausse » ou d'une campagne de communication institutionnelle. Ces deux méthodes nous intéressent particulièrement car elles participent de la propagande, que celle-ci soit rendue « visible » par la médiatisation « scénarisée » des actions du gouvernement, ou au contraire, rendue « invisible » par la multiplication des services de communication au sein des différents appareils de l'Etat et le biais des relations publiques.

Le premier cas est surtout prégnant dans le média audiovisuel. Par exemple, lorsque la télévision israélienne suit Ariel Sharon allant se recueillir au Mur des Lamentations, quelques mois après le début de l'Intifada, elle médiatise une action hautement symbolique. En se rendant à l'endroit où la discorde est née quelques temps auparavant, le premier ministre israélien montre sa volonté d'imposer un gouvernement fort face à l'Autorité palestinienne. Il légitime par ce geste le droit d'Israël à revendiquer le territoire de Jérusalem, au nom de l'identité religieuse et culturelle du pays. Nous verrons dans les chapitres suivants l'importance de la notion d'identité dans le consensus établi contre « l'agresseur », et de quelles manières le média électronique reconstruit ces identités sur le net.

De la même façon, lorsque les caméras et les journaux du monde entier diffusent l'image de Yasser Arafat donnant son sang, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, nous sommes dans le registre des relations publiques. C'est aussi une forme de publicité mais surtout le moyen de prendre clairement parti contre ces actions terroristes et d'empêcher toute assimilation avec la Palestine ; assimilation qui serait fatales à une issue politique au problème proche-oriental. Comme l'a montré ensuite avec la stratégie de bouclage des territoires palestiniens pratiquée par A.Sharon, l'enjeu symbolique et politique des attentats du 11 septembre 2001 a largement dépassé les frontières des Etats-Unis. Ces attentats n'ont fait que renforcer la division du monde en deux blocs : Occident et Orient, contribuant à faire de l'islamisme « une nouvelle menace », après celle du communisme durant la guerre froide : « *Nous sommes concernés ici par la manière dont les images des ennemis de l'Etat (national) et du système socio-économique sous-jacent sont construites*³⁵⁰. »

Le Sinn Féin a aussi largement utilisé de la stratégie publicitaire pour mettre en place des campagnes de communication dont la puissance est renforcée par une adéquation parfaite entre l'événement publicisé (désarmement IRA en 2005 ou reconnaissance de la police nord-irlandaise par le Sinn Féin en 2006) et le moment choisi pour diffuser l'information sur cet événement (moment où l'impact de la diffusion de l'information sera le plus grand).

Le deuxième cas, celui d'une propagande plus indirecte, nous semble caractérisé par un fait nouveau : la multiplication des sites internet des instances officielles de l'Etat. Ainsi, il est très facile de se rendre sur le site du premier ministre israélien (<http://www.pmo.gov.il>), du gouvernement anglais (<http://www.nics.gov.uk>) ou

³⁵⁰ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 60 : « *We are concerned here with the ways in which images of the enemies of the national state and its underlying socio-economic system are constructed.* ».

nord-irlandais (<http://www.nio.gov.uk>). Le site de l'Autorité palestinienne n'est plus accessible à la consultation depuis 2002 ; ce fait est révélateur de nouvelles pratiques de censure, mais aussi, à l'inverse, de formes inédites de contre-propagande. Nous voulons dire que l'impossibilité matérielle d'accéder au site est une sorte de contre-discours politique à elle-seule, puisque la suppression de l'accès a été réalisée à l'époque par le gouvernement israélien.

Quoiqu'il en soit, l'accès que ces sites donnent aux instances du pouvoir produit l'illusion de la transparence des gouvernements et, même s'ils s'adressent autant aux journalistes qu'aux citoyens, ils donnent une lisibilité et une visibilité du pouvoir extrêmement artificielles. Ils remplissent néanmoins deux fonctions essentielles : celle d'informer le « public » d'une part et d'autre part de produire une source officielle très accessible aux journalistes. La place qu'occupe d'ores et déjà internet dans le paysage journalistique constitue un autre point essentiel en matière de sources d'information. En effet, les journalistes possèdent avec internet une troisième voie d'accès aux sources (aux côtés de celles plus traditionnelles de l'informateur, anonyme ou non, et des informations gouvernementales). Il serait intéressant d'interviewer les journalistes afin de connaître le crédit qu'ils accordent à ces nouveaux « puits d'information ». Il est essentiel de prendre en compte le fait qu'avec la généralisation de l'usage d'internet, comme source d'information, notre accès et celui des journalistes à l'information se trouve modifié formellement : avec internet, le dispositif de la mémoire informationnelle joue sur une temporalité allongée et une parcellarisation de son accès. Ensuite, la question d'un accès « démocratisé » aux sources sur internet (sous-entendant qu'elles sont accessibles à tout le monde) modifie la conception de la fonction de journalistes que le public pouvait avoir jusqu'à lors, puisqu'avec le média électronique, nous pouvons tous devenir, plus ou moins, des « journalistes amateurs » !

Les « relations publiques », comme stratégie de communication gouvernementale, permettent de séduire les journalistes et de leur offrir des réponses à des questions qu'ils ne posent pas encore. Autrement dit, ces logiques de gestion de l'information en amont créent des liens privilégiés avec les médias et imposent tacitement les schémas dominants, sous couvert de d'un accès démocratisé à l'information. Cette solidarité implicite avec les médias facilite le rapprochement entre l'une et l'autre instance en cas de crise. David Miller évoque dans *Don't Mention the War*, le cas de « Death on the Rock ³⁵¹ » et la façon dont « les principaux articles (sur Gibraltar) dans la presse britannique ont suivi l'agenda mis en place par les sources officielles plutôt que de produire un jugement critique sur les activités du gouvernement ³⁵² ». Le constat de D. Miller est révélateur de l'attitude de « suivisme » des médias britanniques ; à l'époque, Geoffrey Howe, Chancelier de l'Échiquier ³⁵³, avait pourtant diffusé l'information que les trois activistes de l'IRA tués n'étaient pas armés, et qu'il n'y avait pas de bombes dans leur

³⁵¹ « Death on the Rock » renvoie à un événement survenu en 1988 à Gibraltar qui a été sujet à polémiques en Grande-Bretagne : trois activistes présumés de l'IRA ont été tués par des militaires anglais (military personal) alors qu'ils auraient été en possession d'un ou plusieurs engins explosifs dans leur voiture.

³⁵² D. Miller, *op.cit.*, p. 174 : « the main British press continued to follow the agenda set by official sources rather than exercising critical judgement on the activities of the government ».

véhicule. Même si ce détail a été évoqué dès le lendemain par quelques journaux, il n'en demeure pas moins que l'accent a été mis sur le fait qu'« *un redoutable acte terroriste a été évité* ³⁵⁴ ». La presse britannique a donc concentré son discours sur la menace et non sur le fait, et cela renvoie à l'attitude de la presse en temps de crise qui se range, le plus souvent, du côté de l'ordre public et se déclare en faveur des actions menées pour son rétablissement. Le cas de Gibraltar montre que, devant la menace suspectée de terrorisme, la presse et le gouvernement britannique ont fait consensus en axant leurs commentaires et interprétations sur la l'élimination de trois dangereux terroristes de l'IRA.

Il arrive aussi que l'action de la force répressive soit minimisée par l'Etat, nous retrouvons le « mensonge » du Léviathan démocratique évoquée par J. Keane. L'Etat ment à l'opinion publique au nom du secret militaire et de la préservation de l'ordre démocratique : « frapper trop fort » peut déstabiliser l'opinion publique, et produire une coalition fortuite entre médias et opinion publique comme ce fut le cas en Grande-Bretagne avec la Guerre des Malouines.

Le *Léviathan démocratique* dénonce la conception très autoritariste des démocraties modernes, qui fait de l'Etat le principal « pourvoyeur » de la symbolique sociale d'une société. Cette canalisation de l'information et cette manipulation « tacite » des médias sont d'autant plus aisées que la situation réclame une réaction forte de l'Etat face à la violence terroriste : « *Le premier Ministre Thatcher durcissait la Prévention de l'Acte Terroriste, arguant du fait que les démocraties 'devaient trouver des moyens de priver les pirates de l'air et les terroristes de l'oxygène de la publicité dont ils dépendent'* ³⁵⁵ . »

Après avoir envisagé les moyens de contrôler la production médiatique, nous allons examiner la façon dont le consensus se crée à travers elle.

2-2 Le jeu du consensus induit

P. Beaud et L. Quéré ont une conception assez similaire des relations qu'entretiennent les médias avec le pouvoir et de la nature de celles-ci. P. Beaud considère qu'« *autant que leur rhétorique, c'est l'ensemble du vocabulaire utilisé dans les médias qui contribue à fixer les cadres de référence en dehors desquels aucun débat n'est jugé possible* ³⁵⁶ ». Selon P. Beaud, les médias ont un rôle de légitimation et d'imposition « induite » du discours des classes dominantes – avec notamment l'émergence d'une nouvelle classe - et de la symbolique sociale inhérente à celui-ci.

L. Quéré évoque le contrat énonciatif liant les journalistes au pouvoir au sein duquel

³⁵³ Le Chancelier de l'Échiquier (*Chancellor of the Exchequer*) est le ministre chargé des finances et du trésor dans le gouvernement du Royaume-Uni .

³⁵⁴ Miller D., *op.cit.*, p. 174 : « *a dreadful terrorist act has been prevented* ».

³⁵⁵ Propos de Margaret Thatcher retranscrits dans l'article, « Thatcher Urges the Press to Help 'Starve Terrorist ' », *New-York Times*, 16/07/1985, cité par Keane J., *op.cit.*, p. 111 : « *Prime minister Thatcher toughened the Prevention of Terrorism Act, arguing that democracies 'must find ways to starve the terrorists and hijackers of the oxygen of publicity on which they depend'* ».

³⁵⁶ Beaud P., *op.cit.*, p. 292.

une « complicité insue » se fait jour. Mais le contrat doit rester tacite afin que « l'illusion référentielle » de la représentation demeure. Cela renvoie à la thèse de J. Keane sur le *Léviathan démocratique*. Pour les deux auteurs, il ne peut y avoir de représentations symboliques du social hors les médias et donc pas de discours en marge des discours dominants. Toute autre tentative de discours se solde par l'impossibilité pour ces représentations d'entrer dans les cadres de références et se marginalise d'elle-même : c'est aussi la fonction d'*agenda setting* des médias

La théorie, soutenue par de nombreux chercheurs, selon laquelle plus un événement touche le territoire national, plus les médias sont dans une situation délicate peut être illustrée par l'exemple des soldats israéliens se rebellant contre leur Etat-Major, suite aux différentes incursions israéliennes dans les territoires autonomes palestiniens (en 2002). En effet, ce mouvement de rébellion contre l'autorité du gouvernement israélien a trouvé un premier écho dans la presse internationale. Il a fallu que celle-ci s'empare du phénomène pour que l'action de ces soldats trouve une certaine légitimité dans les discours de la presse israélienne. A cet égard, internet peut sans nul doute proposer d'autres territoires de légitimation situés en dehors du sol national et donc forcément déchargés de la pression étatique. Néanmoins, nous pensons que rapidement se recréent les mêmes clivages idéologiques que « sur le terrain », dans la mesure où les discours sur le web seraient la recombinaison plus ou moins imparfaite et plus ou moins hypertrophié de débats et de commentaires déjà présent dans l'espace public.

La prise en otage de 26 personnes à l'ambassade d'Iran, à Londres en 1980, par six membres d'une guérilla autonomiste du Khuzistan³⁵⁷ (province iranienne) illustre également la difficile, sinon impossible, liberté de dire et d'agir des médias en cas de crise grave. Le cas est ici très particulier puisqu'en plus du personnel d'ambassade, deux journalistes de la BBC ont été pris en otages. Il y a là une double impasse : d'une part, l'acte violent (la prise d'otages) a lieu sur le territoire national, et d'autre part, des journalistes (donc appartenant à la sphère médiatique) sont retenus. De ce fait, les médias sont doublement impliqués et ne peuvent relayer qu'un discours sécuritaire susceptible d'enrayer un acte profondément anti-démocratique commis par des étrangers (présumés terroristes), et dénoncer une atteinte potentielle à la liberté de la presse. En effet, les preneurs d'otages souhaitaient tirer partie de la présence des deux journalistes pour optimiser la médiatisation de leur acte ; nous reviendrons ultérieurement sur cet épisode, mais notons ici que la présence fortuite de deux membres de la BBC a fait l'objet entre « *l'Etat britannique et les terroristes de stratégies conscientes pour l'usage des médias*³⁵⁸ ».

Dans les situations conflictuelles, cela reviendrait à dire que les représentations médiatiques joueraient un rôle important de délégitimation du discours de l'altérité, de façon plus ou moins implicite : c'est le concept de spirale du silence d'E. Noëlle-Neumann, fort révélateur du discours que tiennent peu ou prou les médias devant des actions terroristes ou révolutionnaires. Cette thèse devra bien évidemment être soumise au fait

³⁵⁷ Le Khuzistan est une province iranienne.

³⁵⁸ Schlesinger P., *op.cit.*, p.30 : « *both the state and hostages-takers had conscious strategies for making use of the media* ».

que, même dans une situation de consensus contre des violences, existent deux types de discours marginaux : les premiers disent le refus de suivre le consensus démocratique dont la communauté - à laquelle les émetteurs de ces discours appartiennent - se réclame. C'est le cas par exemple des rebuffades des soldats israéliens, relayées tardivement par la presse israélienne. Les seconds représentent les discours des opposants au régime étatique ; ce sont les discours des nationalistes en Irlande du Nord et ceux des Palestiniens qui, mis sous le feu de l'actualité internationale, deviennent des contre-pouvoirs redoutables aux régimes en place.

Dans le cas particulier des conflits internes, les médias ne seraient donc que les instruments de légitimation du pouvoir dans l'espace public et des logiques sociales qui les habitent. Se pose néanmoins la question d'internet : en son sein, la censure étatique est difficilement réalisable, excepté une censure technique par l'empêchement du fonctionnement du réseau. Mais les possibilités d'émission de ce média sont tellement larges, que ce mode de censure paraît assez peu efficace sur le long terme. Internet peut être le moyen de contourner cette spirale du silence, mais en a-t-il les possibilités techniques ? Si créer un site est relativement simple et peu coûteux, tout le monde n'a pas un ordinateur chez soi ; néanmoins, la multiplication des pages web personnelles ou communautaires consacrées aux deux conflits devrait inciter les Etats à ne pas sous-estimer ce média encore jeune.

2-3 Des représentations symboliques consensuelles

Les représentations médiatiques se jouent à trois : le pouvoir, le public - sous-entendu l'opinion publique - et le journaliste-narrateur. Pour que l'assujettissement de la collectivité se réalise, l'écriture de presse doit se positionner comme « *double-fictif à la fois du public et du pouvoir* »³⁵⁹. En d'autres termes, le journaliste assure la visibilité du pouvoir par « *une série de simulacres fondée sur une suite d'identifications fictives* »³⁶⁰. Ce phénomène se décompose de la façon suivante : d'un côté, le narrateur-journaliste se substitue fictivement au pouvoir par le récit de son action constitutive d'un ordre normatif, historique et symbolique sur l'espace social ; d'un autre côté, il s'identifie au public. Le journaliste, par ce biais, ne donne jamais sa propre vision du pouvoir, mais une vision légèrement décalée.

Pour L. Quéré, le pouvoir ne peut assurer sa « toute-puissance » que par ce double simulacre représentatif. Il rejoint ici Louis Marin qui déclare que « *la toute-puissance du pouvoir n'est absolue qu'à condition de se partager, mais également dans une représentation parfaite* »³⁶¹. Et cette dernière serait assurée par le journalisme par la loi du quiproquo, sous-jacente à l'écriture de presse : il y a dédoublement à la fois de l'instance du locuteur et du destinataire. Pour que le récit du pouvoir conserve son caractère universel et véritable, le pouvoir doit être à la fois l'objet référentiel et l'un des

³⁵⁹ Quéré L., *op.cit.*, p. 164.

³⁶⁰ *Ibid.*, p. 164.

³⁶¹ Marin Louis, « Pouvoir du récit, récit du pouvoir », p. 26, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 25, janvier 1979, p. 23-43.

sujets énonciateurs du récit ; cela est possible du fait de l'identification fictive du narrateur-journaliste au pouvoir. A ce premier dédoublement s'ajoute un second, plus évident celui-là : le récit journalistique s'adresse à la fois au public et au pouvoir – qui se regarde donc en train de se raconter. C'est la loi du quiproquo énoncée par L. Quéré³⁶². Même si ce schéma narratif peut paraître un peu complexe, son intérêt réside dans le fait qu'il s'agit là d'effets de représentation qui construisent la figure du pouvoir dans un espace perspectif « simulé » et « encadré » par l'instrumentalisation des médias.

Demandons-nous à présent comment ce schéma d'identifications fictives peut se réaliser avec le média électronique, hors journaux en ligne. Comment fonctionne le discours sur les sites internet ? La pertinence de ces simulacres narratifs diverge selon la nature du site internet : les journaux quotidiens en ligne répondent assez aisément à cette double exigence. Cependant, pour les sites internet des partis politiques, le problème se pose différemment.

Si nous rapportons ce schéma à notre corpus internet³⁶³, il est fort probable que le dédoublement soit différent : d'une part, hors le cas du parti politique au pouvoir, il n'y a pas *a priori* d'identification fictive de l'éditeur du site au pouvoir, celui-ci est éventuellement objet de l'énonciation mais non plus sujet énonciateur. D'autre part, le récit s'adresse exclusivement au lecteur, co-constructeur du message, qui du coup devient sujet co-énonciateur et destinataire de l'énonciation. Mais, le biais considérable qu'il semble y avoir dans la réalisation de ce schéma tient au fait que sur internet, nous sommes co-créateur « technique » de ce simulacre : pouvons-nous à la fois être sur la scène, nous mettre en scène et nous regarder en train de jouer ? Autrement dit, pouvons-nous être à la fois « acteur - metteur en scène » et « spectateur » de notre propre discours, sans la distanciation d'un tiers symbolisant ? La réponse est positive, mais cela modifie notre accès et notre rapport à l'information. L'absence du journaliste est en partie compensée par la présence de l'éditeur du site ; en partie seulement, car le statut occupé par lui dans l'espace public n'est en rien comparable au statut du journaliste (médiateur et tiers symbolisant). L'accès direct que nous avons à l'information sur internet constituerait une entrave importante à la réalisation du schéma de l'assujettissement.

Cependant, si nous mettons momentanément de côté notre corpus de sites, il est possible que l'identification fictive au pouvoir se réalise autrement sur internet ; nous faisons ici référence aux sites, dont l'adresse URL comprend la particule « .gouv » ou « .gov ». Ce sont par exemple les sites des ministères d'un gouvernement (<http://www.pmo.gov.il>) ; le premier indice de l'identification au pouvoir est formel. Nous pensons néanmoins que le principe de l'identification fictive au pouvoir, tel que l'envisage L. Quéré, n'est pas ici réalisé. En effet, ces instances politiques et leurs équivalents sur internet ne peuvent se substituer fictivement au pouvoir comme le font les narrateurs-journalistes, puisqu'ils sont précisément une émanation du pouvoir. Le caractère fictif de cette identification est donc biaisé.

³⁶² Quéré L., *op. cit.*, p.166

³⁶³ Nous rappelons que notre corpus internet se compose des sites des partis politiques engagés dans les conflits nord-irlandais (UUP, DUP, SDLP, Sinn Féin) et israélo-palestinien (Likud, Aavoda, Kadima et Fatah).

Il convient ici d'établir deux degrés différents d'adhésion avec la politique gouvernementale ; nous revenons donc rapidement sur la répartition des différents gouvernements au Proche-Orient et en Irlande du Nord :

- pour l'Ulster, suite aux élections législatives de 2007, l'UUP possède dix-huit membres élus au Parlement nord-irlandais de Stormont (cent-huit sièges) et le DUP trente-six élus. Le SDLP possède seize élus et le Sinn Féin vingt-huit élus.

- pour Israël : en 2006, le Likoud a douze élus, le parti travailliste dix-neuf élus et Kadima vingt-neuf élus à la Knesset (le parlement israélien, composé de cent-vingt sièges).

Nous citerons simplement à titre indicatif la répartition du Conseil législatif palestinien (résultats des élections de janvier 2006) dans la mesure où, depuis juin 2007 et la prise de Gaza par le Hamas, l'échiquier politique palestinien est totalement bouleversé. En 2006, le Fatah possédait quarante-cinq membres du Fatah au Conseil législatif palestinien, le Hamas soixante-quatorze, le Front Populaire de Libération de la Palestine trois, les dix sièges restants étant signalés comme indépendants.

La teneur des sites des partis politiques engagés dans les deux conflits ne peut être évidemment la même selon que ces partis ont ou pas des représentants au parlement, qu'ils sont ou non au gouvernement. Celle-ci varie aussi en fonction de leur positionnement idéologique dans la classe politique de leur pays respectif. Ainsi, les sites du Sinn Féin ou du DUP développaient un argumentaire nettement plus partisan que le SDLP ou l'UUP jusqu'aux élections législatives de 2003 (25% pour le DUP et 23,5% pour le parti de Gerry Adams), moment où le Sinn Féin et le DUP sont devenus les deux premiers partis d'Ulster³⁶⁴. A partir de 2003, la forte légitimité acquise par les urnes leur confère la place de leaders politiques sur la scène nord-irlandaise, ce qui les oblige à tenir des discours recevables par l'opinion publique nationale et internationale.

Les mêmes logiques discursives se retrouvent dans les discours des partis politiques au pouvoir, en Israël et en Palestine. Nous verrons dans la troisième partie de notre thèse de quelles manières s'établissent les légitimités sur internet et si celles-ci diffèrent réellement des discours politiques habituels. En d'autres termes, internet est-il un miroir grossissant ou une reproduction à l'identique d'un discours déjà tenu dans d'autres sphères médiatiques ?

Nous avons établi qu'un double assujettissement se réalisait dans l'espace public : des médias au pouvoir, et du public à des schèmes de représentation dominants et normés qui le constituent en sujet social. L. Quéré affirme une absence totale d'autonomie des médias vis-à-vis du pouvoir. Il convient de relativiser cette affirmation, en prenant garde d'envisager internet comme un biais potentiel à cette diffusion univoque du discours, et en se demandant comment s'exprime le discours du contre-pouvoir car il s'exprime toujours d'une manière ou d'une autre, même si ce doit être par la violence.

L'espace symbolique social est-il seulement le jeu d'effets de représentation du pouvoir dominant ? Le public comme le journaliste ne peut-il se défaire, à un instant

³⁶⁴ Aux dernières élections législatives pour la constitution du nouveau parlement de Stormont (2007), les résultats ont confirmé la tendance de 2003 : DUP = trente-six élus, Sinn Féin = vingt-huit élus, UUP = dix-huit élus et SDLP = seize élus.

donné, de son rôle de « mannequin » ? L'illusion référentielle de l'information est-elle le corollaire de la toute-puissance du pouvoir ? La force de l'argument de L. Quéré semble résider dans les propos suivants : « *Dans ce dispositif, l'information narrative n'intervient jamais comme une force mécanique agissant de l'extérieur sur les opinions, les attitudes, les comportements. Elle opère symboliquement en introduisant de manière insidieuse son récepteur dans le jeu de simulations qui instituent le réel et produisent le social comme espace perspectif*³⁶⁵ . »

Que nous soyons les sujets passifs de simulacres narratifs, soit ; mais la conception d'une entente tacite entre médias et pouvoir, fondée sur des intérêts réciproques, est-elle suffisante à rendre compte de la réalité médiatique des conflits modernes ?

3-Une alternative à la diffusion systématique du discours dominant par les médias

La thèse développée par M. Wieviorka et D. Wolton dans leur ouvrage *Terrorisme à la Une*³⁶⁶ propose une vision moins tranchée et peut-être plus réaliste des rapports médias-états. Ils s'intéressent au cas particulier du terrorisme, cependant les schémas qu'ils dégagent semblent pouvoir s'appliquer plus généralement aux relations qui lient – de gré ou de force – médias et Etats dans les situations de violences conflictuelles. Sans caractériser une indépendance de la presse à l'égard de l'Etat, ils s'interrogent plutôt sur le rôle des médias dans la crise et en déduisent un balancement constant, entre autonomie et dépendance.

3-1 L'Etat et la gestion de crise

L'Etat observe deux attitudes face au terrorisme : la première est une tendance à « l'exagération » dans la mesure où la violence terroriste est référencée comme un acte de guerre et demande en retour une réponse de l'Etat à la hauteur de la « provocation ». L'intérêt de l'Etat est de pousser l'événement à son paroxysme de façon à provoquer un temps suspensif émotionnel – lorsque nous apprenons le décès d'une personne proche, nous restons d'abord « sans voix » - ce qui lui laisse le loisir de « préparer la riposte ». Par exemple, à la suite d'attentats importants en Israël, s'écoulent toujours plusieurs heures avant que le premier ministre israélien réagisse en parole et ensuite en actes.

Cette stratégie de l'attente a un triple impact : sur l'opinion publique, qui en l'absence de déclarations officielles, devient effervescente et cristallise une animosité croissante contre les auteurs de l'attentat ; sur les médias, qui dans l'attente d'une réaction de l'Etat, font des supputations incriminant telle ou telle organisation, annulant ainsi l'« effet de surprise ». Il est remarquable en effet de constater que le premier mouvement des médias est d'identifier à tout prix le ou les « coupables », prenant souvent de vitesse les revendications des terroristes. Sur les auteurs de violence enfin qui, devant cet

³⁶⁵ Quéré L., *op.cit.*, p. 173.

³⁶⁶ Wieviorka Michel, Wolton Dominique, *Terrorisme à la Une*, Paris, Gallimard, 1987.

immobilisme de « l'ennemi », sont momentanément déstabilisés.

Ces silences sont aussi importants sur un plan symbolique, et dans la construction du « consensus contre », que les paroles qui suivront. L'organisation de la parole « après l'attentat » est d'ailleurs fort instructive : d'abord, l'autorité officielle, ensuite les médias qui se font l'écho des propos prononcés par l'exécutif. Cette hiérarchie énonciative reflète la prégnance, en situation de crise, d'un Etat fort, hobbesien, qui « *demeure la seule entité susceptible de s'exprimer sur la chose publique* »³⁶⁷.

La seconde alternative est la minimisation de la violence, que M. Wieviorka et D. Wolton nomment « *le silence* »³⁶⁸. C'est souvent le cas de l'Irlande du Nord, rarement en Israël. Cela s'explique par le fait que le terrorisme nord-irlandais est foncièrement séparatiste donc national alors que le terrorisme palestinien est considéré par Israël comme international (il y a franchissement d'une frontière et violation de l'ordre public national par des personnes revendiquant leur nationalité comme une valeur ajoutée à leur acte), donc s'apparentant plus aisément à un acte de guerre. Nous rejoignons sur ce point les deux auteurs, mais il faut nuancer cependant leur affirmation selon laquelle, à l'occasion du terrorisme international les médias deviennent bavards : il s'agit pour eux de pallier le manque d'information, « *le nombre des acteurs, leurs stratégies, ou encore l'éloignement sont difficiles... à dominer* », en essayant de comprendre les raisons de l'acte terroriste, « *mais il y a parfois, dans cet excès d'informations et de commentaires, un trop plein de paroles lié à l'exotisme ou tout au moins l'étrangeté* »³⁶⁹.

Le cas du conflit israélo-palestinien est trop complexe pour être réduit à cette assertion. Car, si les médias français sont prolixes, ce ne peut être pour les seules raisons énoncés ci-dessus. C'est le paradoxe de la couverture médiatique proche-orientale dans la presse internationale (dont la presse française) : le terrorisme palestinien se situe à la croisée du terrorisme indépendantiste et international, ce qui explique une gestion parfois difficile de la crise par les médias. Les Palestiniens n'appartiennent pas à la société civile israélienne certes, mais ils y travaillent et pour certains vivent sur le territoire israélien. L'intérêt des médias français pour le conflit israélo-palestinien pourrait aussi en partie s'expliquer par le syncrétisme dans la société française entre une identité religieuse (juive et musulmane), nationale (israélienne et palestinienne) et un communautarisme de circonstance (Juifs versus Musulmans) qui croise la croyance de ceux qui se reconnaissent, en « une identité de solidarité » (pro-israéliens versus pro-palestiniens). Cette combinaison de facteurs identitaires rendrait une partie de l'opinion publique française plus réceptive et plus attentive aux sujets qui touchent de près ou de loin le conflit israélo-palestinien.

Quelle que soit l'option choisie (l'exagération ou la minimisation de la violence), les médias interviennent constamment, que ce soit dans l'acte de dire ou de ne pas dire. La menace terroriste remet en cause l'équilibre démocratique, et les médias jouent un rôle

³⁶⁷ Garcin-Marrou I., *op.cit.*, p. 125.

³⁶⁸ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 119.

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 118.

complexe vis-à-vis de l'Etat. Si nous reprenons l'exemple de la prise d'otages de l'ambassade d'Iran dans les années 80, nous constatons que cette complexité se joue à deux niveaux : tout d'abord dans la prégnance de la censure étatique sur les médias et le contrôle renforcé de la production d'informations durant le siège de l'ambassade, et ensuite dans le rôle tenu par les médias dans le déroulement et le dénouement de l'événement. Rappelons que l'issue de cette prise d'otages fut assez dramatique, puisque que tous les preneurs d'otages furent tués. Par ailleurs, l'assaut donné par les forces spéciales des Special Air Service (SAS) a été diffusé en quasi-simultané sur la chaîne de télévision BBC. Ce fait est à prendre en compte dans les logiques de représentations de l'usage de la force étatique (violence légitime) contrant une violence illégitime, et du rapport de l'image à celles-ci.

Cependant, le rôle des médias dans l'espace public doit être relativisé ; dans toute démocratie, ils occupent certes une place importante, mais celle-ci est partagée avec les autres acteurs de la démocratie, que sont les sphères intermédiaires de légitimation politique et institutionnelle (la justice, la police, etc.). Si la position des médias dans l'activité démocratique est centrale, un authentique dialogue ne se joue pas entre l'Etat et eux ; lorsqu'il y a un *modus vivendi*, il est le fruit d'un consensus contre le terrorisme et pour le retour à l'ordre public. Dès lors que le territoire national est menacé, la presse intègre la Raison d'Etat. Ce fut, par exemple, systématiquement le cas durant « l'ère Thatcher » (1979-1992) en Irlande du Nord ; ce fut aussi le cas en Israël entre 2000 et 2005, suite aux attentats palestiniens et aux incursions-représailles de l'armée israélienne en territoire palestinien.

3-2 Les médias : alliés ou adversaires ?

La presse est-elle plus une entrave au libre arbitre de l'action de l'Etat contre le terrorisme qu'un allié véritable ? L'alliance entre Etat et médias est fortuite, implicite et ne se produit en général qu'au moment où survient l'événement terroriste. La trêve momentanée entre les deux se traduit la plupart du temps par une entente tacite et intervient dans le traitement de l'événement « à chaud » : chacun est happé par l'irruption du tragique et de la violence dans le réel. En revanche, dans le traitement en amont ou en aval de l'information, médias et pouvoirs politiques entretiennent des rapports conflictuels. Les pressions et la censure, notamment télévisuelle, fonctionnent pleinement, comme en Irlande du Nord avec le Broadcasting Ban ou encore en Angleterre avec la prise d'otages de l'ambassade d'Iran.

Au soutien passif de la première heure, l'Etat attend dans ces moments de violence une participation active de la presse. Les tiraillements entre les médias et l'Etat se justifient selon M. Wieviorka et D. Wolton par le fait que chacune des deux instances n'est pas sur le même registre de légitimation vis-à-vis de l'opinion publique. Selon eux, la presse « *joue en réalité un rôle d'unification très important, mais nécessairement différent de celui des acteurs politiques, puisqu'elle ne mobilise pas d'abord sur une base politique et partisane, mais à partir du partage d'un certain nombre de valeurs* ³⁷⁰ ». Les médias permettent « *une cohésion sociale face au terrorisme, une mobilisation* » et représentent

³⁷⁰ Wieviorka M., Wolton W., *op.cit.*, p. 210.

« *potentiellement un système de mobilisation (...) différent de celui du pouvoir politique* ³⁷¹ ».

Comment la mécanique étatique influe-t-elle alors sur les représentations médiatiques ? Deux logiques s'opposent : la première revient à se taire, donc à aller dans le sens d'une « intégration » dans le discours de la Raison d'Etat, comme ce fut le cas à Jénine pour la presse israélienne. Cette notion de « collaboration » se rapproche sans toutefois la recouper de la théorie soutenue par L.Quéré et P.Beaud ; les médias ne deviennent que momentanément un outil de médiation de la légitimité de l'Etat face au terrorisme. Nous employons sciemment le terme d'« outil », et non d'instrument, afin de montrer le décalage existant entre les deux thèses. M. Wiewiorka et D. Wolton soulignent que « *L'éthique de l'information est ici subordonnée à un principe supérieur, ce qui confirme, d'une certaine façon, qu'il est des circonstances où la presse sait reconnaître que le primat de l'information peut être relatif* ³⁷² .» L'intérêt supérieur de l'Etat impliquerait donc de la part de la presse une soumission de circonstance ; elle abandonnerait alors momentanément ses prérogatives (liberté et indépendance de la presse) et se rangerait aux côtés l'Etat pour la conservation de l'ordre public et la préservation de l'intégrité de la société civile.

La seconde logique correspond à un éloignement de la raison d'Etat et prône la liberté de la presse avant tout. Cette attitude vis-à-vis du pouvoir politique est expliquée par M. Wiewiorka et D. Wolton par la perpétuelle tentative des Etats à réduire la presse « au silence », ou en tout cas à « une parole concertée » au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat. P. Schlesinger note par ailleurs que les médias audiovisuels sont davantage soumis aux pressions étatiques et/ou terroristes, du fait de leur rapport immédiat et direct à l'événement.

L'argumentation proposée par M. Wiewiorka et D. Wolton est doublement intéressante : d'une part, elle sous-entend que les médias jouissent d'une certaine autonomie à l'égard du pouvoir. S'ils acceptent de la perdre, c'est pour permettre une certaine cohésion sociale face au terrorisme, donc leur rôle d'acteurs de la démocratie s'exerce pleinement. D'autre part, la presse s'affirme comme élément constitutif d'un contre-pouvoir possible, lorsqu'au nom de la raison d'Etat, le pouvoir politique se comporte en véritable Léviathan et proclame un « état d'exception ». Dans une certaine mesure, ce dernier point peut être illustré par la polémique, née suite à la publication du rapport de la commission d'enquête, dirigée par l'ancien juge de la Cour suprême Eliahou Winograd, au sujet du premier ministre israélien Ehud Olmert et de l'intervention de l'armée israélienne au Liban en juillet et août 2006. Selon lui, « *l'objectif déclaré de l'entrée en guerre - obtenir la libération des deux soldats enlevés - était "trop ambitieux et impossible à atteindre* ³⁷³ ». Ce rapport a créé un tollé général auprès des médias israéliens et de l'opinion publique nationale. Un sondage réalisé par la radio publique

³⁷¹ *Ibid.*, p. 211.

³⁷² *Ibid.*., p. 205.

³⁷³ «Guerre au Liban, Ehud Olmert épinglé», [ref du 17/05/2007], disponible sur : [http:// www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr) ,

israélienne, mentionnait que seulement 15% des Israéliens sondés jugeaient E. Olmert apte à rester à la tête du gouvernement, et que 70% souhaitaient son départ immédiat.

Enfin, il convient de s'interroger sur la possible évolution des rapports entre médias et Etat avec le développement d'internet et la naissance de nouvelles pratiques discursives. Pour faire face à ce phénomène émergent, les médias traditionnels sont obligés, depuis quelques années, de se placer sur le marché électronique de l'information, en proposant notamment des éditions en ligne de leurs quotidiens. Plus que ces nouvelles modalités d'accès à l'information provoquées par le dispositif internet, ce sont les questions éthiques sur le travail des journalistes et leur place dans le paysage informationnel contemporain qui soulève actuellement le plus de questions de la part des professionnels de l'information. Derrière ces interrogations, se pose donc la question plus générale d'un redécoupage de l'espace public médiatique, des discours qui s'y développent et des relations au pouvoir.

Ces questionnements constituent la première étape d'une réflexion qui devra ensuite interroger le cas particulier des situations conflictuelles.

4- Une troisième voie dans la gestion médiatique des conflits

Selon P. Schlesinger se jouent dans la société moderne des « *cadres de représentations (qui) sont créés, subis et contestés par les actions de ceux agissant au nom des intérêts politiques, intellectuels jouant le rôle de moralistes ou de commentateurs, et des impératifs journalistiques des médias de masse* ³⁷⁴ ». Cette assertion nous amène à penser les cadres de représentations des violences conflictuelles comme étant pris dans des stratégies de pouvoir et de rapport de force pour l'appropriation et l'utilisation du champ sémantique de la violence terroriste.

4-1 Les médias : organes de représentation et de légitimation étatique

Les médias ont donc une large part dans l'institution des cadres d'interprétation d'un événement. Plus encore, la représentation symbolique de la violence, via la presse, est l'enjeu de dominations du fait que celle-ci offre parfois une image « figée » de la situation, donnant souvent une vision manichéenne des adversaires du conflit, et construisant une énonciation fondée sur la dichotomie Nous / Eux. Celle-ci scande les déclarations des instances engagées dans les conflits et est largement relayée dans le discours des médias, mais aussi, et c'est là la nouveauté, reprise et redoublée dans les sites internet des partis politiques. De fait, par la liberté formelle qu'il promet et l'étendue de son dispositif, internet offre sans conteste une nouvelle voie de légitimation de l'action étatique ou de délégitimation de celle-ci. En son sein, la disqualification du « eux –les terroristes et/ou les opposants politiques » se joue plus encore que dans les médias traditionnels, dans la mesure où l'instance de parole est directe et non « retranscrite » par l'intermédiaire du discours journalistique ³⁷⁵. Il y aurait parallèlement au Nous et au Eux,

³⁷⁴ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 13 : « *frameworks of representation (which) are created, sustained and contested by the activities of those acting for political interests, intellectuals cast in the role of moralists or commentators and the journalistic imperatives of mass media* ».

une troisième instance énonciative, un Vous, qui se détacherait d'un Nous collectif. Ce Vous est assez fréquent dans les discours des partis politiques et nous le retrouvons logiquement reproduit sur leur site internet.

L'absence d'une médiation, comparable à celle de la presse écrite et audiovisuelle, permettrait aux sites des partis politiques soit de « relayer » l'action du gouvernement, soit de la condamner par des discours de délégitimation. En d'autres termes, les schémas d'interprétation proposés par les sites internet s'approprieraient, en la renforçant d'une unité énonciative supplémentaire (Vous), la dichotomie Nous / Eux, existant dans les journaux.

Nous ne disons pas que le Vous est une marque énonciative absente du discours des journaux, mais elle est peut-être moins systématique que dans la rhétorique discursive des partis politiques et de leurs équivalents en ligne.

Au-delà de ces constats, il reste à déterminer si l'action journalistique, définie comme tiers symbolisant, offre une représentation des conflits plus « circonstanciée » que celle proposée par les discours sur internet, car basée sur des référents extérieurs, des événements, des faits, des paroles, en d'autres termes du factuel argumenté et médiaté. Cependant, l'émergence d'internet ne risque-t-elle pas, à plus ou moins long terme, de redéfinir le système de représentations et d'interprétations des événements et d'imposer par conséquent aux journalistes une remise en cause et une redéfinition de leur profession ?

En d'autres termes, la présence d'internet conduira-t-elle la presse à se revendiquer toujours comme organe d'information véhiculant accessoirement du commentaire, ou à se retrancher par réaction derrière un partage du « traitement de l'événement » en deux unités distinctes : à la presse l'information et à internet le commentaire ? Nous faisons ici référence à différents articles parus dans *Le Monde*, qui s'interrogent sur la place des journalistes professionnels devant la déferlante de l'information produite par l'apparition de « journalistes amateurs » sur le Web. Deux articles ont attiré notre attention, « Le journalisme, quand internet est roi » d'Hervé Brusini (*Le Monde*, 06/03/2007) et « Quel journalisme à l'ère du Web ? » (*Le Monde*, 04/01/2007) : dans ce dernier article, Jean-Pierre Elkabach s'interroge sur ce phénomène : « *Dans la jungle des blogs et la confusion entre communication et information, la presse conserve son rôle. La France compte de moins en moins de journaux et de plus en plus de blogs. Pourquoi ? Que devient le métier de journaliste quand l'Internet de deuxième génération, ce fameux Web 2.0, permet à chacun de prendre part au débat ?* »

S'il a été impossible d'ignorer le rôle majeur des médias dans les situations de crise, il est urgent de le reconsidérer au regard de la généralisation de l'usage d'internet. Les cadres d'interprétation proposés par les partis politiques notamment sur internet seraient-ils intrinsèquement différents de ceux des quotidiens car soumis à une censure encore en gestation dans ces processus discriminant et dans ses modes opératoires ?

4-2 Le Consensus orthodoxe

³⁷⁵ Nous incluons dans l'expression « discours journalistique » les éditions en ligne de la presse écrite.

Les médias seraient le théâtre des exactions terroristes, d'où la primauté de leur rôle dans une démocratie en danger : « *Les terroristes chorégraphient leur violence. Le terrorisme est un théâtre. Dans la perspective de la violence politique vue comme un drame réel sans ambiguïté, il n'est pas surprenant que soit accordée à la couverture médiatique une telle importance* ³⁷⁶ . » Avec internet, cette proposition prend une dimension nouvelle, dans la mesure où cette chorégraphie est doublée avec le média électronique. Ainsi lorsque, pour une précédente recherche, nous avons consulté le site du Hezbollah, nous avons pu accéder très facilement à des galeries de photos et des vidéos où se mêlent scènes d'explosion, blessés palestiniens et israéliens, etc.

P. Schlesinger consacre sous le titre d'« orthodoxie » la pensée suivante : dans une démocratie vulnérable - car faible, l'absence de censure médiatique devant le terrorisme fait des médias les « *victimes consentantes de la propagande terroriste* ³⁷⁷ », et leur couverture des événements peut avoir « un effet contagieux ». La pensée orthodoxe prône donc l'idée d'une censure et d'un contrôle de l'information accrue afin, non seulement, de protéger l'Etat des terroristes mais aussi les médias, potentiellement victimes de leur propension au sensationnel et à l'information débridée. Chaque violence nouvelle est présentée comme sans précédent, la mémoire médiatique est défaillante ; cette amnésie sert bien évidemment les intérêts de l'Etat, et conditionne notre mémoire sociale.

La pensée orthodoxe, au nom de l'intérêt national, prône donc la censure ouverte. Néanmoins, ces dernières décennies ont vu ces thèses, non pas disparaître - l'exemple anglo-saxon en Irlande du Nord en est la preuve - mais être employées dans une acception plus large.

Les liens qui unissent les médias et l'Etat dans le cadre de violence sont dictés par la voie d'un consensus en faveur de la lutte anti-terroriste. Cette collaboration part du principe suivant : la violence, selon qu'elle est le fruit de l'Etat ou des terroristes, a une légitimité toute différente ; le discours médiatique tend à légitimer la violence étatique en délégitimant l'action terroriste. En ce sens, les schémas d'interprétation et, avec eux, le vocable qualifiant les violences, que véhicule le discours médiatique, conditionnent ces représentations. La lutte étatique contre la violence terroriste se joue donc autant par le « langage sur » que dans les rues et touche au domaine symbolique et aux stratégies discursives. Le management de l'information et de la fonction symbolique de représentations archétypales favorise donc le « consensus contre » et distribue les rôles entre « une violence officielle », celle de l'Etat, et « une violence non-officielle », celle des opposants à l'Etat.

La phrase prononcée par le Major-Général Richard Clutterbuck, défenseur de la voie de l'orthodoxie, est révélatrice de la place centrale des médias dans ce courant de pensée : « *La caméra de télévision est comme une arme traînant dans la rue* ³⁷⁸ . » A

³⁷⁶ Jenkins Brian, «Responsibilities of the News Media - I», *Terrorism, Press and Media*, Londres, International Press Institute, 1980, non paginé : « *Terrorist choregraph their violence. Terrorism is a theater. In a perspective which sees political violence as unambiguously effective drama it is not surprising that media coverage is accorded such importance* ».

³⁷⁷ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 22 : « *willing victims of terrorist propaganda* ».

l'Etat de s'en emparer avant que les terroristes ne le fassent, et surtout de se demander quel type d'armes pourrait traîner dans les rues avec internet.

La raison d'Etat semble prévaloir ; néanmoins, le principe de « distorsion » de la liberté de la presse procède différemment de ce qu'envisagent M. Wieviorka et D. Wolton. Il n'est plus question « *de censure ouverte (qui) met en péril la légitimité de l'ordre démocratique libéral* »³⁷⁹ mais plutôt d'une collaboration de fait entre médias et Etat. Les premiers sont intégrés dans une sorte « d'intérêt national sécuritaire » ; ainsi impliqués, les médias ne sont soumis à aucune contrainte apparente et diffusent le discours légitime. Du fait de cette collaboration et de cette ouverture aux médias des sources officielles, le discours dominant s'impose, légitimé de surcroît par la diffusion médiatique. La mise en danger dicte aux médias de tenir leur rôle de citoyen de la démocratie : un phénomène d'autocensure se met alors en place.

Les médias ont dans ce cas une liberté sémantique et symbolique fort limitée, dans la mesure où ils servent à l'opinion publique le discours dominant : « *Désormais, il est avantageux pour l'Etat de mettre en place une politique d'information qui intègre les médias dans un projet de sécurité nationale alors qu'en même temps est préservée la nécessaire apparence d'une séparation (entre les deux)* »³⁸⁰.

La thèse du Consensus orthodoxe se veut, en apparence, à mi-chemin entre une censure ouverte et une certaine responsabilisation de la presse ; elle ne laisse guère de place à une autonomie effective des médias. P. Schlesinger parle des médias comme de potentiels « *instruments d'une opération de guerre psychologique* »³⁸¹. La généralisation des Pool Press, notamment en Afghanistan, est caractéristique de cette guerre psychologique.

Nous avons auparavant spécifié que la « collaboration » entre les deux entités semble d'autant plus se justifier que l'équilibre démocratique de la société toute entière est en danger ; les médias occupent alors une double fonction : celle de défenseurs de la démocratie mais aussi et surtout de lien social. Afin d'éclairer ce double phénomène, P. Schlesinger reprend les paroles d'Yves Lavoine : « *dans les cas de prise d'otages, le discours dominant émanant de l'Etat et reproduit par les médias produit le consensus social. Comme Elliot, il met l'accent sur l'utilisation d'un discours qui est quasi-religieux au travers duquel les attaques contre les otages sont prises comme des affronts à la collectivité sociale, impliquant une évaluation du terrorisme comme étant inhumain et irrationnel, incarnation même du chaos* »³⁸².

L'exemple donné par I. Garcin-Marrou dans sa thèse³⁸³ est à cet égard révélateur d'une différence dans le traitement de l'actualité : elle compare dans son étude

³⁷⁸ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 21 : « *The television camera is like a weapon lying in the street .* »

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 21 : « *overt censorship (whose) threatens the legitimacy of the liberal democratic-order* ».

³⁸⁰ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 21 : « *Hence, it is advantageous for the state to set in train an information policy which integrates the media into a national-security design while, at the same time, preserving the necessary appearance of separation* ».

³⁸¹ *Ibid.*, p. 51 : « *tools of a given psywar operation* ».

de cas deux moments du conflit nord-irlandais, le premier nommé « la semaine sanglante » va du lundi 25 octobre au mardi 2 novembre 1993, le second, celui du cessez-le-feu unilatéral intervenu un an après, va du jeudi 1^{er} septembre au jeudi 15 septembre 1994. Le positionnement des médias est fort différent entre ces deux moments, les Républicains passant d'un statut illégitime à celui d'une légitimation forcée par les négociations pour la paix et le désarmement de l'IRA en 1994. Le discours de délégitimation de « l'adversaire » évolue en discours de légitimation d'un partenaire pour la paix.

Dans le cadre d'un travail plus spécifiquement attaché au cas nord-irlandais, il serait également intéressant d'étudier les discours des médias entre le Vendredi Saint, moment de la signature des accords en avril 1998, et l'attentat d'Omagh, perpétré par l'IRA en août 1998, tuant une trentaine de personnes. Le laps de temps entre les deux moments est extrêmement serré et donc les logiques étatiques et médiatiques s'entrechoquent ; analyser la diffusion du discours dominant et probablement son évolution suite à cet attentat devrait mettre en avant la façon dont le discours normé des médias colle à l'actualité, quitte à produire en quelques mois un schéma et son contraire. Dans la dernière partie de notre recherche, nous confronterons la « parole » de la presse à celle des sites internet des partis politiques engagés dans le processus de paix. Cela nous permettra de tracer la frontière des identités discursives et la manière dont elle se dessine selon le médium.

Conclusion

L'état des lieux des rapports entre Etat et médias en temps de crise conduit à envisager ceux-ci sous l'angle non plus forcément d'une censure ouverte, sauf cas d'urgence extrême comme ce fut le cas aux Etats-Unis à la suite des attentats du 11 septembre 2001, mais sous celui d'une coopération induite au nom de l'ordre public.

Un article du *Monde* (24/06/2002) montre que cette thèse est loin d'être impertinente : « *Les Israéliens sont en colère contre CNN et la BBC qui, selon eux, véhiculent des propos anti-israéliens et encouragent le terrorisme. Le ministre des Télécommunications, Ruben Rivlin, s'était même déclaré prêt, hier, à accepter que ces deux chaînes de télévision soient, en raison de reportages jugés biaisés, privés de leur créneau [...]. Saisissant la balle au bond, le chef du parti Shinui (laïque de droite), Tommy Lapid, a déclaré hier que 'des journaux comme The Independent and The Guardian travaillent au service des extrémistes du Hamas.' Interrogé sur des exemples de 'fautes', le chef du service de presse du gouvernement, Daniel Seaman a déclaré : 'Toutes nos tentatives*

³⁸² *Ibid.*, p. 36 : « (...) in cases of hostage-taking the dominant discourse emanating from the state and reproduced by the media stresses social consensus. Like Elliot, he points to the utilization of a discourse which is quasi-religious, through which assaults on hostages are taken as affronts to the social collectivity, requiring terrorism to be evaluated as inhuman and irrational, as the very embodiment of chaos ».

³⁸³ Garcin-Marrou I., *Discours et pratiques journalistiques en démocratie*, Thèse : Sciences de l'information et de la communication : Paris III - Université Sorbonne Nouvelle, 1995, p. 323-324.

pour convaincre CNN d'arrêter de qualifier la Judée et Samarie [Cisjordanie, ndlr] de 'territoires occupés' ont échoué³⁸⁴.»

Cet extrait pointe la validité des thèses avancées par P. Schlesinger ; en l'absence d'un consensus induit entre Etat et médias au nom de la défense de l'ordre démocratique contre le terrorisme, le Consensus orthodoxe deviendrait le seul moyen pour rétablir la paix civile. Néanmoins, et c'est le deuxième point soulevé par l'article, ces schémas sont plus difficilement réalisables lorsque les médias n'appartiennent pas à l'espace public touché par les violences.

Nous venons d'envisager les rapports entre médias et Etat en période de crise ; dans le chapitre suivant, nous nous intéressons aux relations entre les médias et les acteurs d'un conflit.

Chapitre 5 – Médias et acteurs du conflit : forcément complices ?

Dans ce chapitre, directement lié au précédent, nous voulons mettre en évidence les relations les médias, auteurs des violences et acteurs politiques³⁸⁵ dans les conflits. Il s'agit, tout d'abord, de préciser les relations qu'entretiennent les médias avec les auteurs de violences terroristes, en nous appuyant sur un courant de pensée britannique qui au plus fort de la confrontation en Irlande du Nord a été très populaire dans les milieux politique et scientifique, et dont les mécanismes du *Léviathan démocratique*³⁸⁶ s'inspirent largement.

Selon les penseurs de la Contre-Révolution, les médias seraient les « *victimes consentantes*³⁸⁷ » des terroristes. Cette conception peut prêter à caution mais a largement contribué à justifier la censure étatique en Grande-Bretagne. La réflexion sur cette conception est un passage nécessaire à notre recherche, car elle permet de souligner le décalage qu'il peut parfois y avoir entre les artifices de la légitimation d'une

³⁸⁴ « Colère contre CNN et BBC en Israël », *Le Monde*, 24/06/2002, p. 10.

³⁸⁵ Nous précisons à nouveau que nous distinguons ici les auteurs des violences et les acteurs politiques alors que parfois les médias font l'amalgame entre les deux. Nous différencions les opposants politiques (Sinn Féin ou Fatah par exemple) et les terroristes (terme appliqué par les médias aux organisations paramilitaires telles que l'IRA, les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa). Cette échelle terminologique est également fondamentale dans la logique politique (on négocie éventuellement avec les acteurs politiques mais pas avec les terroristes), mais se trouve largement réduite, voire écrasée au profit d'un consensus démocratique contre une violence terroriste totalitaire et totalisante.

³⁸⁶ Nous renvoyons au chapitre 4 de la thèse pour le détail de cette notion.

³⁸⁷ Jenkins Brian, «Responsabilities of the News Media - I», *Terrorism, Press and Media*, Londres, International Press Institute, 1980, non paginé : « *the media are the willing victims of the superstars of violence* ».

censure médiatique et la réalité sur le terrain. Cela nous renvoie à l'épisode de la prise d'otages à l'ambassade d'Iran, événement qui illustre parfaitement l'acceptation par les médias d'une censure ouverte au nom de l'ordre public.

La seconde partie de ce chapitre présente une alternative aux penseurs de la Contre-Révolution. Nous appuierons, enfin, notre argumentation sur le rapport complexe qui unit les médias et l'opinion publique en temps de crise.

1-Les « penseurs de la Contre-Révolution³⁸⁸ » : les médias seraient-ils les complices de la violence conflictuelle ?

La thèse soutenue par les penseurs de la Contre-Révolution est ancrée dans ce que nous avons énoncé dans le précédent chapitre, mais elle nous semble trouver sa place ici car elle avance l'hypothèse d'une complicité entre médias et auteurs de violences. P. Schlesinger constate qu'à la fin de la guerre froide les Etats démocratiques de l'Ouest se seraient inventé un nouvel adversaire, et celui-ci pourrait bien être l'Islam. Bien qu'ayant plus de dix ans, cette remarque est résolument d'actualité si nous nous référons aux attentats du 11 septembre 2001 et à la poudrière proche-orientale. D'après P. Schlesinger, le monde s'est redéfini dans une nouvelle dichotomie amis / ennemis, autour de laquelle se sont reconstruits des espaces de légitimité. Les attentats du 11 septembre 2001 ont radicalisé ces positions aussi bien dans les discours politiques que dans les actes, avec notamment l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les troupes américaines.

Dans les situations conflictuelle, les médias se feraient non seulement l'écho de la réaction de l'Etat contre les violences terroristes, mais aussi celui des actes terroristes ; plus encore ils joueraient sur le registre d'une amplification des événements conflictuels et en ce sens produiraient des « effets contagieux ». Néanmoins, cette question des « effets contagieux » est reposée avec beaucoup d'intensité par l'entrée en jeu d'internet dans les conflits.

1-1 Une autonomie discursive difficile à tenir

Les penseurs de la Contre-Révolution voient dans l'exercice « libre » des médias un danger au maintien de l'équilibre démocratique. Le point central de cette thèse, mettant en exergue la possible relation terrorisme - médias, est le contrôle étatique ; ce dernier passe par la diffusion de discours légitimant l'action de l'Etat contre les terroristes, et discréditant tout autre type d'actions et de discours allant contre elle. Les penseurs de la Contre-Révolution ont eu un impact considérable dans la politique de « law and order » (la loi et l'ordre) soutenue par M. Thatcher en Grande-Bretagne durant son mandat de

³⁸⁸ Schlesinger Philip, *Media, State and Nation*, Londres, Sage, 1991, p. 66 : « Counter-Insurgency thinkers ».

P. Schlesinger évoque par cette expression une théorie et des pratiques dont la fonction principale est d'établir des schémas stratégiques et des tactiques politiques afin prévenir toute tentative de soulèvement révolutionnaire contre un Etat. Selon P. Schlessinger, au delà de la réflexion sur la mise en place de moyens répressifs, la pensée contre-révolutionnaire est une forme d'idéologie.

premier ministre (1979-1990), notamment dans le cadre du conflit nord-irlandais. Ainsi la BBC a été sévèrement rappelée à l'ordre à deux reprises en 1980 par le gouvernement pour avoir diffusé l'interview d'un membre de l'Irish National Liberation Army³⁸⁹ et réalisé un reportage sur l'IRA. Le document a été saisi avant même d'avoir été diffusé et la BBC menacée de procès au nom de la Prevention of Terrorism Act.

Dans la pensée contre-révolutionnaire, la logique de la raison d'Etat semble prévaloir sur toutes les autres. Seul le pouvoir central est à même de décider de la légitimité d'une action et donc du discours et des représentations issus de cette action, dans le but de maintenir un certain ordre démocratique : « *Qu'un exercice particulier de la force soit légitimé ou non, il est le thème central de toute discussion de la Contre-Révolution*³⁹⁰. »

Les théoriciens de la Contre-Révolution ont donc réfléchi à des procédés susceptibles de décrédibiliser et de délégitimer l'action des « terroristes - révolutionnaires » ; ils proposent une vision dichotomique de la société en opposant rationalité – celle du pouvoir – et irrationalité – celle des terroristes – de manière à créer une rupture symbolique et sociale. A cela, s'ajoute généralement un processus de « déshumanisation de l'adversaire », participant d'une vision anhistorique : c'est-à-dire que l'Autre, le terroriste³⁹¹, n'a pas de passé, un présent tragique et pas de futur.

Cet aspect est très présent dans les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais : en Israël comme en Palestine, le camp adverse est souvent stigmatisé dans ses coutumes, ses modes de vie et ses pratiques religieuses, créant ainsi un fossé idéologique avec l'autre peuple. En Irlande du Nord, cette tendance s'est aujourd'hui atténuée, même si les tensions entre communautés sont encore prégnantes. A l'automne 2001, les violences survenues entre Protestants et Catholiques à propos du passage d'écoliers catholiques dans une rue protestante, avaient néanmoins montré le fossé identitaire et idéologique entre les deux communautés. Cet épisode a connu un fort retentissement dans la presse internationale du fait qu'il renvoyait à une violence primaire, visant de jeunes écoliers, dans laquelle insultes et jets de pierre accueillaient enfants et parents qui, pour se rendre à l'école, empruntaient une rue en « territoire » protestant. La polémique inhérente à cet événement peut être imputable à deux facteurs principaux : l'âge et la condition des victimes (des enfants se rendant à l'école) et l'incompréhension de l'opinion publique internationale face à des violences sectaires jugées d'un « autre âge ».

Le renforcement des altérités participe de la logique conflictuelle ; mais elle sert la pensée contre-révolutionnaire, qui les encourage. Dans ces situations de conflit, les sites internet auraient un double rôle discursif à jouer :

celui d'un redoublement du discours dominant, voire d'une amplification : nous avons pu constater ce phénomène d'hyperbolisation au moment de l'affaire Enderlin dans les sites revendiqués comme des sites de propagande pro-israélienne³⁹². Ce phénomène

³⁸⁹ L'Irish National Liberation Army (INLA) est une organisation terroriste dissidente de l'IRA, fondée en 1974.

³⁹⁰ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 76 : « *Whether a particular exercise of force is legitimate or not is central theme in any discussion of counter insurgency.* »

³⁹¹

amplificateur est très présent également sur le site du Democratic Unionist Party en 2002³⁹³ : lorsque nous cliquons sur le lien « Manifesto », nous pouvons voir associées la photo d'un homme cagoulé et armé (reprenant ainsi les affiches de l'IRA) et celle des dirigeants du Sinn Féin levant un bras victorieux – Gerry Adams en tête avec pour sous-titre « Pas de terroristes dans le gouvernement³⁹⁴ ». Le parallèle et l'amalgame, facilités par une connotation historique ostentatoire, visent la décrédibilisation.

celui de la production d'un contre-discours, proposant de revenir largement sur l'histoire des partis, replaçant ainsi leur lutte en contexte, et la légitimant : le site du Sinn Féin est assez révélateur de cette seconde tendance. Cette notion de contre-discours est complétée par un second aspect : les discours sur internet permettraient une re-contextualisation des événements violents, du parcours et des logiques politiques des acteurs/terroristes, ce que ne font pas ou peu les médias engagés dans les logiques minimalistes de la Contre-Révolution. D. Miller souligne cet aspect en observant que les médias britanniques, soit par suivisme de la logique étatique, soit pour des logiques éditoriales et économiques, s'intéressent assez peu à l'arrière-plan sociopolitique des violences sévissant en Ulster. Internet serait en ce sens à la fois un média alternatif et un média de complément.

Internet constituerait donc une voie nouvelle dans la co-construction des discours en tension dans les situations de crise : instrument de surlégitimation du discours dominant d'une part et moyen de produire un contre-discours *a priori* libre de toute censure d'autre part. Internet permettrait aux opposants au régime de s'approprier dans une moindre mesure et avec des moyens différents, les armes psychologiques de l'Etat.

Dans la pensée de la Contre-Révolution, la notion d'ordre social est première à toute autre : « *the best insurgency is no insurgency at all !* » (« *la meilleure des révolutions n'est pas de révolution du tout !* »). Cette expression sous-entend qu'il n'y a pas de place pour d'autres discours que celui du pouvoir, et que tout discours ou acte d'insurrection doit d'abord être marginalisé dans l'espace public, pour pouvoir être ensuite contrôlé ou éradiqué sans que cela soulève d'objections majeures.

Ce courant de pensée véhicule une certaine idée de l'ordre social en dehors duquel tout « rebelle » est qualifié d'« extrémiste », d'« élément subversif » ; ce discours dominant et univoque, producteur d'idéologie, est diffusé librement par les médias : « *Dans les discours quotidiens des médias de masse, ils (ces concepts) tendent à être maniés sans une conscience critique des manières dont ils préfabriquent une version de la réalité favorisant ceux au pouvoir*³⁹⁵ . »

³⁹² Ce sont par exemples les sites *Propagande* et *Amisraellai*, disponible sur : <http://www.propagande.fr/st/> et <http://www.amisraellai.org>.

³⁹³ Nous précisons la date de consultation car à l'heure où nous écrivons, et depuis 2002, le site du DUP a modéré son discours sur internet. Nous pensons que cela peut être en partie dû à l'effet couplé de la légitimation accrue du Sinn Féin dans l'espace public national et international (notamment dans leurs efforts en faveur du processus de paix – légitimation intra et extra-étatique), et à l'imposition du parti républicain comme deuxième force politique d'Ulster (légitimation par les suffrages).

³⁹⁴ « *No terrorits in government* ».

Enjeu discursif et sémantique, l'essentiel est, en premier lieu, de représenter les auteurs de violence comme ennemis de l'ordre social. Par ailleurs, pour être « crédible » et entendu largement, ce discours ne doit pas émaner directement du pouvoir mais d'une instance autre, capable de diffuser l'idéologie dominante. Nous retrouvons là la théorie du dédoublement fictif du pouvoir, avancée par L. Quéré. La question du sujet et l'objet de l'énonciation sur internet sera posée dans la troisième partie de notre thèse.

La circulation de ces plaidoyers pour un consensus contre les violences terroristes, sans aucune distance critique réelle, ne peut trouver de légitimité totale et durable que dans une société en déséquilibre et sous le choc de violences terroristes. Il est important de souligner ici que la « *gestion de l'information et l'organisation de la propagande deviennent des armes cruciales dans la lutte pour justifier l'intervention militaire et gagner le soutien du public* ³⁹⁶ ». Nous signifions par là que les discours de la Contre-Révolution paraissent légitimés au moment où l'acte terroriste se produit, et que leurs effets sur les représentations médiatiques sont à l'œuvre dans un temps relativement court. Les attentats terroristes survenus en France en 1995 sont l'illustration de la légitimité de ces discours, essentiellement basés sur l'affect et la peur. C'est le discours de l'émotion médiatique. Ces mêmes théories de la Contre-Révolution sont également activables et trouvent un écho fort lors d'événements se réalisant sur un temps beaucoup plus long, comme le conflit nord-irlandais. Néanmoins le processus n'est pas identique ; dans le second cas, les penseurs de la Contre-Révolution appuient leur théorie sur une argumentation basée sur la raison, sur la peur et l'instinct de conservation de la société civile. Ces méthodes sont proches des logiques propagandistes décrites par Serge Tchakhotine dans *Le viol des foules par la propagande politique* ³⁹⁷. Il ne s'agit plus seulement de dénoncer à chaud l'horreur des attentats, mais de produire une stratégie discursive de décrédibilisation de l'opposant, d'autant facilement mobilisable dans les médias et favorablement accueillie par l'opinion publique, que l'attentat a été meurtrier et inattendu. Parallèlement à cela, et au-delà d'une censure ouverte des discours issus des terroristes, une autre technique de la Contre-révolution est de provoquer le désintérêt des médias et surtout de l'opinion publique. Ces techniques sont potentiellement battues en brèche par les sites internet militants qui contournent le non-discours en proposant un sur-discours.

David Miller explique ce désintérêt médiatique et populaire pour le conflit en Ulster dans une sous-partie de son ouvrage ³⁹⁸ intitulée « What is the Role of the Media in the Conflict in Ireland ? » : des sondages ont montré que la couverture par les médias britanniques des attentats perpétrés par l'IRA encourageait les citoyens anglais à pencher

³⁹⁵ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 78 : « *In everyday and mass-media discourses they tend to be handled without a critical awareness of the ways in which they pre-manufacture a version of reality favouring those in power.* »

³⁹⁶ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 78 : « *management of information and the organisation of propaganda become crucial weapons in the struggle to justify military intervention and to gain public support* ».

³⁹⁷ Tchakhotine Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992.

³⁹⁸ Miller David, *Don't Mention the War*, « Quel est le rôle des médias pendant le conflit nord-irlandais ? », Londres, Pluto Press, 1994, p. 273-283.

en faveur de la politique du gouvernement anglais en Ulster. Par ailleurs, les Anglais sembleraient assez peu concernés par les événements survenant en Irlande du Nord. A ce sujet, Mark Urban propose l'explication suivante : « *l'opinion publique en Angleterre est désensibilisée par des années de terrorisme et du coup a tendance à prêter peu d'attention aux vies des terroristes*³⁹⁹ . »

D. Miller s'interroge sur la raison de ce désintérêt et formule l'hypothèse suivante : ce serait l'un des objectifs du gouvernement anglais que de contenir le conflit nord-irlandais dans les murs de l'Ulster, et de l'écarter de la politique britannique et donc de l'opinion publique. En faisant ainsi passer au second plan la question nord-irlandaise, le gouvernement anglais aurait moins de risques de voir les médias (contraints en permanence par des logiques de diffusion, d'audience et donc de rendement) et l'opinion publique s'intéresser au conflit. La chose est d'autant plus aisée que les violences touchent assez peu le sol anglais et restent relativement contingenté à l'Ulster. Il y a une distance physique qui facilite la distance symbolique. Le fait que le conflit nord-irlandais n'ait jamais été une « guerre populaire », contrairement à la guerre des Malouines qui a rencontré un écho favorable auprès de l'opinion publique anglaise, ajoute à cela. Les assertions de D. Miller sont à repenser aujourd'hui à la lueur de ces dernières années, puisque le processus de paix engagé réellement depuis 2002 et très sérieusement depuis 2005 (après le désarmement de l'IRA), a été mis sur le devant de la scène médiatique, notamment depuis 2005. Si nous poursuivons notre réflexion sur le conflit nord-irlandais, cet argument, loin de contredire le précédent, le renforce puisqu'il va dans le sens de la communication politique : quand un conflit s'enlise, on l'occulte aux yeux des médias et de l'opinion publique, afin de ne pas entraver l'action gouvernementale. Lorsque celui-ci s'ouvre aux voix d'un processus de paix, on le remet sur le devant de la scène politique et médiatique.

Enfin, D. Miller souligne le peu de place que semble occuper ce conflit sur la scène politique britannique, en précisant qu'« *Aucune élection britannique n'a été gagnée grâce à un succès militaire en Irlande du Nord*⁴⁰⁰ ».

La pensée contre-révolutionnaire produit un discours et propose des méthodes qui visent à contraindre le discours des médias afin de restreindre la publicisation de l'action des terroristes mais aussi plus largement de celles des opposants à l'Etat.

1-2 L'argument de la contagion médiatique : entre idéologie et identité nationale

Dans la pensée contre-révolutionnaire, il s'agit donc de combattre l'ennemi physiquement, par la répression militaire, et psychologiquement et symboliquement, par le gain de l'opinion publique au consensus général contre les auteurs de troubles.

³⁹⁹ Urban Mark, *Big Boys' Rules : the SAS and the Secret Struggle Against the IRA*, Londres, Faber, 1992, p. 243 : « *miscellaneous (public opinion in Britain) is disensitized by years of terrorism and therefore tends to care little for the lives of its perpetrators* ».

⁴⁰⁰ Miller D., *op.cit.*, p. 281 : « *No British elections were won with the aid of military success in Northern Ireland* ».

L'Etat définit clairement les frontières de la légitimité en insistant notamment sur les risques de contagion d'une couverture médiatique des événements terroristes. En posant les médias comme l'une des « cibles indirectes » des auteurs de violence, l'Etat se donne une raison « démocratique » d'encadrer l'institution médiatique. La relation médias-terroristes est mise en avant par Walter Laqueur : « *Les terroristes ont appris que les médias sont d'une importance capitale dans leur campagne, que l'acte terroriste en lui-même n'est presque rien, alors que la publicité est tout. Mais les médias constamment en recherche de diversité et de nouveaux angles, font de capricieux alliés. Les terroristes seront toujours inventifs*⁴⁰¹ . »

Walter Laqueur omet le fait que la « médiatisation » des actions d'un groupe terroriste n'indique pas forcément que ses buts sont compris de l'opinion publique (nationale et internationale) et encore moins que ceux-ci sont favorablement accueillis par elle. Se pose alors la question cruciale de la médiation. Prenons l'exemple du siège de l'église de la Nativité à Bethléem par des Palestiniens au printemps 2002 : suite à de nouveaux attentats suicides, l'armée israélienne a investi et placé sous couvre-feu les villes de Tulkarem, Jénine, Naplouse et Bethléem. Les troupes israéliennes assiègent plus de trois cents Palestiniens réfugiés dans l'église de la Nativité à Bethléem. Le siège sera levé le 1er mai 2002 après, notamment, que les médias se sont emparés de l'événement et que le Vatican a violemment protesté contre l'assaut de lieux saints : « Le Vatican proteste contre la violation des lieux saints chrétiens à Bethléem » (Le Monde, 10/04/2002). Il n'est pas certain que le but poursuivi par les Palestiniens abrités dans l'église – nous ne sommes pas sûrs qu'il y en ait eu un au début de l'affaire dans la mesure où ils se sont réfugiés dans l'urgence de l'assaut de Tsahal dans un endroit « protégé » - a été compris par l'ensemble de l'opinion. Pas plus que l'action répressive de l'Etat israélien et le siège d'un lieu saint n'ont été acceptés par l'opinion publique internationale. Le choix d'un lieu saint (une église) n'est pas complètement le fait du hasard, mais il ne nous semble pas au départ ressortir d'une logique de communication claire. Au fil des jours de siège, et avec l'aide des médias (à majorité occidentale) qui se sont insurgés contre la violation possible d'un lieu saint (chrétien), nous pensons qu'une relation stratégique entre le lieu et les revendications a vu le jour dans l'esprit non pas des réfugiés mais surtout des acteurs politiques qui se sont revendiqués de leur résistance par idéologie (le Fatah et Y. Arafat par exemple) ou par solidarité (l'Union Européenne⁴⁰²). Dans cet épisode, il y a un bruit considérable entre le message adressé par Y. Arafat et les destinataires de celui-ci, et ce bruit est partiellement dû au média : la presse. Nous pouvons faire l'hypothèse que l'écho de cet épisode s'il avait été relayé par internet eut été différent, si ce n'est sur le fond en tout cas dans l'intensité discursive et la forme proposées. Pourquoi ? En premier lieu, parce que la démarche effectuée par les internautes pour accéder à l'information (sur les

⁴⁰¹ Laqueur Walter, *Terrorism*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1977, p. 223 : « *Terrorists have learned that the media are of paramount importance in their campaign, that the terrorist act by itself is next to nothing, whereas publicity is all. But the media constantly in need of diversity and new angles, make fickle friends. Terrorists will always have to be innovative.* »

⁴⁰² Un accord sur la levée du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem a été trouvé entre Chypre et l'Union européenne le 9 mai 2002. Cet accord est donc conclu sous l'égide de l'Union européenne ; six pays dont l'Italie et l'Espagne, ont accepté d'accueillir une partie des treize militants palestiniens promis à l'exil.

sites des journaux électroniques ou sur les sites individuels) leur permet d'avoir un accès différencié à l'événement dans le sens où internet autorise la consultation quasi-simultanée et directe d'une multitude de sites. Il est évident qu'avec les médias traditionnels, l'individu peut accéder simultanément à une information à la télévision, à la radio, et dans la presse écrite quotidienne et hebdomadaire, mais l'événement est médiaté par le discours journalistique dans des logiques éditoriales, des temporalités et sur des supports différents de ceux d'internet. Le média électronique est un concentré informationnel par la relation que nous avons à son dispositif, notamment dans l'acte de consultation.

Ensuite, l'intensité discursive sur internet doit être comprise dans la relation de l'événement à sa représentation, largement axée sur le commentaire et sur la justification par l'exemple. Internet est le média de l'ostentation dans la mesure où nous cherchons sur les sites le commentaire, l'image et le son qui viendront confirmer (ou infirmer) des *a priori* interprétatifs construits par les médias traditionnels.

La présence grandissante d'internet comme soutien de la médiatisation traditionnelle des actes terroristes pose vivement la question de la réception différenciée de l'événement violent. M. Wieviorka et D. Wolton soulignent à juste titre que « *le caractère spectaculaire d'une opération peut être, selon le lieu d'où on le considère, l'objet d'interprétations contradictoires débouchant sur des effets qui ne sont pas univoques* »⁴⁰³. Les stratégies de médiatisation par les terroristes d'un acte violent peuvent également varier ; l'exemple donné par M. Wieviorka et D. Wolton d'une cassette pré-enregistrée par des membres du Parti Populiste Syrien est totalement applicable aujourd'hui aux vidéos des kamikazes palestiniens enregistrées avant le passage à l'acte. Ces vidéos s'adressent essentiellement aux proches, à l'espace public local alors que la portée des attentats kamikazes palestiniens va au-delà de l'opinion publique palestinienne et israélienne.

Ces exemples montrent que ni les stratégies discursives des médias ni les processus communicationnels des terroristes ne sont invariables, et qu'il est donc très difficile de statuer sur leur complicité et de proposer des schémas préétablis pour contrecarrer la violence terroriste.

Selon nous, la sympathie ou l'antipathie à l'égard d'une cause ne se fonde pas sur la seule parole médiatique mais dans des interactions beaucoup plus complexes entre idéologie dominante, identité nationale et arrière-plan socio-historique. La contagion médiatique est un artefact du pouvoir, une béquille sur laquelle l'Etat appuie sa stratégie politique ; il s'agit de produire des construits idéologiques en rupture avec le sens commun, basés sur⁴⁰⁴ :

l'idée d'une différence incompressible entre deux cultures, deux peuples, deux identités, entre Catholiques et Protestants, Musulmans et Juifs ;

⁴⁰³ Wieviorka M., Wolton D, *op.cit*, p. 38.

⁴⁰⁴ Nous empruntons ici à P. Schlesinger l'étude qu'il a réalisé sur les images du Communisme et la classification en quatre thèmes qu'il en a fait ; nous avons replacé cela dans le contexte des conflits étudiés.

l'idée d'une menace : la violence terroriste dans les deux cas ⁴⁰⁵, dont l'issue est la dépossession du territoire et donc indirectement de l'identité nationale ;

l'idée d'une irrationalité, celle du terroriste opposée à la rationalité de l'action de l'Etat appuyée par le consensus public. Nous retrouvons ici l'image largement véhiculée par les médias de kamikazes palestiniens, « aveuglés par la Religion » alors que, selon nous, rien n'est plus rationnel et calculé que le conditionnement spirituel et idéologique de ces jeunes hommes et femmes. Il en va de même pour l'IRA : son action terroriste n'avait rien d'irrationnel et ressortait de calculs stratégiques précis. Pour le gouvernement anglais, montrer l'IRA, son action et sa politique (via le Sinn Féin) comme quelque chose d'organisé, de pensé, revient à considérer que, en dépit de la violence incontesté et illégitime de l'acte terroriste, il y avait du rationnel et du politique derrière cela. Les sites internet des partis politiques, notamment celui du Sinn Féin, ont permis de contourner la vision univoque donnée par le discours dominant, même si celui-ci s'est largement atténué en Irlande du Nord depuis 2000.

A cet égard, les sites internet constitueraient plus ou moins des accélérateurs de dissensus mais dont l'accès individualisé et erratique, encore trop aléatoire et négligeable au regard du public par rapport aux autres médias, ralentirait l'efficacité. Il y a un double différentiel incontournable dans la réception d'une information à la télévision et sur internet : il réside dans notre relation à la collectivité en premier lieu, et dans notre usage des NTIC ensuite. Autrement dit, l'individu n'a pas du tout le même rapport à son poste de télévision qu'à son ordinateur. Sans la médiation traditionnelle du discours journalistique, l'internaute naviguant sur les sites partisans n'a pas de garde-fou. Cette absence de filtre interprétatif et représentatif est une donnée à prendre en compte non seulement dans les stratégies politiques des gouvernements, des opposants politiques et des terroristes, mais aussi dans les études sur la réception et plus important peut-être dans toute analyse des discours tenus sur internet.

l'idée d'une analogie : celle-ci est flagrante sur le site internet du Democratic Ulster Party qui propose un ensemble de caricatures où le Sinn Féin est comparé au mouvement nazi et Gerry Adams à Hitler. La force pamphlétaire de cette analogie tient autant dans la comparaison entre les deux personnages (dont l'un est universellement connu, et du coup l'autre par analogie sera identifié et qualifié par rapport à lui) que dans la réception que l'internaute en aura. Soit c'est un Unioniste convaincu, et la caricature ira dans la logique du discours de négation de l'Autre ; soit c'est un Républicain, et dans ce cas, l'analogie agira comme un électrochoc, créant le rejet de l'argumentaire unioniste. Soit c'est une personne « neutre » politiquement (ni Républicain, ni Unioniste), et l'analogie choquera également par l'effet amplificateur et la force symbolique de la comparaison avec Hitler. Dans tous les cas de figure, la comparaison joue son rôle ici, puisqu'elle crée une réaction chez l'internaute. Dans l'acte de communication sur internet, la fonction phatique activée

⁴⁰⁵ Nous avons conscience qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, la situation nord-irlandaise a évolué vers une résolution politique du conflit et que la violence terroriste nord-irlandaise ne semble plus d'actualité. Néanmoins, la dévolution du gouvernement nord-irlandais au Sinn Féin et au DUP ne doit pas faire oublier le passé violent de l'Ulster, et nous devons impérativement en tenir compte non seulement dans les logiques médiatiques mais aussi dans les stratégies discursives des acteurs politiques. Evoquer l'ère post-conflictuelle au sujet de l'Irlande du Nord impose de parler d'abord de ce conflit.

par les signes visuels prime souvent sur le texte et s'affirme comme le primat de l'énonciation hypertextuelle.

La permanence de l'analogie Hitler / Adams sur le site du DUP en décembre 2006⁴⁰⁶, alors que l'idée d'un gouvernement bipartite a été entérinée entre le Sinn Féin et le DUP, que la presse nationale et internationale s'est largement fait l'écho de cette alliance entre les frères ennemis (Gerry Adams/ Martin Mac Guinness et Ian Paisley), dévoile une stratégie discursive basée sur la différenciation des publics. Aux médias, aux acteurs politiques et à l'opinion publique internationale, le DUP propose un discours résolument ancré sur le consensus et la concession ; devant les sympathisants et les membres du DUP, le discours partisan demeure. C'est précisément à ce niveau-là, qu'étudier le discours des acteurs politiques sur internet est primordial pour comprendre qu'il y a une action politique et un discours à deux vitesses. Rien de très nouveaux dans cette duplicité, si ce n'est qu'aujourd'hui, avec internet, ces discours équivoques sont accessibles à tous et non plus aux seuls partisans.

La théorie contre-révolutionnaire met également en avant la théorie de la contagion terroriste : relayé par les médias, l'acte terroriste serait davantage susceptible d'être imité par d'autres groupes (potentiellement) terroristes. Cette thèse est battue en brèche par M. Wieviorka et D. Wolton, dans leur ouvrage *Terrorisme à la Une* ; ils voient dans ce phénomène d'imitation plus le fait d'individus que de groupes. Il s'agirait donc d'un phénomène individuel loin de l'aspect politique et collectif que revêt le terrorisme contemporain.

Dans cette perspective, il s'agit pour l'Etat de délégitimer l'action terroriste avant tout, en proposant notamment des schèmes interprétatifs exacerbant le sentiment national et l'identité collective ; les médias ne sont qu'un moyen parmi d'autres de parvenir à cela, au côté des autres Appareils Idéologiques d'Etat. Mais pour ce faire, il faut un état d'urgence susceptible de rallier tous les acteurs de la démocratie au non du consensus sécuritaire. La théorie des penseurs de la Contre-Révolution et des effets contagieux concourent à créer un climat de suspicion généralisée non seulement à l'égard des médias suspectés de sympathies ou de faiblesses discursives à l'égard des contrevenants à l'ordre étatique, mais aussi vis-à-vis des terroristes coupables de vouloir manipuler des médias affaiblis par des logiques économiques qui les contraignent au sensationnel et au scoop .

Dans ce type de pensée, la liberté de la presse est totalement effacée derrière des intérêts nationaux justifiés par une situation marginale de violence. P. Schlesinger emploie le terme de « *guerre psychologique* »⁴⁰⁷ pour parler de la représentation médiatique de cette violence et des enjeux politiques, sociaux et idéologiques qu'elle induit. Les médias seraient donc les instruments du pouvoir et, en ce sens, nous retrouvons ici la thèse de L. Quéré. Les médias ne sont-ils cependant qu'une instance à « instrumentaliser », que cette « manipulation » soit celle du pouvoir ou des auteurs de violence ?

⁴⁰⁶ Quelques mois plus tard (dès le printemps 2007), ces caricatures avaient disparu du site du DUP. Nous reviendrons sur ce changement dans la troisième partie de notre thèse.

⁴⁰⁷ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 77 : « *psychological warfare* ».

2- Une complicité à relativiser

P. Schlesinger oppose aux théories de la Contre-Révolution un certain nombre de limites. Il pointe plusieurs aspects : il cite Wim F. Wertheim⁴⁰⁸ pour qui les mesures prises par l'Etat en réponse à la menace révolutionnaire sont à regrouper en trois catégories principales : la réforme, la propagande de diversion et la répression. Ces mesures seraient toutes plus ou moins vouées à l'échec à long terme. P. Schlesinger relève également plusieurs erreurs dans la pensée contre-révolutionnaire, empruntant à Robert Taber⁴⁰⁹ sa position : tout d'abord, le fait d'envisager que les révolutionnaires sont inspirés voire dirigés par des forces et des idéologies extérieures semble assez peu fondé dans la réalité. Cette assertion est aisément vérifiable pour les paramilitaires de l'IRA : il s'agit d'une lutte interne avec des intérêts et des influences identitaires fortes, basée sur l'intérêt privé. La situation est plus complexe pour les groupes palestiniens. La variété de leurs origines et de leurs lieux d'exil au moment de la formation des mouvements révolutionnaires (l'Egypte et la Tunisie pour Arafat, la Jordanie pour d'autres, le Liban, etc.), la délicate position d'Israël au sein du monde arabe et l'unanimité des pays arabes contre lui dans les années 70 à 90, font que les mouvements révolutionnaires palestiniens sont ancrés dans des logiques politiques et financières dépassant le territoire de la Palestine.

P. Schlesinger souligne également que les penseurs de la Contre-Révolution font rarement état de la complexité des mouvements révolutionnaires ou des réalités sociales et économiques qui sont souvent à leur origine. Il va plus loin en affirmant qu'il s'agit là d'une élision volontaire de la part des théoriciens contre-révolutionnaires ; nier ainsi la complexité des révolutionnaires / terroristes est une forme déguisée de propagande, et le moyen de donner une vision simplificatrice d'une violence qui, du coup, n'est plus politique mais devient une violence gratuite et erratique.

R. Taber note ensuite que les penseurs de la Contre-Révolution ont une vision figée de l'action révolutionnaire : celle-ci serait basée sur des techniques et des méthodes aisément importables d'un pays à l'autre, et donc tout aussi facilement identifiables et contrôlables. Le cas échéant, l'usage militaire pourra être employé et l'état d'urgence imposé. Cette théorie met en avant la prégnance de l'idéologie et les méthodes qui permettent de la manipuler.

P. Schlesinger étudie la question de la pensée contre-révolutionnaire dans les démocraties comme la Grande-Bretagne et Israël : dans ce mode de pensée s'opposent les grands préceptes démocratiques et les pratiques militaires. C'est par l'opposition ontologique entre ces deux entités que se trouve souvent expliquée la crise de légitimité de certains grands Etats démocratiques. Quoiqu'il en soit, et même si aujourd'hui on ne parle plus de Contre-Révolution, mais plutôt d'« *opérations de stabilisation* »⁴¹⁰, ces théories sont organiquement reliées aux intérêts du pouvoir. Ceci impose aux chercheurs

⁴⁰⁸ Wertheim Wim F., *Evolution and Revolution. The rising wave of emancipation*, Harmondsworth, Penguin, 1974, p. 293.

⁴⁰⁹ Taber Robert, *The War of the Flea*, St Albans, Paladin, 1972, p. 19.

de penser toutes théories de la Contre-Révolution au côté d'une théorie du pouvoir étatique.

D. Miller reproche aux penseurs de la Contre-Révolution de ne pas avoir procédé à des études empiriques sur la couverture médiatique d'un événement terroriste et de son processus, ni de s'être intéressés au public. Selon lui, dans le cas particulier du conflit nord-irlandais, le gouvernement britannique aurait été limité dans sa capacité à manipuler l'opinion publique par un certain nombre de facteurs. Cela peut s'expliquer par le crédit accordé par le gouvernement britannique aux théories de la Contre-Révolution, et l'incapacité de celles-ci à embrasser la complexité du phénomène révolutionnaire et terroriste. La capacité du gouvernement britannique à manager l'information serait donc entravée par des rivalités internes au sein même de l'administration anglaise, notamment entre les services secrets et les autres services gouvernementaux. Par ailleurs, les informations issues de sources officielles ne peuvent être regroupées avec celles d'autres protagonistes du conflit nord-irlandais, ce qui les rend aléatoires.

Ensuite, des logiques parfois contradictoires s'opposent entre la volonté gouvernementale de contraindre à tout prix les insurgés et les impératifs organisationnels médiatiques. Autrement dit, et là nous rejoignons les propos de M. Wieviorka et D. Wolton, il y a une difficulté structurelle à penser les médias comme instrument permanent du pouvoir politique. A cela, s'ajoute la croyance des médias en leur rôle de service public et en leurs devoirs de rendre compte de l'actualité conflictuelle ; ce deuxième point entre parfois en contradiction avec les logiques étatiques. S'il est vrai que le gouvernement britannique a plutôt réussi à contourner les (bonnes et mauvaises) nouvelles émanant d'Irlande du Nord dans les années 80 et 90, les médias ne peuvent être sérieusement considérés comme de simples « *chiens de garde* » (« *watchdogs* ») de l'Etat. Pourquoi ? Simplement parce que leurs rôles au sein de l'espace public conflictuel est pris dans des logiques contradictoires qui les placent parfois dans des positions ambiguës : « *D'un côté, les médias sont vulnérables à la propagande de l'Etat et les médias se comportent comme instruments de légitimation des activités de l'Etat. De l'autre côté, les valeurs prônées par les médias et les vestiges d'une idéologie du service public peuvent être pour le moins un inconvénient et à certains moments un obstacle majeur aux actions officielles* »⁴¹¹ . »

Quoiqu'il en soit, la médiatisation d'un événement violent comme celle des conflits nord-irlandais et israélo-palestinien est aujourd'hui soumise à des tensions politiques mais aussi économiques, dans lesquelles la censure et la propagande étatique au nom de l'ordre démocratique ne peut être efficiente que sur une courte durée au nom justement de ce même ordre démocratique.

D. Wolton et M. Wieviorka, de leur côté, relativisent fortement le principe d'une complicité entre presse et terrorisme. Pour appuyer leur raisonnement, ils partent de

⁴¹⁰ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 89 : « *stability operation* ».

⁴¹¹ Miller D., *op.cit.*, p. 276. : « *On the one hand, the media are vulnerable to the propaganda of the state and can perform functionally in legitimating the activities of the state. On the other hand news values and the remnants of public service ideology can be at the least inconvenient and at times a major obstacle to official actions.* »

l'hypothèse d'une entente entre les deux protagonistes pour la démonter ensuite. Nous mettons ici en avant deux aspects qui nous semblent centraux dans notre problématique : le premier est celui du facteur économique et le second celui de la fascination / répulsion des journalistes à l'égard des terroristes. Demandons-nous également si l'équation inverse, celle d'une fascination / répulsion des terroristes à l'égard des médias n'est pas tout aussi valable. Les NTIC, internet en tête, seraient à cet égard un facteur supplémentaire de séduction pour les terroristes mais aussi pour l'Etat. Par exemple, Internet permettrait aux auteurs des violences d'une part de publiciser sur leur propre site internet leurs actions et leurs discours, et donc de décupler potentiellement leur capacité à capter l'attention des médias mais aussi de l'opinion publique.

2-1 Le facteur économique : leurre ou vérité ?

En premier lieu, même si il est vrai que l'événement terroriste mis à la Une d'un quotidien fait vendre, ce n'est pas, selon M. Wieviorka et D. Wolton, dans des proportions supérieures à des sujets traitant de sexe ou d'argent. Ensuite, pour qu'il y ait une complicité entre les médias et les auteurs des violences, il faut qu'il y ait des intérêts réciproques. Quels avantages tireraient les terroristes d'une médiatisation de leurs actions ? Cette question est encore plus d'actualité avec le développement d'internet. Outre l'écho que la presse peut conférer à une action, la logique terroriste fonctionne plus souvent comme une rupture avec un ordre établi que comme un désir de communication. Certes il y peut y avoir volonté d'informer, notamment en accordant des interviews à la presse ou en apparaissant dans des reportages, mais cela n'est rien d'autre que la publicisation d'un acte et celui-ci est fortement cadré, c'est-à-dire réalisé de manière à ce qu'il n'y ait pas de décalage trop grand entre l'image que veulent donner d'eux les groupes paramilitaires. Internet permettrait éventuellement de corriger les erreurs d'appréciation des journalistes et de l'opinion publique, mais ne toucherait pas une audience aussi large que les médias traditionnels, et donc ne permettrait pas de manière significative d'accroître la publicité de l'action terroriste aux yeux de l'espace public national et international. Dans ce cas précis, internet dans agirait davantage comme un correcteur d'images en autorisant les acteurs politiques et les groupes paramilitaires à proposer un condensé idéologique sans le biais de la presse.

Quels intérêts auraient la presse à être la complice médiatique des terroristes ? Dans un état démocratique, outre l'argument économique d'un accroissement des ventes, elle n'a guère intérêt à soutenir ce genre d'actions dans la mesure où elle se décrédibilise aux yeux de l'opinion publique et de l'Etat, en abandonnant son rôle dans l'existence du lien social.

Pour M. Wieviorka et D. Wolton, il ne peut y avoir d'harmonie durable entre terroristes et médias pour des raisons économiques et financières : « *pour les médias, le terrorisme est une information qui coûte cher dès lors qu'elle ne se réduit pas au commentaire de communiqué* ⁴¹² ». En effet, les violences terroristes en Irlande du Nord et en Israël sont parties intégrantes d'un conflit qui dure, et couvrir ces événements nécessite l'envoi sur place de correspondants permanents et le cas échéant d'envoyés spéciaux. Tout cela a

⁴¹² Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 75.

un coût et réclame un lourd travail d'enquête sur le terrain ; cette tâche est devenue de plus en plus compliquée et risquée au Proche-Orient, si nous nous référons aux récents enlèvements de journalistes en Palestine et en Irak. Même si l'actualité conflictuelle, très dense au Proche-Orient, semble aller à l'encontre de cet argument, il prend tout son sens en Irlande du Nord, où le « calme » est momentanément revenu.

La thèse d'une complicité basée sur l'argent est donc *a priori* écartée. M. Wieviorka et D. Wolton envisagent cet aspect dans la relation médias / terroristes, il nous semble important d'interroger aussi la capacité d'internet à séduire les paramilitaires et leur aile politique. C'est pourquoi nous souhaitons réfléchir ici sur l'intérêt que peut constituer internet en matière économique pour ces groupes. Selon nous, internet peut potentiellement être rentable pour deux raisons principales :

réaliser un site internet a un coût modéré ; si on compte l'achat d'un ordinateur, de logiciels, cela peut coûter à peine quelques centaines d'euros.

la facile mise en œuvre du site et son actualisation exigent certes un peu de temps, mais ne nécessitent réellement qu'une personne, deux tout au plus. D'où gain d'argent à nouveau et de temps. Qui plus est la question de la distribution – incontournable avec un journal papier -, ne se pose plus. Par le média électronique, les intermédiaires entre l'émetteur et le récepteur sont quasiment nuls, réduisant d'autant les risques de bruit, de censure et de déformation de l'information : élément plus précieux encore pour les groupes terroristes.

Ces différents éléments pourraient contribuer à faire d'internet l'un des relais privilégiés des discours dissidents dans les situations conflictuelles.

S'il n'y a pas complicité fortuite, peut-il y avoir manipulation implicite ? A ce titre, M. Wieviorka et D. Wolton avancent une théorie fort intéressante : « *Comment, en effet, le problème des relations entre la presse et le terrorisme est-il le plus souvent posé ? Presque exclusivement dans le sens terrorisme-média, avec l'idée implicite que les terroristes manipulent les médias, renforçant d'ailleurs à cette occasion le ressentiment à l'égard de la presse. Le sens inverse du rapport, des médias vers le terrorisme, est rarement évoqué et l'idée que les médias résistent aux terroristes et soient même un jour capables de les manipuler, est encore moins présente à l'esprit*⁴¹³. » Si nous reprenons la façon dont les relations entre terroristes et médias sont posées le plus fréquemment, les terroristes adopteraient des stratégies médiatiques basé sur le schéma de la communication de Shannon avec d'un côté les terroristes (émetteurs), de l'autre le pouvoir (et/ou l'opinion publique, récepteurs) et au centre la presse (le médium). Ce schéma est trop réducteur et ne tient compte ni des tensions qui peuvent se jouer entre certains de ces acteurs, ni de la multiplicité des cibles visées par les terroristes, ni des tensions au sein du pouvoir politique.

A quel moment se situerait la manipulation ? S'il arrive que les médias se placent au côté des auteurs des violences comme co-producteurs d'un même spectacle, il est rare cependant que ceux-ci soient « manipulés à leur insu ». Néanmoins, ces différents points n'excluent pas totalement la possibilité d'une manipulation mais l'envisagent davantage

⁴¹³ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 243.

dans le sens médias/terroristes ; M. Wieviorka et D. Wolton laissent planer le doute quant à la duplicité de la presse : « (elle) est avant tout la caisse de résonance de conflits qui parfois la conduisent à faire le jeu des uns et des autres⁴¹⁴ . »

2-2 Le phénomène de la fascination / répulsion

M. Wieviorka et D. Wolton envisagent trois types de comportements de la presse face au terrorisme : « *Le premier est celui de la fascination-répulsion. C'est souvent aussi celui correspondant au premier stade des relations presse/terrorisme, et lié au terrorisme interne. Ici domine une sorte de compréhension à l'égard du discours terroriste et du combat au nom desquels les actes sont perpétrés*⁴¹⁵ . » Cet instant constitue l'un des seuls moments où la presse peut se rapprocher de la mouvance terroriste en tentant de comprendre et donc d'expliquer leurs actes. Nous sommes loin ici des penseurs de la Contre-Révolution qui, dans leurs discours sur la violence illégitime et la suspicion de complicité entre médias et terroristes, ne cherchent aucunement à trouver des causes aux actes terroristes qu'elles soient d'ordre historique, social ou économique.

Il faut aussi prendre en compte le fait que, parallèlement aux quotidiens « nationaux », comme *The Belfast Telegraph*, lu à la fois par les Protestants et les Catholiques nord-irlandais, *The Jerusalem Post* ou *Haaretz* en Israël, les journaux proches des groupes politiques, tels que *An Problacht/Republican news* pour les Républicains nord-irlandais ou *Al Ayyat* – proche du Fatah, offrent une vision plus « compréhensive » et partisane des événements. Ils demeurent néanmoins idéologiquement et politiquement très proches de ces partis politiques.

« *Le deuxième modèle, à l'opposé, est lié à la référence au quatrième pouvoir. C'est ici le pouvoir de la presse qui est central et non pas l'idéologie des terroristes ou les justifications politiques du gouvernement*⁴¹⁶ . » Dans ce cas précis, l'autonomie de la presse semble accrue car se joue la recherche de la « vérité » sur l'événement. La presse se situe alors au dessus des appareils idéologiques terroristes ou étatiques. Il est évident que ce « détachement » dans le traitement de l'actualité conflictuelle sera *a priori* plus aisé pour les quotidiens français que nord-irlandais, anglais, palestinien, israélien ou même libanais. Nous verrons un peu plus loin que ce raisonnement mérite d'être atténué. Ce point précis rejoint les notions croisées d'un « *important esprit de service public* » et d'une « *idéologie de "quatrième pouvoir"*⁴¹⁷ » mises en avant par D. Miller lorsqu'il évoque la complexité des relations entre Etat et médias.

« *Le troisième modèle intermédiaire est celui de la solidarité démocratique. Ici la presse ne se sent pas opposée au régime démocratique dans lequel elle est apparue et son rôle est de le défendre par des moyens complémentaires de ceux utilisés par le*

⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 85.

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 125.

⁴¹⁶ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 125.

⁴¹⁷ Miller D., *op.cit.*, p. 247 : « *significant service public ethos* », « *the ideology of 'the fourth estate'* ».

*gouvernement*⁴¹⁸. » La presse se comporte comme un outil – conscient - de la démocratie mais n'est pas instrumentalisée pour autant ; pour les médias, se positionner comme acteur du consensus social résulte d'un choix délibéré. Au plus fort des violences terroristes en Ulster et en Israël, ce fut généralement le cas ; même si, selon nous, cette instrumentalisation consciente résulte largement de ce que P. Schlesinger nomme la responsabilisation des médias par l'Etat, aidée en cela par une opinion publique choquée par la violence des attentats.

L'argument d'une symbiose entre médias et terrorisme se heurte à des problèmes structurels tels que la manière dont est qualifié l'événement, la rubrique dans laquelle il est inséré, la chronologie du terrorisme (qui agit par vagues, d'où une période forcée de latence) et enfin le coût d'une veille médiatique (enquêtes de fond, mobilisations de correspondants, etc.) Ces différents aspects seront examinés plus précisément dans la troisième partie de notre thèse.

Sans parler de complicité, M. Wieviorka et D. Wolton concèdent que le terrorisme séduit la presse : « *Les journalistes sont très souvent attirés par le terrorisme, pour trois facteurs dont ils devraient justement se méfier : l'événement, les acteurs, le pouvoir*⁴¹⁹. » L'événement s'impose par son immanence, l'acteur bien souvent par son charisme. Le troisième élément se rapporte à un autre type de complicité, avec l'Etat. Cet axiome est-il toujours valable sur internet ? Il semblerait que non, dans la mesure où presses quotidienne et audiovisuelle s'en tiennent au traitement « à chaud » du terrorisme alors que le média électronique se prête davantage à un commentaire décalé de l'actualité. Internet serait comme nous l'avons énoncé précédemment le média du commentaire et de la justification.

2-3 Des alliances idéologiques

Il semble difficile en l'état actuel de clore ce débat sur l'hypothétique commensalisme entre médias et terroristes, nous souhaitons cependant arrêter notre réflexion à la question des alliances idéologiques qui peuvent malgré tout exister entre médias et terroristes, ou plus largement opposants au régime, en reprenant une citation de *Terrorisme à la Une* : « *Les effets de tels actes sont donc d'abord fonction de la scène où ils sont interprétés*⁴²⁰. » Si cette remarque peut sembler être un truisme, il n'en demeure pas moins vrai que le terrorisme palestinien en frappant la société israélienne vise au delà de celle-ci ; la communauté juive étant très importante aux Etats-Unis et en France, il est fort probable que les commanditaires cherchent à atteindre au-delà de leur acte, non plus seulement l'autorité et l'opinion israélienne, mais l'opinion internationale. Ceci n'explique cependant pas pourquoi les événements en Irlande du Nord n'ont jamais eu un tel écho même au plus fort des hostilités. Nous voyons ici une contradiction, qui est une interprétation possible de ce phénomène : même s'il y a une diaspora irlandaise aux

⁴¹⁸ Wieviorka, Wolton D., *op.cit.*, p. 125.

⁴¹⁹ *Ibid.*, p. 121.

⁴²⁰ Wieviorka, Wolton D., *op.cit.*, p. 54.

Etats-Unis, les enjeux idéologiques et économiques ne sont pas aussi prégnants ; ensuite, les schémas terroristes unionistes / nationalistes (ostensiblement politiques) n'entrent pas dans le cadre de l'opposition idéologique occident / orient mentionnée ultérieurement, opposition poussée à son paroxysme depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Par ailleurs, le statut de la presse n'est pas le même sur le territoire des conflits ; ainsi, les quotidiens palestiniens, du fait de la structure actuelle de la société et de la jeunesse de cette presse, de la pression militaire israélienne⁴²¹ enfin, n'ont certainement pas l'autonomie politique et surtout financière que peuvent avoir les médias israéliens ou anglo-saxons – dans l'ère post-Thatcher en tout cas. Ensuite, les logiques éditoriales au sein des médias divergent en fonction du support : presse papier quotidienne ou hebdomadaire, presse magazine, télévision et radio nationale ou communautaire. Enfin, la manière dont la presse traite d'un événement terroriste est bien évidemment fonction de son implication : pour preuve, les tensions qu'il y eut au début de la dernière Intifada en France en 2000. La mise en question de la presse hexagonale, taxée de sympathie envers la cause palestinienne par les uns et de coalition avec la nation israélienne par les autres, est un exemple intéressant. Dans ces périodes de tension, les alliances idéologiques avec « l'ennemi » sont facilement imputables à la presse, *a fortiori* dans le cas d'une crise aussi complexe que le conflit israélo-palestinien. Ce phénomène se prolonge d'ailleurs sur internet dans les forums de discussions qui sont souvent considérés à tort par les internautes comme de véritables espaces publics virtuels.

Ces différents arguments n'orientent pas notre propos en faveur d'une complicité, à long terme, entre médias et terrorisme. S'il y a manipulation, elle est rare. Les intérêts convergents qui réunissent parfois les médias et les auteurs des violences ne sont jamais suffisants pour justifier d'une complicité totale et absolue. Notons d'ailleurs, parallèlement à P. Schlesinger, que le pouvoir est souvent à l'origine du jugement négatif porté sur le rôle des médias en période de conflit.

3-Le rapport complexe des médias et de l'opinion publique

Un dernier élément dans le triangle média-Etat-opposants semble jouer un rôle central dans l'espace social. La place occupée par l'opinion publique dans le discours médiatique est cruciale, notamment en temps de crise. Ce développement ne se veut pas un travail sur la réception, qui ressort davantage de la sociologie des médias ; nous envisageons ici simplement la représentation que se font les différents acteurs des conflits de la médiation de leurs actions et de leur réception dans l'opinion publique. En effet, dès l'instant où les médias se donnent comme les représentants de l'opinion, nous ne pouvons parler que d'effets *a priori*. La réception concerne ici l'horizon d'action tant des médias que des terroristes et, à moins de mener des enquêtes sur le terrain, nous ne pouvons avoir qu'une représentation de cette réception.

3-1 L'attente de l'opinion publique en période de crise

⁴²¹ Les locaux de la radio *Voice of Palestine* ont été bombardés par l'armée israélienne durant l'hiver 2002.

En effet, comme le souligne P. Schlesinger dans *Media, State and Nation*, lors d'événements violents allant à l'encontre de l'équilibre démocratique, les médias sont soumis à une double pression : celle de l'Etat mais également celle de l'opinion publique qui, choquée, ne peut et ne veut entendre une autre parole que celle émanant d'un consensus de la société contre les terroristes. La presse se réfugie donc derrière le discours dominant et ne rompt pas ainsi le lien social qui la légitime. Les tiraillements auxquels ont été soumis les médias français lors des événements survenus au Proche-Orient au printemps 2002⁴²², mobilisant alors des représentations fortement imprégnées d'identité culturelle, illustrent ce type de tensions. Dans le même registre, l'agonie puis la mort de Y. Arafat en 2005, ses obsèques et les soupçons d'empoisonnement qui ont suivi, ont conduit les médias français à se ranger régulièrement derrière l'Etat français qui prônait face à l'événement la plus grande prudence politique. Il est évident que les médias palestiniens, relayés par la presse libanaise et encouragés par l'opinion publique arabe proche-orientale, n'ont pas tenu les mêmes logiques discursives consensuelles que ce soit au moment du rapatriement du corps du Président palestinien à Ramallah ou de la polémique sur son empoisonnement.

De leur côté, M. Wieviorka et D. Wolton émettent l'idée d'une dictature de l'opinion publique sur les médias et voient dans l'association de ces deux entités un contre-pouvoir « *qui complète, voire parfois perturbe le jeu naturel du pouvoir politique et de l'opposition* »⁴²³. Le cas de l'attentat d'Omagh survenu en Irlande du Nord en août 1998, quelques mois après seulement la signature des accords de paix, a eu un fort retentissement sur les opinions publiques nord-irlandaise, irlandaise et britannique qui s'étaient préparées à la paix. La preuve en est les regrets présentés par l'IRA suite à cet attentat ; il est évident que le « jeu naturel du pouvoir politique et de l'opposition » a été ébranlé pour faire coalition contre cet acte terroriste. Même si les terroristes attendent des conduites réactives, il est clair que l'affaire d'Omagh a certainement dépassé le but escompté et même provoqué l'effet inverse, c'est-à-dire celui d'une condamnation unanime de l'attentat et le discrédit de l'organisation paramilitaire.

Nous pouvons penser que l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995, deux ans après les accords d'Oslo, a provoqué le même genre d'électrochoc. Dans ces cas extrêmes, le terrorisme et l'acte terroriste n'ébranlent pas la cohésion nationale, mais au contraire en créent une de fait. Ce fut le cas en Israël, lorsque Yasser Arafat a rendu visite à Léa Rabin juste après les obsèques de son mari, mettant un instant côte à côte, et fort symboliquement, deux « ennemis ». Il serait intéressant de mener une étude comparée de la couverture médiatique, nationale et internationale de cet épisode afin de dessiner la carte symbolique d'événements en marge de la logique politique habituelle.

De même, la série d'attentats survenue en 2002 sur le territoire israélien a largement discrédité Yasser Arafat sur la scène internationale, à un point tel que les accords de paix proposés le 24 juin 2002 par George Bush demandaient à l'époque une nouvelle figure à

⁴²² L'armée israélienne a occupé les territoires autonomes palestiniens en représailles à une série d'attentats commis sur le sol israélien.

⁴²³ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 213.

la tête de la Palestine. Ces moments de tension constituent autant de paliers symboliques dans la relation entre l'opinion publique et les médias, et forment comme des temps de suspension émotionnels dans le temps de la représentation de la violence terroriste. Ces mêmes temps suspensifs sont à l'œuvre lorsque l'Etat, dans une logique de violence défensive, touche à l'intégrité de la société civile et fait des victimes civiles dans le camp adverse. Nous faisons ici allusion au bombardement depuis un navire de l'armée israélienne d'une plage au nord de la bande de Gaza le 11 juin 2006, en représailles à des attaques palestiniennes. Les opinions publiques internationale, et palestinienne forcément, mais aussi israélienne ont été choquées par les images diffusées des médias. Dans ce cas précis, l'attente de l'opinion publique du territoire touché est logiquement une condamnation unanime des médias nationaux ; mais devant la nature de la violence, l'opinion publique israélienne peut attendre également une réaction médiatique. Celle-ci vient d'ailleurs rapidement puisque dès le surlendemain de l'événement, les médias israéliens sont sous le choc et s'interrogent sur ces violences : le quotidien *Yediot Aaront* titre « Tragédie sur la plage de Gaza » (13/06/2006) et illustre son article avec une photo de la seule rescapée de la famille décimée par le bombardement. La photo montre la jeune fille ensanglantée, hurlant ; cette image rappelle celle de la jeune vietnamienne hurlant et fuyant les bombardements au Napalm de l'armée américaine. Ce rapprochement iconique renvoie également à certaines images du début de la seconde Intifada ; cette double analogie n'est pas fortuite et en dit long sur le positionnement discursif de certains quotidiens israéliens. *Haaretz* publiera également une photo de Houda Ghalya, la fillette palestinienne, alors que David Grossman⁴²⁴ écrit sa colère dans un éditorial du quotidien *Maariv* : « *Jusqu'à quand accepterons-nous, dans la plus totale passivité, qu'une bande de responsables de la sécurité nous enferme dans le piège mortel des attaques et des représailles dans lequel nous vivons depuis des décennies ?* »

3-2 Médias – opinion publique : un contre-pouvoir indiscutable ?

Dans le premier temps de la crise, les médias rangent généralement sur la voie du consensus démocratique. Cette constante est diachronique du fait qu'elle s'applique non seulement au traitement de l'événement « à chaud » mais aussi « à froid ». Ainsi, l'opinion ne pourrait entendre le traitement rationnel et analytique, via l'investigation journalistique, d'un acte profondément irrationnel. C'est pourtant à cet instant T +1, que les médias peuvent se détacher du discours consensuel « à chaud » et proposer alors une rhétorique moins soumise idéologiquement et socialement à des tensions externes. D. Wolton et M. Wieviorka cite Raymond Aron qui constate que « *la principale limitation à la liberté de la presse, ce sont les lecteurs eux-mêmes*⁴²⁵ ». Il y aurait d'autant plus inadéquation à traiter de la violence terroriste « à froid » que cela va à l'encontre de la nature profonde qui la structure : l'imprévu et la déstabilisation.

C'est précisément à ce moment (l'instant T+1) qu'internet entre sur la scène terroriste médiatique - même si ce n'est pas là le seul moment, en se plaçant implicitement comme

⁴²⁴ David Grossman est un écrivain israélien, connu pour son engagement en faveur de la paix.

⁴²⁵ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 94.

une solution alternative à la carence discursive de la presse. Internet peut également être pensé comme un média de veille dont la rapidité de mise en œuvre constitue un allié de poids dans l'effort publicitaire des terroristes, mais aussi plus largement des acteurs politiques dans un conflit.

Lorsqu'il y a violence terroriste, elle n'est jamais vécue autrement que comme une atteinte à la démocratie, et l'opinion publique choquée ne peut entendre un autre discours que le discours sécuritaire de l'Etat. A ce propos, D. Wolton et M. Wieviorka affirment que « *la dictature de l'opinion n'est jamais aussi vraie qu'en cas d'événements graves, atteignant la collectivité nationale* ⁴²⁶ ». La position de la presse est alors délicate ; son devoir est d'informer sur l'événement, mais elle doit être extrêmement prudente à l'égard des représentations qu'elle produit, voire des mythes qu'elle réactive. Lorsqu'au début de la seconde Intifada, la presse française proposa à l'opinion publique la représentation d'un conflit basée sur une opposition entre un David palestinien et un Goliath israélien, la nature des images mobilisées fit polémique en France mais aussi en Israël. La presse se nourrit abondamment de symboles et de figures mythiques, mais ce faisant elle met en équilibre sa légitimité d'organe d'information, producteur de lien social, que lui accordent l'opinion publique et les pouvoirs publics.

Mais, si la presse constitue un organe de médiation indispensable en temps de crise, ce serait une erreur de réduire son rôle à celui d'un simple miroir de l'opinion publique. Nous l'avons montré auparavant, la presse entre dans une logique de pressions politique et publique complexes, dans laquelle elle ne joue pas systématiquement le jeu de la soumission ou celui de la « rébellion » ; mais, elle oscille constamment entre ces deux états. La presse, dans les situations de violence, n'a pas les mains libres, pas plus qu'elle n'est la seule source de « re-production » de la réalité ⁴²⁷.

Dans son ouvrage *Analyser la communication*, Andréa Semprini explique que « *tout support médiatique entretient une relation complexe avec lui-même, c'est-à-dire avec les conditions pratiques de sa production, avec son public et avec le monde dont il est supposé rendre compte* ⁴²⁸ ». Nous construisons notre propre vérité sur l'événement terroriste, la presse n'est jamais notre seul lien à elle, et l'est encore moins aujourd'hui avec le média électronique puisque celui-ci autorise un accès différé (par rapport au temps médiatique traditionnel) et différent à l'événement : « *La dialectique entre monde textuel et monde « réel » peut-être reformulée comme la dialectique entre monde représenté, mis en scène dans le texte, et monde externe, le monde constitué par une accumulation de connaissances, de croyances et représentations suffisamment stabilisées et objectivées pour fonctionner comme système de repère et de référence pour un nombre suffisamment important d'individus* ⁴²⁹ . »

⁴²⁶ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 94.

⁴²⁷ Schlesinger P., *op.cit.*, p. 108.

⁴²⁸ Semprini Andréa, *Analyser la communication*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 87.

⁴²⁹ *Ibid.*, p. 92.

Les deux mondes sont complémentaires dans leur relation, l'un ne pouvant faire sens qu'en référence à l'autre. Mais avec la consultation croissante des sites internet, ce schéma se complique puisque « le monde représenté » se scinde en deux : le monde textuel de la presse (celui de la médiation d'une instance reconnue par tous) et le monde textuel électronique (celui des sites internet dont les sources pas plus que les médiations ne sont identifiées clairement ni institutionnalisées).

A. Semprini observe par ailleurs que le lecteur « tout en étant impliqué par les informations qu'on lui propose, (il) n'en a pas pour autant une expérience directe⁴³⁰. » Grâce à internet, le lecteur peut avoir l'illusion, du fait de l'absence de la médiation journalistique, d'une relation plus directe à l'événement.

Les forums de discussion sur internet ne contribuent pas à redéfinir les relations presse-opinion publique mais proposent des espaces de légitimité du discours qui ne seraient plus sous la demande étatique d'un consensus ; l'anonymat de ces lieux de discussion facilite l'échange recréant ainsi, même artificiellement et illusoirement, de micro-espaces publics.

La surinformation est un cas classique des tensions qui peuvent exister entre presse et opinion publique ; ce phénomène est récurrent en France avec le conflit israélo-palestinien, notamment durant les premières années de la seconde Intifada. Pendant plusieurs mois, l'état de veille permanent des médias français et la prise de position dans l'espace public hexagonal des communautés juives et musulmanes (avec les dérives connues) conduisent à crispier les relations sur le plan international. Cette situation provoque des réactions politiques de la part d'Israël : A. Sharon condamne ainsi ouvertement la France pour son antisémitisme latent. Même s'il est trop facile d'imputer à la presse l'entière responsabilité de ce phénomène, il est évident qu'elle a joué ici un rôle déterminant de catalyseur des opinions contradictoires. Si nous ajoutons à cela une situation électorale française paroxystique en 2002⁴³¹, l'amalgame est aisément réalisé.

D. Wolton et M. Wiewiorka soulignent la tendance de la presse à surinformer dans le cas du terrorisme international et dénoncent la difficulté de la presse à tenir une position fixe dans l'espace public national :

« La dimension internationale de certains problèmes comme le terrorisme oblige donc la presse à redéfinir sa responsabilité qui ne peut procéder du simple droit à la revendication de l'information ni obéir à une logique strictement inverse de revendication du statut d'acteur politique qu'elle n'a pas. Elle reste la presse, mais la définition de son rôle est plus compliquée dès lors qu'une bonne partie de son travail ne peut s'appuyer et faire référence à une opinion publique nationale⁴³². »

⁴³⁰ Semprini A., *op.cit.*, p. 97

⁴³¹ En 2002, au moment des incursions israéliennes précédemment citées, se jouent en France le premier et le second tour des élections présidentielles. Le 21 avril 2002, au moment du siège de l'église de la Nativité à Bethléem, le candidat du Front National (parti de l'extrême droite française), Jean-Marie Le Pen, obtient 16% des voix et est donc qualifié pour le second tour.

⁴³² Wiewiorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 219.

La position de la presse est donc délicate quel que soit le type de terrorisme auquel elle est confrontée, et quel que soit sa « proximité » territoriale et/ou idéologique avec lui. Néanmoins, nous pouvons établir le constat suivant : s'il la violence terroriste touche le territoire national, la relation Etat - opinion publique - médias tend vers le consensus. A l'inverse, si les médias qui relatent la violence conflictuelle n'appartiennent pas à l'espace public touché, cette relation s'oriente davantage vers le dissensus. L'étude comparée des sites internet devrait nous permettre de vérifier si ces tendances sont respectées ou si, au contraire, elles sont beaucoup moins lisibles car moins directement soumises à la pression d'un consensus dominant.

Le couple presse-opinion publique ne constitue pas un contre-pouvoir indiscutable. Les développements précédents ont certes montré que l'opinion publique a une réelle influence sur les médias, mais il serait réducteur de s'en tenir à cette vision univoque. En effet, les relations entre les deux entités ne se résument pas à cet axiome. Faut-il pour autant avancer que les médias font l'opinion ? Certes non, même s'ils peuvent contribuer à « *conforter les idées reçues* ⁴³³ », *a fortiori* lorsque le public est vulnérable car choqué par un attentat terroriste aussi violent que soudain.

Cette question complexe renvoie aux études empiriques menées par la sociologie sur les effets des médias. Néanmoins, même une conception fortement propagandiste du rôle de la presse ne peut envisager raisonnablement une telle influence des médias sur le public. Penser ainsi leur relation reviendrait à réduire, en outre, au rang de simples artefacts les notions d'identités culturelles, d'appartenances sociales et les critères économiques.

M. Wieviorka et D. Wolton considèrent la « publicisation » de la scène terroriste et conflictuelle sous la forme d'un jeu à trois. Loin de la thèse classique d'une relation quasi-symbiotique entre terrorisme et médias qu'ils dépassent très rapidement, ils mettent en avant la théorie d'un triangle terrorisme-état-opinion publique au sein duquel se joueraient d'impossibles dialogues médiatiques. La mise en perspective des liens qui unissent ces trois entités est sous-jacente à leur réflexion ; ces liens ne seraient donc pas seulement tissés au fil de la domination étatique ou terroriste.

Il y aurait autre chose en jeu, qui serait d'un ordre différent : chacun des trois acteurs ne mobilisant pas les mêmes unités temporelles. La temporalité du terrorisme serait triple – son actions se déroulant sur le court, le moyen et le long terme, les médias seraient quant à eux subordonnés à l'immédiateté de l'événement et l'Etat « *soumis à forte tension. Sa mission [serait] de prévoir autant que de réprimer, il devrait être capable d'exercer une action de longue haleine mais il est en permanence happé par la conjoncture* ⁴³⁴ ». Ce schéma nous semble aujourd'hui à reconsidérer au regard des modifications spatio-temporelles apportées par internet, redéfinissant le territoire symbolique des conflits et des violences terroristes, mais aussi des discours politiques qui s'y rapportent. En dehors de l'Etat, les deux auteurs, s'ils les évoquent brièvement, ne s'intéressent pas ou peu aux discours et aux actes des acteurs politiques – les ailes

⁴³³ *Ibid.*, p. 117.

⁴³⁴ Wieviorka M., Wolton D., *op.cit.*, p. 174.

politiques des groupes paramilitaires par exemple qui, comme le Sinn Féin ou le Fatah, ont acquis une légitimité politique par les urnes. Dans la troisième partie de notre thèse, nous interrogerons ces discours ainsi que ceux des autres partis politiques dans les situations conflictuelles de notre corpus, dans lesquelles la violence terroriste est aussi présente.

Conclusion

Dans les conflits, la question de la vraisemblance d'un jeu à trois (Etat - médias - auteurs des violences⁴³⁵) se pose néanmoins : au regard des chapitres 4 et 5 de notre thèse, nous confrontons cette équation à l'idée qu'avec la prégnance de la technique dans les nouvelles logiques discursives, la situation risque de créer dans les prochaines années de probables modulations dans les définitions des espaces de légitimités, notamment dans le paysage conflictuel.

Les médias occupent une place essentielle du fait qu'ils « *constituent le passage obligé, où se rencontrent provisoirement, autour du spectacle de la violence, des acteurs un instant réunis malgré leur rythme propre, leurs calendriers distincts et leurs objectifs inscrits dans des échéances plus ou moins lointaines* »⁴³⁶. En outre, chacune des trois parties évoquées par M. Wieviorka et D. Wolton, ne touche pas les mêmes publics : les terroristes par leurs actions atteignent aussi bien leur propre « base », pour la mobiliser, qu'une nation ou l'opinion, pour la déséquilibrer et « l'effrayer ». Les médias, eux, s'adressent à l'opinion publique et les pouvoirs étatiques à l'ensemble de l'espace public. Ces cibles différentes, et par conséquent ces différents objectifs, réservent aux médias une place « à part » au sein de laquelle « *l'opinion publique (...) n'est donc pas l'arbitre de débats, mais bien davantage un instrument* »⁴³⁷. Les logiques d'action de chacun des acteurs divergent profondément, d'où une impossible symbiose, une manipulation rare et une complicité uniquement conjoncturelle. Ces affirmations doivent être repensées avec la place croissante d'internet dans les stratégies politiques et discursives des différents acteurs impliqués dans un conflit. Il ne faut cependant pas tomber dans le « piège techniciste » et donner au média électronique le premier rôle sur la scène conflictuelle. Selon nous, internet est un moyen de publicisation supplémentaire et complémentaire de la violence terroriste et de la contre-violence étatique ; mais il ne peut en l'état actuel occulter le rôle central de la presse comme trait d'union symbolique et comme lien social fort dans les situations conflictuelles. Réduire internet à un simple moyen de publicisation serait une erreur fondamentale.

⁴³⁵ Nous élargissons ce triangle de relations aux acteurs politiques ; nous gardons cependant à l'esprit que M. Wieviorka et D. Wolton envisagent ces relations dans le cadre du terrorisme uniquement. Il nous semble cependant que dans le cadre des conflits étudiés, la relation entre acteurs politiques et groupes paramilitaires terroristes est pour le moins floue. Nous pensons notamment à l'IRA et au Sinn Féin, au Fatah et au Brigade des Martyrs d'Al Aqsa. Le cas du Hamas est différent dans la mesure où il est un parti politique reconnu comme une organisation terroriste.

⁴³⁶ *Ibid.*, p. 175.

⁴³⁷ *Ibid.*, p.176.

La troisième partie de notre thèse, consacrée à l'étude de cas, devrait nous permettre de vérifier la pertinence des logiques discursives présentées jusqu'ici et d'en faire potentiellement émerger de nouvelles.

TROISIÈME PARTIE : LE JEU MÉDIATIQUE DES ACTEURS POLITIQUES DANS LES DEUX CONFLITS

Les parties précédentes ont établi le panorama bibliographique utile et délimité les territoires de notre épistémologie. Comme nous l'avons mentionné en introduction, la troisième partie de la thèse est consacrée à l'étude du corpus de la presse écrite quotidienne et des sites des partis politiques engagés dans les deux conflits. Il ne s'agit pas ici de produire une analyse comparée des discours tenus par la presse sur un événement ou sur un acteur politique avec les discours tenus par ces mêmes acteurs, ce qui serait inopérant dans la mesure où l'énonciateur, les modes et les moyens d'énonciation ne sont pas les mêmes. Il s'agit davantage de mettre en parallèle les modalités du langage politique à travers ces supports d'expression, d'étudier les stratégies discursives des acteurs politiques confrontées à cette double voie médiatique et enfin de les confronter au regard de quatre thématiques principales, afin de dessiner les identités des discours tenus dans les deux conflits : la violence, la figure du leader politique, le sacré, l'identité et le territoire.

Notre corpus de presse écrite se compose, comme nous l'avons précisé en introduction, de six journaux quotidiens. Nous souhaitons ici les présenter brièvement et

les situer dans leur espace public respectif. Nous avons expliqué en introduction les raisons de leurs choix, nous n'y reviendrons donc pas ici.

Nous choisissons de présenter synthétiquement ces différents journaux afin d'avoir une vue d'ensemble de leur rayonnement dans l'espace public national⁴³⁸, voire dans l'espace public international.

Libération est un journal quotidien français, fondé en 1973 sous l'égide de Jean-Paul Sartre. Au début, journal d'extrême gauche, il évolue dans les années quatre-vingt vers la gauche sociale démocrate. Il connaît une chute de son lectorat depuis 1995 ; il diffuse en 2006 à 127 229⁴³⁹ exemplaires. Il possède un site *Libération.fr*⁴⁴⁰ qui avoisine les 150 000 visiteurs par jour. Il se situe au troisième rang des ventes des quotidiens nationaux français, derrière *Le Monde* (312 265 exemplaires) et *Le Figaro* (322 497 exemplaires).

Le Monde est un journal quotidien français fondé par Hubert Beuve-Méry en 1944 ; il se veut un quotidien de référence. Il est devenu et reste, en dépit de certaines critiques françaises⁴⁴¹, le journal de référence non seulement dans l'Hexagone, mais aussi auprès de l'opinion publique internationale, où il apparaît comme LE quotidien français. Le quotidien libanais *L'orient le jour* le cite régulièrement parmi ses sources. Dans le paysage international médiatique, il figure dans la même catégorie que *The Times*, *Die Welt* ou *The New York Times*, c'est-à-dire comme un journal de « référence ». *Le Monde* est accessible en ligne (*LeMonde.fr*) possède sa propre rédaction et ses propres locaux ; il reprend les articles du journal *Le Monde*, mais également d'autres sources (agences de presse etc.).

The Times est un quotidien britannique de centre droit ; plutôt conservateur, le quotidien a néanmoins largement supporté la politique travailliste de Tony Blair ces dix dernières années. Il est le plus ancien des quotidiens de notre corpus puisqu'il a été créé en 1785. Il diffuse aujourd'hui à 650 000 exemplaires par jour. Contrairement aux quotidiens français, il a une édition spéciale le dimanche, *The Sunday Times*. Il a eu, et a encore, une influence importante dans le monde politique anglais, et dans l'opinion publique anglaise sur les sujets internationaux. *The Times* a également un site web⁴⁴². Son principal concurrent est *The Guardian* (359 000 exemplaires), journal très prisé de l'intelligentsia anglaise et proche des Travaillistes, mais néanmoins très critique à l'égard du gouvernement anglais.

⁴³⁸ Le taux de pénétration de la presse quotidienne nationale française est

⁴³⁹ Ces chiffres sont communiqués sur le site *Portailpresse* [ref. 21/06/2007], disponible sur : <http://www.portailpresse.com>.

⁴⁴⁰ Disponible sur : <http://www.liberation.fr>.

⁴⁴¹ Pierre Péan et Philippe Cohen, *La Face cachée du Monde*. Les auteurs affirment, entre autres choses, que l'équipe dirigeante du *Monde* en 2003, (Jean-Marie Colombani, Edwy Plenel et Alain Minc), privilégie une politique éditoriale de rentabilité et de ventes, au détriment du respect de la raison d'Etat que *Le Monde* avait mis en avant dans son code déontologique.

⁴⁴² Disponible sur : <http://www.timesonline.co.uk>.

The Belfast Telegraph est un quotidien régional nord-irlandais, créé en 1870 ; son édition paraît le soir comme celle du *Monde*. *The Belfast Telegraph* est un journal unioniste modéré qui s'est situé en faveur du Good Friday Agreement en 1998. Dans le contexte politique nord-irlandais, il essaie d'attirer des lecteurs unionistes et républicains, ce qui l'oblige à avoir une ligne éditoriale modérée. Il est le seul journal nord-irlandais à être lu par les deux communautés. En 2006, il est vendu à 111 000 exemplaires ; il possède également un site internet⁴⁴³. Son principal concurrent, *The Irish News*, est le seul quotidien (44 000 ex) représentant de la communauté nationaliste et catholique d'Irlande du Nord. Sa ligne éditoriale est elle-aussi très modérée, et se réfère davantage aux thèses du SDLP (parti républicain) qu'à celles du Sinn Féin.

The Jerusalem Post (50000 exemplaires) est un quotidien israélien de langue anglaise ; il a une édition hebdomadaire en français. Il a été créé en 1932, et est situé pendant plus de cinquante ans comme un quotidien de centre gauche. Après 1989, il se rapproche du Likud ; en 2007, il est considéré comme un journal de centre droit. Il prône néanmoins la diversité d'expression puisque des articles de journalites de gauche y sont régulièrement publiés. Son principal concurrent est le quotidien *Haaretz* (« Le Pays », centre-gauche, 80 000 exemplaires), qui publie lui aussi une édition hebdomadaire en français. *The Jerusalem Post* possède également une édition en ligne⁴⁴⁴. Ses deux autres concurrents, même s'ils sont plus éloignés en termes de stratégie éditoriale, sont *Maariv* (« Le Soir ») et *Yediot Aharonot* (« Les dernières nouvelles »). *Maariv* est un journal de droite (150 000 exemplaires), au lectorat plus populaire que *The Jerusalem Post*, il privilégie une ligne discursive basée sur des Unes visant l'émotion du lecteur mais n'exclut cependant pas les articles de fond. *Yediot Aharonot* est le premier quotidien israélien en nombre d'exemplaires (400 000 exemplaires) et se présente comme un quotidien indépendant de droite.

Le quotidien libanais *L'Orient le jour* est né en 1971. Il est, à l'exception de journaux publiés en Egypte, le seul quotidien de langue française au Proche-Orient. C'est un journal indépendant, dont la ligne éditoriale s'inspire largement de celle du *Monde*, dans la mesure où il affiche largement ses références au quotidien français dans son discours mais aussi dans sa maquette, sa topographie et sa typographie. Il diffuse à 18 000 exemplaires quotidiennement. Son principal concurrent est le quotidien de langue arabe, *An Nahar* (55 000 exemplaires). Deux autres quotidiens, publiés en Arabe, constituent le paysage médiatique de la presse quotidienne libanaise : *Ad-Diyar* (journal pro-syrien) et *As-Safir*.

Pour la partie électronique de notre corpus, nous avons retenu les sites internet des principaux partis politiques présents en Irlande du Nord et au Proche-Orient. Nous avons choisi d'étudier les discours des acteurs politiques pour deux raisons : tout d'abord, ce sont des acteurs à part entière de la société civile, qui fonctionnent comme moteur de l'actualité dans l'espace public, au même titre que la population, l'Etat ou les médias. Ensuite, il nous fallait un élément de comparaison « stable ». Etudier des pages Web

⁴⁴³ Disponible sur : [http:// www.belfasttelegraph.co.uk](http://www.belfasttelegraph.co.uk) .

⁴⁴⁴ Disponible sur : <http://www.jpost.com>.

« personnelles », mettant en scène une opinion sur les conflits, nous est apparu trop aléatoire, tant au niveau de la connaissance que cela demande de l'histoire et de la sociologie des deux conflits qu'au niveau de la qualité et de l'aspect éphémère de certaines de ces pages web. Nous aurions pu également nous arrêter aux sites d'Organisations Non Gouvernementales ou de groupuscules paramilitaires clandestins : nous n'étions pas sûrs, dans le cadre de notre problématique, que les premiers constituaient le choix le plus pertinent, et la consultation des sites de l'IRA ou des Brigades des Martyrs d'Al Aqsa, s'ils existent ou ont existé, est trop aléatoire sur un plan technique⁴⁴⁵.

Ces restrictions prises en compte, nous avons donc sélectionné quatre sites pour le conflit nord-irlandais⁴⁴⁶ (ceux du Sinn Féin, du Social Democratic Labour Party, de l'Ulster Unionist Party et du Democratic Unionist Party) et quatre pour le conflit au Proche-Orient (ceux de Kadima, du Likoud, d'Aavoda, et celui du Fatah). Nous avons pris soin dans cette sélection de proposer des partis de chaque bord politique (unioniste et républicain pour l'Irlande du Nord, gauche - « colombe⁴⁴⁷ »/droite - « faucon » pour Israël). Nous n'avons pu procéder à la même comparaison pour la Palestine dans la mesure où le site du Hamas est inaccessible.

Avant de poursuivre, nous souhaitons dresser brièvement le panorama politique des deux conflits. En Irlande du Nord, la scène politique est tenue par quatre acteurs principaux en 2007 ; le SDLP (parti républicain socialiste, seize élus) et l'UUP (parti unioniste situé au centre, dix-huit élus), avec respectivement à leur tête Mark Durkan et Sir Reg Empey, sont vus comme des partis modérés. Le Sinn Féin (vingt-huit élus), parti républicain social démocrate dirigé par Gerry Adams, même s'il a participé aux négociations de paix, a longtemps été considéré uniquement comme l'aile politique de l'IRA. Le DUP (trente-six élus) quant à lui est un parti unioniste de droite, opposé farouchement à une partition de l'Ulster. Le révérend Paisley, qui en est le leader, occupe néanmoins depuis le mois de mai 2007 la fonction de Président de l'assemblée nord-irlandaise de Stormont, qu'il partage avec Martin Mac Guinness, membre du Sinn Féin. Depuis les élections législatives de 2003, le Sinn Féin et le DUP sont les deux premiers partis d'Irlande du Nord.

Israël est une démocratie parlementaire multipartite ; le paysage politique peut être très schématiquement divisé en trois grandes catégories : les parties de gauche (« les colombes »), les partis de droite et les partis religieux (les deux entités peuvent être regroupées sous la dénomination de « faucons »). Les cinq partis possédant plus de dix élus au parlement israélien (Knesset) sont :

⁴⁴⁵ En effet, il est très fréquent que l'accès à ce genre de sites soit rendu impossible du fait de l'hébergeur.

⁴⁴⁶ Pour une situation détaillée de ces partis dans les paysages politiques israélo-palestinien et nord-irlandais, nous renvoyons aux annexes 2,3 et 5 (p. 479 - 487).

⁴⁴⁷ « Colombe » et « Faucon » sont des « surnoms » donnés respectivement au parti travailliste (Aavoda), généralement en faveur de la paix et d'une discussion ouverte avec les Palestiniens, et au Likud, parti plus radical et moins enclin aux concessions avec l'Autorité palestinienne.

Kadima, parti de centre droit, dirigé par Ehud Olmert, vingt-neuf élus ;

Aavoda, parti travailliste de centre gauche, dirigé par Ehud Barak, dix-neuf élus ;

Likud, parti de droite, dirigé par Benjamin Netanyahu, douze élus ;

Shass, parti religieux sans appartenance politique clairement établie, dirigé par Ovadia Yossef, douze élus ;

Israel Beytenou , droite russophone, onze élus.

La pluralité politique en Israël implique des alliances stratégiques afin d'obtenir une majorité à la Knesset, mais cette parcellisation a pour conséquence une grande précarité dans les stratégies politiques des uns et des autres.

La Palestine compte deux principaux partis politiques rivaux, qui sont le Fatah et le Hamas. Il est difficile de caractériser l'orientation politique de ces partis par l'opposition habituelle, droite / gauche, dans la mesure où, en 2007, c'est davantage la nature de leurs relations avec Israël qui les différencient qu'un programme social et politique défini. Chacun de ces partis est fortement marqué par l'empreinte de ses leaders historiques, respectivement Yasser Arafat et Ahmed Yassine. Ils se partageaient jusqu'en juin 2007, les sièges du Conseil national palestinien : soixante-quatorze élus pour le Hamas et quarante-cinq pour le Fatah suite aux élections législatives de janvier 2006. Mais depuis la prise de Gaza par le Hamas, le 15/06/2007, le paysage politique palestinien a changé. Ismaël Haniyeh (Hamas), qui était jusque là Premier Ministre, s'est vu démettre de ses fonctions par le Président Mahmoud Abbas en représailles à l'insurrection. A l'heure où nous écrivons ⁴⁴⁸ (septembre 2007), le gouvernement palestinien est uniquement composé de modérés et de membres du Fatah, le parti présidentiel. On ne sait ce qu'il adviendra du parlement palestinien.

La sélection des sites analysés a été faite sous deux types de contraintes :

des contraintes matérielles, qui nous ont obligés à contingenter plus encore notre corpus. Pour le conflit israélo-palestinien, l'absence du site du Hamas dans notre corpus s'explique du fait que, comme nous l'avons évoqué précédemment, ce site n'est plus accessible depuis 2002. Nous avons donc du restreindre notre corpus pour des raisons d'impossibilité technique. Par ailleurs, le site du Fatah, à nouveau consultable depuis 2006, était lui-aussi inaccessible depuis 2002. Ces impossibilités nous ont obligés à envisager différemment l'étude des sites internet des partis politiques palestiniens. La question de la validité de notre corpus palestinien s'est alors fortement posée. Pour des raisons techniques, les discours d'un des deux principaux partis politiques palestiniens n'étaient pas analysables. Nous aurions pu nous intéresser au site de l'Autorité palestinienne, mais nous n'aurions plus été dans les mêmes logiques discursives, puisqu'il s'agit d'une institution politique, détentrice du pouvoir. Nous avons finalement opté pour une étude des sites palestiniens monographique, puisque nous avons choisi de

⁴⁴⁸ Au moment où nous écrivons ce chapitre, la Palestine est donc divisée en deux depuis le 15 juin 2007 : Gaza est aux mains du Hamas et la Cisjordanie entre celles du Fatah. La situation en Palestine étant fortement instable depuis cette date, nous signalons l'événement mais nous ne souhaitons pas l'intégrer pleinement dans notre réflexion et notre analyse présentes, ni dans les développements des précédents chapitres. Nous nous réservons néanmoins le droit d'y faire allusion au fil de l'actualité.

nous intéresser uniquement au site du Fatah. Ceci nous a semblé, à défaut, constituer un élément de comparaison suffisant avec les sites des partis politiques israéliens, et être potentiellement révélateurs des stratégies discursives du site web.

- des contraintes linguistiques, nous avons été en effet également confrontés au problème de la langue. Cette difficulté, aisément surmontée pour le choix de la presse quotidienne, nous a considérablement ralenti dans le cas des sites internet : le site du Fatah est majoritairement en arabe avec quelques liens en anglais. La majorité des sites des partis israéliens sont en hébreu, à l'exception de Kadima qui propose une interface bilingue hébreu/anglais. Les pages d'accueil et certains liens des sites israéliens ont donc été traduits à la fois avec l'aide de logiciels et avec le concours d'une étudiante israélienne, ce qui peut potentiellement impliquer des biais dans la lecture de ces sites.

Ces contre-temps ont néanmoins trouvé une issue satisfaisant momentanément à nos exigences quant à la pertinence du corpus choisi. En effet, ces impossibilités techniques et ces obstacles linguistiques sont à la fois constitutifs des limites d'internet en terme de lecture des discours politiques, et des choix stratégiques des partis politiques de s'exposer ou non à une publicité internationale.

Cette troisième et dernière partie se divise en deux temps principaux : le premier (chapitre 6) nous permet d'envisager la question de la violence et de ces représentations dans les médias. Le second temps sera l'occasion de mettre à profit les analyses que nous avons faites des articles et des pages web de notre corpus : nous nous attacherons d'abord à étudier le dispositif internet, la sémiotique de ces pages d'accueil et les stratégies argumentatives qui s'y dessinent (chapitre 7). Ensuite, nous consacrerons deux chapitres à une approche thématique envisageant les questions du leadership politique (chapitre 8), puis de l'identité et du territoire (chapitre 9).

Chapitre 6 – Violences et représentations

Un des points centraux de la représentation médiatique est la violence des conflits. La violence terroriste si elle n'est pas l'objet premier de notre corpus est néanmoins implicite dans les discours médiatiques et politiques, et ce, notamment lors du retrait de Gaza, lors du désarmement de l'IRA, et lors de l'épisode Holly Cross School en Irlande du Nord. Les temporalités conflictuelles en Irlande du Nord et au Proche-Orient ne sont plus les mêmes en 2007 ; l'Ulster est entré dans une période post-conflictuelle, mais les corpus que nous étudions réfèrent plus ou moins explicitement à la violence terroriste.

Le thème de la violence conflictuelle, dans laquelle s'inclut donc la violence terroriste, est sous-jacent dans les autres chapitres de cette partie. Dans cette section, nous souhaitons examiner le rapport entre violence réelle et violence symbolique dans les conflits étudiés.

Dans son ouvrage *Violences politique*⁴⁴⁹, Philippe Braud propose une grille

⁴⁴⁹ Braud Philippe, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004.

d'analyse tout à fait pertinente sur le rapport entre violence réelle et violence symbolique dans l'espace public en crise. Nous souhaitons partir de cette typologie et l'appliquer aux représentations médiatiques de la violence conflictuelle en Irlande du Nord et au Proche-Orient. Il est en effet essentiel de penser très précisément la question du traitement de la violence. Pour cela, il faut comprendre la relation, selon nous irréductible, entre les deux items, et déconstruire ce lien qui les unit pour mieux le comprendre et ainsi mieux discerner leur représentation dans les médias. L'imbrication entre les deux types de violences est évidente ; mais, puisque l'une et l'autre sont indissociables, la première de nos tâches va être de cerner les liens qui les unissent. Nous isolerons ensuite la notion de violence symbolique afin de mieux l'étudier dans ses représentations médiatiques.

Dire qu'il n'y a pas de violence sans victime est un truisme, mais c'est justement de celui-ci que nous partirons dans la seconde partie de notre chapitre. Nous montrerons que l'évocation des victimes d'une violence constitue un enjeu symbolique fort dans les représentations médiatiques mais aussi dans les discours politiques.

1-La représentation de la violence dans l'espace public conflictuel

Lorsque nous analysons les violences conflictuelles en Irlande du Nord et au Proche-Orient, il est difficile de faire l'impasse sur les blessures identitaires infligées par « l'ennemi », sur les vexations religieuses faites aux différents camps (le tunnel de Jérusalem passant sous l'esplanade des Mosquées construit sous le gouvernement Netanyahu par exemple) et les « amputations » territoriales (la décolonisation de la bande de Gaza, l'interdiction pour les écoliers catholiques de traverser une rue protestante pour se rendre à leur école). Ces exemples sont une forme de violence particulière ; il y a une violence réelle lorsque des manifestants protestants jettent des pierres sur les enfants et les parents catholiques ; les victimes sont touchées physiquement. Mais c'est une violence qui est aussi profondément symbolique dans la mesure où lancer des projectiles et injurier une partie de la population nord-irlandaise, c'est la placer dans un rapport de dominé à dominant⁴⁵⁰. Les enfants et les parents sont agressés parce que les habitants du quartier de Glenbryn considèrent qu'ils n'ont pas le droit de traverser un territoire protestant. Le dominé (ici les Catholiques) perçoit l'acte protestant comme la manifestation de la supériorité d'une communauté sur l'autre.

1-1 Violence réelle, violence symbolique

Dans son ouvrage *Violences politiques*, Philippe Braud pose comme base de sa démonstration que la violence symbolique est autonome et dynamique : « soit qu'elle confère aux violences physiques leur sens politique et psychologique véritable, soit qu'elle produise des effets douloureux de façon indépendante⁴⁵¹ ». Il distingue trois types de violence physique et symbolique dans les situations de crise, articulant de façon

⁴⁵⁰ La notion de violence symbolique et le rapport dominé / dominant dans lequel elle s'exprime notamment, ont été développées par Pierre Bourdieu dans un article « Sur le pouvoir symbolique », *Annale*, 3, 1977, p. 405-411.

⁴⁵¹ Braud P., *op.cit.*, p. 162.

différenciée les actes réels et leur portée symbolique : les cruautés et les traitements dégradants, les logiques de bouc émissaire, et enfin les violences *iconoclastes*.

1-1-1 Les cruautés et les traitements dégradants

Dans le conflit nord-irlandais, ce type de violence est récurrent, dans la mesure où les violences entre communautés protestante et catholique sont ou ont été quotidiennes au plus fort du conflit. *The Times* retranscrit dans un article, « Unionists 'like Nazis' says priest », («Les Unionistes 'comme des Nazis' dit le prêtre »,13/10/2005), les propos d'un prêtre catholique fustigeant le comportement des loyalistes : « *La réalité est que la communauté nationaliste en Irlande du Nord a été traitée presque comme des animaux par la communauté loyaliste. Ils n'ont pas été traités comme des êtres humains. Ils ont été traités comme les Nazis ont traité les Juifs* ⁴⁵² .» Cette citation est particulièrement intéressante car elle met en avant le mode binaire victime / bourreau sur lequel fonctionnent les stratégies discursives à l'œuvre dans le conflit nord-irlandais. Le prêtre appuie son argumentaire sur l'opposition animal / humain donc sur une comparaison de genre (genre humain - genre animal) à laquelle il associe une comparaison historique shoah / conflit nord-irlandais. Ces deux éléments donnent aux lecteurs un repère symbolique extrêmement fort quant à la gravité de la situation nord-irlandaise, dénoncée par le père Alec Reid.

Face à l'escalade de la violence quotidienne, la presse européenne représente peu les exactions nord-irlandaises, car elles impliquent des individus appartenant à la communauté européenne. La proximité géographique et politique affaiblit la capacité des médias à porter un regard distancié sur ces événements ; les victimes et les coupables appartiennent à l'espace public du lecteur ou à un espace public très voisin. Il semble en revanche plus facile pour les journalistes européens d'écrire sur les exactions commises au Proche-Orient par l'un et l'autre camp, durant les premiers mois de la seconde Intifada. Les lecteurs de presse ont encore en tête l'épisode des mains rouges, durant lequel deux soldats de l'armée israélienne ont été lynchés par la foule et jetés depuis une fenêtre d'un commissariat palestinien. Toute la presse hexagonale et internationale a fait sa Une de cette tragédie. En revanche, qui se souvient de l'épisode Holy Cross School ou du jeune Catholique crucifié ? Il y a là une forme de mutisme couplé à un *agenda setting* politique dominé par le conflit israélo-palestinien, qui peut laisser penser que la barbarie des violences intra-communautaires n'a pas droit de citer en Europe.

Comment cependant représenter ces traitements dégradants ? Lorsqu'il évoque l'acte de persécuter des individus ou un groupe d'individus, P. Braud explique que « *le principal moyen d'annuler le stress éventuel d'une souffrance infligée consiste tout naturellement à souligner la différence entre "eux" et "nous"* ⁴⁵³ ». Il y a une forme de désincarnation de la victime, devenue « objet » d'exactions ; selon l'auteur, cette opération mentale permettrait à l'auteur des violences de « déshumaniser » la victime – lui

⁴⁵² « *The reality is that the nationalist community in Northern Ireland were treated almost like animals by the unionist community. They were not treated like humans beings. They were treated like the Nazis treated the Jews.* »

⁴⁵³ Braud P., *op.cit.*, p. 190.

enlever son humanité sociale, culturelle et politique, et donc de produire une altérité suffisamment forte pour provoquer la violence et la lui rendre « supportable ».

Nous pouvons alors faire l'hypothèse suivante pour le conflit nord-irlandais : parce qu'il n'y a pas de distance sociale et politique suffisante entre le lecteur européen et les auteurs des violences, il ne peut y avoir dans le même temps désincarnation de la victime dans la représentation médiatique de cette violence. Une sorte de violence en miroir se produit alors ; de ce fait, les journalistes ne peuvent la représenter aisément et les lecteurs ne peuvent l'intégrer à des cadres interprétatifs acceptables moralement.

1-1-2 Les logiques de bouc émissaire

« La victime sur qui s'abat la violence est choisie non parce qu'elle est responsable d'un crime mais parce qu'elle est sacrificable ⁴⁵⁴ . » Nous prendrons ici l'exemple de l'attentat terroriste survenu le 17 avril 2006 à Tel-Aviv dans un quartier populaire faisant neuf morts et trente blessés. Aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale, un civil israélien est une victime « innocente » contrairement à l'homme de pouvoir qui lui est une victime « politique ». Tuer des civils - une cible indéterminée - relèverait du terrorisme, tuer un homme politique - une cible déterminée - relèverait de l'acte de guerre. Cette distinction faite par Jean Baudrillard, dans son ouvrage *A l'ombre des majorités silencieuses* ⁴⁵⁵ , établit donc un rapport entre la nature de la cible et la qualification de l'acte. Bien que discutable à certains égards, cet aspect attache très étroitement les notions de violences physique et symbolique à leur représentation dans les médias ; il est manifeste que les affects mobilisés par les termes « terrorisme », « attentat », « victimes civiles », ont un impact fort sur l'opinion publique et que les terroristes sont aujourd'hui conscients des effets de représentation sur le public et les gouvernements. Le choix des victimes participe donc potentiellement d'une décision guidée par des logiques sociales, politiques et médiatiques.

Dans *Le bouc émissaire* ⁴⁵⁶ , René Girard développe le processus victimaire selon trois éléments caractéristiques des situations de violences extrêmes : les accusations stéréotypées envers l'Autre, l'ennemi, puis le choix du bouc émissaire, de la victime idéale selon les critères énoncés plus haut et enfin la persécution. Le bouc émissaire est l'individu ou le groupe d'individus, souvent minoritaire, tenu pour responsable de tous les maux d'une société. Cette logique du bouc émissaire ne semble pouvoir s'appliquer qu'au conflit nord-irlandais. En effet, le mécanisme du bouc émissaire est déclenché par une cause précise : l'indifférenciation. Qu'est-ce que l'indifférenciation ? Elle consiste en « l'aplatissement des ordres culturels ⁴⁵⁷ », qui écrase l'identité sociale des groupes constituant la société. Il n'y a plus de barrières institutionnelles ; les mécanismes de

⁴⁵⁴ *Ibid.*, p. 192.

⁴⁵⁵ Baudrillard Jean, *A l'ombre des majorités silencieuses*, Paris, Denoël-Gauthier, 1978.

⁴⁵⁶ Girard René, *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982.

⁴⁵⁷ Disponible sur : <http://www.amha.be/renegirard/index.php?2005/10/31/11-introduction-au-bouc-emissaire>.

reconnaissance sociale, établis par les institutions nord-irlandaises, hiérarchisant la société entre la majorité protestante et la minorité catholique s'effacent. C'est précisément parce que les Protestants unionistes refusent l'intégration des Catholiques républicains à leur société, menant potentiellement à l'indifférenciation des deux communautés, que la crise éclate. Inversement, c'est parce que les Républicains refusent l'assimilation géographique, politique et sociale que la crise perdure. Dans le cas de l'Irlande du Nord, c'est davantage la menace de l'indifférenciation que la réalisation de l'indifférenciation elle-même qui déclenche ce double processus. Face à cela, il y a de part et d'autres nécessité d'activer des mécanismes de différenciation forts, susceptibles de régler le conflit : il s'agit de recréer une différence entre le groupe majoritaire (les Protestants unionistes) et, pour cela, trouver une cause (les Catholiques républicains) au déclenchement de la crise. C'est le principe de l'accusation, sa valeur est explicative et elle justifie les persécutions⁴⁵⁸ qui vont suivre.

Pour se suffire à elle-même, la faute portée par le bouc émissaire doit être une accusation stéréotypée ; le stéréotype fonctionne sur l'*a priori* et sa force illocutoire sur la nature des interdits transgressés. Par exemple, le stéréotype de l'Irlandais rétrograde s'appuyait sur des considérations religieuses (les Catholiques sont opposés à l'avortement), économiques (le pourcentage de chômeurs catholiques nord-irlandais est supérieur à celui des Protestants) et sociales (ils ont beaucoup d'enfants, ils ont un niveau d'études inférieures à la communauté protestante, etc.). Ces traits victimaires avancés par les Protestants au plus fort du conflit ont contribué à créer un état d'a-normalité de la communauté catholique par rapport à la norme du groupe protestant : « *le groupe sélectionné pour ses traits victimaires est symboliquement l'antagonisme mimétique*⁴⁵⁹. » Pour écarter le danger, il faut donc procéder au « sacrifice » de la victime et réduire ainsi à néant le désir mimétique d'appropriation du groupe minoritaire. Ce sacrifice réintroduit une différence et une hiérarchie sociale au sein de la société.

Néanmoins, la représentation symbolique de l'altéricide se joue avant le passage à l'acte. Elle passe par le discours et en ce sens, les sites internet des partis politiques proposent un discours éloquent. Pourquoi éloquent ? Parce qu'il met en scène un clivage moral entre le Bien d'un côté et le Mal de l'autre. C'est le cas du DUP qui, malgré la modération des propos qu'il tient sur son site en 2007, stigmatise et discrédite les actions de l'Autre. Cet Autre inclut aussi bien les Catholiques républicains que les Unionistes modérés de l'UUP.

Le mode discursif du DUP est largement axé sur le dénigrement de l'adversaire et sur une glorification de sa propre action. En ce sens, le discours du DUP est proche de celui du Front National en France ; il s'agit avant tout de déprécier l'Autre sans nuances ni demi-mesures, et de créer des réflexes de conservation et de défense chez les électeurs, par l'annonce d'une menace imminente : « *Un tel mode de dénonciation de l'adversaire cherche moins à décrire précisément une menace (qui peut être d'ailleurs, bien réelle) qu'à codifier des émotions légitimes*⁴⁶⁰. » Le discours du DUP est sans équivoque,

⁴⁵⁸ Nous reprenons la terminologie de R. Girard.

⁴⁵⁹ Disponible sur : <http://www.amha.be/renegirard/index.php?2005/10/31/11-introduction-au-bouc-émissaire>.

simplificateur, parfois violent dans ses dénigrements, voire choquant par la rhétorique altéricide qu'il propose. Il justifie ce ton agressif par la nécessaire autodéfense contre la menace « ennemie », en l'occurrence les républicains et leurs complices passifs, les unionistes modérés.

La logique du bouc émissaire se joue donc à la fois dans la violence réelle et symbolique, et est appuyée sur internet par la radicalisation d'une ethnicité politique virtuelle.

1-1-3 Les violences « iconoclastes »

« L'iconoclasme est [...] alors le moment où fusionnent la violence orgiaque, une fin en soi puisqu'elle est jouissance, et l'acmé du désir d'humilier autrui dans ses croyances les plus chères ⁴⁶¹. » Les violences iconoclastes sont des actes d'agression qui, en touchant au caractère sacré d'un lieu ou d'un personnage, portent atteinte à l'intégrité d'une entité physique et/ou spirituelle. Par extension, si une violence iconoclaste vise un édifice sacré, elle vise non seulement les personnes qui sont directement liées à cet endroit mais également par transfert les individus qui respectent le caractère sacré et parfois religieux (ou non) de ce lieu. Si nous nous référons à la perspective durkheimienne de la notion de sacré ⁴⁶², le sacré est « ce que les interdits protègent et isolent. » Le sacré, selon lui, n'est donc pas forcément synonyme de religieux. Lorsqu'un lieu sacré est touché « physiquement », une résonance émotionnelle forte retentit au-delà du premier cercle des victimes.

La violence iconoclaste atteint son apogée lorsqu'elle touche un lieu unanimement reconnu comme sacré. C'est le cas le 25 février 1994, lorsque Barud Golstein tire sur des Palestiniens sortant de la mosquée d'Hébron près de l'emplacement du tombeau des patriarches. Cet endroit est un haut lieu saint pour les Musulmans palestiniens mais également pour les Juifs israéliens. Il y a là un double processus de dépossession du lieu sacré, dans la mesure où, en commettant un attentat sur un lieu reconnu comme sacré par les deux parties, B. Golstein touche à l'intégrité morale des deux communautés. Il commet un sacrilège en perpétrant des violences dans un lieu saint palestinien et dénonce par cet acte hautement symbolique le laxisme du gouvernement israélien à l'égard du traitement de la question palestinienne. Il y a dans cet épisode une violence réelle puisque il y a eu de nombreuses victimes (vingt-neuf tués et une soixantaine de blessés) mais également une violence symbolique à caractère iconoclaste.

La violence iconoclaste peut viser également le caractère sacré, et là religieux, d'une cérémonie funéraire. C'est le cas en Irlande du Nord en 1989, lors des funérailles de membres de l'IRA, lorsqu'un Loyaliste lance une grenade dans la foule et fait trois victimes. Comme dans l'exemple précédent, il y a une action violente (un assassinat) qui vise le caractère sacré d'un événement (un enterrement) et d'un lieu (un cimetière).

⁴⁶⁰ Braud P., *op.cit.*, p. 199.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 204.

⁴⁶² Durkheim Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979, p 56.

Violence réelle et violence symbolique sont intrinsèquement liées ; la première étant souvent l'outil de la seconde. Leurs auteurs les légitiment fréquemment par la nécessité de se défendre contre les intrusions ennemies et par une logique contre-offensive « messianique ». Dans l'introduction qu'il consacre au dossier intitulé « La violence au nom de Dieu », Pierre Cornesa explique que la violence est légitimée d'abord par la nécessité de sauver la « vraie foi » : « *Le discours qui prétend « défendre la communauté des croyants » pour justifier de frapper « les autres » est présent aussi bien dans les colonies juives de la bande de Gaza que dans le Hamas et les mouvements islamistes, ou chez le protestant irlandais Ian Paisley*⁴⁶³ .»

1-2 Les aspects de la violence symbolique

La violence symbolique se subdivise, selon P. Braud, en deux catégories : la première met en avant la dépréciation identitaire de l'Autre, et la seconde la perte de repères constituant l'équilibre de l'identité.

1-2-1 La dépréciation identitaire

La dépréciation identitaire se construit selon trois prédicats : les manifestations d'hétérophobie, l'exhibition d'une supériorité perçue par l'adversaire comme insupportable et enfin la négation de la souffrance adverse. P. Braud définit l'hétérophobie comme la production de discours méprisants et stéréotypés à l'encontre d'un groupe précis.

En Irlande du Nord, les manifestations d'hétérophobie se focalisent sur la caricature des traits identitaires distinguant la classe protestante de la classe républicaine ; l'épisode Holy Cross School est un exemple de manifestations hétérophobes, comme en témoignent l'article du *Belfast Telegraph*, « Fury erupts at Holy Cross » (« La fureur fait irruption à Holy Cross », 03/09/2001) :

*« La violence a éclaté aujourd'hui à Belfast alors que la police et l'armée mettaient en place une opération de sécurité d'envergure afin de libérer un passage aux jeunes filles catholiques, pour qu'elles se rendent à l'école primaire Holy Cross. [...] Des missiles ont été jetés et les enfants terrifiés se sont exposés au feu injurieux (des Protestants) alors qu'ils marchaient le long du corridor [...]. Les Loyalistes hurlaient des insultes et bombardaient les lignes de police avec des bouteilles de lait et des planches en bois. Un certain nombre de bouteilles se sont brisées également sur les portes de l'école*⁴⁶⁴ .»

L'hétérophobie entre les deux communautés nord-irlandaises est explicite, violente et s'exerce dans l'instantanéité de l'événement. Elle est ici représentée par les médias comme l'expression d'une violence réelle, (le jet d'objets et les insultes) mais dont les causes appartiennent à la violence symbolique (l'interdiction de traverser un territoire

⁴⁶³ Cornesa Pierre, « La violence au nom de Dieu », *La revue internationale et stratégique*, 57, Mars 2005, p. 76.

⁴⁶⁴ « Violence broke out in Belfast today as police and troops mounted a huge security operation to clear a path for Catholic girls to attend Holy Cross Primary School. [...] Missiles were thrown and the terrified children ran a gauntlet of abuse as they walked along a corridor [...]. The Loyalist hurled abuse and pelted police line with milk bottles and planks of wood. A number of bottles also smashed at the school gates ».

protestant). Celle-ci peut se réaliser parfois de manière implicite et prendre la forme d'une hétérophobie dissimulée mais néanmoins patente. Face à ce genre de manifestations, les médias semblent avoir besoin de l'appui concret de la représentation de la violence réelle, pour pouvoir ensuite évoquer la violence symbolique et la dépréciation identitaire sous-jacentes. C'est la raison pour laquelle, au début de l'affaire Holly Cross School, les journaux divisent généralement leur récit en deux moments distincts, soit dans un même article, soit dans des articles différents : le premier moment de la narration évoque les faits (violence réelle) et le second évoque généralement des signes évidents de dépréciation identitaire (violence symbolique), à travers le discours rapporté ou le courrier des lecteurs.

Celle-ci est d'ailleurs exprimée par les deux communautés ; il s'agit par exemple du courrier d'un lecteur appartenant à la communauté catholique :

« Nous sommes entrés dans le XXIème siècle et nous assistons toujours à des scènes de bigoterie flagrante, qui envahissent notre espace de télévision. [...] Regarder le comportement dégoûtant de soi-disant adultes à l'extérieur de l'École pour filles de Holly Cross est un retour en arrière dans les années 50 où les partisans de la suprématie blanche du KKK crachaient et raillaient les enfants noirs essayant de se frayer un chemin jusqu'à leur école ⁴⁶⁵ » (*The Belfast Telegraph*, « Bullying tactics will not stop course of destiny », « Les tactiques d'intimidation n'arrêteront pas le cours du destin », 05/09/2005).

L'emploi d'une voix autre que celle du journaliste pour raconter l'hétérophobie permet à celui-ci de prendre la distance énonciative nécessaire à la représentation d'une manifestation extrêmement subjective de l'altérité. Néanmoins, dans le temps long de l'événement (l'affaire Holy Cross School a duré plusieurs mois) et lorsque l'intensité des violences a diminué, les journalistes commentent plus aisément la dépréciation identitaire. Il y a donc une corrélation forte entre le temps de la représentation de l'événement et le temps de l'événement dans la narration journalistique.

Ces manifestations peuvent se dérouler dans une temporalité plus longue, et opposer soit des groupes différents, soit des membres d'un même groupe identitaire. En Israël, la décolonisation de la bande de Gaza oppose deux catégories de la population : les colons-religieux et les laïcs. Les amputations territoriales décidées par le gouvernement israélien touchent une partie de la société civile israélienne et sont décriées par certains colons comme une trahison au peuple juif, exprimée le plus souvent sous l'emblème, « un juif n'expulse pas un autre juif ⁴⁶⁶ ». La décolonisation de Gaza est vécue par les colons israéliens comme un événement traumatisant et la violence symbolique de cet épisode est d'autant plus fortement ressentie que les auteurs appartiennent à la même communauté nationale que les « victimes ». La manifestation d'hétérophobie devient ici une manifestation d'hétérophobie de second degré, puisque la dépréciation identitaire

⁴⁶⁵ « We have entered the 21st century and still have scenes of blatant bigotry invading our television space. [...] Watching the disgusting behaviour of so-called adults outside Holly Cross Girls School look like flash backs to the 50's when the KKK white supremacists spat and jeered at black children trying to make their way to school »

⁴⁶⁶ La mineure implicite du syllogisme est « un homme qui expulse un autre homme de la même religion est un traître » donc la conclusion implicite est : « un juif qui expulse un autre juif, est un traître ».

advient à l'intérieur d'un même groupe. Les « traîtres » ne sont pas l'Autre mais Nous (le peuple d'Israël), et c'est le passage du Nous inclusif (le peuple d'Israël) à Eux (le gouvernement et l'armée), opposé à un Nous exclusif (les colons juifs religieux), qui est producteur de violence symbolique et de discours hétérophobiques. Nous retrouvons cette dichotomie dans une interview donnée au *Monde* par Shaul Golstein, membre de Yesha, le conseil représentatif des Colons, intitulée « *La société israélienne ne sera plus la même après le retrait* » (04/08/2005) : « *Nous (les colons⁴⁶⁷) avons une part de responsabilité dans cet échec. On peut dire que nous n'avons pas assez investi d'argent pour convaincre la classe politique. [...] Nous croyions que tout le monde (souligné par nous) était derrière nous . » Dans ce paragraphe, il n'y a pas la trace avérée d'une dépréciation identitaire, mais l'opposition entre « nous » et « tout le monde » met en jeu une différenciation sinon identitaire, du moins politique.*

La manifestation hétérophobique est beaucoup plus flagrante dans un article du *Monde* publié au lendemain du début de l'évacuation, le 18 août 2005, « L'armée israélienne évacue de force les colons de Gaza ». L'homme, dont les propos sont rapportés par le journaliste, produit un discours fortement dépréciatif, emprunt de répulsion et de haine à l'égard des soldats israéliens venus la déloger : « *Ce que vous (souligné par nous) faites est un crime, un crime, il n'y a pas d'autres mots. Je ne vous ferai pas le plaisir de monter de moi-même dans vos bus. Il vous faudra nous y traîner, comme ont fait les nazis avec d'autres juifs il y a 60 ans.* » Il y a une opposition syntaxique très forte entre « nous » et « vous », qui renforce une opposition symbolique axée sur la symétrie « les autres juifs » auxquels s'identifie le colon, et les nazis auxquels il assimile les soldats. La *rhétorique dépréciative*⁴⁶⁸ est ici extrêmement forte et se radicalise au moment du pic émotionnel de l'événement, c'est-à-dire au mois d'août 2005.

Avec le retrait des colonies de Gaza, se joue une double dépossession, territoriale (la terre de Gaza) et identitaire (la population israélienne se divise en deux camps : les « bons-bons » et les « mauvais-bons »). Nous n'employons pas délibérément le terme de « mauvais », car il qualifie l'ennemi absolu (les Palestiniens, dont le Hamas représente la vision extrême du « mauvais-mauvais »). Cette dichotomie, bien que simpliste, pointe le fossé symbolique qu'il peut y avoir entre une violence commise par l'Autre (Eux), les Palestiniens, l'adversaire absolu, et l'autre – Nous (équivalent à la soustraction du Nous inclusif et du Nous exclusif), le gouvernement et l'armée israélienne. La trahison est d'autant plus grande qu'elle vient d'un groupe appartenant au Nous communautaire ; cet épisode de l'évacuation des colonies de la bande de Gaza serait une résurgence de la trahison de Juda envers Jésus. Que l'ennemi trahisse est dans la logique des choses en temps de guerre ; mais que la trahison vienne de son propre camp remet en question l'équilibre de la société civile et détériore le lien social. A l'occasion du retrait de la Bande de Gaza, l'Etat d'Israël se présente aux yeux des colons comme le « traître ».

P. Braud évoque l'hétérophobie comme élément premier de la dépréciation identitaire. Durant l'épisode de Gaza, les colons développent à l'égard du gouvernement

⁴⁶⁷ Cette précision vient de Shaul Goldstein.

⁴⁶⁸ Braud P., *op.cit.*, p. 168.

israélien et de Tsahal un sentiment d'hétérophobie de second degré. Ce sentiment est mis en avant par la presse française, et s'affiche dès la titraille : « Mon frère, c'est ça ta fierté de l'uniforme ? », (*Libération*, 19/08/2005).

Les manifestations d'hétérophobie sont sous-jacentes aux deux conflits. En dehors du cas particulier du retrait de Gaza, l'hétérophobie manifestée n'est pas de même nature en Irlande du Nord et au Proche-Orient. L'échelle est différente car d'un côté deux identités (les Catholiques et les Protestants nord-irlandais) s'affrontent au sein d'une même nation (la Grande-Bretagne) ; de l'autre, deux identités et deux nationalités différentes, israélienne et palestinienne, sont en opposition. Mais, et c'est là la faille ontologique du conflit israélo-palestinien, ce ne sont pas deux Etats qui s'affrontent puisque l'Etat palestinien n'a pas d'existence officielle, mais un Etat déclaré (Israël) et un peuple sans état (les Palestiniens). Le sentiment d'hétérophobie n'est pas moindre pour autant en Irlande du Nord, il ne se joue simplement pas sur le même registre. En Irlande du Nord, l'hétérophobie se réalise dans l'antagonisme religieux (les Protestants et les Catholiques), politiques (les Unionistes et les Républicains), alors qu'au Proche-Orient les stéréotypes et les jugements dépréciateurs sont donnés à l'identique au plan des nationalités (Israéliens versus Palestiniens), des rapports religions - nationalités (Juifs versus Palestiniens) et plus des religions seules (Juifs versus Musulmans). Nous verrons un peu plus loin que plus le lieu de l'événement est éloigné de celui de la diffusion médiatique, plus la qualification des auteurs du conflit est centrée sur le caractère religieux de celui-ci ; ainsi *The Jerusalem Post* et *L'Orient le Jour* mentionnent rarement une opposition entre Juifs et Musulmans et préfèrent évoquer des affrontements entre Palestiniens et Israéliens. De la même façon, la mise en mots de l'opposition nord-irlandaise par l'opposition des termes « Catholiques » / « Protestants » est peu présente dans les journaux britanniques. Les termes « catholique » et « protestant » sont utilisés comme des qualificatifs et servent à préciser l'expression : par exemple, au moment de l'affaire Holy Cross School, nous trouvons les terminologies de type « *Catholic parents* » ou « *Protestants residents* ». Celles-ci permettent aux journaux de situer, dans l'espace public nord-irlandais, la communauté à laquelle appartiennent les différents protagonistes.

L'hétérophobie dans le conflit nord-irlandais se situe dans le même espace public, alors que dans le conflit israélo-palestinien elle confronte des espaces publics différents.

Les dépréciations hétérophobiques sont donc la base des violences symboliques. Néanmoins, ce premier pas dans la violence symbolique s'accompagne souvent de l'exhibition d'une supériorité perçue comme insupportable : c'est le deuxième aspect mis en avant par P. Braud. Les quotidiens israéliens qualifient volontiers les Palestiniens d'ennemis, mais il y a rarement l'exhibition d'une supériorité israélienne, tout simplement parce qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les conditions de vie des deux peuples. Ainsi, le niveau de vie des Palestiniens s'étant considérablement dégradé depuis le début de la seconde Intifada, il est probable que le seul fait que les Israéliens travaillent, vivent et se déplacent librement sur leur territoire exacerbe les jalousies du côté palestinien. La fin du retrait de Gaza est l'occasion de témoignages palestiniens allant dans ce sens :

« *Abou Darouj n'avait pas le droit de faire le tour de sa maison. "A la fin, les soldats*

se sont installés à l'étage", poursuit-il. "Nous avons dû vivre au rez-de chaussée. [...] Pour aller travailler, je devais escalader les levées de terre et marcher pendant quelques kilomètres avant de trouver une voiture. Idem pour mes trois enfants. Pendant cinq ans, je ne pouvais pas traverser la route de Netzarim pour visiter ma famille installée là-bas de l'autre côté de la route. Il fallait contourner la colonie, remonter à Gaza-ville puis emprunter la route de la mer. Une heure de voyage au lieu de trois minutes à pied ", raconte-t-il » (Le Monde, « Petites libertés surveillées à Gaza », 30/09/2005).

Il n'y a pas dans ce paragraphe la preuve d'une supériorité israélienne exhibée de façon volontaire, mais elle est implicite et se matérialise dans les mesures restrictives imposées par l'Etat hébreu aux Palestiniens de la bande de Gaza.

En Irlande du Nord, l'affirmation de la supériorité des Protestants sur les Catholiques était quotidienne dans la rue, sur les peintures murales dans les quartiers, et même dans la police nord-irlandaise puisque, jusqu'en 1999, la Royal Ulster Constabulary (RUC) était une police composée presque exclusivement de Protestants. Vécu avec une moindre intensité dans les médias, ce phénomène s'est joué de plus en plus radicalement sur les sites internet. P. Braud décrit ainsi ce processus de dépréciation identitaire : « *Fondée sur des considérations religieuses, ethnicistes, nationalistes, les idéologies du peuple élu ou de la nation « choisie » s'inscrivent dans un même schéma d'exhibition implicite (ou explicite) de supériorité [...] Plus le sentiment d'être à part se trouve fortement idéalisé et placé au cœur la culture politique du groupe [...], plus il devient la véritable échelle de référence de la fierté collective*⁴⁶⁹ . »

Ce type de rhétorique dépréciative est à l'œuvre sur le site du Democratic Ulster Party : en dehors d'un discours très offensif de dénigrement systématique de l'Autre, le site proposait encore à l'internaute, en décembre 2006, une série de caricatures fustigeant les Républicains nord-irlandais. Le site du DUP emploie fréquemment un discours très imagé et métaphorique. Les phrases sont courtes, incisives, la forme est percutante avec des polices de caractères et des couleurs vives. Toutes les capacités du multimédia sont mises à l'œuvre : textes, documents visuels, sonores, liens hypertextuels, etc.

Le titre de la page de caricatures est une illustration de parti-pris formel :

« GALERIE DES DESSINS :

parce qu'une image vaut plus que mille mots⁴⁷⁰ . »

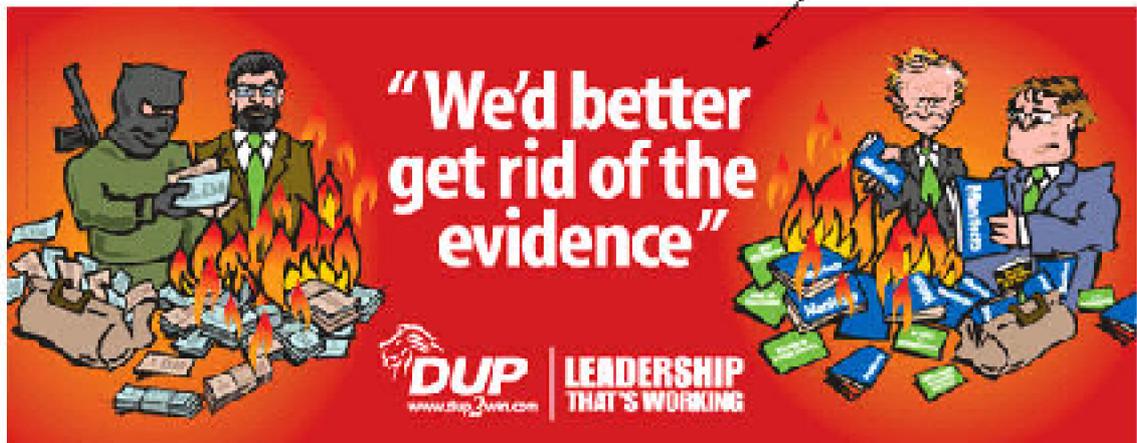
Les caricatures qui suivent mettent en scène quatre personnages récurrents dans le discours dépréciatif du DUP : à gauche, un personnage cagoulé et armé figurant un membre de l'IRA, avec à ses côtés Gerry Adams, dirigeant du Sinn Féin, à droite David Trimble et John Hume, respectivement anciens présidents de l'UUP et du SDLP. Dans la rubrique « Cartoons » se succèdent des caricatures, fustigeant non seulement les Républicains du Sinn Féin (représentés donc ici par G. Adams), considérés comme l'aile politique de l'IRA, mais aussi l'action des partis politiques plus modérés et signataires du

⁴⁶⁹ Braud P., *op.cit.*, p. 171.

⁴⁷⁰ « *Cartoon Gallery : because a picture is worth than a thousand words* ».

Good Friday Agreement puisque le dessin ci-dessus représente David Trimble et John Hume et dénonce l'entente entre les deux camps. La charge dénonciatrice est activée par les dessins et accentuée par la légende : il s'agit d'aller droit au but avec des mots ou des images fortes symboliquement.

« Nous finirons mieux de
nous débarrasser des
preuves »



Sur le site du DUP, ces caricatures font certes référence à l'identité politique républicaine puisque G. Adams, leader du Sinn Féin, y est caricaturé mais elles peuvent se comprendre aussi comme une dépréciation identitaire qui joue sur l'identité de l'acteur politique (G. Adams est un républicain qui appartient à la communauté catholique), associée à l'identité terroriste (l'IRA). Ces discours figuratifs confrontent le lecteur et la cible de ces hostilités à un double phénomène de violences symboliques, illustré par la manifestation conjointe d'un sentiment d'hétérophobie politique et communautaire.

La dernière marque de la dépréciation identitaire est la négation de la souffrance adverse. Vécu comme un véritable camouflet, le déni se positionne comme le point extrême de la violence symbolique. Nous le verrons ultérieurement, l'enjeu politique autour de ce que nous nommons la « concurrence des victimes » est un des traits principaux du refus de l'autre. Cet aspect de la violence symbolique est un aspect majeur des représentations médiatiques dans les conflits. Plus on évoque – médiatiquement – la souffrance d'un peuple, plus celle-ci prend de la valeur non seulement pour les victimes de ces violences, mais surtout pour une opinion publique internationale. Qu'est-ce qu'une souffrance sans spectateur ? Une douleur singulière, pas une émotion partagée. Le partage de l'émotion s'effectue à travers une double conscience spectatorielle, celle des témoins directs de l'événement conflictuel et celle des témoins de la représentation médiatique de cet événement. Le décompte des victimes est un des artifices de la mise en scène de l'émotion ; il ne crée pas l'émotion mais il lui assigne un point d'ancrage symbolique et interprétatif, comme le fait la légende d'une photo. L'énoncé du nombre de victimes donne au lecteur-télespectateur-auditeur un indice sur le « bon » niveau de lecture de l'événement violent.

C'est pourquoi les médias comptent dans un conflit ; ils comptent les morts plus que les (sur)-vivants et ils comptent en premier lieu les morts du « camp » dont la souffrance semble la plus illégitime, généralement celle du « camp » qui a subi l'agression. Cela signifie-t-il qu'il y a une souffrance légitime ? En quelque sorte, et selon un point de vue purement militaire et médiatique, oui. Plus les victimes dans chacun des camps sont exposées et comptabilisées minutieusement, plus la sphère publique touchée peut s'identifier au « *groupe - victime à raison d'une solidarité identitaire* »⁴⁷¹. Et au-delà, le public accédant à la représentation de cet événement le sera aussi.

Sous-estimer le nombre et la nature des victimes dans un conflit revient à nier ou occulter la souffrance d'un peuple ou d'une nation, et procède d'une logique dépréciative. Lorsqu'une partie de l'identité de cette nation se fonde sur le combat contre l'Autre, cela met en porte-à-faux la validité de cette identité et biaise la représentation qu'elle entend donner d'elle sur la scène médiatique.

1-2-2 l'ébranlement des repères

*« Pour donner un sens à leur identité personnelle et collective, les individus ont besoin de références convaincantes à des normes et des valeurs, des modèles, des traditions et des souvenirs. [...] Grâce à ces repères, des comportements vont acquérir une signification, positive ou négative ; ils vont pouvoir s'inscrire dans des continuités ou discontinuités déchiffrables, non seulement à l'échelle d'une vie individuelle mais aussi dans l'histoire collective. L'univers symbolique de références est donc une mise en ordre du monde »*⁴⁷².

C'est la remise en question de ces repères, au Proche-Orient notamment, qui serait un facteur du désarroi psychologique des Palestiniens, et les médias tentent parfois d'expliquer la « vocation kamikaze » de jeunes Palestiniens à partir de ce trouble. Dans leurs discours, les médias et les partis politiques palestiniens véhiculent l'image négative d'un Etat déchu avant même d'avoir été proclamé ; l'Etat israélien est perçu comme la cause de l'ébranlement de ces repères. Nous analyserons certaines de ces représentations dans les chapitres suivants.

L'exacerbation des tensions et la montée des violences physiques ont lieu dans des moments où sont remises en cause les valeurs ultimes de référence : construction d'un mur de clôture par les Israéliens signifiant, du point de vue palestinien, la violation du territoire ; remise en cause de acquis économiques par le blocage des passages entre la bande de Gaza et Israël ; suspension des aides internationales à la suite de la victoire du Hamas aux dernières élections législatives palestiniennes. En ces circonstances, la perte temporaire ou définitive de ces repères constitue une violence symbolique, vécue comme un fait de guerre par le peuple et le gouvernement palestiniens. Or, si nous suivons le raisonnement de P. Braud, seule une autre violence, physique celle-ci, peut réduire l'affront. Ainsi, dans les situations d'extrêmes exacerbations politiques (le développement des colonies juives à Jérusalem-Est par exemple, élimination ciblées de chefs militaires),

⁴⁷¹ Braud P., *op.cit.*, p. 175.

⁴⁷² *Ibid.*, p. 177-178.

tout le peuple palestinien semble se ranger derrière les kamikazes.

De la même façon, les attentats d'Omagh en août 1998 ont ébranlé la société civile nord-irlandaise. Des civils ont été tués et ils l'ont été en temps de paix. Il y a là un lien très fort entre violence réelle et violence symbolique, puisque deux temporalités - celle de l'attentat terroriste et celle des accords de paix - s'entrechoquent dans cet événement violent. Les marques habituelles de la paix, communément admises par les deux camps, à savoir l'absence de violences en temps de paix, sont ici bouleversées ; ce double désordre temporel et symbolique ébranle les repères de la société nord-irlandaise.

Or, ce phénomène (l'ébranlement des repères) est amplifié, sur la scène nationale et internationale, par l'écho médiatique qui construit des « *situations déstabilisatrices de croyances* ⁴⁷³ ». Quel lien y-a-t-il entre l'ébranlement des repères évoqués par P. Braud et la médiatisation des situations conflictuelles ? Le lien entre les deux points est l'effet de miroir : la représentation médiatique de violences ébranlant les repères d'une société, car elle contraint cette société à se regarder alors qu'elle vacille.

On peut aussi penser que l'ébranlement des repères dans la réalité conflictuelle est « compensé » par la création de nombreux sites militants. Les représentations de la violence symbolique y sont multiples ; les références à des modèles, des valeurs idéologiques communes parfois affaiblies et bousculées par la crise, sont hyperbolisées et réactivées sur les sites internet. Pierre Conesa désigne ces nouvelles tendances comme un « *phénomène d'ethnicité virtuelle* » : « *vécu par médias, cassettes vidéos et messages internet interposés, donne naissance à des formes de solidarité et de radicalisme d'autant plus versés dans le recours à la violence que cette dernière est éloignée géographiquement* ⁴⁷⁴ ».

La violence symbolique est donc le corollaire de tout conflit ; elle se traduit notamment par la dépréciation identitaire et l'ébranlement des repères.

2-L'émotion énoncée : des chiffres et des mots qui accusent

Le statut de la victime dans le traitement médiatique de la violence est un point essentiel de la représentation d'un conflit. A la notion de victime est accolée celle de la mémoire de l'événement dramatique. La commémoration des victimes du 11 septembre 2001 est en cela éloquente, car elle indique la nécessaire mise en abyme temporelle d'un événement pour que celui-ci puisse exister dans la mémoire collective nationale et, dans le cas du 11 septembre 2001, internationale.

Dans un autre registre, chaque année en Israël, le même jour ⁴⁷⁵, à la même heure,

⁴⁷³ Braud P., *op.cit.*, p. 187.

⁴⁷⁴ Conesa P., *op.cit.*, p. 77.

⁴⁷⁵ Le 27 Nissan est le jour où Israël commémore la Shoah. Il ne correspond pas à un jour fixe, mais au 27^{ème} jour du premier mois (Nissan) du calendrier juif. Par exemple, en 2007 ce jour était le 15 avril ; en 2008, le jour de commémoration de la Shoah sera le 2 mai.

toute activité cesse en mémoire de la Shoah. Nous ne pouvons mettre sur une même échelle symbolique, humaine et historique les deux événements, mais nous soulignons ainsi l'importance de la célébration de la mémoire des victimes dans l'espace public. Ainsi, à date anniversaire (en septembre) se remémore-t-on dans le camp palestinien, la tuerie du Tombeau des patriarches ou en Irlande du Nord, au mois d'août, l'attentat d'Omagh survenu en plein processus de paix. Ces commémorations sont généralement relayées par la presse. C'est le cas notamment au moment du désarmement de l'IRA en 2005 lorsque les journaux, plus que les sites internet qui ne fonctionnent pas sur les mêmes temporalités discursives, abordent le thème de la mémoire d'un conflit à travers l'évocation des victimes : « *Après trente-cinq ans de conflit, les jeunes ont "toujours vécu avec l'IRA. Tout le monde connaît quelqu'un en prison, ou mort sous les balles. Je n'aimerai pas que la mémoire meure", explique l'étudiant [...]* » (Le Monde, « A Belfast, les Catholiques rêvent d'un nouveau départ », 02/08/2005).

2-1 La ou les victime(s) : un statut symbolique ambivalent

Qu'est-ce qu'une victime de violence terroriste ? C'est en premier lieu une personne touchée physiquement (et moralement). Elle se situe dans le premier cercle des victimes. Viennent ensuite les proches des victimes qui subissent, par la blessure ou la perte d'un être cher, un traumatisme psychologique : c'est le second cercle. Un troisième cercle de victimes est ensuite plus indirectement touché par la violence terroriste : il s'agit du groupe social et culturel de la victime ou plus largement la société civile (israélienne, britannique ou nord-irlandaise). Enfin, un quatrième cercle est représenté par l'Etat. Nous incluons dans ce système, un cinquième cercle qui comprend les proches du kamikaze risquant d'être victimes des représailles suite aux violences militaires ou paramilitaires (en Irlande du Nord comme au Proche-Orient). Si nous considérons l'événement terroriste dans sa globalité (attentats-représailles), ce cinquième cercle est présent dans la représentation médiatique de la violence terroriste au sein des deux conflits.

Comme le montre la médiatisation des deux conflits, pour exister en temps que victime(s) d'un conflit, il faut aussi « exister médiatiquement ». Mais, en premier lieu, il est nécessaire d'exister politiquement dans son propre pays. Pour cela, la victime touchée par des violences doit posséder un statut social établi et reconnu. Nous reprenons ici un aspect que développe P. Braud et qu'il explique ainsi : « *Dans la mesure où la souffrance suscite des solidarités et des sympathies actives, elle devient une ressource politique qui facilite la réalisation d'objectifs souhaitables : fixer le souvenir des malheurs endurés, les faire reconnaître, en perpétuer la mémoire. [...] Le silence, au contraire, efface publiquement et la violence et la victime [...]. Avec la consolidation des démocraties et la mondialisation de l'information, cette inégalité devant la reconnaissance du statut de victime recule sans doute largement. [...] Cependant les violences symboliques sans violences physiques laissent, dans l'histoire, des traces moins identifiables*⁴⁷⁶. »

En Irlande du Nord comme en Israël, le mode de vie des deux peuples est occidental, donc la représentation de leur société les rend proches du lecteur occidental. Cependant, la représentation médiatique de la victime est complexe pour la presse internationale ;

⁴⁷⁶ Braud P., *op.cit.*, p. 213.

cette ambiguïté ne se rencontre généralement pas dans la presse nationale puisque les violences touchent à l'intégrité de la société civile du pays. Alors, le consensus médiatique et politique contre la violence terroriste est plus facilement établi.

Néanmoins, il semble extrêmement délicat pour les médias occidentaux d'envisager les victimes israéliennes des attentats autrement que comme des « victimes innocentes » ; d'une part, ce sont des civils et d'autre part, il est très dur de tenir un discours autre que celui de la condamnation des terroristes juste après un attentat⁴⁷⁷. Par exemple, en dehors des témoignages d'experts ou de personnalités souvent relégués en fin de journal aux rubriques « Rebond » ou « Horizons », les journalistes français désignent assez peu explicitement les attentats kamikazes comme la conséquence possible du désœuvrement économique et social des Palestiniens, et le résultat du blocus israélien.

Seul le renforcement du blocage financier des aides internationales, et du gouvernement israélien sur les produits palestiniens - survenus à la suite de la victoire du Hamas aux élections législatives, a contribué à modifier sensiblement la donne. A cette période, le discours des médias français est devenu plus ambivalent ; il décrit alors plus volontiers la population palestinienne comme « victime indirecte » des attentats (celle du troisième cercle), aux côtés des victimes israéliennes. Le terme de « victime » s'impose aux yeux de la presse occidentale comme un qualificatif incontournable, surtout lorsque l'émotion et l'indignation soulevées par les attentats palestiniens sont fortes, mais son emploi se généralise parfois à la population palestinienne. Néanmoins, la violence réelle est plus aisément représentable pour les médias que la violence symbolique ; en effet, la victime d'un attentat est une personne réelle, alors que les victimes de violences symboliques sont plus difficiles à qualifier dans le discours journalistique.

La qualification des représailles israéliennes est beaucoup plus flottante. Prenons par exemple l'article de *Libération* intitulé « Israël cible tous les chefs du Hamas » (*Libération*, 25/08/2003), qui débute ainsi : « suite de l'attentat de Jérusalem de mardi dernier, revendiqué par le Hamas, et des représailles israéliennes qui ont suivi... », ou dans un autre article du même journal : « Même si le Hamas n'a pas revendiqué d'attentats depuis un an et demi, Israël affirme qu'Ibrahim Hamed était en train de préparer une nouvelle attaque. », (« Un chef du Hamas arrêté en Cisjordanie », 24/05/2006). Ce dernier article insiste sur la politique préventive d'Israël en matière de violences terroristes et met en équilibre instable la légitimation d'actions *a posteriori* indiscutables, mais plus difficilement « acceptables » par les médias *a priori*.

P. Braud évoque ensuite le phénomène de « moralité supérieure de la victime » par le fait que « l'émotion engendrée à chaud suffit à réduire au silence toute réserve éventuelle sur ces comportements⁴⁷⁸ ». Il nuance néanmoins cette affirmation en mentionnant que « pour conserver le capital de sympathie qui va vers la victime, il est préférable de ne jamais avoir utilisé, ou de ne pas utiliser en réponse, une violence

⁴⁷⁷ Nous avons expliqué cette correspondance des temporalités médiatique et événementielle dans le cadre d'attentats terroristes dans le chapitre 5.

⁴⁷⁸ Braud P., *op.cit.*, p. 207.

*disproportionnée*⁴⁷⁹ ». C'est exactement ce qu'il s'est passé en 2006, suite à l'arrivée du Hamas à la tête du gouvernement palestinien. Si, sur un plan stratégique et politique, les sanctions financières imposées au gouvernement de Mahmoud Abbas sont aisément entendues par la classe politique occidentale, le désarroi économique dans lequel ces sanctions plongent la Palestine rendent l'opinion publique européenne plus circonspecte. Lionel Jospin signe ainsi un article dans *Libération* (03/08/2006), « Il faut aider les Palestiniens ». Jimmy Carter lui-même souligne le danger de la poursuite de ces embargos, pour le devenir social, économique et géographique de la Palestine « Confettis de Palestine » (24/05/2006).

Cela montre à quel point le statut de victime, en dehors du traitement de l'événement à chaud est difficile à tenir non seulement aux yeux des médias et de l'opinion internationale, mais aussi dans le discours politique international. Schlomo Sand, un historien israélien très critique envers son pays, propose un article révélateur de l'ambivalence du statut de victime dans le conflit proche-oriental : « Est-on trop indulgent envers Israël ? » (*Le Monde*, 14/04/2006).

2-2 Les réactions des victimes

Cet épisode du conflit israélo-palestinien nous conduit à envisager l'impact médiatique des réactions des victimes de violences. En Irlande du Nord comme en Israël, la réaction peut se transformer en riposte militaire (l'armée britannique, la Royal Ulster Constabulary ou la PSNI après 2001 pour l'Ulster, ou Tshahal pour Israël), et parfois para-militaire avec les représailles unionistes survenues à l'encontre de civils républicains nord-irlandais à la suite d'attentats de l'IRA.

Côté palestinien, si la presse ne range pas les kamikazes dans la catégorie des victimes, elle parle néanmoins ouvertement de « catastrophe humanitaire » (*Libération*, 11/05/2006) au sujet du blocus financier dans les territoires palestiniens et envisage *a contrario* le peuple palestinien comme la victime du blocus financier. *Le Monde* consacre également un article à cet épisode, « Palestine : l'embarras des donateurs », (01/04/2006) :

« Comment couper l'aide au Hamas sans affamer la population palestinienne ? Depuis la victoire du Mouvement de la résistance islamique aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier, l'Europe et les Etats-Unis, qui ont inscrit le Hamas sur la liste des organisations terroristes, tentent de résoudre ce dilemme. En visite en Europe à la mi-mars, Mahmoud Abbas, le président palestinien est venu plaider la cause de son peuple. Car, après les premières déclarations intransigeantes sur « la fin de l'aide », est venue l'heure de la réflexion sur les moyens de contourner le Hamas pour subvenir aux besoins d'une population de 3,6 millions de personnes, fortement dépendantes de l'aide de 1,3 milliard de dollars [...]. »

La presse qui condamnait la nation palestinienne refusant de reconnaître ses « kamikazes » et commentait de façon négative la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006, est désormais beaucoup plus mesurée et encline à appeler à la

⁴⁷⁹ *Ibid.*, p. 208.

modération des sanctions contre les Palestiniens. Elle emploie pour ce faire les voix détournées d'hommes politiques et religieux. *Le Monde* fait ainsi témoigner Monseigneur Sabbah (représentant de l'église catholique au Proche-Orient), dans un article intitulé « Le patriarche latin de Jérusalem condamne le " boycottage " du Hamas » (15/04/2006). Cet article fait passer Israël du statut de victime au statut plus ou moins déclaré de « bourreau ». Il fonctionne selon le mode discursif suivant : tuer et emprisonner des partisans du Hamas est dans la logique d'une répression guerrière, mais viser – même indirectement – des civils palestiniens et les acculer à la misère économique et physique est hautement condamnable aux dires du patriarche catholique : « *Aucune personne qui parle au nom des droits de l'homme ne peut accepter un tel boycottage* », a-t-il lancé, car ce gouvernement a été élu par le peuple. [...] *Vous qui tuez, cessez de tuer. Vous qui haïssez, arrêtez de haïr. Vous qui occupez la terre, rendez-la à ses propriétaires !* »

Autrement dit, la qualification de victime glisse du côté israélien vers les Palestiniens. Lors d'un attentat, ce sont les deux premiers cercles des victimes (les morts, les blessés, et les familles des victimes) qui sont mis en avant ; il se produit ici une sorte de renversement symbolique du processus de victimisation. C'est le cinquième cercle des victimes (les civils palestiniens) qui passe au premier plan de l'actualité dramatique. En ce sens, la presse internationale prépare le « terrain psychologique » de futurs attentats palestiniens ; P. Braud nomme ce moment la réaction des victimes. Il précise que :

« l'instrumentalisation de l'indignation est une redoutable ressource politique pour des organisations décidées à recourir aux moyens les plus extrêmes. (...) Les volontaires du Hamas disent vouloir infliger aux civils palestiniens les mêmes souffrances qu'ils ont subies leur vie durant. La perception de soi comme victime absolue et la volonté farouche de renverser un stigmaté d'infériorité en éclatante supériorité construisent, dans leur croisement intime, la logique profonde de ces comportements désespérés⁴⁸⁰. »

Le 09/06/2006, l'armée israélienne a tiré des roquettes sur une plage dans le Nord de la bande de Gaza. Le vendredi étant un jour férié en Palestine, il y avait beaucoup de Palestiniens sur les lieux ; les bombardements ont fait neuf morts, parmi lesquels une famille entière. Les caractéristiques physique et sociale des victimes (civils, plage, loisirs, famille, enfants) sont importantes car elles renforcent l'émotion engendrée par l'événement violent ; ces détails sur la nature des personnes touchées constituent d'ailleurs des paramètres importants d'identification aux victimes. *Libération* couvre l'événement dès le samedi 10 juin et titre : « Un bombardement israélien fait un carnage sur la plage de Gaza ». Le drame s'étant déroulé le vendredi après-midi, le quotidien boucle son édition à la dernière minute avec un article court mais contenant une photo montrant l'arrière d'une ambulance avec le corps de deux enfants (morts ?) à l'intérieur. Le lundi 12 juin, *Libération* présente à nouveau à ses lecteurs des corps, ceux de la famille tuée, pris lors de leurs funérailles ; le journal titre « Les funérailles de la colère à Gaza. » Le sous-titre de l'article, « *Vive émotion, samedi, à l'enterrement des cinq membres d'une même famille tués par un obus israélien* », souligne le décalage symbolique qu'il peut y avoir entre une attaque légitime de l'armée israélienne contre des activistes terroristes, et le bombardement de civils clairement identifiés (une famille), non

⁴⁸⁰ Braud P., *op.cit.*, p. 218.

légitimés par les médias et l'opinion publique internationale.

Les journaux israéliens s'emparent également de l'événement pour le critiquer très vivement. Devant les images diffusées par les télévisions, la presse israélienne est sous le choc et s'interroge. Ainsi, le quotidien *Yediot Aharonot* titre « Tragédie sur la plage de Gaza » (11/06/2006), avec une photo de la fillette ensanglantée hurlant, seule rescapée de sa famille. Dans une tribune de *Maariv*, l'écrivain David Grossman condamne cette tragédie :

« La vision de la fillette de la plage de Gaza, dont la vie a été mise en lambeaux sous nos yeux, doit nous tirer de la torpeur dans laquelle nous sommes plongés depuis des années. [...] L'armée israélienne jadis audacieuse et inventive fonctionne depuis des années comme un piston stupide, assénant ses coups aux Palestiniens les uns après les autres avec pour seul résultat d'exacerber leur humiliation, leur colère et leur désir de vengeance. »

Dans l'édition du 11 juin 2006, dont le titre de Une est « Israël frappe Gaza et aggrave les difficultés de Mahmoud Abbas », *Le Monde* porte un regard différent sur l'événement, dans la mesure où il s'intéresse aux commentaires des hommes politiques après le drame : « (...) Cette bavure manifeste de l'armée israélienne, qui a annoncé l'ouverture d'une enquête, n'a suscité que des critiques mesurées en Europe et aux Etats-Unis, où le porte-parole de la Maison Blanche a rappelé le droit d'Israël à se défendre. » Procéder ainsi permet au journal de prendre une distance discursive avec la violence de l'événement, et de proposer autre chose qu'un discours de l'émotion.

Il y a donc dans le conflit proche-oriental une double logique victimaire avec, d'un côté, la réaction des victimes israéliennes à l'acte d'agression, matérialisée par les représailles de l'Etat hébreu ; et de l'autre, les Palestiniens se considérant comme les victimes de la politique du gouvernement israélien, qui réagirait à l'acte répressif par les attentats-suicides. Cette réciprocité fatale brouille le processus victimaire et laisse les médias internationaux dans une impasse interprétative : qui des Israéliens ou des Palestiniens peut légitimement être représenté par la presse comme la victime ? La question se pose pour tous les conflits basés sur le mode opératoire attentats-représailles : chacun devenant le bourreau de son bourreau et la victime de sa victime. Dans un article consacré aux représentations du terrorisme⁴⁸¹, Jean-Jacques Moscovitz illustre cet aspect en rapportant les déclarations de citoyens israéliens d'origine arabe, se considérant en Israël comme « *les Juifs des Juifs* », révélant là un processus « *d'identification en miroir des Palestiniens aux Juifs au dehors et au-dedans d'Israël* ».

Le statut des victimes dans un conflit est donc ambivalent et cette ambivalence provoque des représentations médiatiques très contrastées. A cet égard, la comptabilité des victimes par les médias est révélatrice de la stratégie discursive des médias.

2-3 L'enjeu des chiffres

Les indications chiffrées des victimes d'un conflit constituent un véritable enjeu comme le

⁴⁸¹ Moscovitz Jean-Jacques, « Attentats-suicides, suspens de la pensée et du politique : quelles conséquences en France ? », *Représentations du terrorisme*, Paris, *Topique*, 2003, p. 190.

démontre Roselyne Koren dans son article « Contribution à l'étude des enjeux de la rhétorique laconique : le cas des indications chiffrées ⁴⁸² ». L'auteur pose la question suivante : « *comment réguler en effet la tension entre le devoir de diffuser des informations impartiales, la verbalisation de l'émotion et l'évaluation éthique à l'œuvre dans les condamnations citées ou assumées par l'organe de presse lui-même ?* » Elle précise que, sur le plan de la terminologie, « *ces recensements incluent parmi les victimes les terroristes désignés dans la plupart des cas par le terme de « kamikaze » qui ne criminalise pas l'acte alors que « terroriste » implique une condamnation axiologique ⁴⁸³* ».

Nous partageons avec l'auteur l'idée que ces bilans de victimes ne constituent pas une simple « *source technique d'information* » mais sont une véritable rhétorique argumentative et informative. Les journaux comptent les coups et proposent un type de discours semblable à celui du *Monde* dans l'exemple suivant : « *Cinq ans après le début, le 29 septembre 2000, de la seconde Intifada qui a déjà causé la mort de près de CINQ MILLE PERSONNES, dont un millier d'Israéliens, rien ne permet d'affirmer que le soulèvement palestinien soit sur le point de s'achever* », (« *Après cinq ans d'Intifada, le processus de paix est au point mort* », 30/09/2005).

Si nous nous référons aux articles de ce type depuis le début de la seconde Intifada, nous constatons, comme le souligne R. Koren, « *le rôle central du bilan, la verbalisation subjective de l'émotion due à ces bilans et le silence métalinguistique presque général en matière d'évaluation éthique ⁴⁸⁴* ». Les chiffres sont un substitut à l'image dans la mesure où leur énoncé permet de produire un discours de l'émotion. Par ailleurs, lorsqu'on oppose les chiffres entre eux, comme on assène le résultat d'une rencontre sportive, la force argumentative est importante.

Le bilan quantitatif proposé par *Le Monde* dans l'article « *En douze semaines, l'Intifada a fait plus de morts en Palestine qu'en 1987* » (20/12/2000) soulève la question de l'inclusion des kamikazes palestiniens dans celui-ci: « *Le bilan du nouvel embrasement des territoires, depuis le 28 septembre, est lourd : 344 victimes, dont 292 Palestiniens, et plusieurs milliers de blessés. A Gaza comme en Cisjordanie, la population voit dans ce soulèvement un appel à une solution équitable avec Israël. Douze semaines après son déclenchement, la nouvelle Intifada palestinienne a déjà fait plus de morts (292 selon un décompte non officiel) que la première année de la première Intifada, en 1987.* » Pour combler leur embarras interprétatif devant l'ampleur de la seconde Intifada – du fait du nombre des victimes et de l'âge des protagonistes de ces violences (des enfants), les médias usent de la comparaison comme d'un repère dramatique. Ils appliquent ainsi à l'événement une échelle de la violence – constituée par le nombre de victimes, le mètre-étalon étant ici la première Intifada.

R. Koren en déduit que « *le fait que le terroriste kamikaze soit intégré dans la liste*

⁴⁸² Koren Roselyne, « Contribution à l'étude des enjeux de la rhétorique laconique : le cas des indications chiffrées », *Représentations du terrorisme, Topique*, Paris, Septembre 2003, p. 112.

⁴⁸³ Koren R., *op.cit.*, p. 112.

⁴⁸⁴ *Ibid.*, p. 112.

des "victimes" et la symétrie mécanique des recensements des blessés et des morts dans les camps palestinien et israélien [me] semblent liés à l'application de la "règle de justice"⁴⁸⁵ ». Cette règle constatée par Chaïm Perelman établit qu'il faudrait « *appliquer un traitement (médiatique) identique à des êtres ou des situations que l'on intègre à une même catégorie* »⁴⁸⁶ ». Elle créerait un effet d'impartialité et permettrait aux médias internationaux de trouver une issue momentanée à l'impasse interprétative dans laquelle ils se retrouvent parfois. Cette approche quantitative de l'événement terroriste permettrait de mettre au second plan une approche qualitative toujours plus délicate à tenir lorsque l'événement violent se situe en dehors du territoire national.

La théorie de R. Koren s'applique également au conflit nord-irlandais. Au moment de l'annonce du désarmement de l'IRA, *The Times* publie un article, « IRA » (27/09/2005), détaillant par le menu le résultat de trente-cinq ans de conflit. La présentation de l'article est rhétoriquement remarquable dans la mesure où les chiffres sont ordonnés dans une longue bande verticale, ce qui ajoute à l'effet de litanie et à la dramatisation de l'annonce du bilan. Le détail des victimes selon leurs origines (civile, militaire, paramilitaire) met toutes les victimes sur une même échelle symbolique. Cette mise en forme spatiale et verbale tendrait à souligner que le conflit a été meurtrier pour toute la population nord-irlandaise et soulignerait la vanité de la confrontation. Nous conservons ici la mise en page de l'article :

« **Deaths by status of victim**

1,233 Catholic civilian

698 Protestant civilian

709 British military

30 RUC and police reserve

144 Loyalist paramilitary

392 Republican paramilitary

158 others »

The Times poursuit sur le mode de la rhétorique quantitative mais le contenu change. Après l'énoncé des victimes, le journal dénonce les responsables directs ou indirects des violences. Contrairement au paragraphe précédent, les chiffres sont donnés par ordre décroissant. Cet ordonnancement peut être, de la part du *Times*, la marque d'une certaine neutralité quant aux acteurs liés au conflit. L'énumération de toutes les instances (paramilitaires, politiques ou administratives) est pour le moins inhabituelle, dans la mesure où cette exhaustivité affichée du journal vaut aveu d'une responsabilité partagée (mais pas nécessairement égale) entre tous les acteurs du conflit :

« **Major organisations responsible for death**

⁴⁸⁵ Koren R., *op.cit.*, p. 114.

⁴⁸⁶ Perelman Chaïm, Olbrechts-Tyteca Lucie, « Les arguments quasi-logiques », *Traité d'argumentation-La nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Editions de l'Université, 2000, p. 294-297.

1, 738 *Provisional IRA*

908 *Loyalist paramilitaries*

297 *British Army*

113 *Irish National Liberation Army*

55 *RUC*

17 *Secretary of States or Home Secretaries with responsibility for the province since 1969*

14 *the number of communiqués and papers on constitutional future of Northern Ireland from 1969 until Good Friday Agreement*

34 *the number of political parties that have stood in elections in Ulster since the Troubles began*

18 *is the number of Westminster constituencies*

4 *Republican prisoners who escaped as part of a mass breakout in September 1983 were never captured*

10 *Republican prisoners including Bobby Sands died during the 1981 hunger strike [...] »*

L'analyse de R. Koren sur la rhétorique quantitative semble expliquer les préoccupations discursives de la presse occidentale. R. Koren divise son analyse en quatre étapes⁴⁸⁷ : la première stipule que dans le discours informationnel sur l'attentat « *le kamikaze n'est pas responsabilisé ou criminalisé* ». Le titre de presse résume l'action à un groupe nominal générique du type « l'attentat-suicide », par exemple : « Les principaux attentats-suicides en Israël depuis 2001 » (*Le Monde*, 5/12/2005), « Attentat-suicide à Tel-Aviv » (*Le Monde*, 16/04/2006). Par son caractère objectivant, le début du lead⁴⁸⁸ de ce dernier article, *déréalise*, selon l'expression de R. Koren, l'événement en le catégorisant : « *Un attentat-suicide à Tel-Aviv a fait dix morts et des dizaines de blessés, lundi 17 avril. L'attentat, revendiqué par le mouvement extrémiste palestinien Djihad islamique, a été perpétré dans une sandwicherie de l'ancienne gare routière de Tel-Aviv, une zone très fréquentée par les ouvriers* ». Il y a dans la qualification des attentats un systématisme classificatoire proche de l'étiologie. Plus encore, dans l'article cité, l'acte d'accusation classique du type « X a commis l'attentat » est remplacé par l'expression « *le mouvement extrémiste palestinien Djihad islamique* ».

La deuxième étape de l'analyse de R. Koren s'arrête sur « *la dissymétrie du bilan intégré dans la trame de l'article* ». La règle de justice de C. Perelman semble s'appliquer ici dans le biladressé par le quotidien français. Néanmoins, si une certaine symétrie syntaxique est respectée, le groupe adjectival qui qualifie les « *Palestiniens tués par l'armée israélienne* » n'est pas appliqué de manière symétrique aux Israéliens. Ce

⁴⁸⁷ Koren R., *op.cit.*, p. 114-118.

⁴⁸⁸ Dans la terminologie journalistique, le lead est le premier paragraphe d'un article. Le lead est censé répondre à la règle des cinq "W" (who ? where ? when ? what ? why ?) ; il joue surtout le rôle d'accroche du lecteur.

manque est révélateur de la stratégie discursive du journal, dans le sens où d'un côté, il y a une violence officielle « celle de l'armée israélienne » légitimée par une stratégie de représailles à des attentats, avec des coupables reconnus et condamnés explicitement, tandis que de l'autre côté règne un flou sémantique au sujet de l'auteur de l'acte terroriste.

Nous retrouvons le même modèle syntaxique dans le bilan que fait *Le Monde* du 13/06/2003 dans un article ayant pour titre « Les attentats les plus meurtriers » :

« Voici la liste des attentats les plus meurtriers perpétrés contre Israël depuis le début de l'année 2002. 2 mars 2002 : attentat-suicide à Jérusalem-Ouest. 10 morts, outre le kamikaze. 3 mars : un tireur embusqué palestinien attaque un barrage militaire près de Ramallah. 10 morts, dont 7 militaires. 9 mars : attentat-suicide dans un bar de Jérusalem-Ouest. 11 tués, outre le kamikaze. 27 mars : attentat-suicide dans un hôtel de Netanya. 29 morts, outre le kamikaze. 31 mars : attentat-suicide près de Haïfa (nord). 16 morts, outre le kamikaze. »

La troisième étape de cette rhétorique quantitative examine « la dissymétrie du bilan de clôture » ; nous ne la reprendrons pas en détail car elle met en avant la même dissymétrie que précédemment, appliquée à l'indication chiffrée en fin d'article. Nous tenions néanmoins à la citer afin de montrer que ce phénomène de déséquilibre énonciatif se reproduit à divers moments de l'article.

La quatrième étape enfin s'intéresse au « décompte et à la victimisation du kamikaze » ; il est intéressant de constater la persistance, en 2006, du phénomène rhétorique souligné par R. Koren dans sa communication en 2002. Selon elle, la hiérarchisation des victimes dans la relation de l'attentat est vérifiable dans les énoncés où le kamikaze est intégré et mis à l'écart à la fois. Voici l'exemple qu'elle donne : « Un nouvel attentat-suicide palestinien particulièrement meurtrier a frappé l'Etat hébreu. Outre le kamikaze, seize Israéliens, dont treize soldats, ont été tués. (*Le Monde*, 05/06/2002). Le terroriste est (...) dissocié des autres victimes et (...) et par la préposition « outre » qui peut-être paraphrasée par « en plus de ». « Outre » sert en principe à mettre de l'ordre dans une liste à visée informative⁴⁸⁹. »

Or nous retrouvons quasiment la même construction syntaxique quatre ans après, dans un article du *Monde*, « Attentat-suicide à Tel-Aviv : Ehoud Olmert promet de riposter » (*Le Monde*, 17/04/2006). L'article débute ainsi : « Un attentat-suicide a eu lieu près de l'ancienne gare routière de Tel-Aviv, lundi, alors que les Israéliens célèbrent la Pâque juive. Il a fait neuf morts, outre le kamikaze. »

Par ailleurs, la qualification de kamikaze confère à l'acte terroriste une valeur militaire (et militante), et historique si nous nous référons à l'origine du terme ; cette terminologie était déjà employée durant la seconde guerre mondiale pour qualifier les actes des aviateurs japonais qui se « suicidaient » en jetant leur avion sur les porte-avions américains. La terminologie kamikaze est relativement neutre ; la presse internationale qui qualifierait l'auteur de l'attentat, de meurtrier renoncerait à rechercher une quelconque objectivité dans sa relation de l'événement.

R. Koren démontre dans son analyse que, bien qu'elle soit un mode informatif

⁴⁸⁹ Koren R., *op.cit.*, p. 116.

légitime et pertinent, la rhétorique quantitative proposée par les journaux occidentaux à la suite de violences terroristes, devient problématique lorsqu'elle est un moyen implicite de prendre position. Par ailleurs, R. Koren affirme que si la presse se contente d'analyser les attentats uniquement par les chiffres, tous les attentats de l'après-11 septembre ou de l'avant-11 septembre 2001 seront considérés « *comme plus supportables* ». Enfin, elle pose la redéfinition du rôle du tiers comme essentielle à une meilleure lutte contre le terrorisme : « *Il ne s'agit plus pour lui de "compter les morts", mais de mettre au fin au "cercle magique de violences" (Libération, 16/05/2006) [...]. La présentation quantitative émotionnelle de l'attentat qui incite à la compassion est remplacée en l'occurrence par l'argumentation d'un devoir de solidarité assumé par le journaliste et par ceux dont il cite les points de vue*⁴⁹⁰ . » L'exposition médiatique du nombre de victimes d'un attentat ou d'un conflit ne serait pas un simple acte référentiel mais deviendrait l'énonciation d'une subjectivité et d'une solidarité.

Nous souhaitons apporter deux contre-points à la position de R. Koren sur la rhétorique quantitative et le rôle du tiers ; le premier se situe justement au niveau du rôle du journal et du journaliste. Selon elle, il consiste à la fois à rapporter un événement voire à le dénoncer, mais il implique aussi de proposer un débat sur les modalités de résistance au terrorisme. Cette dernière tâche n'incombe-t-elle pas plutôt aux acteurs politiques et aux Etats ? Ensuite, notre deuxième objection concerne le contenu du paragraphe ci-dessus : elle affirme que se contenter d'une rhétorique des chiffres revient inévitablement à déconsidérer la gravité de l'événement terroriste. Ce point est questionnable dans la mesure où, dans l'absolu, la rhétorique quantitative contribue à dire l'ampleur de l'attentat ; il ne prendrait une valeur qualificative (la dénonciation par exemple) que rapporté à l'ensemble du texte de l'article, c'est-à-dire à la condition que ces indications chiffrées s'enrichissent de marqueurs symboliques forts comme les termes « *massacre* », « *carnage* », etc.

L'examen de notre corpus souligne cependant que le mot « *massacre* » revient régulièrement sous la plume des journalistes pour qualifier des violences perpétrées par l'armée israélienne, notamment durant l'épisode du siège de Jenine en 2002, « Israël récuse les accusations de massacre dans le camp de réfugiés de Jénine » (*Le Monde*, 14/04/2006). Le journal développe ainsi l'annonce faite dans le titre : « *Les premiers témoignages parlent de destructions massives. La polémique continue de faire rage entre Israéliens et Palestiniens sur le « massacre » qui a pu se produire dans le camp de réfugiés de Jénine.* » Les occurrences des termes « *massacre* », « *carnage* » traduisant l'émotion lors d'attentats palestiniens sont moins nombreuses, les journalistes parlant plus volontiers de « *bilan* » fussent-ils « *meurtriers* » ou « *terribles* » (*Le Monde*, 23/03 et 16/06/2002). Nous retrouvons une terminologie identique dans le titre et le sous-titre de *Libération* du 14/06/2006 : « *Un raid contre des activistes palestiniens a fait neuf morts parmi la foule. Deux missiles israéliens font un carnage à Gaza.* »

Les indications chiffrées occupent une place à part dans la stratégie discursive de la presse occidentale ; ces énumérations répétitives du nombre de victimes dans les deux camps, lui permettent de jouer la carte de l'impartialité et du discours informatif. Mais,

⁴⁹⁰ *Ibid.*, p. 120.

comme le réclame R. Koren dans son article, la presse, en temps de crise, n'a-t-elle pas un devoir de solidarité envers l'opprimé ?

Conclusion

Le problème demeure cependant celui de la définition des victimes dans les conflits israélo-palestinien et nord-irlandais. L'impasse représentative ontologique des violences conflictuelles, médiatisées hors de leur pays d'origine, réside principalement dans cette définition. Quel camp peut être médiatiquement représenté comme la victime dans les deux conflits étudiés ? Comment et pourquoi représenter tel événement plutôt qu'un autre, dans la mesure où la médiatisation de la violence est déjà une prise de position ? Ce sont ces questions que les chapitres suivants aborderont.

Chapitre 7 - Le dispositif des sites internet analysés

Nous lancer dans l'analyse de ces dispositifs sans méthode nous a semblé hasardeux ; c'est la raison pour laquelle nous empruntons largement à A.L. Touboul la méthodologie qu'elle propose dans sa thèse⁴⁹¹. Nous n'évoquerons pas, ou très brièvement, le dispositif technique qu'induit la navigation sur le Web, pour nous consacrer au dispositif formel. Nous gardons néanmoins à l'esprit que la lecture sur écran n'est pas la même que celle sur papier et que cela engendre un certain nombre de contraintes dont il nous faut tenir compte : une page-écran est différente d'une page - papier, dans ses dimensions - souvent un seul « tableau » sur internet représente en sortie impression plusieurs pages de format A4 (21 X 29,7 cm), généralement deux ou trois pages. Lors de l'impression, l'unité de la mise en page est souvent rompue et les couleurs peuvent être sensiblement différentes. Les sites sont composés de pages que nous déroulons un peu comme les rouleaux égyptiens ; le mouvement de lecture d'un journal se fait non pas horizontalement - les feuilles tournées d'un journal par exemple - mais verticalement et le principe du lien hypertextuel, qui nous renvoie à des sous-couches textuelles ou iconiques, donne au document consulté une dimension inhabituelle de lecture, celle de la profondeur. Conscients de ces difficultés et des biais éventuels inhérents à l'impression des pages web, nous avons néanmoins pris le parti d'étudier ces sites dans leur version électronique et pour certains discours sur tirage papier.

Un dernier point concerne la surface de lecture : comme le fait A.L. Touboul, nous avons mesuré les différents cadres qui délimitent notre consultation sur le web. Ces éléments ne doivent pas être oubliés, conditionnant véritablement l'architecture des sites et la perception visuelle que nous en avons, donc indirectement le dispositif signifiant.

Voici donc ce que nous avons mesuré :

⁴⁹¹ Touboul Annelise, *Le journal quotidien sur le Web*, thèse : Sciences de l'information et de la communication : Lyon 2 - Université Lumière, 2001.

dimension du moniteur : 32,3 cm (L) X 26,1 cm (H)

dimension écran : 24,6 cm (L) X 18,6 cm (H)

dimension contenu page Web : 24, 6 cm (L) X 13, 2 cm (H)

La taille de visualisation de la page est considérablement réduite, 76 % en largeur et 61% en hauteur par rapport à la dimension du moniteur. Il est évident que ces données divergent en fonction de la taille de l'écran (15 pouces, 17 pouces ou 19 pouces) ou du navigateur utilisé pour la consultation. Pour certains sites, ce phénomène est assez gênant, obligeant à un usage vertical et horizontal du curseur, brisant ainsi l'unité de la mise en page.

La lecture sur le web est donc contrainte par le dispositif technique, ce qui n'a rien de très original en soi, dans la mesure où la lecture d'un journal est également restreinte à la dimension du support. Une différence notable surgit néanmoins avec le contenu d'un quotidien qui est généralement adapté au support de lecture ; cela est rarement le cas avec l'informatique et les sites internet.

Notre démarche d'analyse concernant le dispositif formel des sites internet sera triple : nous avons choisi de nous attarder sur les pages d'accueil du fait qu'elles constituent la première image que nous avons d'un site et donc du parti politique éditeur de ce dernier. Deux points d'analyse sont d'abord proposés : l'identification, c'est-à-dire le nom du site, le logotype et les adresses URL figurant en bas de l'écran de l'ordinateur ; puis l'organisation, autrement dit la maquette de la page d'accueil selon cinq éléments de comparaison : le logotype en haut de la page, la colonne de gauche, l'espace central, la colonne de droite et enfin l'espace qui délimite la fin de la page⁴⁹².

Un aspect particulier à internet a ensuite attiré notre attention : les liens hypertextuels, non pas à l'intérieur du site, mais ceux qui renvoient à un territoire extérieur au site web. Ces liens « extra-territoriaux » sont une transition avec les médias, les sites gouvernementaux, les autres partis politiques, etc. Ils renforcent l'identité dont se réclame le site et renseignent sur ses stratégies discursives.

Pour rendre plus claire notre étude, nous avons réalisé le schéma de chacune des pages d'accueil des sites consultés⁴⁹³. Ces schémas ont pour but d'éviter au lecteur de va-et-vient incessant entre étude de cas et annexes mais aussi et surtout de rendre plus « visuelle » l'architecture des sites.

Une fois cette étape franchie, il nous a semblé important de dépasser cette première observation de la page Web pour nous attarder à la construction argumentative de ces sites. Nous faisons l'hypothèse que la page d'accueil est, en corrélation avec l'architecture du site, un élément à part entière dans la rhétorique de ces sites. En d'autres termes, nous souhaitons mettre ici en avant les techniques de l'argumentation dans le dispositif formel de chacun des sites des partis politiques.

L'étude formelle des sites mentionnés devrait nous fournir de précieux indices sur la

⁴⁹² Cette classification a été élaborée par A.L. Touboul dans *Le journal quotidien en ligne, op.cit.*

⁴⁹³ Une impression écran de la page d'accueil de chacun des sites étudiés est disponible en annexe 9 (p. 521 - 537).

façon dont les différents partis politiques usent de ce dispositif comme d'un nouvel espace de légitimité, comment ils s'y définissent et comment, ensuite, se jouent les identités sur le média électronique.

1-La topographie des pages d'accueil

Nous proposons dans ce chapitre une étude en deux temps avant de nous consacrer à la question de la rhétorique sur ces sites : le premier s'arrête à la topographie des pages d'accueil, aux moyens de l'identification de celles-ci, aux tendances constatées suite à leur observation. Le second moment de cette analyse sera consacré aux liens hypertextuels. Nous souhaitons développer ici l'hypothèse que le discours, comme dans les journaux quotidiens et peut-être plus encore, ne se réduit pas au texte et que la stratégie énonciative d'un site est celle du fond autant que de la forme. Selon nous, sur internet, l'importance de la forme est primordiale dans la mesure où la lecture sur internet est moins aisée que celle d'un journal : nous sommes en effet encore peu habitués à cette mobilité verticale des caractères, ces pages qui apparaissent, s'ouvrent, et disparaissent. Le dispositif internet fonctionne sur le mode d'une rhétorique visuelle de la disparition - de la page, de la verticalité - de la lecture, de l'hypertextualité - « *qui implique le lecteur symboliquement, dans un mouvement (il 'navigate', change de perspective en affichant un nouveau texte) et physiquement avec l'acte de cliquer par lequel il manifeste ses choix*⁴⁹⁴ ».

Nous parlons ici de topographie, d'architecture des pages d'accueil, car c'est bien à des lignes, des courbes, des rectangles, des constructions diverses, des enchevêtrements que s'apparente une page Web. Nous avons choisi d'analyser de façon distincte les conflits nord-irlandais et israélo-palestinien.

1-1 Le conflit nord irlandais

Nous avons commencé à étudier les quatre sites en 2002 ; nous sommes aujourd'hui en 2007, ces sites ont évolué visuellement et pour certains, dans la teneur des discours proposés. Quand cela était possible, nous avons mis en parallèle ces pages d'accueil éditées à différentes dates afin de les comparer ponctuellement.

Les Républicains :

En 2001, l'un des traits communs des deux partis nationalistes étaient d'arborer une inscription en gaélique dans le logotype pour le Social Democratic Labour Party (Páirtí Sóisialta Daonlathach An Lucht Oibre) et dans le nom même du parti « Sinn Féin » qui signifie en anglais « we ourselves ». Ces gaélismes sont les signes d'un rattachement à une identité culturelle et politique, celle de la république d'Irlande (Eire). Dès la version 2002 du site du SDLP, cette inscription a disparu, ce qui semble traduire la volonté du parti politique d'abandonner une marque identitaire trop forte, susceptible de le desservir politiquement.

* Le Social and Democratic Labor Party

⁴⁹⁴ Touboul A., *op.cit.*, p. 357.

2008

sdlp
Social Democratic and Labour Party

sdlp
Social Democratic and Labour Party

Site map

Media Gallery

Home / Media / News / Press / Contact Us / About Us / Home

MEDIA

SCENARIOS

DETA RUBRIQUE

Assembly

Logo

NOM - Nom de l'article X 7

Logo

NOM - Nom de l'article X 4

Logo

NOM - Nom de l'article X 2

Contact information:

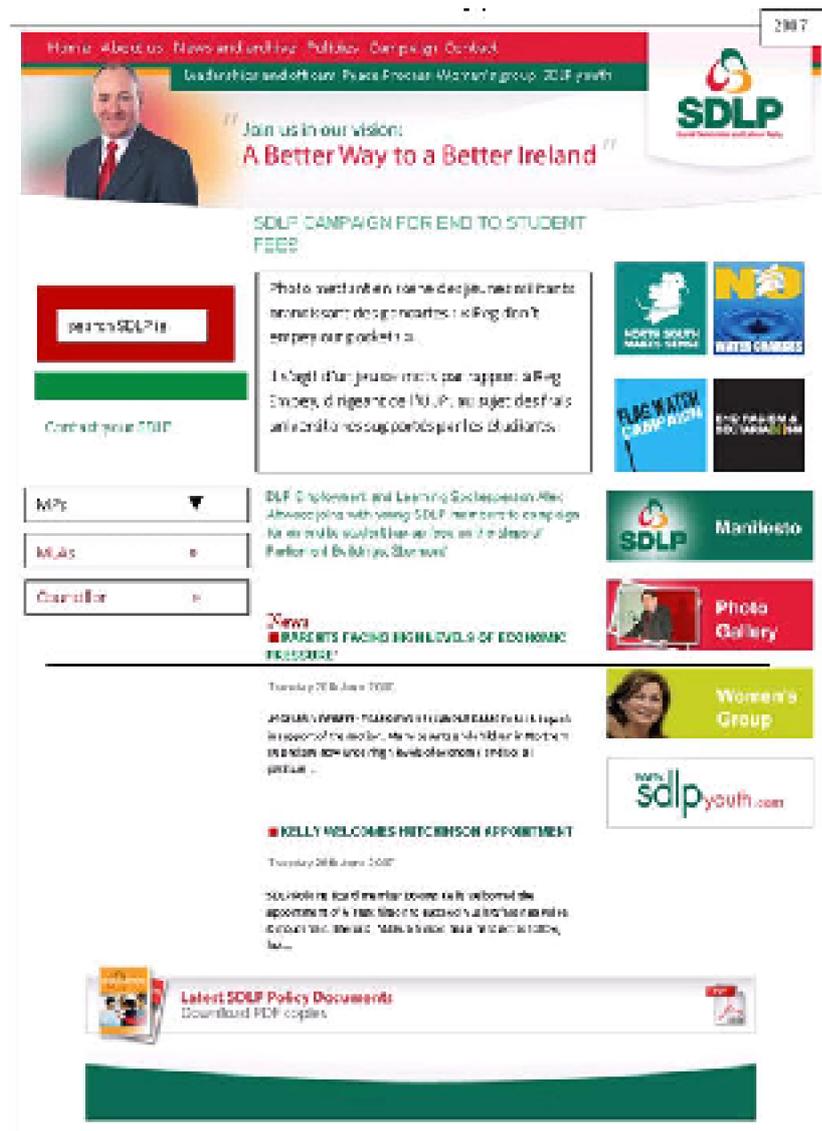
Address: + (0)11 11 11

sdlp
Social Democratic and Labour Party

sdlp
Social Democratic and Labour Party

Site map

Home / Media / News / Press / Contact Us / About Us / Home



La page d'accueil du site en 2002 s'ouvrait sur une page « furtive » dans laquelle apparaissait le logo du Social Democratic and Labour Party et son sigle, avec son intitulé en gaélique et sa traduction en anglais en gros caractères au centre de la page. Cette composition revenait ensuite en leitmotiv sur toutes les autres pages. Cette interface ouvrait immédiatement une seconde qui s'avérait être la page d'accueil véritable et s'intitulait le « *centre médias* » avec les déclarations de dirigeants du Social Democratic and Labour Party. La part du site consacrée aux archives médias était d'ailleurs relativement importante. Les archives recouvraient des domaines assez divers ayant trait aussi bien aux « discussions de paix ⁴⁹⁵ » qu'à la catégorie « *Entreprise, commerce et investissement* ». La maquette du site et le logo ont été modifiés le 12 juin 2002.

La version 2007 de la page d'accueil du SDLP a gagné en visibilité et en lisibilité ; le SDLP a largement modifié son sommaire, puisque la rubrique « Media » de 2002 a disparu, laissant la place aux rubriques « News and archive » (« Nouvelles et archives »),

495 « Peace Talks »

« Gallery », ce qui renforce le désir de visibilité que souhaite donner le SDLP de son site. Nous remarquons également que la ligne éditoriale du parti est davantage centrée sur l'actualité économique et sociale, et l'engagement pour la paix, laissant de côté l'histoire (en page d'accueil), avec les rubriques « No (to) Water Charges » (« Non aux taxes sur l'eau »), « End Racism and Sectarianism » (« En finir avec le racisme et le sectarisme »). Fait nouveau, le parti républicain consacre deux rubriques politiquement « porteuses », la première aux femmes (« Women's Group », « Le groupe des Femmes ») et la seconde aux jeunes (le lien renvoie au site *sdplyouth* (« Jeunes du SDLP »)).

Le discours tenu par le SDLP est pragmatique et modéré (en référence aux discours des partis comme le Sinn Féin et le DUP, même si cette tendance s'est atténuée depuis quelques temps) et s'attache à promouvoir la vision d'une Irlande du Nord politiquement, économiquement et communautairement équilibré, comme le prouve la *base-line*⁴⁹⁶ du site « *Join us in our vision : a better Ireland in a better way* » (« Rejoignez-nous dans notre vision : une Irlande meilleure d'une meilleure façon »). En 2002, le SDLP se positionnait aux côtés de l'UUP comme l'artisan du processus de paix. Ils se disaient être la « plate-forme » sur laquelle pouvait se construire la paix. En 2007, le processus de paix est accompli, le paysage politique a changé puisque le Sinn Féin et le DUP occupent depuis les élections législatives de 2003 la première place sur la scène électorale en Ulster. Cette évolution des suffrages a entraîné une modification éditoriale des sites de l'UUP et du SDLP. Ce dernier a modifié son discours en l'adaptant aux préoccupations des Nord-Irlandais, en adoptant la stratégie populiste et populaire mise en avant par le DUP dès 2002 : être au plus près des intérêts de sa communauté, mais aussi plus largement du peuple nord-irlandais. C'est pourquoi sont mises en avant (colonne de droite sur la partie haute de la page) quatre rubriques révélatrices des problématiques nord-irlandaises : « No (to) Water Charges », « North South Make Sense » (« Le Nord et le Sud ont un sens »), « Flag Watch Campaign » (« La campagne de surveillance des drapeaux »), « End Racism and Sectarianism ». Ces rubriques se retrouvent à un autre niveau du site à la rubrique « Campaigns », complétée d'une rubrique supplémentaire « No to Top up Fees » (« Non à l'augmentation des coûts »). Nous étudierons ultérieurement à travers les arborescences des sites, comment ces constructions en répétition, ces redondances matérielles en quelque sorte, appartiennent à la rhétorique politique du parti et forment une partie de l'argumentation discursive qu'il développe ici.

La maquette de la page d'accueil du SDLP est très équilibrée en termes d'occupation de l'espace, de ce que nous appellerons ici « l'écran blanc » (par référence à la page blanche papier). Il est évident qu'en cinq ans, et cela est valable pour tous les sites étudiés, les partis politiques ont soigné la visibilité de leur page d'accueil, en la rendant à la fois plus équilibrée spatialement (occupation gauche/droite et haut/bas de la page) et visuellement (harmonisation et *rhétorisation*⁴⁹⁷ des couleurs employées), plus lisible par une hiérarchisation et une topographie stratégique des écritures, ainsi qu'une surexposition des images (photos de paysages, de personnalités politiques, ou logotype).

⁴⁹⁶ La *base line* est un terme que l'on utilise en publicité ; elle désigne la phrase (le slogan) qui signe l'affiche ou la page publicitaire, ici en l'occurrence elle constitue la signature du site.

⁴⁹⁷ Nous désignons par ce terme la formalisation rhétorique.

Ainsi une photo de jeunes du SDLP, manifestant sur les marches de l'assemblée nord-irlandaise, au centre haut de la page d'accueil peut s'interpréter comme la volonté du SDLP de se tourner vers l'action, et vers l'action avec et pour les jeunes. En termes photographiques, le SDLP a avec les autres sites une similitude là aussi rhétorique, qui est de présenter son ou ses leaders sur le mode suivant : la photo du leader seul (SDLP, UUP, Likud) ou du leader accompagné de ces proches collaborateurs (DUP, Sinn Féin) ou encore dans un effet visant à l'émotion, celle du leader historique et de son successeur (Kadima, photos d'Ariel Sharon - dans le coma depuis janvier 2006 suite à une attaque cérébrale - et d'Ehud Olmert).

Ces sites se sont donc professionnalisés et sont devenus de véritables vitrines publicitaires, dont le but premier est non d'attendre de l'internaute une lecture exhaustive des informations transmises (qui va lire en effet les dizaines de pages de texte de ces sites ?) mais de lui donner envie de pénétrer dans le « magasin du parti », après avoir vu en vitrine les produits les plus attractifs. En effet, de plus en plus d'études mesurent quantitativement (et des outils statistiques fournis par les hébergeurs de site le font aussi) le taux de fréquentation moyen d'un site, le nombre de visiteurs par mois-semaine-jour-tranche horaire et par page, le nombre moyen des pages qu'ils consultent à chaque visite : ce dernier chiffre varie bien évidemment selon la nature du site, mais il dépasse rarement les trois à cinq pages consultées par visite.

En effet, rares sont ceux qui lisent ⁴⁹⁸ la totalité des pages d'un site, très souvent l'internaute cherche une information précise sur le site, ou si ce n'est pas le cas, sa consultation est très superficielle et il se contente alors de cliquer sur les différents liens hypertextuels de la page d'accueil, comme l'on feuillette les pages d'une revue.

Formellement beaucoup plus aboutie que sa version 2002, le site du Social Democratic and Labour Party est également très riche par la mémoire politique dense et variée qu'il semble mettre en œuvre. C'est ce qui fait d'ailleurs l'originalité du média internet : d'une part, sa capacité d'archivage et d'autre part la grande accessibilité de sa réserve documentaire – le lecteur lambda accédant très librement et facilement aux données. Ces archives jouent le rôle d'une bibliothèque municipale ou universitaire, personne ne lit tous les livres d'une bibliothèque ; l'internaute comme le lecteur lambda se dirige vers le rayon qui l'intéresse, flâne parfois entre les rayonnages mais est de toute façon limité dans le nombre d'ouvrages (par le règlement et par la question du temps) qu'il peut consulter.

Les couleurs de la page d'accueil du SDLP sont une « recombinaison » des couleurs du logo du SDLP, le rouge, le vert et l'orange, le fond blanc de la page associé aux deux dernières couleurs rappelle inévitablement le drapeau de la République d'Irlande ⁴⁹⁹. Cette *chromogénéité* ⁵⁰⁰ imprègne jusqu'à la police de caractère des textes de la page d'accueil, avec des mises en exergue rouge et verte sur fond blanc.

⁴⁹⁸ Nous employons le verbe lire mais l'internaute peut aussi écouter un discours ou regarder une vidéo. Le terme « lire » qualifie ici l'action de consultation d'une page web. Il y a néanmoins beaucoup de texte sur les sites des partis politiques, donc l'acte de lire peut être envisagé comme le mode d'entrée principal dans le discours d'un site.

⁴⁹⁹ Par commodité et pour établir un parallèle avec l'Ulster, nous nommerons également la République d'Irlande, l'Eire.

L'intitulé des rubriques de la page d'accueil a lui aussi évolué par rapport à 2002, comme nous le précisons ultérieurement. C'était à l'époque, le seul site à avoir une partie consacrée entièrement à l'Europe : dans sa ligne politique, le « nous » du SDLP se situait résolument en dehors des frontières anglaises ou irlandaises. Désormais cette rubrique a disparu de la page d'accueil, ainsi que le raccourci « Links » (« Liens ») qui renvoyait aux sites ou aux institutions politiques extérieures au SDLP. Le site met davantage en avant ses membres actifs (« Councillors », « MLAs », « MPs⁵⁰¹ », etc.) et, donc, les questions politiques et économiques internes. Enfin, le logotype du parti (constitué de trois anneaux réunis pour former une seule figure avec en dessous le sigle SDLP) trouve un écho symbolique et politique avec la rubrique « North South Make Sense ». Une autre association de ce type pourrait être également faite entre la rubrique « peace process » et l'encadré « End Racism and Sectarianism », avec, là encore, une figure de style, proche de l'acrostiche.



Northern Ireland : le « NI » inclut dans le mot « sectarianism » constitue une figure détournée de l'acrostiche. Cette mise en évidence visuelle du N et du I, vaut dénonciation d'une situation (« racism and sectarianism ») et réparation de celle-ci (« end »). Ce dernier point nous permet surtout de mettre en avant la capacité

argumentative et stylistique d'une page d'accueil, aspect que nous développerons donc dans la troisième division de ce chapitre.

argumentative et stylistique d'une page d'accueil, aspect que nous développerons donc dans la troisième division de ce chapitre.

* le Sinn Féin

Le site du Sinn Féin est extrêmement riche en archives, c'est aussi l'un des partis les plus anciens. Le discours vise notamment à légitimer l'inclusion du parti dans l'espace public nord-irlandais, même si demeure une certaine propension à la délégitimation de l'action politique unioniste, alors que celui du DUP (son adversaire direct) est résolument délégitimant avec tous les partis, républicains et unionistes modérés.

La version 2007 du site a une mise en page là encore beaucoup plus visuelle qu'en 2002, mettant en avant le message central (Gerry Adams et le book shop) ; celui-ci est encadré par des menus : à gauche ce qui a trait à l'histoire du conflit et à la politique, à

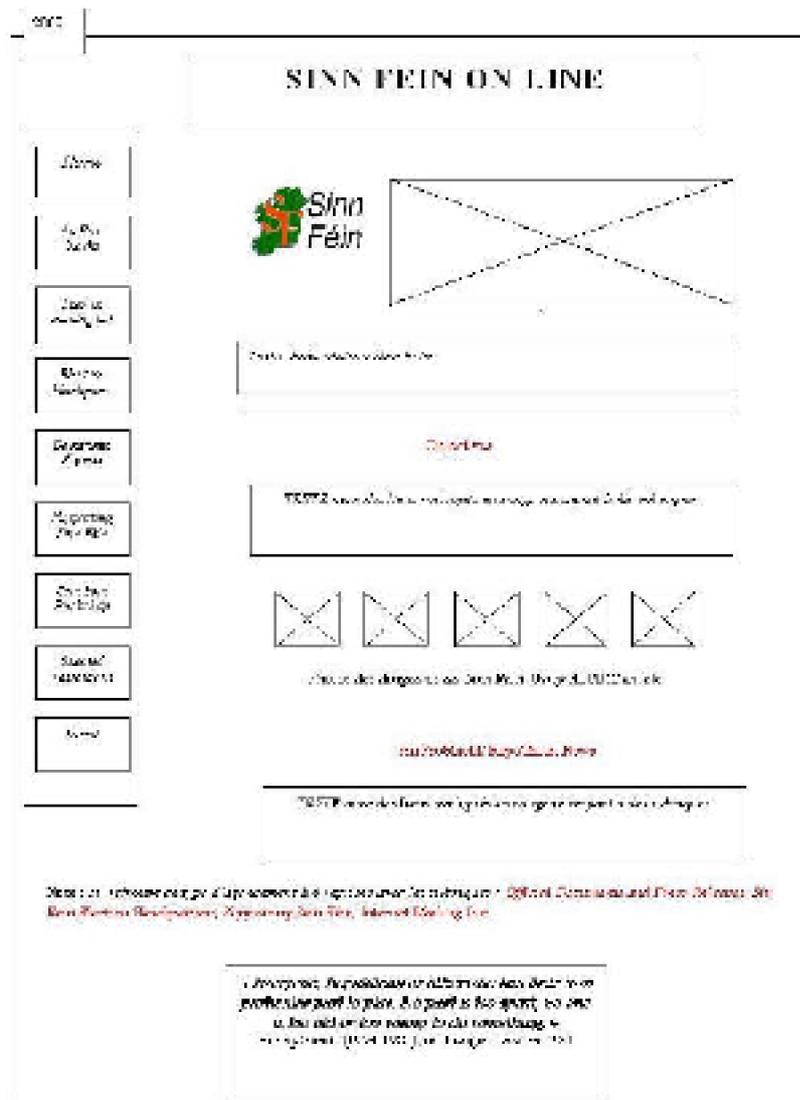
⁵⁰⁰ Nous créons ici volontairement un néologisme qui associe la racine « chromo » au substantif « homogénéité », afin de mettre en évidence le parti-pris créatif de proposer une homogénéité des couleurs dans les sites. Cette *chromogénéité* qui, au-delà de l'harmonie de premier plan, doit se comprendre comme un élément sémiotique révélateur de certaines stratégies discursives. Elle est déjà présente notamment dans les campagnes des partis politiques (affiches, tracts, etc.) mais s'avère être un élément incontournable des pages d'accueil des sites internet.

⁵⁰¹ MPs est l'abréviation pour *Members of Parliament* (Membres du Parlement), MLAs pour *Members of Local Assembly* (Membres de l'Assemblée locale), et les *Councillors* sont les Conseillers (municipaux par exemple).

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

droite ce qui concerne les médias, les amis du Sinn Féin et à une boutique en ligne. En bas, une autre bande clôt le site verticalement en proposant des renvois à trois sites qui constituent la mise en exergue de trois grands axes politiques du Sinn Féin : le processus de paix, la réunification avec la République d'Irlande et la commémoration d'un passé de résistance et de lutte, avec un site consacré au 25^{ème} anniversaire de Républicains, grévistes de la faim.

Le site du Sinn Féin est assurément un site d'autopromotion très marqué. La bande centrale en haut de la page est consacrée aux questions politiques. Comme dans le site du SDLP, on retrouve des points récurrents comme les liens vers le processus de paix et pour une Irlande unie. Le fond du site est bleu foncé, à la différence des autres sites qui ont un fond blanc. Cette différence chromique est une marque distinctive supplémentaire, une figure de style en quelque sorte, qui va dans le sens de l'idéologie du Sinn Féin qui se veut un parti atypique tant par son histoire que par son positionnement sur la scène irlandaise et nord-irlandaise.





Le premier parti nationaliste nord-irlandais joue sur un graphisme de boutons bleu, noir et blanc avec au centre le slogan « *Sinn Féin. Building an Ireland of Equals* » (« *Sinn Féin. Bâtir une Irlande égalitaire* »), et le sommaire du site à gauche, en haut et à droite de la page d'accueil. Comme sur le site du SDLP, les couleurs du drapeau irlandais sont présentes sur celui du Sinn Féin, dans le logo et le visuel qui commémore le 25^{ème} anniversaire des grévistes de la faim. Les accroches chromiques et l'équilibre des couleurs ne sont pas un trait saillant de la stylistique visuelle du site.

Une bande texte (centre haut de la page) dans laquelle figure le mot bienvenu en huit langues (européennes) participe là-aussi de la stratégie politique du parti et de son désir d'ouverture vers l'extérieur. Par ailleurs, le Sinn Féin propose une version bilingue du site en anglais et en gaélique, comme le font les sites de Kadima (hébreu-anglais) et du Fatah (arabe-anglais). Cette particularité linguistique est une signature identitaire et politique forte pour le Sinn Féin qui marque ainsi son attachement à la culture gaélique mais aussi à l'Eire (qui a deux langues officielles, l'irlandais ou gaélique, et l'anglais). Outre cette originalité, on retrouve le même principe organisationnel que sur le site du SDLP : photos

des leaders du parti, visuels qui rendent plus attractive la page d'accueil et texte au centre avec cette fois des hyperliens intégrés au texte-même renvoyant soit à du multimédia (photos et vidéos) soit à d'autres sites (le site du Sinn Féin à l'assemblée, le site des élections législatives 2007 et le site www.sinnfein.online.com). Cette multitude de renvois, cumulée aux raccourcis évoqués plus haut fermant le bas de la page d'accueil, ajoute à la complexité éditoriale du site du Sinn Féin. En effet, la page d'accueil est, pour reprendre notre métaphore précédente, une immense vitrine de magasin, où les objets publicitaires (bookshop, incitation à l'engagement, *An Problacht*⁵⁰², etc.) se mélangent aux objets plus politiques (site du processus de paix, résultats des dernières élections, manifestes du parti) laissant l'impression d'un « bazar informationnel » qui confine au désordre organisationnel de la page écran et gêne la lecture de l'internaute. Le Sinn Féin semble être sur tous les fronts, et ces références multiples aux différentes actions politiques qu'il mène montrent un désir de légitimation très fort.

Il est intéressant de voir comment le média internet, notamment sur le site du Sinn Féin, renvoie systématiquement à d'autres types de médias et de médiation, comme s'il ne pouvait exister par lui-même mais en interaction constante avec l'extérieur.

En 2002, une large part du site était consacrée à l'histoire du conflit nord-irlandais (plus de 23 pages papier) et à la place du Sinn Féin au sein de celle-ci. En 2007, la partie historique, même si elle figure toujours en page d'accueil, a été considérablement réduite (4 ou 5 pages papier). Chaque parti politique nord-irlandais d'ailleurs se plie à cet exercice rhétorique de « l'histoire dans l'Histoire ». Néanmoins, le site républicain a resserré sa matière textuelle, proposant souvent sur l'équivalent d'une page-écran une synthèse et renvoyant par un raccourci à un site spécialement dédié au sujet abordé. C'est le cas par exemple pour la rubrique « Peace Process » en page d'accueil qui conduit à une page secondaire « The Irish Peace Process », amenant elle-même l'internaute à l'adresse [http:// www.sinnfeinonline.com](http://www.sinnfeinonline.com) . Ce site, intitulé « *Sinn Féin. Extraordinary Ardh Fheis*⁵⁰³ 2007 », retrace le rôle du Sinn Féin dans le processus de paix, qui a notamment conduit à la reconnaissance le 28 janvier 2007 de la police nord-irlandaise par ses membres, et a largement contribué à la concrétisation d'un gouvernement bipartite depuis mai 2007.

Trois éléments principaux ressortent de l'étude de la page d'accueil du Sinn Féin : la mise en avant d'une activité politique importante, la médiatisation de celle-ci par le biais des médias classiques (écrit, audio ou vidéo) ou du multimédia (sms, rss feed, etc.), et enfin l'optimisation mercatique par la boutique en ligne de cet activisme politique.

- Les Unionistes

De la même façon que les partis républicains, les deux partis unionistes ont un point commun se rapportant à leur revendication identitaire : ils arborent les couleurs du drapeau anglais et signifient ainsi leur allégeance à la couronne britannique.

⁵⁰² *An Problacht* (« La République » en gaélique) est un hebdomadaire politique républicain ayant une édition papier et en ligne.

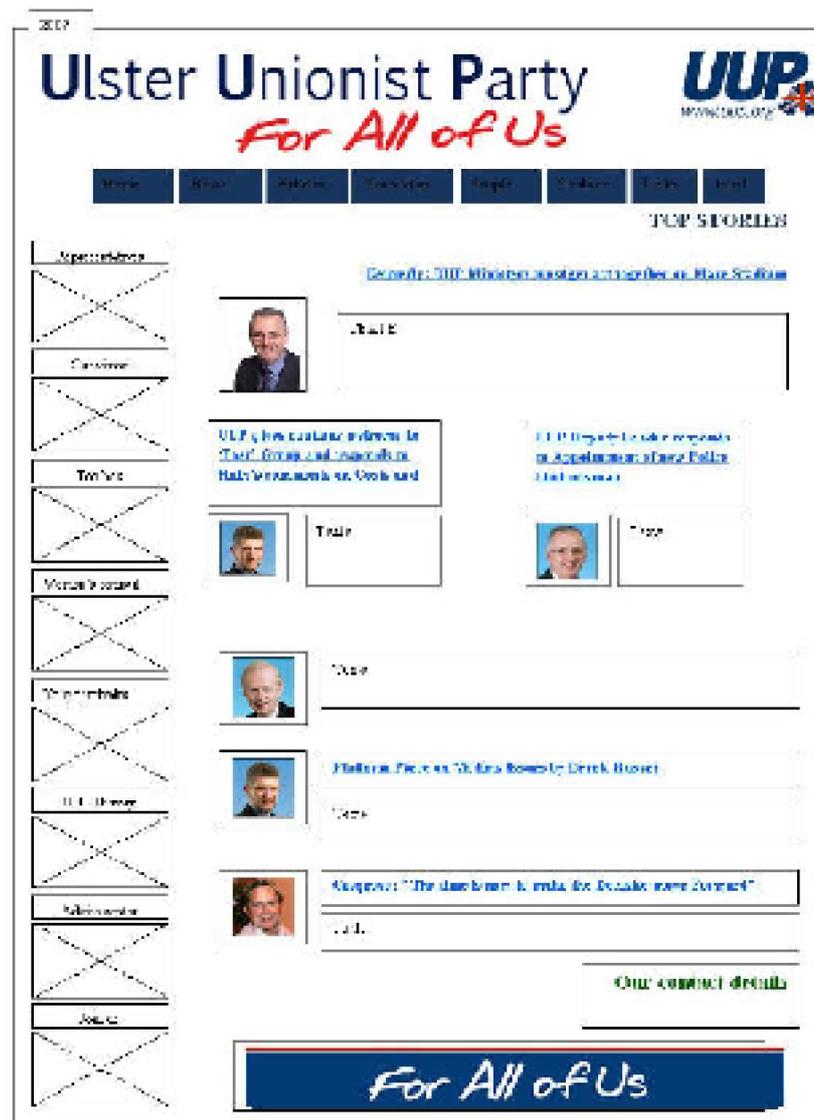
⁵⁰³ *Ardh Fheis* est un terme gaélique que l'on peut approximativement traduire en anglais par « High Festival » et qui est la convention annuelle d'un parti politique.

* l'Ulster Unionist Party

En 2002, le site de l'UUP était sans aucun doute le plus « professionnel » politiquement parlant des sites visités. Il se rapprochait fortement des sites « traditionnels » de partis politiques (hors situation conflictuelle) et apparaissait comme le plus modéré avec le SDLP.

La mise en page de la version 2007 laisse une large part au texte ; on retrouve les rubriques « History » (« Histoire »), « Representatives » (« Représentants »), et la rubrique « Our Vision » (« Notre vision ») englobe les rubriques « Your constituency » (« Votre constitution ») et « Policies » (« Politique »). Un aspect intéressant est la récurrence de rubriques consacrées à des publics nouveaux, « Women's council » (« Le conseil des Femmes ») et « Young Unionists » (« Les Jeunes Unionistes »), comme sur le site du SDLP. La carte de l'Irlande du Nord aux couleurs britanniques, existante dans la version 2002, est toujours présente en 2007, et les mêmes jeux chromatiques bleu et rouge renvoient au drapeau anglais. Visuellement, la page de l'UUP est très mal équilibrée avec un espace textuel central beaucoup plus long que les colonnes à gauche et à droite.

La version 2002 du site de l'UUP proposait une vision très impersonnelle de sa politique dans le sens où elle n'impliquait pas vraiment un public particulier de personnes, alors que la version de 2007 touche donc d'avantage l'internaute avec les rubriques « Young unionists » et « Women's Council ».



Le site « parle » aux internautes plus encore qu'il ne semble leur parler de politique, dans le sens traditionnel et électoraliste du terme. La rubrique « People » (« Les gens ») est particulièrement intéressante dans la mesure où elle inclut les catégories « Representatives », « Party officers » (« Les Cadres du Parti »), « Spokespeople » (« Les Porte-paroles ») ; il s'agit donc ici de la « population politique » du parti. Cette opposition nominative entre les « vraies gens » et « les hommes politiques » ne recoupe pas une opposition symbolique et politique ; elle représente au contraire l'axe central du parti-pris idéologique de l'UUP qui fait se superposer la catégorie politique à la catégorie non politique dans les rubriques « Young (une partie de la population) Unionists (appartenance politique) » et « Women's (une autre partie de la population) council (catégorie politique) ».

Cependant, la tendance à inclure des sous-catégories de la population (jeunes et femmes) et à traiter des problèmes récurrents de la société nord-irlandaise dans le discours politique est générale depuis la normalisation de la situation en Ulster (on est dans une situation post-conflictuelle). En effet, la préoccupation de la population est

passée de la sphère conflictuelle des luttes communautaires à la question de l'urgence de la situation économique et sociale de toutes les catégories de la population.

L'espace textuel dans la page d'accueil de l'UUP est dominant (partie centrale empiétant sur la clôture de la page d'accueil) et nous retrouvons, en dehors de cette particularité, le même schéma discursif que dans les précédents sites : texte de présentation du parti, discours politiques et parutions dans les médias. Les suffrages conservent néanmoins une place importante comme dans les autres sites ; les élections, voie traditionnelle de la légitimation d'un parti, sont donc bien présentes dans le média électronique. La rubrique « Advice Center » renvoie à une série de liens : soit les sites personnels des représentants de l'UUP, soit des liens vers les gouvernements anglais, irlandais et vers le Commonwealth.

Dans sa version 2002, l'UUP tenait un discours résolument « mercatique » dans le sens où il jouait sur le « plus produit » en se définissant comme le parti le plus important de l'Ulster (cf. schéma) à deux reprises dans la page d'accueil et dans toutes les autres pages qui reprenaient d'ailleurs la même « ossature graphique ». Alors très axé sur l'actualité, l'interactivité et l'engagement - avec les rubriques « Feedback » (« Réactions »), « Get involved » (« Engagez-vous ») et « Contribute » (« Contribution »), il arborait également un lien « Merchandise » (« Marchandises») dans lequel sont vendus divers objets publicitaires, liens qui ont aujourd'hui disparu.

La place du leader de l'UUP, David Trimble, était centrale en 2002 ; en 2007, elle est plus effacée, figurant au milieu d'autres personnalités. Cette « atténuation » de la figure du leader historique tient au fait que le personnage de D. Trimble est emblématique de la construction du processus de paix en Irlande du Nord⁵⁰⁴. Le personnage politique est donc un gage de crédibilité et de reconnaissance de l'action politique menée. En 2002, l'UUP pouvait en quelque sorte être considéré comme le parti de D. Trimble et la surexposition de celui-ci dans les pages du site était une façon de conférer au parti les qualités de l'homme. Sir Reg Empey n'ayant pas le même « parcours politique » que son prédécesseur, l'ostentation du leader politique devient plurielle. Ce sont les discours (et les photos) des leaders du parti qui sont mises en avant en page d'accueil.

La comparaison de la base line entre les versions de 2002 et 2007 est également révélatrice de l'évolution politique du parti : en 2002, elle mettait en avant deux points, l'un déclinant l'importance politique du parti « *Northern Ireland's largest political party* » (« Le plus grand parti de l'Irlande du Nord ») et son désir de tempérance des communautarisme (sous-entendu, ceux relayés par le DUP et le Sinn Féin) et d'union « *Building the union together* » (« Construire l'union ensemble »). En 2007, battu par le DUP et le Sinn Féin aux élections législatives depuis 2003, l'UUP ne peut plus se targuer d'être le premier parti d'Irlande du Nord ; il conserve cependant la logique de rassemblement qui est la sienne dans le slogan « *For all of us* » qui ouvre et clôt la page écran.

Comme le site du SDLP, celui de l'UUP joue sur l'harmonie visuelle des couleurs et sur la reproduction en leitmotiv des couleurs du drapeau national (bleu, blanc, rouge), comme signe d'appartenance. Cette *chromogénéité* par la déclinaison du drapeau

⁵⁰⁴ Il a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la paix au côté de John Hume, alors leader du SDLP.

britannique vaut signature identitaire et politique ; elle est renforcée par la présence de la carte de l'Ulster aux couleurs du Royaume-Uni. A travers ces redondances chromatiques, il y a l'affirmation rhétorique d'une double ré-union (des Unionistes à la Grande-Bretagne, et celle des communautés républicaines-catholiques et unionistes-protestantes). Nous reviendrons sur cet aspect dans la troisième subdivision de ce chapitre.

* Le Democratic Unionist Party

En 2002, le site du DUP était le plus élaboré graphiquement et visuellement de tous les sites nord-irlandais ; le discours iconique « ostentatoire ⁵⁰⁵ » de cette page d'accueil était très présent d'ailleurs dans le reste du site, mêlant rhétorique visuelle et textuelle. La version 2007 du site est plus consensuelle mais trois marqueurs forts subsistent : en premier lieu, les résultats des élections et le fait que le DUP a réussi à faire plier les Républicains. Ensuite, le menu est là aussi assez visuel dans la même logique que les sites des autres partis avec l'équilibre du texte et de l'image. Enfin, autre signe distinctif et récurrent : le drapeau anglais, marque identitaire et idéologique, et le slogan en haut de page « *Northern Ireland Largest Political Party* ».

En 2007, le DUP a euphémisé les signes ostentatoires et provocateurs de sa précédente version : le cœur aux couleurs britanniques s'est transformé en un badge, dont la moitié est occupée par le texte « Getting it Right » (« Prendre les bonnes décisions ») ; nous sommes passés d'une ostentation purement visuelle et symbolique à une affirmation très politique de l'efficacité du parti.

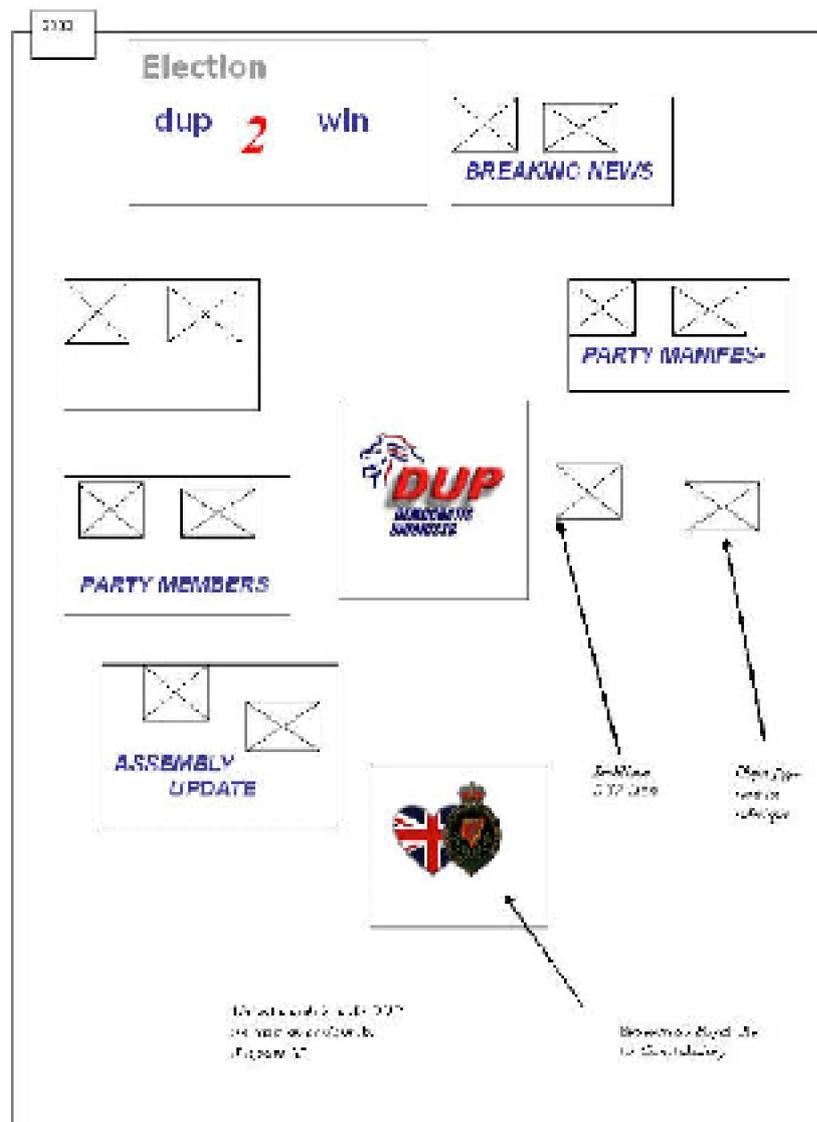
Par ailleurs, comme le Sinn Féin, le DUP met son leader historique sur le devant de la scène, et le présente au sein d'un collectif. Il est intéressant de constater l'évolution de cette monstration du chef politique au fil du temps et des suffrages ; la photo du leader de l'UUP a disparu alors que celles de Gerry Adams et de Ian Paisley demeurent ostensiblement sur la page d'accueil du site, comme figures énonciatives des discours du Sinn Féin et du DUP. Ils sont la caution médiatique de la stratégie politique de chacun des deux partis.

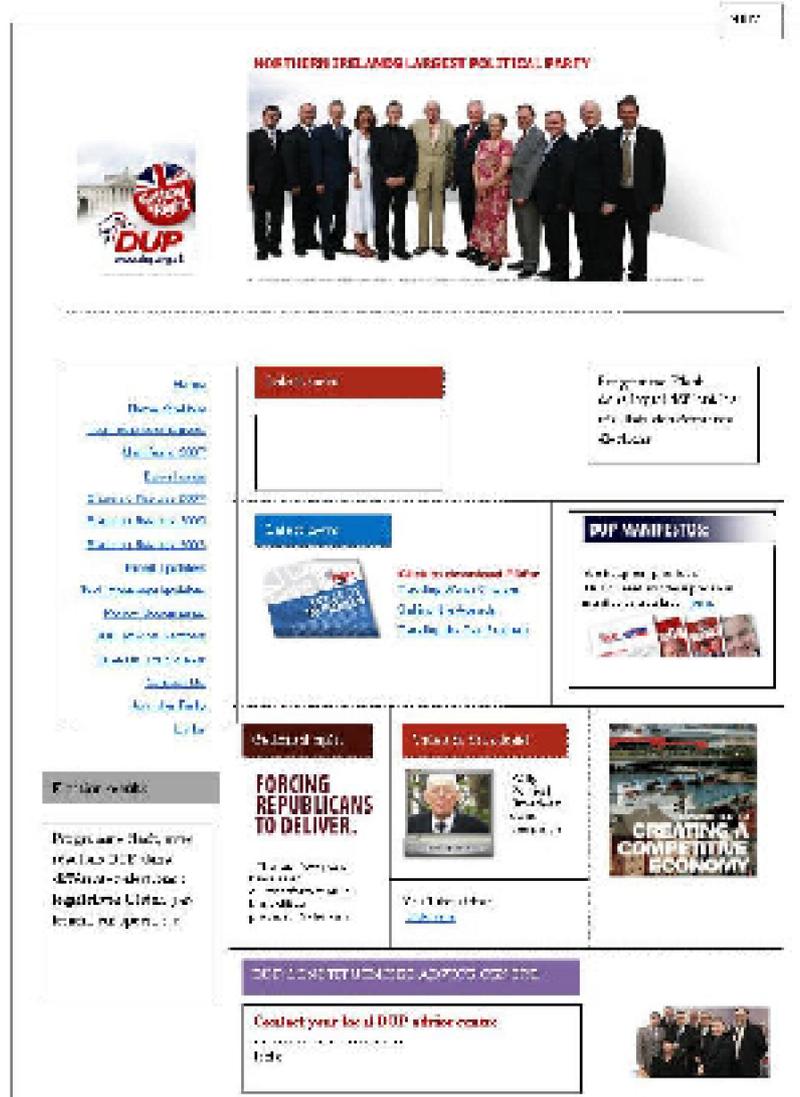
Dans la version 2007 du DUP, la rubrique « History » a disparu, laissant la place à des problématiques d'actualité « Water Charges » (« Les taxes sur l'eau ») ou « Tackling the Tax Problem » (« S'attaquer au problème fiscal »). Cependant quatre grands thèmes demeurent entre les deux versions : les nouvelles et leurs archives, les manifestes du parti, la place prépondérante des suffrages et de leurs résultats, et enfin les membres du parti.

En 2007, la page d'accueil du DUP est résolument pragmatique et propose plusieurs raccourcis et encarts flash réservés aux élections ; les chiffres des suffrages (cinq rubriques en page d'accueil) ont une fonction testimoniale forte et visent à crédibiliser l'action du DUP. La première impression laissée par la page écran, introduisant le DUP, est celle d'un parti unioniste extrêmement actif politiquement. En témoignent les rubriques « Manifesto 2007 » (deux fois dans la page d'accueil), « Policy Documents »

⁵⁰⁵ Nous écrivons discours iconique « ostentatoire » car le DUP proposait en 2002 une rubrique « Cartoons » (« Dessins ») composée de caricatures mettant en scène les leaders du Sinn Féin, du SDLP et de l'UUP. Ces dessins sont ostentatoires car ils manifestent d'une part une forte altérité et qu'ils attirent l'œil de l'internaute d'autre part.

(« Documents politiques », deux fois dans la page d'accueil) et « Committed to Creating a Competitive Economy » (« Engagé à créer une économie compétitive »). Les nombreuses rubriques consacrées aux documents politiques et la répétition de ces rubriques sur une même page ont une valeur argumentative et testimoniale évidente. Par ailleurs, le DUP propose en page d'accueil un accès à ces archives via les NTIC (« E-mail Updates » - « Mises à jour du courrier électronique », « Text Message Updates » - Mises à jour des messages texte) et le multimédia (« Video and Broadcast », « Vidéo, radio et télévision »). Par les rubriques « Give Us Your Views » (« Donnez-nous vos opinions »), « Contact us » (« Contactez-nous »), « Join the Party » (« Rejoindre le parti »), la page d'accueil accentue la fonction conative et de feed back ; ce dernier aspect va dans le sens de la volonté du DUP de montrer son activisme politique, de valoriser ses actions pour le peuple nord-irlandais et de le faire en concertation avec celui-ci.





Des quatre partis nord-irlandais, le site du DUP est celui qui, dès sa page d'accueil, joue le plus sur les fonctions conative, phatique et émotive (raccourcis qui renvoient à des vidéos et caricatures). La fonction émotive est présente dès la page d'accueil, par les commentaires situés en dessous des titres des rubriques. Ils visent à accentuer l'un des traits politiques du DUP qui est d'être un parti singulier, à l'instar du Sinn Féin. Ainsi, la phrase *sous la rubrique « DUP Manifestos », « We keep our promises.... » (« Nous tenons nos promesses »)* sous-entend que les autres ne tiennent pas leur promesse. Par ailleurs, le moment historique et consensuel constitué par l'accord du Sinn Féin et du DUP pour conduire un gouvernement d'union nationale, puis sa création en mai 2007, est aussitôt contrebalancé par un commentaire dans la rubrique « Getting it Right » :

« FORCER LES REPUBLICAINS A TENIR PAROLE .

*Les toutes dernières années ont vu une transformation dans le processus politique. Qui peut oublier comment étaient les choses seulement quelques années auparavant*⁵⁰⁶
 ...».

Deux marqueurs visuels ajoutent à la force symbolique et polémique du texte : la mise en exergue par la couleur et la taille de la phrase d'accroche « *Forcing Republicans to deliver* », et les trois points de suspension laissant la phrase inachevée et autorisant l'internaute soit à imaginer la suite de la phrase par lui-même, soit à cliquer sur le lien pour en savoir plus. A cela s'ajoute la présence des marqueurs temporels « *the last few years* » et « *few years ago* » qui opposent deux époques : celles où le DUP est le premier parti d'Irlande du Nord et celle où il ne l'est pas. Ces trois éléments produisent un effet de « teasing⁵⁰⁷ » évident. Nous reviendrons ultérieurement sur ces différents points.

Enfin, l'identité visuelle de la page d'accueil même si elle est présente, avec la reproduction des couleurs bleue, rouge et blanche du drapeau anglais ; elle est cependant beaucoup moins patente que dans le site de l'UUP. Peut-être faut-il y voir de la part du DUP le souhait d'une singularisation par rapport à son rival unioniste ?

Voilà donc réalisée une rapide synthèse des principaux éléments visuels des pages d'accueil des sites des partis politiques nord-irlandais. Sont mis en avant les acteurs politiques, l'actualité nord-irlandaise, le manifeste de chaque entité et pour certains l'interactivité mercatique avec l'internaute – avec des boutiques en ligne –, politique – avec des liens invitant à l'engagement idéologique, et financier – avec des appels à contribution. La part réservée aux archives, articles de presse et discours politiques des partis est prégnante, mettant en avant l'importance de la mémoire politique sur internet. Intéressons-nous à présent aux sites israéliens et palestinien.

1–2 Le conflit israélo-palestinien

Pour les raisons évoquées en introduction de ce chapitre, nous étudierons ici les pages d'accueil de trois sites israéliens et celle du site palestinien du Fatah. Nous ne comparerons les versions 2002 et 2007 de ces sites comme nous l'avons fait précédemment pour les sites nord-irlandais. En effet, ceux-ci ont fait l'objet d'une précédente étude en 2002 et nous avons mis à profit ce travail-là.

* Kadima

Le site du parti Kadima, fondé par Ariel Sharon, est accessible en trois langues (hébreu, anglais et russe), mais seul le lien vers la version anglaise apparaît de manière visible en haut à droite de l'écran. Les versions en anglais et en russe n'ont pas la même configuration que celle en hébreu, la mise en page des liens est différente du fait du sens de lecture en hébreu (de droite à gauche) et plusieurs liens ont été enlevés (« Les jeunes », « Les actifs », « Joindre Kadima », « Volontariat »). En fait, dans la version anglaise (et russe, mais dans une moindre mesure), la fonction conative est largement mise de côté, puisque la fiche de renseignements n'est pas accessible en anglais

⁵⁰⁶ « FORCING REPUBLICANS TO DELIVER. *The last few years have seen transformation in the political process. Who can forget what things were like just few years ago* ».

⁵⁰⁷ Le *teasing* est un terme anglais utilisé en marketing et désigne une technique publicitaire visant à attirer le lecteur ou le spectateur par un message en plusieurs étapes. Un premier message court l'interpelle et produit un effet d'attente chez le spectateur / lecteur, attente généralement comblée dans un second message plus long.

(colonne de gauche dans le site hébreu). Il en va de même pour la fonction émotive dans la mesure où la rubrique vidéo n'est pas accessible dans la version anglaise. Ces différences formelles entre les versions anglaise et russe peuvent être imputables au fait que de nombreux émigrants russes sont venus s'installer en Israël. La version anglaise vise un public plus international, qui ne vit pas nécessairement en Israël.

Nous comparerons ponctuellement les versions en hébreu et en anglais, mais nous nous appuierons largement sur la version anglaise du site. La différence de sens de lecture entre l'anglais et l'hébreu produit une disposition inversée des deux pages d'accueil, c'est-à-dire que la colonne située à gauche dans la version anglaise est positionnée à droite dans la version en hébreu. Prenons en compte les points communs et les différences formelles entre les deux versions : l'incise en anglais en haut de la page du site « *Moving forward with Kadima* » (« En avant avec Kadima ») traduit avec plus ou moins de fidélité la version originale, dans la mesure où cette expression est inscrite dans le nom même du parti dans la version en hébreu :

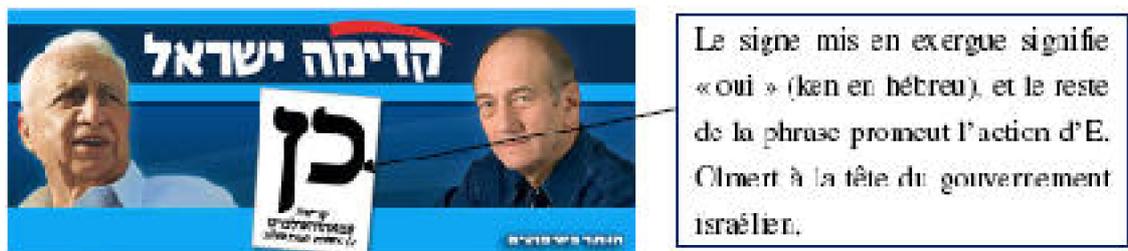


« Kadima Israel », signifie « En avant Israël ». La version anglaise propose un autre encart d'où le jeu de mot en hébreu entre Kadima et Israël a été enlevé, puisqu'on ne retrouve que le nom du parti Kadima. Par contre, la phrase située au dessus du nom du parti « *Moving forward with Kadima* » reprend le jeu de mots produit sur la page d'accueil en hébreu.

The screenshot shows the website of the Likud party in Israel. At the top right, there is a language selection dropdown menu set to 'English'. Below the header, there is a navigation menu with links for 'Home', 'About Us', 'Our Values', 'Our History', 'Our Vision', 'Our Platform', 'Our Policies', 'Our Candidates', 'Our Members', 'Our Supporters', and 'Our Donors'. The main content area features a large banner for the 'Kadima' party, with the text 'קדימה' and 'לשלום' (for peace). Below the banner, there is a news article titled 'Prime Minister's Office' with a sub-headline 'The Prime Minister's Office today announced that the Prime Minister will be visiting the West Bank in the coming days'. The article text is partially visible and appears to be a placeholder or a very short article. To the right of the main content area, there is a vertical navigation menu with links for 'Home', 'About Us', 'Our Values', 'Our History', 'Our Vision', 'Our Platform', 'Our Policies', 'Our Candidates', 'Our Members', 'Our Supporters', and 'Our Donors'. At the bottom of the page, there is a footer with the text '© 2007 Likud' and 'All rights reserved'.



Si nous poursuivons l'observation du haut de la page d'accueil dans les deux versions, nous constatons que les deux possèdent l'encart en hébreu qui se situe juste au dessous des photos d'A. Sharon et d'E. Olmert premier ministre et président de Kadima). La partie supérieure de la page d'accueil constitue la signature éditoriale et le repère visuel du site Kadima.



Cette continuité formelle entre les deux versions est intéressante dans la mesure où la permanence de ces deux encarts est un marqueur identitaire et politique fort, avec

notamment les photos d'A. Sharon (ancien Premier Ministre et initiateur de Kadima) et E. Olmert (actuel Premier Ministre et Président de Kadima). La partie supérieure de la page d'accueil constitue la signature éditoriale et le repère visuel du site Kadima.

C'est le seul point commun entre les deux versions, en dehors de la similitude des couleurs (dominance de bleu et de vert). La version anglaise reprend cependant certains points du sommaire en hébreu : ceux qui concernent les deux leaders (A. Sharon et E. Olmert), les candidats (« Candidates »), le programme d'action (« Action Plan »), l'espace réservé aux médias et à l'information (« News Room »), et enfin la rubrique « Contact Us ». La version anglaise est donc une synthèse, sorte de condensé politique du site en hébreu. Le multimédia est ici mis de côté puisque dans la version en hébreu apparaît dès l'ouverture de la page d'accueil une vidéo relatant la victoire de Kadima en 2006. L'image est accompagnée de la musique générique du parti « Kadima », ce qui produit un certain effet d'emphase. Elle scénarise et dramatise les témoignages qui suivent dans la vidéo. Ce clip publicitaire renvoie aux archives vidéo et audio du parti.

D'autres rubriques de la page d'accueil en hébreu disparaissent dans la version en anglais : les jeunes et les actifs ne figurent plus au sommaire, ni les rubriques référant à l'engagement pour le parti et à la politique que défend Kadima, ni la catégorie feedback (« Joindre Kadima », « Volontariat », etc.). Cette élision de la partie « engagement » qui lie l'internaute à Kadima est accentuée par l'absence du formulaire qui prend tout le côté gauche de la page d'accueil dans la version en hébreu. Le vide laissé dans la version anglaise par l'absence de formulaire, est comblé par une colonne-raccourci assez étrange tant au niveau de l'énoncé « *Meet Ehud Olmert, Kadima's candidate for Prime Minister of Israel* » (« Rencontrer Ehud Olmert, le candidat de Kadima au poste de Premier Ministre ») que l'action effective que le clic de la souris sur le lien produit : ce raccourci renvoie en fait à la page consacrée à la présentation d'E. Olmert. Ceci renforce l'impression que le discours du site en anglais a une fonction beaucoup plus référentielle que conative et émotive.

Une rubrique dont la traduction en français est malaisée, « La loierie », car il s'agit d'un jeu de mot à partir du mot loi (en hébreu), figure en bas à gauche de la version hébraïque. Elle développe un point intéressant au sujet du fonctionnement de la démocratie participative en Israël et plus spécifiquement sur le site Kadima. Cette rubrique fonctionne comme une « fabrique de lois » puisque l'internaute peut déposer sur le site internet de Kadima, des idées de lois nouvelles que le parti relaiera à la Knesset.

La partie téléchargement, présente dans la page d'accueil en hébreu, est consacrée à des éléments publicitaires : les autocollants, des fonds d'écran pour le « bureau » de l'ordinateur, des « screen saver » (écrans de veille), des bannières publicitaires, etc. En résumé, toute la partie multimédia, communication et engagement, donc le versant communicationnel, interactif et militant du site disparaît dans la version anglaise. Ces différences formelles entre les deux versions sont révélatrices de la stratégie politique du parti et de son minimalisme politique en matière d'ouverture sur l'extérieur.

A travers ces différents constats, il est difficile de situer Kadima par rapport aux sites précédemment étudiés dans la mesure où le contexte politique est totalement différent. Néanmoins, il y a un élément de comparaison possible, si nous prenons en compte le fait

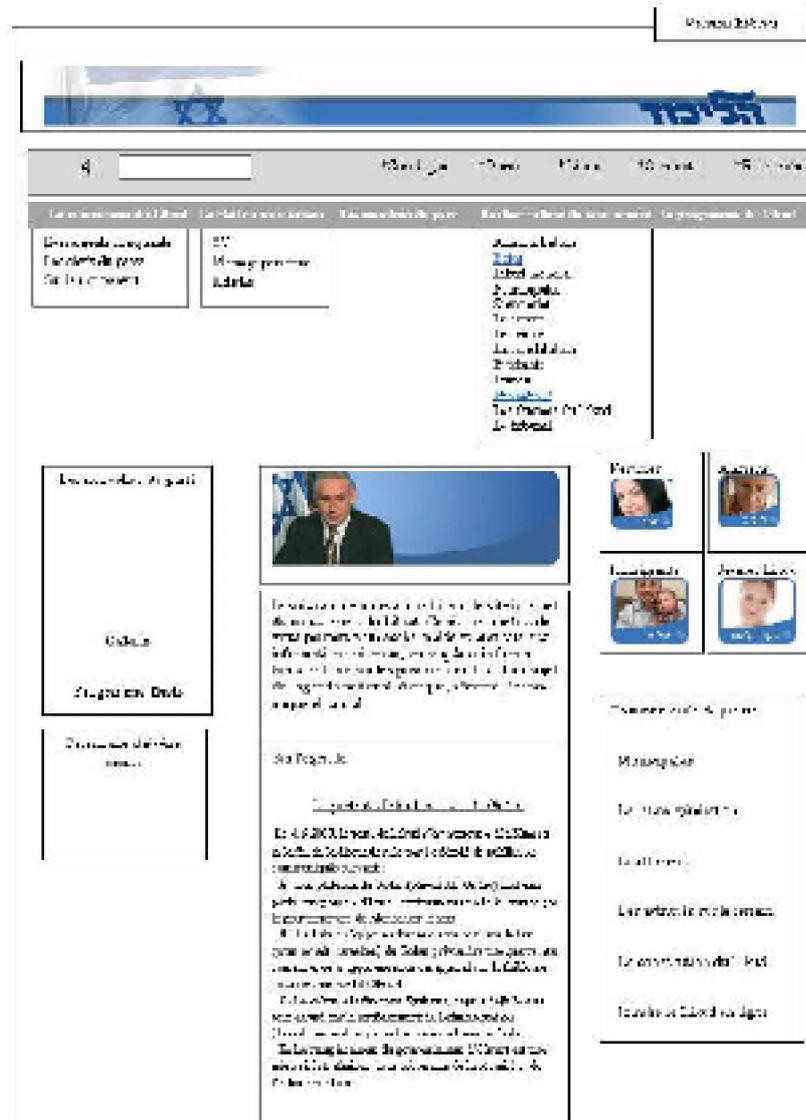
que Kadima est le parti du chef du gouvernement actuel (E. Olmert), au même titre que les partis du DUP et du Sinn Féin en Ulster. Des trois partis au pouvoir, Kadima est celui qui prédispose le plus le lecteur (dans sa version hébreu) à l'engagement et au militantisme. Il sera intéressant de comparer, dans le chapitre réservé à cet effet, la façon dont la figure du leader politique est mise en scène sur les sites des différents partis.

* Le Likud

Le Likud possède une page d'accueil très sobre avec assez peu de visuels ; contrairement à Kadima, le site est unilingue. Là aussi, la photo du leader est mise en avant et nous retrouvons certaines rubriques déjà présentes dans les sites nord-irlandais, visant un public précis : « Les jeunes », « Les femmes ». Deux nouvelles catégories (par rapport aux précédents sites) viennent s'ajouter : « Les vieux » et « Les immigrants ».

Le haut de la page d'accueil présente un premier sommaire horizontal occupé par des rubriques de type informatif « Sondages » et « Liens », et des rubriques visant d'avantage à provoquer l'action (fonction conative) chez l'internaute, « Dons », « Contact » et « Recherche ». Les rubriques politiques occupent une place très importante avec, comme sur le site de Kadima, une rubrique spécialement consacrée au leader du parti ; toute la partie supérieure de la page d'accueil (second bandeau de raccourcis) est consacrée au mouvement du Likud à travers sa politique et sa composition, à ses leaders passés et présents, et au programme du parti. La partie droite du sommaire de la page d'accueil est réservée aux catégories de la population (toutes les catégories) touchée par le programme du Likud.

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE



En mettant en exergue les femmes, les anciens, les jeunes et les immigrants, le parti de Benjamin Netanyahu cherche à sensibiliser à sa politique la totalité de l'électorat israélien. Depuis le départ d'A. Sharon et la perte des dernières législatives, le Likud a besoin d'élargir son public et met donc en avant une politique volontariste, « Les activités sur le terrain » ; cette politique veut répondre aux préoccupations de l'ensemble de la population israélienne, résumées dans le texte du Président du Likud, adressé aux internautes : « [...] ainsi qu'aux informations de fond sur les positions du Likoud au sujet de l'agenda national : étatique, sécuritaire, économique et social ». Ce texte est situé au centre de la page écran et accompagné de sa photo et d'un lien hypertextuel vers le site personnel de B. Netanyahu qui vaut signature (<http://www.netanyahu.org.il>).

Ce point est renforcé un peu plus bas au centre de la page d'accueil, par la présence de différents éléments discursifs, évoquant sur les questions de sécurité sur le territoire israélien et de retraits éventuels de certaines parties du territoire. C'est là un point important de la stratégie différentielle du Likud par rapport à Kadima ; dès la page d'accueil, la question de la sécurité et des territoires est mise en avant, comme l'un des

points centraux des préoccupations du parti (répétition deux fois dans la page d'accueil de la rubrique « Agenda »).

Le sommaire à droite, situé dans la seconde moitié de la page, reprend les éléments importants figurant déjà dans d'autres rubriques. Cette redondance formelle a une double fonction : utilitaire, elle permet à l'internaute une lecture fléchée du discours du Likud, et rhétorique avec la volonté évidente d'une emphase thématique sur des questions politiques de premier plan. Ce sommaire s'adresse à différents niveaux de la stratégie politique : le(s) publics sensibles (« Les femmes » et « La jeune génération »), les actions et les suffrages sur le terrain (« Les activités sur le terrain », et « Municipales »), la théorisation politique (« La constitution du Likoud »), la médiatisation (« Les communiqués de presse ») et enfin l'incitation au contact et à l'engagement (« Joindre le Likud » en ligne).

La colonne de gauche de la page d'accueil est réservée à la partie multimédia du site, multimédia à la fois dans sa forme (nous avons affaire à des programmes flash, bande déroulante ou diaporama) que dans son contenu (des photos sur un diaporama). Les dernières nouvelles du parti sont figées sur un bandeau déroulant avec des liens hypertextuels. Un calendrier permet de signaler les moments à venir importants pour le Likud.

Les fonctions conatives et expressives sont moins développées que sur Kadima, même s'il est possible de contacter le leader du Likud ou le parti lui-même, et que B. Netanyahu accueille en personne l'internaute par la mention « *Je suis ravi de vous accueillir...* ». Le seul élément multimédia réellement accessible en page d'accueil est une galerie de photos. La mise en page est très sobre ; le bleu domine comme sur le site de Kadima. Dans les deux cas, ce choix chromatique relève de la métonymie et réfère au drapeau israélien bleu ciel et blanc.

* Aavoda (parti travailliste)

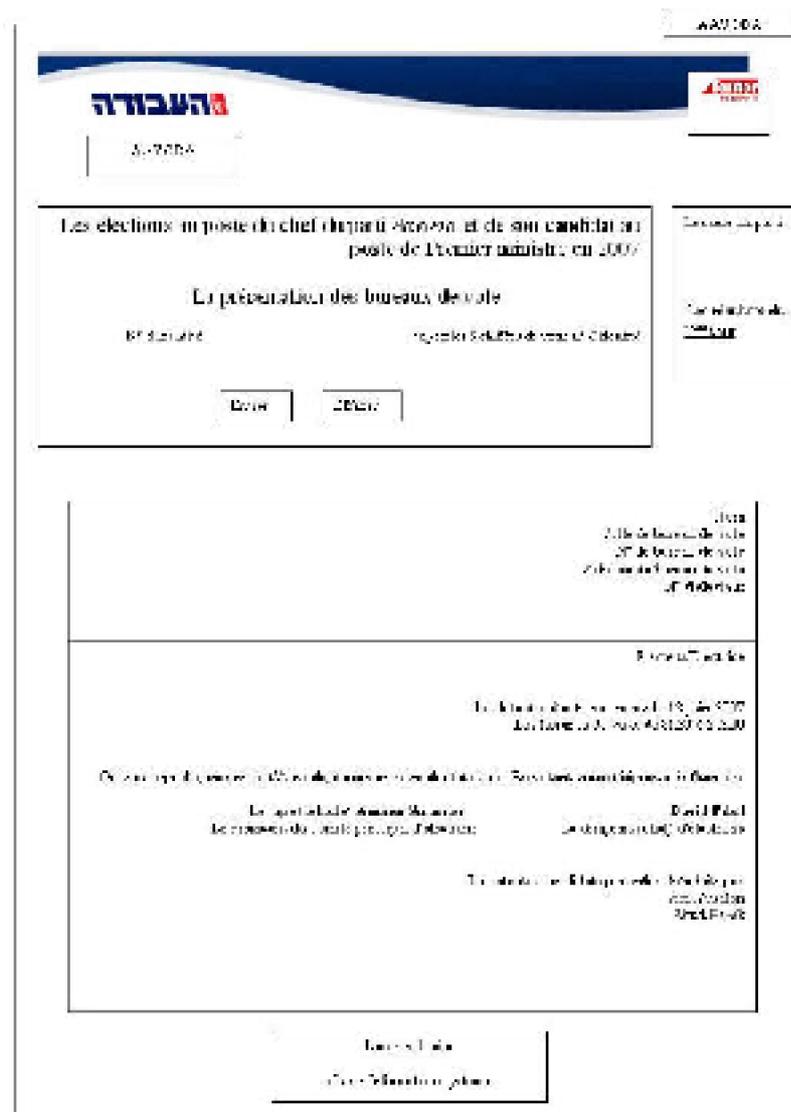
La page d'accueil du parti Aavoda est sans aucun doute la plus inaboutie et la plus basique. Elle ne comporte aucun point visuel saillant, en dehors du logo du parti, et affiche seulement deux liens vers des documents au format Word. Pas de documents multimédia, pas de présentation du leader politique ni des actions menées sur le terrain. Ce site est comparable, dans son inexistence réticulaire, à un simple tract électronique ou plutôt un bulletin de vote électronique, puisque la page d'accueil du site d'Aavoda est une « feuille écran », sans profondeur⁵⁰⁸. Par ailleurs, le site n'est pas régulièrement mis à jour puisque nous l'avons consulté pour la dernière fois le 11 juillet 2007 et qu'il n'est fait ostensiblement état du résultat des élections pour la présidence du parti qu'au travers d'un raccourci, renvoyant à une page impossible à afficher. Ehud Barak a été élu à cette fonction le 12 juin 2007.

Il y a donc peu de choses à dire de la page d'accueil et du site du parti travailliste, mais ces absences sont révélatrices de la difficile position dans lequel se trouve actuellement le parti travailliste, en perte de vitesse dans les suffrages, sans continuité dans sa direction politique puisque depuis 2000 le leader du parti a régulièrement changé,

⁵⁰⁸ Nous reviendrons sur la notion de profondeur ou d'épaisseur d'un site dans la troisième partie de ce chapitre.

et surtout sans réelle indépendance à la Knesset.

La particularité visuelle du site du parti travailliste est d'arborez un logo tricolore, dont la partie figurative ressemble à un épi de blé, bleu, rouge sur fond blanc. Ces couleurs sont également déclinées dans le sigle de Kadima et du parti Shinoui (laïc gauche) ce qui laisse à penser que cette composition de couleurs véhicule des valeurs fortes auprès des instances politiques et de l'opinion publique israélienne. Par ailleurs, la couleur bleue est omniprésente dans les logos de la majorité des partis israéliens : Shass, Israel Beteinou, Shinoui, Meretz, Kadima, Aavoda et Likud. Cette constante visuelle s'explique aisément par le fait que le drapeau israélien se compose de bleu et de blanc, et que, du coup, la déclinaison du bleu national au sein des logos et sites internet des différents partis israéliens permet de signer le rattachement idéologique et identitaire à la nation israélienne.



*un parti palestinien : le Fatah

Le Fatah est le parti du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. En ce

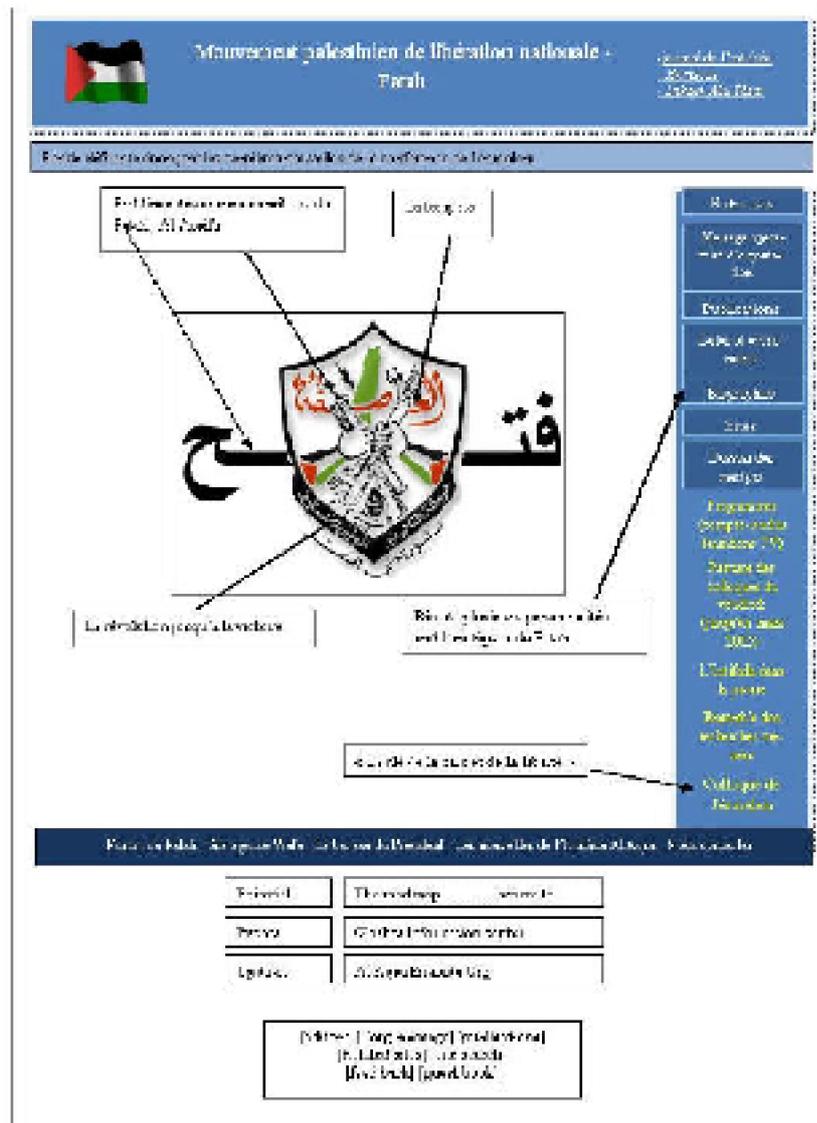
sens, le site du Fatah pourrait se situer dans la logique éditoriale du DUP, du Sinn Féin ou de Kadima ;c'est-à-dire un parti qui met en avant son action sur le terrain en termes de politique sociale, économique et éducative à l'égard de toute la population palestinienne. Or, la page d'accueil du Fatah est sans aucun doute la plus engagée, idéologiquement et sur le plan de l'énonciation de tous les partis étudiés. Idéologiquement, elle l'est avec des rubriques consacrées aux personnalités emblématiques, à l'organisation active du Fatah, à l'Intifada, avec une large place réservée aux discours des médias (TV et presse). Sur le plan énonciatif, elle marque son engagement avec des termes forts symboliquement comme « martyrs » dans la rubrique « Dossier des martyrs » et « Intifada » qui reviennent de manière récurrente sur la page d'accueil, et enfin les termes « liberté », « paix » et « révolution ».

Le seul point de référence à la présidence palestinienne est un lien qui renvoie vers le site de Mahmoud Abbas, également président du Fatah. Il est certes question dans cette page d'accueil des différentes actions conduites par le Fatah, mais la page écran se fait d'avantage l'écho de la politique d'opposition du Fatah à l'égard d'Israël que des actions menées par M. Abbas à la tête de la Palestine. La place des médias y est prépondérante puisque plus de cinq rubriques sont consacrées à la médiatisation du Fatah et surtout de l'Intifada. C'est un point important de la stratégie discursive du parti palestinien : l'association entre le Fatah et l'Intifada montre que, loin de le condamner, le parti relaie largement l'événement dans ses colonnes électroniques.

Cette propension à publiciser l'Intifada et l'attitude modérée de M. Abbas sur la scène internationale à ce sujet montrent le décalage sémantique et politique qu'il peut y avoir entre l'image que donne de lui un parti au niveau international et sa visibilité sur la scène nationale. Ce positionnement idéologique fort et ce militantisme ostentatoire en page d'accueil peuvent en partie s'expliquer par le fait que le principal danger pour le Fatah n'est pas l'Etat d'Israël mais son éternel rival, le Hamas. Ce dernier a depuis longtemps adopté une politique de résistance active contre Israël, alors que la ligne politique du Fatah a été beaucoup plus floue et changeante. Les atermoiements du Fatah face au gouvernement israélien ont été perçus par une population palestinienne exsangue comme une preuve de faiblesse. La victoire du Hamas aux dernières élections législatives a obligé le Fatah à adopter une ligne politique beaucoup plus radicale.

L'emblème du Fatah au centre de la page d'accueil du site, représentant des armes croisées et arborant des termes forts symboliquement comme « la tempête » et « la révolution jusqu'à la victoire », signe ce parti-pris politique. Le logo d'Al Assifa, l'ancienne branche armée du Fatah, est un marqueur idéologique qui radicalise le discours du parti mettant sur un même plan le règlement politique et le règlement armé du conflit israélo-palestinien.

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE



Le visuel qui prend une partie du centre de la page écran n'est pas sans rappeler celui du site du Hezbollah. Cet emblème, deux fusils croisés renvoie donc à l'ancien groupe armé d'Arafat et fait référence à la résistance et à la lutte physique pour un idéal politique. Cette signature visuelle est un pallier supplémentaire dans l'engagement et dans l'activisme.

Enfin, la page d'accueil est divisée en deux parties distinctes mais non égales, puisque le bas de la page écran est réservé à des liens en anglais qui renvoient partiellement aux liens en arabe : « Editorial », « Org message », « Publications », « Related sites », « Feed back ». Cette caractéristique linguistique traduit le souhait que le message véhiculé par le Fatah soit compréhensible par une majorité d'internautes, ce qui est une manière d'internationaliser une problématique. En ce sens, la logique d'un site bilingue afin de mieux exporter ses idées n'a rien de très original ; en revanche, le fait que seules les rubriques les plus « neutres » soient accessibles en anglais est extrêmement révélateur du positionnement du Fatah sur la scène internationale. En effet, les rubriques touchant aux biographies des personnalités politiques du Fatah ou aux « martyrs », ou

celles relayant la question de l'Intifada dans la presse arabe ou lors de conférences, sont écartées.

La page d'accueil du site palestinien est à dominante bleue, seules les trois couleurs du drapeau palestinien (rouge, noir et vert), également présentes dans l'écusson du Fatah viennent briser cette harmonie. L'agencement des colonnes en haut, en bas, et à droite avec une ouverture sur le côté gauche de la page s'explique par le sens de lecture en arabe, de droite à gauche. Le fond de la page d'accueil représente un grillage, et forme une clôture visuelle se faisant le relais de l'enfermement physique et moral dans lequel se considère le Fatah, et la population palestinienne à travers lui. Cet artifice virtuel participe, aux côtés d'autres indices formels, à produire une rhétorique de la dénonciation d'une situation politique imputée à l'Etat d'Israël.

Les pages d'accueil constituent donc un matériau signifiant à ne pas négliger puisqu'elles sont la première image que nous avons d'un site et, dans le cas présent, d'un parti politique. Observer leur agencement nous aura permis de tracer les grandes lignes éditoriales de chacun des huit partis ; attachons-nous à présent à en étudier certains traits particuliers.

1-3 Les tendances : les professionnels du marketing politique et les engagés

Deux tendances semblent donc se dégager : d'un côté, la plupart des partis étudiés proposent un site internet de facture très « marketing politique » dans lequel les discours tenus sont relativement modérés et « vendeurs » ; c'est le cas du Social Democratic and Labour Party, de l'Unionist Ulster Party, d'Aavoda, de Kadima, du Likud et dans la grande majorité de leur contenu, du Democratic Ulster Party et du Sinn Féin. D'un autre côté, des partis plus engagés, comme le Fatah, proposent une interface graphique originale et ouvertement partisane ou développent dans leur site certains aspects trahissant un militantisme appuyé, dont le registre injonctif transparaît dans certaines rubriques. C'est le cas par exemple du Sinn Féin dont la page d'accueil renvoie par deux raccourcis à une boutique en ligne proposant des objets célébrant l'identité irlandaise et républicaine, ou du DUP diffusant des caricatures comparant Gerry Adams à Hitler. Même si les discours et l'interface de leur site respectif sont plus modérés qu'en 2002, les indices d'un engagement particulier subsistent, témoignages d'une opposition passée exacerbée. La trace d'un militantisme avéré et montré se retrouve notamment dans la rubrique « Sinn Féin Book shop » qui renvoie en fait à la boutique en ligne du Sinn Féin. Cette boutique propose des objets divers (vêtements, bijoux, mugs, photographies, vidéos, musiques, etc.) qui sont l'occasion de présenter des figures emblématiques (James Connolly, Bobby Sands, Mairead Farrell,...) de la lutte républicaine contre les Unionistes et l'Angleterre, de commémorer des moments historiques (photographies de différentes périodes de révolte) et de faire mieux connaître la culture et l'identité catholique irlandaise. Ces objets sont une forme de discours politiques et participent largement de la stratégie de publicisation de l'idéologie du Sinn Féin. Leur nature et la quantité des items proposés sur le site du parti de G. Adams sont remarquables ; ces caractéristiques qualitatives et quantitatives les font appartenir pleinement à la rhétorique politique du Sinn Féin.

Dans un autre registre, les dessins caricaturaux proposés par le DUP à la rubrique « Cartoons » de la page d'accueil jusqu'à la fin de l'année 2006 constituent les indices d'un militantisme fort et d'une tendance altéricide. La disparition de cette rubrique au premier semestre 2007, au moment de l'accord passé entre le Sinn Féin et le DUP pour un gouvernement bipartite, est la marque *a posteriori* du caractère diffamatoire et discriminant de ces dessins. Le retrait des caricatures est révélateur d'une modération du discours du DUP ; il semble délicat en effet de conserver sur son site des dessins associant le Sinn Féin et les Républicains au nazisme, la violence et à la corruption alors que le DUP et le Sinn Féin se partagent la tête de l'autorité légitime nord-irlandaise. La prise de fonction de I. Paisley à la tête du gouvernement nord-irlandais, au côté de G. Adams, a dépolarisé le discours produit par le DUP.

Au-delà des deux tendances observées, nous pouvons aisément schématiser le contenu de ces sites : une partie introductive constitue souvent le manifeste du parti, relayée fréquemment par un historique de celui-ci, un lien réservé aux archives (presse, discours devant l'assemblée parlementaire, ou lors de meetings), la composition du siège du parti et sa place dans le champ politique (notamment avec les résultats des suffrages), un espace réservé aux contributions en tout genre (morale ou financière). L'un des fils conducteurs de tous ces sites est remarquable : le souhait d'une certaine interactivité visant à réduire la frontière entre le Nous – membres de la communauté et le Vous - extérieur à la communauté. A cela s'ajoute le parti-pris d'élargir, pour les sites les plus engagés, le fossé idéologique entre le Nous et le Eux- opposants à la communauté.

La majorité des sites consultés s'emploient à diffuser des vidéos (discours de leaders, reportages, etc.) et utilisent les dernières technologies en matière de communication : RSS feed, podcast, sms, etc. Ces NTIC sont un moyen sûr pour les partis politiques de toucher les internautes et militants potentiels directement et de développer des stratégies de diffusion de l'information adaptées aux publics, aux messages diffusés et aux moyens de communication employés. Tous ces sites, à l'exception d'Aavoda et du Likud, sont accessibles en anglais et revendiquent l'appartenance à une mère-patrie : la Grande-Bretagne pour les uns, l'Irlande pour les autres, Israël pour Aavoda, le Likud et Kadima, et plus généralement les valeurs de l'islam pour le Fatah.

Sur le plan visuel, les graphismes et la mise en page proposés par les différents sites procèdent de logiques proches : un logo mis au premier plan, dont les couleurs sont déclinées sur les pages écrans, une identité politique relayée par des signes visuels distinctifs (carte d'Irlande, drapeaux nationaux, jeux sur les textes et les caractères, etc.) et une harmonisation des espaces entre textes, graphisme et photos. Depuis 2002, date de la première observation des différentes pages d'accueil, les sites se sont modernisés et professionnalisés dans le sens où les interfaces proposées aujourd'hui ont gagné en visibilité et en lisibilité. Seul le site du Fatah arbore une interface brouillonne et très ouvertement militante, ce qui le singularise. En effet, la présence au centre de la page d'accueil de l'emblème d'Al Assifa (deux fusils croisés avec une grenade en dessous), seule image de la page écran, confère d'emblée au site une connotation de violence et d'encouragement à la lutte armée, totalement absente des autres sites des partis politiques. Le site du Fatah oscille d'ailleurs constamment entre la démonstration visuelle

de cette lutte armée (un combat physique contre l'ennemi), et des discours et stratégies politiques sous-jacents et omniprésents (un combat d'idées). Le Fatah ne semble jamais vraiment parvenir à adopter une ligne politique claire, et ces attermoissements se retrouvent dans l'inorganisation formelle de son site.

La stratégie internet des différents partis politiques étudiés peut se décliner sur une échelle du « plus » au « moins » : les plus « neutres politiquement » sont le SDLP, l'UUP, Kadima et Aavoda, et le plus engagé s'avère être le Fatah. Le Sinn Féin, DUP et le Likud se situent au milieu de cette échelle de valeurs.

En résumé, les sites les plus modérés dans la forme et le fond sont apparemment ceux qui ont une légitimité importante et permanente dans le paysage politique national et international. Pour ceux-ci, internet semble être une voie de communication politique comme une autre, avec l'avantage cependant de l'interactivité ; caractéristique sur laquelle ils jouent abondamment à travers les rubriques « Rejoignez-nous », « Contactez-nous », « Contactez le parti », « Réactions », « Donnez-nous votre avis », « Ecrivez-nous⁵⁰⁹ ».

Le Fatah adopte une stratégie discursive originale dans sa manière d'allier sur un même site discours politique « traditionnel », discours médiatiques, et documents biographiques sur les « martyrs », productions à fort potentiel symbolique et propagandiste. Le discours iconique et sémantique du Fatah est le lieu d'un militantisme ostentatoire et d'une exacerbation de l'Autre comme pendant négatif du Nous. Ce site est très semblable dans son utilisation des médias aux sites construits à la suite de la seconde Intifada et se démarque en ce sens des partis politiques de facture plus « classique ».

Les enjeux, en fait, ne semblent pas se situer sur le même plan idéologique entre le Fatah et les autres sites ; c'est-à-dire qu'à l'exception du Fatah, les sites étudiés situent leur combat dans le champ de la re-construction politique, économique et sociale alors que le parti de M. Abbas est davantage dans une logique d'altéride politique. Précisons que l'Irlande du Nord est aujourd'hui dans une période post-confliktuelle, à la différence de la Palestine et d'Israël. Le Fatah construit son argumentation contre deux adversaires, le Hamas et l'Etat hébreu. Les logiques discursives du Fatah sont donc majoritairement des logiques de guerre (conquête d'un territoire géographique et politique) alors que celles des autres partis sont essentiellement des logiques électoralistes (conquêtes d'un électorat).

Ces tendances ne sont que l'esquisse d'une réflexion qui sera approfondie dans les chapitres suivant et qui mettra en évidence la façon dont le média internet se place par rapport à la presse, notamment dans sa production discursive et la notion de mémoire politique et collective qu'elle propose.

1-4 Les figures de l'identification

Nous souhaitons revenir ici sur les techniques d'identification des différents sites : c'est-à-dire le nom du site, le logotype et les adresses URL figurant sur l'écran

⁵⁰⁹ « Join us », « Contact us », « Contact the party », « Feedback », « Give us your views », « Mail us ».

d'ordinateur. Nous présentons notre analyse sous la forme d'un tableau dans un souci de clarté et de synthèse, quatre points seront mis en avant : le nom du parti et sa transcription sur le Web, l'adresse URL sur l'écran et le logotype⁵¹⁰.

A l'identité visuelle, le logotype, nous avons choisi d'associer les adresses URL, identité scripturale du parti politique sur internet. Ces différents aspects contribuent à définir le positionnement du parti et à affirmer sa « personnalité » et son identité dans le paysage politique.

Les huit sites analysés ont un logotype particulier participant au même titre que le reste de la maquette à la rhétorique visuelle du site :

- le SDLP mêle des anneaux tricolores reprenant les couleurs de son ancien logo, rouge et vert, et l'orange du drapeau irlandais (Eire), manifestant ainsi son souhait de voir l'Irlande du Nord unie (les trois anneaux) à l'Eire pour former la république d'Irlande (avec trente-deux comtés et non plus seulement vingt-six). La version antérieure à 2002 arborait l'inscription en gaélique du Social and Democratic Ulster Party. Cette particularité linguistique était une marque identitaire importante ; signe distinctif qu'a abandonné le SDLP dès 2002.

- le Sinn Féin a changé trois fois de logo durant la période 2001-2007. Il observe une graphie exprimant son attachement à la terre d'Irlande du Nord dans ces trois versions. En 2001, le logo est simple et reprend les couleurs du drapeau irlandais, avec le sigle du Sinn Féin en noir. A partir de 2002 ; le logo change : une carte de l'île d'Irlande colorée en vert et surplombée de l'entrelacs des initiales rouges du Sinn Féin le compose. Le sigle SF posé sur la carte de l'Irlande (les vingt-six comtés de l'Eire et les six autres de l'Ulster) rappelle un peu le « marquage des bêtes dans les exploitations » : faut-il y voir le sceau du parti manifestant que cette terre est exclusivement sienne ou, comme nous le pensons, plutôt le désir d'une Irlande unie, autonome, et d'un Sinn Féin fort ? Ceci irait dans le sens de la politique actuelle du Sinn Féin, qui serait de revendiquer l'autonomie de l'Ulster et de se positionner définitivement comme un parti politique légitime dans toute l'Irlande (Eire +Ulster).

En 2007, le logo a été modifié une nouvelle fois, même si l'esprit de la précédente version est conservé (la carte d'Irlande et les initiales du SF sur celle-ci) ; la forme typographique a changé. Les initiales du Sinn Féin sont en blanc, avec un effet graphique d'emphase sur les caractères, deux « flèches » blanche et orange prolongeant le S et le F. Associée à la carte verte d'Irlande, ces couleurs reforment le drapeau de la République d'Irlande. Ce jeu de couleurs agrégé au territoire de l'Irlande est symboliquement fort, et laisse une empreinte identitaire appuyée.

l'UUP arborait en 2002 un logotype sobre, avec un jeu de graisse typographique signifiant néanmoins beaucoup puisqu'il affichait ainsi clairement sa tendance, celle d'être unioniste ! En 2007, le logo, radicalement modifié, arbore un dessin et des couleurs donnant des indices sur l'orientation politique du parti. La carte de l'Irlande du Nord est apparue en bas à droite du sigle UUP ; cette carte est aux couleurs du drapeau

⁵¹⁰ Nous empruntons pour partie la classification d'A.L. Touboul, *op.cit.*, proposée dans le premier chapitre de son analyse « L'énonciation éditoriale et les mises en formes de l'information », p. 316-338.

britannique, ce qui marque ostensiblement la fidélité du parti à la Couronne d'Angleterre. A la différence des deux entités républicaines, seule la partie nord-irlandaise de l'île d'Irlande apparaît dans le logo. L'intitulé du parti a donc disparu laissant la place aux initiales UUP en bleu ; le logo s'achève sur la signature électronique du parti : <http://www.uup.org>.

le DUP est symbolisé par le lion aux couleurs de la Grande-Bretagne, signifiant à la fois son attachement politique et la puissance des unionistes combinée à celle du Royaume-Uni. En 2002, sous le lion en haut à gauche, posé sur le sigle DUP (rouge), figurait l'inscription en bleu « Democratic Unionists ». Cette précision linguistique, qu'on peut rapprocher de la fonction d'ancrage de la légende photographique, visait à donner le bon niveau de lecture du logo et participait par la répétition à renforcer l'identité politique du parti. En 2007, le DUP est devenu le premier parti nord-irlandais et la reconnaissance visuelle se fait uniquement à partir du sigle « DUP » en rouge. La tête de lion toujours apposée au dessus du sigle DUP, constituant le corps du logo, donne l'impression d'un « vrai corps » de lion. Là encore, les couleurs du lion et des polices de caractères sont une référence au drapeau anglais. Comme l'UUP, le DUP ferme son logo avec l'adresse internet de son site <http://www.dup.org.uk>.

Nous constatons donc que les logotypes du DUP et de l'UUP ont certains points de similitude : la retranscription de l'adresse électronique, l'utilisation du sigle et non pas du nom complet du parti, la référence au drapeau anglais et enfin les couleurs bleu, blanc et rouge.

- Kadima propose un logo sobre, tricolore (bleu, blanc et rouge), avec le nom du parti dans une police de caractère assez ronde et grasse, en italique léger, dirigée vers la gauche de la page écran. Kadima signifie « en avant », comme nous l'avons indiqué précédemment ; la légère inclinaison des caractères donne une impression de mouvement, se juxtaposant matériellement et symboliquement à la signification première du nom du parti.

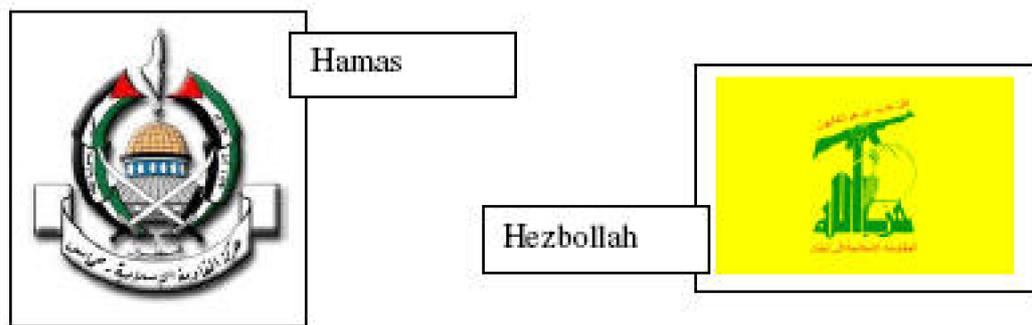
Les caractères sont de couleur blanche sur fond bleu, et le nom Kadima est surmonté d'un arc rouge partant de la droite vers la gauche, confirmant visuellement le mouvement vers l'avant suggéré par le mot « *Kadima* ». D'apparence simple, le logo de Kadima est en fait très stylisé et joue sur deux niveaux de significations (celui des formes et celui de la signification de Kadima en hébreu).

le Likud possède un logo monochrome bleu. Comme pour Kadima, c'est le nom du parti, signifiant « consolidation », qui fait office de logo. Le terme Likud est précédé de l'article défini (ha), ce qui ajoute du sens à l'intitulé du parti dans la mesure où ce n'est pas le terme consolidation dans son acception générale, mais LA consolidation (sous-entendu de l'Etat d'Israël). L'intitulé en bleu sur fond blanc est une référence aux couleurs du drapeau israélien, il est en italique, ce qui confère une impression de mouvement au logo et donc par extension lui donne un certain dynamisme.

Aavoda est l'intitulé du parti travailliste israélien. Sans grande surprise, Aavoda signifie le travail, comme pour le Likud la présence de l'article défini est signifiante. Les caractères de police sont en bleu foncé et c'est à nouveau une composition tricolore qui est mise en avant. Le logo du parti travailliste est le seul à associer une image figurative,

en l'occurrence un épi de blé de couleur rouge. Le rouge fait référence à des valeurs politiques (le communisme, le socialisme) qui, associées à l'intitulé du parti, Aavoda (« le travail »), renseignent partiellement sur la ligne discursive du parti.

le logo du Fatah est sans aucun doute le plus élaboré visuellement, comme le sont généralement les logos des partis palestiniens et libanais. Nous faisons ici référence aux logos du Hamas et du Hezbollah.



Les logos du Hamas et du Fatah sont très proches au niveau des couleurs et de l'association du texte au dessin. Dans une certaine mesure, le texte devient dessin. Certes les caractères arabes se prêtent à ce type d'association, contrairement à l'hébreu dont la typographie abonde d'angles, de lignes droites et brisées, mais il est intéressant de constater le caractère très pictural des logos du Fatah, du Hamas ou du Hezbollah. Ce sont d'ailleurs de véritables peintures, dont la valeur figurative est notable.



Le logo du Fatah est donc l'emblème du groupe armé Al Assifa (la tempête); le dessin représente deux bras armés croisés tenant un fusil, avec en dessous une grenade. Au dessus de ces mains, la carte (en vert) de la Palestine, avec la Bande de

Gaza, Israël, et la Cisjordanie. La carte représente la Palestine au moment du mandat britannique au début du XXème siècle. Ce détail a son importance, car il ne s'agit absolument pas de la Palestine avec les frontières de 1967, telle que la réclame le Fatah et le Hamas. Il y a donc là un premier décalage entre le discours politique officiel du Fatah et la dimension figurative et symbolique de son logo. Autre point saillant du logo : l'hypertrophie du drapeau national palestinien, à travers les couleurs rouge, noir et vert. Nous les retrouvons dans le texte, mais aussi plus ostensiblement encore, ce sont deux drapeaux palestiniens qui figurent les avant-bras des mains tenant les fusils.

Enfin, le militantisme est patent jusque dans les écritures : en gros et noir, l'inscription Fatah, en rouge donc « Al Assifa », en blanc sur fond noir une inscription qui signifie « *mouvement national palestinien de libération* » et ensuite en dessous en noir sur fond blanc, la phrase « *la révolution jusqu'à la victoire* ».

Le mot Fatah (ou Fateh) est l'acronyme inversé de « *h arakat ut- t a hrîr il-wataniyy ul- f a lastiniyy* » (Mouvement national palestinien de libération) dont on trouve la traduction littérale dans le logo même. L'intitulé Fatah peut également être rapproché du mot arabe « *fath* » (la conquête), ce qui ajoute encore au caractère militant et conquérant du parti.

Ces différents exemples montrent l'importance du logotype pour les partis politiques car il contribue largement à exprimer l'appartenance idéologique. Sur internet, cette première modalité de l'énonciation est soumise à la répétition puisque nous la retrouvons souvent une à deux fois par page-écran. Notons au passage que le SDLP, le Sinn Féin et le DUP ont changé de logo depuis le mois de mai 2002, ce qui peut traduire une recherche en visibilité active et/ou une identité mouvante. En effet, le SDLP arborait auparavant sous son sigle, une transcription en gaélique de son intitulé et le Sinn Féin ; son logo a évolué d'un visuel proposant les deux Irlande séparées vers un visuel montrant l'Irlande réunie.

Le logo est la première marque identitaire d'un parti, et la page-écran des sites internet représente la possibilité pour ces partis de marteler visuellement et précisément, avec l'efficacité de la répétition, une identité et une idéologie diffuses dans les discours politiques.

Nous avons ensuite arrêté notre observation aux adresses des sites car celles-ci renseignent de manière ostensible sur l'identité revendiquée par le parti. L'adresse URL « *contribue par résonance, (soit) à imposer le nom du site grâce à la rigueur de la répétition*⁵¹¹ ». Chaque fois que nous « cliquons » avec la souris sur un lien, le chemin « électronique » pour y parvenir s'affiche. « *L'importance des adresses est par ailleurs, liée à certaines spécificités du dispositif technique. Comme nous avons pu le noter en effet, les documents apparaissent à l'écran sur le mode de l'affichage et celui-ci nécessite qu'on en fasse la demande*⁵¹² ». L'adresse URL est le sésame qui ouvre les portes d'un site mais, son importance n'est jamais autant ressentie que lorsqu'elle est défailante. En effet, nous en avons fait l'expérience, il est fréquent en cliquant sur une adresse URL que celle-ci nous conduise au message « action annulée – site introuvable » : « *Ainsi, tout utilisateur d'internet a éprouvé l'importance des adresses, clés finales et indispensables d'accès aux sites Web*⁵¹³ . »

Une adresse URL comprend un préfixe « *http://* » ou « *http://www* » et un nom de domaine. Ce dernier est composé d'une racine (le nom du site, par exemple Sinn Féin) et d'une extension (.ie). Deux adresses ont retenu notre attention : celles de l'UUP et de Kadima. La première a la particularité d'exister sous deux formes : l'une très classique, <http://www.uup.org>, puisqu'elle reprend le sigle de l'Ulster Unionist Party, et l'autre de facture beaucoup plus originale, puisqu'est inscrit dans l'adresse le slogan du parti « For All of Us », <http://www.uupforallofus.org> . Cette originalité scripturale focalise

⁵¹¹ Touboul A., *op.cit.*, p. 339.

⁵¹² *Ibid*, p. 339.

⁵¹³ *Ibid.*, p. 339.

l'attention de l'internaute sur le message politique de l'UUP, qui se positionne comme un parti pour toute la population nord-irlandaise et le revendique jusque dans son URL. Kadima utilise également l'adresse électronique comme élément signifiant et figure de style implicite : <http://www.kadimasharon.co.il> . L'URL de Kadima associe le nom d'A. Sharon à celui de l'organisation politique comme élément de reconnaissance. Nous formulons deux hypothèses à ce sujet : le parti est jeune, il a été créé en novembre 2005 par A. Sharon, et afficher le nom de son ancien leader, personnage politique très connu au plan international, permet au parti d'être reconnu et situé sur la scène politique. Le nom de Sharon est un gage de crédibilité patent qui s'expose dès l'adresse URL et qui se décline ensuite dans la page d'accueil du site de Kadima. La seconde hypothèse, peut-être moins valide, est celle d'une négligence et complète la première hypothèse formulée. A sa création, le parti Kadima a mis en place un site internet et, pour des raisons indiquées précédemment, avait associé le nom de Sharon à l'adresse URL. E. Olmert a succédé à A. Sharon et le webmaster a tout simplement omis de retirer le nom de Sharon. Que l'URL de Kadima soit le fruit d'un oubli ou d'une stratégie publicitaire volontaire, cet exemple montre que les stratégies discursives des partis politiques intègrent pleinement les adresses URL.

L'adresse URL et le nom de domaine ne sont pas les seuls traits indiciaires d'une identité ; il suffit pour s'en convaincre de s'arrêter aux extensions des noms de domaine. L'extension correspond aux « .com » ou « .fr » ; elle est généralement constituée de deux ou trois caractères. Les extensions des noms de domaine existent en très grand nombre. Elles sont généralement de deux ordres, soit à portée générale (.com, .net, .org, .gouv, etc.) soit rattachée à une zone géographique (.fr, .eu, .ie, .uk, etc.). Dans le second cas, elles ont donc une portée nationale et indique l'appartenance du site à un pays. Les règles d'attribution des extensions de nom de domaine varient selon leur nature : les extensions ayant une portée nationale sont gérées par un organisme spécifique à chaque pays, alors que les extensions à portée générale sont gérées soit par des sociétés privées soit par des organisations, soit par les gouvernements (.gouv, .mil). Au départ, il existait pour les extensions à portée générale une classification spécifique : .com et .biz pour les activités commerciales, .org pour les organisations, .net pour le réseau internet, mais le succès des classifications en .net et .com ont rendu cette nomenclature impropre, des sites personnels ou d'associations étant souvent inscrit en .com.

Les extensions à caractère national ont-elles aussi une classification réglementée ; elles sont composées de deux caractères : .it pour l'Italie, .fr pour la France, .uk pour le Royaume-Uni, etc. Certaines extensions nationales sont arrivées à saturation, comme l'extension .uk. L'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) peut alors proposer des extensions de domaine composées du type « .co.uk ». Toutefois, ces extensions composées sont parfois la norme officielle du pays ; c'est le cas d'Israël où les sociétés et organismes qui souhaitent exercer une activité (commerciales notamment) doivent avoir une extension en « .co.il ».

Dans le cas des sites étudiés, nous remarquons que les extensions de nom de domaine diffèrent d'un parti politique à l'autre et ce, à l'intérieur d'un même pays :

en « .ie » pour le SDLP et le Sinn Fein, en « .org » pour l'UUP et en « .org.uk » pour le DUP. Ces noms de domaine sont donc fonction du pays où se situe le serveur et/ou de

son pays de rattachement. «.ie » équivaut à un rattachement à l'Eire, et exprime clairement la volonté du Sinn Féin et du SDLP d'afficher leur attachement à la république irlandaise. L'UUP n'affiche aucune marque distinctive avec un domaine en « .org », et enfin l'appartenance affichée par le DUP dans le logotype se retrouve dans l'adresse « .org.uk » pour United Kingdom.

les sites israéliens affichent une extension composée : en « .co.il » pour Kadima et Aavoda et en « .org.il » pour le Likud. A l'instar du Likud, les partis politiques portent souvent dans leur nom de domaine l'extension « .org » qui est donc l'abréviation d'organisation. En arborant cet appendice, il se distingue ainsi des sociétés privées et confère à leur organisme un vernis institutionnel.

le Fatah, quant à lui, possède une extension en « .net », inscription qui, selon A. Touboul, est « *supposée concerner les acteurs ayant vocation à s'occuper du réseau.* »⁵¹⁴ Ce « .net » doublé d'un site bilingue en anglais, traduit le souhait du Fatah de produire ici une « vitrine internationale ouverte sur le monde ». Cette stratégie d'ouverture colle d'ailleurs pleinement avec l'image que veut donner de lui le parti palestinien, celui d'un mouvement de lutte international.

Enfin, nous nous sommes intéressés à un troisième niveau de la signature identitaire d'un site : le nom du site. L'URL, le nom de domaine et son extension constituent le premier contact que nous avons avec une entité politique. Ces éléments primaires, qui sont les premiers maillons d'une chaîne discursive complexe, sont des ferments symboliques malgré leur nature profondément administrative (régie par des lois d'administration précises) et leur caractère mathématique (au départ une URL c'est un ensemble de codes). L'URL est donc un premier pallier sémiotique, il est le signifiant d'un signifié qui pourrait se cacher dans ce que nous avons choisi de nommer l'intitulé du site, c'est à dire l'intitulé du site tel qu'il apparaît lorsque nous le mettons par exemple en favori dans notre navigateur. Il s'agit en fait du nom générique du site, que l'on peut comparer au titre d'un journal. Ce raccourci est parfois éponyme de l'adresse URL : c'est le cas du parti travailliste, « AAVODA.CO.IL ». Il peut être purement descriptif comme l'intitulé de Kadima, « Kadima Home Page », ou du Fatah « Fateh Organization Website ». Il peut correspondre simplement au sigle du parti : « SDLP ». Le sigle peut être la base d'un slogan électoraliste, c'est le cas du Democratic Ulster Party, avec un intitulé « DUP2WIN » (DUP to win). Dans un registre assez proche, le titre proposé par l'UUP, « Ulster Unionist Party-For All of Us » reprend l'inscription qui figure en haut de la page d'accueil du site. Cette répétition met en évidence la ligne politique du parti unioniste.

Le Sinn Féin, comme l'UUP, reprend dans l'appellation de son site l'en-tête de la page d'accueil de son site. Le Likud est le seul parti israélien à avoir conservé l'intitulé dans sa langue originale, en hébreu donc. De fait, il est impossible pour l'internaute ne lisant pas l'hébreu de savoir à quoi correspond le raccourci. Ce parti-pris d'écriture tend à montrer que le Likud axe sa politique sur la scène israélienne et ne souhaite pas forcément être « lisible » et « visible » au plan international. Par ailleurs, l'intitulé hébreu comporte une erreur, puisque sur le navigateur *Internet Explorer*, le raccourci du Likud est écrit « דוקיל » (Dukil) au lieu de « ליכוד » (Likud), ce qui ne veut rien dire. Cette faute

⁵¹⁴ Touboul A., *op.cit.*, p. 340.

typographique ne signifie rien et n'est donc rien d'autre qu'une erreur.

Cette courte étude a montré la particularité du dispositif technique d'internet en matière de signature ; le site internet comme la presse écrite proposent une mise en forme qui souvent vaut une signature, ou en tout cas une amorce d'identité qui se revendiquera plus librement par la suite. Le logotype autant que l'adresse URL participent de cette identification formelle et symbolique.

Les liens hypertextuels convoquent également un certain nombre de paradigmes de cette « mise en scène » identitaire ; les seconds se combinant au premier en une rhétorique riche d'indices sur les logiques discursives et les territoires de légitimation de ces sites.

2-Les liens, une ouverture sur l'extérieur

Tous les sites étudiés possèdent une rubrique « Liens » (Links), avec en son sein une série de liens hypertextuels conduisant à des sites externes. Ces « signes-passeurs »⁵¹⁵ auxquels renvoie cette rubrique vont dans le sens de l'hypothèse selon laquelle l'originalité du média électronique se jouerait davantage au niveau de la production « formelle » du discours.

La nouveauté d'internet serait donc à saisir au niveau du média et de la forme discursive qu'il propose. Ces liens semblent partir d'une double logique discursive : d'une part, ils renvoient à un discours second et d'autre part, le choix de ce type d'intertextualité informe sur la logique éditoriale du parti et sur les relations qu'il souhaite instituer avec la société civile. Nous intéresser, même brièvement, à cet aspect-là nous semble indispensable pour comprendre la manière dont un site construit son identité, notamment par rapport à l'Autre, et dans l'espace public national et international.

La valeur du Nous des partis politiques est intrinsèquement attachée à ces liens vers d'autres sites internet, d'autres unités discursives : nous allons voir que plusieurs tendances se dessinent et que les liens hypertextuels, raccourcis vers d'autres sites, ne revêtent pas les mêmes ancrages discursifs selon les partis. Nous avons choisi de penser ces rhizomes autour de la figure centrale du Nous du parti, puisque c'est d'elle que tous les discours politiques partent et définissent leur légitimité.

Il s'agit d'une étude plus précise sur un point particulier (les partis politiques étudiés) et nous ne pouvons faire une généralité des quelques lieux étudiés, mais cette analyse devrait nous autoriser à proposer d'ores et déjà une interprétation plus affirmée. Là encore, deux orientations se dessinent : certains partis politiques ne proposent pas ou peu de liens vers d'autres sites ; c'est le cas du SDLP, de Kadima et d'Aavoda. Notons un fait intéressant : en 2002, le SDLP était avec le Sinn Féin le parti à offrir la plus large palette de liens externes. En 2007, le SDLP ne propose qu'un lien vers un autre site – celui des jeunes du SDLP, <http://www.sdlpyouth.ie> ; les deux sites israéliens ne comportent aucun renvoi vers d'autres sites.

⁵¹⁵ Jeanneret Yves, Souchier Emmanuel, « Pour une poétique de l'écrit d'écran », *Xoana, images et sciences sociales*, 6-7, 1999, p. 97-107.

A l'inverse, le Sinn Féin et le Fatah sont les sites dont les liens vers l'extérieur sont les plus nombreux et divers. Le Likud, l'UUP et le DUP se situent entre les deux extrêmes. Ce premier constat quantitatif nous amène à nous interroger sur la nature de ces liens et les types de stratégies signifiantes dans lesquelles ils s'inscrivent.

Cinq catégories de liens dominant : les médias, les autres partis politiques – nationaux ou étrangers – les organisations non gouvernementales ou communautaires, les liens vers les universités et enfin les sites des personnalités politiques.

les médias

Le DUP est le seul à consacrer plus de 85% de ces liens aux médias, il renvoie aux médias nord-irlandais (*The Belfast Telegraph*, *News Letters* et *The Irish News*), irlandais (*The Irish Times*), et à des revues de presse en ligne (*News Hound*). Les liens médias du DUP ne font aucune référence à des quotidiens basés en Angleterre comme *The Times* ou *The Guardian*.

Le Sinn Féin ouvre son site à une seule référence en matière médiatique, *An Problacht –Republican News* qu'il présente comme un journal indépendant, acquis néanmoins à la cause nationaliste. Le Fatah, quant à lui, renvoie aux trois quotidiens palestiniens : *Al Ayyam*, *Al Quts*, et *Al Hayat Al Jadida*. L'UUP, le SDLP, le Likud, Kadima et Aavoda n'offrent pas de liens vers les médias.

les liens vers les partis et les instances politiques nationales ou internationales

Plusieurs partis proposent une passerelle électronique vers d'autres entités politiques ; l'UUP est sans conteste le site qui renvoie le plus aux instances politiques nationales et internationales. Ces liens, plus de quatre-vingt quinze, sont classés par catégories : United Kingdom Government, Northern Ireland Government, Northern Ireland Local Government, The commonwealth of Nations. L'UUP fait ainsi le lien avec le gouvernement d'Australie, du Canada, mais aussi du Botswana et des Fidjis. Quelle peut être la raison de ces ponts multiples et inattendus ? N'est-ce pas là l'illustration par le signe-passeur, du slogan de l'UUP « For All of Us » ? De la même manière, le site de l'UUP s'ouvre aux sites du *10 Downing Street* (résidence du Premier Ministre anglais) et de différents ministères du gouvernement britannique.

Le Sinn Féin et le SDLP ne possèdent pas de liens vers les instances gouvernementales nord-irlandaises ou irlandaises. Seul le DUP propose un lien vers les discours de l'assemblée de Stormont. Cette pauvreté hypertextuelle des trois partis nord-irlandais est intrigante, *a fortiori* lorsque l'on sait qu'en 2002, le SDLP était le parti le plus prompt aux renvois vers d'autres sites. En revanche, le Sinn Féin fait état de deux sites, dont l'un touche au rôle du Sinn Féin dans le processus de paix, <http://www.irelandofequals.com>, et l'autre aux résultats du parti aux dernières élections législatives, <http://www.sinnfeingeneralelection.com>.

Le Likud et le Fatah renvoient aux institutions gouvernementales et nationales telles que le site de l'Autorité palestinienne, celui du premier ministre israélien, ceux des différents ministères israélien et palestinien, ceux de leurs assemblées respectives.

Cette catégorie de liens est aussi l'occasion pour le SDLP et l'UUP de conduire l'internaute jusqu'aux sites des sections internes du parti : les jeunes de l'UUP et du

SDLP, et la branche « féminine » de l'UUP. Cette catégorisation jeune / adulte est devenue courante dans la majorité des partis politiques ; par contre, réserver un lien vers un site externe au parti, consacré à sa section féminine est inhabituel, même si les femmes sont mises en avant dans certaines des pages d'accueil étudiées.

les organisations non gouvernementales ou communautaires

Le Sinn Féin est sans aucun doute le plus versé dans ce domaine puisqu'il y consacre une rubrique de liens, intitulée « Justice / community groups » (« Justice / groupes communautaires»). Ces passerelles conduisent à des sites en faveur de la cause irlandaise ; ils entendent pour la plupart rétablir l'injustice faite aux Républicains. Ce sont par exemple : *An Fhirinne*, *Justice for the Forgotten*, *Relatives for Justice*, **Wolfe Tone Society**, etc. Chacun des liens est accompagné de quelques lignes de présentation de l'organisation et de ses buts. Le Sinn Féin renvoie également à des organismes plus « neutres idéologiquement » : **Amnesty International Ireland**, **British-Irish Rights Watch**, **Irish Council for Civil Liberties**. Ce sont encore des liens vers des entités dont le but est la commémoration de moments forts de l'histoire républicaine nord-irlandaise : **Hunger Strike et 1982 Shoot To Kill Anniversary Committee** ; ce sont aussi des sites à vocation pédagogique déclarée mais qui restent partisans, **The Bloody Sunday Trust**. Il semble évident que ces nombreux liens participent d'une politique du « nous » communautaire et constituent un discours dans le discours, laissant transparaître ici plus qu'ailleurs les traces d'un engagement radical pour la cause républicaine. Le Sinn Féin conserve et accentue dans sa politique du « lien » la ligne idéologique de son discours, à savoir celle d'un engagement entièrement dédié à la cause républicaine et au sort des catholiques en Irlande du Nord.

Dans une logique assez proche, mais avec seulement trois liens hypertextuels le Likud renvoie successivement au Bétar⁵¹⁶, à Etzel et Naamat. Le raccourci <http://www.etzel.org> renvoie à la page d'accueil du site commémorant l'Irgoun ; l'Irgoun est une organisation nationaliste juive fondée en 1931, dont le but premier est d'accélérer le sionisme : par des actions violentes à l'encontre des populations arabes de Palestine et du protectorat britannique d'une part, et d'autre part en favorisant l'immigration clandestine de Juifs vers la Palestine. Dans un registre totalement différent, Naamat est un organisme international qui a pour fonction principale l'aide morale et le soutien financier aux femmes et enfants d'Israël. Ces trois raccourcis n'appartiennent donc pas du tout au même registre, mais la protection et la défense communautaire y est sous-jacente.

Le Fatah, enfin, développe deux subdivisions consacrées à cette catégorie : « Non-Governmental Organizations » (« Organisations non-gouvernementales ») et « International Websites » (« Sites internationaux »). Sur neuf liens, seuls trois liens fonctionnent⁵¹⁷. Cette impossibilité technique s'explique très aisément : le site du Fatah a été inaccessible pendant plusieurs années, et les liens valides en 2001 ne le sont plus en 2007. Parmi les liens fonctionnant encore, se trouvent *The Applied Research Institute*

⁵¹⁶ Le Bétar est d'un mouvement de jeunesse juif, sioniste révisionniste, fondé en 1923 par Vladimir Zeev Jabotinsky. Il est considéré comme étant proche idéologiquement du Likoud.

⁵¹⁷ [Référence du 15/07/2007].

(organisme qui aide à la coopération entre les institutions locales et les ONG), *The Programme of Assistance to the Palestinian People* (site du Programme de développement des Nations Unies), et *Khalil Sakakini Cultural Centre* (organisme de promotion de la culture palestinienne). Les autres sites, inaccessibles donc, concernent des organismes à vocation généraliste, humaniste, éducative et informative. Le trait commun de ces différents liens réside dans un communautarisme très effacé et un internationalisme patent dans l'intitulé et dans le contenu.

les liens vers les universités

Le Fatah est le seul parti à consacrer une subdivision entière à des liens vers les universités palestiniennes. Il est également la seule instance politique à proposer un lien vers le ministère de l'éducation de son pays. Cette démarche appuyée vers l'éducation participe de la politique du Fatah, qui est de promouvoir les institutions nationales.

les liens réservés aux sites des personnalités politiques

En 2007, trois partis font la publicité de sites consacrés à des hommes et des femmes politiques ; la mise en ligne de blogs ou de sites personnels est un phénomène récent, il est donc normal que de tels hyperliens n'existent pas en 2002. Ces raccourcis sont généralement l'occasion de renvoyer à des personnalités internes au parti : l'UUP consacre ainsi une rubrique « Websites UUP Representatives » (« Les sites des représentants de l'UUP »). D'autres partis, comme le Likud et le Fatah, renvoient au site de leur Président respectif : B. Netanyahu et M. Abbas, ce qui constitue un redoublement de la monstration de la figure du leader. Le Fatah propose également un raccourci vers un autre de ses leaders, Sahker Abu Nizar.

Le Likud renvoie vers le site de l'Institut Jabotinski en Israël. Zeev Vladimir Jabotinski (1880-1940) était le leader de l'aile droite du mouvement sioniste et le fondateur du parti Révisionniste, qui réclamait à l'époque la création d'un Etat juif, intégrant la Jordanie actuelle. Cette référence est un indice supplémentaire de la position politique affichée par le Likud.

les hyperliens du Fatah

Certains liens du Fatah n'entrent pas dans les précédentes catégories. En effet, le parti de M. Abbas entraîne le lecteur vers une série de sites pour le moins hétéroclites sous la rubrique « Personal Websites » (« Sites personnels »). Sont proposés à l'internaute le site d'un scientifique, sans lien apparent avec une mouvance extra-politique quelconque, Nizar Habasch, puis un site éponyme *Baker Abdel Munem*, qui regroupe les informations les plus diverses (OLP, universités, ministère des affaires étrangères, etc.) sur la question palestinienne. Un autre site éponyme *Ismail and Taman Shammout* présente des objets artistiques et se veut un lieu de réflexion sur la culture. Enfin, un dernier lien introduit un site intitulé *Gallery of Israeli Massacres*, mais l'adresse URL n'est plus valable. C'est pourtant là la seule marque forte et radicale de positionnement à l'égard d'Israël. La rubrique « liens » du site du Fatah n'affiche pas en effet de signes extérieurs d'un positionnement extrême vis-à-vis de l'Etat hébreu.

Voici donc esquissés en quelques points les principales caractéristiques des liens hypertextuels externes des sites étudiés. Outre une ouverture sur l'extérieur que ces

ponts offrent inmanquablement, ils sont aussi révélateurs de la ligne éditoriale de chaque site au même titre que les adresses URL, le logotype ou la page d'accueil. Si nous reprenons la figure centrale du Nous, point de départ de cette analyse, nous constatons qu'à travers ces liens, elle semble se définir selon trois logiques énonciatives :

un Nous communautaire, celui du Sinn Féin et du Likud,

un Nous profondément politique et ouvert sur les institutions politiques locales, nationales et internationales, celui de l'UUP,

et enfin un Nous atypique, pris entre les deux précédentes tendances, celui du Fatah.

Le lien ne représente pas à lui-seul la force signifiante de l'idéologie d'un parti politique mais constitue un indicateur efficace de sa stratégie discursive au même titre que les discours rapportés, dans la mesure où ces cheminements hypertextuels « *renvoie(nt) aux fondements idéologiques et textuels des discours citants*⁵¹⁸. » Cela reviendrait-il donc à penser la place du lien dans le discours à l'identique de celle de la citation ? Si cette assertion peut être discutable pour de nombreux sites, elle l'est moins pour ceux des partis politiques et elle mérite donc d'être prise en considération.

L'observation attentive de la page d'accueil des sites des partis politiques apporte un certain nombre d'enseignements sur la situation idéologique et politique des partis qui soit reprennent le discours dominant, soit proposent un discours d'opposition.

La nature indicielle des adresses URL, des liens hypertextuels, de la mise en page, du logotype est incontestable ; présente dans les journaux quotidiens, la topographie et la rhétorique visuelle sont ici démultipliées par les potentialités formelles du multimédia. La mise en scène du discours est celle d'une mise en forme de l'information politique dans laquelle il s'agit d'organiser et de structurer visuellement et de signer ostensiblement son propos par des marques identitaires immédiatement identifiables et signifiantes.

3-Le dispositif formel : une rhétorique à part entière sur internet

Les deux précédents développements montrent que le discours sur internet est supporté par un dispositif singulier, constitué de cadres formels s'appuyant sur des matériaux divers qui allient la tradition du texte et de l'écrit à la nouveauté du multimédia. Cette alliance inédite implique de repenser les figures classiques du discours et d'envisager quel rôle la rhétorique et les techniques de l'argumentation peuvent y jouer. Cette question est sous-jacente à toute notre analyse de corpus, mais nous souhaitons nous arrêter, dans ce paragraphe, sur deux points précis : la place de l'argumentation dans les pages d'accueil et la façon dont l'arborescence des sites étudiés sont les indices d'une *rhétorisation* du dispositif supporté par internet.

Nous avons évoqué les notions de rhétorique et d'argumentation dans les subdivisions précédentes. Nous y revenons à présent afin de fixer leur sens dans le cadre spécifique de notre étude. D'Aristote jusqu'à la fin du XIXème siècle, l'argumentation se divise en trois grandes catégories de discipline selon Christian Plantin : « *l'argumentation*

⁵¹⁸ Maingueneau Dominique, *L'analyse du discours*, Paris, Hachette, 1991, p. 136.

est liée à la logique, ‘ **art de penser correctement** ’ (souligné par l’auteur), à la rhétorique, ‘ **art de bien parler** ’ et à la dialectique ‘**art de bien dialoguer**’⁵¹⁹ ». La rhétorique serait donc une partie de l’argumentation ; Christian Plantin utilise le terme de « argumentation rhétorique » et en propose une définition illustrant la nature « rhétorique » d’un site ou d’une page internet :

« C’est une rhétorique référentielle, c’est-à-dire qu’elle inclut une théorie des indices, pose le problème des objets, des faits, de l’évidence, même si leur représentation langagière adéquate ne peut se saisir que dans le conflit et la négociation des représentations ; elle est probatoire, c’est-à-dire qu’elle vise à apporter sinon la preuve, du moins une meilleure preuve ; elle est polyphonique [...]. Dans l’ensemble technique que constitue la rhétorique, la théorie de l’argumentation correspond à “l’invention”⁵²⁰, ses concepts essentiels sont les *topoi*, qui se matérialisent dans des éléments concrets ou enthymèmes, faits discursifs complexes de logique, de style et d’affects⁵²¹. »

Considéré comme l’un des pères fondateurs du genre, Aristote est le premier à donner de la rhétorique une « image » positive. Nous reprenons ici trois interprétations de la rhétorique, citées par Michel Meyer dans *La rhétorique*⁵²², qui nous semblent révélatrices des tensions à l’œuvre dans sa définition : « 1) *La rhétorique est une manipulation de l’auditoire (Platon)*, 2) *la rhétorique est l’art de bien parler (ars bene dicendi de Quintilien)*, 3) *la rhétorique est l’exposé d’arguments ou de discours qui doivent et qui visent à persuader (Aristote)*. » Dans les trois cas, le langage (écrit ou parlé) est au centre de la rhétorique, mais chacun l’oriente vers des pôles différents : pour Platon le pathos (s’adressant à la sensibilité de l’auditoire, l’orateur provoque chez celui-ci des émotions), pour Quintilien l’ethos (la dimension de l’orateur, l’éloquence) et pour Aristote le logos (raisonnement et mode de construction de l’argumentation).

Nous choisissons ici la nomenclature classique faisant appartenir la rhétorique à l’argumentation. En faisant ce choix, nous n’ignorons pas l’évolution et la singularisation de l’argumentation depuis la seconde moitié du XXème siècle comme discipline à part entière ; nous pensons simplement, que dans le cas particulier des sites internet, rhétorique et argumentation doivent être envisagées dans une relation de contiguïté. Notre choix se base sur l’ouvrage de Ruth Amossy⁵²³ qui se nourrit largement des apports de Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts dans *Le traité de l’argumentation. La nouvelle rhétorique*. Cet intitulé est important, dans la mesure où il guide notre parti-pris analytique : « *l’étude des techniques discursives permettant de provoquer ou d’accroître l’adhésion des esprits aux thèses que l’on propose à leur assentiment*⁵²⁴ » Nous aurons

⁵¹⁹ Plantin Christian, *L’argumentation*, Paris, « Que sais-je ? » Presses Universitaires de France., 2005, p. 4.

⁵²⁰ L’adresse rhétorique est divisée classiquement en cinq parties : 1) l’invention, 2) la disposition (narration), 3) l’élocution, 4) la mémoire et 5) l’action.

⁵²¹ Plantin C., *op.cit.*, p. 5.

⁵²² Meyer Michel, *La rhétorique*, « Que sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France, Paris, 2005, p. 5.

⁵²³ Amossy Ruth, *L’argumentation dans le discours*, Paris, Nathan, 2000.

soin néanmoins d'insister sur la matière textuelle et l'agencement de la page et sur la mobilisation des affects sur la page-écran.

Nous remarquons, dans ce développement introductif, que la rhétorique est structurée autour du logos, du pathos et de l'éthos. C'est à partir de ce triptyque que nous allons étudier chacune des pages d'accueil, en partant du postulat que l'une des trois dimensions peut y être dominante. A travers l'éthos, nous étudierons la place du leader politique ; nous examinerons la place du pathos sur la page-écran et les arguments (logos) mis en avant pour convaincre et persuader l'internaute.

Le second temps de notre analyse sera consacré aux arborescences des sites, que nous avons tracées en coupe, afin de mieux saisir la profondeur réticulaire sur internet. Ces schémas sont ici envisagés comme des éléments rhétoriques, mais nous aurons soin de les interpréter également dans les chapitres suivants car ce sont des clés d'explication des stratégies discursives des partis politiques.

3-1 L'argumentation dans la forme : le discours formel électronique

Les pages d'accueil nous semblent être le premier niveau de l'argumentation rhétorique d'un site internet. Si nous raisonnons en termes d'argumentation construite à partir d'arguments successifs, la page d'accueil est l'équivalent de l'exorde dans l'adresse rhétorique. La disposition (le discours), considérée comme le cœur de l'adresse rhétorique, se divise en cinq parties : l'exorde, la narration, la confirmation, la réfutation, et la péroraison. L'exorde (la page d'accueil) est la première partie du discours (le site internet) ; sa fonction est essentiellement phatique, elle vise à établir un contact avec l'internaute. C'est donc un exposé liminaire présentant la thèse qui va suivre dans le discours du parti politique sur internet. La page d'accueil vise, formellement et verbalement, à créer ce premier contact avec l'internaute, mais cette relation avec l'internaute, même éphémère, ne s'établit pas de la même manière selon les partis politiques.

Nous choisissons ici de conserver la séparation entre les conflits car nous verrons au fil de notre analyse que différentes logiques argumentatives s'appliquent aux deux conflits, pour des raisons linguistiques, mais surtout pour des raisons inhérentes à la nature des conflits eux-mêmes. En effet, le conflit nord-irlandais est une confrontation entre deux communautés, appartenant à la même nation et au même territoire géographique ; il est par ailleurs entré dans une temporalité post-confliktuelle, à la différence du conflit israélo-palestinien. Ces points de discordance géopolitique et temporelle doivent être pris en compte dans les logiques argumentatives à l'œuvre dans les discours politiques des différents partis.

3-1-1 La question argumentative

Analyser la rhétorique des sites par la question argumentative nous semble un bon moyen d'entrer dans les stratégies discursives des partis politiques en ligne. Nous

⁵²⁴ Perelman Chaïm, Olbrechts Lucie, *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 2000, p. 5.

repreons ici les schéma argumentatif proposé par le modèle dialogal, qui envisage l'argumentation comme une énonciation fondée sur le dialogue. Nous utilisons à dessein le terme de dialogue, et même de trilogie, car même si toutes les instances de parole ne sont pas présentes dans le discours politique, celui-ci est pensé à partir des électeurs potentiels ou contre les partis adverses.

Ce modèle met au premier plan le concept de question argumentative, initié par Quintilien dans l'étude sur l'interaction judiciaire dans *Rhétorique à Herennius*⁵²⁵. La question argumentative met en scène trois actants : le Proposant, l'Opposant et le Tiers. Chacun d'eux a un rôle précis dans l'argumentation rhétorique et propose un modèle discursif différent. Le proposant (P) est dans le rôle argumentatif de base ; c'est lui qui fait un discours de proposition. Par exemple, si nous nous référons à l'espace public nord-irlandais, le Proposant peut-être le DUP. L'Opposant (O) va tenir un discours contre le discours du Proposant, il va se définir par l'opposition et la négation du discours proposé : le Sinn Féin peut ainsi se définir comme l'Opposant. Nous sommes là dans une logique de confrontation purement dialogale. Pour que le Tiers (T) apparaisse dans ce jeu à deux, il faut qu'entre les actions discursives « Proposer » et « Opposer », soit introduite une question de type « Catholiques et Protestants peuvent-ils parvenir à la paix, et à l'équilibre social et économique ? ». Le Tiers peut être le gouvernement britannique, le gouvernement irlandais, l'électeur nord-irlandais ou encore l'internaute lambda.

Il y a une troisième alternative dans le schéma proposition / opposition, qui est l'action de « Douter », le Tiers ne s'alignant sur aucune des deux positions. Face à cette question, le Proposant va affirmer : « Non, les Catholiques républicains en sont incapables (sous-entendu, oui, le DUP peut le faire) » alors que l'Opposant va dire « Oui, nous le pouvons », (sous-entendu, non le DUP en est incapable).

Nous sommes dans une logique de dialogue à trois puisque le locuteur s'adresse à la fois à l'adversaire-interlocuteur mais aussi au Tiers-interlocuteur. La question argumentative est le lien entre le Proposant et l'Opposant ; elle leur permet de se situer dans le discours, en prenant pour point de repère argumentatif la position du Tiers. Selon C. Plantin, la situation discursive dans laquelle le Tiers est éliminé, n'est plus rhétorique mais dialectique, ce qui conduit à « *la constitution d'un système de normes objectives / rationnelles ; de façon à peine déguisée on pourrait dire que le Tiers est alors remplacé par la Raison ou par la Nature, autrement dit par les règles du Vrai*⁵²⁶ ». Dans ce cas de figure, chaque acteur se voit attribuer un rôle précis (Opposant ou Proposant) dans lequel le Tiers n'a aucune place à tenir, puisqu'il ne s'agit plus de convaincre mais de raisonner à partir de la dichotomie vrai / faux.

Si nous rapportons ce schéma au conflit nord-irlandais, le Proposant et l'Opposant sont interchangeables. C'est-à-dire que les Républicains (constitué par le SDLP et le Sinn Féin) et les Unionistes (UUP et DUP) peuvent jouer l'un ou l'autre rôle. Face à la question argumentative de la réussite du processus de paix et donc d'un gouvernement bipartite,

⁵²⁵ Quintilien, *Rhétorique à Herennius*, texte établi et traduit en français par Guy Achard, Paris, Les Belles Lettres, 1989.

⁵²⁶ Plantin C., *op.cit.*, p. 64.

deux points de vue s'opposent. Ainsi, si nous nous arrêtons très rapidement à un élément discursif de la page d'accueil de ces quatre sites, deux signes ostentatoires identitaires se répondent : le DUP et l'UUP affichent le drapeau anglais alors que le Sinn Féin et le SDLP arborent dans leur sigle les couleurs de l'Irlande. Cet indice identitaire appartient à la stratégie argumentative des partis.

Au-delà de ce premier constat, nous pouvons en faire un second : il y a entre ces quatre sites un deuxième niveau dialogal. Celui-ci est constitué de la forte opposition interne qui règne entre les partis unionistes et entre les partis républicains. Depuis 2003, le paysage politique nord-irlandais a changé, le Sinn Féin et le DUP ayant gagné tous les suffrages devant le SDLP et l'UUP. Il y a donc là un second argumentaire qui se développe à côté du premier : le Tiers peut être le même, mais il peut être constitué plus spécifiquement de la population nord-irlandaise. En effet, la question rhétorique inhérente à ces luttes intestines se déplace sur la scène politique locale et peut être formulée ainsi : « Peut-on nous garantir un meilleur niveau de vie ? ». Si nous appliquons ce schéma aux Unionistes, le Proposant peut être l'UUP dont la Proposition peut se trouver dans le slogan « *For All of Us* » (sous-entendu, « oui nous le pouvons, et nous le garantissons à tous les Protestants mais aussi aux Catholiques ») ; l'Opposant devient alors le DUP, son contre-argument étant là aussi synthétisé dans le slogan « *Northern Ireland Largest Political Party* » (sous-entendu, « non, l'UUP a tort. Nous en sommes les seuls capables, vous nous avez d'ailleurs fait confiance puisque nous sommes le premier parti politique nord-irlandais »).

De la même manière, nous pouvons plaquer ce schéma sur les partis républicains : le Proposant pouvant être le SDLP avec son slogan, « *Join us in our vision : A Better Way to a Better Ireland* », (sous-entendu, « oui, le SDLP peut apporter la meilleure solution ») ; le Sinn Féin devient alors l'Opposant, puisque le contre-argument à « une Irlande meilleure » équivaut à une surenchère politique, « *Building an Ireland of Equals* », (sous-entendu, « Non, le SDLP a tort puisqu'il parle d'une Irlande simplement meilleure, alors que nous, nous parlons d'une Irlande égalitaire »).

Ces deux exemples sont des vues extrêmement schématiques de la façon dont peut se comprendre le mécanisme de l'argumentation dialogale ; ces raccourcis nous permettent cependant de tracer des lignes d'opposition majeures que nous développerons ultérieurement.

A l'intérieur de ces deux niveaux de dialogue, nous pouvons d'ores et déjà discerner des nuances dans les lignes directrices de l'argumentation des différents partis. En effet, le Sinn Féin et le DUP semblent adopter plus radicalement un discours d'opposition, dans le sens où le contenu de chacun des deux sites donne l'impression d'un discours second en référence, ou plutôt en contradiction, avec une Proposition première. Dans le cas d'un « dialogue » entre Unionistes et Républicains, la rubrique de la page d'accueil du DUP intitulée « *Getting it right. Forcing the Republicans to deliver* » est sans conteste l'indice d'une contre-attitude généralisante (les Unionistes, incluant l'UUP et le DUP contre les Républicains) face à la position politique du Sinn Féin et du SDLP largement favorables à un gouvernement bipartite. La rubrique « *DUP Manifestos* » avec comme sous-titre « *We keep our promises* » peut être, quant à elle, interprétée comme une contre-proposition à la politique de l'UUP en matière économique, éducative et sociale.

Pourquoi soulignons-nous, qu'au second niveau dialogal, le pôle argumentatif du Sinn Féin et du DUP est celui de la contre-proposition, celui de l'Opposant face aux propositions du SDLP et de l'UUP ? Ce sont des considérations historiques et politiques qui nous font d'abord avancer cela ; l'analyse des deux sites confirme ce postulat. Nous pensons donc que les positions du DUP et du Sinn Féin jusqu'en 2003 ont toujours été celle de partis d'opposition, se définissant contre la politique « plus modérée » du SDLP et de l'UUP. Le Sinn Féin et le DUP ont alors développé un discours basé sur la différenciation ; leur différence est située dans les paroles et dans les actes, parfois radicaux. Ils ont produit, par désir de légitimation, ce que l'argumentation rhétorique nomme la charge de la preuve, réservée traditionnellement au Proposant. La charge de la preuve du DUP est basée sur la monstration du maintien des valeurs traditionnelles unionistes et sur la réussite économique et sociale ; celle du Sinn Féin est centrée d'avantage sur la réaffirmation identitaire et sur le refus des discriminations. De fait, les deux partis « challenger » ont conservé jusqu'à aujourd'hui, avec quelques nuances, la tradition rhétorique qui étaient la leur auparavant.

Cette modalisation des rôles dans les deux niveaux d'argumentation dialogale est complexe à fixer dans la mesure où les positions Proposant / Opposant changent en fonction de la question rhétorique. Néanmoins, elles ne sont pas incompatibles entre elles comme nous venons de le voir dans les pages d'accueil. Dans les deux cas, il s'agit de la logique de la contradiction, basée pour l'UUP et le SDLP sur l'objection, et pour le Sinn Féin et le DUP sur la réfutation propositionnelle ou contre-argumentation. L'objection est un niveau atténué de la contradiction, dans le sens où elle ne clôt pas le dialogue comme la réfutation : « *celui qui réfute prétend clore le débat ; celui qui objecte maintient le dialogue ouvert*⁵²⁷ . »

Le modèle dialogal est plus difficilement applicable au conflit israélo-palestinien ; en effet, il nous semble en même temps trop simple et trop compliqué d'établir une symétrie de dialogue avérée entre le site internet du Fatah et ceux des partis israéliens. Trop compliqué, car si le Fatah aborde très clairement la question de l'Intifada, des territoires, et de la violence (pour la commémorer dans la rubrique « Portraits de martyrs »), les partis israéliens ne le font pas : le registre des discours n'est donc pas le même. Dans leur page d'accueil, ceux-ci n'affichent pas ostensiblement une argumentation inférant à la question rhétorique de premier niveau « La paix est-elle possible ? ». Seul le Likud évoque, dans le bas de sa page d'accueil, la question du territoire et de la sécurité mais c'est d'avantage en opposition au premier ministre israélien et donc à Kadima qu'au Fatah. Trop compliqué aussi car nous avons affaire à deux espaces publics distincts ; les problématiques internes (économique, sociale et éducative) ne sont pas comparables.

Trop simple ensuite, car tout oppose les pages d'accueil des quatre sites, au niveau de la forme (la langue, les visuels) et du contenu. Il ne semble pas y avoir de points de convergence politique et il n'y en pas dans les faits, puisque l'espace public réfère à deux territoires (géographique et politique) dirigés par deux gouvernements distincts. La simplicité vient donc de cette aporie argumentative initiale ; il ne peut y avoir argumentation, car il n'y a pas de modèle dialogal *a priori* entre les partis politiques

⁵²⁷ Plantin C., *op.cit.*, p. 71.

palestiniens et israéliens. L'argumentation telle que la définit C. Plantin « *ancree l'énonciation argumentative dans le dialogue entre points de vue incompatibles sur un même objet*⁵²⁸ ». Or les partis palestiniens et israéliens ne dissertent pas *a priori* sur le même objet, dans la mesure où les premiers conditionnent la paix à la création d'un Etat avec Jérusalem-Est pour capitale alors que les seconds associent la condition de paix à la sécurité à l'intérieur d'un territoire, que les Palestiniens revendiquent partiellement. C'est la question du statut du territoire qui rend impossible la rencontre des deux paroles. Néanmoins, si nous faisons abstraction de cette incompatibilité géographique et statutaire et que nous nous référons au caractère sacré du territoire, nous avons un point de convergence : la Terre Sainte. C'est le caractère sacré du territoire qui crée le lien et permet à la question rhétorique d'exister au moins partiellement. Le Proposant est constitué de l'Etat israélien (incluant le gouvernement, les partis politiques, la Knesset, la population israélienne), l'Opposant est la nation palestinienne (incluant le gouvernement, les partis politiques⁵²⁹ et la population palestinienne) et le Tiers se compose de l'union européenne, des États-Unis et de certains pays arabes. La page d'accueil et le site du Fatah peuvent se comprendre alors comme un contre-argument à la proposition israélienne ; les rubriques « Dossiers des martyrs », « Colloque de Jérusalem – la paix et la liberté », « L'Intifada dans la presse » et le logo du Fatah dont les inscriptions réfèrent à « la tempête », « La révolution jusqu'à la victoire », sont les indices rhétoriques d'un discours de réfutation-destruction. Si nous reprenons la terminologie de C. Plantin dans l'ouvrage précédemment cité, c'est précisément à ce point que nous retrouvons l'aporie argumentative entre les deux entités discursives (Proposant et Opposant) : la *réfutation-destruction*⁵³⁰ disqualifie d'entrée le discours de Proposition d'Israël à plusieurs niveaux :

sur la forme linguistique : les uns parlent de nation palestinienne, les autres d'Etat palestinien, les uns évoquent les implantations juives comme des colonies, les uns parlent de résistance à l'occupant là où les autres accusent le terrorisme.

sur le contenu de l'argumentation : Israël demande la sécurité pour entamer les pourparlers, la Palestine exige l'arrêt des opérations militaires israéliennes pour envisager un dialogue sérieux entre les deux parties.

le décalage propositionnel entre les deux adversaires est renforcé par le statut de la Palestine, c'est d'ailleurs le cœur de la réfutation : Israël est un Etat, la Palestine une nation.

Le discours du Proposant est donc rejeté par l'Opposant pour vice de forme. Au-delà de ce premier niveau dialogal, un second se profile. L'observation des pages d'accueil des sites israéliens met en évidence une interaction argumentative entre Kadima et le

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 59.

⁵²⁹ Nous avons précédemment informé notre lecteur que la situation palestinienne était extrêmement instable depuis juin 2007 puisque le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, entraînant une guerre de clan entre partisans du Fatah et du Hamas.

⁵³⁰ Plantin C., *op.cit.*, p. 65.

Likud. Kadima et Ehud Olmert (représentant le gouvernement actuel) sont le Proposant désigné, si nous nous référons aux propos tenu par le Likud dans sa page d'accueil : « *Le Likud s'oppose à toutes discussions sur le fait même qu'un retrait israélien du Golan préviendra une guerre. Au contraire, cette approche nous en apprend sur la faiblesse du gouvernement d'Olmert.* ». Il y a là un discours de contradiction affirmé dès la page d'accueil, qui est de l'ordre de la réfutation prépositionnelle.

Dans le conflit israélo-palestinien, le modèle dialogal ne semble donc pouvoir réellement s'appliquer que dans le cadre d'une opposition politique interne à l'espace public israélien, c'est-à-dire entre le Likud, Aavoda et Kadima. Cependant, le discours en ligne d'Aavoda est presque inexistant, ce qui réduit encore l'espace de la confrontation politique en ligne.

Envisager l'argumentation des discours des partis politiques dans une logique tripolaire, Proposant-Opposant-Tiers, nous a permis de poser un premier jalon dans l'étude de l'argumentation rhétorique des pages d'accueil. Il convient à présent de nous intéresser plus précisément aux pages d'accueil selon les trois composantes de la rhétorique classique : logos, ethos et pathos.

3-1-2 Logos, ethos, pathos

« *Le développement de l'adresse rhétorique, de l'exorde à la conclusion, recouvre trois grands moments : l'**ethos** se présente à l'auditoire et vise à capter son attention sur une question, il expose ensuite le **logos** propre à cette question, en présentant éventuellement le pour et le contre. Et l'orateur conclut par le **pathos** car il s'agit cette fois de travailler l'auditoire au cœur et au corps, en jouant si possible sur ses passions, en tout cas sur ses sentiments, voire ses émotions*⁵³¹. »

Cette citation de Michel Meyer pose les bases de notre analyse et spécifie le rôle de chacune des parties constituant l'adresse rhétorique. Le logos est centré sur le discours, il représente la logique, le raisonnement. C'est le mode de construction de l'argumentation dans le message⁵³², le squelette de l'argumentation, les stratégies discursives. L'ethos est rapporté à l'orateur, à l'image de soi et représente l'autorité dont il fait preuve sur le discours. C'est à la fois l'image physique et symbolique que renvoie le locuteur à l'interlocuteur, mais c'est aussi la représentation que se fait l'interlocuteur du locuteur. L'ethos selon Aristote est figuré par les valeurs de bon sens, de vertu et de bienveillance. L'ethos se fonde sur des données extra-textuelles (l'origine, la réputation, le métier du locuteur) et sur le discours qu'il produit.

Le pathos, enfin, concerne l'auditoire, l'interlocuteur. C'est ce qui n'est pas éthique, sous-entendu c'est le pathétique, le non-rationnel. L'orateur provoque par son discours des réactions (verbales ou physiques), des émotions, des passions, des opinions dans l'auditoire. Selon M. Meyer, le pathos concerne : « 1) les questions de l'auditoire, 2) les émotions qu'il éprouve devant ces questions et leurs réponses, 3) les valeurs qui justifient

⁵³¹ Meyer M., *op.cit.*, p. 36.

⁵³² Nous reprenons là la taxinomie de Barthes qui associe le logos au message, l'éthos à l'émetteur, et le pathos au récepteur.

à ses yeux ces réponses sur ces questions⁵³³. »

L'ethos serait la réponse à une question (posée ou induite) de l'auditoire et le logos la Proposition. Le pathos serait le point de liaison entre les deux, dans la mesure où il représente implicitement ou explicitement la question de l'auditoire. Le triangle ainsi constitué n'est cependant pas équilatéral en permanence ; c'est-à-dire que le locuteur peut orienter son message vers l'un ou l'autre versant du triangle. Sur les sites internet, une page d'accueil axée sur le logos s'ancrera dans la rationalité des arguments avancés, sur leur nombre, leur vraisemblance, etc. ; axée sur l'ethos, elle mettra en avant son leader politique et ses qualités, et axée sur le pathos, elle (ré)activera par la forme ou le contenu des émotions chez l'internaute. Ces orientations ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; un site ou une page d'accueil pouvant les mobiliser chacune à leur tour.

Appliquons à présent cette grille rhétorique aux deux conflits et aux différents sites des partis politiques. La première étape de notre analyse s'intéresse aux quatre partis nord-irlandais. Nous avons précisé auparavant que la page d'accueil constituait en quelque sorte l'exorde dans l'adresse rhétorique du parti sur internet. L'exorde vise à attirer l'attention de l'auditoire, ici les internautes ; ce moment discursif prépare l'auditeur à la narration qui va suivre dans les autres pages du site. Elle crée une tension discursive et propose un répertoire argumentatif qui doit être susceptible de créer une attente ou de répondre à une attente chez l'internaute. Le discours de la page d'accueil est la première vision et donc la première impression (en ligne) qu'a un lecteur du parti politique.

Le SDLP a compris, comme les autres partis, l'importance rhétorique du premier degré de la page-écran. L'ethos est un marqueur récurrent des quatre pages d'accueil ; la page du SDLP s'ouvre sur une photo du leader du parti, Mark Durkan en costume cravate, souriant, le regard orienté vers le lecteur. La droiture de sa posture, son regard franc vers l'internaute se représentent comme des indices de la « vertu » et la « bienveillance » du locuteur. L'image de soi, sous-entendu du SDLP, que doit renvoyer la représentation de l'ethos est appuyée par le logo du SDLP en haut à droite de la page-écran, en écho au leader M. Durkan. Cette figure d'écho relaie l'information suivante : la photo de l'homme est en lien avec le sigle, il y donc inférence de l'un par rapport à l'autre ; c'est-à-dire que la présence du logo du SDLP confère un premier niveau d'autorité à la personne de M. Durkan : c'est le représentant officiel.



La figure de l'autorité est donc affirmée dès la page d'accueil ; en effet, l'internaute étranger à la vie politique nord-irlandaise ne connaît pas nécessairement M. Durkan, il faut donc spécifier le sujet de l'énonciation. La difficulté d'internet en termes d'usage

⁵³³ *Ibid.*, p. 26.

rhétorique vient de la virtualité du public et de son indéfinition (qui va sur le site ? des militants du SDLP ? des non-militants ? des nord-irlandais ?) ; face à ce flottement dans la désignation de l'interlocuteur, le locuteur doit compenser par une surdéfinition de son statut et de la parole développée. Partant de ce constat, la photo du leader M. Durkan associée au logo du parti confère donc un premier niveau d'autorité. L'ethos discursif sur internet doit être accentué dans la mesure où l'ethos préalable est une donnée fluctuante sur laquelle l'orateur ne peut s'appuyer réellement. Dans son ouvrage, *L'argumentation dans le discours*, Ruth Amossy définit l'ethos préalable ainsi : « *l'image que l'auditoire peut se faire l'auditoire du locuteur avant sa prise de parole* ⁵³⁴ ».

L'ethos discursif, c'est-à-dire l'image de soi projetée par le locuteur dans son discours, est également présent dans le slogan du parti renvoyant au « bon sens », troisième qualité qui donne confiance en l'orateur selon Aristote : « *Join us in our vision : A Better Way to a Better Ireland* ». Qui ne veut pas une Irlande meilleure, sous-entendu une meilleure économie, une meilleure éducation, une meilleure société ? Cette sentence ⁵³⁵ attend une démonstration et c'est la page d'accueil et le site qui vont la construire.

Le logo de la page d'accueil va démontrer ce que la sentence énonce, la charge de la preuve revenant à celui qui énonce la Proposition (ici, le SDLP). Les rubriques en haut de la page : « News and archive », « Policies », « Campaign », « Leadership and Officers », « Women's Group », « SDLP Youth » sont la moelle épinière du discours de preuve ; ils sont la réponse à la question induite par le slogan.

Revenons un instant sur le slogan « *Join us in our vision : A Better Way to Ireland* » : cette sentence est un enthymème. Il s'agit d'un syllogisme ⁵³⁶ imparfait, dont la conclusion est ici induite. Dans le cas présent, le slogan peut être déconstruit ainsi : prémisse majeure = « *A Better Way to a Better Ireland* », prémisse mineure = « *Join us in our vision* » ; la conclusion devient alors : « *If you join us, you will have a better Ireland* » (« *Si vous nous rejoignez, vous aurez une Irlande meilleure* »). Positionné en haut de la page, le slogan permet l'enchaînement argumentatif avec les rubriques en haut et à droite. Les rubriques à droite de la page-écran jouent d'avantage sur l'affect de l'auditoire et le font de deux manières différentes : par une figure de style, la répétition des rubriques « Women's group » et « SDLP Youth », et par le positionnement, dans l'espace de la page, de rubriques dont la charge symbolique est forte. « North South Make Sense » réfère au souhait de nombreux Républicains d'un rattachement des six comtés d'Ulster à la république d'Irlande ; « End Racism & Sectarianism » renvoie à la question de la violence, des inégalités et cherche à provoquer éventuellement la colère, la peine, un sentiment d'injustice ou, à l'inverse, de l'incrédulité chez l'internaute non-militant ou non-sympathisant. Ce pathos est renforcé par la couleur noire de l'encadré, représentant une image négative, sombre. La rubrique « Flag Watch Campaign » mobilise le même

⁵³⁴ Amossy Ruth, *op.cit.*, p. 70.

⁵³⁵ Selon Aristote, la sentence porte sur des généralités et va soit dans le sens de l'opinion commune et dans ce cas, prend la forme d'un proverbe ; soit la sentence nécessite une démonstration pour être probante.

⁵³⁶ Le syllogisme est une construction logique, qui se compose de deux prémisses (majeure et mineure), et d'une conclusion.

type d'affects dans la mesure où elle évoque la campagne de surveillance des drapeaux à caractère injurieux lancée par le SDLP.

Nous observons que ces rubriques appartiennent très largement à la topique de l'identité irlandaise (par opposition à l'identité anglaise). Celle-ci est renforcée par les couleurs utilisées dans la page d'accueil : le vert et l'orange en référence au drapeau irlandais, le rouge renvoyant au couleur du SDLP.

Enfin, l'intitulé « No water charges » figurant dans la page d'accueil du DUP est un argument *a priori* populiste, susceptible de séduire les classes les plus démunies ; les taxes sur l'eau sont un problème important en Irlande du Nord. Leur consacrer une rubrique en page d'accueil a pour but de montrer que le SDLP s'occupe aussi des problèmes économiques (donc concrets pour tous les internautes) ; l'associer spatialement à des rubriques plus abstraites et politiques (« North South Makes Sense », « End Racism & Sectarism ») confère au SDLP l'image d'un parti qui embrasse toutes les préoccupations de la population républicaine.

La topique proposée par le Sinn Féin est plus axée encore sur l'identité irlandaise que celle du SDLP. Sa page d'accueil laisse une large place à l'orateur qui est pluriel, comme le montrent les photos des différents leaders du parti. Néanmoins, trois photos de Gerry Adams (dont une occupe la totalité du centre de la page) contredisent l'image d'un ethos pluriel et renforcent l'idée d'une incarnation de l'autorité par G. Adams. Par ailleurs, les photos des leaders sur la page d'accueil ne sont pas, à l'exception de celles de G. Adams, des photos posées comme pour le SDLP. On ne retrouve pas dans l'image les trois qualités que Platon associe à l'ethos.

La stratégie discursive du Sinn Féin rejoint celle du SDLP en deux points : la référence à une Irlande unie avec le raccourci « Building for Irish Unity » (« Bâtir une Irlande unie ») en bas de page et le logo du Sinn Féin représentant la carte de l'île d'Irlande, ainsi que la présence d'un enthymème dans le slogan « *Sinn Féin. Building an Ireland of Equals* ». Le logos de la page d'accueil est assez complexe dans la mesure où les axes argumentatifs ne sont pas aussi clairs que sur la page du SDLP. Le cadre de la page-écran peut néanmoins être schématisé ainsi : en haut, les rubriques de politique générales (« Policies », « Peace process », « Election »), à gauche, la place est faite à une politique plus concrète avec les représentants du parti, le leadership, les circonscriptions locales, les campagnes, mais aussi à l'histoire du conflit. L'encadré « History of the conflict » (« Histoire du conflit ») situé à cet endroit de la page est presque oxymorique, puisqu'on oppose une rubrique référant au passé à des rubriques axées sur le présent et le futur politique. Enfin, en bas de la page, trois boutons, consacrés à la commémoration des grévistes de la faim, au processus de paix et à l'unité de l'Irlande visent à mobiliser le pathos.

A droite de la page, quatre rubriques confirment cette impression de désordre argumentatif : deux d'entre elles sont consacrées à l'information (« Latest news » - « Les dernières nouvelles » et « An Problacht »), une autre à la boutique en ligne et enfin la dernière est intitulée « Friends of Sinn Féin ». Celle-ci est assez peu significative en page d'accueil mais, lorsque nous cliquons dessus, elle ouvre une seconde page présentant Nelson Mandela, argument d'autorité et figure allégorique de l'Apartheid, rapprochant ainsi la ségrégation passée sud-africaine à la situation nord-irlandaise. Le site du Sinn

Féin fonctionne ainsi : le schème argumentatif est inabouti en surface (au niveau de la page d'accueil) mais se dévoile dans la profondeur du site. Nous sommes dans la logique du non-dit ou plutôt du suggéré de surface. De la même manière, le raccourci en bas à droite de la page « Remember the Hunger Strikers » (« Se souvenir des grévistes de la faim ») n'est pas très significatif pour l'internaute qui ne connaît pas l'histoire nord-irlandaise et ne peut provoquer l'émotion que chez un lecteur averti. Ces constats permettent de poser l'alternative suivante : soit la stratégie argumentative du Sinn Féin vise un auditoire présumé homogène et militant, susceptible donc d'être mobilisé par des lieux communs induits en page d'accueil tels que la lutte pour l'unité de l'Irlande ou contre les inégalités, et la commémoration des héros du passé ; soit le Sinn Féin, en maniant trop d'implicites, provoque un décalage entre l'auditoire visé par le discours d'exorde du parti et l'auditoire effectif sur internet. La stratégie argumentative du Sinn Féin est donc ambivalente quand à la nature de l'auditoire qu'elle cherche à atteindre.

La page d'accueil de l'UUP est assez proche dans sa construction argumentative de celle du SDLP. L'unité chronique répond à une logique discursive homogène en faveur de la preuve. L'ethos n'est pas ici assigné à une personne particulière, ni même au leader, dont une photo (de petite taille) figure au centre de la page d'accueil à la rubrique « Top Stories » (« Actualités »), au milieu d'autres photos de personnalité du parti. Ce menu central est, de plus, totalement éphémère dans la mesure où c'est l'actualité qui le constitue et parce qu'il se compose des déclarations des leaders du parti. Sir Reg Empey, leader de l'UUP, ne figure donc pas de façon permanente en page d'accueil. L'ethos de l'UUP est un ethos collectif, figuré par le logo et le slogan du parti en haut de la page d'accueil. Ceci est renforcé par la présence du terme « **unionist** » et de l'expression « **For All of us** » qui renvoie à l'idée d'un regroupement. Notons cependant que « Ulster Unionist Party » réfère à l'orateur et que « For All of Us » suggère l'auditoire. Le fait d'une énonciation collective est souligné par la redondance du sigle UUP dans le slogan et dans le logo.



Les photos de la rubrique « Top Stories » représentent figurativement l'image de soi dans la page d'accueil de l'UUP ; elles ont en commun d'être des photos posées, d'hommes en costume, fixant l'objectif, et donc ici l'internaute. Nous avons précisé, pour le site du SDLP, que cette position du regard confère aux modèles l'impression de la franchise, de l'honnêteté et donc par extension ce qu'Aristote nomme la vertu. La bienveillance peut s'inscrire dans le sourire de chacun des sujets photographiés, associés au slogan « *For All of Us* » qui se veut inclusif et généralisant. Cette impression est renforcée par le fait que la page-écran se clôt sur le même slogan. Il y a donc là une sorte de cercle politique vertueux.

Par ailleurs, orateur et auditoire sont liés dans la page d'accueil par la monstration de l'appartenance à un pays, la Grande Bretagne, signifiée une première fois de manière explicite avec la carte de l'Ulster aux couleurs britanniques, et relayée implicitement avec

le fond blanc de la page écran, le rouge du slogan et le bleu redondant du sigle du parti et du sommaire. En affichant ainsi son idéologie, la page d'accueil précise d'entrée de jeu l'ethos de l'orateur et vise le pathos communautaire de l'auditoire. La *chromogénéité* de l'ensemble de la page est presque tautologique et vise l'accentuation d'une identité partagée entre l'orateur et son auditoire. Le locuteur donne à son interlocuteur l'image que celui-ci attend de lui.

Le pathos est donc essentiellement lié au sentiment nationaliste ; l'UUP adapte son discours à l'auditoire et à toutes les catégories de celui-ci, puisqu'il met en exergue les jeunes et les femmes dans deux rubriques. Un autre point intéressant de la stratégie discursive de l'UUP est l'utilisation qu'il fait des pronoms ; en effet, le slogan « *For All of Us* » évoque une pluralité de référents incluant le « nous » (les Unionistes de l'UUP) et le nous+vous (tous les Unionistes) et le nous + vous + eux (les Unionistes et les Républicains). Le premier « nous », exclusif se retrouve dans les rubriques « Our vision » (« Notre vision »), « Our contact details » (« Nos coordonnées ») et « Contact Us » (« Nous contacter »). L'UUP tient donc une position schizophrénique sur le plan de l'idéologie politique, mais qui se justifie sur le plan rhétorique. Il s'agit en effet de séduire un auditoire composite et non pas seulement les membres ou les sympathisants de l'UUP.

La page d'accueil de l'UUP ne produit pas à ce niveau du site un argumentaire patent comme le SDLP ; nous avons affaire à des rubriques génériques du type « News », « Representatives », « Toolbox » (« Boîte à outils »), « Advice Center » (« Bureau des conseils ») qui confèrent au discours de la page d'accueil une neutralité politique antithétique à l'identité ostensible que nous avons précédemment soulignée.

Le DUP, contrairement à l'UUP, expose sa logique argumentative dès la page d'accueil. La page-écran est le prétexte à une monstration par les faits qui vise à la démonstration politique. Tout est ostentatoire dans la page d'accueil du DUP, à commencer par la figure de l'orateur.

Comme l'affirme Dominique Maingueneau, « *Ce que l'orateur prétend être* (souligné par l'auteur), *il le donne à entendre et à voir : il ne dit pas qu'il est simple et honnête, il le montre à travers sa manière de s'exprimer.*⁵³⁷ » Au niveau discursif, dès le haut de la page, l'ethos est positionné dans le slogan « *Northern Ireland Largest Political Party* » ; et cette affirmation est immédiatement appuyée par la mise en évidence, en haut à droite et en bas à gauche, des résultats aux différentes élections. L'ethos est implicite dans les trois rubriques de gauche, intitulées « Election Results 2007 » (« Résultats des élections 2007 »), « Election Results 2005 » et « Elections Results 2003 ». Il s'agit ici d'arguments basés sur la structure du réel, classés par C. Perelman et L. Olbrechts parmi les liaisons de succession, comme relevant de la catégorie du « *lien causal et (de) l'argumentation* ». C'est là une liaison « *qui, un événement étant donné* (Northern Ireland Largest Political Party, noté par nous), *tend à déceler l'existence d'une cause* (les victoires aux élections successives) *qui a pu le déterminer*⁵³⁸ ».

⁵³⁷ Maingueneau Dominique, *Le contexte de l'œuvre littéraire. Énonciation, écrivain, société*, Paris, Dunod, 1993, p. 138.

⁵³⁸ Perelman C., Olbrechts L., *op.cit.*, p. 354.

Au niveau pré-discursif, c'est-à-dire au niveau de l'image préalable du parti, nous retrouvons la même logique argumentative que précédemment : l'image de soi que renvoie le locuteur est totalement conditionnée au statut de l'internaute, dans la mesure où l'auditoire est indéfini *a priori*. Cette indéfinition rend très fluctuante l'ethos sur les sites internet, en particulier sur la page d'accueil. I. Paisley est le dirigeant historique du DUP, il est très connu en Irlande, en Grande-Bretagne, probablement en Europe et moins aux Etats-Unis, à l'exception des partisans de l'un ou l'autre camp. L'aura que lui procurent, auprès des pro-Unionistes, ses positions fermes à l'encontre des Républicains ou au contraire l'inimitié que ces déclarations et ces actions ont provoquée parmi les partisans des Républicains, donne de ce personnage une image très contrastée. Nous retrouvons, dans les rubriques de la page d'accueil, ce balancement permanent entre l'image d'un leader autoritaire et celle d'un leader qui, à la création du gouvernement bipartite a dû tempérer son discours. Certaines d'entre elles usent soit d'arguments *ad hominem*⁵³⁹ (visant à la mise en contradiction des opinions d'un groupe ou d'une personne avec elle-même) soit d'arguments *ad personam* (disqualifiant directement l'adversaire, G. Adams par exemple) à peine détournés : « DUP Manifestos : We keep our promises. », sous-entendu les autres (les adversaires) ne les tiennent pas. La rubrique « Getting it Right. Forcing the Republicans to deliver » est ambiguë car elle peut être perçue comme un argument d'autorité, associant à la supériorité numérique des suffrages du DUP sur les Républicains (défendue dans une autre rubrique), sa capacité politique à faire plier l'adversaire (argument *ad hominem* également dans la mesure où il sous-entend la faiblesse des Républicains).

D'autres rubriques, présentes dans la page d'accueil, fin 2006 ont disparu après l'accord historique pour un gouvernement bipartite au printemps 2007 ; par exemple, comme nous l'avons signalé précédemment, la rubrique « Cartoons » a disparu du site car probablement jugée trop diffamatoire. C'est le signe d'un parti pris argumentatif euphémisant, visant à séduire un auditoire plus large. Par ailleurs, l'accès au pouvoir modifie sensiblement la position discursive du DUP : c'est le parti du gouvernement et le Sinn Féin partage ce pouvoir avec lui. Il ne peut donc y avoir de chocs discursifs trop forts entre les deux, sous peine de crédibiliser totalement l'existence de ce gouvernement bicéphale.

Ethos, pathos et auditoire sont en interaction permanente sur la page d'accueil du DUP. L'image de soi renvoyée par le parti se lit dans deux autres éléments. A la manière de l'UUP, le parti affiche clairement sa conviction politique et son sentiment nationaliste avec un logo aux couleurs du drapeau anglais, et un bouton représentant une partie du même drapeau sur lequel est inscrit « Getting it Right ». Ces figures de la répétition confinent à l'accumulation de clichés ; la mise en visibilité du drapeau ou des couleurs

⁵³⁹ Selon la définition donnée par C. Perelman et L. Olbrechts, op.cit., p. 148, « toute argumentation est une argumentation *ad hominem* ou *ex-concessis*. Si pourtant l'on oppose fréquemment à l'argumentation *ad hominem* l'argumentation *ad rem*, la première portant sur l'opinion et la seconde concernant la vérité ou la chose même, c'est que l'on oublie que la vérité dont il s'agit doit être admise. [...] L'argumentation *ad rem* correspond à une argumentation valable pour toute l'humanité raisonnable. Celle-ci serait un cas particulier [...] de l'argumentation *ad hominem*. [...] Nous pourrions distinguer des types d'arguments *ad hominem* aussi variés que les auditoires auxquels ils s'adressent [...]. Il ne faut pas confondre l'argument *ad hominem* avec l'argument *ad personam*, c'est-à-dire une attaque contre la personne de l'adversaire et qui vise, essentiellement, à disqualifier ce dernier ».

anglaises signe l'identité et l'orientation du discours du parti. Enfin, la figure du leader politique comme dans les autres partis nord-irlandais, à l'exception du SDLP, est située au sein d'un collectif. Cette mise en scène semblerait diluer et déléguer le pouvoir singulier du leader (I. Paisley) dans et à un pouvoir collectif ; mais, cette idée est immédiatement contrebalancée par le fait que seul I. Paisley, placé au centre du groupe, est vêtu d'un costume clair. Il apparaît comme le seul élément « lumineux » au milieu de la masse sombre des costumes. Il y a certes une femme vêtue de blanc et une autre de rouge, mais leur posture de trois-quarts par rapport à celle de I. Paisley de face, les affaiblit visuellement. L'ethos du DUP, et à travers lui celui de son leader, apparent dans la page d'accueil, est donc conforme à la tradition aristotélicienne de l'orateur donnant confiance : la vertu avec le projet du parti de créer une économie compétitive (« Committed to create a competitive economy »), la bienveillance par le souci du locuteur de tenir ses promesses (« We keep our promises ») et le bon sens qui fait que, dès le haut de la page d'accueil, le DUP se présente comme le plus grand parti politique d'Irlande du Nord. Il s'affirme donc logiquement comme le parti le plus crédible et le plus légitime aux yeux de l'opinion publique nord-irlandaise, puisque plébiscitée par elle.

Le discours du DUP est donc celui de l'argumentation-preuve, de la démonstration par les faits. Au-delà des précédentes remarques, l'effet d'accumulation créé dans la rubrique « Latest News » par les liens hypertextuels « Tackling Water Charges », « Setting the Agenda », et « Tackling the Tax » renforce l'idée d'un ethos ostentatoire.

Le DUP cherche à s'adapter à un auditoire qu'il veut homogène car contrairement à l'UUP, il n'y a aucune mention en page d'accueil d'un « cosmopolitisme d'idées ou de confessions ». Le message de la page d'accueil se décline autour de la question de l'appartenance nationaliste et communautaire, de la promesse et des actes politiques et de la croissance économique de l'Ulster. Le pathos est activé à travers ces trois points, encourageant parmi l'auditoire le sentiment de repli sur soi et privilégiant des réactions primaires comme l'instinct de conservation (identitaire et économique). Le DUP cherche également à favoriser le feed-back et l'interaction communicationnelle avec plusieurs rubriques : « Give Us your Views », « Contact Us », « Join the Party », « Contact your Local DUP Advice Center » (« Contacter votre conseiller local DUP »). Les trois derniers items sont tous construits autour d'un verbe qui met en avant la fonction phatique du langage ; le caractère tautologique de ces rubriques, leur proximité sémantique et géographique (dans la page d'accueil) contribuent à donner du DUP l'image d'un parti à l'écoute de son auditoire.

Les sites nord-irlandais présentent pour la plupart, dès la page d'accueil, des signes rhétoriques patents. Il convient à présent d'analyser l'adresse rhétorique des sites palestinien et israélien. Il est forcément plus délicat d'étudier l'argumentation dans ces sites dans la mesure où l'obstacle linguistique et la traduction en français des pages d'accueil biaisent forcément les dispositifs argumentatifs de la page-écran, même si ce biais peut être partiellement surmonté.

Le site du parti du premier ministre israélien a la particularité d'être accessible en trois langues et de proposer une interface de la page d'accueil différente en anglais et en hébreu. Nous avons déjà esquissé les raisons de ces différences formelles, nous n'y reviendrons pas ici. L'ethos est identique dans les deux versions et il repose sur une

double figure : celle d'Ariel Sharon et celle d'Ehud Olmert, l'un étant le leader historique et l'autre le leader actuel. Il y a dans cette figure de l'ethos un effet rhétorique évident : maintenir la photo d'A. Sharon sur la page d'accueil vaut argument d'autorité pour le discours tenu ensuite par le locuteur. La prosopopée⁵⁴⁰ rend présente la voix de Sharon, absent de la scène politique depuis 2006. Mais apposer la photo d'A. Sharon à côté de celle d'E. Olmert a également une fonction d'ancrage, dans la mesure où la notoriété d'A. Sharon permet de donner le bon niveau de lecture de la page-écran et surtout de transférer figurativement les qualités de Sharon (orateur fictif) à l'orateur réel (E. Olmert), et par glissement au parti Kadima. Ce premier niveau d'identification de l'ethos est précisé par le bloc de texte au dessous des deux photos qui a fonction de légende : « Oui, en avant (Kadima) avec Ehud Olmert à la tête du gouvernement ».



Par ailleurs, le slogan, qui est aussi le nom du Parti (Kadima signifie « en avant » en hébreu), est encadré par les deux leaders, ce qui sous-tend l'hypothèse d'un double ethos. L'image de soi renvoyée par Kadima dans sa page d'accueil se décline sur un mode binaire, que l'on trouve souligné dans le menu (à gauche dans la version anglaise, à droite dans la version hébreu) avec une rubrique consacrée à chacun des leaders. Enfin, la version anglaise donne à l'internaute un troisième niveau d'ancrage en proposant en dessous des deux photos, un texte de présentation (sorte d'exorde dans l'exorde constituée par la page d'accueil) qui présente Kadima comme LE parti d'Israël : « *Kadima, depuis sa création, est devenu le plus important, le plus grand et le plus influent des partis politiques en Israël*⁵⁴¹ ». L'effet d'accumulation rendu par la succession des qualificatifs confère un degré d'autorité supplémentaire au discours de Kadima, et donc par glissement à la parole de son leader, E. Olmert. L'ethos est donc omniprésent dans la page d'accueil de Kadima. Le logos mobilisé est celui de l'argumentation par la preuve, les nombreux référents à la stratégie politique du parti l'attestent dans la version originale

⁵⁴⁰ La prosopopée est une figure de style qui consiste à faire agir ou parler une personne absente.

⁵⁴¹ « *Kadima has, since its establishment, become the largest, leading and most influential political party in Israel* ».

⁵⁴² : « Programme d'action » figurant dans deux emplacements sur la page-écran en hébreu et « Les actifs ». Kadima renvoie également l'image d'un parti qui se soucie de toute la population israélienne, en proposant notamment la rubrique, « Les Jeunes », catégorie porteuse de suffrages potentiels. Il y a là une stratégie évidente de séduction d'une partie de l'auditoire. Par deux fois, Kadima suggère par son discours un auditoire composite (les actifs, les jeunes). Le pathos de l'auditoire est mobilisé une première fois par la diffusion d'une vidéo dès l'ouverture de la page d'accueil ; il s'agit d'un reportage sur la victoire de Kadima aux dernières élections. Le pathos créé est ambigu car le visionnage de la vidéo est imposé à l'internaute. Le but est de provoquer une émotion chez l'internaute partisan, probablement la nostalgie et la fierté face à un moment victorieux du parti ; mais ce peut être aussi l'agacement chez l'internaute non-militant pris malgré lui au piège de la vidéo. Peu importe d'ailleurs la nature du sentiment, l'important est de souligner le procédé invasif de Kadima pour mobiliser le pathos. Une seconde vidéo, dédiée à A. Sharon, est visualisable en page d'accueil. Ce second élément multimédia n'est pas anodin dans la mesure où il participe également de la célébration d'A. Sharon comme leader historique, « *père fondateur et visionnaire de Kadima* ⁵⁴³ », comme figure d'autorité du discours et comme élément déclencheur d'un certain pathos. Rappelons, en effet, qu'A. Sharon est dans le coma depuis janvier 2006. Cet élément factuel renforce le caractère pathétique ⁵⁴⁴ de la stratégie argumentative de Kadima mais reste néanmoins conditionné à la connaissance de l'internaute. Un autre point important du logos de Kadima est la répétition sur la page-écran des rubriques engageant à la mobilisation de l'internaute ou à une attitude dialogique avec le locuteur : « Volontariat » (deux fois dans la page-écran), « Joindre Kadima » (deux fois également), « Contact » et enfin un formulaire d'engagement en ligne. L'auditoire est donc constamment sollicité que ce soit par le logos ou le pathos.

L'exorde du Likud est très différent de celui de Kadima, il se rapproche de celui du DUP par une argumentation *ad personam* et *ad hominem*, matérialisée notamment par la rubrique « Sur l'agenda », en bas de la page d'accueil. Celle-ci vise nommément E. Olmert et met en cause explicitement sa capacité à gouverner et à assurer la sécurité d'Israël. Elle est proche également de la rhétorique argumentative du SDLP, de l'UUP et de Kadima, qui vise un auditoire composite et l'affiche explicitement en page d'accueil : « Les Femmes », « Les Anciens », « Les Jeunes » et « Les Immigrants ». La présence de photos sous chacune des rubriques redouble la titraille et met en exergue ces catégories. Leur fonction principale est donc d'attirer l'œil de l'auditoire sur des points centraux de la politique du Likud, en procédant à une cassure de la monotonie textuelle de la colonne de droite par l'image. L'ethos est incarné par B. Netanyahu, leader du parti, figuré par une photographie le présentant en costume, le regard droit : ce sont là les indices visuels de l'orateur vertueux, éléments immédiatement relayés par un texte souhaitant la bienvenue

⁵⁴² La version en anglais reprend sept rubriques de la page d'accueil en hébreu : « Ariel Sharon », « Ehud Olmert », « Candidates », « Action Plan », « News Room » et « Contact us ».

⁵⁴³ « *founding father and visionary of Kadima* ».

⁵⁴⁴ En référence au pathos.

aux internautes. La bienveillance du texte introductif, « *Je suis ravi de vous accueillir sur le site internet du Likud...* », trouve un écho très oratoire dans la rubrique « Sur l'agenda » qui énonce en quatre points une stratégie politique du bon sens, basée sur la préservation du territoire et sur le renforcement de la sécurité. En même temps qu'il dessine l'ethos de l'orateur digne de confiance, ces éléments réactivent le réflexe de conservation parmi l'auditoire israélien. Ethos et pathos sont donc mobilisés dans l'espace central de la page-écran. Très visibles dans la page d'accueil, ces deux pôles de l'adresse rhétorique relèguent au second plan le sommaire, situé dans la partie supérieure de la page. Les rubriques dans la partie inférieure du menu trahissent un discours très institutionnalisé et hiérarchisé : « Le mouvement du Likud », « Le chef du mouvement », « Les membres du parti », « Les institutions du mouvement », « Le programme du Likud ». Cette partie-là contraste fortement avec le bas et le côté droit de la page largement axés sur le pathos. D'une part, l'internaute est confronté à une argumentation très classique, visant à présenter le parti dans un menu très impersonnel ; d'autre part, le discours argumentatif est beaucoup plus direct et interpelle l'auditoire. Cette contradiction apparente peut s'expliquer de la façon suivante : pour être crédible, le discours très volontariste du Likud doit s'appuyer sur une base politique solide et organisée, retranscrite dans la présentation détaillée du Likud. Il y a là ce que C. Perelman et L. Olbrechts nomment l'interaction des arguments (un parti volontariste et moderne / un parti traditionnel), dont le but est de séduire un auditoire composite.

Que dire de l'adresse rhétorique dans la page d'accueil du parti travailliste israélien Aavoda ? L'ethos est le seul élément vraiment patent : que ce soit à travers le logo qui signe l'identité générique de l'orateur (le parti politique), ou que ce soit dans la figure de l'élection du locuteur-leader politique. Ce manque est compensé et presque justifié par la lettre adressée aux militants par deux membres dirigeants d'Aavoda : le texte appelle à voter pour l'un des candidats, Ehud Barak ou Ami Ayalon. Nous notons que, le 28 juillet 2007, la page d'accueil n'est toujours pas actualisée. Les deux autres versants du discours, pathos et logos, sont absents de la page d'accueil. Il y a une sorte de silence rhétorique, de non-discours qui renvoie Aavoda à sa position politique à la Knesset : celle d'un parti en pleine reconstruction.

Si la page d'accueil d'Aavoda est muette, celle du Fatah, à l'inverse, présente une myriade de micro-joutes rhétoriques. La complexité du logos de la page-écran est partiellement contrastée par l'absence de personnification et d'images figuratives du leader. En effet, les seuls signes iconiques sont le logo du parti, marque traditionnelle de l'identification sur internet, et le drapeau palestinien. L'orateur n'est pas ici une personne physique mais une personne morale, en l'occurrence le Fatah ; il signe d'ailleurs un éditorial, figure subjective par excellence titrée « Notre Avis ». Seule une rubrique, « Le bureau du Président », marque la présence du leader politique. La vacuité de la formule renvoie d'ailleurs à la double fonction de M. Abbas, celle de Président du Fatah et celle de Président de l'Autorité Palestinienne. Mais, dans la page d'accueil, il n'y a nulle trace de cette double autorité. Le logo situé au milieu de la page est d'ailleurs l'épicentre rhétorique du Fatah, lien stratégique entre l'ethos et le pathos. L'ethos, tout d'abord, car il construit la figure (même abstraite) de l'orateur et donne l'image d'un parti combattif (« *La révolution jusqu'à la victoire* »), combattant (« *La tempête* » et les deux bras armés), et nationaliste (les couleurs du drapeau palestinien dans le logo). L'ethos peut s'interpréter comme celui

d'une parole militante extrême dont nous retrouvons des indices dans le texte.

Le pathos ensuite, puisque l'expression « *la révolution jusqu'à la victoire* » associée au drapeau palestinien font appel au sentiment nationaliste de l'auditoire ; la nature emphatique du discours dans la page d'accueil vise à convoquer la pulsion plus encore que le sentiment ou l'émotion. L'argumentation est principalement axée sur l'affect et non sur le raisonnement. Sur le site du Fatah, l'image de l'auditoire se concrétise néanmoins dans le texte. La doxa, qui peut se définir ici par la logique binaire du contre, (contre Israël, contre le Hamas, contre l'occupation des territoires par l'armée israélienne), et du pour (pour la tempête, pour le combat - les bras armés croisés, pour la commémoration des martyrs – la rubrique « Dossier des martyrs », pour la publicité de l'Intifada – les rubriques « L'Intifada dans la presse », « Les nouvelles de l'Intifada Al Aqsa », « Al Apsa Intifada Org », « Journal de l'Intifada »), trouve son apogée dans le nom même du parti : « *La conquête* ». Il y a par ailleurs dans la page d'accueil des indices hypertextuels et linguistiques de l'allocutaire (ou de l'interlocuteur) : le Fatah est le seul parti étudié à avoir un hyperlien intitulé « forum », dès la première page de son site. Cette marque dialogale est unique et confère à la parole de l'émotion et du militantisme une place prépondérante.

Le traitement de l'émotion, dans l'exorde du Fatah, correspond à ce que C. Plantin nomme *la thèse de l'indiscernabilité*, c'est-à-dire « [qu'] il est impossible de construire un point de vue, un intérêt, sans y associer un affect, les règles de construction et de justification des affects n'étant pas différentes des règles de construction et de justification des points de vue »⁵⁴⁵. Il n'y a donc pas de frontière discursive et rhétorique entre pathos et logos ; ce point est essentiel car il permet deux hypothèses : d'une part, l'auditoire serait prédisposé à recevoir ce type de discours du fait de la situation conflictuelle israélo-palestinienne et, d'autre part, par les représentations qu'il supporte (le combat, la tempête, la libération de la Palestine), le discours aurait une force évocatrice et émotive se suffisant à soi. Il n'aurait donc pas besoin d'un ethos fort pour le soutenir.

Nous avons donc tracé les cadres rhétoriques de la page d'accueil de chacun des sites. Les observations réalisées nous permettent de discerner trois grandes tendances argumentatives : un site, le Fatah, oriente largement son adresse rhétorique sur le pathos ; d'autres, comme le Likud, Kadima, le DUP composent leur argumentation sur le mode binaire ethos-pathos. D'autres encore, l'UUP et le SDLP prônent une logique argumentative fondée sur le logos ; le Sinn Féin enfin propose une rhétorique fortement polarisée sur l'ethos. Aavoda, nous l'avons signalé précédemment, est un cas particulier.

Nous soulignons là des tendances de l'argumentation dans la page d'accueil ; chaque adresse rhétorique fonctionnant sur la tripolarité ethos, logos, pathos. Nous allons à présent examiner la façon dont les techniques argumentatives peuvent se dévoiler dans l'arborescence des sites.

3-2 L'arborescence des sites

Cette subdivision se veut assez synthétique ; nous développerons ponctuellement dans les chapitres suivants des points caractéristiques soulignés par l'arborescence des sites.

⁵⁴⁵ Plantin C., *op cit.*, p. 103.

Ces constructions schématiques sont référencées en annexes ⁵⁴⁶, mais nous souhaitons revenir ici très succinctement sur la raison de leur existence. Un site internet est composé de dizaines de pages sur plusieurs niveaux, renvoyant les unes aux autres avec des logiques circulatoires variables. Ces niveaux constituent l'épaisseur ou la profondeur du site, avec pour degré ou point zéro la page d'accueil. Ces paliers qui défilent sous forme de page-écran sont des couches discursives ; elles entretiennent entre elles des relations transitives ou intransitives. Le lien est transitif lorsque qu'une page renvoie à une autre page ; il devient intransitif, lorsque la page se ferme sur elle-même sans proposer de liens passeurs vers d'autres pages ou vers des sites externes. La transitivité devient circularité, lorsque, par exemple, un lien en page d'accueil, ouvre sur une autre page p+1 (ou p-1), elle-même donnant sur une page p+2 (ou p-2), ramenant elle-même à la page d'accueil (p0). Il y a encore circularité et redondance, lorsque deux liens en p0 renvoient à la même page.

Les signes passeurs proposent deux types de transition : la première catégorie de liens hypertextuels renvoie à des pages internes au site, la deuxième catégorie renvoie à des pages internes mais aussi à des pages externes au site. Dans le premier cas, nous nous situons dans une réticularité ⁵⁴⁷ endogène, dans le second dans une réticularité exogène.

Afin de rendre plus intelligible l'interprétation des arborescences, nous comparerons les sites deux à deux, seul Aavoda, dont la réticularité est très faible, et le Fatah seront analysés seuls.

Nous avons choisi d'associer le site du Sinn Féin à celui du DUP, et celui du SDLP à l'UUP, afin de respecter la carte politique nord-irlandaise. En effet, le Sinn Féin et le DUP sont les deux partis à la tête du gouvernement nord-irlandais ; ce sont des partis en pleine croissance et ils ont été longtemps considérés comme des partis extrêmes.

Le site du DUP, version 2006 ⁵⁴⁸, est dès la page d'accueil beaucoup plus axé sur les manifestes du parti, les médias (caricatures, vidéo, etc.), l'interactivité (« Contact us », etc.). La page d'accueil permet d'accéder en un seul clic de souris à l'intégralité du programme du DUP, il y a très peu de profondeur « hypertextuelle », l'essentiel est donné dès la première page : c'est le niveau zéro de la toile (pas de complexité spatiale et peu de profondeur tabulaire) et c'est l'écriture de la visibilité (l'image parle pour le texte, devenu superflu en page d'accueil). Nous avons réalisé une seconde arborescence du DUP ; elle correspond à la version 2007 ⁵⁴⁹ du site. La page d'accueil (p0) a encore été simplifiée, offrant une plus large lisibilité au centre et à gauche ; deux points sont

⁵⁴⁶ La page de présentation des annexes sur le corpus internet comprend un paragraphe donnant le mode d'emploi des arborescences (p. 519).

⁵⁴⁷ La réticularité s'oppose à la linéarité dans le discours, c'est une structure en réseau. Elle est constituée de liens reliés entre eux par des nœuds (une page) et des droites (une adresse URL), dont la structure est comparable à la toile d'une araignée. La structure narrative du site est en rupture avec la construction linéaire traditionnelle (une narration, un discours avec un début et une fin) ; et c'est la réticularité d'internet qui offre de nouvelles cohérences narratives.

⁵⁴⁸ Voir annexe 10-4, p. 546.

notables : la persistance des discours et manifestes politiques, des résultats aux différentes élections et la suppression de la rubrique « Cartoons » en p0 comme dans l'ensemble du site. Le nombre de signes passeurs sur la page d'accueil a diminué d'un quart par rapport à la version 2006. Cette soustraction équivaut à une simplification de la structure réticulaire de surface et donc accroît la visibilité de la page d'accueil. L'internaute va à l'essentiel, c'est-à-dire aux suffrages et aux programmes politiques ; le page 0 du site du DUP fonctionne sur la logique de la proposition (les manifestes) et de la sanction (les suffrages). C'est un site qui se déclare résolument axé sur le futur. L'identité se construit dans la réfutation de l'Autre, dans le discours politique – pragmatique (on s'intéresse aux seniors, à l'agriculture, l'éducation, etc.) et dans la mise en avant d'un leader politique proche des préoccupations de ses concitoyens (protestants de préférence).

Le site du Sinn Féin ⁵⁵⁰ possède une arborescence (réalisée en décembre 2006) beaucoup plus complexe, voire alambiquée, avec des boutons qui renvoient plusieurs fois à la même page : jusqu'à cinq degrés de profondeur. C'est un site assez tourné vers le passé (avec un historique du conflit, la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de l'action des grévistes de la faim), vers le « fétichisme » (avec une boutique en ligne très dynamique), et vers l'extérieur, avec de nombreux liens vers les médias, mais aussi les « amis » du SF (aux USA, en Australie). L'identité semble ici se construire davantage sur l'histoire. La figure du leader politique est présentée comme celle d'un combattant pour la liberté (en l'occurrence celle des Catholiques nord-irlandais) et l'indépendance de l'Irlande du Nord mais aussi pour une Irlande unie, en opposition donc au DUP et à l'UUP. Sa réticularité est extrêmement exogène puisqu'en p 0, pas moins de sept hyperliens renvoient à des sites extérieurs au site du Sinn Féin. Au niveau p+1, vingt-sept signes passeurs complexifient encore le parcours narratif. L'arborescence du Sinn Féin dévoile donc un imbroglio discursif et semble montrer que la stratégie politique du parti est celle de l'ouverture sur l'extérieur. La cohérence narrative n'est pas apparente et seule une étude approfondie du site peut permettre de la saisir dans toute sa complexité. Par ailleurs, l'arborescence met en avant un autre trait distinctif du Sinn Féin qui est celui de la circularité puisque plusieurs pages se renvoient les unes aux autres, (3D □ 10G □ 1, 2, 3...6 □ 3D).

Les arborescences du Sinn Féin et du DUP montrent donc deux logiques discursives totalement distinctes, basées sur deux tabularités différentes, deux manières radicalement opposées d'appréhender le parcours de l'internaute : la construction du DUP est celle du pragmatisme politicien et celle du Sinn-Féin celle de l'idéologie combattante.

Nous avons ensuite choisi d'opposer les arborescences du SDLP et de l'UUP ; longtemps, ces deux partis ont occupé le devant de la scène et ont joué un rôle de premier plan dans les accords du Vendredi Saint (Good Friday Agreement) en 1998. Les oppositions politiques sont souvent binaires, et le SDLP et l'UUP se positionnent sur la même ligne discursive : celle de la modération.

L'arborescence de l'UUP ⁵⁵¹ révèle une structure réticulaire beaucoup plus complexe

⁵⁴⁹ Voir annexe 10-5, p. 548.

⁵⁵⁰ Voir annexe 10-2, p.542.

qu'elle ne paraît à la lecture de la page d'accueil, dévoilant quatre niveaux de profondeur. Le site présente une réticularité à la fois exogène et endogène. Trois types de liens coexistent, toutes les rubriques (2H à 8H) en haut de la page d'accueil sont transitives, ainsi que les rubriques « Representatives » et « UUP History » (1G et 6G) ; les liens 2G, 3G et 8G fonctionnent en circularité dans la page p0 : 2G□4H, 3G□6H, 8G□8H ; autrement dit, en p0, trois rubriques (« Our vision », « Toolbox » et « Join ! ») sont en double. Cette redondance volontaire trahit un parti-pris argumentatif axé sur le programme politique et l'engagement. Les rubriques centrales 4C à 6C (« Articles and Speeches ») sont transitives par une réticularité de niveau 2 (P0□P2), et renvoient indirectement aux rubriques 2H et 3H (« News » et « Articles »). Seuls les liens 4G (Women's Council), et 7G (« Advice Center) sont intransitifs. Ces constats ne prennent de sens que si nous les replaçons dans le contexte de l'argumentation et de la stratégie discursive. Nous constatons donc que toutes les rubriques qui touchent aux discours politiques, à l'histoire du parti, aux élus ont plusieurs degrés de profondeur et donc d'importance ; le DUP souhaité développer une mémoire discursive importante et argumentée. L'intransitivité de la rubrique « Women's council » est révélatrice d'un différentiel discursif dans le traitement des rubriques ; son intransitivité renforce l'hypothèse d'une stratégie électoraliste axée sur une partie de la population, qui serait imposée par l'importance croissante des femmes en politique (comme élus et comme électrices) et par la concurrence des autres partis (le SDLP notamment) proposant le même type de rubriques. Cette particularité discursive est récente car, en 2003, ces rubriques ne figuraient pas au sommaire des pages d'accueil des sites nord-irlandais. C'est aussi une manière pour le SDLP et l'UUP de se démarquer du Sinn Féin et du DUP qui, eux, ne possèdent pas de rubriques spécifiques.

Enfin, l'arborescence de l'UUP est l'occasion de signaler la place très particulière réservée aux jeunes puisqu'ils sont en quelque sorte « extraits » du site principal de l'UUP (un site entier leur est dédié) et sont surtout estampillés « unionistes ». En effet, la rubrique en page d'accueil ne concerne pas les jeunes en général, mais les jeunes unionistes. Cette remarque est à rapprocher du paragraphe précédent, puisque nous constatons également que la rubrique réservée aux femmes est intitulée « Women's Council » : autrement dit, les jeunes et les femmes ne sont envisagés que sur le mode politique et non comme une catégorie sociale.

Le SDLP⁵⁵² présente une tabularité très abondante à laquelle s'ajoute une réticularité endogène alambiquée ; son site possède quatre niveau de profondeur (P0 à P3). Le chemin narratif est très complexe, se composant de multiples va-et-vient et impasses, surtout au niveau p0 et p1 du site. En effet, de nombreuses rubriques sont doublées en page d'accueil et fonctionnent donc sur le mode de la circularité : 1B□1H (« Home »), 2B□6H (« Contact »), 6D□3H (« News & Archives » □ « Photo Gallery »), 7D□9H (« Women's Group), 8D□10H (« SDLP Youth »). Le parti semble donc accentuer son discours sur certaines catégories politiques, sur son actualité politique et ses archives, et sur le lien avec l'internaute. La grande majorité des signes-passeurs sont transitifs en P0

⁵⁵¹ Voir annexe 10-3, p. 544.

⁵⁵² Voir annexe 10-1, p. 540.

et P1, renvoyant à une autre page que la leur ; ceci confère au site une forte tabularité et souligne une grande richesse textuelle.

Les catégories dédiées aux jeunes et aux femmes sont traitées à l'identique de l'UUP, sous l'angle politique. Un site « parent » est réservé également aux jeunes. Néanmoins, le SDLP consacre aux femmes cinq pages-écran au niveau P2 : « Women in SDLP » (« Les Femmes dans le SDLP »), « Aims of the Women's Group » (« Les objectifs du groupe des Femmes »), « Profile : Margaret Walsh », « Women MLAs », « Women Councillors ». La stratégie du SDLP est beaucoup plus axée sur la question des femmes en politique alors qu'en surface, SDLP et UUP semblaient accorder la même importance à cette question.

Autre point marquant de l'arborescence : les pages de niveau p2 laissent la place à l'individu (« Profile : M. Walsh », « John Hume », « Mark Durkan », « Eddy Mac Grady », « Alasdair Mac Donnel ») alors qu'au niveau P0 et P1 la place est réservée aux catégories génériques et au collectif : « Women's group », « Councillors », « MLAs », « Leadership & Officers », etc. Cet aspect est particulièrement intéressant car il permet d'envisager l'hypothèse d'une catégorisation du sujet et de l'objet de l'énonciation en fonction du niveau de la page-écran dans le site. Autrement dit, il y aurait une échelle discursive sur internet (du général au particulier) faisant se correspondre deux dimensions, rhétorique et géographique. Les premiers niveaux de profondeur seraient le lieu des montées en généralité, susceptibles d'atteindre une large audience par leurs discours, et les niveaux inférieurs se concentreraient davantage sur l'individu politique et les particularismes identitaires.

L'étude parallèle des arborescences de l'UUP et du SDLP montre qu'en dépit de leur contiguïté politique, les deux partis ne développent pas les mêmes structures narratives sur internet, en termes d'énonciation et d'utilisation de l'espace réticulaire. L'UUP développe une réticularité mixte, endogène et exogène, versée dans une collectivité œcuménique et la collectivisation des idées, alors que le site du SDLP semble davantage tourné sur lui-même et le communautarisme.

Les arborescences des sites israéliens sont très différentes de celles des sites nord-irlandais : la réticularité est d'un degré moindre. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les arborescences des sites nord-irlandais à celles d'Aavoda, de Kadima et dans une moindre mesure celle du Likud.

Nous avons réalisé deux schémas pour Kadima⁵⁵³ puisque nous avons consulté les versions en hébreu et en anglais. L'arborescence de la version anglaise est simple ; nous évoquions précédemment le niveau zéro de la toile, nous y voilà rendus à nouveau. La réticularité est exclusivement endogène, et l'intransitivité des boutons passeurs en P1 est la tendance générale. Seuls deux liens sont transitifs : 4G (« Candidates ») et 6G (« News Room »), le parti-pris discursif de Kadima en anglais est de mettre l'accent sur l'actualité politique et de présenter en niveau p2 les candidats. Nous précisons que la rubrique « News Room », consultée pour la dernière fois le 29 juillet 2007, présente des items datant de Janvier et Mars 2006. Nous étions alors en pleine période électorale puisque les élections législatives se sont déroulées fin mars 2006. Il est donc fort probable que le

⁵⁵³ Voir annexes 10-6 et 10-7, p. 550 – 552.

webmestre n'ait pas actualisé cette partie-là du site. Par ailleurs, l'intitulé de la rubrique « Candidates », et non « Leadership », laisse penser que le site ne s'est guère renouvelé depuis.

L'arborescence de la version originale ⁵⁵⁴ du site dévoile une architecture plus élaborée, mais néanmoins assez « linéaire », caractéristique que nous retrouvons dans la simplicité discursive et iconique des pages-écran. Il y a quatre niveaux de profondeur, ce qui constitue une échelle comparable aux sites nord-irlandais, mais l'observation de l'arborescence montre qu'un seul lien possède cette épaisseur hypertextuelle. Le site de Kadima est très accessible dans le sens où l'internaute ne se perd pas dans un dédale de pages-écran.

Enfin, la page p0 est remarquable par la répétition de certaines rubriques : 1C□8B (« Vidéos »), 11D□3G (« Volontariat ») et 12D□2G (« Joindre »). La redondance est significative : ces rubriques visent toutes à créer un contact avec l'internaute (fonction phatique) et à l'engager à agir (fonction conative), soit par le pathos soit par des verbes ou des substantifs à valeur performative. Ce trait particulier place Kadima sur une niche discursive, puisque c'est le seul des partis étudiés à adopter cette modalité, proche des techniques publicitaires. Une autre répétition est présente en p0, 5D□1B (« Programme d'action »), elle participe d'une stratégie politique volontariste : en enjoignant par deux fois l'internaute à consulter cette rubrique, Kadima veut montrer son souci de l'action politique.

Le site du Likud ⁵⁵⁵ dévoile une architecture à trois niveaux (p0□p2), de réticularité endogène. Les liaisons entre les niveaux sont assez linéaires dans le sens où, sur vingt-sept liens en page p0, cinq seulement sont transitifs en P1 : 1H (« Sondages »), 6H (« Le mouvement du Likud »), 9H (« Le chef du mouvement »), 9H (« Les institutions du mouvement »), 12H (« Vidéos »). Trois d'entre eux concernent l'organisation interne du mouvement ; cette profondeur spatiale traduit donc une stratégie discursive particulière, insistant sur la forte structuration du parti. Autre point remarquable en P0, la répétition à droite de la page de deux rubriques, 2D□8D (« Les Femmes ») et 3D□7D (« Les jeunes du Likud », « La jeune génération ») ; cette combinaison rhétorique est un point récurrent dans les différentes arborescences examinées. C'est une façon d'accentuer le discours sur un ou des point(s) précis. Ces deux rubriques n'ont, en revanche, aucune profondeur de champ, puisqu'elles sont intransitives. Il y a donc quatre liens qui conduisent à deux pages-écran ; si nous observons l'intitulé des deux rubriques consacrées aux jeunes et renvoyant au même texte, nous constatons que celui diffère quelque peu : « Les jeunes du Likud » / « La jeune génération ». D'un côté, le substantif est précisément qualifié ; de l'autre, la dénomination est générique, comme pour la rubrique dédiée aux femmes. Mais dans les deux cas, il est question de la catégorie politique.

Enfin, l'arborescence du Likud présente une circularité entre p0 et p2, puisque quatre liens en p2 (9He, 9Hg, 9Hi et 9Hk) correspondent successivement à quatre liens en p0 (5D, 6D, 7D, 8D) et renvoient aux catégories suivantes : « Communiqués de presse »,

⁵⁵⁴ Voir annexe 10-7, p. 552.

⁵⁵⁵ Voir annexe 10-8, p. 554.

« Les municipales », « Les femmes », « Les jeunes du Likud ». Cette caractéristique réticulaire met en exergue une autre tendance dans la stratégie discursive du Likud, puisque l'internaute est amené plusieurs fois aux mêmes endroits. Ce parcours « fléché » suggère un itinéraire de lecture et fonctionne comme un implicite argumentatif ; c'est-à-dire que le parcours de navigation du Likud, du fait de la redondance circulaire de certaines rubriques, constitue une figure de l'argumentation politique.

L'arborescence du parti travailliste ⁵⁵⁶ israélien est un exemple extrême d'une réticularité inexistante. Nous l'avons mentionné précédemment mais l'argumentaire politique d'un parti se construit aussi dans l'absence de stratégie discursive sur internet : sur le site d'Aavoda, seul l'ethos est explicite mais il l'est de façon ambiguë dans la mesure où c'est l'absence de leader désigné qui le rend présent. En effet, le site mentionne l'élection future du chef du parti (réalisée depuis) et laisse donc sous-entendre une nouvelle organisation politique.

Nous avons tenté de reproduire l'arborescence du site du Fatah ⁵⁵⁷ en respectant le sommaire bilingue en page d'accueil, chacun renvoyant à des pages différentes. Nous avons donc divisé le schéma en deux parties distinctes ; les deux présentent une réticularité à trois niveaux. Il n'y a pas ou peu de corrélation entre les deux sommaires ; la seule exception est une correspondance au niveau p2 des deux arborescences. Il s'agit de la rubrique « Links » (« Liens ») (6D et 7A). Nous notons que dans l'arborescence de la partie du site en anglais, toutes les pages sont composées de quatre liens fixes : « Home Page » (« Page d'accueil »), « Feed Back » et « Site Search » (« Recherche de site »), « Guest book » (« Livre d'or »). Cette récurrence formelle confère aux pages en anglais une certaine rigueur dans l'organisation de l'espace de la page.

Les deux arborescences indiquent une transitivité dominante puisque dans la partie en arabe, plus des deux tiers des liens sont transitifs. Cette caractéristique est moins affirmée dans le sommaire anglais, qui n'a qu'un tiers de ses liens développant une activité transitive : il s'agit des rubriques « Editorial » (4A), « Org. Message » (5A), « Publications » (6A) et « Related sites » (7A).

Tous ces liens (à l'exception du 7A) renvoient aux archives et développent une mémoire textuelle importante. La partie anglaise du site manifeste une volonté informative patente, comme la partie en arabe, mais les intitulés les plus polémiques (« Dossiers des martyrs », « Biographies », « Journal de l'Intifada », « Al Aqsa Intifada org ») ne figurent pas dans le menu anglais. Il faut voir là le dessein d'un propos politique plus accessible à l'internaute non averti, ou en tout cas qui touche peut-être à des sujets moins polémiques.

Quoiqu'il en soit, les ramifications du site du Fatah sont nombreuses et il est fort probable que le volume textuel, mobilisable par l'internaute et mobilisé par le parti, soit beaucoup trop abondant pour révéler une stratégie discursive adaptée au dispositif électronique. Il semble que l'organisation spatiale du site du Fatah désigne plus sûrement le foisonnement informationnel, ayant pour conséquence de perdre l'internaute dans cet écheveau textuel, que le choix réfléchi d'un usage de la mémoire textuelle comme objet

⁵⁵⁶ Voir annexe 10-9, p. 556.

⁵⁵⁷ Voir annexe 10-10, p. 558.

argumentatif.

L'observation des arborescences du Likud et de Kadima atteste d'une utilisation d'internet assez différente des partis nord-irlandais. Les profondeurs réticulaires moins importantes et les parcours narratifs induits par l'enchaînement des pages-écran témoignent d'un parti-pris discursif, centré sur une politique électoraliste. En revanche, les partis nord-irlandais se servent d'avantage du média électronique comme d'une plateforme identitaire et développent une mémoire textuelle beaucoup plus vaste. Le Fatah adopte une posture réticulaire différente encore ; ces positionnements rhizomatiques laissent penser que les stratégies discursives sur le net se construisent au moins autant dans la forme que dans le contenu, et que leur diversité témoigne des particularismes nationaux et conflictuels.

Conclusion

L'analyse des pages d'accueil des sites des partis politiques nous renseigne donc sur le positionnement idéologique et politique des partis et met à jour les stratégies argumentatives déployées sur internet. Dans l'article *Les frontières de l'hypertexte*, Jean-Michel Utard dit des pages d'accueil qu'elles sont « *le lieu de reconnaissance d'une identité et de construction d'une communauté. Dans ce sens, on peut qualifier cet espace de "site", lieu repérable et stable qui renvoie à la figure d'un méta-énonciateur identifiable* ⁵⁵⁸ ».

Les arborescences des sites que nous avons réalisées permettent d'affirmer ou d'infirmer certaines des stratégies discursives constatées suite à l'étude de ces pages d'accueil. Radiographier le dispositif internet nous a permis de poser les bases des chapitres suivants, analysant les modalités du langage politique en crise ⁵⁵⁹, sur le mode de la double voie médiatique de la presse et d'internet.

Chapitre 8 - Le conflit et la figure du leader politique

S'intéresser à la figure du leader politique dans les deux conflits n'est pas chose facile pour deux raisons. La première difficulté tient à la nature des corpus comparés, internet et la presse écrite, dont les temporalités et la nature des sujets abordés diffèrent pour le moins. Notre corpus s'arrête à quatre événements principaux : le plan de retrait de Gaza et la mort de Yasser Arafat pour le Proche-Orient, et le désarmement de l'IRA et l'affaire Holy Cross School pour l'Irlande du Nord. Nous avons circonscrit assez aisément ces

⁵⁵⁸ Utard Jean-Michel, « Les frontières de l'hypertexte », *Inform@tion locale*, ed. par Damian Béatrice, Ringot Roselyne, Thierry Daniel, Ruellan Denis, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 285.

⁵⁵⁹ Nous précisons ici que notre étude envisage les stratégies discursives médiatiques et politiques dans les crises armées ou des situations post-conflictuelles, et seulement dans ce cas-là.

événements dans la presse et sélectionné les articles correspondants. En revanche, les sites internet des partis politiques ont une visée plus généraliste sur l'actualité, qu'ils utilisent comme support de leur programme politique. La conséquence principale de ce phénomène est que, à l'exception du désarmement de l'IRA qui appartient à la politique générale, les autres événements du corpus ne sont pas traités dans les sites des partis politiques ou alors de façon extrêmement marginale. Il nous a donc fallu composer avec cette particularité, et c'est la raison du plan de ce chapitre qui se divise en trois parties distinctes : la construction rhétorique de la mort de Y. Arafat dans la presse écrite, la construction médiatique du leader politique sur internet dans les sites des partis politiques, et enfin sa représentation dans les deux médias sur un mode binaire.

Pourquoi nous intéresser à l'événement qu'a constitué la disparition de Y. Arafat ? Nous avons choisi d'interroger le discours sur la mort du chef de l'Autorité palestinienne, car il constitue un pic dramatique dans le conflit israélo-palestinien, et en ce sens, il fait ressortir clairement des logiques discursives qui sont parfois latentes dans les articles des journaux. Les ressorts argumentatifs sont alors plus saillants et l'analyse permet de mieux comprendre la construction de la figure du leader politique, même s'il s'agit là d'un cas particulier dans un moment particulier. Nous pensons en effet que, dans le cas précis de la technique argumentative des médias dans les périodes conflictuelles ou post-conflictuelles, la matrice des cadres représentatifs du leadership demeure la même.

Par ailleurs, dans un souci d'équilibre et parce que l'Irlande du Nord n'est plus dans la même temporalité conflictuelle que le Proche-Orient, il nous a semblé nécessaire d'arrêter notre étude à un moment charnière du conflit nord-irlandais : le désarmement de l'IRA. Cet épisode est un pont événementiel entre le moment final du conflit et le début de l'ère post-conflictuelle en Irlande du Nord. Il permet de dégager des oppositions binaires fortes entre les principaux leaders politiques, dans les discours de presse comme sur internet, qui nous semblent révélatrices des représentations à l'œuvre dans les situations de crise.

Parce que la mort de l'ancien leader palestinien constitue un événement dans la politique proche-orientale et qu'il constitue, comme le désarmement de l'IRA, une étape importante dans les conflits et dans leur résolution présente ou à venir ; nous avons choisi de nous y attarder le temps d'un chapitre.

La deuxième difficulté tient à la structuration du chapitre et, donc, d'une analyse qui mêle des écritures et des dispositifs différents et qui s'intéresse à des types d'énonciation basés sur la médiation d'un tiers, pour l'une, sur une locution directe pour l'autre. Par ailleurs, l'accès aux rubriques des sites internet est plus ou moins aisé selon les partis ; ainsi le Fatah ne permet plus l'accès à la page consacrée à Mahmoud Abbas.

Pour palier ces difficultés, il nous a semblé utile de proposer un chapitre construit non sur une opposition symétrique entre les deux médias, mais sur la mise en scène du leader politique fondée sur la logique corrective. Le site internet permet en effet de moduler une image du dirigeant, en deçà ou au-delà de la représentation donnée par la presse écrite. Et ce sont précisément ces modulations et les écarts discursifs qui nous intéressent.

1–La construction rhétorique d'un mythe politique: au moment de sa mort, Y. Arafat est-il représenté comme un chef d'Etat ou comme un terroriste ?

Avant d'analyser le parcours rhétorique dans cet épisode, nous souhaitons donner quelques statistiques qui nous semblent significatives des stratégies discursives des quatre quotidiens⁵⁶⁰. Nous avons débuté la période d'analyse le 25 octobre 2004 et l'avons achevée pour la plupart des journaux le 31 décembre 2004. Dans ce laps de temps, les journaux ont consacré à la maladie puis à la mort de Y. Arafat un grand nombre d'articles, rubriqués selon certaines logiques éditoriales. Nous avons synthétisé ces relevés dans un tableau comparatif général⁵⁶¹ : *Le Monde* publie quatre-vingt dix-huit articles durant cette période, *Libération* soixante-quinze articles, *L'Orient le Jour* quatre-vingt un articles et *The Jerusalem Post* trente-huit articles. .

La disparition de Y. Arafat est un moment important dans l'histoire du conflit israélo-palestinien ; d'une part, il s'agit de la disparition du leader historique du Fatah et du premier dirigeant de la Palestine. D'autre part, sa fin oblige les acteurs politiques et les médias à repenser leurs discours, dans la mesure où, avec Y. Arafat, disparaît « *un ennemi bien commode* » comme l'affirme *L'Orient le jour*, (« Israël va perdre un ennemi bien commode », 06/11/2004). Au-delà de la tournure polémique de l'expression, le journal libanais pointe un aspect important des stratégies discursives dans les conflits armés, fondées sur l'opposition entre un héros et un antihéros. Sans entrer dans la logique des schémas discursifs, il nous semble important de souligner qu'avec Y. Arafat disparaît politiquement et médiatiquement un des deux acteurs principaux du conflit. Face à cette disparition (physique et symbolique), les médias peinent, dans les trois premiers mois de sa disparition, à ne plus évoquer la figure du Raïs. Ils trouvent momentanément une alternative à cette impasse discursive en retraçant l'histoire de sa vie ou en mettant au centre de la scène la question de sa succession. Seule l'élection de M. Abbas en janvier 2005 semble mettre un point final à cette alternative.

Nous avons choisi de penser l'épisode de la mort du leader palestinien comme l'ultime phase de la construction rhétorique d'un personnage politique confinant à sa mythification ou à sa démythification, selon l'alternative suivante : « Dans le regard israélien, le terroriste » ou « Le résistant⁵⁶² ». Comme nous l'avons mentionné au chapitre 7, l'adresse rhétorique se décompose en quatre phases successives : l'exorde, la narration, l'argumentation (confirmation ou réfutation) et l'épilogue. Nous avons divisé l'épisode de sa mort en quatre temps médiatiques, correspondant chacun à un moment

⁵⁶⁰ Nous précisons ici que *The Jerusalem Post* ayant été consulté sur cédérom, nous ne disposons pas des photographies illustrant les articles, ni de la mise en page des éditions du journal. Nous ne pouvons donc établir les mêmes comparaisons que pour les trois autres quotidiens.

⁵⁶¹ Un tableau recensant le nombre d'articles par quotidien et leur répartition par rubrique est disponible à l'annexe 8-1, p. 511.

⁵⁶² Ces deux titres d'articles sont tirés d'un dossier (06/11/2004) qu'a consacré *Le Monde* à Yasser Arafat.

de l'adresse rhétorique : la déclaration de sa maladie (l'exorde), son agonie et les incertitudes autour de sa maladie (la narration), la figure du leader défunt et la question du lieu de son inhumation (l'argumentation), et enfin sa succession (l'épilogue). Ces moments sont représentés différemment selon les médias et peuvent se chevaucher dans le temps.

Le temps le plus significatif des différents discours médiatiques est celui de l'argumentation, sur lequel nous centrons notre analyse⁵⁶³. En effet, c'est la mort d'Arafat et les conditions de « célébration » de sa disparition qui cristallisent les oppositions. Nous aborderons ce moment de l'adresse rhétorique à partir des trois orientations constitutives de l'argumentation : convaincre le lectorat de la dangerosité politique de Y. Arafat, le persuader au contraire du symbole « universel » qu'il représente, ou délibérer sur son statut.

Nous observerons les stratégies discursives des quatre quotidiens à travers plusieurs éléments : la figure énonciative du leader palestinien, les dossiers du *Monde* et de *Libération* constitués pour l'occasion, et les funérailles. Nous baserons notre analyse sur des points discursifs précis : la terminologie qualifiant Yasser Arafat, la dénomination de l'événement dans les articles, la titraille. Nous nous attacherons également, lorsqu'elles apportent des éléments pertinents, à analyser la mise en page des Unes et le rubriquage de certains numéros. Nous ne souhaitons pas proposer ici une analyse exhaustive de l'événement, mais observer des points de convergences discursifs argumentant pour ou contre le leader palestinien. Cette partie de l'adresse rhétorique privilégie le pathos et l'ethos, à des degrés divers selon les quotidiens.

1-1 Un leader politique controversé et ambivalent (*Le Monde*, *Libération*)

Les deux quotidiens français ont une approche argumentative assez similaire, c'est pourquoi nous avons choisi de les associer. Ils ne proposent pas en effet de discours tranchés sur le personnage ; les représentations données oscillent de façon permanente entre deux points de vue : ce qu'Arafat fut politiquement et symboliquement pour le peuple palestinien et la Palestine, et la façon dont ses agissements furent politiquement ressentis sur le plan international. Les accords de paix d'Oslo et la seconde Intifada constituent un point d'ancrage fort dans la rhétorique argumentative des deux journaux. *Libération* et *Le Monde* sont dans une logique de délibération ; ils examinent les différents aspects constitutifs de la figure du leader politique. Ils instruisent en quelque sorte le procès médiatique de Y. Arafat à charge et à décharge.

1-1-1 La figure énonciative : « Le Raïs, ses talents, ses mauvais choix⁵⁶⁴ »

Libération associe à la figure de Y. Arafat un certain nombre de qualificatifs, allant du sobriquet sympathique « *le vieux* » à son nom de guerre « *Abou Amar* » ou des termes

⁵⁶³ Nous avons analysé les périodes de l'événement correspondant à l'exorde, la narration et l'épilogue, mais nous ne les avons pas incluses ici. En effet, elles nous semblaient moins efficaces par rapport à la démonstration que nous souhaitons mener.

⁵⁶⁴ Article du *Monde*, paru le 11/11/2004.

faisant allusion à son passé militaire « *l'ancien chef de guerre* », le « *fedayin*⁵⁶⁵ », « *l'icône de la lutte armée* », en passant par des termes plus neutres, « *le symbole de la lutte palestinienne* » ; « *le père du mouvement palestinien* », « *le Président* », « *le Raïs* », « *M. Palestine* », et des jugements sur sa capacité politique « *un dirigeant suprême et une clé de voute* », « *pas un gestionnaire, un véritable animal politique* », « *notre Président pour toujours* ».

A plusieurs moments de l'argumentation, *Libération* présente une figure positive et élogieuse du Raïs, décrite comme « *le symbole de la lutte palestinienne* » ; nous avons relevé plusieurs articles référant à cette représentation du leader politique :

titre : « Sans le Président, on a plus de cause. »

sous-titre : « *A Gaza, dans un climat tendu, les Palestiniens ont suivi hier l'aggravation de l'état de santé du Raïs.* »

Le titre anaphorique renvoie à la situation critique de Y. Arafat, précisée dans le sous-titre. Il dévoile l'importance de l'image du leader palestinien : comment un homme, par le symbole qu'il représente, devient une « institution » fédérant autour de lui la nation palestinienne. La titraille comme les citations mettent en évidence la place prépondérante prise par Y. Arafat dans la société palestinienne : « ***Le pays est foutu [...] Mais il est notre symbole, notre père à tous. On ne peut pas vivre sans lui***⁵⁶⁶ ». Cestémoignages d'hommes de la rue sont là pour attester du caractère symbolique et intemporel de la figure de Y. Arafat.

Le Raïs est donc représenté comme un symbole, appartenant en quelque sorte au patrimoine national comme le souligne Tayeb Abdelrahim, dirigeant palestinien : « ***Arafat n'est pas la propriété d'une petite famille. Il appartient à tout le peuple palestinien*** ».

titre : « Yasser Arafat laisse la Palestine orpheline. »

sous-titre : « *Ramallah s'apprête à accueillir aujourd'hui la dépouille du Raïs, décédé hier à Paris.* »

Le titre informationnel annonce la disparition de Y. Arafat, le sous-titre apporte des précisions temporelles et factuelles. L'article relaie l'émotion due à la mort de Y. Arafat par deux mises en exergue dans le texte, « *Hébétés* » et « *Naqba*⁵⁶⁷ ». L'irréalité de la mort physique (par opposition à la permanence de la figure symbolique) du leader palestinien est sous-jacente à tout l'article : « *Chacun reste spectateur d'un cauchemar* (souligné par nous⁵⁶⁸) *dans lequel il n'arrive pas à se résoudre à plonger* ». Les interviews des Palestiniens soulignent leur attachement au Raïs et contribuent à diffuser une image

⁵⁶⁵ Les combattants palestiniens de l'OLP et du Fatah se nomment eux-mêmes *fedayin* (en arabe, « qui se sacrifie »).

⁵⁶⁶ Nous signalons les termes issus du discours rapporté par les caractères en gras.

⁵⁶⁷ En arabe, « Naqba » signifie la catastrophe.

⁵⁶⁸ Par convention d'écriture, lorsque nous soulignons dans le texte cité des mots ou des groupes de mots, nous le mentionnons au début de la citation pour toute la citation.

avantageuse de leur dirigeant : « ***Il était tout pour nous. Comme un père qui s'occupe de tout dans son foyer, l'électricité, le pain... C'est une naqba .*** »

Cette représentation favorable du leader palestinien est souvent la reproduction d'un discours tiers, ce qui permet au journal, tout en rendant compte de la façon dont l'événement est vécu par les Palestiniens, de prendre une certaine distance énonciative vis-à-vis de la disparition de du Raïs.

Cependant, Y. Arafat, sous la plume directe des journalistes de *Libération* ou sous le coup du discours rapporté, est aussi « le *principal obstacle de la paix, celui par qui " tout le mal est arrivé "* ». Un article, daté du 12 novembre 2004, est révélateur de cette logique dépréciative :

titre : « L'échec d'un chef de guerre à asseoir son Autorité. »

sous-titre : « *Le leader de l'OLP n'aura pas réussi à construire un Etat pour les Palestiniens, ni à faire la paix avec Israël.* »

Le titre anaphorique renvoie à la description de ce qu'a été la vie de Y. Arafat, dont *Libération* tente de se faire le relais. Le sous-titre permet de préciser ce à quoi fait référence le titre : la difficulté du leader palestinien à conduire une politique stable et fiable. La titraille est relayée par les mises en exergue dans l'article, insistant sur les faiblesses de Y. Arafat et contribuant à donner une image négative : « *Piètre négociateur* », « *Autocrate paternaliste* », « *Partenaire impossible* », « *Combattant contradictoire* ». A cet effet d'accumulation, s'ajoutent les propos rapportés de Yosef Lapid le considérant comme « ***non seulement le chef du terrorisme contre Israël, mais aussi le père géniteur du terrorisme qui sévit actuellement dans le monde*** ».

Y. Arafat, enfin, est représenté dans *Libération* comme une personnalité insaisissable, une sorte de Janus politique, dont l'ambiguïté est marquée par Claude Guibal :

- **titre** : « L'Egypte avait déjà fait son deuil du combat palestinien. » (07/11/2004)

sous-titre : « *Depuis plusieurs années, la corruption, l'autoritarisme et l'échec des réformes ont noirci son image.* »

Les références aux figures du passé, le rythme binaire de l'article illustré par les propos de l'éditorialiste du quotidien égyptien, Al-Ahram : « ***Arafat aurait voulu " être en même temps le Ho chi Minh des Palestiniens et leur Sadate, sans arriver à choisir "*** », ou la rivalité entre le Y. Arafat d'autrefois, « *l'image d'Abou Amar, [...]symbole incontesté de la lutte palestinienne* » et celui d'aujourd'hui, « *une icône bien écornée* », donnent un discours balançant entre la représentation fantasmé d'un leader en train d'agoniser et la réalité politique.

L'éditorial de Patrick Sabatier, dans *Libération* du 05 novembre 2004, énumère de façon assez pertinente la synthèse des qualificatifs associés à Y. Arafat et illustre la complexité du personnage : « ***L'éternel exilé*** (souligné par nous), le ***fedayin***, qui prétendait avancer "le fusil dans une main, la branche d'olivier dans l'autre", dénoncé comme ***parrain du terrorisme***, récipiendaire du ***Prix Nobel de la Paix***, ***caméléon*** ayant adopté toutes les nuances de la politique arabe, ***ascète*** et ***potentat*** accusé de ***népotisme*** et de ***corruption***, a été plus que l'***icône***, l'***âme*** même de la Palestine, son "***raïs***". »

Le Monde procède de la même logique énonciative lorsqu'il s'agit de nommer le Président de l'Autorité palestinienne, donnant au lecteur une représentation double de Y. Arafat. Plusieurs termes employés par *Libération* le sont également par *Le Monde*, soit parce qu'il y a une terminologie « cadre » pour nommer Y. Arafat, « *le leader palestinien* », « *le vieux* », « *le dirigeant palestinien* », « *le Raïs* », « *le chef de l'OLP* », « *le chef historique* », « *le Président Arafat* », soit parce que les deux journaux utilisent les mêmes sources pour le discours cité. Ce sont par exemple « **la clé de voûte du système politique palestinien** », « **le père de la Palestine** », mais aussi des termes plus critiques à son encontre : « **le chef terroriste** », « **le père géniteur du terrorisme** », « **le chef d'une bande d'assassin** », « **l'ennemi** », « **le mal absolu** ».

Deux points nous semblent cependant remarquables : la diversité et la quantité du lexique qualifiant Y. Arafat sont supérieures dans les articles du *Monde*. Cela n'est pas *a priori* très significatif, mais ces constats prennent sens lorsque nous les détaillons. Nous avons relevé dans *Libération* quarante-trois occurrences différentes, dont trente à connotation positive et treize négative. La répartition est totalement différente pour *Le Monde*, puisque sur cinquante-sept occurrences différentes, vingt-quatre ont un caractère positif ou neutre, et trente-trois ont une résonance négative. Si nous faisons le rapport entre les deux totaux, les occurrences énonciatives négatives et positives se répartissent comme suit : *Libération* 30% - 70%, et *Le Monde* 58% - 42%. La terminologie liée à la figure du leader politique est donc quantitativement plus favorable à Y. Arafat dans *Libération*, alors qu'elle est beaucoup plus nuancée, voire défavorable dans *Le Monde*.

Le second point remarquable quant à la terminologie tient à la composition des occurrences ; elles sont de composition beaucoup simple dans *Libération*, de type déterminant+substantif, « *le vieux* », alors que *Le Monde* produit ou reproduit plus fréquemment (sous couvert du discours cité) des occurrences composées d'un déterminant+ substantif+complément de nom ou proposition complétive, « *le fils du lion* », « *le chef d'une bande d'assassins* », « *le chef symbole qui a été empoisonné* ». *Le Monde* se différencie de *Libération* en proposant des figures allégoriques « *le fils du Lion* », « *cet homme aux sept âmes* » ou métaphoriques, « *un tueur de juifs* », « *nous aussi, nous avons notre Ben Laden : Arafat* ».

Par ailleurs, les qualificatifs à connotation négative sont, comme pour *Libération*, issus pour moitié du discours rapporté et font référence par comparaison à des figures de l'actualité – Oussama Ben Laden ou Fidel Castro, « **un régime similaire à Fidel Castro** » ou de l'histoire - Adolf Hitler, « **la réincarnation d'Hitler** ».

Au-delà des occurrences terminologiques, le discours délibératif du *Monde* prend sa source dans des articles qui dépeignent un homme politique respecté et aimé dans son pays, et qui, cependant, renvoient au lecteur l'image d'un homme corrompu et maladroit dans ses tentatives diplomatiques.

Nous partons du principe que le discours délibératif doit donner des preuves à charge et à décharge afin de proposer à l'auditoire une représentation médiatique équilibrée de la figure politique. Nous avons trouvé des indices de discours à décharge dans un certain nombre d'articles dont deux sont parus le 06 novembre 2004 :

titre : « Israël et les Etats-Unis vont être contraints de revoir radicalement leur

stratégie. »

sous-titre : « *L'émergence d'une nouvelle direction palestinienne pourrait amener Ariel Sharon et George Bush à reprendre le dialogue.* »

L'emploi dans le titre de l'attribut « *constraints* » et de l'adverbe « *radicalement* » confère au titre une note injonctive qui équivaut pratiquement à la dénonciation d'une situation antérieure, précisée dans le lead de l'article. Le titre informationnel fait allusion à l'attitude israélienne et américaine vis-à-vis de Y. Arafat ; la première moitié de l'article dénonce l'attitude des deux gouvernements dont l'objectif semblait être de « *briser le symbole du mouvement national palestinien* ». La technique de l'argumentation *ad hominem* et/ou *ad personam* est fréquente dans les stratégies dépréciatrices ; l'article est particulièrement intéressant car il décrit les stratégies argumentatives des gouvernements israélien et américain à l'encontre de Y. Arafat. Il y a donc dans cet article une sorte de mise en abyme argumentative dont le procédé revient à dénoncer le dénonciateur. Le journaliste justifie par ailleurs l'attitude d'Arafat par un argument de bon sens : « *Humilié, M. Arafat était d'autant moins en situation de faire ce qu'on exigeait de lui* ».

titre : « 'Il va libérer un grand espace, il tenait tous les pouvoirs entre ses mains', analyse Amjad ».

Ce titre - citation donne de la crédibilité à l'énoncé et donc potentiellement à la suite de l'article. La titraille est polysémique dans la mesure où elle peut suggérer le soulagement ou l'inquiétude dans la première proposition, alors que la seconde a une valeur de constat. La citation tirée de l'interview d'un palestinien, Amjad, est à envisager dans sa totalité pour recouvrer sa valeur de demi-admiration : « *Il faudra organiser des élections collégiales, car personne n'est aussi fort que lui pour tout contrôler* ». L'article est basé sur une série de témoignages qui, à défaut de crier leur peine, concèdent un certain nombre de qualités à Y. Arafat : « *C'était un combattant et un homme courageux* ».

titre : « Pour les habitants de Gaza, le leader palestinien, 'irremplaçable' est maintenant au 'paradis'. » (11/11/04)

Le titre informationnel renvoie, par l'épithète « irremplaçable », à la figure singulière du leader palestinien, n'apparaissant pas comme un leader politique classique, remplaçable au moins par les suffrages. Le corps de l'article est une sorte d'hommage du peuple palestinien à son Raïs. Les témoignages élogieux s'accumulent : « ***il représente tout pour moi*** », « ***ils sont tous Y. Arafat. Arafat n'est pas mort car Arafat c'est toute la Palestine*** », « ***ce sera impossible de le remplacer*** ». L'accumulation vaut preuve, mais les différents témoignages mettent surtout en évidence le décalage entre l'homme (remplaçable car mortel) et le symbole politique (irremplaçable) : « ***on va perdre son corps physique mais on ne va pas perdre ses principes*** ». Ces différents exemples mettent Arafat sur un piédestal, confirmant le processus en cours de mythification idéologique et politique.

Mais *Le Monde* propose aussi un discours à charge. Nous avons noté trois articles de ce type dans l'édition du 06 novembre 2004. Il est intéressant de remarquer que ce numéro offre au lecteur un nombre presque équivalent d'articles présentant Y. Arafat sous un angle favorable et défavorable. *Le Monde* du 06 novembre 2004 constitue en quelque sorte le parfait exemple du discours délibératif.

titre : « Une vie en symbiose avec la religion, non sans arrière-pensées tactiques. »

Le titre anaphorique fait référence à la vie d'Arafat très présente dans cette édition du *Monde*. Une photo, accompagnant l'article représente Arafat agenouillé, en train de prier. Le titre et le contenu de l'article sont structurés sur un rythme identique, celui de la contradiction. Le discours dialectique est ancré dans le titre nominalisé, syntaxiquement coupé en deux ; la deuxième partie du syntagme exprime la restriction appliquée à la première partie du titre.

Cette construction binaire basée sur la restriction est présente également dans le corps de l'article, puisque celui-ci débute par le marqueur temporel « toute sa vie (souligné par nous) » et que la cassure discursive intervient avec l'entame de phrase « en revanche ». Ce procédé stylistique contribue à donner une image négative du leader palestinien, perçu comme un opportuniste.

titre : « Circuits financiers occultes et magot en millier de dollars. »

sous-titre : « Selon « *Forbes* », la fortune du chef palestinien vient deux rangs après celle d'Elizabeth II. »

Le titre informationnel nominalisé renvoie à une certaine figure de Y. Arafat. Le sous-titre précise le niveau de lecture et situe la position du leader palestinien. L'article est un discours à charge, fondé sur le principe de l'accusation : « *le chef de l'OLP aurait détourné plusieurs centaines de millions de dollars des caisses de l'Autorité palestinienne* », puis de la preuve par le détail : « *Ce siphonage aurait débuté en 1994...* » ; et enfin de la justification du forfait : « *Mais Yasser Arafat a toujours eu besoin d'argent pour consolider son pouvoir, s'attirer des fidélités, calmer certains groupes* ».

Cet article contribue à donner une image négative de Y. Arafat, renforcée par l'article suivant, « Une série de faux pas depuis les négociations de Camp David », qui, en mentionnant les erreurs commises par Y. Arafat depuis 2001, conclut que « *le vieux chef palestinien va multiplier les erreurs de jugement, les attermolements politiques, et les décisions à contretemps* ».

A l'identique de *Libération*, *Le Monde* représente Y. Arafat comme un Janus politique, partagé entre ses intérêts personnels et ceux de la Palestine.

titre : « Un palestinien. »

L'éditorial propose un portrait contrasté du leader palestinien, oscillant entre la reconnaissance des avancées politiques, « *par sa ténacité (souligné par nous), sa capacité à regrouper les fils épars d'un fil démembré, il aura été celui qui a su lui rendre sa visibilité, lui forger une identité nationale* », et son « *incapacité à se muer en homme d'Etat* ». L'auteur met donc en exergue, par l'énumération, différents aspects de l'histoire de Y. Arafat et résume l'ambiguïté politique du personnage par une proposition mettant sur un pied d'égalité, par la conjonction « *comme* » qui exprime l'addition de deux modes opératoires : « *par la diplomatie comme par la lutte armée, terrorisme inclus* ». Le fait que ce groupe nominal ne porte pas de jugement explicite, renforce la visée de véracité du propos.

titre : « Arafat vu par *Le Monde*. »

chapô : « *Au fil des années, des événements et des retournements, les correspondants de notre quotidien se sont succédés pour tenter de cerner la personnalité du chef de l'OLP. Voici des extraits de leurs articles, depuis 1969.* »

L'intérêt de cet article réside davantage dans sa forme et le jeu de mots dans le titre que dans le contenu. Le titre « Arafat vu par *Le Monde* » joue sur la doublesignification induite par le nom du journal ; ainsi, le titre peut-être compris comme la vision que donne le journal du leader palestinien, mais peut également mettre le lecteur dans une sorte de méta-position, le monde entier observant Y. Arafat. Si nous traçons le chemin discursif sur lequel nous conduisent les différents intertitres de l'article, celui-ci nous mène à une sorte de cycle, allant du résistant-guérillero au prisonnier-résistant.

Le guérillero □ l'orateur □ le catalyseur □ le « vieux » □ le chef de village □ l'élus □ le prisonnier

□□□□□□

Cet article montre un personnage avec de multiples facettes et illustre l'oscillation discursive des deux quotidiens français, qui dressent un portrait retraçant la complexité du personnage politique.

1-1-2 Les funérailles

Le temps des funérailles est celui de l'hommage du peuple palestinien rendu à son Raïs, du monde politique au leader palestinien et des déclarations d'hommes d'Etat sur l'événement.

Libération y consacre deux numéros, deux Unes et de nombreux articles ; le journal modifie pour l'occasion son rubriquage. Pour la circonstance, les rubriques se composent d'une tête de rubrique en page 2 et 3 du journal, « **événement ARAFAT** », situant par le terme « événement » l'importance du fait ; en pages suivantes, l'en-tête « **ARAFAT** » renvoie anaphoriquement au sujet traité. Voici la composition de l'édition du 12 novembre 2004⁵⁶⁹ :

Nous n'analyserons pas tous les articles mais nous souhaitons donner une vue synthétique des sujets traités autour de la mort de Y. Arafat et de leur localisation dans l'espace du journal. Ainsi, nous constatons que les articles ayant trait directement à l'événement central, la mort de Y. Arafat, sont situés au début de journal et les sujets annexes renvoyés à la périphérie proche. Nous observons également que quatre thématiques sont présentes : la mort du leader palestinien et les préparatifs des obsèques, le retour sur son agonie, la question politique de sa succession et de l'après-Arafat, et enfin le portrait du personnage, leader historique de la Palestine.

Nous centrons ici notre analyse sur les quatre premières pages du journal, consacrées aux funérailles.

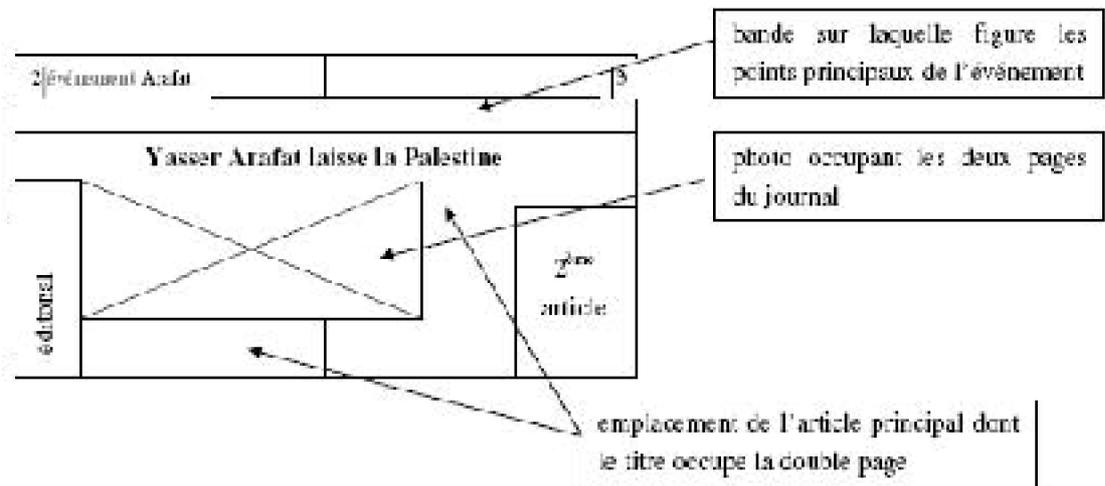
titre : « Et maintenant ? »

⁵⁶⁹ Nous avons enlevé les guillemets des citations dans le tableau dans un souci de lisibilité. Nous procéderons de la sorte pour les autres tableaux des chapitres 8 et 9.

sous-titre : « *Yasser Arafat sera enterré aujourd'hui à Ramallah, tandis que le monde s'interroge sur les conséquences de sa disparition.* »

La Une⁵⁷⁰ est construite sur un double symbole : le keffieh, synecdoque représentant le chef palestinien, et l'emplacement vide signifiant la disparition de Y. Arafat. Cette photographie est une figure allégorique de la disparition du Président palestinien. Le caractère très symbolique de la photo est relayé par deux points d'ancrage textuel : le titre « Et maintenant ? » renvoyant à l'avenir sans Arafat et par la légende de la photo : « *Place réservée à Arafat lors d'une cérémonie religieuse à Bethléem en janvier* ». Le message linguistique a donc ici une double fonction. Il ancre le message iconique, en spécifiant que la place vide est celle de Y. Arafat, et relaie l'information que cette photo n'est pas un montage ; dans « la réalité » aussi, Y. Arafat est symbolisé par son keffieh.

La mise en page topographique et typographique des feuilles 2 et 3 du journal est également remarquable, dans le sens où elle reproduit la logique scénique mise en place par *Libération* lors d'événements importants. Nous retrouverons ainsi la même mise en page au moment de l'évacuation des colonies de Gaza en 2005.



Au-delà de la mise en page, les articles des pages 2, 3 et 4 doivent être observés. Nous constatons que chacun des trois articles relate l'accueil de la mort de Y. Arafat depuis trois points géographiques différents : Ramallah en Cisjordanie, à Gaza et enfin au Caire en Egypte. Ce sont trois lieux symboliques forts : à Ramallah se situe le palais présidentiel, la Mouqata'a, à Gaza est emblématique de la résistance palestinienne, puisque que c'est là que Y. Arafat, de retour d'exil, a fait ses premiers pas en 1994 et enfin l'Egypte où Y. Arafat serait né et où il a vécu pendant de longues années.

titre : « *Yasser Arafat laisse la Palestine orpheline.* »

Nous avons analysé précédemment la titraille de cet article mais nous souhaitons revenir plus en détail sur sa facture. Christophe David, le journaliste, fait une description très largement axée sur l'émotion du peuple palestinien : « *hébétés par le chagrin [...] les visages sont soucieux, fermés, défaits* », « *des jeunes et des femmes, les yeux rougis attendent sans savoir quoi. [...] Les visages sont ravagés.* ». Il poursuit en décrivant qui

⁵⁷⁰ Voir annexe 6-1, p. 491.

fut Y. Arafat, en revenant sur le symbole du keffieh : « *Des vendeurs de keffieh ont fait leur apparition : chacun le porte à sa manière, en foulard, noué sur la tête en bandoulière.* », puis sur les manifestations de grand deuil : « *Tous les commerces ont fermé boutique pour trois jours, les administrations pour une semaine. Des voitures sillonnent la ville, drapeau noir au vent* ».

titre : « Au Caire, une cérémonie sous haute surveillance. »

sous-titre : « *Une dizaine de chefs d'Etat assisteront aux obsèques.* »

Le titre informationnel nominalisé renvoie au titre central de la page. Le groupe nominal « *une dizaine de chefs* » du sous-titre contraste fortement avec le précédent article qui faisait état de « *3000 personnes* » : le quotidien met ainsi en opposition la ferveur populaire à la retenue politique. Le journaliste stipule d'ailleurs que « *la cérémonie sera officielle, limitée et militaire* ». Le texte mentionne un point intéressant ; les obsèques seront organisées « *selon le même protocole que celui utilisé pour les funérailles du président Sadate* ». Nous avons précédemment mentionné que l'éditorialiste du journal égyptien *Al-Ahram*, évoquait le désir de Y. Arafat de devenir « le Sadate » des Palestiniens. La comparaison est importante puisque Anouar el Sadate, comme Y. Arafat, fut prix Nobel de la Paix en 1978 ; il signa en outre les accords de camp David concrétisant la paix entre Israël et l'Égypte. A. el Sadate fut à la fois salué par le monde arabe, lorsqu'il démontra au moment de la guerre du Kippour en 1973 que Tsahal n'était pas invincible, et décrié par lui au moment de la signature des accords de paix. Le parallèle fait entre les deux hommes peut donc être pensé comme un hommage au leader palestinien.

titre : « A Gaza, 'on s'y attendait mais on ne veut pas le croire'. »

sous-titre : « *Les Palestiniens de tous bords pleurent Arafat et promettent de poursuivre son œuvre.* »

Le titre anaphorique, formé à partir d'une citation extraite du cœur de l'article, réfère directement au titre principal des pages 2 et 3, mentionnant la Palestine orpheline. Ce sont également des scènes d'émotion qui sont décrites par le journaliste, mettant en avant la place primordiale qu'occupait Y. Arafat dans le cœur des Palestiniens : « *ce sont des salves d'honneur, de colère, de défi, de tristesse.* » Les mises en exergue de l'article consacrent les « **symboles** » et « **l'union sacrée** » : les symboles, ce sont « des pierres (souligné par nous), emblèmes de l'Intifada (qui) parsèment la chaussée [...] des hommes et des enfants drapés dans les couleurs palestiniennes [...] deux drapeaux en berne (qui) flottent sur le sur les ruines de la Mountanda » Ces symboles de la lutte armée, du patriotisme et du deuil renvoient à un autre symbole : Y. Arafat. L'union sacrée, mentionnée par le journal, marque l'influence politique du Raïs en Palestine : « *dans les cortèges, les bannières noires du Jihad islamique se mêlent aux drapeaux jaunes du Fatah* ».

Alors que l'édition du 12 novembre 2004 envisage les réactions du monde à l'annonce de la mort du Président de l'Autorité palestinienne, les éditions du 13 et du 14 novembre 2004 s'intéressent aux funérailles au Caire et à Ramallah. Le rubriquage est le même que la veille mais la disposition diffère quelque peu, laissant une plus grande place aux visuels. Comme précédemment, nous avons réalisé un tableau synthétique des

articles parus :

Nous constatons d'ores et déjà que le nombre d'articles consacrés à Y. Arafat est moins conséquent, et surtout que deux logiques argumentatives s'opposent. D'un côté, la Une et un seul article font le résumé d'une ferveur populaire immense, de l'autre trois articles dressent un bilan beaucoup plus mitigé.

titre : « *L'adieu d'un peuple.* »

sous-titre : « *Atmosphère survoltée pour l'enterrement de Yasser Arafat vendredi à Ramallah.* »

La Une⁵⁷¹ de l'édition du 13 novembre 2004 est à l'opposé de celle du 12 novembre 2004 : au vide symbolisé par la Une de la veille, s'oppose la foule de la photo présentée ici en première page. L'image ne prend pas toute la page et offre une composition intéressante : alors que le 12 novembre 2004, le keffieh et le fauteuil vide occupaient le centre de la page, l'image est ici volontairement décadrée. La photo montre le cercueil, couvert du drapeau palestinien, que plusieurs soldats essaient de protéger de la foule. Le cercueil de Y. Arafat est certes au premier plan mais en bas de la page, laissant le reste du cadre à l'image de la foule. Le visuel se construit sur une focalisation attirant le regard non pas sur les couleurs palestiniennes, recouvrant le cercueil d'Arafat mais sur la foule et le titre de Une, « L'adieu d'un peuple », dont le blanc ressort sur le fond sombre de la photo. L'angle de prise de vue en plongée accentue la distance entre l'événement et le lecteur de *Libération*, en lui permettant d'avoir une vision générale de la scène. Cette prise de vue le place en observateur omniscient, au dessus de l'événement, « *en position de méta-spectateur*⁵⁷² ». La légende confirme le visuel : « *Le cercueil du leader palestinien porté par la foule, vendredi* ».

titre : « *Arafat enterré dans le chaos et la ferveur.* »

sous-titre : « *Une marée humaine venue rendre un dernier hommage au chef palestinien a bousculé l'organisation des funérailles, à Ramallah.* »

Le titre informationnel nominalisé permet d'aller à l'information principale. Le sous-titre raisonne en écho des termes « *chaos* » et « *ferveur* », puisque le journal parle de « *marée humaine* ». Le sous-titre marque une opposition, récurrente tout au long de l'édition, entre le désordre de la foule et le caractère organisé des funérailles au Caire.

Tout est émotion dans l'article ; les descriptions traduisent la démesure et la taille de l'article, qui occupe les pages 3 et 4, semble être en rapport avec la grandeur de l'événement. Le rythme de la phrase est saccadé, les virgules sont omniprésentes et les phrases courtes. Ce trait stylistique renforce l'impression d'un regard journalistique qui ne peut se poser trop longtemps au même endroit tant la scène est riche : « *La foule, hypnotisée, vient s'agglutiner toujours un peu plus. Les pères hissent leurs enfants sur les épaules. On s'évanouit, on crie, on pleure. Certains prennent une photo de l'instant*

⁵⁷¹ Voir annexe 6-2, p. 493.

⁵⁷² Garcin-Marrou Isabelle, «L'affaire Dutroux, de l'émotion à la mobilisation», *Emotions dans les médias, Mots*, 75, juillet 2004, p.93.

historique avec leur portable ».

L'instant, en effet, est historique. Ce sont des scènes d'émeute, de presque-transe : « *Le cercueil [...] est littéralement happé par la foule.* » L'enterrement est écourté, la foule en délire précipite la mise en terre ; un chauffeur de taxi témoigne : « *Abou Amar nous appartient. C'est comme ça que nous faisons avec les martyrs* ». Y. Arafat est célébré par son peuple comme un « martyr », comme un résistant et non comme un chef d'Etat.

Cette impression de « jamais vu » retranscrit la ferveur de l'hommage, accentuée par les marqueurs temporels qui donnent à l'événement un peu plus d'ampleur encore. Les uns caractérisent l'immensité de la foule présente et le peu de cas laissé au protocole : « *Au bout d'un demi-heure (souligné par nous), la délégation qui revient du Caire [...] réussit à s'extraire d'un des deux appareils* ». Les autres donnent une dimension supplémentaire à l'événement : « *Elle a marché deux heures pour contourner les check-points [...] : ' Je peux bien lui offrir un jour de ma vie. Il nous a donné quarante ans de la sienne. '* », « [...] *il vient de Jénine et a mis une journée entière pour déjouer les barrages israéliens* ».

A la ferveur populaire décrite dans l'article répondent les trois photos sur la page de gauche du journal. Un portrait de Souha Arafat et de sa fille, la photo en légère plongée de policiers palestiniens agenouillés, et l'image de l'hélicoptère transportant le cercueil de Y. Arafat noyé dans la foule, illustrent et complètent la scène.

titre : « *Triste photo de famille officielle au Caire.* »

sous-titre : « *La brève cérémonie a révélé le peu d'empressement des chefs d'Etat arabes envers le Raïs.* »

Le titre informationnel nominalisé, le visuel et la taille de l'article contrastent fortement avec le précédent texte. C. Guibal résume bien l'antagonisme entre les deux cérémonies, en décrivant l'hommage rendu au Caire comme « *l'antithèse absolue du chaos qui entourera l'inhumation du Raïs quelques heures plus tard, à Ramallah* ».

Les termes du sous-titre « *brèves cérémonies* » dissonent avec le long hommage rendu à Y. Arafat à Ramallah. Le contraste est saisissant avec la photo présentant en ordre serré, le visage grave, mais ne traduisant pas d'émotions incontrôlables, des dignitaires du monde arabe. Il n'est plus question de ferveur mais d'une « *piètre photo de familles* », révélatrice des « *rappports difficiles et ambigus entretenus par le Raïs palestinien avec l'Occident comme avec ses pairs arabes* ».

Libération met en opposition frontale deux points de vue, montrant le double visage de Y. Arafat. Cela est confirmé par l'interview accordée par Souad Amiry, ex-ministre, romancière, qui concède que « *Yasser Arafat était un père qui ne voulait pas que ses enfants grandissent et le quittent* ». Elle souligne l'ambiguïté du leader palestinien à l'égard de son propre peuple. Mais c'est là le point de vue d'un homme politique, et son statut renforce un peu plus encore l'opposition entre l'émotion de la rue et la retenue du monde politique.

titre : « *Fin de mythe.* »

L'éditorial de Patrick Sabatier, couronnant un numéro construit sur le mode dichotomique, concède que « *malgré ses nombreux échecs, le Raïs restait un mythe,*

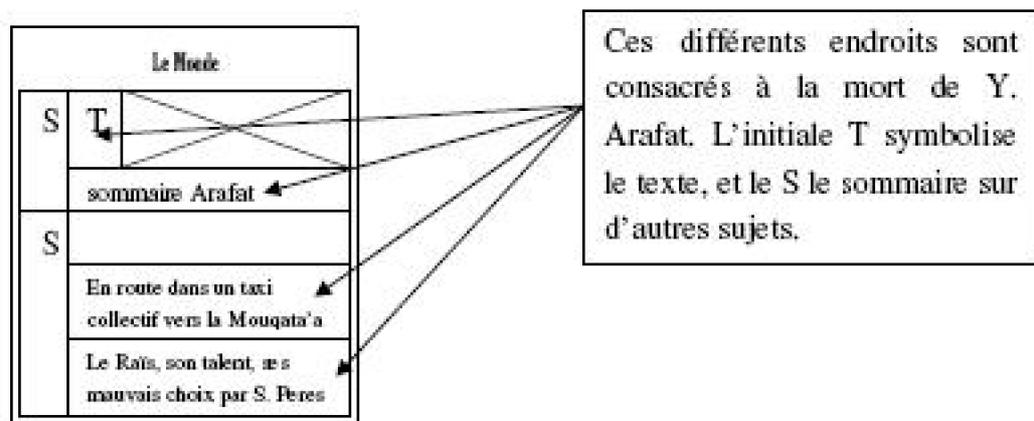
pour son peuple et dans le monde arabe [...] la fin d'Arafat n'a cependant pas été accueillie comme la fin du monde ». La ligne argumentative de *Libération* pourrait donc se résumer dans l'intitulé de l'éditorial : « Fin de mythe ».

Le *Monde* consacre deux éditions largement documentées aux préparatifs puis aux funérailles de Y. Arafat. Voici la composition de l'édition du 12 novembre 2004⁵⁷³ :

Le 12 novembre 2004, la Une du *Monde* affiche une mise en page radicalement différente de celle de *Libération* ; le visuel omniprésent dans *Libération* est réduit ici à un quart de page et présente un cliché montrant le visage de Y. Arafat en gros plan, souriant. Alors que *Libération* axe sa rhétorique visuelle sur l'espace vide de la page et surtout sur l'absence du visage du leader palestinien dans ses Unes du 12 et du 13 novembre 2004, *Le Monde* procède à l'inverse en ne montrant que le visage d'Arafat. Dans *Libération*, le signe iconique est allégorique ; dans *Le Monde*, il est essentiellement référentiel.

titre : « La mort de Yasser Arafat ouvre une nouvelle ère au Proche-Orient. »

Le titre informationnel de la Une du 12 novembre 2004 s'oppose aussi à celui de *Libération* (« Et maintenant ? ») ; nous sommes dans des logiques énonciatives très différentes. L'émotion, suggérée dans les deux Unes de *Libération* par le visuel et le texte court, est remplacée ici par l'information avec un portrait figuratif de Y. Arafat et une large part laissée au texte. *Le Monde* ne modifie pas sa Une pour la circonstance, c'est-à-dire qu'il conserve la même maquette.



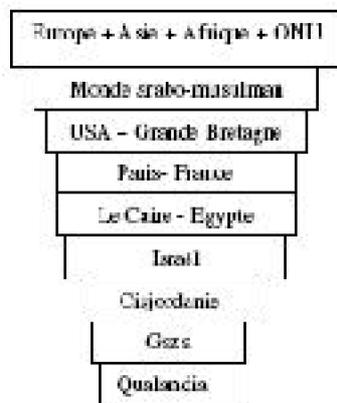
Le sommaire de la Une consacrée à Arafat résume les points principaux de l'actualité : la date du décès, la date et le lieu de l'enterrement, la nomination de M. Abbas à la tête de l'OLP, les réactions dans le monde, et une citation de Sharon. Un texte à gauche du visuel développe les points principaux. Les deux articles en dessous du visuel caractérisent la composition de l'édition du journal, dans la mesure où ils présentent les réactions des Palestiniens face à celles des hommes politiques.

En pages internes, le rubriquage « **International-Arafat** » situe spatialement et discursivement le niveau de l'information par le terme « international » ; le patronyme « Arafat » rétrécit le champ de l'actualité traité. Quatorze articles, dont un éditorial, sont

⁵⁷³ Nous précisons que nous avons eu accès à l'édition du 12/11/04 sur cédérom et que ceci ne nous a pas permis d'avoir la maquette précise des pages internes du journal.

consacrés au sujet ; nous souhaitons mettre ici en évidence les traits principaux de cette édition. Premier constat : l'émotion, dans les articles ou dans la mise en page, est beaucoup moins présente que dans les éditions de *Libération*. Les articles du *Monde* appartiennent davantage au domaine du commentaire politique distancié qu'à la représentation d'une émotion. La première preuve de ce parti-pris discursif est d'ordre quantitatif : sur quatorze articles, seuls deux font directement référence aux réactions du peuple palestinien. Les pages internes du journal sont la continuation de l'orientation discursive affichée en Une.

Un second constat vient de l'observation attentive des titres et des contenus des articles : *Le Monde* adopte une logique diégétique qui est celle de l'entonnoir. C'est-à-dire que la ligne narrative du journal débute avec le peuple palestinien et s'achève avec le monde entier. Nous avons schématisé ce procédé médiatique :



Le schéma montre que le chemin discursif du *Monde* débute par un petit territoire de l'espace public palestinien pour décrire une émotion, puis le territoire s'agrandit et le discours s'éloigne de l'émotion. Le commentaire politique est présent dès le second niveau de l'entonnoir, allant de l'analyse politique interne - la nomination du nouveau gouvernement, les rivalités entre partis, aux considérations de politiques internationales engageant non seulement le

processus de paix israélo-palestinien, mais également les stratégies européennes et américaines sur le Proche-Orient.

Le Monde divise donc sa ligne éditoriale en deux parties principales : la mort d'Arafat dans son aspect émotionnel, et les considérations politiques inhérentes à cet événement. Le fait que *Le Monde* soit un journal du soir⁵⁷⁴ et que, à cause de cela, il ne dispose pas des témoignages récoltés par *Libération* le jour de l'annonce du décès d'Arafat, a peut-être pu jouer dans l'orientation très politique et analytique de cette édition. Cette hypothèse est à confirmer avec l'analyse de l'édition du 13 novembre 2004 qui peut, elle, largement revenir sur les témoignages.

Les réactions du peuple palestinien sont décrites dans deux articles du *Monde* :

titre : « En route dans un taxi collectif vers la Mouqata'a. »

Le titre anaphorique renvoie au lieu de l'enterrement énoncé plus haut dans le sommaire de la Une. L'article évoque la petite histoire dans l'Histoire ; la journaliste part du récit d'un Palestinien qui, apprenant la mort d'Arafat, cherche par tous les moyens à se rendre à la Mouqata'a. Le marqueur temporel « dès que », « dès qu'il a appris la nouvelle » marque la spontanéité du geste de ce palestinien et de tout les Palestiniens à

⁵⁷⁴ Y. Arafat ayant été déclaré mort dans la nuit du 11/11/2004, l'édition du *Monde* datée du 12/11/2004 a été imprimée la veille. Le laps de temps entre l'annonce et la mise sous presse est donc relativement court.

partir vers Ramallah. Les signes de l'émotion et de la ferveur de l'affection qu'il porte au Président palestinien priment dans le texte : « *Il était le père de notre révolution* (souligné par nous). *Sa mort laisse un grand vide qui ne sera jamais rempli* ». En dehors du caractère anecdotique, cet article donne du Raïs l'image d'un homme adulé par ses compatriotes.

titre : « Dans les territoires : « Personne ne peut prévoir l'avenir, il maîtrisait tout. »

sous-titre : « *Les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie se sont réveillés jeudi 11 novembre en apprenant la mort de leur Président.* »

Le titre citation et l'ancrage spatial avec le groupe nominal « *dans les territoires* » précisent immédiatement le lieu de l'énonciation. L'ancrage est double, situé dans le corps de l'article avec les deux incises marquées en gras, « A Gaza », « En Cisjordanie ». Le lead, « *Gaza, se réveille dans un nuage de fumée noire* » renvoie directement à la fumée noire qui sort des fenêtres du Vatican lorsqu'un Pape décède. Par ce parallèle implicite, le journal confère à la figure du leader palestinien une dimension sacrée, quasi-religieuse. Ce sentiment est renforcé par les témoignages des Gazaouites : « **On a le cœur brisé. Il était le père, le frère. [...] C'était le guide et le chef suprême** (souligné par nous), **une sorte d'enseignant.** » *Le Monde* multiplie les témoignages de sympathie mais ceux-ci se transforment en réactions beaucoup plus modérées, lorsque ce sont les Palestiniens de Cisjordanie qui donnent leur sentiment. Cet article en deux temps contraste fortement avec les articles de *Libération*, où tout n'était qu'émotion, cris et larmes. En Cisjordanie, on est « *triste parce qu'il le faut* ». En offrant ces témoignages de réactions mitigées, *Le Monde* donne un aperçu beaucoup plus nuancé de l'image du Raïs dans les territoires palestiniens. Ce parti-pris éditorial est appuyé par une photo accompagnant l'article montrant deux femmes, le visage sombre, mais les pleurs et les scènes de douleur sont absents du visuel.

Ce sont ensuite les démonstrations officielles de sympathie et les condoléances des politiques internationaux qui sont mis à l'honneur dans les pages du *Monde*. Les deux articles reprenant les principales déclarations des officiels ont une maquette identique ; ce sont deux colonnes avec des mises en exergue stipulant l'origine géographique ou politique des déclarations.

titre article 1 : « Deuil dans le monde arabo-musulman. »

titre article 2 : « Hommage unanime et vœux pour la paix. »

Les deux titres sont une référence anaphorique à l'événement – la mort de Y. Arafat. Les déclarations font référence soit à l'homme politique, « *un leader historique* » - propos de la présidence de l'Union européenne, au combattant « *Arafat était un symbole de la détermination héroïque* » - propos du Roi du Maroc Mohamed VI, « *Abou Amar où es-tu ?* » - propos de réfugiés palestiniens du Liban, aux sentiments face à l'événement « *une grande perte* », « *profondément ému* » - propos de Kofi Annan. Ces différents témoignages saluent majoritairement le personnage politique ; une minorité de témoignages s'attarde sur la nouvelle situation politique qu'ouvre la mort du leader palestinien (Etats-Unis et Tony Blair). Cet ensemble de propos rapportés argumente non pas directement en faveur de Y. Arafat car la forme des deux articles ressemble davantage à un carnet de condoléances qu'à un hommage nourri par l'émotion, mais il est

un plaidoyer indirect pour le règlement de la situation proche-orientale.

Shimon Pérès dresse le portrait de l'homme politique que fut Y. Arafat : « Le Raïs, son talent, ses mauvais choix ». Cet article est à la fois la mise en cause d'un leader qui « *n'a pas tourné le dos au terrorisme et à la haine* » et la reconnaissance d'une audace politique qui « *a ouvert la porte à une solution historique avec Israël* ».

L'éditorial « Après Arafat » et un article analysant les relations conflictuelles entre le chef de l'Autorité palestinienne et l'Égypte viennent compléter un tableau qui ne laisse guère de place à l'émotion mais dresse le constat d'un bilan politique mitigé.

La Une⁵⁷⁵ de l'édition du *Monde* du 13 novembre 2004 poursuit la ligne discursive, engagée dans le numéro précédent. Elle ne consacre plus qu'un tiers de page à la disparition de Y. Arafat et se concentre à l'après-Arafat, sujet mis en exergue dans le titre et dans le rubriquage des pages internes.

Il n'y a pas de photo de Y. Arafat en première page, mais un dessin de Plantu, représentant des Palestiniens courant vers une tour étiquetée « Reprise des négociations » et portant le cercueil d'Arafat symbolisé par le drapeau palestinien, devenu pour la circonstance un bélier. Dans la tour, un américain – chapeau haut de forme aux couleurs américaines, et un soldat israélien coiffé d'un casque avec l'étoile de David. Une colombe – la paix – semble suivre le cortège palestinien. L'intérêt de ce dessin ne vient pas de l'interprétation que le lecteur pourrait en faire - elle peut être plurielle - mais réside dans la stratégie discursive qu'il confirme : le *Monde* privilégie la question politique à l'émotion.

Le sommaire de la Une reprend les points principaux traités en pages intérieures ; leur agencement interne est une preuve supplémentaire dans le choix du quotidien de traiter l'information politique avant le deuil et l'émotion du peuple palestinien. En effet, la page 2 propose deux articles dont l'un évoque la question de la succession de Y. Arafat avec les futures élections présidentielles, « Vote palestinien et reprise du dialogue : les enjeux de l'après-Arafat ». L'autre texte est en lien direct avec la politique israélienne et ses rapports avec la nouvelle direction palestinienne, « Les militaires israéliens demandent à Ariel de faire des concessions ». Cette logique d'actualité sur l'après-Arafat se poursuit en page 3, avec deux autres articles, « Les Européens proposent leurs services pour faire du scrutin un 'catalyseur' et réanimer le plan de paix » et « Les Etats-Unis seraient prêts à faciliter la tenue d'élections palestiniennes ». Le futur suffrage palestinien et ses conséquences sont donc l'épicentre discursif du *Monde* dans l'édition du 13 novembre 2004 ; le contenu et l'ordonnancement des articles dans les pages internes du journal l'attestent.

La retranscription de l'émotion et de la ferveur populaire suscitées par l'événement n'intervient qu'en page 4 du journal, à l'exception d'un court article en page 2. *Le Monde*, comme *Libération* dessine le parcours géographique de l'émotion, transitant par différents lieux : Gaza, Ramallah et Jérusalem. *Le Monde* étant un journal du soir, l'édition du 13 novembre 2004 ne peut décrire les scènes populaires au moment de l'enterrement qui a lieu le 12 novembre, c'est donc l'édition du 14 novembre 2004 qui les relate. Nous avons

⁵⁷⁵ Voir annexe 6-3, p. 495.

souhaité ici mettre en parallèle les articles des deux éditions, qui traitent de la réaction du peuple palestinien, à travers deux traits principaux - le traitement de l'émotion et l'omniprésence du symbole, selon un même parcours : Ramallah, Gaza, Jérusalem. A Ramallah :

titre : « Le dernier retour à Ramallah, pour reposer sur la terre de Jérusalem. »

Cet article publié le 12 novembre 2004 ne dépeint pas l'émotion mais décrit une certaine torpeur avec les expressions « *des dizaines de famille avancent dans le calme* » et l'indifférence « *des familles presque indifférentes* ». L'article n'évoque pas l'émotion violente et dite par les témoignages de Palestiniens mais montre les signes matériels du deuil : « *les écoles fermées* », « *les portes de fer closes des boutiques* », « *des voitures bardées des portraits du chef défunt* ».

titre : « A Ramallah, le sobre tombeau de Yasser Arafat est devenu le nouveau symbole. » (14/11/2004)

Stéphanie Le Bars écrit un article très descriptif, il y a peu de discours cité. Les mots décrivent une émotion qui reste très collective ; le lecteur n'est pas confronté comme dans *Libération* à la représentation de l'émotion individuelle des Palestiniens. Il est question de « *foule compacte* (souligné par nous) », de « *tristesse générale* », de « *pleurs qui ont pu déborder les visages* », l'émotion semble être contenue jusqu'au moment de l'arrivée du cercueil où « *la foule s'est précipitée vers l'appareil* », créant « *les scènes de ferveur populaire les plus intenses* ». Nulle place n'est faite aux hurlements, aux cris de douleurs, aux propos désespérés ; seul le visuel montrant le cercueil happé par la foule indique la ferveur de l'assemblée.

A Gaza :

titre : « A Gaza, personne n'admet que le Raïs soit enterré à Ramallah. » (13/11/04)

chapô : « *Dans son testament, Y. Arafat avait demandé des « funérailles à Jérusalem ». La tentation de forcer les barrages israéliens pour marcher sur la capitale cisjordanienne est forte. On a envie de toucher le « Vieux », de le voir une dernière fois.* »

Le chapô et le titre informationnel renvoient à la question symbolique de la terre et à son caractère sacré. Le mythe du Raïs ne semble pouvoir trouver sa complétude que dans un enterrement à Jérusalem, symbole de la terre sacrée. Comme dans les articles précédents, les indices de l'émotion transparaissent davantage dans les descriptions du journaliste que dans les propos des Gazaouites.

titre : « Privée du Raïs, Gaza a malgré tout rendu un hommage solennel à son chef. »

Cet article prolonge la thématique du symbole développée dans l'édition du 13 novembre 2004. Ce sont des symboles qui rendent hommage à la figure emblématique du Raïs : des militaires qui « *ont découpé la silhouette et le visage d'Arafat sur un poster, ont collé cela sur du carton et ont installé le mannequin dans la Mercedes [...]. Ils se sont promenés ainsi avec leur icône le visage souriant, faisant le tour d'honneur de la ville* ». L'allégorie matérialisée par l'icône de Y. Arafat célébrant le symbole du leader politique est une sorte de mise en abyme, montrant l'attachement du peuple palestinien à son Raïs.

Les funérailles de Y. Arafat ne sont pas envisagées selon la même logique argumentative par les deux quotidiens français ; *Le Monde* centre sa ligne éditoriale sur l'après-Arafat donc sur des considérations politiques et *Libération* privilégie la monstration de l'attachement d'un peuple à son leader défunt. En matière de typologie argumentative, *Le Monde* est davantage dans l'argumentation par l'illustration, c'est-à-dire qu'il part du principe que le peuple palestinien aime Y. Arafat (c'est ce qu'on nomme la règle). Les descriptions qu'il fait de l'enterrement renforcent l'énoncé général (la règle) mais ne la créent pas. De ce fait, il peut traiter de sujets annexes qui sont la conséquence de la mort de Y. Arafat. *Libération* est davantage dans la logique de la démonstration, c'est pourquoi les exemples sont davantage axés sur le pathos, la preuve par l'émotion du peuple palestinien. Le discours du journal forge la règle : parce que les références à la tristesse, à la ferveur et à l'émotion exaltée sont appuyées dans les articles, le quotidien peut affirmer l'amour du peuple palestinien pour Y. Arafat.

1-1-3 Les dossiers spéciaux du Monde et de Libération : « *Les mille et une vies de Yasser Arafat* »

En guise de conclusion à cette subdivision, nous souhaitons faire l'analyse thématique de la titraille des deux dossiers consacrés par *Libération* et *Le Monde* à Y. Arafat. Les deux quotidiens proposent un dossier spécial, paraissant à un jour d'intervalle, le 5 et le 6 novembre 2004. La publication de ces papiers coïncide avec l'aggravation de l'état de santé de Y. Arafat. Les deux dossiers ont un titre anaphorique, proche dans la syntaxe et la terminologie.

titre : « Les milles et une vies de Yasser Arafat » (*Libération*, 05/11 et 12/11/04)

titre : « Les vies de Yasser Arafat » (*Le Monde*, 06/11/04)

Les deux titres sont anaphoriques, même si le titre de *Libération*, par l'allusion qu'il fait au recueil de contes persans *Les mille et une nuits*, pourrait être rangé dans la catégorie des titres de référence. La connotation « orientale » induite par l'analogie entre le titre de l'article et l'œuvre littéraire, renvoie la vie de Y. Arafat à une épopée, un conte.

La syntaxe des deux titres est identique puisqu'elle se compose d'un groupe nominal pluriel – « *les milles et une vies* » ou « *les vies* » - suggérant les multiples facettes du leader palestinien, et d'un complément de nom précisant le sujet du dossier – « *de Yasser Arafat* ».

Libération publie à nouveau ce dossier le 12 novembre 2004, en réduisant cependant sa longueur. Cette répétition a une valeur argumentative certaine ; c'est une façon d'insister sur la complexité du personnage.

La composition des deux dossiers est différente quantitativement et formellement. *Le Monde* produit un opuscule de sept pages, indépendant du reste du journal, divisé en sept articles de longueurs inégales, agrémentés de photos illustrant chacun d'eux, et de bandes récapitulatives et chronologiques sur le côté des pages. *Libération* présente un seul article de quatre pages, les mises en exergue ayant valeur d'intertitres. Plusieurs visuels illustrent les différents points du texte.

Nous avons comparé le contenu des articles et leur intitulé, et schématisé le parcours

narratif réalisé par les deux dossiers. Cette comparaison devrait nous donner un indice supplémentaire de l'orientation argumentative des deux journaux. Les titres en gras correspondent aux mises en exergue dans les dossiers de *Libération* et du *Monde* ; nous avons indiqué entre parenthèses à quelle thématique réfère ces titres dans les textes.

Libération Le Monde

*** A défaut d'un pays une identité * L'incarnation d'un rêve palestinien**

(l'identité palestinienne) (le symbole et l'identité)

*** Marquée par la vallée du Nil * Des accords d'Oslo à la remise en cause**

(les relations avec les pays arabes) (conversion ratée du dirigeant en chef d'Etat)

*** Le Fatah et un nom de guerre * Le résistant**

(le combattant) (l'hommage à l'homme et au politique)

*** Chef de l'OLP et Septembre noir * Dans le regard israélien : le terroriste**

(le chef : un fusil et une branche (les actions violentes : « *un assassin* »)
d'olivier)

*** Yasser le libanais * Tumultueuses amitiés arabes**

(le milicien et l'homme d'affaires) (les relations avec les pays arabes : l'empêchement de tourner en rond)

*** La guerre des pierres * De l'entité sioniste à l'acceptation d'Israël**

(le vieux et la nouvelle génération) (la seule victoire d'Arafat : la révolte des pierres et mobilisation populaire)

*** Diviser pour mieux régner * L'intuitif**

(la politique interne : l'autocrate) (être en harmonie avec son peuple : entre lutte armée et diplomatie)

*** Camp David, la paix « impossible » * L'histoire avec notre sang**

(le maître du jeu politique palestinien) (l'orateur charismatique)

Ce schéma respecte l'ordre de la titraille dans les deux dossiers ; nous remarquons un certain nombre de coïncidences spatiales et discursives entre les thématiques développées autour de la personnalité de Y. Arafat : le résistant-milicien n'hésitant pas à prôner et produire des actions violentes, l'intuitif soucieux de préserver l'admiration de son peuple, le chef spirituel qui a donné une identité aux Palestiniens, ses relations crispées avec les pays arabes, son incapacité à se muer en homme d'Etat et en diplomate crédible face à Israël et aux Etats-Unis.

Libération et le *Monde* dressent le portrait d'un combattant, devenu homme politique puis chef d'Etat, très populaire auprès du peuple palestinien, controversé dans la classe politique palestinienne, et largement décrédibilisé sur le plan international par ses attermoissements politiques. Les deux quotidiens présentent donc Y. Arafat comme un Janus, capable de tenir « *d'une main, un fusil et de l'autre un rameau d'olivier*⁵⁷⁶ ».

Nous n'avons pas consacré d'études spécifiques au traitement médiatique de la rumeur de l'empoisonnement de Y. Arafat car les articles sont plutôt d'ordre informatif et n'apparaissent donc pas comme symptomatiques d'un discours de preuves.

Nous observons cependant que le parti-pris discursif délibératif des deux journaux est assez proche, en dépit des dominantes observées en termes de pathos et d'éthos politique. *Libération* produirait un discours de preuves axé sur l'émotion alors que *Le Monde* ancrerait la représentation de la disparition d'Arafat dans la question politique de sa succession et les conséquences géopolitique au Proche-Orient. *Libération* mettrait l'homme et le combattant – le shebab - en avant, *Le Monde* insisterait sur la figure du leader politique.

Par ailleurs, les deux quotidiens favorisent l'argument d'autorité par le recours à l'expertise : l'historien palestinien Elias Sanbar, l'ancien ambassadeur de France à Paris Yossi Beilin, Robert Malley, Shimon Péres sont ainsi plusieurs fois mobilisés.

1-2 L'incarnation du rêve palestinien : (*L'Orient le Jour*)

Durant deux mois, *L'Orient le Jour* adopte une position discursive double au sujet de la disparition de Y. Arafat, basée sur la maladie et la mort du leader palestinien, et sur la question de sa succession.

1-2-1 La figure énonciative d'un mythe populaire

Dans le quotidien libanais, Y. Arafat, reçoit trois types de nomination : la terminologie décrit la fonction, « *le Président Arafat*, « *le leader ou le président palestinien* ». Amendé d'un qualificatif, ce terme peut prendre une tournure plus affectueuse, « *le vieux* », respectueuse, « *le général Arafat* », « *un dirigeant charismatique* », voire déférente, « *l'éternel leader de la Palestine* », « *un héros de la liberté* »; elle dépeint aussi le symbole par des métaphores, « *le ciment de la Palestine* », « *le phénix, symbole de la lutte palestinienne* », par des expressions qualifiant son état de faiblesse « *le coureur épuisé* », « *un guerrier fatigué* ».

Dans *L'Orient le jour*, la disqualification d'Arafat n'est jamais le fait direct du journaliste mais s'effectue toujours par le biais du discours citant. Ce procédé énonciatif pourrait être une façon pour le journal de tenir un discours critique vis-à-vis de Y. Arafat, en se retranchant derrière des propos qui ne sont pas les siens. Mais après l'étude attentive de ces articles, il apparaît que le discours cité qualifiant négativement la figure d'Arafat est employé pour dénoncer la fronde menée contre lui : « *George W Bush s'est aligné sur cette attitude (celle des israéliens) estimant que Arafat est " non crédible " et " un obstacle au processus de paix " .* » L'article « Israël va perdre un ennemi bien commode » résume la position argumentative du quotidien, rapportant ici les propos du journal israélien Yediot Aaronot : « *Que ferons-nous quand nous nous rendrons compte qu'Arafat ce vilain de service n'est plus, qu'il n'y a plus personne pour jouer si admirablement ce rôle ?* »

Les qualificatifs cités par le quotidien sont majoritairement issus de propos d'officiels

⁵⁷⁶ Propos tenus par Y. Arafat en 1974, lors de son discours à l'assemblée générale de l'ONU.

israéliens qui considèrent Y. Arafat comme « **un assassin et un obstacle à la paix** », « **un tueur de juifs** », ou d'un représentant égyptiens des Frères musulmans⁵⁷⁷, « **Arafat est devenu un chef d'Etat arabe, un dictateur comme les autres** ».

Néanmoins, la proportion des termes dépréciateurs à l'encontre de Y. Arafat est largement inférieure à celle des termes saluant l'homme politique. Par ailleurs, de nombreux articles dépeignent une figure positive du leader palestinien ; nous avons relevé les plus significatifs.

titre : « L'homme qui a su incarner la Palestine. »

Le titre anaphorique annonce le contenu de l'article, qui est un récit biographique. C'est le second que le journal libanais réalise en l'espace d'une semaine, « Un phénix, symbole de la lutte palestinienne », (29/10/04). La titraille des deux textes est assez similaire dans la mesure où elle met l'accent sur le rapport presque métonymique entre Y. Arafat et la Palestine. Le premier paragraphe de l'article publié le 5 novembre 2004 est un bon exemple d'un discours presque hagiographique par l'énonciation des qualités de Y. Arafat, « cette personnalité hors du commun, combattante opiniâtre (souligné par nous) », « sa ténacité légendaire », ou par la mise en accusation explicite d'Israël, « Les Israéliens auront beau essayer de le liquider à plusieurs reprises, de l'écartier en l'enfermant pendant ces trois dernières années dans son quartier général de la Mouquata'a [...], Yasser Arafat a su montrer qu'il reste incontournable ». Notons par ailleurs que le journal mentionne le terme de « lutte armée » lorsqu'elle concerne directement les pratiques de Y. Arafat et parle de « terrorisme » quand le leader palestinien prend ses distances avec les groupes paramilitaires pour le dénoncer. La déconnexion opérée là par *L'Orient le Jour* entre Y. Arafat et le terrorisme est un indice de la position discursive du journal. Le leader palestinien est envisagé comme un résistant qui lutte par les armes et non comme un terroriste.

Deux autres articles, publiés le même jour, mais traitant des relations diplomatiques qu'entretenaient Arafat avec les Etats-Unis et la France, argumentent en faveur du leader palestinien.

titre : « Entre Arafat et Washington, des relations dégradées jusqu'à l'ostracisme. »

Le titre nominal informationnel fait état de la difficile entente entre les deux nations. Par le biais du discours rapporté et donc du discours citant, l'article dénonce franchement l'attitude des Etats-Unis à l'égard du leader palestinien : « *G. Bush a simplement réagi d'un sobre " que Dieu ait son âme " à l'annonce de la mort du leader palestinien* ». Le marqueur adverbial « *simplement* » note que l'énonciateur attendait autre chose ; cette impression est confirmée par l'emploi du qualificatif « *sobre* ». Par l'intermédiaire des propos du Président américain, le journaliste met en avant l'ostracisme dont aurait été victime le leader palestinien ; par le discours indirect, le journal prend ses distances avec l'assertion et la dénonce par les termes « *aucunement* » et « *ostracisme* » : « *M. Bush avait souligné le mois dernier qu'il n'entendait aucunement revenir sur l'ostracisme dont faisait l'objet Arafat* » et par le discours direct comme preuve du dire précédent : « **Je ne**

⁵⁷⁷ Y. Arafat, qui a appartenu au mouvement des Frères musulmans, s'est opposé à eux par la suite. Les Frères musulmans combattirent l'OLP dans les années 80.

traite pas avec Arafat car [...] je ne pense pas que c'est le genre de personne qui peut amener un Etat palestinien à devenir indépendant ».

titre : « Pour la France, le Raïs est le représentant des Palestiniens depuis l'origine. »

Le titre informationnel est une réponse à l'article précédent, opposant les positions de la France et des Etats-Unis. Le groupe nominal « *pour la France* » placé en tête de phrase marque l'opposition entre les deux points de vue. Cet antagonisme est relayé dans le lead qui précise que « *Le président palestinien a été considéré depuis plus de trente ans (souligné par nous) par tous les gouvernements français, de droite comme de gauche, comme le représentant légitime du peuple palestinien ».*

Les termes du lead sont à l'exacte symétrie sur le plan sémantique, par rapport à ceux de l'article précédent, ainsi si nous opposons les occurrences deux à deux : « *depuis plus de trente ans* » / « *le mois dernier* », « *tous les gouvernements français, de droite comme de gauche* » / « *Bush - Clinton* », « *le représentant légitime* » / « *pas le genre de personne...* ».

titre : « Trois années enfermé à la Mouqata'a. » (08/11/04)

Le titre anaphorique, le lead « *Yasser Arafat a passé ses trois dernières années confiné à la Mouqata'a* », les têtes de paragraphe « *A trois reprises en 2002* », « *En mai 2002* », « *Le 11 septembre 2003* » marquent temporellement la narration, et mettent au centre du récit la temporalité de l'événement. Elle se divise en deux temps : un temps long qui est celui de l'enfermement à Ramallah, et des temps courts correspondant à des incises narratives. Le journaliste mène l'accusation en trois moments : « *Son ennemi de toujours (A. Sharon) a décidé de le marginaliser (souligné par nous) le 3 décembre 2001* », « *Le 11 septembre 2003 [...] le cabinet Sharon prend la décision de principe de " se débarrasser " de lui (Arafat)* », « *Finally, le cabinet Sharon préfère boycotter Arafat* ». Cet article dénonce ostensiblement, par l'exemple, les actions menées par Israël à l'encontre du leader palestinien.

A travers les différents articles qu'ils consacrent au leader palestinien, *L'Orient le Jour* dresse un portrait de Y. Arafat proche de l'hagiographie. Le procédé argumentatif met en avant ce que Chaïm Perelman nomme les liaisons de succession, c'est-à-dire la personne et ses actes, et choisit des données factuelles ou discursives pour asseoir une argumentation *ad hominem* à l'encontre d'Israël et de son gouvernement.

1-1-2 Les funérailles

Nous avons arrêté notre analyse des funérailles de Y. Arafat aux éditions du 12 et du 13 novembre 2004. Nous n'avons malheureusement pas pu avoir accès aux éditions originales de ces deux numéros, et n'avons donc pas eu connaissance de la maquette de ceux-ci (rubriques, paginations), ni eu accès aux photos. Nous avons dressé comme précédemment un tableau récapitulant les articles de chacune des deux éditions.

Le 12 novembre 2004, *L'Orient le Jour* propose onze articles ayant trait aux funérailles et à la mort de Y. Arafat. L'édition se divise en quatre thématiques principales, dont l'orientation est comparable à celle du *Monde* : les réactions à l'annonce de la mort du leader palestinien dans les territoires palestiniens et israéliens, les

réactions « internationales », la question de la succession de Y. Arafat *et enfin les causes de sa mort*.

Le titre de Une « Les Palestiniens orphelins » renvoie à l'actualité, la maladie et la mort du leader palestinien. Ce titre a valeur de constat et annonce la ligne éditoriale du journal, qui recueille les réactions dans le monde suite à l'annonce de la mort de Y. Arafat. *L'Orient le Jour*, comme les autres quotidiens, classe spatialement la représentation de l'événement. Un article, « Décédé à Paris, Arafat a entamé son ultime voyage vers Ramallah », a valeur de discours liminaire dans la mesure où il introduit et précède les discours qui vont suivre, détaillant l'hommage rendu à Y. Arafat à Paris puis commentant la succession à venir.

Le quotidien partage son propos en deux temps : le premier relate les réactions dans les territoires palestiniens et parmi les réfugiés palestiniens au Liban ; le second vise les réactions officielles à la disparition de Y. Arafat. Trois articles renvoient au premier temps de la narration :

titre : « A Ramallah, les Palestiniens pleurent la mort d'un "père" ; à Gaza, c'est le chaos dans les rues. »

L'Orient le Jour décrit l'émotion, l'observe souvent, « *Un vieil homme qui s'évanouit devant la Mouqata'a, des femmes qui s'étreignent en larmes* », « *Certains pleurent. D'autres tirent en l'air. Des hommes, des femmes et des enfants marchent aveuglément dans la rue, en hurlant et en pleurant* ». L'article développe donc très largement le registre de l'émotion par les descriptions mais également par les témoignages ; ceux-ci viennent appuyer ce qui est patent : « *Je suis sous le choc, nous sommes tous sous le choc* ». Le discours du quotidien libanais se différencie cependant de celui des journaux français par l'abondance des indices de la présence du narrateur qui qualifie à plusieurs reprises la figure du leader palestinien soit par le commentaire : « *les Palestiniens de Ramallah accusaient hier le choc de la mort de leur dirigeant historique (souligné par nous), mais pleuraient davantage encore la disparition d'un "père" »* », soit par le discours cité « **C'est un père** », « **Je me sens orpheline** ». Les citations renvoient toutes presque systématiquement à la figure paternaliste que semblait incarner Y. Arafat pour les Palestiniens. La figure symbolique n'est pas loin puisque le quotidien présente un jeune homme une branche d'olivier et un fusil dans la main, récitant des extraits du discours prononcé à l'ONU par Y. Arafat.

titre : « Pour les réfugiés palestiniens, les choses ne seront plus jamais comme avant. »

L'article suivant poursuit dans le registre de l'émotion mais la repère parmi les réfugiés palestiniens au Liban. Le sous-titre énonce le niveau de l'émotion « *Des manifestations matinales et une atmosphère lourde de désespoir (souligné par nous) »*. Le quotidien laisse la parole aux apatrides, renvoyant en miroir les mêmes scènes qu'en Palestine : « *La même scène partout, des ruelles vides, des banderoles noires, des versets coraniques diffusés à fond la caisse, quelques voitures décorées des rubans noirs [...], des magasins fermés, des hommes et des femmes aux yeux bouffis et le regard vide* ». Le rythme saccadé de la syntaxe renforce l'effet d'accumulation qui confère aux scènes libanaises l'impression d'un désordre émotionnel.

titre : « Pas de larmes pour Arafat dans la Jérusalem juive. »

Ces scènes de désespoir contrastent fortement avec les réactions dans les quartiers juifs de Jérusalem où « *nul ne pleure la mort d'Arafat* ». Certains se disent même « *ravi s d'apprendre qu'il est mort, ce tricheur qui nous fait croire à la paix mais a continué à être un chef terroriste* ». Cet article constitue l'antithèse émotionnelle des deux précédents. Le titre informationnel nominalisé contraste fortement avec la titraille des deux précédents articles. En proposant ainsi le contre-point de l'émotion des territoires palestiniens, le quotidien indique l'image stéréotypée du leader palestinien qui est présente en Israël : « *Il n'est pas le démon comme on le montre en Israël, mais il ne s'est certainement pas comporté à notre égard et à celui de son peuple comme un ange* ». Le témoignage de Yuri Avnery, homme politique de la gauche israélienne, renforce clairement la dénonciation du stéréotype : « *Certes Arafat fut longtemps notre ennemi. Mais le gouvernement d'Ariel Sharon l'a transformé en monstre* ».

Le second temps discursif des réactions face à la mort de Y. Arafat contraste avec l'omniprésence de l'émotion dans les territoires palestiniens. Le quotidien produit trois articles : « Tristesse dans le monde arabo-musulman qui exhorte les Palestiniens à l'union » et « Le drapeau de l'ONU en berne à Genève. Aman " profondément ému" ». A la douleur d'un peuple succède l'hommage politique, souligné par les déclarations des leaders arabes qui mettent en avant « *le grand dirigeant* » (Chefs des Fronts démocratiques et populaires de la Palestine), un « *résistant palestinien éminent* » (Ministre syrien de l'Information). Mais ces articles soulèvent implicitement la question de la succession d'Arafat qui est traitée ouvertement ensuite dans deux articles par le quotidien libanais.

L'après-Arafat est l'un des thèmes majeurs dont les journaux s'emparent dès le début de l'agonie du dirigeant palestinien. Deux articles donnent les points de vue israélien et arabe. En procédant ainsi, en donnant la parole aux deux parties, le quotidien libanais se pose en arbitre du discours politique sur l'après-Arafat.

titre : « La disparition de Arafat peut marquer un "tournant historique", affirme Sharon. »

sous-titre : « *L'Etat hébreu espère relancer le processus de paix avec une nouvelle direction " responsable".* »

Le titre informationnel renseigne le lecteur sur la position de l'Etat hébreu face à la mort d'Arafat et à sa succession. Le discours cité prend une large place dans l'article. Il illustre la règle argumentative sous-jacente à l'article, la dénonciation des détracteurs de Y. Arafat, le discours citant développe une énonciation centrée sur le caractère péremptoire des affirmations des politiques israéliens par l'emploi de verbes introducteurs, tels que « *affirmer réaffirmer, considérer* » et souligne le ton des déclarations, « *Ariel Sharon a donné le ton* », « *Yossed Lapid a adopté un ton beaucoup plus pugnace* ». L'article se clôt sur les propos de Yosef Lapid, Ministre israélien de la Justice : « [...] *Arafat était non seulement le chef du terrorisme contre Israël mais aussi le père géniteur du terrorisme qui sévit dans le monde actuellement, y compris Al-Qaëda* ». Le statut du locuteur renforce leur nature polémique dans la mesure où ils sont prononcés par un représentant de l'Etat hébreu et ont donc valeur d'autorité. L'article vise à produire ici un

discours de contre-autorité, en mettant en avant les déclarations israéliennes.

titre : « Les Arabes redoutent les conséquences du “grand vide”. »

sous-titre : « *La balle est dans le camp israélien.* »

Cet article est remarquable par la figure de Y. Arafat qu'il dessine ; le journaliste utilise le discours citant et se sert de l'argument d'autorité, personnifié par le témoignage d'experts (un analyste politique, le rédacteur en chef d'un journal, etc.) qui accolent au visage politique de Y. Arafat des termes comme « *charisme* », « *aura* », « *talent* ». L'article place Y. Arafat sur une sorte de piédestal discursif, mettant en avant le caractère irremplaçable du leader palestinien. Cette position est soulignée par le terme « *symbole* », qui sous-entend « *qu'on peut toujours remplir le vide laissé par un dirigeant, mais il n'est pas facile de remplir le vide laissé par le leadership qu'assumait Arafat et qui était son talent* ». Le nœud de la représentation médiatique du leader politique et de la lutte sémantique, survenue au moment de son agonie entre officiels palestiniens et médecins français, réside dans cette phrase. Faire de Y. Arafat un symbole implique de faire abstraction de son caractère d'humain (et donc de sa maladie) pour ériger la figure d'un leader atemporel (au-delà de sa mort), méta-politique (au-delà des partis politiques palestiniens) et historique (car il a résisté militairement et politiquement à l'Etat d'Israël).

Sept articles sur les funérailles de Y. Arafat composent l'édition du 13 novembre 2004. *L'Orient le jour* consacre donc moins d'articles que les quotidiens français à cet événement. La narration se décompose en deux moments, le premier revient comme dans l'édition précédente sur la géographie de l'émotion et le second s'intéresse au commentaire sur la figure du leader politique.

Deux articles consacrent l'immense émotion régnant autour de l'inhumation de Y. Arafat en Palestine.

titre : « Arafat inhumé à la Mouqata'a. »

sous-titre : « *Fous de douleurs, des dizaines de milliers de Palestiniens ont rendu un dernier hommage au raïs à Ramallah.* »

Le titre informationnel nominalisé situe géographiquement l'événement alors que le sous-titre place l'article dans le registre de l'émotion avec l'expression « *fous de douleurs* » et quantifie l'hommage rendu par la population palestinienne, « *des dizaines de milliers de Palestiniens* ». L'article laisse peu de place aux témoignages, les descriptions suffisant à décrire la douleur et le deuil : « *une ferveur touchant parfois l'hystérie* », « *la cohue a pris, à certains moments, des allures indescriptibles* », « *d'autres se sont évanouies dans la bousculade* », « *un habitant de Ramallah hurlait* ». La force évocatrice des scènes décrites par le journaliste plongent le lecteur dans une atmosphère de chaos et de ferveur populaire, qui était déjà sous-jacente dans le titre de Une « *Arafat rendu à son peuple* » et dans certaines expressions : « *l'ampleur de cette vague d'émotion* », « *une véritable marée humaine* ».

titre : « Unis dans la douleur, les Palestiniens du Liban s'accrochent au droit de retour. »

sous-titre : « *Les réfugiés des camps organisent des funérailles symboliques à*

Yasser Arafat dans la douleur. »

La titraille, à dominante informationnelle, renseigne sur la façon dont l'événement est vécu au Liban. L'intérêt de l'article réside dans son contenu. Il y est certes question de « tristesse », de « détresse », de « tragédie » mais les commentaires sur l'après-Arafat dominent. A l'émotion visible et visuelle mais muette des territoires palestiniens succède une émotion bavarde. La part du discours rapporté est majoritaire dans cet article, la distance géographique et émotionnelle d'avec l'événement autorise les réfugiés palestiniens à prendre la parole.

Les deux articles contribuent à dessiner la figure de Y. Arafat, celle d'un symbole, d'un leader paternaliste et protecteur. Trois autres articles complètent le tableau en faisant de Y. Arafat un leader historique aux côtés de Yitzhak Rabin, de Gamal Abdel Nasser et d'Hussein de Jordanie. Le récit des coulisses des accords d'Oslo en 1993, « L'accord avec Rabin à Washington : une poignée de main, " pas de bise !" », renvoie à l'anecdote mais rappelle que le leader palestinien a participé à l'Histoire. Par ailleurs, rapprocher dans un article, « Rabin, Hussein, Arafat, obsèques symboles de trois figures du Proche-Orient », trois leaders politiques reconnus pour leur rôle primordial au Proche-Orient, permet d'attribuer par glissement discursif leur qualité de « leader historique » à Y. Arafat. L'argument d'autorité est posé par la géographie du titre, plaçant côte à côte les trois hommes et par l'événement des « obsèques » ; ceux-ci, par la ferveur populaire et l'hommage politique rendu au Caire, sont la preuve pour le journal de la position du leader palestinien dans l'espace politique et dans l'Histoire.

L'éditorial « Nasser, Yasser... » use du même procédé rhétorique, comparant le dirigeant égyptien au leader palestinien. La comparaison permet au journaliste de s'affranchir du discours de preuve et de privilégier le commentaire : « *Jamais depuis Nasser, la disparition d'un chef d'Etat n'a été ressentie avec tant de douleur et de désarroi par les siens* ». Tout en soulignant les maladroites d'Arafat, il applaudit le leader palestinien qui, comme Nasser, a « *joué la guerre pour parvenir à la paix* ». L'éditorial qui tient lieu d'oraison funèbre contribue à renforcer le caractère symbolique de la figure du Raïs qui, « *des épreuves les plus humiliantes, [...] aura une fois de plus tiré une improbable grandeur* ».

Le traitement médiatique du quotidien libanais dresse donc le portrait d'un leader adulé par le peuple palestinien, maltraité par ses adversaires, et renvoie l'homme politique à la figure symbolique d'un chef d'Etat palestinien (sans Etat) irremplaçable. Le discours hagiographique réservé à la personne de Y. Arafat place le quotidien libanais à l'exact opposé du *Jerusalem Post*.

Par ailleurs, le thème de l'empoisonnement occupe une place beaucoup plus importante dans le quotidien libanais que dans les autres journaux puisque, pendant plus d'un mois (du 17 au 21 décembre 2004), il y consacre huit articles. Sans entrer dans le détail de l'analyse de ces articles, leur quantité est déjà un élément significatif de l'écho donné par le quotidien à cette rumeur. Traiter de ce type d'information ne signifie pas qu'on l'accrédite, mais montre au moins que le journal la trouve suffisamment plausible pour lui accorder huit articles.

1-3 Un terroriste opportuniste (*The Jerusalem Post*)

The Jerusalem Post a une ligne politique proche de la droite libérale israélienne ; il est en ce sens dans la même orientation que le gouvernement de 2004, dirigé par A. Sharon, alors membre du Likoud.

1-3-1 La figure énonciative du terroriste opportuniste

Le journal israélien adopte deux positions par rapport à la qualification du leader palestinien : d'une part, un ensemble de termes descriptifs précise son statut politique « *Arafat l'homme d'Etat* », « *le Président de l'OLP* », « *le leader palestinien Yasser Arafat* ⁵⁷⁸ », son statut symbolique « *le père des Palestiniens* », « *un leader charismatique* », « *son leader historique* », « *Arafat, le symbole des Palestiniens* », « *Arafat l'icône militante* ⁵⁷⁹ », son statut de guerrier-milicien « *Abu Amar* » « *le shebab* ». Le leader palestinien est le plus couramment nommé par son patronyme - Arafat, parfois complété de son prénom ; la neutralité de cette dénomination est souvent contrebalancée dans l'article par une terminologie beaucoup plus subjective et dépréciatrice, soit directement sous la plume du journaliste qui parle de « *dictature* » au sujet du régime palestinien, de « *personne à deux visages* », ou sous le ton de l'ironie, marquée par le guillemetage, de « *Président martyr* ⁵⁸⁰ ». Arafat est associé également à des figures historiques au passé violent et sombre, « *Arafat, le disciple noir de Hussein* ⁵⁸¹ ».

Mais, régulièrement, le quotidien use des citations qualifiantes comme d'un discours de preuves alléguant le statut de Y. Arafat ; des officiers basés à Jérusalem parlent de « *sa participation à la terreur* », « *le père du terrorisme moderne* ⁵⁸² ». Ce sont aussi des accusations explicites « *Arafat est absolument responsable des meurtres et du deuil de milliers d'Israéliens* », mettant en avant son implication dans les violences terroristes. Y. Arafat est dépeint comme un leader « *dont le sang a teint ses mains de façon indélébile* ⁵⁸³ ». Le discours à charge est axé sur l'accusation de terrorisme et sur

⁵⁷⁸ L'appel de note est inséré dans le dernier mot du groupe citationnel et renvoie donc à la traduction de l'ensemble : « *Arafat the statesman* », « *PLO chairman* », « *Palestinian leader Yasser Arafat* ».

⁵⁷⁹ « *Palestinian's father* », « *a charismatic leader* », « *his historic leader* », « *Arafat, symbol of Palestinians* », « *Arafat the militant icon* ».

⁵⁸⁰ « *diktatorship* », « *double-faced person* », « *martyred president* ».

⁵⁸¹ « *Arafat, Hussein's dark disciple* », Hussein est un nationaliste palestinien qui soutint la grande insurrection arabe de 1936-1939 en Palestine opposée à l'immigration juive en Palestine. Opposé à l'installation des juifs en Palestine, il se rangea aux côtés des Allemands contre les Anglais, et durant la seconde guerre mondiale s'allia avec les nazis et assura leur propagande dans le monde arabe.

⁵⁸² « *his involvement in terror* », « *the father of modern day terrorism* ».

⁵⁸³ « *Arafat is positively responsible for the murder and mourning of thousands of Israeli* », « *whose blood has indelibly tainted his hands* ».

son incapacité politique : « *Il nous avait promis la paix des braves, il nous a donné la pierre tombale* ⁵⁸⁴ ». Cette phrase, soulignée par un jeu de mots en anglais sur les termes « *brave* » and « *grave* », reprend les propos que Y. Arafat avait tenus quelques années auparavant.

Nous avons relevé plusieurs articles caractéristiques de la représentation de Y. Arafat dans le quotidien israélien.

titre : « Natorei Karta joins hospital vigil ⁵⁸⁵ . » (« Natorei Karta rejoint la veille (d'Arafat) devant l'hôpital. », 07/11/2004)

Cet article est intéressant par le procédé discursif, qui se base sur une argumentation par analogie. Natorei Karta est un mouvement orthodoxe juif antisioniste, il est connu pour ses positions extrémistes à l'égard d'Israël. Le journal le décrit comme fermement opposé au droit d'Israël à exister et cite les différentes actions de l'association, comme preuve de son illégitimité : drapeaux israéliens brûlés, collaboration avec des organisations anti-israéliennes, et un représentant au sein de l'Autorité palestinienne. Des membres de Natorei Karta sont venus soutenir Y. Arafat à Paris. L'analogie entre ce mouvement, considéré comme dangereux par l'Etat d'Israël, qui soutient Arafat est faite par un glissement sémantique et symbolique entre Arafat et Natorei Karta, du type « les amis de mes ennemis sont mes ennemis ». Ce premier stade de la dépréciation est complété par le contenu de l'article et la description qu'il fait d'une manifestation se tenant devant l'hôpital Percy : « *Une banderole indiquait, " La Palestine a vaincu Rome, elle vaincra Washington. Arafat = Jésus, Sharon=Barrabas, voleur et criminel, Bush= Pilate, lâche, assassin et idiot"* ⁵⁸⁶ ». Le procédé argumentatif est ici particulièrement intéressant car le contenu de la banderole, qui contient un argument *ad personam*, sert à créer une contre-argumentation *ad personam*. La référence à l'histoire et aux écrits bibliques ancre plus fortement encore le discours dans la réfutation du mouvement antisioniste et par ricochet de Y. Arafat.

Deux autres articles, parus le 12 novembre 2004, sont également remarquables par la stratégie argumentative qu'ils mettent en place.

titre : « Remember the man, not the legend » («Rappelez-vous l'homme pas la légende »)

Sous-titre : « *Any respect given to the dying or dead Arafat offends not only the memory of his Israeli victims but the Palestinian people themselves.* » (« *Toute forme de respect pour Arafat mourant ou mort offense non seulement la mémoire de ses victimes israéliennes mais aussi celle du peuple palestinien lui-même* »).

Cet article propose un discours dénonçant à la fois Arafat et les médias qui le

⁵⁸⁴ « *He promised us the peace of the brave and he gave us the piece of the grave* ».

⁵⁸⁵ Par souci de clarté, nous traduisons directement dans le texte les titres des articles, à la différence des citations qui sont traduites en note de bas de page.

⁵⁸⁶ « *A banner read, " Palestine defeated Rome, i twill defeat Washington. Arafat = Jesus, Sharon=Barrabas, thief and criminal, Bush= Pilate, coward, assassin and idiot".* »

célèbrent sur son lit de mort. La technique argumentative est intéressante car elle se base sur l'exemple. Le journaliste s'appuie sur une série d'anecdotes pour établir la règle « Remember the man not the legend ». L'article oppose les termes médiatiques qui saluent le leader palestinien « *Arafat est un leader du niveau de Ben Gourion et George Washington – un bâtisseur de nation*⁵⁸⁷ », à la réalité quotidienne rapportée par le journaliste sous le terme « *la dépravation de l'homme* ». Il accuse explicitement Y. Arafat, craignant pour sa sécurité, d'avoir demandé à des femmes et des enfants de venir vivre à la Mouquata'a afin de dissuader l'armée israélienne de bombarder le bâtiment.

titre : « An olive branch and a gun » (« Une branche d'olivier et un pistolet »)

Le titre de référence renvoie à la fois aux symboles de « la branche d'olivier comme symbole de la paix » et du « pistolet comme symbole de la violence » et au discours prononcé par Arafat à l'ONU en 1974. Le texte retrace l'existence de Y. Arafat ; son intérêt réside dans la structure de la biographie : un récit factuel émaillé de constats et de jugements, dont voici les principaux items (les flèches figure la progression dans l'article) : « *Il a gagné le respect du monde entier quand il a accepté un accord de paix avec Israël. [...] Sa mission de pacificateur tourna court.* » □ « *avant de se tourner vers le terrorisme et vers la politique dans l'espoir de briser Israël* » □ « *le Président de l'OLP [...] (qui) est devenu synonyme de terrorisme* » □ « *Il fut responsable de la mort de plus de 650 israéliens* » □ « *Arafat jurait toujours qu'il avait du nez pour flairer le danger* » □ « *Il a renoncé au terrorisme et a accepté le droit d'exister d'Israël* » □ « *il avait deux visages* » □ « *Sa nouvelle gouvernance... a été tourmentée avec les allégations de corruption* » □ « *Israël a trouvé des documents liant Arafat aux attaques terroristes et il a été largement tenu responsable de la seconde Intafada*⁵⁸⁸ ».

Cette énumération de faits accusateurs peut ici rappeler l'énoncé des charges contre un prévenu lors d'un procès. Le discours du *Jerusalem Post* représente Y. Arafat comme un personnage ambigu, à mi-chemin entre un terroriste et un homme politique peu scrupuleux.

1-3-2 Les funérailles

Le moment des funérailles d'Arafat est relaté par *The Jerusalem Post* dans les éditions du 12 et du 14 novembre 2004. Nous avons, comme pour les précédents quotidiens, dressé un tableau récapitulatif des articles narrants l'événement ; articles que nous avons cette fois-ci regroupés dans un seul tableau. Les rubriques auxquelles appartiennent les articles ne sont pas mentionnées sur le cédérom du *Jerusalem Post* consulté.

⁵⁸⁷ « *Arafat is a leader on a par with Ben Gourion and George Washington – a nation builder* ».

⁵⁸⁸ « *He captured world respect when he agreed to a peace deal with Israël. [...] His stint as peacemaker turn short* » □ « *before turning to terrorism and politics in hope* » □ « *the chairman of the Palestinian Liberation Organization [...] (which) became synonymous with terrorism* » □ « *It was responsible for the deaths of more 650 israelis* » □ « *Arafat always swore he had a nose for danger* » □ « *He renounced terrorism and accepted Israel's right to exist* » □ « *he was doubled-faced* » □ « *His new governance... was plagued with allegations of corruption* » □ « *Israel found documents linking Arafat to terror attacks and he was widely held responsible for the second Intafada* ».

L'édition du 12 novembre 2004 produit deux articles annonçant les préparatifs des funérailles de Y. Arafat : « Highest level of alert declared » (« Niveau d'alerte maximum ») et « Israeli Arabs fly black flags » (« Les Arabes israéliens font flotter les drapeaux noirs »)

titre : « Highest level of alert declared. »

Le titre de référence renvoie au code de défense ou de sécurité lorsqu'une menace est imminente. L'article traite des préparatifs de sécurité pour prévenir les débordements des Palestiniens ou des Israéliens d'origine palestinienne. Le quotidien envisage le côté matériel de la mort d'Arafat, ce qui se comprend par le fait que les territoires israélien et palestinien se jouxtent.

titre : « Bush extends condolences. » (« Bush présente ses condoléances »)

L'intérêt de cet article réside dans la place du discours rapporté comme argument d'autorité. Ce sont des hommes d'Etat qui s'expriment, George Bush, Tony Blair, des secrétaires d'Etat ou des émissaires américains spécialisés dans les affaires proche-orientales, Colin Powell, Martin Indyk. La stature de ces hommes confère à la parole rapportée une légitimité évidente. Les propos modérés des hommes politiques américains décrivent la mort d'Arafat comme « *un moment significatif pour l'histoire palestinienne*⁵⁸⁹ » (G. Bush). L'élément mis en avant est le renouveau politique que peut constituer la mort de Y. Arafat.

Le 14 novembre 2004, *The Jerusalem Post* propose six articles dont un situé en Une, narrant le déroulement des obsèques de Y. Arafat. Nous n'allons pas tous les analyser en détail car ils sont très descriptifs (« Temple Mount prayers pass peacefully ») et ne réservent que peu de place à des témoignages palestiniens. Nous observons cependant le même procédé narratif que dans les autres quotidiens, consistant à envisager le deuil des palestiniens à travers les principaux lieux : Ramallah, Gaza, Jérusalem-Est, le Caire. Un article est également consacré à Suha Arafat et ses relations difficiles avec les Palestiniens, (« Suha heeds warnings to avoid Ramallah ») ; un autre article narre les incidents survenus dans les territoires palestiniens et à Jérusalem-Est (« General closure to continue »).

titre : « Arafat's funeral marked by mixture of gunfire, tears. »

L'article décrit la ferveur, les cris et les pleurs, insiste sur les coups de feu tirés en l'air, les blessés, les scènes d'émeute. Le journaliste explique ainsi ces mouvements de foule : « *Deux semaines d'apathie humiliante pour le leader mourant ont été rachetées par l'épanchement d'émotion : chacun a voulu toucher l'homme qu'ils appellent "le président" et saisir une partie d'histoire aussi*⁵⁹⁰ ». Cette phrase renforce le caractère symbolique de Y. Arafat pour son peuple, en mettant en exergue la contiguïté de la matérialité du corps sacré de l'homme (Y. Arafat), l'incarnation politique abstraite (le président de l'Autorité palestinienne et le guerrier) et le désordre émotionnel des Palestiniens.

⁵⁸⁹ « a significant moment for the Palestinian history ».

⁵⁹⁰ « Two weeks of humiliating apathy for the dying leader were redeemed by the outpouring of emotion : everyone wanted to touch the man they call " the president ", and grab a part of history as well »

La couverture médiatique des obsèques réalisée par *The Jerusalem Post* est donc très largement orientée sur la question sécuritaire ; le discours cité est rare, ce qui provoque une certaine distanciation de la narration. Par ailleurs, le nombre d'articles consacrés à l'événement est très inférieur aux éditions du *Monde*, de *Libération* ou de *L'Orient le Jour*.

Le discours à charge est quant à lui appuyé par les commentaires des journalistes, le discours rapporté et la structure de certains articles. Enfin, la rumeur de l'empoisonnement de Y. Arafat n'est pas traitée spécifiquement par le quotidien israélien. Le fait est brièvement rapporté dans un article publié le 14 novembre 2004, « Comédie française », référant aux tergiversations médicales au moment de l'agonie d'Arafat : « *Peut-être parce qu'il n'y a pas de causes connues à la mort (d'Arafat), Khaled Maschaal du Hamas accuse Israël de l'avoir empoisonné*⁵⁹¹ ».

La construction rhétorique en faveur ou en défaveur du mythe politique, constituée en partie sur la représentation médiatique de la mort de Y. Arafat, est un processus argumentatif complexe. L'étude de la rhétorique médiatique des quatre quotidiens a mis à jour des procédés discursifs qui ont confirmé nos hypothèses de départ. *The Jerusalem Post* donne du leader palestinien l'image d'un dirigeant-terroriste devenu homme politique par opportunisme ; cette représentation est à l'opposé de celle donnée par *L'Orient le jour* qui dépeint Y Arafat comme un homme d'Etat courageux, ayant su résister à la pression israélienne. *Le Monde* et *Libération* se placent en arbitre de ce débat discursif et symbolique, en représentant Y. Arafat comme un homme complexe, aux multiples vies, allant du terroriste au Président de l'Autorité palestinienne, en passant par le prix Nobel de la paix.

Cette étude de la construction de la figure du leader politique dans la presse permet d'envisager comment cette figure peut se construire en ligne sur les sites des partis.

2–Le leader politique sur internet : figure de l'ethos virtuel

La figure du leader politique sur internet est privée de la relation au tiers dans la mesure où, sur les sites des partis politiques, le discours émane de l'instance politique à laquelle le leader appartient et qu'il dirige. Les figures observables et observées diffèrent donc considérablement. Il ne s'agit pas ici de comparer les représentations données par la presse écrite et celles affichées sur les pages électroniques des sites des partis politiques, puisque les dispositifs (support, temporalité, accessibilité) ne sont pas les mêmes et ne peuvent donc être valablement mis en parallèle. Il s'agit plutôt, en examinant la figure du leader politique sur internet, de voir comment se construit celle-ci et comment, éventuellement, elle peut compléter, contredire ou ignorer les représentations à l'œuvre dans la presse écrite. En d'autres termes, quelle est la latitude sémantique et symbolique autorisée sur le média électronique par rapport à des pré-cadres discursifs médiatiques, ancrés dans les imaginaires collectifs nationaux (israélien, palestinien, et nord-irlandais) ?

L'enjeu d'une analyse comparée de la figure du leader politique, dans la presse écrite

⁵⁹¹ « *May be because there is no known "cause of death" Hama's Khaled Maschaal accuses Israel of poisoning him* ».

et sur internet, est de mettre à jour les stratégies discursives dans les sites des différents partis, permettant au leader de corriger ou de renforcer les représentations à l'œuvre dans la presse écrite.

2-1 Le leader politique pour lui-même et par lui-même

Notre corpus est très hétéroclite dans la mesure où il comprend des sites très élaborés, à la réticularité complexe, et d'autres qui ressemblent davantage à de simples tracts politiques, à la tabularité presque nulle. Les représentations du leader politique sont donc logiquement très hétérogènes dans leur forme et leur contenu. Nous avons sélectionné les portraits électroniques des leaders des quatre principaux partis pour chacun des conflits, le Sinn Féin et le DUP pour l'Irlande du Nord, le Likud et Kadima pour Israël. Notre choix s'est fait selon deux critères. Un critère électoral : nous avons sélectionné les deux partis ayant le plus grand nombre de sièges à la Knesset et au Parlement de Stormont. Un critère de validité ensuite : les « figures électroniques » des leaders du SDLP et de l'UUP sont minimalistes dans la mesure où elles sont réduites à l'état civil et à un *curriculum vitae* très concis. Le site israélien du parti travailliste ne possède aucune rubrique réservée à la présentation de son dirigeant ; le site du Fatah possède quant à lui un lien hypertextuel renvoyant à un site présentant Mahmoud Abbas, mais celui-ci est inaccessible. Ces absences discursives sont la preuve d'un traitement différencié du leader politique, représenté selon les conflits et selon les partis. Il ne faut pas nécessairement y trouver une raison rhétorique puisque, dans le cas du Fatah, il y a une impossibilité technique qui empêche la figure de l'ethos virtuel de s'exprimer. Cependant, le faible volume rhétorique déployé par les sites nord-irlandais du SDLP et de l'UUP est révélateur de stratégies discursives centrées sur le collectif et l'action et non sur la personne unique du leader. Nous formulons l'hypothèse que ces ethos « atténués » sont dus au fait que Mark Durkan et Sir Reg Empey sont moins médiatisés et populaires que leurs adversaires Gerry Adams et Ian Paisley, et que, de fait, le leadership est collégial. Cette hypothèse peut être lue dans le sens inverse, c'est-à-dire que du fait d'un leadership collectif, les chefs des partis sont moins mis sur le devant de la scène médiatique. *A contrario*, la forte personnalité politique et médiatique des leaders du Sinn Féin et du DUP favorise une stratégie discursive centrée sur leur personne. Leur notoriété est un des points extra-discursif de l'ethos de chacun de ces partis, fondé sur l'argument d'autorité.

2-1-1 Gerry Adams

La figure du leader politique est extrêmement diffuse sur le site du Sinn Féin. En effet, aucune rubrique n'est spécifiquement consacrée à Gerry Adams. Seule la rubrique Sinn Féin leadership renvoie à une page organigramme mais nous n'observons aucune mention biographique dans cette rubrique. L'ethos est donc implicite mais pas manifeste. L'internaute trouve des traces du leadership dans différentes rubriques : « Sinn Féin Leadership » « La direction du Sinn Féin », « Elective representatives » (« Les représentants éligibles »), « Newsroom » (« La salle de rédaction »), « Peace process » (« Processus de paix ») et « Online Store » (« Boutique en ligne »). Les deux premiers éléments sont en lien direct avec l'action politique puisqu'ils concernent l'organigramme

du Sinn Féin et les suffrages. La rubrique « Peace Process » met en avant la figure du leader à travers les discours que celui-ci a prononcés au cours de différentes manifestations : (« Ard Fheis speeches », « Bodenstown (ville dans le comté de Kildare) Speeches », « Keynote addresses » (« *Discours programme* »). La part du leader politique dans le processus de paix est logiquement centrale, puisque c'est lui que les médias représentent dans les négociations avec les unionistes.

La rubrique « Newsroom » regroupe également de nombreux discours prononcés par G. Adams, sous leur forme écrite mais également audiovisuelle. Nous avons sélectionné deux textes issus des archives de la rubrique, car ils nous semblent révélateurs de la position discursive du leader politique républicain. Ces deux articles traitent des accords entre le Sinn Féin et le DUP dans l'optique d'un gouvernement bipartite.

titre : « Sinn Féin Ard Fheis to go ahead on January 28th. », (« La rencontre annuelle du Sinn Féin se tiendra le 28 janvier. »)

Cet article, daté du 13/01/07, rapporte au discours direct les propos que G. Adams a tenu lors de l'assemblée annuelle du Sinn Féin. En dehors de la marque énonciative à la première personne (singulier et pluriel) qualifiant habituellement les discours politiques, l'ethos est présent à travers deux types d'arguments : le bon sens, par la reconnaissance de la compétence sécuritaire des institutions nord-irlandaise (PSNI), est souligné par l'expression « *C'est une décision extrêmement courageuse et elle permettra d'assurer la poursuite du processus de paix*⁵⁹² ». L'argument *ad hominem*, présent à deux reprises dans l'article, apparaît dans les propos de G. Adams, « [...] *malgré l'incapacité du DUP à répondre positivement* » et « *Sinn Féin ne sera pas paralysé par les éléments réfutateurs du DUP*⁵⁹³ » renforce le décalage présenté par le narrateur entre le « bon sens » du Sinn Féin et l'inconséquence de certains membres du DUP.

titre : « Agreement between Sinn Féin and DUP marks the beginning of a new era of politics on this island. », (« L'accord entre le Sinn Féin et le DUP marque le début d'une nouvelle ère politique sur cette île. »)

Ce texte est la retranscription au discours direct du discours de G. Adams, faisant suite à l'entrevue historique du 26 mars 2007 avec I. Paisley. Ce moment devait consacrer le retour d'un gouvernement bipartite à partir du 8 mai 2007. Il révèle, par la technique de l'exemple, la position politique du Sinn Féin (la règle), et à travers lui, celle de G. Adams, fondée sur la compétence de la négociation politique : « *Le Sinn Féin est en train construire une nouvelle relation entre l'orange, le vert et les autres couleurs, [...]. J'ai le plaisir de dire que collectivement nous avons créé le potentiel pour construire une relation nouvelle, harmonieuse et équitable entre les Nationalistes, les Républicains et les Unionistes*⁵⁹⁴ ». La figure de l'ethos est ici clairement posée : elle est collective et tournée vers l'Autre.

La rubrique « Newsroom » propose d'accéder à la représentation audiovisuelle du

⁵⁹² « *This is a hugely courageous decision and will ensure that the process continues to move forward* ».

⁵⁹³ « [...] *despire the failure of the DUP to respond positively* » et « *Sinn Féin will not be paralysed by rejectionist elements of the DUP* ».

leader politique à travers huit vidéos mettant en scène G. Adams, dans des situations de politique interne (Ard Fheis et Belfast), internationale (à Dublin ou incitant à voter non au référendum sur la constitution européenne), de négociations avec des groupes paramilitaires (RIRA, INLA⁵⁹⁵) ou de présentation du nouveau site du parti. L'action politique est donc également mise en avant par le multimédia ; cela constitue en quelque sorte la matérialisation visuelle d'un discours de preuve sous-jacent dans l'écrit. L'utilisation de la vidéo est une façon de combler virtuellement l'absence de matérialité du dire et de l'agir politique sur internet. Avec l'audiovisuel, le corps politique (dans les deux sens du terme) s'autonomise et se détache de la contingence de l'écrit. La nouveauté réside dans la facilité avec laquelle l'internaute accède à ces procédés multimédias.

Enfin, la figure du leader politique sur le site du Sinn Féin s'institue pleinement et paradoxalement dans la rubrique « Introduction to Sinn Féin » ; le paradoxe réside dans l'absence de la figure énonciative de G. Adams dans cette rubrique, et c'est pourtant à partir de ce vide discursif que se construit la figure énonciative de l'ethos. En effet, nous évoquions précédemment la dissolution de la singularité du leader dans la collectivité politique sur le site du Sinn Féin ; cette rubrique en est la parfaite illustration. L'internaute est introduit dans la logique politique du parti républicain non par un ethos centré sur l'individu G. Adams mais sur un ethos collectif, concrétisé dans le gaélisme Sinn Féin (« We ourselves⁵⁹⁶ » en anglais).

2-1-2 Ian Paisley

Les indices de la présence du chef du parti unioniste sont nombreux sur le site du DUP ; dans la page d'accueil avec une photo du collectif dirigeant en haut de page, mais aussi sur toutes les pages que l'internaute ouvre, puisque cette photo est un élément fixe de la page-écran. Certes, comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, I. Paisley est photographié au milieu d'autres dirigeants du DUP mais la composition de l'image est telle que le regard du lecteur se focalise sur lui. Il y a donc là un premier indice, formel, de la figure prépondérante du leader politique sur le site du DUP.

Nous retrouvons d'autres indices visuels de la présence de I. Paisley dans les rubriques « Download » (« Télécharger »), « Policy documents » (« Documents politiques »), et « DUP Manifestos » (« Manifeste du DUP »). Dans la première, l'internaute peut télécharger des fonds d'écran reprenant le visuel de la page d'accueil. Dans les deux suivantes, I. Paisley est présent sur les pages de couverture de trois

⁵⁹⁴ « *Sinn Féin is about building a new relationship between orange and green and the other colours, [...]. I am pleased to say that collectively we have created the potential to build a new, harmonious and equitable relationship between nationalists and republicans and unionists* ».

⁵⁹⁵ La Real Irish Republican Army (RIRA) est un groupe paramilitaire terroriste dissident de la Provisional IRA, fondé en 1997, responsable notamment des attentats d'Omagh en 1998. L'Irish National Liberation Army (INLA) est une organisation terroriste dissidente de l'IRA, fondée en 1974.

⁵⁹⁶ Nous ne pouvons traduire cet anglicisme que de manière approximative, car il n'y a pas d'équivalent en français à l'expression « *we ourselves* » ; dans la logique d'une identité ostentatoire, nous pourrions traduire : « *Nous (pour et par) nous-mêmes* ».

documents de politique générale, « Leading for Ulster : our record of achievement » (« Diriger pour l'Ulster : notre record de réalisations »), « Serving you, full time, all the time... » (« A votre service, à plein temps, tout le temps ») et les manifestes du DUP en 2005 et 2003.

Mais I. Paisley est aussi présent dans le multimédia puisque l'internaute peut télécharger ses discours à la rubrique « Download » ou visionner un clip-vidéo tourné pour la précédente campagne électorale, ayant pour personnage central I. Paisley.

Enfin, I. Paisley apparaît plus traditionnellement dans une page consacrée au représentant du DUP, dans un texte exposant son parcours politique, professionnel et scolaire. Ce texte de présentation, rédigé à la première personne, s'adresse directement à l'internaute. La rédaction à la première personne du singulier, est une façon d'assumer l'entière responsabilité du discours, de créer un contact plus direct avec l'internaute, en lui donnant l'impression d'un face à face. En dehors de cette marque formelle, le texte est intéressant par l'argumentation *ad hominem* qu'il développe puisque deux paragraphes sont consacrés à la dénonciation de la politique du Sinn Féin et le second à celle de l'UUP. Par ce procédé, I. Paisley délégitime l'adversaire en démontrant que la victoire du DUP en 2003 a obligé le Sinn Féin à changer d'attitude : « [...] *Le monde a vu exposé le caractère criminel de l'IRA/SINN Féin. Les gouvernements anglais irlandais ont été obligés d'admettre que l'IRA/SINN Féin ne peut pas reprendre les négociations jusqu'à ce que tous liens avec des activités criminelles cessent* ⁵⁹⁷ ». La juxtaposition des deux entités nominales Sinn Féin (parti politique) et IRA (groupe paramilitaire terroriste) décrédibilise partiellement l'action politique des Républicains.

Le second paragraphe attaque l'incapacité de David Trimble (ancien dirigeant de l'UUP) à conduire correctement le processus de paix et la reconstruction de l'Irlande du Nord.

La page se conclut sur trois colonnes développant respectivement la carrière professionnelle et la scolarité de I. Paisley, sa carrière politique, et son adhésion à différentes institutions.

Un raccourci hypertextuel renvoie au site personnel de I. Paisley. Ce site, <http://www.ianpaisley.org>, s'ouvre sur la photo de I. Paisley et sur l'intitulé « European Institute of Protestant Studies ». Il ne s'agit donc pas d'un site consacré à la carrière politique du dirigeant du DUP mais ayant trait à sa profession (il est pasteur). I. Paisley y apparaît comme un faire-valoir, une caution pour l'Institut Européen des études protestantes ; d'ailleurs, l'adresse URL renvoie à ce document, qui peut être considéré comme formellement proche du pop-up ⁵⁹⁸. Tous les liens de cette page renvoient ensuite à la véritable page d'accueil de l'institut. Il y a donc confusion volontaire entre les carrières

⁵⁹⁷ « [...] *the world have seen the criminality of IRA/Sinn Féin exposed. The British and Irish Governments have been obliged to admit that IRA/Sinn Féin cannot resume negotiations until all links with criminal activities cease* ».

⁵⁹⁸ Le pop-up est une fenêtre intrusive, secondaire qui s'ouvre à la place ou sur la page demandée sans avoir été demandée par l'internaute. Dans le cas présent, nous avons demandé cette page, mais nous pouvons l'assimiler à la famille des pop-up dans la mesure où elle n'est pas la véritable page d'accueil du site et induit l'internaute en erreur, puisqu'elle ne renvoie pas au site personnel de I. Paisley, mais fait la publicité d'un organisme.

politique et professionnelle de I. Paisley, qui a d'ailleurs toujours revendiqué les deux appartenances, politique et religieuse,

2-1-3 Ehud Olmert

La figure du leader politique dans la version anglaise du site de Kadima est très différente de celles précédemment examinées. Nous observons également que la version hébreu du site ⁵⁹⁹ ne propose pas de nouveaux éléments textuels ayant trait au dirigeant politique. En revanche, nous pouvons consulter une vidéo montrant « Les moments de la victoire en 2006 », dans laquelle l'internaute peut voir E. Olmert suite à la victoire de Kadima aux élections de 2006. Les deux versions observent la même interface en termes de présentation visuelle du leadership, puisque c'est une bande fixe, avec de chaque côté de l'intitulé « Kadima » la photo d'A. Sharon et d'E. Olmert, qui accueille l'internaute. Cette volonté d'afficher une direction à double tête est sous-jacente à la stratégie discursive du site, qui s'appuie très largement sur la figure d'A. Sharon comme argument d'autorité.

Une seule page est consacrée à E. Olmert mais l'indice visuel de la présence du leader politique diffère quelque peu d'une version à l'autre. Dans la page d'accueil en anglais, la présentation d'E. Olmert s'affiche au centre de la page-écran avec un raccourci hypertextuel redondant sur la droite de la page, intitulé « Meet Ehud Olmert... » (« Rencontrer Ehud Olmert »). La redondance est structurelle car ce raccourci conduit à la page de présentation du premier ministre israélien, déjà consultable en page d'accueil. Cet effet nous semble plutôt le fait d'une maladresse de composition, ou d'un décalage entre la temporalité de l'action politique (nous sommes en 2007 et les élections législatives ont eu lieu en 2006) et celle de l'organisation du site (le webmaster a créé un pont entre le raccourci « Meet Ehud Olmert » et la page sur E. Olmert, le texte initial ayant été enlevé car n'étant plus d'actualité. Par ailleurs, la version en hébreu ne présente pas cette caractéristique. L'hypothèse d'une zone de latence réticulaire semble être confirmée par la mise en ligne (référence du 28/08/2007) d'une interface totalement nouvelle, disponible uniquement en hébreu.

La page dédiée à Ehud Olmert est donc accessible dès la page d'accueil ; cette mise en scène vise à placer le leader politique au premier plan. Son contenu est assez anodin, composé d'un bloc de texte et d'une photo d'identité sur fond de drapeau israélien ; il se divise en deux moments : le premier est consacré à l'actualité politique d'E. Olmert - Premier Ministre. Le second indique quelques éléments biographiques (date de naissance, parcours universitaire, profession) et fait un retour en arrière sur sa carrière politique (membre de la Knesset et maire de Jérusalem). Le texte conclut, de façon décalée, sur son statut d'homme marié et père de famille. La présentation est assez désordonnée chronologiquement (2007 - 2003 - 1945 - 1973 - 1993/2003) et thématiquement (actualité politique - état civil - passé politique - statut matrimonial). Il ne semble donc pas y avoir de stratégie discursive très établie en termes de représentation

⁵⁹⁹ L'étude de la forme et du contenu de Kadima est celle du site tel qu'il nous est apparu à la consultation le 12/08/2007. Il nous semble important de préciser ce point, étant donné l'instabilité formelle des sites internet ; il nous a donc fallu fixer une date limite à la consultation et à l'analyse. En effet, lors d'une visite du site le 28/08/2007 ; nous avons constaté que la mise en page avait été totalement bouleversée, et la version anglaise (momentanément ?) supprimée.

du leader politique ; le site paraît en effet d'avantage axer son discours sur l'action et le programme politiques.

2-1-4 Benjamin Netanyahu

La présence du leader du Likud est décelable dès la page d'accueil à travers trois ancrages, hypertextuel avec la rubrique « le chef du mouvement », iconique avec une photo et des vidéos accessibles en page 0, et linguistique avec un texte de bienvenue. Nous avons déjà étudié ce dernier, nous n'y reviendrons donc pas. Nous constatons que le site du Likud, comme celui du DUP, affiche la présence de son dirigeant selon une logique discursive tri-dimensionnelle. La figure de l'ethos est développée dans la rubrique « Le chef du mouvement » à travers trois sous-rubriques : « Curriculum vitae », « Messages personnels » (inactive), et « Articles ». Deux instances d'énonciation se confrontent ici : la première use de la troisième personne du singulier⁶⁰⁰ pour présenter la biographie de B. Netanyahu. La sous-rubrique « Curriculum vitae » développe trois types d'arguments, caractéristiques d'une argumentation basée sur l'autorité de l'ethos :

la compétence militaire, « *A son retour d'Israël en 1967, il s'est engagé dans l'armée et a servi dans le croiseur MTC I et a servi dans un commando d'élite* »

la compétence universitaire et professionnelle : « *Monsieur Netanyahu a terminé son cursus en architecture et en administration des affaires au sein du Massachusetts Institute of Technology (MIT). [...] et a travaillé dans le secteur privé* ».

la compétence politique : B. Netanyahu occupe un poste à l'ambassade d'Israël à Washington, puis est élu à la Knesset et nommé plusieurs fois ministre.

la compétence sécuritaire : « *Dans un premier temps, le premier ministre (B. Netanyahu) a mené une politique offensive contre le terrorisme* » et la compétence de négociateur « *... et a encouragé le processus de paix* » ;

la compétence économique : « *Monsieur Netanyahu a facilité les investissements étrangers et a réduit le déficit* ».

la notoriété : « *Monsieur Netanyahu a écrit des livres parus en hébreu et en anglais, et une partie d'entre eux ont été publiés en français, en japonais ...* ».

La figure d'autorité est donc axée sur la compétence et la notoriété du leader politique du Likud.

La seconde instance d'énonciation est observable dans la sous-rubrique « Articles ». Cette dernière contient deux items, l'un traitant du statut de Jérusalem, l'autre, plus général, questionne l'histoire de l'Etat d'Israël, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui. Ces deux articles sont surtout intéressants par leur modalité énonciative. La figure de l'ethos s'exprime dans ces deux textes à la première personne du singulier (« Ani » en hébreu) et du pluriel (« Anachnou »). Ces deux instances énonciatrices font du leader du Likud un personnage qui détache clairement les parties du discours qui ressortent du jugement et de l'action individuels, et celles qui incluent un Nous communautaire. A ces deux figures

⁶⁰⁰ En hébreu, la troisième personne au masculin singulier est « Hi ».

énonciatives s'opposent un Vous - répondant au Je, et un Ils - répondant au Nous. Il y a donc dans le discours une symétrie de l'adresse argumentative.

La figure discursive du leader politique est appuyée par une série de photos consultables dès la page d'accueil, toutes prises dans le « feu de l'action politique », montrant B. Netanyahu en mouvement (ce ne sont pas des photos posées) ; ces clichés contribuent à donner du leader du Likud l'image d'un homme actif. Il y a donc une adéquation forte entre signes linguistique et iconiques.

La représentation du leader politique sur internet est très variable selon les partis : diffuse dans le site du Sinn Féin dans les discours politiques et dans différentes rubriques, elle est clairement distinguée du reste du site pour les trois autres partis.

2-2 Les leaders du passé : paratexte de l'ethos discursif

La notion de paratexte a été créée par Gérard Genette dans *Palimpsestes* en 1981, il définit le paratexte comme « l'ensemble de productions discursives qui accompagnent le texte ou le livre ⁶⁰¹ ». Il a ensuite développé cette notion dans l'ouvrage, *Seuils* ; G. Genette y établit une typologie basée sur deux catégories de paratexte : éditorial, il relève de l'éditeur, et auctorial, de l'auteur. Chacun de ces types paratextuels se décompose en deux sous-catégories : le péritexte et l'épitéxte. « Le péritexte est constitué des éléments discursifs qui se trouvent autour du texte dans l'espace même du volume ; l'épitéxte regroupent ceux qui entourent le livre et se situent à l'extérieur du livre ⁶⁰² . »

La représentation en ligne des leaders politiques du passé correspond à ce que G. Genette nomme le paratexte auctorial, et plus précisément le péritexte auctorial. Ce dernier se comprend donc comme les signes internes au livre qui sont le fait de l'auteur : le nom de l'auteur, les titres, les intertitres, les dédicaces, les épigraphes, les préfaces et les notes éventuelles. Si nous appliquons cette classification au cas particulier des sites internet des partis politiques et plus spécifiquement encore aux leaders du passé mentionnés sur le site, nous constatons que l'épigraphe est le terme leur correspondant.

G. Genette attribue quatre fonctions à l'épigraphe : il peut être un commentaire du titre de l'œuvre, un commentaire du texte, la caution indirecte apportée par l'auteur du texte invoqué, ou signifier par sa seule présence (ou absence) le genre d'un texte ⁶⁰³ . Selon nous, la représentation des figures du passé sur internet serait une caution péritextuelle politique à l'ensemble du site et par extension au parti. Nous avons relevé quatre adresses épigraphiques dans notre corpus internet.

2-2-1 Yasser Arafat / Mahmoud Abbas

Dans la pratique, il n'y a effectivement que trois épigraphes, puisque la rubrique

⁶⁰¹ Genette Gérard, *Palimpsestes*, Paris, Seuil, 1981.

⁶⁰² La définition est proposée par Marion Hoestlandt et Laurence Martinez dans un article en ligne sur le paratexte, [ref. du 18/04/04], consultable depuis : http://jeunet.univ-lille3.fr/livresic/parcours/p_paratexte/chapitre1.htm .

⁶⁰³ Genette Gérard, *Seuils*, Paris, Seuil, 2002, p. 145.

consacrée aux « biographies » - donc à Y. Arafat - sur le site du Fatah est invalide depuis le début de notre recherche. Mais le lien demeure sur la page d'accueil, ce qui trahit donc une volonté tacite d'appuyer le discours politique du Fatah sur des personnalités politiques antérieures. De la même façon, le lien hypertextuel renvoyant au site de M. Abbas ne fonctionne pas. Nous souhaitons signaler ces accidents hypertextuels car ils sont révélateurs des limites du média électronique, notamment en temps de conflit. Ils montrent également que la représentation du leader politique sur internet est soumise à des contingences externes à l'instance d'énonciation, qui font de l'éthos électronique une figure instable et aléatoire dans sa matérialité réticulaire.

2-2-2 Ariel Sharon / Ehud Olmert

Le lien entre le leader politique actuel et l'ancien dirigeant de Kadima est en premier lieu iconographique, puisque les photos d'A. Sharon et E. Olmert encadrent le nom du parti dans la page d'accueil. Dans la version anglaise du site, A. Sharon est également présent dès la première page par le biais d'un raccourci-vidéo, intitulé « *Le chemin de Sharon* ». Néanmoins, l'internaute n'est pas averti dans la page d'accueil du lien politique et historique à faire entre A. Sharon et E. Olmert. L'organisation du site suppose que l'internaute ait une connaissance suffisante de la politique israélienne pour savoir que A. Sharon a créé Kadima. Ce présupposé dénote un parti-pris discursif basé sur l'implicite. Les pages de second degré renseignent cependant sur les raisons de ce lien fait entre les deux hommes ; nous en retrouvons la trace dans les rubriques « Ehud Olmert », « News » (« Nouvelles ») et « Yes to Kadima » (« Oui à Kadima »).

La page biographique consacrée à E. Olmert esquisse un premier lien entre les deux hommes : « *En décembre 2005, le Ministre a rejoint le Premier Ministre Sharon comme l'un des fondateurs du parti politique Kadima*⁶⁰⁴ ». Le premier indice est donc d'ordre factuel, le second tisse un lien symbolique entre les deux leaders, il est accessible à la rubrique « News », dans le discours livré par E. Olmert à la conférence d'Herzliya en 2006. Deux paragraphes marquent la déférence d'E. Olmert à l'égard d'A. Sharon, puisqu'il entame son discours par un hommage appuyé à l'ancien leader de Kadima : « *De malheureuses circonstances m'ont amené devant vous ce soir, à la place du Premier ministre A. Sharon* ». E. Olmert poursuit : « *J'ai eu l'honneur de travailler au côté d'A. Sharon*⁶⁰⁵ ». L'exorde salue par ailleurs le courage d'A. Sharon dans sa décision de démanteler les colonies de Gaza. L'hommage rendu s'appuie donc à la fois sur des faits et sur des considérations personnelles.

La troisième référence au leader du passé comme élément faisant autorité, se situe dans la rubrique « Action Plan » (« Plan d'action »), dans le document « Yes to Kadima ». Ce texte construit sur la répétition de la construction « Yes to ... », s'achève sur un paragraphe « *Yes to Sharon's Path* » (« Oui à la voie de Sharon »), qui tresse un lien symbolique fort entre le leader historique de Kadima - le passé donc - et le futur du parti :

⁶⁰⁴ « *In december 2005, the Minister joined Prime Minister Sharon as one of the founders of the Kadima political party* ».

⁶⁰⁵ « *Unfortunate circumstances have led to my appearance before you here this evening in place of Prime Minister A. Sharon* », « *I had the honor of working beside A. Sharon* ».

« *Kadima maintiendra(entreprendra) son essence comme parti centriste solide, [...] Kadima et ses représentants agiront avec la considération et la responsabilité nationale et donneront toujours la priorité à l'intérêt national sur n'importe quel intérêt personnel*⁶⁰⁶ ». Il y a dans ces propos le souhait d'une perpétuation de la voie politique tracée par A. Sharon.

Enfin, une rubrique est dédiée à la biographie de l'ancien leader de Kadima, celle-ci mettant à jour ses compétences militaires et politiques afin d'en faire un argument d'autorité.

Le lien entre leader du présent et leader du passé est donc patent sur le site de Kadima, oscillant constamment entre le pathos (la maladie d'A. Sharon et son incapacité politique forcée) et la figure d'un ethos premier (Kadima et E. Olmert) appuyé sur un ethos second sacralisé (A. Sharon).

2-2-3 John Hume / Mark Durkan

La représentation de la figure politique antérieure sur le site du SDLP est assez proche de celle de Kadima dans le sens où elle se rapproche de l'éloge. L'hommage est néanmoins restreint à une page, « John Hume – Ireland's Peacemaker » (« John Hume – L'artisan de la Paix en Irlande »), et n'est pas diffus ni « multi-rubriqué » comme sur le site de Kadima. Le SDLP a été créé en 1970, et John Hume en a pris la tête de 1979 à 2001. Le nombre d'années passées à la direction du parti sont un indice quantitatif de la qualité « particulière » du leader, à laquelle s'ajoute dès le titre l'indice qualitatif « Ireland's Peacemaker » (l'artisan de la paix en Irlande).

L'itinéraire de lecture pour arriver à cette page est révélateur de l'ancrage politique et symbolique du parti à l'égard de son leader historique. En effet, la rubrique « About us » (« A notre sujet ») qui ouvre quatre sous-rubriques « History » (« Histoire »), « Major achievements » (« Réalisations majeures »), « Our vision statement » (« Notre vision ») et « John Hume ». L'ancien leader du SDLP appartient donc à l'histoire, la rubrique de premier niveau l'atteste ; le second niveau de lecture effectue un rapprochement spatial entre l'Histoire, les réussites majeures et la figure « hypertextualisée » de J. Hume ; par une contiguïté géographique, il y a donc contamination symbolique entre les titres de rubrique et l'homme politique – J. Hume. Par ailleurs, le titre de la tête de rubrique « About us » renvoie à l'essence du parti politique et fait de J. Hume une figure centrale.

La page consacrée à J. Hume a un caractère hagiographique incontestable, ce qui est dans la logique discursive d'un hommage rendu à un leader du passé. Nous avons relevé en outre, comme dans le portrait d'A. Sharon, un certain nombre d'indices rhétoriques basé sur la figure de l'autorité. Le récit à la troisième personne du singulier, est marqué par des temps argumentatifs saillants, fondés sur la compétence politique (qualifiée par les hautes fonctions électorales exercées par J. Hume en Irlande du Nord, en Angleterre et en Europe), la compétence de négociateur (entre le SDLP et le Sinn Féin, mais aussi avec les Unionistes), et enfin par la récompense de la notoriété et la

⁶⁰⁶ « *Kadima will maintain its essence as a solid centrist party, [...] Kadima and its representatives will act with consideration and national responsibility and will always prioritize the national interest over any personal party one* ».

reconnaissance mondiale (par l'attribution du prix Nobel de la Paix).

Il n'y a pas dans le site de lien direct entre M. Durkan – leader actuel du SDLP – et J. Hume, mais il y a la marque patente d'une identité politique frappée du sceau de son leader historique.

2-2-4 Sir Reg Empey / les anciens dirigeants depuis 1905

Le site de l'UUP a un rapport à son histoire et à ses dirigeants passés différent des autres sites ; c'est d'abord un parti politique centenaire, ce qui lui confère une assise discursive et factuelle conséquente, contrairement, par exemple, à Kadima, qui est un parti très jeune. Il y a donc une relation au leadership antérieur très différente entre les deux entités politiques ; les arcanes discursifs de l'UUP s'appuient très largement sur la célébration du passé, comme le prouve la rubrique « UUP History ». L'activation de ce lien ouvre une page célébrant le centenaire (1905-2005) du parti et renvoie à une série d'hyperliens, raccourcis de quatre documents : un discours anniversaire prononcé par le doyen de la cathédrale de Belfast, un supplément de vingt-quatre pages célébrant les cent ans de l'UUP, un récapitulatif des leaders de l'UUP depuis 1905 et enfin une série de photographies représentant les cérémonies commémoratives des leaders du passé.

Il y a donc une relation très forte à l'« avoir-été politique », sur lequel s'appuient le présent et le futur politique de l'UUP. L'argument d'autorité n'agit pas sur les mêmes registres selon les partis. Sur le site de l'UUP, le lien entre leadership passé et présent se fait sur la démonstration d'une action collective inscrite dans la durée, à la différence les sites de Kadima ou du SDLP axés sur la monstration d'une singularité.

2-2-5 Benyamin Netanyahu / les leaders du passé

Le site du Likud consacre une sous-rubrique aux leaders du passé, intégrée dans la rubrique « Le mouvement Likud ». Comme l'UUP, c'est une figure collégiale qui sert de référence à la ligne idéologique du parti. Néanmoins, le Likud adopte une stratégie quelque peu différente de l'UUP dans la mesure où il fonde la figure de l'autorité sur un ethos élargi. Au-delà, des figures internes au Likud, Menahem Begin, Yitzhak Shamir et Ariel Sharon, le site réfère à Vladimir Jabotinski, l'un des pères fondateurs du sionisme et créateur du Parti révisionniste, de droite nationaliste. Plus que des leaders politiques, cette rubrique célèbre des leaders historiques. V. Jabotinski y est présenté comme la caution idéologique du Likud ; la référence à M. Begin, fondateur du Hérout⁶⁰⁷ puis du Likud, apparaît comme la continuation politique de cet idéal. Les actions de Y. Shamir et A. Sharon, figures politiques modernes, sont présentées comme les continuateurs des stratégies politiques engagées par leurs aînés. La technique argumentative est celle de l'illustration ; les biographies des différents leaders, basées sur des énoncés factuels, s'apparentent donc d'avantage à un discours de preuve qu'à une hagiographie.

Un élément important qui ressort de l'examen des différents sites montre que les figures dirigeantes du passé, présentées en ligne, constituent l'épigraphe des sites des

⁶⁰⁷ Hérout est un parti de droite sioniste ; créé en 1948, il prend la suite idéologique et politique du Parti révisionniste de V. Jabotinski.

partis politiques, produisant la caution métadiscursive, le paratexte idéologique des actions menées par les partis. Cette marque du paratexte auctorial permettrait à un ethos affaibli de trouver là le renforcement et le prolongement d'une identité, parfois délayée dans la presse écrite et inaccessible à tous dans les meetings, sur un support lui conférant une matérialité et une accessibilité inédites.

La représentation du leadership politique n'est donc plus simplement une figure de papier, elle est devenue multimédiatée et accessible à tous, ce qui n'était pas le cas auparavant. Cette omniprésence virtuelle permet un militantisme électronique, fondé sur un dispositif paradoxal constitué par une relation symétrique entre l'absence du corps⁶⁰⁸ militant et l'omniprésence du corps politique (visuel, audio et vidéo). Il y a une présence totalement nouvelle de la figure du leader politique qui s'incarne et se désincarne au rythme de l'apparition et de la disparition de la page-écran, parle ou se tait sur l'ordre de l'internaute (validé par la touche « pause » ou « stop » des lecteurs multimédia). La nouveauté ne réside pas dans le fait de pouvoir écouter à la radio ou voir sur une vidéo le discours d'un homme politique, mais dans la combinaison et l'accessibilité du multimédia, dans le dispositif technique unique qui permet cela, et dans la multiplicité politique, culturelle, nationale de l'auditoire.

3 - La construction médiatique de la figure du leader politique à travers une opposition binaire

Les instances discursives en opposition dans les deux conflits sont nombreuses : M. Abbas et A. Sharon au moment du désengagement des colonies de la bande de Gaza, M. Abbas et A. Sharon avant et au moment de sa disparition, I. Paisley et D. Trimble, l'ancien dirigeant de l'UUP, etc. Nous avons souhaité examiner deux types d'opposition particuliers, qui nous paraissent révélateurs de la dualité discursive présente dans ces conflits. La radiographie de cette dialectique politique va s'appuyer sur les deux supports médias, presse et internet : d'une part, E. Olmert et B. Netanyahu, et I. Paisley, David Trimble et G. Adams s'affrontent sur les sites de leurs partis politiques. D'autre part, dans le cas de I. Paisley et de G. Adams, l'opposition sur internet est redoublée par leurs déclarations dans la presse, notamment au moment du désarmement de l'IRA.

Le premier type d'opposition s'inscrit dans la logique des confrontations des discours politiques dans les situations conflictuelles, puisqu'il oppose deux entités adverses, les Unionistes et les Républicains, les Israéliens et les Palestiniens.

Le second type d'opposition s'appuie sur un registre discursif quelque peu différent, dans la mesure où il met en scène des instances qui, dans le jeu politique électoral classique, sont en opposition. Cependant, dans le cas particulier d'un conflit armé, celles-ci se rapprochent au nom de l'intérêt national. Par exemple, le Sinn Féin et le SFLP, qui sont généralement des adversaires politiques, font front commun contre les Unionistes et le gouvernement anglais au plus fort du conflit. En Israël, le Likud et Kadima se rangent derrière la nation israélienne contre l'Autorité palestinienne dans les moments

⁶⁰⁸ Cette notion a été notamment développée au chapitre 2 de la thèse.

de crise aiguë.

Or, les discours de certains leaders politiques sur internet s'éloignent de ce schéma pour proposer des oppositions plus complexes, à deux niveaux : l'un endogène (Unionistes/Unionistes par exemple), l'autre exogène (Unionistes/Républicains par exemple).

Cette analyse des oppositions binaires à l'œuvre dans les discours des acteurs d'un conflit devrait nous permettre de préciser certains points laissés en suspens jusqu'à présent.

3-1 Ehud Olmert / Benjamin Netanyahu, Ian Paisley / David Trimble

Les stratégies dépréciatives à l'œuvre dans chaque « camp » sont à sens unique. Sur les sites des quatre partis politiques concernés, seuls le DUP et le Likud s'opposent respectivement à l'UUP et à Kadima. Nous n'avons pas constaté de réciprocité dépréciative de la part de l'UUP et de Kadima.

Kadima et le Likud sont respectivement des partis du centre et de la droite israélienne. Dans la logique d'un échiquier politique, les discours d'opposition sont le cœur des stratégies électorales. L'opposition entre E. Olmert et B. Netanyahu, dans la page d'accueil du site du Likud, n'a donc rien de très exceptionnel. En revanche, placer ces déclarations en page d'accueil est un trait remarquable de la stratégie discursive du site, et à travers elle de son leader. Dès le niveau 0 de la page-écran, le leader politique expose l'un des points forts de l'idéologie du parti : l'opposition à Kadima, et plus particulièrement au Premier Ministre israélien E. Olmert, sur le thème sécuritaire. Nous avons déjà analysé les propos de B. Netanyahu, mais nous souhaitons souligner à nouveau la disqualification de l'Autre (endogène) à travers ceux-ci : « *Le remplacement du gouvernement d'Olmert est une nécessité stratégique pour l'obtention de la sécurité et de l'admonestation (palestinienne)* » ou encore « *Le Likud s'oppose à toute discussion sur le fait qu'un retrait (israélien) du Golan préviendra une guerre. Au contraire, cette position nous renseigne sur la faiblesse du gouvernement d'Olmert* ». Ce premier niveau de disqualification, explicite dans le texte, sous-entend un second, transparaissant à travers la question du territoire et des frontières avec la Syrie et la Palestine. Les propos de B. Netanyahu renvoient donc aussi à un second niveau de disqualification (exogène) qui, en abordant la question de la sécurité des territoires et de l'admonition, réfère au conflit israélo-palestinien. Le fait qu'il refuse toute concession au gouvernement palestinien, montre d'une part qu'il se différencie de la politique d'E. Olmert et, d'autre part, que ses rapports à l'extériorité (syrienne ou palestinienne) sont fondés sur le refus de la concession territoriale et sur une altérité jugée dangereuse.

Les discours qui opposent I. Paisley à D. Trimble reposent sur les mêmes procédés disqualifiants et exhibent la faiblesse de l'adversaire face au conflit ou à la menace extérieure - ici les Républicains. La rubrique « Cartoons » (valide jusqu'en 2006) et certains documents disponibles sur le site (« DUP manifesto », « Policy papers ») sont révélateurs de la stratégie discursive du DUP. Celle-ci repose sur une argumentation *ad hominem*, et parfois *ad personam*, en cascade ; le discours incrimine l'UUP sur différents points et met en exergue son incapacité politique, c'est le premier niveau de

disqualification. Mais les reproches du DUP à l'UUP portent essentiellement sur son inaptitude à faire plier les Républicains, nommés régulièrement d'ailleurs sous le terme « Sinn Féin / IRA » ; c'est le deuxième niveau de disqualification. Nous reviendrons dans la subdivision suivante sur cette dénomination, manifestant une association disqualifiante.

Le discours du DUP fonctionne donc sur le mode de l'opposition et de l'argumentation *ad hominem et ad personam*. La disqualification de type endogène touche l'UUP et provoque un schisme politique entre les deux partis unionistes. La technique argumentative du DUP repose largement sur la déqualification, dans le sens où elle rétrograde la qualité politique de l'UUP à un niveau proche de celui des partis Républicains, dans le discours du DUP. Elle scinde le Nous unionistes en un Eux, divisible en deux sous-catégories : le Eux - Nous » (l'UUP) et le Eux - Eux (le SDLP et le Sinn Féin).

L'argumentation contre l'UUP se conjugue sur le mode de l'incompétence politique ; le DUP se développe sur un ethos fondé sur la contre-compétence, qui devient de fait un contre-ethos politique. Ce contre-ethos constitue la base discursive du DUP, à partir de laquelle il développe son argumentaire politique. Le procédé est sous-jacent dans tout le site mais sa force illocutoire devient patente et ostentatoire dans les écrits politiques. Nous avons relevé un certain nombre d'occurrences de ce type dans deux documents politiques intitulés « Keeping our promises » (« Tenir nos promesses ») et « Safe from crime » (« A l'abri du crime »), dans le manifeste 2007 du parti et dans les caricatures évoquées au chapitre précédent.

titre : « Keeping our promises⁶⁰⁹ »

Ce document est divisé en quatre moments discursifs matérialisés par quatre pages avec un sous-titre : les deux premières pages sont centrées sur la valorisation des actions menées par le DUP ; les deux suivantes développent une argumentation fondée sur la comparaison entre les actions menées par l'UUP (sous la direction de D. Trimble) et par le DUP.

Le côté gauche de la double-page, intitulée « *Our achievements* » (« *Nos réalisations* »), est divisé verticalement en deux cadres, avec dans la partie supérieure différentes réalisations du DUP déclinées en cinq points : « 1- *Sur un gouvernement du Sinn Féin* », « 2- *Sur les problèmes Nord-Sud* », « 3- *Sur la dévolution du maintien de l'ordre et de la Justice* », « 4- *Sur les problèmes du Sinn Féin en matière de maintien de l'ordre et de la Justice* », « 5- *Sur la responsabilité ministérielle*⁶¹⁰ », et dans la partie inférieure, les réalisations de l'UUP. L'intérêt de cette page réside davantage dans sa disposition formelle que dans le discours proposé ; il faut là être visible avant d'être lisible. L'agencement spatial de la page fonctionne donc sur le mode binaire, matérialisé par le partage vertical de la page. Deux couleurs la divisent : le rouge vif occupant les deux tiers de l'espace pour le DUP, et le bleu pâle pour l'UUP. Il y donc une première opposition formelle entre les deux partis. Celle-ci est renforcée par un second indice visuel, la

⁶⁰⁹ Voir annexe 11-1, p. 563.

⁶¹⁰ « 1- *On Sinn Féin government* », « 2- *On North-South matters* », « 3- *On devolution of policing and Justice* », « 4- *On Sinn Féin policing and Justice Matters* », « 5- *On ministerial accountability* »

présence des pictogrammes □et□, placés respectivement au dessous des actions menées par le DUP et celles conduites par l'UUP. Les croix matérialisent l'échec de l'UUP ; la page fonctionne comme un formulaire validant par □ou invalidant par□les politiques menées par les deux partis. Le signe iconique devient ici un discours dans le discours, s'autonomisant sous le regard de l'internaute. La page est compréhensible sans le détail des textes, mais les pictogrammes s'incluent néanmoins totalement dans le texte comme hyperboles du message linguistique. La répétition des sigles associée à celle du nom des partis DUP et UUP sous chacune des cinq thématiques renforcent la visée illocutoire de la disqualification.

Si elle est absente du sous-titre « *Our achievement* », l'argumentation *ad hominem* est explicite dans le sous-titre de la page suivante : « *Never forget what the UUP negotiated* » (« N'oubliez jamais ce que l'UUP a négocié »). L'adversaire politique est désigné dès le titre ; cela concentre la focale argumentative sur l'UUP et donne d'emblée le bon niveau de lecture de la page ; l'adverbe « *never* » renforce le caractère intemporel de l'injonction faite à l'internaute. Celle-ci est développée par quatre sous-rubriques, « *In the Belfast agreement* » (« *Dans l'accord de Belfast* »), « *In the joint declaration* » (« *Dans la déclaration jointe* »), « *In the secret October 2003 deal* » (« *Dans l'accord secret d'Octobre 2003* »), « *A party who promised* » (« *Un parti qui promettait* »), et quatre croix, sous chacun des paragraphes, renvoient au procédé discursif de la page précédente. Le fait de reproduire le même type de signes visuels (la croix) est un ancrage discursif fort, dans la mesure où la répétition d'un signe, identifié dans une page précédente comme négatif et dépréciant l'adversaire, permet de pré-orienter le niveau de lecture de l'internaute dans les autres pages. Le DUP instaure donc des codes de lecture spécifiques, fondés sur la récurrence des procédés visuels (signe, forme, couleur).

Cette page est composée d'autres signes iconiques qui ferment un peu plus encore le niveau de lecture : une photo de D. Trimble souriant renforce le contraste que veut mettre en évidence le DUP : un homme souriant est un homme accommodant et faible, et un homme faible ne peut négocier fermement avec les Républicains. La page se clôt sur l'expression « *How could anyone trust the UUP again ?* » (« *Comment quelqu'un pourrait à nouveau avoir confiance dans l'UUP ?* »). La démonstration argumentative se compose donc d'une phrase assertive (le titre de la page), de l'illustration (les exemples) et de l'énoncé de la règle en bas de page.

Ce document est révélateur du type de stratégies discursives formelles développées par le DUP sur son site. La contiguïté formelle et textuelle est visible dans plusieurs autres documents, dont « *Safe from Crime*⁶¹¹ », texte dans lequel la bichromie (rouge-bleu pâle) scinde, en la matérialisant, l'action politique du DUP et celle de l'UUP.

« DUP Manifesto 2007 »

Le manifeste du DUP développe un large argumentaire fondé sur la publicité de ces actions, la dévolution du gouvernement au DUP et au Sinn Féin, le Good Friday Agreement, la politique économique, éducative et sociale. Ce document se divise en deux parties principales, la première est très largement axée sur une argumentation *ad hominem* centrée sur l'UUP et le Sinn Féin, alors que la seconde est orientée sur le

⁶¹¹ Voir annexe 11-2, p. 565.

programme politique. Nous retrouvons d'ailleurs dans la première partie du manifeste, les argumentaires développés dans les documents « Keeping our promises » et « Safe from Crime ». Dans le cadre de l'opposition binaire avec l'UUP, nous avons relevé un certain nombre d'occurrences et de constructions syntaxiques exemplaires.

Les Unionistes modérés (UUP) sont d'abord décrédibilisés à partir d'arguments quantitatifs, utilisés comme la preuve du déclin politique de l'UUP : « *Aux élections de l'Assemblée en 2003, le DUP a été élu comme le plus grand parti politique en Irlande du Nord. [...] En 2002, avec l'UUP dans une position de leader, 34,5% des Unionistes croyaient qu'il y aurait vers 2020 une Irlande unie, maintenant avec le DUP en première place, plus de 82% n'y croient plus* ⁶¹² ». Ensuite, la disqualification s'appuie systématiquement sur une modalisation dialectique de la temporalité : l'UUP est caractérisé par une rupture temporelle entre un avant et un après. Ce schisme politique est introduit par une série de marqueurs temporels, systématiquement accolés au sigle UUP : « *Alors que* (souligné par nous) *l'UUP se préparait...* », « *Quand l'UUP était à la tête des Unionistes* », « *Pendant que les Républicains poursuivaient avec bonheur leurs activités criminelles et paramilitaires, David Trimble et Reg Empey...* », « *Pendant que l'UUP ne soulevait même pas la question en 1998...* », « *Alors que pendant des années, l'UUP...* » ⁶¹³ .

Ces marqueurs temporels ne fonctionnent pleinement que mis en symétrie avec une autre temporalité politique, celle du DUP. Pour plus de lisibilité, nous avons choisi de les comparer dans un tableau.

Ce tableau montre que l'opposition binaire avec l'UUP fonctionne également sur une symétrie syntaxique et lexicale. Le champ lexical principal est celui de l'échec et de la faiblesse : « *faillie, faiblesse, ont raté* ». Signalons cependant que le vocabulaire employé par le DUP pour disqualifier l'UUP ne constitue pas le trait le plus saillant de la stratégie argumentative du parti de I. Paisley.

En revanche, le processus de disqualification mis en place par le DUP à l'encontre du Sinn Féin fonctionne essentiellement sur la production d'un lexique sémantiquement et symboliquement fort. Nous évoquons en introduction de cette analyse que le DUP développe une argumentation *ad hominem* et *ad personam* (à l'encontre de G. Adams et de D. Trimble) à deux niveaux. Cette courte étude nous a permis de préciser le premier niveau de disqualification : axé sur l'action politique de l'UUP, il s'inscrit dans un discours d'opposition classique, selon une diachronie binaire, avant/ après. Le second degré de disqualification est dépendant du premier, puisque c'est à partir de lui que le DUP amorce sa forte opposition discursive au Sinn Féin.

⁶¹² « *In 2003, Assembly elections, the DUP was elected as the largest political party in Northern Ireland. [...] In 2002, with the UUP as the largest party 34,5% of unionists believed there would be a united Ireland by 2020, now with the DUP in the lead position, over 82% believe there will not* ».

⁶¹³ « *Whereas the UUP was prepared ...* », « *When the UUP led unionism* », « *While Republicans happily continued their paramilitary and criminal activity, David Trimble and Reg Empey...* », « *While the UUP did not even...* », « *Whereas for years the UUP...* ».

3-2 Gerry Adams / Ian Paisley

L'opposition entre les leaders du DUP et du Sinn Féin est explicite dans les sites des deux partis, même si elle s'expose sur la page-écran à des degrés divers. Nous l'envisagerons à partir des éléments saillants, exemples des discours altéricides proposés au-delà du temps conflictuel et signés de la continuité des antagonismes nord-irlandais.

3-2-1 Sur le site du DUP

Comme nous l'avons évoqué, la disqualification du Sinn Féin par le DUP est souvent indirecte, nous l'évoquons. Mais la stratégie discursive du DUP à l'encontre du Sinn Féin et de G. Adams est différente. Le DUP appuie assez peu son argumentation sur l'action politique du Sinn Féin, contrairement à ce qu'il fait face à l'UUP ; et cela place les deux instances politiques visées dans des légitimités différentes. Cette évasion rend en effet invisible l'agir politique du Sinn Féin, ce qui constitue un premier niveau de délégitimation. Le DUP réalise ensuite une association sémantique entre le terme « terroriste » et l'entité Sinn Féin. Celle-ci apparaît dans le discours du DUP soit de façon explicite, dans les caricatures déjà évoquées et à travers l'expression « *Sinn Féin/IRA* », soit de façon implicite dans le document « *Keeping our promises* » avec l'expression « *No terrorists in government* » (« *Aucun terroristes au gouvernement* »).

L'intitulé « *Sinn Féin/IRA* » est d'ailleurs matérialisé dans un visuel⁶¹⁴, proposé dans le document « *Moving on* » (« *Avancer* »). Même si ce texte a probablement été rédigé avant 2005, puisque certains paragraphes évoquent le désarmement à venir de l'IRA, il n'en demeure pas moins qu'il est accessible sur le site du DUP en 2007. La permanence de ces associations visuelles est significative de la persistance d'un discours altéricide fort et constitue à elle seule une figure rhétorique. Le visuel apparaît au milieu d'une page, titrée « *Wait for Republicans ? Not likely !* » (« *Attendre les Républicains ? Probablement pas !* »), et joue le rôle d'écho argumentatif au texte et à la titraille. Il associe surtout le terme « *Républicains* » à l'image d'un paramilitaire cagoulé avec une arme à la main. Il y a, entre les deux unités discursives, une relation synecdotique évidente et le raccourci interprétatif entre la violence terroriste et le parti républicain est patent. Les premiers mots du texte, « *Sinn Féin / IRA...* », appellent et précisent le bon niveau de lecture de l'image.

Par ailleurs la dénomination du parti républicain se focalise sur trois unités énonciatives : « *Sinn Féin* », « *Republicans* » et « *Sinn Féin / IRA* ». La seconde acceptation est généralisante et pourrait désigner l'ensemble des Républicains. Or, la teneur du discours développé tout au long des documents politiques du DUP montre clairement qu'il fait une distinction entre l'entité « *Republicans* », le Sinn Féin et le SDLP : « *Alors qu'il est possible pour le Gouvernement d'exclure le Sinn Fein en cas de prise en défaut des Républicains, cela n'assurera pas la poursuite de la dévolution si le SDLP refuse d'y participer*⁶¹⁵ ». Cette assertion indique qu'il y a dans le discours du DUP une

⁶¹⁴ Voir annexe 11-3, p. 569.

⁶¹⁵ « *While it is possible for the Government to exclude Sinn Fein in the event of default by republicans, this will not ensure the continuation of devolution if SDLP refuses to participate* ».

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

gradation sémantique et politique vis-à-vis des Républicains.

Celle-ci s'expose très clairement dans le manifeste du DUP ; nous avons relevé deux types d'occurrences révélatrices de la stratégie disqualifiante du DUP. En premier lieu, sont associés aux termes « Republicans » ou « Sinn Féin » les champs lexicaux de la contrainte, de l'interdiction, du refus et de l'injonction du faire politique. Ces procédés stylistiques contribuent à donner du Sinn Féin l'image d'un parti contraint par le DUP. En voici quelques exemples :

Refus / Injonction faire		Contrainte	
<i>Le refus par le Sinn Féin</i>	<i>The refusal by Sinn Féin</i>	<i>...les Républicains ont seulement tenu leurs promesses quand ils ont été forcés de le faire</i>	<i>...republicans have only delivered when forced to do so</i>
<i>Il est demandé aux Républicains de mettre un terme à toutes leurs activités illégales</i>	<i>Republicans are required to end all their illegal activity</i>	<i>Les Républicains ont été obligés de tenir la promesse de faire le premier pas, et alors ont été testés.</i>	<i>Republicans were forced to deliver to jump and then be tested...</i>
<i>Les conditions que le Sinn Féin aurait du accepter</i>	<i>The conditions Sinn Féin must have been accepted</i>	<i>Paisley « Obliger les Républicains à faire demi-tour »</i>	<i>Paisley « Forcing SF to make U-Turns »</i>
<i>Les Républicains ne doivent pas seulement stopper leurs activités criminelles et paramilitaires mais doivent aussi supporter la PSNI</i>	<i>Republicans must not only end all paramilitary and criminal activity but must also support PSNI</i>	<i>Garder la pression sur les Républicains</i>	<i>To keep pressure on republicans</i>
<i>Nous devons nous assurer qu'il n'y aura pas de Ministre Sinn Féin de la Police et de la Justice</i>	<i>We can ensure there will be no Sinn Féin Policing and Justice Minister.</i>		
<i>Alors qu'il est possible pour le gouvernement d'exclure le Sinn Féin [...]</i>	<i>While it is possible for the Government to exclude Sinn Féin [...]</i>		

Le SDLP est totalement absent de ce discours du refus et de l'injonction. Cette absence s'explique par sa position actuelle au second rang sur l'échiquier politique nord-irlandais, et par le fait que les adversaires directs du DUP sont l'UUP (opposition endogène) et le Sinn Féin (opposition exogène).

Le second type d'occurrences remarquables dans le discours du DUP est l'association sémantique entre le terrorisme et le Sinn Féin. Nous avons souligné précédemment que celle-ci était concrétisée dans l'expression Sinn Féin / IRA. Cette alliance lexicale devient une entreprise politique de délégitimation appuyée lorsqu'elle apparaît dans une page du Manifeste du DUP, « *Forcing Republicans to deliver*⁶¹⁶ », par

TROISIÈME PARTIE : LE JEU MÉDIATIQUE DES ACTEURS POLITIQUES DANS LES DEUX CONFLITS

l'intermédiaire d'un schéma opposant les actions de l'UUP et du DUP dans deux colonnes. Nous avons choisi de reproduire ce schéma, sous la forme d'un tableau, car il nous semble révélateur de la stratégie de disqualification du DUP et de la double opposition binaire qu'il met en place.

Quand l'UUP était à la tête des Unionistes	When the UUP led Unionism	Maintenant que le DUP est à la tête des Unionistes	Now that the DUP leads Unionism
<i>Les Unionistes de l'Ulster ont fait le premier pas</i>	<i>Ulster Unionists jumped first</i>	<i>Les Républicains ont été obligés de faire le premier pas et alors ont été testés</i>	<i>Republicans were forced to jump and then be tested</i>
<i>UUP a fait confiance aux Républicains</i>	<i>UUP took republicans on trust</i>	<i>Le DUP a demandé de tenir les promesses</i>	<i>DUP requires delivery</i>
<i>Le Sinn Féin au gouvernement sans aucune demande de retrait (des armes)</i>	<i>Sinn Féin in government without any requirement to decommission</i>	<i>L'IRA a été obligé de se retirer (retrait des armes)</i>	<i>IRA forced to decommission</i>
<i>Le Sinn Féin au gouvernement en dépit de la poursuite des activités paramilitaires</i>	<i>Sinn Fein in Government despite paramilitary activity continuing</i>	<i>Arrêt total des activités paramilitaires de l'IRA, une condition pour obtenir une fonction (ministérielle)</i>	<i>Total end to IRA paramilitary activity a condition of holding office</i>
<i>Le Sinn Féin au gouvernement en dépit de la poursuite des activités criminelles</i>	<i>Sinn Fein in Government while criminal activity ongoing</i>	<i>Arrêt total de la criminalité de l'IRA, une condition pour obtenir une fonction (ministérielle)</i>	<i>Total end to IRA criminality a condition of holding office</i>
<i>Le Sinn Féin au gouvernement en dépit de leur opposition à la police et à l'autorité de la loi</i>	<i>Sinn Fein in Government despite opposing police and rule of law</i>	<i>Appui à la police, aux tribunaux et autorité de la loi sont maintenant une condition légale pour obtenir une fonction (ministérielle)</i>	<i>Support for police, courts and rule of law now a legal requirement for holding office</i>

Les colonnes en bleu à gauche et en rouge à droite renforcent la scission entre les deux temps politiques, celui de l'UUP et celui du DUP. Dans ce tableau, nous constatons qu'il y a une association systématique entre le Sinn Féin et l'IRA ; nous la retrouvons dans l'opposition « *Sinn Féin in government without any requirement to decommission* » / « *IRA forced to decommission* ». Le DUP associe par ailleurs l'IRA et le Sinn Féin dans le faire, puisqu'il évoque indifféremment les activités paramilitaires et criminelles du Sinn Féin et de l'IRA. Or, le Sinn Féin⁶¹⁷ est un parti politique élu démocratiquement aux dernières élections nord-irlandaises ; l'associer à une organisation terroriste c'est

⁶¹⁶ Voir annexe 11-4, p. 571.

délegitimer son statut d'acteur politique.

La stratégie disqualifiante du DUP à l'égard du Sinn Féin est donc extrêmement forte et s'appuie sur une dénonciation, diffuse dans le Manifeste du DUP, mais aussi dans tout le site. Ainsi, à la page 16, intitulée « *Rewriting the Agreement* » (« Réécrire l'Accord »), le DUP mentionne les différents points à modifier dans l'accord du Vendredi Saint (Good Friday Agreement). Le premier d'entre eux mentionne « *Des terroristes au gouvernement* ». Cette expression est reprise dès la page suivante, dans un tableau « *Rectifying fundamental flaws in the Belfast Agreement* », (« Rectification des défauts fondamentaux du Belfast Agreement ») opposant, à gauche, les actions de l'UUP et, à droite, du DUP: « *Des terroristes au Gouvernement* » / « *Nous avons rendu clair qu'aucun parti lié à ceux qui sont engagés dans des activités paramilitaires et criminelles ne seront dans l'Exécutif*⁶¹⁸ ».

Le faire et l'être du Sinn Féin sont donc confondus avec ceux des terroristes, et l'activité politique du parti républicain est ainsi mise hors du jeu politique nord-irlandais.

Paradoxalement, le DUP se définit dans son manifeste comme un parti unique, indépendant et autonome mais il ne semble pouvoir exister politiquement qu'en relation avec les autres partis. Ce phénomène produit un conflit discursif entre une autonomie de l'agir politique revendiquée dans la seconde partie du manifeste, et une forte dépendance de la rhétorique idéologique à l'égard du Sinn Féin et de l'UUP, latente dans la première moitié du document.

La présence du DUP sur internet est donc très dépendante de l'altérité et se fonde sur une opposition binaire à deux niveaux. Le DUP se sert fréquemment de tropes illocutoires pour mener à bien son argumentation politique ; il évoque un interlocuteur (l'UUP) alors qu'il adresse sa critique la plus forte à un autre interlocuteur (le Sinn Féin).

3-2-2 Sur le site du Sinn Féin

Le site du Sinn Féin fonctionne également sur un mode d'opposition binaire, mais celui-ci diffère largement dans sa forme et son contenu de celui du DUP. En premier lieu, il n'y a pas, comme sur le site du DUP de signes ostentatoires de disqualifications dans les pages de niveau 0 et 1. Aucune tête de rubrique ne réfère précisément au DUP ou à I. Paisley. Ensuite, le processus de disqualification est extrêmement diffus et beaucoup moins radical - aux plans terminologique et politique - que celui du DUP. Enfin, le Sinn Féin ne s'oppose pas seulement au DUP et à I. Paisley ; son discours s'appuie sur un Autre à quatre facettes : le gouvernement britannique, les Unionistes, le DUP et enfin les groupes paramilitaires unionistes (UDA, UVF, etc.).

Nous avons relevé un certain nombre d'occurrences référant au gouvernement britannique dans différents documents produits par le Sinn Féin. Celles-ci sont très

⁶¹⁷ Nous gardons néanmoins à l'esprit que le Sinn Féin a longtemps été désigné par les médias et les acteurs politiques comme l'aile politique de l'IRA.

⁶¹⁸ « *Terrorists in government* » / « *We have made it clear no party linked to those involved in paramilitary or criminal activity will be in an Executive* ».

fréquemment associées à des termes à connotation négative :

titre : « History of the conflict » (« Histoire du conflit »): «*le Gouvernement britannique a exercé sa domination coloniale* », « *le Gouvernement britannique a introduit l'internement sans procès [...] et "une politique de criminalisation"* »⁶¹⁹ ».

titre : « Gerry Adams MP Presidential Adress Ardh Feis 2006 » (« L'adresse présidentielle de Gerry Adams Membre du Parlement à la convention annuelle de 2006 ») : ici, la forme discursive n'est pas la même que précédemment, puisqu'il s'agit d'une allocution de G. Adams prononcée lors de l'assemblée générale du Sinn Féin : « *La politique britannique en Irlande a historiquement été le catalyseur du conflit et de la division dans notre pays ;" des éléments puissants dans le système britannique ont tant la mentalité guerrière que les ressources pour le supporter* »⁶²⁰ ».

titre : «Sinn Féin Assembly Election Manifesto 2007» (« Le Manifeste 2007 du Sinn Féin pour les élections à l'Assemblée ») : l'adresse disqualifiante est plus modérée dans le manifeste de 2007, mais elle est néanmoins présente : « *Obliger le gouvernement britannique à tenir ses engagements de séparer le MI5 des structures de la police civile ...* », « *Dévoiler et démonter les structures de collusion et d'Etat meurtrier* »⁶²¹ ».

Le Sinn Féin associe donc le gouvernement britannique à des expressions symboliquement et politiquement fortes, comme la loi coloniale et le terrorisme d'Etat. Ces associations renvoient à des épisodes passés et sont plus nettes encore lorsque le leader du Sinn Féin s'exprime devant un parterre de militants.

Le parti de G. Adams désigne les Unionistes de façon contraire, dans le sens où ils sont parfois associés à un *factum*⁶²² contre l'identité unioniste :

titre : « Gerry Adams MP Presidential Adress Ardh Feis 2006 » : « les Unionistes qui ont échoués » ; « la position de supériorité et l'influence appréciées par les Unionistes »⁶²³ »

Mais le Sinn Féin présente également les Unionistes comme un partenaire politique légitime ; ce que le DUP ne fait jamais en parlant des Républicains. Les champs lexicaux associés à la figure unioniste sont alors positifs et tournés vers le futur.

⁶¹⁹ « *British government provided its colonial rule* », « *The British Government introduces internment without trial [...] and a "criminalization policy"* ».

⁶²⁰ « *British policy in Ireland has historically been the catalyst for conflict and division in our country* », « *powerfull elements within the British system have both a war mentality and the resources to sustain this* ».

⁶²¹ « *Hold the British Government to their commitment to separate MI5 from civic policing structures...* », « *Expose and dismantle the structures of collusion and state murder* ».

⁶²² Un *factum* est l'exposé des faits présentés par l'une des parties au cours d'un procès pour faire valoir son bon droit. Nous employons cette expression, car elle nous semble décrire ici la position discursive dans laquelle se trouve le Sinn Féin par rapport au DUP, ou le DUP par rapport au Sinn Féin : celle de la production d'un discours exposant des faits à charge ou à décharge.

⁶²³ « *failed unionists* », « *the position of superiority and influence enjoyed by Unionists* ».

titre : « Gerry Adams MP Presidential Adress Ardh Feis 2006 » : « *Il y a beaucoup de gens bien au sein de l'Unionisme* ».

titre : « Gerry Adams sets out Sinn Féin approach to Assembly » (« Gerry Adams expose l'approche du Sinn Féin à l'Assemblée »): « *Nous voulons travailler en partenariat avec les Unionistes pour créer une place meilleure* ⁶²⁴ ».

titre : « Sinn Féin Assembly Election Manifesto 2007 » : « *Continuez un engagement constructif avec l'Unionisme* », « [...] *le Sinn Féin a été impliqué dans une série d'engagements intensifs avec les Unionistes* ⁶²⁵ ».

La ligne discursive du Sinn Féin à l'encontre du DUP est également faite d'éléments contraires, mais elle est plus radicale dans la caractérisation des reproches faits au parti unioniste. Le DUP et I. Paisley sont présentés, dans les documents en ligne du Sinn Féin, comme des partenaires politiques certes légitimes mais difficiles. G. Adams différencie d'ailleurs ses adresses au DUP et à I. Paisley, le second faisant d'avantage l'objet de critiques, notamment sous la forme de questions oratoires :

titre : « Gerry Adams MP Presidential Adress Ardh Feis 2006 » : « *J'ai une question pour I. Paisley – êtes-vous prêt à commencer la construction d'un future partagé ?* » ou encore « *Ian, votre guerre est-elle finie ?* ⁶²⁶ ».

G. Adams prononce ce discours devant une assemblée acquise à sa cause, ce qui peut partiellement expliquer le ton de son propos. Ce type d'adresse est assez fréquent dans les meetings politiques : créer un interlocuteur virtuel incapable de répondre aux questions posées par le locuteur, déréalise et fragilise la position politique de l'adversaire. D'une façon générale, I. Paisley est associé à des critiques négatives et l'entité DUP à des ensembles lexicaux plus neutres ; c'est une manière de faire porter l'échec de certaines négociations ou le ralentissement du processus de paix sur un individu, et de partiellement dédouaner le DUP. Ce balancement discursif entre les deux entités est perceptible dans les phrases suivantes : « *Tout naturellement il y a beaucoup de scepticisme et de cynisme au sujet de la capacité de Ian Paisley à faire le travail. [...] Je n'ai aucun doute que le DUP entrera dans des dispositions de partage du pouvoir* ⁶²⁷ ».

Néanmoins, le Sinn Féin reste très critique à l'égard d'une certaine frange du DUP, proche de I. Paisley :

titre : « Sinn Féin Ard Fheis to go ahead on January 28th » (« La convention du Sinn Féin pour le coup d'envoi du 28 janvier »): « *Ce serait une erreur que de permettre aux éléments unionistes les plus négatifs de poser un veto contre les efforts nationalistes et*

⁶²⁴ « *There are many good people within unionism* », « *We want to work in partnership with unionist to create a better place* ».

⁶²⁵ « *Continue a constructive engagement with unionism* », « [...] *Sinn Féin has been involved in a series of intensive engagements with unionists* ».

⁶²⁶ « *I have a question for I. Paisley – are you ready to begin the process of building a shared future* », « *Ian, is your war over ?* ».

⁶²⁷ « *Understandably there is a lot of scepticism and cynicism about whether Ian Paisley will do the bussiness. [...] I have no doubt that the DUP will enter into power sharing arrangements* ».

républicains...»

titre : «Gerry Adams sets out Sinn Féin approach to Assembly» : « *Ils veulent un forum opaque, incluant des comités opaques*⁶²⁸ »

Le DUP enfin est parfois montré comme le faire-valoir politique du Sinn Féin : « *La décision du Sinn Féin à l'assemblée annuelle met au défi le DUP de vivre finalement en accord avec les responsabilités (qu'il a) dans le partage du pouvoir*⁶²⁹ ».

Le Sinn Féin hiérarchise donc son argumentation contre l'adversaire politique selon plusieurs degrés et temporalités. Les critiques portées à l'encontre du gouvernement britannique font largement référence au passé, alors que la critique la plus ferme s'adresse au DUP et épargne davantage les Unionistes modérés.

Cependant, même si le discours de disqualification du Sinn Féin est euphémisé par rapport à celui du DUP, à la surface et dans la profondeur de la page-écran, un document a attiré notre attention, « Unionists Attacks dossier » qui vise directement les paramilitaires unionistes. Le titre informatif est d'apparence factuelle, mais constitue en fait un *factum* à charge du groupe politique et identitaire unioniste, par le flou sémantique de la dénomination « Unionists ». Cette enquête menée par le Sinn Féin est un pamphlet déguisé contre les Unionistes ; sous couvert d'énoncer des faits et des chiffres, il dresse un bilan très sévère des attaques menées par les groupes paramilitaires. Il devient pamphlet par son organisation formelle ; il se divise en trois parties : « *Unionists views on paramilitary violence* » (« *Les vues unionistes sur la violence paramilitaire* »), « *Introduction* » et enfin le récapitulatif des violences commises par l'UVF et l'UDA entre le 1er juin 2005 et le 16 août 2005. Le Sinn Féin a comptabilisé plus de cent cinq attaques contre des Catholiques républicains durant cette période. Plus que le nombre, c'est l'agencement des rubriques qui nous a paru trahir une argumentation hautement disqualifiante. Ainsi, le document ne commence pas par l'introduction mais par une série de commentaires de politiciens unionistes, au sujet des violences paramilitaires. C'est donc la parole citée qui est mise au premier plan du discours de preuve et constitue une attaque politique à l'encontre du DUP mais aussi de l'UUP. Le fait de placer le discours cité au début de l'article apporte d'emblée la preuve de ce que le Sinn Féin avance ensuite dans la partie « Introduction ». C'est la logique inversée de l'illustration puisqu'ici les exemples fondent la règle, qui vient en second dans l'adresse discursive. Mettre ainsi les propos des Unionistes au début du texte peut indiscutablement provoquer un choc politique et l'émotion chez l'internaute. Cette première salve de preuves, visant à disqualifier la position unioniste, est suivie par l'énoncé des faits dans la troisième partie du document. Entre les deux, le Sinn Féin commente ce qui précède (le discours cité) et ce qui va suivre (les faits) ; plusieurs indices d'une critique altéricide transparaissent dans le texte :

« La réponse des politiciens unionistes à la campagne en cours a été typique. Ils ont continué à se cacher derrière une rhétorique anti-républicaine même après la déclaration

⁶²⁸ « *It would be wrong to allow the the most negative elements of unionism a veto over republican and nationalist efforts* », « *They want a shadow forum, including shadow committees* ».

⁶²⁹ « *The Sinn Féin Ard Fheis decision challenges the DUP to finally live up to its responsibilities on power-sharing* »

historique de l'IRA [...]. Ils ont échoué à saisir la réalité que la plus grande menace à ce processus vient en ce moment d'un unionisme violent. [...] Il doit être rappelé qu'à la fois le DUP continue à ignorer le mandat démocratique du Sinn Féin et qu'il s'assoie [...], avec l'UUP, dans des forums et des commissions aux côtés des dirigeants de l'UDA, UVF et du Red Hand Commando⁶³⁰ ».

La répétition des groupes verbaux « *Ils ont échoué* », « *Ils ont continué* », et de « *Il doit être rappelé* » est un réquisitoire de l'accusation, mettant en avant la contradiction entre le dire politique, « *se cacher derrière la rhétorique anti-républicaine* » et l'agir politique unioniste, « *ignorer le mandat démocratique du Sinn Féin* ».

La force illocutoire et la concentration du discours disqualifiant dans ce document sont remarquables car peu courantes sur les textes du Sinn Féin que nous avons analysés. Nous n'avons certes pas examiné la totalité des archives proposées sur le site du parti républicain, car il y a plusieurs centaines voire plusieurs milliers de documents, mais nous avons considéré bon nombre d'entre eux entre 2004 et 2007. Il est fort probable que ce type de discours ait été plus fréquent au début des années 2000.

Mais nous devons constater, cependant, qu'en 2007, période post-confliktuelle en Irlande du Nord, l'enquête « *Unionists Attacks dossier* » publiée en 2005, figure toujours au sommaire du site du Sinn Féin. La conservation de ce type d'articles et leur présence sur les sites du Sinn Féin, mais aussi du DUP en 2007, constituent des indices forts des rivalités politiques et idéologiques subsistant entre Unionistes et Républicains, anciens adversaires d'un conflit en cours de résolution.

3-3 Le désarmement de l'IRA : les leaders politiques dans la presse, Ian Paisley et Gerry Adams

Après avoir examiné la représentation des leaders politiques sur internet, nous développons ici une analyse sur la façon dont deux de ces leaders, G. Adams et I. Paisley, sont représentés dans la presse à travers un événement particulier, le désarmement de l'IRA. Ce moment nous a semblé être le catalyseur des oppositions binaires, qui sont explicites sur les sites internet des deux partis, mais plus implicites dans la presse quotidienne. Par sa nature extra-ordinaire⁶³¹, il permet aux journaux d'opposer librement et régulièrement les deux adversaires à travers leurs déclarations. La récurrence de ces oppositions discursives nous permet d'analyser dans un temps court des représentations parfois délayées dans le temps long de l'événement.

Nous évoquerons à titre d'exemples certaines occurrences sur les sites internet du

⁶³⁰ « *The response from unionist politicians to this ongoing campaign has been typical. They have continued to hide behind anti-republican rhetoric even after the historic statement from the IRA [...]. They have failed to grasp the reality that the biggest threat to this process at this time comes from violent unionism. [...] It must be remembered that at a time the DUP in particular are continuing to ignore the democratic mandate of Sinn Féin and [...] both they and UUP sit on Forums and Commissions with the leaderships of the UDA, UVF and Red Hand Commando* ».

⁶³¹ Nous utilisons le terme « extra-ordinaire » (avec les tirets) dans le sens où cet événement rompt avec le quotidien du conflit nord-irlandais.

Sinn Féin, du SDLP et de l'UUP, mais nous concentrerons notre propos sur le discours de presse. Nous n'avons pas souhaité analyser plus avant la représentation du désarmement de l'IRA sur les sites internet des différents partis, car elle y est tout à fait accessoire. En effet, soit elle n'apparaît pas ou peu dans l'argumentaire des sites (DUP, UUP et SDLP), soit elle est intégrée dans la rhétorique argumentative comme élément de preuves, mais ne constitue pas une circonstance discursive indépendante et suffisamment notable pour être traitée séparément.

Nous avons consacré une large part de ce chapitre à la représentation du leader politique sur les sites internet, c'est pourquoi il nous semble pertinent d'envisager à présent quel rapport au leader la presse entretient. Dans les quatre sites, les occurrences référant au désarmement de l'IRA entrent dans la logique des discours d'opposition et, en ce sens, ne font que confirmer ce que nous énonçons dans la section 2 de ce chapitre. L'événement est surtout l'occasion pour les partis de développer, à travers différents articles, les déclarations qu'ils ont faites dans la presse. Le Sinn Féin et le SDLP saluent unanimement le geste de l'IRA, même si le SDLP se place en retrait par rapport à l'événement, dans la mesure où il n'est pas l'instigateur du désarmement. L'UUP se montre, quant à lui, beaucoup plus circonspect « *un développement significatif en terme de mise hors service (de l'arsenal de l'IRA)* » et critique à l'égard des Républicains, « *la déclaration (de l'IRA) est la reconnaissance de la faiblesse des Républicains*⁶³² ». Le discours de l'UUP utilise l'argument du Sinn Féin (vu par lui comme une victoire politique) comme un contre-argument (l'aveu de la faiblesse du Sinn Féin). L'argumentation du DUP est encore différente, dans la mesure où le site ne laisse aucune place aux déclarations de ses dirigeants à ce sujet, mais affirme son discours d'opposition dans deux documents politiques, « Forcing the Republicans to deliver » et « Moving on ». L'argumentaire du DUP est basé sur la suspicion à l'encontre du désarmement véritable de l'IRA et surtout sur la nécessité de preuves photographiques de la mise hors service de l'arsenal républicain.

Nous avons évoqué les grands axes discursifs des partis politiques au sujet de l'annonce du désarmement de l'IRA sur internet. La presse écrite propose logiquement un point de vue beaucoup plus distancié et circonstancié, se situant parfois, comme *The Times*, en arbitre des débats entre Unionistes et Républicains. Sur les sites internet des partis politiques, ce sont essentiellement les points de vue des différents acteurs politiques qui sont diffusés de façon directe, alors que les journaux analysent, recontextualisent et commentent davantage l'événement. Sur internet, les déclarations des leaders politiques sont au centre du discours alors que dans la presse écrite, elles constituent la périphérie discursive de l'événement.

Les quotidiens français, *Libération* et *Le Monde*, accordent une moindre place au discours des acteurs politiques et se situent davantage dans le commentaire de l'actualité nord-irlandaise, soit en proposant l'avis d'experts sur le sujet, soit en décalant le propos (*Le Monde*) par une comparaison avec les autres mouvements terroristes en Europe, comme l'ETA et le FLNC. ~~Ces procédés permettent aux journaux français de recadrer l'événement dans des schémas discursifs connus de leur lectorat et de le rendre plus~~

⁶³² « A significant development in terms of decommissioning », « the statement is an admission of failure by Republicans ».

compréhensible:

Les quotidiens anglais, *The Times* et *The Belfast Telegraph*, nourrissent leurs articles des déclarations des leaders politiques nord-irlandais, mais aussi irlandais, anglais et américains. L'usage généralisé du discours rapporté se conjugue, selon les deux journaux, au discours direct lorsqu'il s'agit de rapporter le plus fidèlement la teneur des propos des différents protagonistes, et au discours indirect lorsque le commentaire ou l'analyse du faire et du dire des acteurs politiques requiert davantage de distance énonciative.

Dans les journaux, les rôles entre les différentes instances impliquées dans le désarmement de l'IRA pourraient se répartir ainsi : la figure centrale du récit serait l'IRA et le dépôt de son arsenal, les personnages principaux gravitant autour d'elle, le Sinn Féin et le DUP. L'UUP et le SDLP constitueraient les acteurs secondaires, et les gouvernements britannique et irlandais occuperaient une position méta, en arbitre des débats entre les différents protagonistes. D'autres instances discursives interviennent dans le récit mais de façon beaucoup plus marginale et ponctuelle : les Etats-Unis et les groupes paramilitaires unionistes.

Nous allons diviser notre étude en deux temps distincts car il semble important de se consacrer à la fois à la figure énonciative du leader politique à travers les discours des journaux, puis de commenter le dispositif narratif entourant les deux protagonistes – G. Adams et I. Paisley - à deux moments particuliers : la déclaration de l'IRA (27-31/07/05) et l'annonce de l'effectivité du désarmement de l'IRA (27/09 au 01/10/05).

3-3-1 L'IRA, le Sinn Féin et le DUP : tableau récapitulatif

Nous avons recensé dans un tableau les différentes occurrences qualifiant les protagonistes du récit journalistique, l'IRA, le Sinn Féin et le DUP. Cela permet de mettre en évidence les dénominations les plus communes et, parfois, les plus stigmatisantes.

Libération adopte une posture énonciative tout à fait particulière puisqu'à aucun moment le journal n'associe l'IRA au terme de terroriste. La terminologie utilisée est descriptive, contrairement à certains termes employés par le journal, pour qualifier le DUP ou I. Paisley. En effet, les termes « *protestants durs* », « *extrémistes* », « *ultra* » reviennent assez régulièrement dans les discours de *Libération*. G. Adams et le Sinn Féin sont quant à eux représentés par leur qualité politique, « *la branche politique de l'IRA* » ou symbolique « *le dirigeant symbolique* ». *Libération* prendrait ainsi clairement position non pas forcément en faveur de l'IRA, mais contre le DUP. Ce parti-pris discursif n'a rien de très étonnant dans la mesure où l'orientation politique des partis républicains est plutôt à gauche et le DUP, par ses positions politiques en matière économique et sociale s'apparente davantage à un parti de droite traditionaliste. Par ailleurs, *Libération* regroupe le Sinn Féin et l'IRA sous l'appellation « mouvement républicain ».

Le Monde n'associe pas non plus directement le terme de terroriste au sigle IRA, mais produit néanmoins une série d'articles qui analysent les activités terroristes de ces groupes. Dans l'article « IRA, ETA, FLNC : l'agonie des illusions », *Le Monde* évoque, sous couvert du discours direct, l'histoire d'un ancien membre de l'IRA, Jim Mc Veigh qui déclare : « *Beaucoup de gens comme moi ont rejoint l'IRA simplement pour défendre nos*

foyers. Nous étions des pères de famille ordinaires, qui allions à l'église au moins une fois par semaine... », (« Belfast-Ouest, son ghetto, ses fresques, ses tombes, ses touristiques », 10/08/05). Produire un article de cette facture (le récit de la vie d'un ancien de l'IRA reconverti en guide touristique) donne une vision presque « *romanesque*⁶³³ » du groupe paramilitaire, comme si l'annonce du désarmement banalisait maintenant leurs actes. Cette hypothèse est sous-tendue par le fait que *Le Monde* n'évoque qu'à deux reprises, les 29 et 30/07/05, le nombre de victimes du conflit nord-irlandais depuis 35 ans : « *Une violence qui a fait 3 600 morts en trente-cinq ans, dont la moitié imputable à l'IRA.* », (« L'IRA annonce l'abandon définitif de la lutte armée. », 30/07/05). Evoquer la qualification de l'IRA, c'est évoquer par ricochet celle du Sinn Féin, dans la mesure où les deux entités sont très fréquemment liées dans le discours des journaux hexagonaux, par l'expression « *le Sinn Féin, aile politique de l'IRA* ». Les quotidiens français emploient donc des termes relativement dénotés pour évoquer le leader politique du Sinn Féin. Un seul exemple vient contredire ce constat ; *Le Monde* retranscrit les propos d'Allen Quinton, dont la mère est une victime de l'IRA : « *J'ai vu Gerry Adams à la télé après la déclaration de l'IRA. J'ai zappé. [...] C'est comme si Hitler était revenu.* », (« A Belfast, les Catholiques rêvent d'un nouveau départ. », 02/08/05). Par la référence à Hitler et la comparaison avec G. Adams, cette citation du *Monde* vise à provoquer un double effet. Le premier est de souligner le ressentiment des victimes de l'IRA et de montrer les résultats de la violence terroriste. Le second par la force symbolique de la comparaison renvoie le lecteur à la réalité sociale de l'Ulster : celle d'un pays tiraillé par des divisions identitaires radicalisées et stigmatisantes.

Nous retrouvons dans *Le Monde* les mêmes stigmates énonciatifs que dans *Libération*. La figure de I. Paisley est fréquemment associée à des qualificatifs trahissant son impétuosité, « *le bouillant révérend* », son intransigeance, « *éternel Docteur No* » et son scepticisme quant à la réalité de l'événement, « *Son chef, le révérend I. Paisley, doute de la bonne foi de l'IRA* », (« Londres et Dublin multiplient les gestes pour faciliter le désarmement de l'IRA. », 31/07/05). *Le Monde* met néanmoins davantage en avant le parti que dirige I. Paisley ; ce procédé permet d'atténuer le caractère contesté du leader du DUP en soulignant l'importance politique du parti unioniste en Ulster, « *la principale formation politique protestante nord-irlandaise* », en avançant, donc, l'argument électoral comme moyen d'énoncer une parole qui compte en Irlande du Nord.

The Times partage son énonciation selon deux orientations : il associe presque systématiquement le champ lexical de la violence et de la criminalité à l'IRA, et insiste sur le fait que le groupe paramilitaire constitue un véritable réseau du crime. Le terme de terrorisme est directement accolé au nom de l'IRA, ce qui n'apparaît pas dans les deux quotidiens français : « *a terrorist organisation* » (« une organisation terroriste »). Le discours à charge ne s'inscrit pas seulement dans la condamnation de l'action terroriste mais il dénonce aussi l'ampleur et les objectifs de l'organisation interne du mouvement.

G. Adams et le Sinn Féin sont généralement cités par leur nom propre. G. Adams est très fréquemment mis en avant, le nombre d'occurrence le concernant dépasse celle du Sinn Féin, ce qui est une manière d'essentialiser la figure du leader politique : « G.

⁶³³ Ce qualificatif apparaît dans l'article du *Monde*.

Adams, la plus influente figure politique du mouvement républicain ». Le Sinn Féin est caractérisé à deux reprises par sa capacité et son obsession à communiquer, « *l'obsession du Sinn Féin avec la présentation* », à faire valoir et à publiciser son agir politique. Le Sinn Féin et l'IRA sont associés à deux reprises sous l'expression « *Sinn Féin and the IRA* », mais la seconde occurrence s'insère dans un paragraphe s'intéressant à la nature du lien entre les deux entités : « *Les relations entre le Sinn Féin et l'IRA ont changé fondamentalement. Sinn Féin était autrefois l'aile politique d'IRA; au cours de la décennie passée, IRA est devenu la branche paramilitaire du Sinn Féin*⁶³⁴ », (« *The IRA disarms, Sinn Féin sweeps the polls. And Gerry Adams is a loser.* », (« *L'IRA désarme, le Sinn Féin balaie les sondages. Et G. Adams est un perdant.* », 01/08/05). Néanmoins, loin de dédouaner le parti républicain de ses relations avec le groupe terroriste, le texte décrit l'influence grandissante du Sinn Féin dans la vie politique nord-irlandaise. Ce renversement syntaxique et politique est une façon de dénoncer la stratégie du Sinn Féin qui se sert de l'IRA comme moyen de pression. En associant ainsi les deux entités, *The Times* décrédibilise très fortement l'agir politique du Sinn Féin. Cet article ne se situe certes pas dans la rubrique généraliste du quotidien, « *Home news* », mais dans une rubrique située en fin de journal « *Features* », consacrée aux commentaires sur l'actualité. La présence de ce type d'articles mettant explicitement en avant la figure énonciative du journaliste, et donc du journal, est révélatrice des stratégies discursives du quotidien. En pages générales, *The Times* propose le récit factuel des événements et réserve la fin du journal à des écrits se rapprochant de ceux du journal d'opinion, soit dans les rubriques « *Features* » ou « *Comments* », soit par le courrier des lecteurs.

Le DUP et I. Paisley, en dehors de la dénomination générique, sont caractérisés à plusieurs reprises dans les articles par l'inflexibilité de leur ligne politique. Néanmoins, *The Times* reste beaucoup plus circonspect dans le discours tenu sur le leader unioniste.

The Belfast Telegraph partage son énonciation en deux orientations principales, la première concerne l'IRA et la seconde les principaux partis politiques d'Ulster, le Sinn Féin et le DUP. Le quotidien nord-irlandais, comme son confrère anglais, n'hésite pas à employer le discours rapporté pour qualifier l'IRA et le DUP. L'utilisation du discours rapporté autorise une latitude discursive intéressante dans la mesure où cette technique permet au journal d'insister sur certains aspects, sous couvert d'objectivité et d'exhaustivité, et de proposer, sans s'impliquer directement, des esquisses discursives engagées. Ce procédé est moins vérifiable dans le cas de la qualification de l'IRA ; la nature terroriste de ses activités autorisant le quotidien à une plus grande liberté de jugement. *The Belfast Telegraph* condamne donc fermement l'IRA, notamment par une figure énonciative associée aux superlatifs : « *le plus compétent des groupes criminels, le plus rusé et le plus dangereux* », « *une des machines à tuer les plus impitoyables et implacables du monde* ». La figure du DUP, et par glissement celle de son leader politique lorsqu'elle dépasse la simple dénomination générique (« *M. Paisley* », « *the DUP* »), apparaît comme étroitement liée à son leader. Le quotidien évoque le DUP comme le parti de I. Paisley, « *le Révérend Ian Paisley et ses Démocrates unionistes* » ; une nouvelle

⁶³⁴ « *the relationship between Sinn Féin and the IRA has changed fundamentally. Sinn Féin was once the political wing of the IRA ; in the course of the past decade, the IRA has become the paramilitary branch of Sinn Féin* ».

fois, le collectif politique s'efface derrière la figure individuelle d'un ethos fort, en l'occurrence I. Paisley. Le quotidien est par ailleurs le seul journal à donner la parole à des instances politiques autres que celle du Sinn Féin, critiquant ouvertement la position intransigeante et sceptique du DUP ; offrir ainsi une tribune à M. Durkan - leader du SDLP - et à P. Hain - secrétaire d'Etat en charge de l'Ulster – est une façon pour *The Belfast Telegraph* de tenir une attitude critique à l'égard du DUP : « *Il est clair que l'UUP et le DUP préfèrent travailler avec des bandits armés qu'avec la police* » et « *il(P. Hain) a accusé les Unionistes de devenir les compagnons de voyage de la brutalité et du gangstérisme* ». La seconde citation est issue du discours rapporté au style indirect ; cela crée une distance énonciative entre l'énoncé et son énonciateur. Mais l'attaque de P. Hain à l'encontre des Unionistes est néanmoins reprise dans le journal. En ce sens, elle constitue une marque supplémentaire de l'engagement discursif du quotidien.

The Belfast Telegraph n'emploie pas la même technique discursive pour qualifier le Sinn Féin et son leader, puisque nous n'avons relevé aucune trace de discours rapporté (direct ou indirect) relatif à un jugement sur le Sinn Féin ou sur G. Adams. Le quotidien s'efforce de proposer une représentation du parti républicain, sinon objective, du moins distanciée par rapport aux acteurs politiques de l'événement. Nous avons cependant relevé trois articles qui semblent infirmer ce traitement « neutre » de la figure politique et qui associent dans leur discours le Sinn Féin à l'IRA - sous l'appellation « *Sinn Fein / IRA* », comme le fait le DUP sur son site. Un de ces textes est rédigé par un membre du parti unioniste, le second est un courrier des lecteurs : « *Ignoring unionist wishes will be undoing of Blair.* », (« Ignorer les souhaits des Unionistes provoquera la perte de Blair. », 04/10/05), et « *Has the IRA been promised firearm certificate for unlawfully held handguns ?* », (« L'IRA a-t-il promis des certificats de port d'armes à feu à ceux qui détiennent illégalement des pistolets ? », 12/10/05). Laisser ainsi la parole aux Unionistes - alors qu'aucun espace équivalent n'a été réservé aux Républicains – et inclure dans le courrier des lecteurs une lettre condamnant l'IRA et le Sinn Féin, révèlent un parti-pris éditorial, certes implicite mais avéré. Le journal ne parle pas en son nom, mais les paroles tierces qu'il met en scène sont des indices de la présence du jugement du journal. Cette hypothèse est confirmée par le dernier article, émanant d'un journaliste écrivant pour la rubrique « *Features* », « *If you believe all the IRA guns and rackets have gone, you're very naive.* », (« Si vous croyez que toutes les armes de l'IRA et le racket ont disparu, vous êtes vraiment naïf. », 01/10/05) ; le journaliste formule différemment la relation entre l'IRA et le Sinn Féin, puisqu'il emploie l'expression « *the Sinn Féin and the IRA* ». La conjonction de coordination « *et* » euphémise la relation entre les deux entités, là où le *slash* dans le terme « *Sinn Féin / IRA* », rapproche spatialement et sémantiquement jusqu'à les confondre les deux groupes.

The Belfast Telegraph se situe donc dans une position méta-discursive à l'égard du Sinn Féin et du DUP ; il rapproche même lexicalement les deux partis dans l'expression, « *les deux extrêmes de la politique en Ulster* » ce qui, en qualifiant les deux entités, stigmatise dans le même temps leur radicalité.

3-3-2 Les orientations discursives de la presse écrite dans le désarmement de l'IRA

Nous souhaitons présenter ici les grandes lignes discursives des quatre quotidiens au moment du désarmement de l'IRA. Le récit de l'événement se divise en deux temps : la déclaration de l'IRA (27-31/07/05) et l'annonce de l'effectivité du désarmement de l'IRA (27/09 au 01/10/05). Ces deux moments sont différemment traités selon les journaux. Ces différences de traitement sont d'abord imputables à la situation géographique des journaux vis-à-vis de l'événement. En effet, *Le Monde* et *Libération* ont des approches discursives logiquement distinctes des deux quotidiens britanniques, dans la mesure où leur espace de rédaction et de diffusion ne chevauchent pas les espaces publics touchés par l'événement.

Libération relate uniquement la première partie du désarmement de l'IRA, à savoir la déclaration d'intention du groupe paramilitaire. Il se prononce assez peu sur l'initiative de l'IRA, préférant laisser la parole aux experts, comme Roger Faligot⁶³⁵, et aux personnalités politiques situées géographiquement en dehors de l'espace public nord-irlandais. Ainsi le quotidien relaie-t-il les déclarations de Bertie Ahern, Premier Ministre irlandais, de Bill Clinton et de José Luis Zapatero. Ces personnalités ont néanmoins un lien politique et symbolique plus ou moins direct avec l'événement. B. Ahern, en tant que Premier Ministre irlandais, est engagé dans le processus de paix nord-irlandais ; B. Clinton a joué un rôle important dans les négociations du Good Friday Agreement et aurait, selon *The Times*, largement influencé la décision de l'IRA à un moment délicat pour la Grande-Bretagne. En effet, nous devons rappeler que la déclaration de l'IRA intervient peu de temps après les attentats de Londres (7 et 21 juillet 2005). Enfin, le Premier Ministre espagnol est confronté avec l'ETA au problème du terrorisme indépendantiste au même titre que la Grande-Bretagne.

Libération évoque très succinctement le moment de l'officialisation du désarmement de l'IRA le 27 septembre 2005, « L'armée républicaine a bien déposé les armes ». Le journal consacre cependant une brève à un incident survenu en octobre 2005 qui relate la comparaison faite par le Père John Reid, prêtre catholique ayant participé à la revue du désarmement de l'IRA, entre les Unionistes et les Nazis : « Des excuses pour les Unionistes irlandais », (14/10/2005). Ce choix éditorial montre que pour le quotidien français le désarmement de l'IRA est un fait acquis. Il ne s'attarde pas sur un processus plus complexe de représentation du conflit nord-irlandais ; il préfère évoquer un événement second qui semble davantage en mesure d'interpeller son auditoire, du fait de la force symbolique de la comparaison faite par J. Reid, entre les Unionistes et les Nazis. Se focaliser sur cet événement est une façon, pour le journal, de recadrer le conflit nord-irlandais dans des schémas interprétatifs plus éloquents pour le lectorat français.

Le Monde adopte une position discursive différente de *Libération* dans la mesure où il relate les deux moments du désarmement de l'IRA, mettant en évidence à chaque fois le scepticisme et l'incrédulité de I. Paisley et du DUP quant à la réalité du désarmement. *Le Monde* est le seul quotidien français à évoquer dans deux articles la « défiance et (le) mépris » de I. Paisley à cet égard, « En proie au doute et à la colère, la communauté protestante se sent trahie par Londres » (28/08/2005) et « L'armée républicaine irlandaise

⁶³⁵ Roger Faligot est un journaliste et un écrivain qui a publié plusieurs ouvrages sur le conflit nord-irlandais, dont *La Résistance irlandaise, 1916 - 1976*, Paris, Maspero, 1977, et *Nous avons tué Mountbatten ! L'IRA parle*, Paris, Picollec, 1981.

a rendu les armes » (27/09/2005). Dès le mois de juillet, le quotidien met d'ailleurs en avant la nécessité pour le DUP d'avoir des preuves tangibles – par des photographies – de la réalité du désarmement de l'IRA. I. Paisley devient dans les pages du *Monde*, « l'éternel Dr NO ». Le quotidien, en relayant cet épisode, contribue à donner du leader politique unioniste une image négative, à laquelle il n'oppose pas une image favorable de G. Adams. Il compense ce parti-pris discursif patent par un traitement distancié de la première partie de l'événement. Nous l'avons souligné précédemment, *Le Monde* s'entoure d'experts - R. Faligot à nouveau - mais appuie surtout son discours sur une analyse et un commentaire de l'événementrecontextualiséhistoriquement et politiquement, mettant en perspective le désarmement de l'IRA à la lumière des attentats du 11 septembre 2001 et de la situation actuelle des autres groupes terroristes (ETA, FLNC, etc.). *Le Monde*, à la différence de *Libération*, ne relate pas l'incident entre le Père Reid et les Unionistes.

The Times narre longuement (trente-sept articles) les deux épisodes en prenant soin d'équilibrer les points de vue, mais surtout en condamnant très fermement les violences paramilitaires, unionistes et républicaines. Il évoque également l'incident entre le Père Reid et les Unionistes dans deux articles, publiés le 13 et le 14 octobre 2005 : « Unionists "like Nazis", says Priest » (« Les Unionistes sont "comme les Nazis" dit le Prêtre ») et « Priest apologizes for Nazi remark about Unionists » (« Le Prêtre s'excuse pour sa remarque nazie au sujet des Unionistes »). En deux articles, le quotidien ouvre et clôt l'incident.

La première partie de la narration du *Times* sur le désarmement de l'IRA est largement factuelle et produit des titres informatifs du type « IRA ready to disarm. » (« L'IRA prêt à désarmer. »). Le quotidien revient sur trente ans de lutte armée, en détaillant les actions et le nombre de victimes. *The Times* adopte une posture extradiégétique en proposant un commentaire de l'événement et de son rapport au Good Friday Agreement, « Beginning at the end. The IRA statement, if implemented, can revive the process. », (« Le commencement à la fin. La déclaration de l'IRA, si elle est mise en œuvre, peut ranimer le processus », 29/07/2005). *The Times* adopte une position discursive assez proche de celle du *Monde* et cherche à rationaliser l'événement en le reliant à des éléments de comparaison externes, comme la situation sud-africaine, en s'intéressant à l'avenir des troupes anglaises en Ulster : « Arms and the Truth. Demilitarisation has its logic, a reconciliation indeed does not », (« Les armes et la Vérité. La démilitarisation a sa logique, une réconciliation n'en a pas en effet », 02/08/2005)

Enfin, si *The Times* publie le double d'articles reflétant un fort scepticisme quant à l'effectivité du désarmement de l'IRA, il oriente néanmoins la narration de la seconde partie de l'événement vers des considérations politiques et sociales quant à l'avenir de l'Irlande du Nord. Il évoque sans s'y appesantir l'incrédulité et l'inflexibilité du DUP, pour se consacrer à la valeur testimoniale de la parole des deux témoins civils du désarmement (un prêtre catholique et un pasteur protestant). Au regard de la défiance unioniste, il questionne sans la remettre en cause la légitimité et le crédit des témoins du désarmement, et critique la position unioniste, notamment dans un article « Dealing with reality. Unionists must offer a credible response to the decommissioning », (« Faire avec la réalité. Les Unionistes doivent offrir une réponse crédible au désarmement »),

27/09/2005) :

« La réponse du révérend I. Paisley et de son parti au désarmement de l'IRA aurait pu être une satisfaction calme ou un triomphalisme bruyant. [...] Mais ça ne semble pas être dans l'instinct du DUP. Il a insinué que soit le désarmement n'a pas eu lieu (et des hommes comme le Général de Chastelain and Mr Good sont des menteurs ou des fous), ou qu'il était seulement partiel, ou qu'il a eu lieu mais d'une manière non satisfaisante à cause de l'absence de preuves photographiques. Ce ne sont pas des positions crédibles
636 ».

The Times adopte une position discursive qui se veut relativement distanciée par l'usage du commentaire et la présentation d'éléments factuels mais celui-ci présente parfois les indices d'un jugement, à peine dissimulé, des deux protagonistes nord-irlandais.

La position discursive du *Belfast Telegraph* est encore différente de celle du *Times*. C'est un quotidien nord-irlandais, il est donc au cœur des événements et, en ce sens, il posséderait une distance narrative, potentiellement contrainte et réduite par des logiques géographiques et politiques fortes. Cela peut expliquer sa propension à se concentrer sur le détail des faits et à donner plus que *The Times* la parole aux leaders politiques, mais aussi et surtout à la population nord-irlandaise. Ce procédé a pour effet de laisser une large tribune à la condamnation des violences paramilitaires dont, notamment, celles de l'IRA. Néanmoins, l'équilibre discursif de la réprobation de ce type de violences se répartit de façon égale entre les groupes paramilitaires unionistes et catholiques. Le journal semble ainsi vouloir traduire un « ras-le-bol général » de la population en Ulster.

The Belfast Telegraph s'attarde donc davantage sur la façon dont est perçue et vécue l'annonce du désarmement de l'IRA dans la société civile. Il délivre moins d'analyses politiques que *The Times*, ce qui pourrait traduire une plus grande difficulté à tenir une position métadiscursive sur l'événement. Il publie à Belfast et, en ce sens, il est au cœur de l'actualité ; il offre à ces lecteurs un cliché discursif pris de l'intérieur. Le point de vue géographique semble donc s'accorder ici avec le point de vue narratif.

Ensuite, *The Belfast Telegraph* s'attarde longuement sur la remise en cause des témoins du désarmement par I. Paisley, puisque plus de dix articles lui sont consacrés. Cet événement dans l'événement est décomposable en trois moments : le 26 septembre 2005, le journal narre par le menu le désarmement de l'IRA. Dans l'édition du 27 septembre 2005, *The Belfast Telegraph* expose, d'une part, la remise en cause des preuves verbales apportées par les témoins du désarmement et souligne de fait la décrédibilisation de leur parole ; d'autre part, il invoque le statut des témoins pour justifier de leur crédibilité. L'épisode se poursuit les jours suivants, jusqu'au moment où le DUP demande à parler en personne aux deux témoins civils. Il se clôt sur une lettre d'un lecteur, questionnant non plus la fiabilité des témoins mais leurs expériences en matière de désarmement : « Ignoring Unionists wishes will be undoing of Blair ». Produire ce type

636 « The response of Rev Ian Paisley and his party to IRA decommissioning could have been one of quiet satisfaction or noisy triumphalism. [...] That does not appear to DUP's instinct. It has implied that either the IRA decommissioning has not occur (and men such General de Chastelain and Mr Good are liars or fools), or that it was only partial, or that it happened but in an unsatisfactory way because the lack of no photographic evidence. These are not credible positions».

de document en guise de conclusion à un épisode hautement polémique est une manière pour le journal de déplacer la responsabilité du discours sur une instance énonciative autre que la sienne. Enfin, *The Belfast Telegraph* ne narre pas l'incident entre le Père J. Reid et les Unionistes.

The Belfast Telegraph a donc une approche de l'événement différente du *Times*, du fait notamment de sa proximité géographique. Ce n'est pas le seul critère à prendre en compte, mais il est un point important dans la représentation du désarmement de l'IRA. *The Times* et *Le Monde* ont une ligne discursive assez proche, qui est celle d'un commentaire plus distancié. Mais là aussi, l'espace public de diffusion du journal entre en compte et infère sur la qualification de l'événement et des acteurs de l'événement. Enfin, les deux quotidiens français s'entourent d'experts et recontextualisent la représentation du désarmement de l'IRA dans le cadre plus large des mouvements terroristes séparatistes.

Présenter une analyse synthétique de la figure médiatique des deux principaux partis et leaders politiques nord-irlandais nous a permis de dégager des orientations discursives qui, pour être générales, n'en sont pas moins révélatrices des représentations à l'œuvre dans le conflit nord-irlandais. La figure du leader politique est omniprésente dans les journaux, portraiturant non pas le personnage dans son entier, mais un trait caractéristique de sa personnalité. Ainsi, I. Paisley est-il généralement représenté comme un leader intransigeant et G. Adams comme un dirigeant opportuniste. Ces caricatures discursives correspondent à une volonté éditoriale de proposer aux lecteurs des schémas suffisamment simples pour être compris par le public étranger au conflit, et entendables par une population nord-irlandaise et anglaise, dont l'identité est essentiellement construite depuis trente ans sur l'exagération identitaire et l'ostracisme.

Conclusion

L'étude de la figure du leader sur les sites internet des partis politiques et de ses représentations dans la presse écrite nous amène à conclure que les deux logiques discursives ne peuvent vraisemblablement se chevaucher puisque les instances d'énonciation divergent et que, conséquemment, les discours aussi. Néanmoins, nous confirmons que les représentations dans la presse et sur internet se complètent et se juxtaposent, en plaçant l'auditoire –l'internaute et/ou le lecteur de presse – dans une position spectatorielle complexe et originale. Complexe car les représentations à l'œuvre dans les deux supports développent des regards, sur la figure du politique, non pas opposés mais incompatibles du fait du lieu de l'observation. Ainsi, sur les sites des partis politiques, le leader se donne lui-même à voir en miroir de sa propre réalité politique, puisque il est à la fois le sujet, l'objet et le producteur de sa propre énonciation. Le média électronique donne une consistance nouvelle au leader politique, lui permet de retrouver une présence parfois perdue ou effacée dans la représentation médiatique traditionnelle. Les sites des partis politiques sont la concrétisation d'un idéal politique, celui d'un libre arbitre du dire et du faire politique.

Sur internet, le leader politique contrôle, façonne et fait agir son personnage à sa guise. Par exemple, Ian Paisley expose sur internet une rhétorique dépréciative très

affirmée à l'encontre des Républicains et des Unionistes modérés ; cette rhétorique fait exister le DUP et son leader en réaction à la politique conduite par ses adversaires, aspect qui est moins prégnant dans les représentations de la presse. Dans la presse écrite, le leader politique est donné à voir au lecteur par le biais du discours journalistique ; il est sujet et objet agi par l'instance médiatique. La représentation médiatique de l'agonie puis de la disparition de Y. Arafat est exemplaire ; même si les médias narrent la fin d'un leadership, la figure de Y. Arafat encore agonisant est déjà figée dans des schémas discursifs confinant au symbole.

Dans la presse enfin, le leader est essentialisé, singularisé pour être visible ; sur les sites des partis politiques, son individualité devient le plus souvent la figure anonyme d'une identité collective concentrée autour d'un sigle, DUP ou SDLP, ou d'un nom, Likud ou Kadima.

Chapitre 9 – Identité, territoire et sacré dans les deux conflits

Afin de comprendre la nature des oppositions entre les communautés engagées dans les conflits analysés, il est essentiel de nous interroger sur la notion de « sacré ». Le sacré est présent à tous les moments de ces conflits, nous y reviendrons. Par ailleurs, la question politique et identitaire est étroitement liée au statut de la terre et des territoires nord-irlandais, israélien et palestinien. Identité et territoire sont donc deux éléments indissociables, mais les envisager sans prendre en compte le rapport que ceux-ci entretiennent au sacré serait réducteur. En effet, la notion de sacré est mêlée à celle du territoire, et le territoire est l'un des éléments constitutifs des identités palestinienne et israélienne, et des communautés protestantes et catholiques nord-irlandaises. Les deux conflits sont le reflet de l'intrication de ces trois valeurs, devenue problématique.

Tous les conflits nationaux ou internationaux ne sont pas forcément marqués par l'empreinte du « sacré ». Ils ne se réduisent jamais seulement à cela ; les questions économiques et politiques sont également en jeu. C'est le cas dans le conflit israélo-palestinien au moment du démantèlement des implantations israéliennes à Gaza, lorsqu'il est question de l'indemnisation des personnes déplacées. C'est aussi le cas dans le conflit nord-irlandais, lorsque la flambée de violence protestante à l'automne 2001 contre des écolières catholiques, est partiellement imputable à une situation économique et sociale difficile dans les quartiers de Belfast.

Les acteurs politiques des deux conflits s'emparent des questions du territoire et de l'identité à des niveaux différents, dans des logiques discursives souvent électoralistes, parfois altéricides et les diffusent sur leur site internet. Dans ces cas là, le discours électronique doit se comprendre comme le moyen de se démarquer de l'adversaire mais de produire aussi une identité en ligne hypertrophiée, voire exacerbée, dans un dispositif technique lui offrant un moyen d'expression immédiat, multidimensionnel et libéré des contingences d'un discours tiers. Les sites internet des partis politiques facilitent le

développement d'une « sur-identité », un concentré identitaire médiaté quoique non médiatisé.

L'étude de la médiatisation du démantèlement des colonies juives de Gaza en 2005 et des violences survenues à l'école catholique Holly Cross de Belfast en 2001 nous permettra de mettre en évidence les représentations des identités dans les deux conflits et de souligner le caractère crucial et sacré du territoire au sein de celles-ci. Une fois ces représentations précisées, nous pourrons alors examiner précisément de quelles façons et avec quelle latitude, les sites des partis politiques s'en emparent ou les ignorent pour produire des contre-discours.

1-La communauté impossible : des territoires et des identités irréconciliables dans la presse écrite

Dans le chapitre deux de cette thèse, nous avons défini le caractère des diasporas palestinienne, israélienne et irlandaise : « *Autrement dit, la diaspora juive est celle de la construction d'un territoire (Israël), la diaspora palestinienne est celle de la déconstruction d'un territoire (la Palestine) et la diaspora irlandaise est celle de la reconstruction d'un territoire (une sorte d'Eldorado)* ⁶³⁷ ». Nous ne traiterons pas directement de la question diasporique dans les deux conflits ; nous avons mentionné précédemment que, même si le caractère diasporique des communautés impliquées dans les conflits se traduit par un attachement fort au territoire - celui des origines, nous ne pouvons considérer le cas nord-irlandais et israélo-palestinien de ce seul point de vue. Le nœud de ces conflits est la résultante de logiques économiques, politiques, religieuses et identitaires complexes, dans lesquelles la question de la diaspora occupe une place importante. En conséquence, notre analyse portera sur les représentations médiatiques autour de la thématique du territoire, de la terre sacrée, identifiée par les différents acteurs comme un point centralisant les identités politiques, sociales et religieuses.

1-1 Le conflit nord-irlandais : l'épisode Holy Cross School

Holy Cross School est une école catholique pour filles, située dans le quartier catholique d'Ardoyne à Belfast. Pour s'y rendre, les jeunes écolières et leurs parents doivent traverser le quartier protestant de Glenbryn ⁶³⁸. Les incidents débutent en septembre 2001 et se poursuivent jusqu'en 2002. L'été précédent la rentrée scolaire, une rixe aurait opposé des Unionistes et des Républicains. La tension est montée crescendo et, au moment de la rentrée, elle est à son comble. Les jeunes écolières catholiques doivent emprunter une avenue « protestante » pour se rendre à leur école ; mais ce trajet est considéré comme une provocation supplémentaire par la communauté protestante. Les Protestants accusent les parents catholiques de se servir de leurs enfants pour les provoquer. S'ensuivent alors plusieurs semaines de violences, parmi lesquelles des

⁶³⁷ Chapitre 2 de la thèse, p. 61.

⁶³⁸ Voir carte annexe 7-2, p. 503 (« Peace lines that have never seen ceasefire. », « Des "Peaces lines" qui n'ont jamais vu de cessez-le-feu. », *The Times*, 06/09/2001).

insultes, des jets de pierre, de bouteilles et d'excréments au passage des écoliers catholiques dans le quartier protestant. Les images de ces violences sont diffusées dans le monde entier et mettent sur le devant de la scène médiatique le conflit nord-irlandais. Les scènes se répètent chaque jour durant plusieurs semaines ; devant la condamnation unanime de ces exactions, les Protestants changent de méthodes et maintiennent leur protestation, mais en tournant le dos cette fois-ci au passage des petites filles.

Les journaux et les télévisions s'emparent de cet événement, proposant selon leur position et leur implication dans l'espace public concerné par ce désordre civil, des représentations contrastées. Nous avons choisi de nous intéresser à la dénomination des acteurs du drame et à la qualification de leurs actions, car celles-ci s'avèrent révélatrices des stratégies discursives en tension dans les différents médias dans un moment de violence très particulier, puisqu'il atteint de jeunes enfants.

La couverture de l'événement est très inégale selon les quotidiens, et s'inscrit dans une temporalité et un moment journalistiques particuliers puisque l'affaire Holy Cross School débute peu de temps avant les attentats du 11 septembre 2001. On observe dans les différents journaux – à l'exception du *Monde* – la marque d'une double évolution narrative, consécutive aux attentats survenus aux Etats-Unis ; elle se traduit, d'une part, par une diminution du nombre d'articles dans *Libération* et *The Times* et, d'autre part, par la marque énonciative du 11 septembre 2001 dans des articles sur Holy Cross School, dans les différents quotidiens⁶³⁹.

1-1-1 L'opposition Protestants/ Catholiques dans Le Monde et Libération

Les deux quotidiens français adoptent une posture discursive très différente par le nombre d'articles publiés, un seul pour *Le Monde* et sept pour *Libération*, et donc aussi par le choix éditorial de couvrir ou pas les différents incidents.

Le Monde consacre un article aux événements : « La rentrée scolaire relance les tensions intercommunautaires en Irlande du Nord. » (07/09/2001) ; il décrit les Catholiques comme « victimes [...] d'insultes et de jets de projectiles de la part de manifestants protestants ». L'opposition entre Catholiques et Protestants apparaît donc

⁶³⁹ *Libération* revient sur les violences survenues à Holly Cross School et plus largement sur la situation nord-irlandaise dans l'article « L'Irlande du Nord s'enlise dans la crise » (20/09/2005) : « Depuis l'été, leurs relations (les Républicains) avec les Etats-Unis sont de plus en plus tendues. Après les attentats qui ont frappé les Etats-Unis, la Maison Blanche va exercer une pression encore plus forte. » L'article du *Belfast Telegraph*, « Glenbryn residents suspend protest for a day » (« Les résidents de Glenbryn suspendent leurs protestations pour une journée ») évoque l'hommage rendu aux victimes du 11 septembre 2001 par les manifestants : « A degree of normality returned to the Ardoyne Road today as Glenbryn residents suspended their protest as a mark of respect to those killed in the World Trade Center and Pentagon tragedies. », (« Un certain degré de normalité est revenu dans la rue d'Ardoyne comme les résidents de Glenbryn ont suspendu leur protestation en marque de respect envers ceux qui ont été tués dans les tragédies World Trade Center et le Pentagone. ») *The Times* évoque l'impact des attentats du 11 septembre 2001 sur les manifestations protestantes d'Holly Cross School, dans l'article « Accustomed to terror now » (« Habitué maintenant à la terreur ») : « On the day after September 11, many people were incredulous that the protest continued. But, say the loyalists, they have had to live with terrorism for more 30 years, not just one day. », (« Le jour après le 11 septembre, de nombreuses personnes ont été incrédules quant à la poursuite des protestations. Mais, disent les Loyalistes, ils ont dû vivre avec le terrorisme depuis plus de 30 ans, non juste un seul jour. »

être le centre de l'événement violent ; mais l'argument religieux - comme explication des violences - n'est avancé à aucun moment dans l'article. Le journal évoque « *des luttes sectaires* » et relie les affrontements à la question du territoire, divisé « *en une succession d'enclaves catholiques et protestantes* ». La qualification de « *Catholiques* » et de « *Protestants* » appartient à un répertoire lexical antérieur à l'événement, répondant à la grille interprétative du conflit nord-irlandais. Le quotidien qualifie cependant différemment les groupes paramilitaires mentionnés dans l'article, par les termes « *loyalistes* » et « *nationalistes* ». Mais cette terminologie n'appartient pas à une taxinomie usuelle pour le lecteur, le quotidien en indique le bon niveau de lecture par une définition qu'il inclut dans l'article : « *loyalistes (littéralement, 'loyales' à la Couronne britannique)* ». Il procède de la même façon pour le terme « *unionistes* ». Il distingue néanmoins les deux utilisations, puisqu'il associe le qualificatif « *loyalistes* » au *Rad Hand Defenders*, « *groupe terroriste loyaliste* », alors que le terme « *unionistes* » est employé pour qualifier l'idéologie politique (protestante, « *fidèle à l'union de l'Irlande du Nord et du royaume* »).

Libération dédie sept articles à l'affaire Holy Cross School ; quatre d'entre eux sont des brèves. Trois sont des articles de fond ; un seul revient sur cet épisode. Les deux autres font état de la situation politique en Irlande du Nord. Les violences survenues à Holy Cross School semblent embarrasser les quotidiens français puisque, à partir du 20/09/2001, *Libération* consacre ses papiers non plus à l'événement mais à la question plus générale de la situation politique nord-irlandaise. Ce décentrage discursif, sur la question des violences intercommunautaires et du terrorisme, permet au quotidien de faire le lien avec les événements du 11 septembre 2001. Dans un élargissement du plan discursif, puisque le journal passe d'un gros plan à un plan d'ensemble : « *L'Irlande du Nord s'enlise dans la crise.* » (20/09/2001) et « *Le camp du refus protestant à Belfast* ».

Libération qualifie différemment du *Monde* les auteurs et les victimes des violences, puisque dès le premier article, « *Violente rentrée scolaire en Irlande du Nord.* » (04/09/2001), il oppose « *des écoliers catholiques* » aux « *loyalistes protestants* ». Alors que *Le Monde* différencie les termes de « *loyaliste* » et de « *protestant* », *Libération* les associe en surdéterminant lexicalement la communauté protestante nord-irlandaise. Il établit une symétrie lexicale entre les deux groupes nominaux, « *écoliers catholiques* » et « *loyalistes protestants* », les qualificatifs religieux déterminant le « *camp* » des acteurs, pendant que les substantifs « *écoliers* » et « *loyalistes* » désignent leur fonction actancielle.

Libération poursuit la symétrie lexicale dans le second article, « *L'Irlande du Nord à l'école de la haine.* » (05/09/2001) mais, à travers les propos du journaliste, elle devient rapidement une dissymétrie symbolique forte entre « *des petites filles (souligné par nous) catholiques* » et « *des militants protestants* ». Par cette juxtaposition terminologique, il insiste sur l'incongruité de la scène, opposant des enfants à des adultes armés de bouteilles.

Dans les autres articles, l'événement est construit selon l'opposition binaire Catholiques / Protestants ; le journal semble trouver une justification à l'utilisation de ces termes, dans la déclaration d'une mère protestante : « *Nos enfants sont trop différents. [...] C'est la religion* ». Par ailleurs, *Libération* emploie la formule « *conflit confessionnel* » dans l'article « *Affrontements à Belfast.* », paru le 10/01/2002.

Seules deux occurrences ne comportent pas de stigmates religieux « deux militants loyalistes » et « **ce ne sont pas des pères de familles mais des poseurs de bombes de l'IRA** ⁶⁴⁰ » ; il est intéressant de noter que celles-ci ne concernent pas non plus de simples citoyens mais font référence au militantisme, voire au terrorisme.

Enfin, le quotidien stigmatise l'opposition entre les deux communautés par l'emploi de marqueurs énonciatifs soulignant la passivité et l'émotion des victimes catholiques : « *terrifiés* », « *en sanglot* », « *attaques perpétrés contre des fillettes* », « *une enfant silencieuse tassée sur elle-même* », « *la tête penchée* » ; au contraire, l'énonciation entourant les acteurs protestants est celle de la violence « *hurtaient des insultes* », « *insultaient* », « *jetaient des pierres* », « *les attaques* ». En confrontant les champs lexicaux de l'émotion et de la violence, *Libération* disqualifie l'action protestante même si, comme *Le Monde*, il équilibre la proportion de discours (rapporté ou non) entre Protestants et Catholiques dans ces différents articles. Cependant, le journal par l'intermédiaire de Christophe Boltanski, envoyé spécial à Belfast, met très explicitement en cause les Loyalistes dans l'article, « L'Irlande du Nord s'enlise dans la crise. » (20/09/2001) : « *Pourtant, sur le terrain, ce sont les militants loyalistes et non les Républicains qui font le coup de feu* ».

D'une façon générale, les deux quotidiens français consacrent assez peu d'articles à l'affaire Holy Cross School et qualifient les acteurs de l'événement selon une taxinomie généralisante, reprenant des schèmes interprétatifs déjà connus des lecteurs.

1-1-2 The Times, le différentiel énonciatif : « Catholic » - « Republican »/ « Protestants » - « Unionist », « Loyalist »

Le quotidien anglais consacre trente-huit articles à l'événement ce qui, en comparaison de ses confrères étrangers, est considérable mais cependant logique puisque les affrontements sont survenus sur le sol britannique. Néanmoins, nous avons mentionné dans la seconde partie de notre thèse, que la presse anglaise a une attitude particulière à l'égard du conflit nord-irlandais, faite à la fois d'indifférence pour des violences trentenaires et de posture morale, condamnant toute forme de violence. Nous retrouvons cette même ambivalence discursive dans le traitement de l'épisode Holy Cross School. En effet, *The Times* condamne avec virulence les violences sectaires mais, même s'il accorde une place non négligeable aux événements, il publie trois fois moins d'articles que *The Belfast Telegraph*. Certes, les attentats du 11 septembre 2001 ont perturbé la donne médiatique nationale et internationale, mais il y a aussi dans cette différence l'indice d'un parti-pris éditorial. Ainsi, *The Times* publie près de la moitié des articles dans un temps très court, entre le 03/09 et le 11/09/2001, soit une moyenne de 1,6 articles par jour. Cette concentration discursive pourrait s'expliquer par la diminution du nombre d'incidents, mais il n'en est rien puisque ceux-ci se poursuivent avec la même intensité pendant plusieurs semaines. Nous pensons plutôt que la baisse de la fréquence des articles est due à l'effet conjugué de la routinisation de l'événement et des attentats du 11 septembre 2001.

⁶⁴⁰ Les termes en gras signalent que ce sont des propos issus du discours rapporté.

Par ailleurs, le quotidien britannique adopte une posture énonciative originale puisque, à la différence des quotidiens français, il dissocie la société civile de sa composante politique et paramilitaire. C'est-à-dire que le journal nomme systématiquement la population nord-irlandaise par l'opposition entre les deux communautés religieuses : « *les deux communautés, Protestants et Catholiques* », qu'il associe tout aussi invariablement dans son discours la figure de la victime aux Catholiques, « *leurs victimes catholiques* ». Le quotidien dissocie par contre très distinctement l'être communautaire et confessionnel, du militant : « *les problèmes entre les résidents loyalistes et les parents nationalistes*⁶⁴¹ » ; il oppose ainsi de manière symétrique deux idéologies (loyaliste et nationaliste), mais juxtapose une fonction sociale (parents) à une détermination géographique (résidents). C'est une façon pour le journal de traduire lexicalement l'origine du problème Holy Cross School, en opposant de façon asymétrique des données sociales et géographiques. Il y a incompréhension et violence, car ce sont deux communautés qui s'affrontent ; mais lors de l'affrontement (la traversée d'une avenue protestante), le statut des protagonistes n'est pas le même. La violence semble donc être pour le journal tout autant physique et morale (le jet de projectiles et les insultes) que symbolique (des revendications qui ne se situent pas *a priori* au même niveau) : ce sont des parents et des enfants catholiques qui traversent Ardoyne Road, et ce sont des résidents protestants qui leur jettent des pierres. Chacun des deux camps tente d'ailleurs de réduire ce fossé revendicatif (les uns demandant de pouvoir amener leurs enfants à l'école, les autres réclamant qu'on ne viole pas leur territoire) en tentant de ramener l'autre sur son propre terrain : « *Les résidents prétendent que les nationalistes en prenant leurs enfants à l'école utilisaient cet itinéraire pour intimider les Protestants*⁶⁴² ». Nous retrouvons dans le discours cité l'opposition asymétriques Protestants / nationalistes, autrement dit société civile/ militants politiques.

La dénomination « *nationalist parents* » (« *parents nationalistes* ») reste cependant assez rare dans le discours cité et est inexistante dans le discours citant, le quotidien lui préférant un lexique plus neutre : « *nationalists* », « *republicans* » ou « *Catholics* ». D'une façon générale, *The Times* utilise le terme « *Catholic* » soit comme substantif, soit comme qualificatif dans les expressions « *catholic parents* » (« *parents catholiques* »), « *catholic children* » (« *enfants catholiques* »).

Il n'utilise pas de la même logique énonciative pour qualifier le camp protestant puisqu'il utilise très régulièrement les termes « *Loyalists* » et « *loyalist protesters* » (« *manifestants loyalistes* »), lorsqu'il souhaite désigner les responsables des violences perpétrées contre les écoliers. Procéder ainsi permet au journal d'opérer une différenciation claire entre la communauté protestante nord-irlandaise et anglaise, et les auteurs de trouble. Par ailleurs, l'expression « *protestant residents* » (« *résidents protestants* ») est rarement directement associée aux descriptions d'actes violents ; nous avons cependant relevé une occurrence dans un article, « *Holy Cross gets gift of peace for Nativity* », (« *Holy Cross reçoit un cadeau de paix pour la fête de la Nativité.* », 15/12/2001) : « *Des voisins*

⁶⁴¹ « *The two communities, Protestants and Catholics* », « *their catholic victims* », « *the problems between loyalist residents and nationalist parents* ».

⁶⁴² « *The residents claim that nationalists taking their children to the school were using the route to intimidate Protestants* ».

*protestants ont hurlé et crié après les filles*⁶⁴³. ». Celle-ci est cependant le fait du discours rapporté (indirect), restituant les propos d'une résidente catholique.

Le quotidien différencie très clairement les catégories « *protestant* » et « *loyalist* » lorsque des violences éclatent parallèlement à l'épisode Holy Cross School : « [...] *quand deux Protestants ont été sérieusement blessés durant un accrochage entre loyalistes et nationalistes*⁶⁴⁴ ». C'est le cas également lorsqu'il utilise le discours indirect pour rapporter les propos d'un Protestant, dans l'article « *New riots grip Holly Cross.* » (« *De nouvelles émeutes saisissent Holly Cross.* », 10/01/2002) : « *Des Protestants locaux ont dit qu'ils protestaient après de nombreuses attaques de Catholiques sur des Loyalistes*⁶⁴⁵ ». Cependant l'énonciation laisse ici l'indice du discours cité protestant, par l'association entre les termes « *attaques* » et « *catholiques* », amalgamant militants républicains et communauté catholique.

Ensuite, lorsque *The Times* réfère à une opposition entre les deux communautés, il utilise les termes génériques « *Protestants* » et « *Catholics* » et prend une position métadiscursive, éloignée des événements : « *Seule une unité de police était sur la scène pour empêcher la confrontation entre Catholiques et Protestants*⁶⁴⁶ », (« *Smiles return for Holy Cross pupils* », « *Les sourires reviennent parmi les élèves de Holy Cross* »). Quand son discours met en scène des groupes militants, il emploie généralement les termes républicains et loyalistes : « [...] *si les républicains accusent les loyalistes de sauvagerie*⁶⁴⁷ », (« *No end to our children.* », « *Pas de fin pour nos enfants.* », 09/09/2001).

Enfin, *The Times* emploie indifféremment les mots « *loyalist* », « *protestant* », « *catholic* » pour spécifier le territoire sur lequel se déroulent les événements : « *catholic road* », « *loyalist Glenbryn* », « *protestant area* », « *loyalist street* », etc. Cependant, il n'utilise jamais le terme « *republican* » pour désigner le(s) territoire(s) des affrontements. Ceci peut s'expliquer par le fait que le nœud du problème et de la revendication se situe dans le militantisme loyaliste ; le territoire y est représenté à la fois comme le lieu et l'objet des incidents. Nous reviendrons sur ces différents aspects dans une section ultérieure.

Dans l'article « *School of tears and terror.* » (« *L'école des larmes et de la terreur.* », 09/09/2001), *The Times* file la métaphore guerrière : « *des barricades* », « *des troubles* », « *des coups de feu et des bombes* », « *la cible* », « *des barricades, des tirs croisés* », « *des bruits sourds d'explosion*⁶⁴⁸ ». Par ces termes, issus du témoignage d'une jeune femme catholique, le journal n'évoque pas les violences d'Holly Cross School, mais des

⁶⁴³ « *Protestant neighbours screamed and shouted at the girls* ».

⁶⁴⁴ « [...] *when two Protestants were seriously injured during clashes between loyalists and nationalists* ».

⁶⁴⁵ « *local protestants said that they were protesting after a number attacks on loyalists by Catholics* ».

⁶⁴⁶ « *Just one police unit was at the scene to prevent confrontation between Catholics and Protestants* ».

⁶⁴⁷ « [...] *if republicans accuses loyalists of savagery* ».

⁶⁴⁸ « *barricades* », « *rioting* », « *shooting and bombing* », « *target* », « *crossfire, barricades* », « *thuds and crump sounds* ».

affrontements survenus en 1969. Le procédé stylistique du flash back permet au journal d'établir un parallèle entre deux événements du même ordre et de souligner leur caractère pérenne, ainsi que l'intensité et la violence des manifestations loyalistes. Le journal appuie son discours contre ces violences, en décrivant abondamment les actes commis par les Loyalistes : « *hurler, cracher, et bombarder avec des bouteilles de lait* », « *criaient des obscénités* », « *un torrent d'insultes et de projectiles*⁶⁴⁹ ». *The Times* utilise également le discours cité pour accentuer sa condamnation : « *Ils ne sont pas humains, ce sont des animaux*⁶⁵⁰ », (« *Crying shame of bomb on the school of terror.* », (« *La bombe scandaleuse lancée sur l'école de la terreur* », 06/09/2001). Le journal publie par ailleurs un papier en Une⁶⁵¹, « *Ulster sliding down 'path to barbarism'.* » (« *L'Ulster glisse vers "le chemin de la barbarie".* », 06/09/2001), dans lequel le journaliste condamne les violences sectaires en les qualifiant à quatre reprises, de « *pas vers la barbarie* » (« *path to barbarism* »)). Le titre guillemette l'expression un « pas vers la barbarie », car il s'agit des propos de John Reid, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, qui sont développés à plusieurs reprises dans le texte. Le journal se sert ici du discours rapporté d'un officiel, pour rendre explicite ce qui est latent dans les articles précédents et appuyer son argumentaire contre les violences par la citation d'une parole d'autorité. Ainsi, dans « *Children in crossfire : a grim blockade does not reflect Ulster as a whole.*», (« *Des enfants dans les tirs croisés : un blocus sinistre ne reflète pas l'Ulster dans son ensemble.* », 05/09/2001), le journaliste confirme la condamnation du journal : « *C'est une attitude déloyale et irresponsable*⁶⁵² ».

Ce procédé rhétorique est sous-tendu par l'utilisation d'un vocable s'appuyant sur la figure victimaire des écoliers. *The Times*, comme *Libération*, emploie pour qualifier l'impuissance des victimes des violences un lexique fondé sur l'émotion et la terreur des enfants : « *déconcertés et effrayés* », « *traumatisés* », « *sanglotant de façon incontrôlée* », « *ils couraient dans la panique*⁶⁵³ ». Le journal souligne cet aspect par le choix réitéré dans plusieurs articles de la description de ces scènes et d'un lexique identique ; l'abondance d'éléments visuels, des verbes d'état et de qualificatifs (« *mais leurs visages ne sont plus déformés par la terreur* »), de repères spatiaux et temporels (« *La dispute s'est étendue dans les rues d'Ardoyne la nuit dernière*⁶⁵⁴ »). La description permet de stopper le temps narratif et de procéder à une focalisation sur la nature des violences. En procédant ainsi, le quotidien fait pénétrer le lecteur au cœur des violences ; la présence de photos dans certains articles atteste de ce que la description a suggéré.

649 « *screamed at, spat at and pelted with milk bottles* », « *yelled obscenities* », « *a torrent of abuse and missiles* ».

650 « *They're not human they're animals* ».

651 Voir annexe 6-4, p. 497 (*Une Times* du 06/09/2001).

652 « *It is a foul, unacceptable, behaviour* ».

653 « *bewildered and scared* », « *traumatised* », « *sobbing incontrollly* », « *they ran in panic* ».

654 « *but their face are no longer buckled with terror* », « *The dispute spread to the streets of the Ardoyne last night* ».

The Times déploie donc une palette énonciative beaucoup plus large que les quotidiens français ; il précise notamment le statut des acteurs et la nature de leurs actions par une taxinomie lexicale *ad-hoc*, dissociant très distinctement les fauteurs de trouble de la totalité de la communauté protestante et représentant les enfants comme figure centrale du drame.

1-1-3 Le cas particulier du *Belfast Telegraph*

The Belfast Telegraph est au même titre que *The Times* un quotidien britannique ; ils n'appartiennent cependant pas aux mêmes espaces publics, ou plutôt ils appartiennent à l'espace public britannique de façon différente. *The Belfast Telegraph* est un journal britannique mais c'est aussi un quotidien nord-irlandais, que nous pourrions rapprocher des quotidiens régionaux français. Néanmoins, la spécificité politique (un gouvernement et une assemblée autonomes), sociale (deux communautés) et la prégnance à tous les niveaux de la société d'un conflit trentenaire confèrent au *Belfast Telegraph* un statut particulier, à mi-chemin entre quotidien national et régional. Cette particularité peut expliquer l'ambivalence discursive du journal, qui oscille en permanence entre une position méta-discursive moralisatrice et une propension à dissimuler son propre discours derrière l'omniprésence du discours citant. Ceci aboutit à une ligne éditoriale complexe, partagée en trois lignes discursives principales : celle du factuel par la narration « brute » de l'événement, celle du commentaire par l'analyse des conséquences sociales, économiques et éducatives, et enfin celle du témoignage par le discours rapporté protestant et catholique.

D'une manière générale, *The Belfast Telegraph* use de la même typologie que *The Times* pour qualifier les acteurs de l'événement. Il oppose les deux communautés par les termes « *protestant* » et « *catholic* » : « *catholic parents* » (« parents catholiques »), « *catholic girls* » (« filles catholiques »), « *protestant woman* » (« femme protestante »), « *a young protestant* » (« un jeune protestant »), « *Protestant and Catholic* ». Il distingue également les différents acteurs par leur statut au moment de l'action ; dans le discours du journal, la nature de l'action (violente ou non) dicte la qualification de l'acteur. Ainsi, les manifestants (ou les opposants catholiques aux manifestants) les plus virulents sont rarement qualifiés par l'appellation communautaire « *catholic* »/ « *protestant* », mais sont rassemblés sous le terme « *loyalist* » ou « *nationalist* » : « *Un dialogue a été nécessaire entre les nationalistes et les loyalistes* », « *intimidation nationaliste* », « *les manifestants loyalistes* ». Nous n'avons relevé cependant que très peu de syntagmes nominaux composés du terme « *republican* » du type « *le territoire loyaliste et républicain*⁶⁵⁵ ». Il est employé dans une acception relativement neutre, ce qui n'est pas du tout le cas du terme « *loyalist* ».

En effet, alors que *The Times* met régulièrement sur un pied d'égalité les deux instances énonciatives, *The Belfast Telegraph* adopte une stratégie discursive totalement opposée. Il dissocie complètement les occurrences « *loyalist protesters* » et « *nationalists* » lorsqu'il décrit les événements. Il crée comme son confrère anglais une

⁶⁵⁵ « *Dialogue was needed between nationalists and loyalists* », « *nationalist intimidation* », « *loyalist protesters* », « *loyalist and republican territory* ».

dissymétrie lexicale qui a un retentissement symbolique fort, puisqu'il oppose presque systématiquement les termes « *loyalist protesters* » (« *des manifestants loyalistes* ») et « *catholic parents* » / « *catholic children* ». Les premiers articles précisent l'identité « catholique » des parents et des enfants, mais ensuite le quotidien use très fréquemment des occurrences « *parents* » et « *children* » sans leur associer l'épithète « *catholic* » : « *les écolières criaient hystériquement et saisissaient les mains de leurs parents alors que les manifestants loyalistes leur lançaient des pierres et des briques*⁶⁵⁶ », (« *Bombing children 'denies belief'* », « *Bombarder des enfants "défie l'entendement"* », 05/09/2001). Ce procédé permet de resserrer la narration, de la rendre plus dynamique, et part surtout du principe qu'après les premiers jours, la figure des écoliers et des parents est suffisamment connue des lecteurs.

La répétition de ce type d'occurrences dissymétriques trahit cependant un parti-pris discursif implicite du journal, qui dénonce ainsi l'iniquité des forces en présence : « *En notant que l'impasse entre des loyalistes et les parents a commencé en juin*⁶⁵⁷ », (« *NIO accused of 'sitting on hands'* », « *Le Ministère de l'Irlande du Nord est accusé "d'être assis sur les mains"* », 10/09/2001). Il fait s'affronter régulièrement dans un même article, les groupes nominaux « *mère et enfants* ») et « *manifestants*⁶⁵⁸ ». Le journal semble donc condamner très fortement l'action menée par la communauté protestante de Glenbryn.

Cette particularité énonciative n'est pas le seul trait distinctif du quotidien nord-irlandais puisqu'il stigmatise plus encore l'agir violent loyaliste en évoquant, à travers le discours rapporté, les propos d'une femme qui déclare : « *Je suis juste une Protestante ordinaire*⁶⁵⁹ », « *Assault 'is proof of Glenbryn Concern'* », « *L'assaut "est la preuve du problème de Glenbryn"* », 26/09/2001). Nous retrouvons le même type d'occurrence dans un courrier des lecteurs, « *Bullying tacticts will not stop course of destiny.* », (« *L'intimidation tactique n'arrêtera pas le cours du destin.* », 05/09/2001).

Le quotidien use enfin d'un vocabulaire parfois généralisant pour qualifier les deux communautés, ce qui est une façon de se placer dans une position méta par rapport aux sujets de l'énonciation : « *between both sides* » (« *entre les deux bords* »).

The Belfast Telegraph désigne le territoire et le lieu des affrontements selon le même procédé lexical que *The Times* ; cela consiste à associer un déterminant catégorisant l'appartenance communautaire et idéologique (« *catholic* », « *protestant* », « *loyalist* ») à une zone géographique : « *le territoire loyaliste et républicain* », « *la manifestation de la rue d'Ardoyne* », « *le parc protestant de Glenbryn et l'avenue Catholic Alliance*⁶⁶⁰ ».

⁶⁵⁶ « *scoolgirls cried hysterically and clutched their parents' hands as loyalist protesters hurled stones and bricks at them* ».

⁶⁵⁷ « *Noting that the stand-off between loyalists and the parents began in June* ».

⁶⁵⁸ « *mother and children* », « *protesters* ».

⁶⁵⁹ « *I am just an ordinary Protestant* ».

⁶⁶⁰ « *loyalist and republican territory* », « *the Ardoyne road protest* », « *protestant Glenbryn Park and Catholic Alliance Avenue* ».

Ces indices énonciatifs sont relayés par l'emploi de termes qui décrivent la violence des actes loyalistes : « *hurtaient des injures* », « *s'exposaient au feu d'insultes des manifestants loyalistes* », « *un feu de haine et d'agressivité* », « *raillant et terrifiant les enfants* », « *les scènes dégoûtantes de violence, d'angoisse et de souffrance* », « *criant des insultes et lançant des projectiles*⁶⁶¹ », etc. Parallèlement à cela, *The Belfast Telegraph*, comme les trois autres quotidiens, décrit les enfants comme subissant et cela dramatise encore la situation : « *les enfants avaient l'air terrifié* » ; « *tellement bouleversé* », « *pleurant* », « *ont été dispersés et ont commencé à pleurer* », « *ont pétrifié les enfants* », « *les enfants hurlaient de terreur*⁶⁶² ». Le registre de l'émotion est très présent lors des descriptions des scènes de violence ; le champ lexical des violences urbaines - voire de la guerre, complète la narration et décrit un véritable « champ de bataille » : « *rues où des débris sont répandus* », « *la coque d'une voiture cramée* », « *une explosion* », « *guerres de religion* », « *une bombe jetée sur les forces de sécurité* », « *les lignes de police* », « *une pluie de missiles*⁶⁶³ ».

Le quotidien met en avant l'inégalité des acteurs présents lors des violences survenues sur le chemin d'Holy Cross School, et dénonce l'incongruité et le caractère inacceptable des affrontements, qui opposent des parents et leurs enfants à aux manifestants loyalistes. La symétrie énonciative entre Catholiques et Protestants n'est pas adaptée lorsque le journal fait le récit de ces violences. La caractérisation religieuse y est secondaire puisqu'elle ne renvoie pas directement à une opposition de religion, mais bien davantage à une opposition entre communautés, distinguées par leur dimension religieuse. *The Belfast Telegraph* réfère à la religion uniquement lorsqu'il critique durement ces violences mais il n'utilise jamais l'argument religieux comme un élément rationnel : « *réminiscence des guerres de religion* », « *bigoterie flagrante* », « *bigoterie religieuse*⁶⁶⁴ ».

1-1-4 Ardoyne et Glenbryn, une école catholique en « territoire protestant » : les récits du Times et du Belfast Telegraph

Le territoire et son caractère sacré sont avancés par les quotidiens français comme l'épicentre des violences sectaires d'Holy Cross School ; la question de la violation du territoire est présentée par *Libération* comme la raison principale des hostilités : « *Les élèves catholiques [...] doivent, pour se rendre à leur établissement, emprunter une rue protestante* ». (« Violente rentrée scolaire en Irlande du Nord. », 04/09/2001). Le quotidien

⁶⁶¹ « *hurled abuse* », « *ran the gauntlet of abuse from loyalist protesters* », « *a gauntlet of hate and aggression* », « *taunting and terrifying children* », « *the disgusting scenes of violence, anguish and hurt* », « *shouting abuse and throwing missiles* ».

⁶⁶² « *the children looked terrified* », « *so distressed* », « *crying* », « *scattered and began weeping* », « *petrified children* », « *children screamed in terror* ».

⁶⁶³ « *a battlefield* » : « *debris-strewn streets* », « *the shell of burnt-out car* », « *a blast bomb* », « *wars of religion* », « *a bomb hurled at security forces* », « *police lines* », « *a hail of missiles* ».

⁶⁶⁴ « *reminiscent of wars of religion* », « *blatant bigotry* », « *religious bigotry* ».

parle également de « *marquage de territoire* ». L'argument de la possession de la terre (du territoire urbain) est donc premier. *Le Monde*, dans l'article « La rentrée scolaire relance les tensions intercommunautaires en Irlande du Nord. » (07/09/2001), évoque un territoire divisé « *en une succession d'enclaves catholiques et protestantes* ».

Le territoire, dans la presse britannique, n'est pas présenté comme le seul déclencheur des violences nord-irlandaises survenues à Holy Cross School ; le traitement journalistique qui lui est réservé est à la fois intradiégétique et extradiégétique. Il est inclus dans le discours et l'action des personnages, acteurs de l'événement (les Protestants et les Catholiques), et il est présent dans le discours du journaliste-narrateur. En d'autres termes, il appartient à l'argumentaire et à l'identité des deux communautés, et il est tellement ancré dans le quotidien de la société nord-irlandaise qu'il devient élément naturel du discours dans la narration du journaliste.

The Times inscrit dans son discours des éléments qui révèlent le caractère essentiel du territoire dans la qualification de l'événement et des acteurs. Les personnes, catholiques et protestantes, sont fréquemment désignées par le lieu où elles vivent : « les résidents de Glenbryn », *les parents d'Ardoyne* », le territoire leur donne une consistance dans le discours journalistique. Réciproquement, le territoire appartient à une communauté : « *le quartier loyaliste de Glenbryn* », « *le quartier catholique d'Ardoyne* ⁶⁶⁵ ». *The Times* décrit le lien entre la terre (urbaine) et les hommes qui y vivent comme l'union sociale et politique d'une géographie et d'une identité. Une partie du caractère « sacré » du territoire nord-irlandais ⁶⁶⁶ réside dans le rapport des deux communautés à une terre sociale et politique. Les Catholiques républicains sont d'Ardoyne ou de Shankills, les Protestants loyalistes sont de Glenbryn. Il est question de « *rues catholiques* » et d'« *avenue protestante* ⁶⁶⁷ », et non d'une avenue de Belfast Nord. La notion de propriété privée est une notion presque obsolète, tant les communautés se construisent par et pour le territoire ; la propriété est collective et communautaire. Et chacun défend son bien : « *il faisait ce que beaucoup de jeunes loyalistes font, défendre son quartier* ⁶⁶⁸ », (« *Ardoyne : the bitter heart of a divided province.* », « *Ardoyne : le coeur endurci d'une province divisée.* », 09/09/2001).

Le territoire est présenté par *The Times* à la fois comme un élément fédérateur et perturbateur. Par souci de clarté, nous avons dressé un tableau recensant les diverses occurrences référant à la question du territoire comme facteur de désordre et de lutte.

⁶⁶⁵ « *Glenbryn residents* », « *Ardoyne parents* » « *the loyalist Glenbryn area* », « *Catholic Ardoyne area* ».

⁶⁶⁶ Nous avons développé cet aspect dans le chapitre 2 (4-2) de la thèse.

⁶⁶⁷ « *Catholic streets* », « *Protestant avenue* ».

⁶⁶⁸ « *he was doing what many young loyalists do, defending this area* ».

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

Titre / date		
« School of tears and terror » (« L'école des pleurs et de la terreur », 09/09/2001)	<i>* Il y avait des barricades séparant les secteurs catholiques et protestants</i>	<i>*There were barricades segregating the Protestant and Catholic area</i>
« Ardoyne : the bitter heart of a divided province » (« Ardoyne : le coeur endurci d'une province divisée », 09/09/2001)	<i>* la guerre pour le territoire * un mur au milieu pour garder Catholiques et Protestants à part. * les « peace lines » dans ce secteur * il faisait ce que beaucoup de jeunes loyalistes faisaient, en défendant son territoire</i>	<i>*the war for territory * a wall down the middle to keep Catholics and Protestants apart. * the peace lines⁶⁶⁹ in this area * he was doing what many young loyalists do, defending this area</i>
« Lessons in hate » (« Leçons de haine », 09/09/2001)	<i>* les secteurs les plus divisés d'Irlande du Nord * Belfast Nord est une mosaïque d'interfaces sectaires * Un secteur public, Alexandra Park, a un mur en son centre pour garder Catholiques et Protestants à part</i>	<i>* Northern Ireland's most divided areas * North Belfast is a mosaic of sectarian interfaces * One public area, Alexandra Park, has a wall down the middle to keep Catholics and Protestants apart</i>
« Loyalists keep up school protest » (« Les loyalistes entretiennent la protestation scolaire », 09/09/2001)	<i>* Glenbryn est une enclave protestante dans le secteur en grande partie catholique</i>	<i>*Glenbryn is a protestant enclave in the largely catholic area</i>
« New riots grip Holy Cross » (« De nouvelles émeutes saisissent Holy Cross » 10/10/2002)	<i>* La cité protestante de Glenbryn au sommet de la route d'Ardoyne</i>	<i>*the Protestant Glenbryn estate at the top of Ardoyne Road</i>

L'épisode Holy Cross School est la résultante de l'exacerbation des tensions intercommunautaires et l'hypertrophie de la symbolique du territoire urbain est la conséquence et non la cause de ces violences. *The Times* le résume ainsi dans l'article, « Crying shame of bomb on the school run of terror. », 06/09/2001) : « *L'étendue de 300 yards de la route de Holy Cross en est venue à symboliser tout ce qui est fondamental pour leur communauté et leur identité*⁶⁷⁰ ».

L'article « Peace lines that have never seen ceasefire. » (« Des "Peaces lines" qui n'ont jamais vu de cessez-le-feu. », 06/09/2001) met en scène les divisions territoriales et communautaires, et présente le territoire urbain de Belfast Nord comme le lien symbolique entre les deux communautés :

⁶⁶⁹ Les «Peace lines » sont des barrières de séparation disposées dans la longueur, allant de quelques centaines de yards à trois miles, séparant le voisinage Protestant et Catholique. On les trouve à Belfast, Derry et ailleurs en Irlande du Nord. Le but de ces séparations est de réduire au minimum la violence sectaire intercommunautaire entre Protestants et Catholiques (sourceWikipédia, consulté le 15/09/2007 :http://en.wikipedia.org/wiki/Belfast_Peace_Lines).

⁶⁷⁰ « *the 300 yards stretch of Road to Holly Cross has come to symbolize everything that is fundamental to their community and their identity* ».

« *Un patchwork complexe, fait d'enclaves ouvrières vertes et oranges, [...] où les rues sont coupées dans leur moitié par pas moins de 14 des 17 "peace lines" de Belfast, forgés dans le meilleur acier. Comme des chiens levant leurs pattes contre des réverbères, Républicains et Loyalistes jalonnent leur territoire de drapeaux, de graffitis et de peintures murales géantes sur des pignons - et ils ne livreront pas un pouce*⁶⁷¹ ».

C'est un des rares cas où la question territoriale est ainsi mise en avant ; *The Times* adopte une position méta par rapport à cette question, contrairement au *Belfast Telegraph* qui est inclus - géographiquement, socialement et économiquement - dans le territoire nord-irlandais. L'extrait ci-dessus montre que le journal affiche une certaine distance énonciative avec le cas nord-irlandais ; la présence dans l'article d'une carte des quartiers nord de Belfast renforce cette impression d'étrangeté du quotidien (et de ces lecteurs) vis-à-vis des événements. La carte devient ici un relais visuel et discursif qui permet aux lecteurs d'accéder à l'événement dans sa complexité et sa complétude.

The Belfast Telegraph partage avec *The Times* la qualification du territoire ; ce dernier est défini par la communauté qui y vit, « *le quartier catholique d'Ardoyne* » ou « *les résidents de Glenbryn*⁶⁷² ». Cependant, le quotidien nord-irlandais thématise différemment le territoire ; il l'envisage davantage comme un lieu de souffrance, de problèmes et de discordes. Nous avons relevé un certain nombre d'occurrences, illustrant cette tendance.

⁶⁷¹ « *an intricate patchwork quilt of green and orange working-class enclaves [...] where streets are sliced in half by no fewer than 14 of Belfast's 17 great steel "peace walls". Like dogs cocking their legs against lampposts, republicans and loyalists stake out their territory with flags, graffiti and giant murals on gable ends – and they will surrender not an inch* ».

⁶⁷² « *Catholic Ardoyne area* », « *Glenbryn Residents* ».

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

Titre / date		
« Pupils'right must come first. » (« Le droit des élèves doit passer en premier. », 03/09/2001	<i>* des pions dans un conflit territorial âpre</i>	<i>*pawns in an ugly territorial dispute</i>
« School terror – Time for responsible people to get a grip on an appalling situation. » (« La terreur à l'école – Il est temps pour les gens responsables d'avoir prise sur une situation épouvantable. », 04/09/2001)	<i>*un symptôme des problèmes territoriaux dans beaucoup de parties de Belfast * où deux communautés rivales vivent tout près l'une de l'autre</i>	<i>*a symptom of territorial problems in many parts of Belfast * where two rival communities live in close proximity</i>
« Loyalist protest turns up the volume . » (« La protestation loyalist monte le son. », 06/09/2001)	<i>* entre l'Armée de Saracens qui a marqué la 'frontière ' avec la nationaliste Ardoyne</i>	<i>*between the Army Saracens wich marked the 'border' with nationalist Ardoyne</i>
« What an own goal ? » (« Quel est le but ? »08/09/2001)	<i>* la communauté protestante assiégée de Glenbryn a dit 'assez', ayant combattu pour une bataille perdue d'avance contre le voisin, le géant d'Ardoyne. * Leur erreur était de camper sur leurs positions au sujet de l'itinéraire des enfants, endroit qui n'avait jamais posé de problème auparavant.</i>	<i>*the beleaguered Protestant community of Glenbryn said 'enough', having fought a losing battle against neighbouring giant of Ardoyne. * their mistake was to take their stand on the children's route, which had never been challenged before.</i>
« New homes for troubled area. » (« De nouvelles maisons pour un secteur à problèmes. »19/09/2001)	<i>* les résidents protestants ont protesté contre des enfants catholiques traversant de leur quartier.</i>	<i>*protestant residents have been protesting against catholic children going trough their area.</i>
« Peaceline is a 'necessary evil', says Adoyne priest . » (« Le Peaceline est "un mal nécessaire" .», 11/10/2001)	<i>* le Peaceline existant sera prolongé pour séparer le parc protestant de Glenbryn et l'Avenue catholique de l'Alliance.</i>	<i>*the existing peaceline wall will be extended to separate Protestant Glenbryn Park and Catholic Alliance Avenue.</i>
« Priest at centre of school row tells of fears for pupils . » (« 12/10/2001)	<i>* Toute la violence et le harcèlement qui sont décrits comme caractéristiques des quartiers de Belfast</i>	<i>*all violence and harassment which it describes as a feature areas of Belfast</i>

Alors que *The Times* aborde la question du territoire de façon beaucoup plus distancié, *The Belfast Telegraph* en fait le facteur principal, non seulement des violences d'Holy Cross School mais d'une réalité quotidienne sombre et violente. Sous les mots du journal nord-irlandais, le territoire est presque exclusivement celui de la division.

Les violences survenues près de l'école catholique en font un peu plus le symbole de la ségrégation, de la partition. La terre n'est plus perçue dans son entier, mais comme une

succession d'enclaves séparées par des murs. Plus encore que le territoire (urbain), c'est la matérialisation de sa division qui devient un symbole. Les propos du Père Aidan Troy⁶⁷³, rapportés par le quotidien, en sont la preuve : « *Je pense que la construction d'un mur entre les gens est triste, et je la comparerais avec la joie et le plaisir du monde quand le mur de Berlin est tombé*⁶⁷⁴ », (« Peaceline is a 'necessary evil' »).

Le territoire enfin est le lieu de l'affirmation et de l'exacerbation identitaire comme l'explique l'article « Sectarian divisions : learning the lesson of mutual trust is the only way forward » (« Divisions sectaires : apprendre la leçon de la confiance mutuelle est la seule voie pour avancer », publié le 05/01/2002 : « *Le territoire loyaliste et républicain est jalonné, de façon provocante, de drapeaux, de peintures murales et des bordures de trottoir peintes. Une carte de nord et ouest Belfast, avec toutes ses séparations (peacelines), ressemble à un patchwork vert et orange* ». Le territoire possédé est la première manifestation identitaire de chaque communauté qui se l'approprie en produisant chacune ses propres emblèmes, symboles dans le symbole.

Identité et territoire sont donc étroitement liés dans le conflit nord-irlandais ; les représentations médiatiques relatant l'affaire Holy Cross School le montrent. La relation de contiguïté entre le lexique qualifiant les communautés (Catholiques / Protestants) et celui désignant le territoire est prégnante dans le discours des journaux britanniques alors qu'elle est effacée voire absente des quotidiens français. Cette particularité discursive peut se comprendre comme marquant l'impasse narrative du *Monde* et de *Libération* ; les deux journaux ne constituent pas le territoire comme l'élément explicatif central dans l'affaire Holy Cross School.

1-2 Le conflit israélo-palestinien : le démantèlement des enclaves israéliennes de Gaza

Nous avons vu précédemment que la relation de l'homme à la terre est extrêmement complexe dans le conflit israélo-palestinien ; elle inclut une dimension supplémentaire par rapport au conflit nord-irlandais, qui est celle de la terre sacrée dans son rapport immanent à la religion. Ce point est crucial car il est présenté régulièrement par certains acteurs politiques, par certains membres de la société civile israélienne et palestinienne, et par certains médias comme l'un des facteurs récurrents de la discorde entre les deux nations.

Le démantèlement des implantations israéliennes de la bande de Gaza en 2005 constitue un épisode central dans le rapport entre territoire et identité. Au moment du désengagement de Gaza, les aspects économique, politique, religieux et identitaire se cristallisent autour de la question du territoire. C'est pourquoi il nous semble important d'examiner les représentations médiatiques produites à ce moment-là, notamment autour du statut des colons⁶⁷⁵ en Israël. Nous n'avons cependant pu distinguer des lignes

⁶⁷³ Le Père Aidan Troy est le responsable de la paroisse catholique du quartier d'Ardoyne.

⁶⁷⁴ « *I think that putting up a wall between people is sad and I would compare this with the joy and delight of the world when the Berlin wall came down* ».

éditoriales tranchées dans les quatre quotidiens, comme nous l'avons fait pour les événements survenus à Holy Cross School. En effet, les différents médias traitent tous, à des degrés divers, de la bipolarisation de la société israélienne, du caractère sacré et religieux de la terre, et de l'opposition entre colons israéliens et population palestinienne. Cette similitude dans la thématique médiatique du désengagement de Gaza peut s'expliquer par le fait que ces trois points correspondent aux standards interprétatifs du conflit israélo-palestinien, et que ces cadres de compréhension sont presque systématiquement mobilisés par les médias au moment d'événements saillants dans le conflit. Par ailleurs, les trois journaux – nous excluons *The Jerusalem Post* qui est situé dans l'espace public israélien – ont des correspondants permanents au Proche-Orient, ce qui leur permet de saisir plus aisément la question du territoire dans sa complexité. Le fait que les quatre quotidiens présentent des similitudes éditoriales, ne signifie pas pour autant qu'ils traitent tous de la même façon l'épisode du démantèlement de Gaza. Les thématiques restent les mêmes, mais les approches sont différentes.

Le 2 février 2004, Ariel Sharon annonce son intention de démanteler les colonies de Gaza ; cette décision sera entérinée par la Knesset le 26 octobre 2004. Le plan de démantèlement des vingt et une colonies doit se réaliser en deux temps principaux :

14 août 2005 : fin de la période des départs volontaires des colons de la bande de Gaza,

16 août 2005 : à partir de cette date, l'armée israélienne doit procéder à l'évacuation des 21 colonies. Les Israéliens récalcitrants seront passibles de peines d'emprisonnement. Cette période, qui aurait du durer trois semaines, s'achève au bout d'une semaine.

12 septembre 2005 : départ de l'armée israélienne des colonies de Gaza, qui sont « transmises » à la tutelle de l'Autorité palestinienne.

Nous avons choisi de resserrer principalement notre analyse sur les mois de juillet et d'août 2005, car c'est là le cœur de l'événement. Les tensions entre colons et militaires israéliens sont palpables, et les représentations identitaires sont plus aisément repérables car essentiellement centrées sur le territoire.

1-2-1 L'opposition juifs religieux / reste de la population israélienne (militaires et civils laïcs) : une société israélienne bipolaire

Au moment du démantèlement des implantations de Gaza, les quatre quotidiens mettent en évidence l'opposition entre la population laïque et religieuse israélienne. Celle-ci se réalise à plusieurs niveaux et est représentée différemment selon les quotidiens. Les uns privilégient la confrontation entre colons religieux, civils et militaires laïcs (*Le Monde* et *Libération*) ; *L'Orient le Jour* insiste sur les extrémistes religieux (colons et non-colons), et

⁶⁷⁵ Les termes pour qualifier le retrait de Gaza et les acteurs de ce retrait sont très divers dans la presse écrite : les expressions « colons », « colons juifs », « colonies de Gaza », « démantèlement des colonies » sont fréquentes dans les discours des médias français et libanais. Lorsque nous les employons dans le texte de la thèse sans les guillemeter, nous ne faisons que reproduire la terminologie des médias sans nous l'approprier. Nous emploierons également le terme de « démantèlement des implantations israéliennes », utilisé par *The Jerusalem Post*.

The Jerusalem Post s'intéresse aux rapports entre colons, militaires religieux et laïcs.

Dès le 18 juin 2005, *Libération* précise son choix éditorial dans un article intitulé « Un juif n'expulse pas un autre juif ». Le titre de référence renvoie à la fois au caractère intangible et inébranlable de l'identité juive et aussi à la question de la trahison par un des siens. Ces deux points seront récurrents durant les deux mois qui vont suivre. Le titre de cet article est à l'exacte symétrie d'un second article, de type informationnel, publié le 01/07/2005, « A Gaza, Tsahal expulse les extrémistes. ». Le texte revient sur l'expulsion d'extrémistes juifs réfugiés dans un hôtel de Gaza et met en évidence le fossé idéologique et politique entre les colons et les juifs extrémistes, et les israéliens laïcs et le gouvernement : « *Colons, on en marre de vous* ». *Libération* appuie essentiellement sa structure discursive, narrant l'opposition frontale entre deux parties de la société israélienne, sur le propos rapporté. Le vocabulaire employé par les opposants au retrait de Gaza souligne la fracture sociale et idéologique qu'il y a entre ces deux parties. L'étude du discours rapporté⁶⁷⁶ montre que *Libération* laisse la parole aux colons et aux hommes politiques israéliens et palestiniens, mais ne fait jamais témoigner des citoyens israéliens laïcs. Le quotidien a donc choisi de privilégier la parole politique (et militaire) et la parole civile et « religieuse » des colons, comme source de la représentation du démantèlement des colonies. Les voix des colons, relayées par *Libération*, mobilisent des références historiques qui ont un impact symbolique fort et délégitiment l'agir militaire (et donc politique du gouvernement israélien) : « **déportation**⁶⁷⁷ », « **évacuation** », « **Hitler !** », « **criminels de guerre** », « **expulsé des Juifs** ». Il y a dans le discours cité émanant des colons une hypertrophie d'un Nous, fondé sur le statut religieux et social (colons religieux / citoyens laïcs), qui s'oppose à un Eux politique, fondé sur la fonction (les militaires) et l'action (l'expulsion). Nous retrouvons cet aspect dans certaines expressions : « **Les soldats vont craquer, ils ne peuvent pas chasser leurs frères** », « **Vous n'avez pas de cœur . [...] Vous méritez la médaille militaire, vous avez expulsé des Juifs** », « **Pour eux, nous sommes l'ennemi** », « **Maudit soit celui qui chasse son frère** ». La présence à plusieurs reprises de l'expression « **mon frère** » marque fortement la fracture entre les trois niveaux de l'identité israélienne : le premier niveau est basé sur la nationalité (israélienne), le second sur le rapport à la religion (religieux ou laïcs), le troisième sur le rapport au territoire (colons ou non-colons). En employant le terme « **mon frère** », les colons renvoient aux deux premiers niveaux de l'identité israélienne ; les liens qui unissent les colons à leurs compatriotes sont fondés à la fois sur la nation et la religion. En citant à plusieurs reprises le syntagme « **mon frère** », et en l'utilisant même pour titre d'un article, « **Mon frère, c'est ça ta fierté de l'uniforme ?** » (19/08/2005), *Libération* privilégie une couverture de l'événement basée sur la scission identitaire de la société israélienne.

Les colons sont présentés majoritairement par *Libération* comme étant colons, religieux et israéliens, alors que la figure identitaire des militaires est généralement construite sur le premier niveau de l'identité : ce sont des « **soldats israéliens** », des « **troupes israéliennes** », des « **forces de l'ordre israéliennes** » qui s'opposent à des

⁶⁷⁶ Voir tableau *Libération / Gaza* annexe 8-2, p. 513.

⁶⁷⁷ Les caractères gras signalent qu'il s'agit de discours rapporté.

colons juifs », à des « extrémistes religieux », à de « nombreuses colonies peuplées d'extrémistes ».

Un article illustre la confrontation identitaire entre colons religieux et société laïque - représentée par le gouvernement - par l'utilisation des pronoms :

titre : « Ils sont tous contre nous. »

sous-titre : « *Judith et Yéhochua, amers, abandonnent leur ferme horticole.* »

Le titre anaphorique centralise la dichotomie de l'identité israélienne au moment de l'évacuation des implantations, le « *ils* » s'oppose au « *nous* ». La première personne du pluriel est un *Nous* exclusif, représentant la communauté des colons juifs. L'article se focalise sur cet embrayeur pronominal, qu'il renforce parfois d'un syntagme nominal « ***nous, les religieux*** ». « *ils* » désignent une entité généralisante, composée à la fois du gouvernement israélien, des militaires et de la société civile israélienne : « ***Pour tous, nous ne sommes que des numéros d'identité*** », « ***Israël a besoin de nous*** ». Ce schisme identitaire est concentré dans une phrase du discours rapporté par le journal, citant un colon : « ***Je me sens humilié que ce soit mon gouvernement qui me fasse ça*** ». L'adjectif possessif « *mon* » renvoie en fait au « *Nous* » exclusif du titre, comme facteur explicatif de l'exclusion. C'est le non-respect de l'appartenance à un groupe représenté dans un *Nous* inclusif, qui provoque la scission du *Nous* communautaire israélien en un *Nous* exclusif et un *Vous*, désigné comme une altérité de fait : « ***Vous osez le chasser de chez lui !*** ».

Plusieurs titres, dont deux Une appuient par ailleurs le parti-pris éditorial du quotidien français : « Israël contre ses colons. » (19/07/2005), « Gaza : la fin des colons. » (19/08/2005). Ceux-ci mettent en évidence une scission dans la société israélienne entre l'Etat d'Israël et les colons : « Israël et ses colons sous le feu. » (08/06/2005) ou encore « Cancer du colon à Gaza. » (02/08/2005). *Libération* renforce son propos par des visuels qui montrent l'opposition, physique cette fois-ci, entre colons et armée israélienne. La composition de ces photos a toujours soit un axe vertical, soit horizontal, qui divise l'image en deux plans distincts⁶⁷⁸ et matérialise le clivage entre colons et militaires. Les photos choisies par le quotidien juxtaposent donc une identité et un statut (colon israélien et militaire israélien), séparés par une ligne médiane (souvent une clôture de barbelés, des grilles ou un mur). Les visuels mettent généralement en symétrie deux « camps » - soldats et colons- se faisant face, reproduisant ainsi les lignes de bataille d'une guerre classique⁶⁷⁹. Ils montrent plus rarement la troupe israélienne opposée à un seul colon, symbolisant ainsi l'incohérence des forces en présence (par le nombre et leur statut civil / militaire) et la solitude ressentie par les colons face à l'Etat d'Israël⁶⁸⁰. Enfin, ce sont parfois des photos mettant en scène uniquement les troupes israéliennes, mais la séparation matérielle (une clôture de barbelés ou un mur) demeure dans le visuel, puisque l'autre moitié du cadre est « vide » (sans personnage situé sur le même plan). Il y

⁶⁷⁸ Voir annexe 7-3, p. 505 (« L'heure de l'évacuation pourrait sonner plus tôt », 22/06/2005).

⁶⁷⁹ Voir annexe 6-5, p. 499 (« Gaza : 24 heures pour partir », 16/08/2005).

⁶⁸⁰ Voir annexe 7-4, p. 507 (« Retrait de Gaza : nuit de veille pour les soldats de Tsahal », 17/08/2005).

a dans ces espaces inoccupés le symbole d'un néant à la fois physique et symbolique, qui serait à interpréter comme la conséquence de l'évacuation des implantations juives.

Plus que *Libération*, *Le Monde* construit son propos sur le récit et le commentaire. Les quelques visuels qu'il reproduit ne sont pas remarquables par les figures qu'ils dessinent, c'est pourquoi nous ne les analysons pas ici. Le quotidien concentre sa représentation de l'événement sur la division de la société israélienne autour de la question du maintien ou non des colonies. C'est essentiellement l'identité sociale et sa représentation politique qui sont privilégiées dans *Le Monde*. La fragilité de l'identité collective israélienne prédomine sur celle des colons dans les discours du *Monde*⁶⁸¹. Ce sont « *la société israélienne* » et « *la terre d'Israël* » qui sont menacées ; les colons se reconnaissent de cette nation, et *Le Monde* relaie parfois leur parole : « ***Nous appartenons à la nation, nous aimons la nation*** ». L'emploi de l'embrayeur de personne « *Nous* » revendique un collectif (celui des colons) qui veut s'inclure dans la nation israélienne (un autre collectif) : « ***Je suis un Juif d'Eretz Israël*** » ; le « *Nous* » collectif (ou le « *Je* ») signale l'appartenance à l'Etat hébreu, il peut être envisagé comme un Nous + Vous inclusif. Toutefois, *Le Monde* met en évidence un autre type de Nous, exclusif celui-ci, au moment de l'évacuation des colonies lorsqu'il cite les propos de Rémond, israélien d'origine française : « ***Ça va être pire que des gitans ! Le gouvernement nous jette comme la France nous a jeté d'Algérie !*** ». Le primo-énonciateur (Rémond) mobilise un double symbole, constitué de deux références socioculturelles, gitane et pied noir. L'énonciation est fondée sur la dépréciation du statut social de gitan (vivant dans des caravanes⁶⁸²), et sur le rappel historique d'un épisode douloureux pour les pieds noirs, le départ d'Algérie. D'un côté, c'est le mode opératoire (l'expulsion par la force publique) qui est accusé ; de l'autre, c'est le statut des colons dans la société israélienne qui est remis en cause. Dans les deux cas, c'est un Nous exclusif qui s'oppose frontalement au gouvernement israélien.

Nous avons relevé une troisième catégorie de Nous dans le discours rapporté par *Le Monde* ; il s'agit d'un Nous militaire (représentant le gouvernement israélien). Il permet de souligner la fracture identitaire que constitue le fait de chasser de chez eux les habitants des implantations de Gaza : « ***Nous sommes censés vaincre l'ennemi. Mais là, nous allons avoir en face de nous des gens de notre pays*** ». L'énonciateur souligne la schizophrénie identitaire à laquelle sont obligés de s'astreindre les militaires au moment des évacuations ; la césure entre le Nous inclusif de la société israélienne et le Eux des colons est représentée dans la parole de Nadia, colon : « ***C'est comme demander aux Juifs français de quitter Paris pour que les Arabes se sentent mieux*** » ou encore de Leah Idels, autre colon : « ***Il y a une cassure trop forte dans le peuple ; on ne serait pas accepté*** ». Pour *Le Monde*, le point d'achoppement symbolique et identitaire est à saisir dans ces paroles ; le Eux qui, dans les discours d'altérité, est généralement attribué aux Palestiniens, s'est soudainement déplacé sur une partie du Nous israélien. C'est ce phénomène que tente de représenter *Le Monde*, en concentrant son discours sur l'éclatement d'un Nous collectif en trois Nous exclusifs les uns des autres : la société

⁶⁸¹ Voir tableau annexe 8-3, p. 515.

⁶⁸² Le gouvernement israélien a prévu de reloger temporairement les colons dans des caravanillas.

israélienne, les colons, et le gouvernement israélien (les militaires).

Avraham Burg, ancien président travailliste du Parlement israélien, souligne cette trichotomie dans une tribune du *Monde* : « *Tous les courants de droite tentent vainement de réunir judaïsme, nationalisme territorial et démocratie* », (« Désengagements. », 18/08/2005).

Enfin, dans le discours du *Monde*, les colons sont nommés « *nationalistes extrémistes* », « *résidents des colonies* », « *colons radicaux venus des bastions ultras* » et sont décrits comme représentant parfois « *l'extrême droite israélienne* ». Contrairement à *Libération*, ils sont souvent caractérisés par leur position idéologique sur l'échiquier politique israélien, ils sont « radicaux » mais pas nécessairement « *extrémistes religieux* ». Le discours du *Monde*, citant A. Sharon présentant « *les colons juifs* » comme « *la crème de la société* » (« Les militaires qui redoutent un regain 'd'activité terroriste', ont développé un large dispositif de sécurité. », 19/06/2005), souligne le décalage symbolique qu'il y a entre les actes de certains membres des implantations israéliennes et leur dénomination. Le discours politique tente de combler ici le fossé identitaire, souligné par le journal, entre les colons et les Israéliens « sédentaires » laïcs.

La société israélienne (hors les colons) est assez peu « parlée » dans le quotidien ; elle apparaît une fois au moment des manifestations contre le retrait, à travers le témoignage d'une habitante de Tel-Aviv qui déclare ne plus regarder la télévision car elle a « *les larmes aux yeux quand elle les voit quitter leur maison* » (« Les opposants au retrait de Gaza manifestent à Tel-Aviv. », 15/08/2007). La société israélienne (dans sa globalité) ne semble en fait trouver sa pleine consistance médiatique qu'au travers des sondages : « *L'opinion publique israélienne reste majoritairement acquise au plan de retrait de Gaza [...] mais ce soutien ne cesse de décroître au fur et à mesure que l'échéance approche. Les derniers sondages publiés par la presse israélienne font état de 50% à 53% d'avis favorable, contre 38% d'avis contraire, alors que le soutien frôlait les 70% en février* » (« En Israël, les opposants au retrait de Gaza ne cessent de gagner du terrain. », 12/06/2005). Elle est montrée comme une entité fragmentée, mouvante et versatile. Shaul Golstein, membre du Conseil représentatif des colons souligne dans un article, dont le titre reprend la première phrase de la citation, « *que la société israélienne ne sera plus la même après le retrait. [...] Elle sera plus divisée. En un sens, ce sera une autre société* ».

Le Monde concentre donc son récit sur la figure d'une société israélienne désunie idéologiquement et politiquement ; il reproduit davantage l'arrière-plan politique entourant le retrait de Gaza que *Libération*, et développe la représentation du malaise identitaire entre deux franges de cette société plus qu'il n'évoque leur caractère inconciliable.

Le quotidien libanais, *L'Orient le Jour*, inscrit la figure identitaire israélienne dans des schémas représentatifs très tranchés. Au moment du retrait de Gaza, le journal construit l'identité des colons à partir de leur rébellion face à l'autorité gouvernementale (représentée par les militaires). *L'Orient le Jour* établit les identités médiatiques des colons et des militaires israéliens sur un rapport de violences, de cris et de pleurs. Le discours du quotidien est plutôt factuel et laisse assez peu de place aux témoignages des habitants des implantations juives ; c'est avant tout l'agir (violent) qui est représenté dans la première partie du retrait de Gaza. Ce parti-pris journalistique reproduit donc des

identités souvent radicalisées, non seulement dans leurs actions mais également dans leurs qualifications. Les colons deviennent régulièrement dans les écrits du quotidien des « extrémistes », des « ultras » ou « ultranationalistes israéliens » ; ils sont apparentés parfois à des « gangs » ou alors assimilés au reste de la population israélienne « des colons ou autres civils israéliens ». Cette dernière dénomination est à souligner car elle se démarque totalement de la qualification d'une société civile laïque / colons religieux, mise en place par les deux quotidiens français. Dans le cas présent, le journal en faisant l'amalgame entre colons et civils israéliens, attribue indirectement à l'ensemble de la population israélienne l'agir violent au moment du retrait de Gaza. Ce procédé aurait pour effet de délégitimer partiellement la société israélienne. Néanmoins, le quotidien opère un changement discursif radical durant cet épisode, en reprenant à son compte la distinction qu'A. Sharon fait entre les « colons » et les « extrémistes religieux » dans un article publié le 27 juillet 2005, « Les colons relancent leur campagne contre le retrait de Gaza ».

Dans le quotidien libanais, les colons sont donc représentés par le faire beaucoup plus que par le dire ; dans le récit du journal, ce sont des « colons récalcitrants » qui commettent des « actes barbares » et ont des « comportements sauvages et antidémocratiques » (propos d'A. Sharon mentionnés dans l'article « Israël boucle les colonies pour la première fois depuis leur création. », 01/07/2005). Le fait de relayer ainsi une parole officielle appartenant au même camp que les personnes incriminées permet au journal d'affirmer et d'afficher sa position médiane vis-à-vis des acteurs engagés dans le retrait de Gaza.

Les soldats israéliens, qui sont présentés par *L'Orient le Jour*, comme la figure antagoniste des colons reçoivent la qualification générique d'« armée » ou de « troupes israéliennes » ou « forces de l'ordre ». Nous avons noté une seule exception à cette règle énonciative : lorsque le quotidien rapporte les propos d'Ahmed Qoreï, évoquant « les forces israéliennes d'occupation ». La figure du soldat israélien est représentée comme une identité perturbée, mettant en tension une fonction (expulser les colons de leur maison) et une identité (israélienne). Les soldats sont représentés dans des schémas inhabituels, directement liés au registre de la faiblesse humaine et à la contre-performance ; ils sont faillibles, « certains soldats et soldates ont craqué émotionnellement » (« Malgré les larmes et les cris, l'évacuation de Gaza se poursuit à un rythme soutenu. » (18/08/2005) et ils refusent les ordres, « La désobéissance des soldats, phénomène inquiétant pour les autorités israéliennes. » (29/06/2005) ou « La grogne des soldats israéliens menace le plan de retrait de Sharon. » (29/06/2005). Ils sont représentés par *L'Orient le Jour* comme l'élément perturbateur du retrait de Gaza, aux côtés des colons qui peuvent être considérés comme les opposants.

Ce sont donc deux identités (colons / militaires) en confrontation qui sont représentées au moment du retrait de Gaza ; mais celles-ci se définissent, dans le journal, également dans leur rapport étroit à l'altérité palestinienne, à la différence de *Libération* et du *Monde*. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement, mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que *L'Orient le Jour* construit l'identité israélienne à partir d'une opposition à deux niveaux : interne (colons-militaires) et externe (Israéliens / Palestiniens).

Enfin le reste de la société israélienne, comme dans les représentations du *Monde*, ne semble trouver d'existence médiatique qu'à travers son opinion publique et les

sondages. En effet, plusieurs articles font référence au pourcentage d'Israéliens favorables ou défavorables au retrait de Gaza : dans l'article, « L'opinion israélienne se désengage du plan de retrait de Gaza. » (04/06/2005), ce sont les résultats des sondages publiés par *Maariv* qui sont analysés. La société civile israélienne (hors les colons et ceux désignés par le journal comme « *les extrémistes* ») apparaît soit partisane du retrait de Gaza, « Certains Israéliens se réjouissent de voir Gaza évacuée. » (18/08/2005), soit indifférente, « Evacuation ou pas, à Tel-Aviv on va à la plage. » (22/08/2005). Le quotidien, à travers le discours cité, évoque ici la polarisation de la société israélienne, entre laïcs et religieux : « *La population de Tel-Aviv [...] s'adonnait aux plaisirs de la plage et de la table à la terrasse des cafés, alors que les fidèles juifs [...] vivaient dans le déchirement l'évacuation des colonies de Gaza* ».

Le discours de *L'Orient le Jour* semble avoir des difficultés à fixer les positions actanciennes des militaires et des colons israéliens ; les soldats sont représentés à la fois comme des éléments perturbateurs de l'ordre public lorsqu'ils se rangent aux côtés des colons et, à l'opposé, comme les garants de cet ordre. Ils ont donc une identité fluctuante qui est toujours montrée en opposition à un élément constitutif de la nation israélienne (les colons ou l'Etat). La société israélienne est donc décrite par le quotidien comme extrêmement polarisée et en crise ; les quelques photos publiées par *L'Orient le Jour* représentent d'ailleurs très fréquemment, comme dans *Libération*, des colons opposés à l'armée, mais proposent aussi des images inédites, montrant non seulement des soldats en pleurs mais aussi des soldats donnant l'accolade à des colons. Les visuels appuient donc logiquement les orientations discursives du journal.

The Jerusalem Post adopte une posture journalistique singulière, ce qui peut aisément s'expliquer par le fait qu'il appartient à l'espace public en crise. Il y a donc des divergences notables entre les quatre quotidiens, mais nous constatons cependant des traits discursifs récurrents tels que l'opposition colons / militaires⁶⁸³ et l'importance du territoire symbolique et politique. Néanmoins, en dépit d'une thématique commune, c'est l'intensité du regard journalistique posé sur ces aspects qui fait du discours du *Jerusalem Post* une parole singulière.

En effet, au mois d'août 2005, *The Jerusalem Post* concentre pratiquement la totalité de son discours sur l'opposition entre les colons et les militaires, qu'il représente comme une relation complexe. La complexité de ce lien tient au fait que le statut des acteurs au moment du retrait de Gaza a changé ; le quotidien oppose une relation antérieure entre les deux parties fondée sur la fraternité du lien « *frères / frères* » (« *brothers* » / « *brothers* ») à la relation présente basée sur la fracture de ce lien « *frères / ennemi* » (« *brothers / enemy* »). Il y a donc un glissement symbolique fort dans un temps court, et c'est sur cet affaiblissement de l'identité nationale que le quotidien appuie l'essentiel de son discours. Le discours rapporté a une place prépondérante car il témoigne de cette cassure identitaire. Au moment du retrait de Gaza, la société israélienne est resserrée autour des figures des colons et des soldats de Tsahal ; le discours cité met non seulement en évidence l'opposition d'une fonction (soldat) et d'une identité de second degré (colon), mais reproduit également la permanence de la communauté nationale

⁶⁸³ Voir tableau annexe 8-4, p. 517.

(identité de premier degré, colons et soldats israéliens). Cette particularité discursive crée une modalisation de la personne à deux niveaux : un Nous national, caractérisé par l'expression « *le courage de la nation* » ou le terme « *frères* », et un Nous communautaire, « *nous sommes des Juifs sionistes*⁶⁸⁴ », opposé à un Eux schizophrénique, oscillant en permanence entre la qualification de « *Nazi* », « *ennemi* » et « *frères*⁶⁸⁵ ». Le discours cité des colons israéliens met donc en permanence en concurrence l'agir et la fonction militaire (évacuer les habitants des implantations) et l'être (israélien et juif). Nous avons constaté par ailleurs que la qualification des colons émanait essentiellement de la voix du journaliste et pouvait être considérée comme générique, « *settlers* », « *residents* », « *activists*⁶⁸⁶ ». A l'inverse, l'armée, le gouvernement et les soldats sont très largement qualifiés par le discours cité des colons, produisant un lexique très radical. En effet, le discours rapporté associe à plusieurs reprises les soldats à des figures extrêmement négatives et péjoratives, « *Abandonne ton cœur de Nazi* », « *Voici la Gestapo*⁶⁸⁷ », « *Judenrat*⁶⁸⁸ ». Ces associations lexicales disqualifient complètement l'action militaire, en la renvoyant à des schémas de référence altéricides. La parole militaire est logiquement plus modérée - à cause du droit de réserve - plus et laisse s'exprimer la perplexité des troupes : « *évacuant nos frères de leur maison* », « *ils ne veulent pas nous poser de problèmes, mais ils ne veulent pas coopérer avec nous non plus* », « *il n'y a aucun ennemi précis*⁶⁸⁹ ».

Le discours du journal (rapporté ou pas) met donc en équilibre et en confrontation ces deux identités, qui s'excluent et s'incluent en même temps. Nous avons relevé plusieurs cas marquant à la fois la figure de l'inclusion et de l'exclusion.

684 « *courage of nation* », « *brothers* », « *we are zionist jews* »

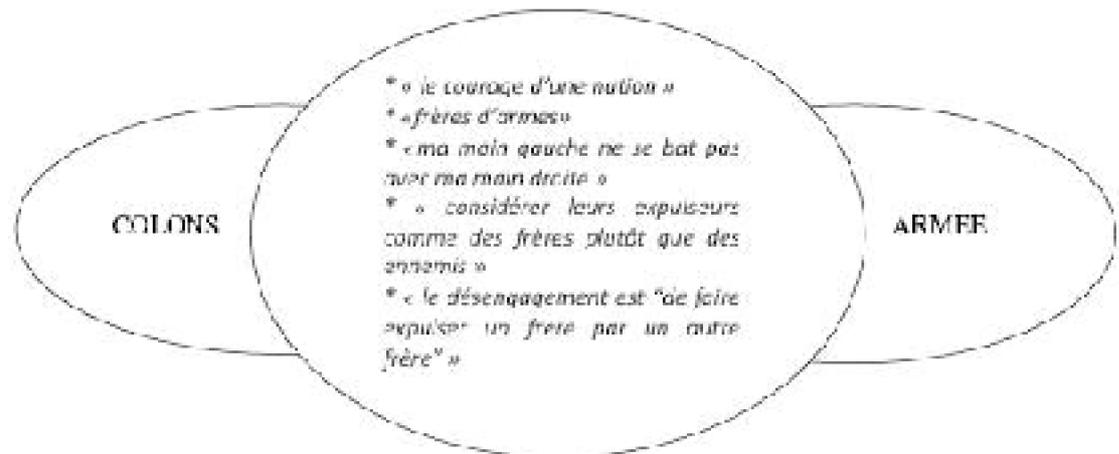
685 « *Nazi* », « *enemy* », « *brothers* ».

686 « *settlers* », « *residents* », « *activists* ».

687 « *Lose your Nazi Heart* », « *Here come the Gestapo* ».

688 « *Les Judenrats (conseil juif en allemand), étaient des corps administratifs formés dans les ghettos juifs, sous l'ordre des autorités nazies. Ils concernèrent les ghettos de Pologne puis ceux des pays soviétiques* », [ref. du 27/08/2007], consulté depuis : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Judenrat>.

689 « *evacuating our brothers from their homes* », « *they don't want to make any trouble with us, but they don't want to cooperate with us either* », « *there is no clear enemy* ».



690

Nous constatons qu'un certain nombre d'occurrences constituent l'inclusion d'un Eux (l'armée) dans un Nous collectif national et non plus communautaire (Nous + Vous). Par ailleurs, l'énonciation dans *The Jerusalem Post* relie très fortement la question de l'identité aux embrayeurs de personnes et aux marques de l'appartenance collective. Il y a tout d'abord une opposition récurrente entre les pronoms « ils » (« they ») et « nous » (« we », « us »), et l'adjectif possessif « nos » (« our »), « **ils nous jettent aux loups** » (« 500 Gaza settlers to live in tents. », « 500 colons de la Bande de Gaza pour vivre dans des tentes. », 03/08/2005), « **Ce qui était important c'est d'en appeler aux soldats comme s'ils étaient nos frères et pas nos ennemis** ⁶⁹¹ » (« Settlers urged to lock the gates. », « Les colons sont encouragés à fermer les portes. », 15/08/2005). Il y a dans cette seconde phrase une double symétrie, pronominale - adjectivale (« ils » / « nos »), et sémantique (« frères » / « ennemis »), qui renforce la symbolique de l'opposition entre les deux entités. *The Jerusalem Post* bâtit également le discours sur un autre type de construction syntaxique, illustrant cette fois-ci la permanence et la prégnance de l'identité nationale face à la partition territoriale : « **Il n'est pas possible que le gouvernement nous expulse de nos maisons et partage aussi notre communauté** » (« Dazzled Gaza evacuees face uncertain future together. », « Les évacués de la Bande de Gaza effarés font face à l'avenir incertain ensemble. », 22/08/2005), « **En résumant le dégagement et son achèvement rapide, Uri Bar-Lev a dit que c'était une victoire [...] pour le peuple entier** » (« Uri Bar-Lev : this evacuation was "my hardest operation". », « Uri Bar-Lev : cette évacuation était "la plus difficile des opérations". », 22/08/2005), « [...] oublier que les soldats et la police maintenant envoyés pour les déloger étaient leurs compatriotes Israéliens, ces gens-même qui ont risqué leur vie pour protéger les colonies ⁶⁹² », (« The internal fallout from Gaza. », « Les retombées internes de la Bande de Gaza. », 21/08/2005). L'identité collective israélienne est donc mise en avant dans ces

⁶⁹⁰ « the courage of the nation », « brother in arms », « my left hand doesn't fight my right hand », « view their evictors as brothers rather than enemies », « disengagement is 'disengage one brother from another' ».

⁶⁹¹ « they are throwing us to the wolves », « What was important to reach out to the soldiers as if they were our brothers and not our enemies ».

différents exemples ; il est intéressant de noter que ceux-ci sont issus d'articles publiés dans un temps très restreint (21-22/08/2005), au moment de la fin de l'évacuation des colons. Il y aurait donc dans le discours du journal une corrélation étroite entre le temps de l'événement et son énonciation, une sorte de conscience identitaire faisant qu'au moment où le retrait de Gaza devient une réalité forte et dramatique, le quotidien surexpose la figure collective israélienne. Ce phénomène discursif peut être pensé comme le mécanisme compensatoire d'une identité défaillante car en crise.

L'identité israélienne est donc représentée dans les quatre journaux comme une entité complexe et divisée au moment du retrait de Gaza. Les deux quotidiens français relaient très largement cette désunion entre les deux franges de la société israélienne. *L'Orient le Jour* focalise son discours sur la figure des extrémistes juifs, qu'il associe régulièrement aux colons israéliens ; *The Jerusalem Post* s'attarde quant à lui sur l'acte fratricide que constitue l'évacuation des implantations israéliennes de Gaza.

1-2-2 Sionisme idéologique versus sacralité d'un territoire biblique

Les quatre quotidiens mettent en avant le caractère sacré du territoire pour les nations palestinienne et israélienne ; selon leurs choix éditoriaux, ils relient la sacralité du territoire davantage à une question religieuse, identitaire ou politique. Néanmoins, à chaque fois, le journal dessine les contours d'un territoire israélien dans lequel sacré et religion sont montrés comme constitutifs de la valeur symbolique de la terre. Par ailleurs, selon les journaux, la narration est modulée autour de la prééminence du territoire israélien (perspectives des colons et du gouvernement israélien) ou palestinien. Par exemple, *L'Orient le Jour* met l'accent sur le territoire palestinien et *The Jerusalem Post* principalement sur le territoire israélien.

Libération lie très explicitement le religieux à la valeur sacrée de la terre. La question stratégique de l'impact des colonies sur la politique extérieure d'Israël et ses relations avec la Palestine est traitée de façon secondaire. Dans la mesure où le journal a choisi de citer essentiellement la parole des colons, il privilégie l'argument religieux à l'argument politique. Le sionisme politique est donc largement effacé dans le discours de *Libération*.

Nous avons relevé trois orientations discursives dans le traitement journalistique réservé à la question croisée du religieux et de la terre sacrée. Une nouvelle fois, *Libération* use abondamment du discours cité. La première associe très étroitement, jusque dans les termes employés, Dieu au territoire des colonies de Gaza. La seconde, relayée par les propos des colons, insiste sur le châtement divin, comme élément de délégitimation de l'action gouvernementale. La troisième s'intéresse à la question des lieux de culte et envisage la question de leur destruction. Les tableaux ci-dessous schématisent ces trois orientations dans le quotidien.

⁶⁹² « It cannot be that the government expels us from our homes and also divides up our community », « Summing up disengagement and its quick completion, Bar-Lev said it was a victory [...] for the entire Israeli people», « [...] to forget that the soldiers and police now sent to remove them were their fellow Israelis , the self-same people who have risked their lives to protect the settlements ».

La terre divine	Le péché et la punition divine	Le symbole divin
<p>* « Nous sommes les envoyés du peuple d'Israël revenus sur la terre. »</p> <p>* « Gaza, c'est la terre d'Israël, celle de la tribu de Judée. »</p> <p>* « Aucune nation ne pourra nous chasser de notre terre. Car Dieu n'abandonne pas son héritage. Son héritage, c'est la terre d'Israël. »</p> <p>* « La terre d'Israël est un cadeau de Dieu. »</p> <p>* « Mon Dieu, nous avons accompli ton commandement d'un cœur pour la terre d'Israël. »</p> <p>* « les adeptes du Grand Israël »</p> <p>* « Israël biblique »</p> <p>* « l'évolution du peuple juif sur la terre de ses ancêtres »</p>	<p>* « le décret impie de la famille Sharon »</p> <p>* « Chassez un Juif de sa maison est un péché terrible qui ne peut être que puni. »</p> <p>* « à l'exception d'une atteinte aux symboles même de la divinité »</p> <p>* « maudit soit celui qui chasse son frère »</p> <p>* « Dieu enverra un Tsunami. »</p>	<p>* « Ce que Dieu décidera est pour le mieux. »</p> <p>↓</p> <p>* « démanteler les lieux de culte »</p> <p>↓</p> <p>* « Gérer le problème symbolique des sanctuaires »</p>

La terre apparaît comme objet d'une double possession, celle de Dieu « *un cadeau de Dieu* », « *Israël biblique* » et par procuration celle de la nation israélienne « *la terre d'Israël* ». Le territoire est présenté comme le lien entre le divin et l'humain ; *Libération* représente le caractère sacré de la terre comme la résultante de ce lien. Le titre d'un article illustre d'ailleurs le rapport étroit entre la terre et le divin : « Mon Dieu, aide-nous à conserver cette terre ! » (11/07/2005).

L'utilisation du discours rapporté permet à *Libération* de prendre une certaine distance vis-à-vis de cette conception de la terre au Proche-Orient et surtout de la faire ressortir du bloc monolithique du discours citant et du commentaire. Cette mise en exergue spatiale et énonciative ne trouve guère d'écho dans le commentaire du journal, à l'exception d'un article rédigé par l'écrivain Marek Halter.

- **titre** : « Gaza : en attendant les réalistes. »

sous-titre : « *Pour que la paix puisse se réaliser, il faudrait mettre Dieu hors jeu politiquement.* »

En laissant la parole à un discours tiers, le journal semble se défaire du devoir d'explication de l'événement sur une autre instance énonciative. En l'incluant cependant dans son édition du 12 août 2005, *Libération* assume son rôle de médiation, mais il installe un point de vue de l'événement à travers un discours qui n'est pas le sien. Le sous-titre de l'article concentre la dichotomie discursive, latente dans les représentations du quotidien français, oscillant entre le divin et le politique. M. Halter souligne

l'omniprésence de Dieu dans la question de la terre de Gaza ; cette phrase apparaît comme la confirmation du choix éditorial du journal, qui décline la décolonisation de Gaza comme une question religieuse : « *Nous ne prenons pas suffisamment en considération, dans nos analyses politiques, la place du Dieu unique dans l'histoire de cette région* ».

Cependant, *Libération* envisage assez peu la place du divin et du sacré de la terre, sous l'angle palestinien. Le territoire « palestinien » apparaît dans le discours de *Libération* comme une terre plus politique que religieuse : « *Les terres, les maisons et les bâtiments publics [...] devraient revenir "en priorité aux familles des 'martyrs', de prisonniers, aux spoliés et sans-abri à la suite des destructions israéliennes* », (« Gaza : après l'évacuation, le recyclage des colonies. », 22/08/2005).

Libération représente donc la terre israélienne comme une terre sacrée car divine, et relègue au second plan la question politique.

Le Monde envisage la question du sacré de la terre et du territoire sous un angle double, à la fois religieux et politique. L'aspect politique est traité par le biais de l'analyse et la question religieuse est davantage le fait du témoignage. Nous avons dressé un tableau recensant les éléments religieux et politiques dans la relation de la terre au sacré.

<u>La terre divine</u>	<u>La terre politique</u>
* « <i>la terre d'Israël, à la fois promesse et étape vers la rédemption</i> »	* « <i>La terre d'Israël est très petite. Il n'y a de place que pour un Etat, le nôtre.</i> »
* « <i>Aucun pouvoir du monde ne pourra nous chasser de notre terre. Nous n'avons pas le droit de céder car elle nous a été donnée par Dieu.</i> »	* « <i>une concession tactique : céder Gaza pour consolider l'emprise israélienne en Cisjordanie</i> »
* « <i>Il est certain que la terre est plus sacrée au fur et à mesure que l'on se rapproche de Jérusalem.</i> »	* « <i>Nous allons faire ce que jamais aucun pays au monde n'a fait : donner une partie de la terre que nous avons conquise sans aucune contrepartie.</i> »
* « <i>Pour elle, Gaza est aussi important que Hébron ou Jérusalem : "Isaac et Abraham vivaient à Gaza", explique-t-elle</i> »	* « <i>La terre conçue comme un moyen devient un objectif en soi</i> »
* « <i>L'évacuation de Gaza, aussi douloureuse soit-elle, relève à leurs yeux de la volonté divine.</i> »	* « <i>La géographie forme la conscience politique</i> »
* « <i>notre foi et notre attachement à la terre d'Israël</i> »	* « <i>plutôt que la totalité de la terre</i> »
	* « <i>Mais, aujourd'hui, ils [les Palestiniens] ont reçu un morceau de la terre d'Israël en récompense de leurs attaques</i> »

Le discours citant du *Monde* associe l'argumentaire des colons refusant l'évacuation de Gaza au statut divin de la terre. La parole des colons israéliens oppose le caractère immuable de la terre biblique à une entité géographique et politique mouvante, agie par le gouvernement israélien ; mais le quotidien livre finalement assez peu le discours des

colons, préférant l'analyse de spécialistes du Proche-Orient comme Dkor Etkes, observateur du mouvement de décolonisation pour l'association israélienne *La paix maintenant*. En procédant ainsi, *Le Monde* tente de rationaliser un aspect du démantèlement qui ne l'est pas originellement : « *La majorité des colons de Gaza et de Cisjordanie n'étaient pas des colons purement idéologiques au départ, ils le sont devenus avec le temps. La géographie fait la psychologie* », (« L'enjeu est déjà ce qui se passera demain en Cisjordanie. », 12/08/2005). En relayant les propos de D. Etkes, *Le Monde* renverse la mécanique qui donne au territoire divin son statut de sacré : c'est en fait la « psychologie » de l'homme qui fait le caractère divin de la terre. Cela étant, les indices du statut divin de la terre sont assez peu nombreux dans les représentations du *Monde*.

Dans un article intitulé « Désengagements. » (18/08/2005), Avraham Burg⁶⁹³ associe très étroitement la question du territoire au sionisme politique. La question religieuse est pour lui un prétexte à cette idéologie. Elle serait constituée de « *trois récits, mi-réalité, mi-fiction, [qui] ont nourri l'attitude israélienne : l'idole sécuritaire, la sanctification de l'implantation et la supériorité de la religion juive* ». L'intérêt de ce genre d'articles est qu'il fournit au *Monde* un éventail explicatif de la crise israélienne *ante* et *post* - démantèlement, capable d'étayer des représentations médiatiques et les schémas actanciels qu'il peine à mettre en place. Le territoire est ainsi fortement lié au sionisme, comme l'indique également le rabbin Motti Elon - partisan du camp des colons - dans un article intitulé « 10000 protestataires sont bloqués à l'entrée de Gaza. » (15/08/2005): « *Le retrait de Gaza est un retrait du sionisme* ». Selon *Le Monde*, la terre est sacrée notamment parce qu'elle est profondément politique.

Contrairement à *Libération*, *Le Monde* laisse donc une large part à la question politique soulevée par le retrait de Gaza, notamment à travers trois articles : « Le plan d'A. Sharon a divisé le pays et provoqué une onde de choc dans la classe politique. » (16/08/2005), « Une décision inattendue et vingt-et-un mois de crise. » (16/08/2005), « M. Sharon dit comprendre 'l'angoisse' des colons évacués et menace les Palestiniens. » (17/08/2005). La scission politique est mise sur le devant de la scène médiatique. Le démantèlement des implantations israéliennes est représenté par *Le Monde* comme un problème idéologique et politique.

Le Monde représente donc le retrait de Gaza comme une décision gouvernementale qui a des répercussions sur l'équilibre interne d'Israël et il en analyse les conséquences sociales et économiques. Le journal donne à voir à ses lecteurs l'image d'une terre sacrée, plus par les enjeux politiques qu'elle induit que par son rapport aux écrits bibliques et à la religion juive.

L'Orient le Jour représente assez peu la sacralité du territoire israélien. La terre biblique n'est mentionnée qu'à deux reprises : « *Certes pour les ultranationalistes israéliens, ce retrait est une trahison des droits bibliques du peuple juif* », mais immédiatement après le journal associe le sacré de la terre à l'idéologie sioniste, « *Beaucoup, au sein de l'Etat hébreu, restent également attachés à la philosophie des frontières qui a présidé à sa fondation.* ». Cet article, intitulé « Certains Israéliens se

⁶⁹³ Avraham Burg est l'ex-Président du Parlement israélien (1999-2003), ancien député du parti travailliste à la Knesset, et a également été Président de l'Agence juive.

réjouissent de voir Gaza évacuée. » (18/08/2005), fonde principalement la division de la société israélienne sur le statut du territoire. Cette dichotomie renvoie à la centralité de la terre dans la constitution de la nation israélienne ; *L'Orient le jour* illustre cette dualité entre une terre divine et une terre politique dans un article publié le 23 août 2005 :

- **titre** : « Les laïcs israéliens l'emportent face au sionisme religieux. »

Le titre informationnel concentre l'opposition entre les deux franges de la société israélienne, et associe l'idéologie sioniste à la religion juive, ce que les autres quotidiens n'avaient pas fait de manière aussi explicite. En effet, *Le Monde* et *Libération* avaient mentionné un sionisme beaucoup plus politique que religieux, faisant de la terre un enjeu politique fort. Le quotidien commente ainsi le retrait de Gaza : « *Pour les religieux israéliens, le désengagement de la bande de Gaza est un des événements les plus traumatisants depuis la création de l'Etat, il y a 57 ans et signe la fin d'une époque : celle de l'espoir du Grand Israël. [...] La perte de Gaza est vécue comme une catastrophe nationale équivalente à la destruction du second temple de Jérusalem* ». Pour *L'orient le jour*, le sionisme est religieux et le territoire un de ses éléments fondateurs.

Nous n'avons pas mentionné dans l'analyse du *Monde* et de *Libération* le détail de la dénomination du territoire car elle ne nous paraissait pas significative des stratégies discursives de chacun des deux journaux. Contrairement aux quotidiens français, *L'Orient le Jour* emploie un lexique particulier : en effet, au-delà de termes récurrents employés par les différents journaux tels que « *territoire* », « *terre d'Israël* », « *colonies de Gaza* », « *implantations juives* », *L'Orient le Jour* use d'un vocabulaire qui renverse sa position énonciative ou en tout cas ébranle le statut méta de la narration : « *l'évacuation du territoire palestinien* », « *le retrait du territoire occupé* », « *les territoires libérés* », « *les vingt-et-une colonies du territoire palestinien* ». Le territoire devient « *palestinien* », « *occupé* » puis « *libéré* » ; le primo-énonciateur (ici, le journal) effectue un transfert de l'énonciation vers une position qui tend à être homodiégétique dans certains articles.

Enfin, le territoire dans *L'Orient le Jour* est présenté comme une entité politique concentrant les stratégies du gouvernement israélien, notamment dans le titre de certains articles, « *Sharon exclut toute concession sur la Cisjordanie, Jérusalem et le retour des réfugiés.* » (11/08/2005), « *Après le retrait de Gaza, la violence et la colonisation reprennent en Cisjordanie* » (25/08/2005), « *Israël étoffe les colonies de Cisjordanie en quittant Gaza.* » (27/08/2005) ou encore « *La dernière folie ségrégationniste d'Israël. Des routes séparées en Cisjordanie.* » (20/10/2005).

Dans les représentations du quotidien libanais, le territoire apparaît donc comme un enjeu de politique externe fort pour l'Etat israélien ; le caractère sacré de la terre (côté israélien) est oblitéré par le territoire politique.

The Jerusalem Post concentre son discours essentiellement sur une figure alternative qui est celle du sionisme religieux. Le sionisme politique, qui n'est d'ailleurs pas exclusif de celui-ci, est cependant systématiquement confronté au sionisme religieux, comme le montre le tableau ci-dessous.

La terre divine

* « *la terre d'Israël, à la fois promesse et étape vers la rédemption* »

* « *Aucun pouvoir du monde ne pourra nous chasser de notre terre. Nous n'avons pas le droit de céder car elle nous a été donnée par Dieu.* »

* « *Il est certain que la terre est plus sacrée au fur et à mesure que l'on se rapproche de Jérusalem.* »

* « *Pour elle, Gaza est aussi important que Hébron ou Jérusalem : 'Isaac et Abraham vivaient à Gaza', explique-t-elle* »

* « *L'évocation de Gaza, aussi douloureuse soit-elle, relève à leurs yeux de la volonté divine.* »

* « *notre foi et notre attachement à la terre d'Israël* »

La terre politique

* « *La terre d'Israël est très petite. Il n'y a de place que pour un Etat, le nôtre.* »

* « *une concession tactique : céder Gaza pour consolider l'emprise israélienne en Cisjordanie* »

* « *Nous allons faire ce que jamais aucun pays au monde n'a fait : donner une partie de la terre que nous avons conquise sans aucune contrepartie.* »

* « *la terre conquise comme un moyen devient un objectif en soi* »

* « *La géographie forme la conscience politique* »

* « *plutôt que la totalité de la terre* »

* « *Mais, aujourd'hui, ils [les Palestiniens] ont reçu un morceau de la terre d'Israël en récompense de leurs attaques* »

Il y a une opposition frontale entre le sionisme religieux, qui apparaît de façon explicite dans les articles et le sionisme politique qui n'est jamais nommé comme tel, qui est donc implicite. Le discours se rapportant au sionisme religieux met très fréquemment en avant l'incapacité du politique à entendre les revendications des colons juifs : « *la classe politique ne sait pas comment traiter les rabbins de Sionisme religieux*⁶⁹⁴ » ou encore « *Privé du soutien de l'Etat, les fondations théologiques de la doctrine sioniste religieuse ont été sous-estimées* ». L'analyse des articles laisse néanmoins apparaître un sionisme « œcuménique », construit autour de la figure centrale de la nation et du territoire israélien, « *les Juifs sionistes qui sont venus pour peupler Israël* », « *le rêve du Grand Israël*⁶⁹⁵ ».

Cependant, le sionisme religieux demeure la figure centrale du *Jerusalem Post* que ce soit dans l'évocation d'une terre sacrée car religieuse, ou dans celle des colons qui lient leur être et leur agir à la religion. La terre est donc étroitement liée dans les représentations du quotidien à la religion juive ; elle tire son caractère sacré du commandement divin de vivre dans la Palestine biblique : « ***Nous vivons ici parce que la Torah commande que nous vivions ici et ce sera un épouvantable Hillul Hashem*** »

⁶⁹⁴ « *The political establishment doesn't know how to handle the religious Zionism rabbis* », « *Denuded of state sponsorship, the theological foundations of religious-Zionist doctrine have been undermined* ».

⁶⁹⁵ « *Zionist jews who came to settle Israël* », « *the dream of greater Israel* ».

[un blasphème] **si nous sommes forcés de partir** » (« Praying for a miracle. » « Prier pour un miracle », 05/08/2005), ou encore « *Beaucoup de personnes pieuses ont vraiment cru que les colonies de la bande de Gaza était une mission d'ordre divin*⁶⁹⁶ » (« The internal fall out from Gaza. », « La chute interne de Gaza », 21/08/2005). Dans les propos des colons, l'évacuation est délégitimée principalement par le fait qu'elle va à l'encontre de cette autorité divine : « **Personne, pas même un gouvernement, n'a l'autorité pour abandonner volontairement un territoire promis au peuple d'Israël**⁶⁹⁷ », (« Religious zionism's crumbling partnership », « Le partenariat brisé du sionisme religieux », 12/08/2005). Il y a donc dans la parole des colons l'affrontement entre deux types d'injonction, l'une divine et transcendante, et l'autre politique et immanente. *The Jerusalem Post* oriente une partie de ses représentations sur cette opposition, faisant du caractère divin de la terre l'épicentre du conflit interne en Israël. Les indices du divin dans le discours du journal se situent essentiellement au niveau du discours rapporté, notamment dans les expressions « **Dieu a pitié de nous.** », « **la volonté de Dieu** », « **confiance en Dieu** », mais aussi à travers la récurrence du terme « *miracle* », dans le discours citant, « *d'autres priaient toujours pour un miracle onzième-heures* », et le discours cité, « **Nous croyons qu'il y aura un miracle et que le retrait n'arrivera pas**⁶⁹⁸ . » (« Outside the PM's Office, stillpraying for a miracle. », « A l'extérieur du bureau du Premier Ministre, ils priaient toujours pour un miracle. », 16/08/2005).

Le religieux est donc omniprésent dans les articles publiés par *The Jerusalem Post* et constitue la figure centrale autour de laquelle gravite la question de la terre et de l'évacuation du territoire de Gaza. Le quotidien israélien ne réduit cependant pas la terre à son essence divine, mais il associe la terre sacrée, car biblique, à la représentation identitaire des colons au moment du retrait de Gaza.

Nous constatons que les représentations médiatiques du territoire israélo-palestinien au moment du retrait de Gaza sont caractérisées par deux logiques discursives différentes : *Le Monde* et *L'Orient le Jour* font de la terre un enjeu politique avant tout, alors que *Libération* et *The Jerusalem Post* associent le caractère sacré de la terre au droit divin.

1-2-3 Palestiniens versus Israéliens, les vingt-et-une implantations israéliennes et la bande de Gaza : identités et territoires

Représenter médiatiquement le démantèlement des implantations israéliennes de Gaza, c'est aussi prendre en compte la dualité de la terre dans la région. Le territoire y apparaît comme indivisible et il est pourtant le fruit des divisions entre Palestiniens et Israéliens.

⁶⁹⁶ « We live here because the Torah command us to live here and it will be a terrible Hillul Hashem [desacration of God's name] if we are forced to leave », « Many God-fearing people truly believed that settlement in Gaza was a Divinely-ordered mission ».

⁶⁹⁷ « Nobody, not even a government, has the authority to voluntarily relinquish territory that was promised to the people of Israël ».

⁶⁹⁸ « God have mercy on us. », « God's wil », « trusting in God », « Others were still praying for an eleventh-hour miracle », « We believe there will be a miracle and that the pullout will not happen ».

Même si l'épicentre médiatique au moment de la décolonisation de Gaza est construit sur la base de la bipolarisation de la société civile israélienne, le point de vue palestinien est envisagé, avec une intensité discursive variable selon les journaux.

Libération axe largement son discours sur la représentation des colons israéliens et de leur désarroi face à l'évacuation des colonies, mais il réserve néanmoins un certain nombre d'articles à l'après-Gaza vu du côté palestinien. Nous distinguons trois types de traitement discursif : la parole de l'expert sur la situation économique, politique et démographique palestinienne, le récit de l'envoyé spécial qui rend compte de la situation à Gaza après l'évacuation des colons et, enfin, la parole dialoguée, sous la forme des interviews de Sami Abou Zohri - porte parole du Hamas - et de Mahmoud Abbas - chef de l'Autorité palestinienne.

A plusieurs reprises, *Libération* s'intéresse à l'aspect politique et économique de l'après-Gaza ; quatre articles traitent de cela : « Désengagement israélien, un test pour les Palestiniens. » (13/08/2005), « L'Autorité palestinienne ne parvient plus à faire autorité » (18/08/2005), « Tsahal s'en va et les problèmes demeurent. » (12/09/2005), et « Des groupes armés incontrôlables » (24/08/2005). Vu du côté palestinien, l'évacuation des colonies de Gaza est donc envisagée presque exclusivement par *Libération* sous l'angle politique et sécuritaire : « *une situation sécuritaire profondément dégradée* » (« L'Autorité palestinienne ne parvient plus à faire autorité. »), « *Désormais seule en charge du maintien de l'ordre dans l'ensemble de la bande de Gaza, l'Autorité palestinienne se trouve confrontée à un immense défi* » (« Tsahal s'en va et les problèmes demeurent »). Le territoire de Gaza est alors perçu par le quotidien comme un moyen de pression politique entre factions palestiniennes. L'Autorité palestinienne doit aussi régler le problème de la démographie galopante de la bande de Gaza : « Gaza le défi démographique » (18/08/2005). La terre et le sacré sont donc totalement absents de l'analyse de *Libération* ; la seule vision qu'offre le quotidien est celle d'un « *territoire surpeuplé au taux de chômage record* » (« Décolonisée, Gaza reste entravée », 24/08/2005).

L'évacuation des colonies juives de Gaza est aussi envisagée par le biais du récit qui expose alors la vision de la situation par deux Palestiniens, un vieux bédouin sans nom et Abdallah Abou Darrouj - voisin de la colonie de Netzarim. Par ces deux témoignages, *Libération* souligne surtout le fait que rien ne changera vraiment avec le départ des colons et de l'armée israélienne : « *Le vieil homme n'envisage, au mieux, l'évacuation des colonies que comme un répit dans un trop long conflit* » (« Les Palestiniens "d'en face", sans illusions. », 19/08/2005). Pour le vieux berger, « *Gaza restera toujours une prison* » (« Décolonisée, Gaza reste entravée. »). La terre n'est mentionnée qu'à une seule reprise, « *Mais notre terre ne sera jamais libérée* » ; dans les propos de ces Palestiniens, elle n'est envisagée que comme un lieu de cultures agricoles et de commerce avec les Israéliens. Le territoire est donc représenté ici comme un argument économique pour la nation palestinienne.

Enfin, la terre de Gaza devient l'emblème idéologique d'un combat politique contre celui que le porte-parole du Hamas nomme « *l'occupant* ». Le territoire devient alors le terrain de guerre des factions armées palestiniennes contre l'Etat d'Israël : « *Nous n'avons pas participé à la résistance pour une parcelle à bâtir mais pour chasser*

l'occupant, pour faire avancer les intérêts palestiniens », (« Le retrait de Gaza est une victoire de la résistance. », 13/08/2005). Il s'agit là non plus de luttes intestines pour le pouvoir entre partis palestiniens, mais d'un combat réel et symbolique à gagner contre Israël. La terre devient alors un enjeu politique entre deux nations désireuses de conclure une paix durable, comme le laisse entendre l'interview de M. Abbas, « Les Israéliens doivent retirer leurs colonies de Cisjordanie » (26/08/2005) : « *Le retrait n'est ni une victoire palestinienne ni israélienne. C'est une victoire de la paix, pour tous* ».

Libération dépeint donc le démantèlement des colonies de Gaza comme un enjeu politique et économique important pour les Palestiniens. L'identité palestinienne est effacée derrière la question politique, soulignant les divisions internes, et opposant finalement assez peu la terre palestinienne à la terre israélienne. Le territoire est vu comme une entité essentiellement politique et non comme la matérialisation de deux volontés divines qui s'affrontent. L'identité palestinienne est assez peu représentée et développée dans les articles de *Libération*, au profit de l'hypertrophie d'une identité israélienne disloquée.

Le discours du *Monde* envisage dès le début le retrait de Gaza du point de vue palestinien et israélien ; il peut être divisé en deux moments narratifs principaux : avant et pendant le retrait de Gaza, le quotidien relaie la parole palestinienne et, après le départ des troupes israéliennes, *Le Monde* propose une analyse sociale et économique de la situation. La première partie est donc largement réservée au discours rapporté, le journal se situe dans le traitement de l'actualité à chaud, alors que la seconde consacre le commentaire distancié.

Ainsi, à partir du mois de juin 2005 et jusqu'au départ des soldats israéliens des implantations de Gaza, *Le Monde* consacre huit articles à des témoignages d'habitants de Gaza ou à des analyses de la situation politique interne en Palestine. Le quotidien se démarque donc de *Libération*, puisque ses choix éditoriaux montrent qu'il ne fait pas du retrait de Gaza un événement essentiellement israélien.

Notre corpus débute au mois de mai et s'achève en octobre 2005 ; *Le Monde* commence à produire un discours suggérant la dualité de la terre dans un article intitulé, « A quelques mois de son évacuation annoncée, la colonie de Sa-Nur vit une seconde jeunesse », (20/05/2005). Le texte oppose très symboliquement l'indice d'une ancienne vie palestinienne à l'omniprésence israélienne sur une terre qui sera bientôt évacuée : « *Le drapeau israélien accroché à la coupole ne pourra rien y faire : cette tour est bien un minaret. [...] Une ruse de l'histoire a voulu que la colonie la plus 'idéologique' [...] soit la seule à compter une ancienne mosquée dans ses murs* ». L'article revient ensuite sur l'histoire de Sa-Nur et met clairement en évidence la concurrence entre Palestiniens et Israéliens pour la possession de la terre.

Le quotidien français adopte deux postures énonciatives pour évoquer la question d'une terre duelle, objet de discordes : soit il produit, comme nous l'avons indiqué précédemment, des articles entièrement consacrés au point de vue palestinien, soit il rapporte les propos de colons israéliens, mentionnant la centralité du territoire. Nous avons relevé plusieurs occurrences illustrant cette tension entre les deux nations pour la possession de la terre :

Titre /date	
« Le réquisitoire de Haïm Yavin contre l'occupation israélienne. » (03/06/2005)	* Les Palestiniens sont un peuple et nous devons partager cette terre avec eux.
« Israël lance l'opération d'évacuation des colons de Gaza. » (16/08/2005)	* <i>La veille les colons n'avaient pu lire, comme c'est la coutume, les Lamentations de Jérémie – où il est dit :“ Nos maisons été livrées à des étrangers et notre héritage est maintenant une terre étrangère” – sans penser à leur propre sort .</i>
« Dans un village bâti à la hâte pour les accueillir, les colons expulsés commencent leur nouvelle vie. » (18/08/2005)	* Mais quoiqu'il arrive nous y reviendrons, car Gaza est notre terre ; les Arabes nous l'ont volée.

Les trois cas montrent que la terre ne peut être envisagée que comme une propriété singulière et que sa réalité « politique et symbolique » est conditionnée au refus d'une terre partagée. Elle se construit donc autant sur l'appartenance d'une identité collective que sur la figure de l'altérité.

Le Monde représente la terre palestinienne comme un territoire astreint par les logiques sécuritaires et militaires israéliennes. Dans deux articles, « Isolée dans le Goush Katif, Maouasso attend le départ des colons. » (09/06/2005) et « A Gaza, Khalil Al-Bachir attend, stoïque, le départ des soldats israéliens qui occupent sa maison. » (06/08/2005), les Palestiniens sont des personnages agis, contraints dans leurs déplacements et leurs actions par l'armée israélienne : « *les Palestiniens sont généralement confinés derrière des murs de béton ou des barbelés* », « *mais il arrive que les soldats ne laissent passer personne* », « *son emploi dépend du bon vouloir des soldats* » ou encore « *Ce jour là, Khalil Al-Bachir n'a pu nous recevoir chez lui. L'armée israélienne en avait décidé ainsi* ». Les titres des deux articles sont eux aussi révélateurs du positionnement discursif du journal, qui envisage la population palestinienne et la terre de la bande de Gaza, comme une « *grande prison* » : Massaoui est « *isolée dans le Goush Katif* », K. Al-Bachir est « *stoïque* », et tous les deux attendent le « *départ des colons* » et « *des soldats israéliens* ». *Le Monde* représente l'absence d'agir des Palestiniens et figure leur territoire comme l'objet d'une quête symbolique et politique

La terre semble tirer sa valeur sacrée non pas d'une origine religieuse, mais de son caractère agraire. Dans les propos relayés par le journal, la terre est sacrée parce qu'elle fournit un moyen de subsistance et procure une liberté d'agir et d'être : « *Après le départ des Israéliens, “ la source de ma vie va pouvoir couler à nouveau ”, assure Khalil Al-Bachir. Il retrouvera ses terres, replantera des arbres et remontera des serres comme avant* », (« A Gaza, Khalil Al-Bachir attend, stoïque, le départ des soldats israéliens qui occupent sa maison »). Elle devient profondément symbolique et politique à partir du moment où l'Etat d'Israël autorise l'implantation de colonies dans la bande de Gaza. *Le Monde* souligne d'ailleurs cet aspect-là dans un article : « Les Palestiniens de Gaza saluent une victoire de la résistance » (19/08/2005).

La terre palestinienne, et ses habitants avec elle, changent de statut dans le discours

du *Monde* à partir du 24 août 2005, au moment où s'achèvent le retrait de Gaza. La terre n'est plus représentée comme une fatalité mais comme un « espoir » : Côté palestinien, l'espoir d'une "tranquillité" retrouvée. » (24/08/2005). Après cela, les articles du *Monde* s'intéressent essentiellement à l'avenir économique, social et politique des Palestiniens dans « l'après-Gaza » : le titre « A Gaza, les Palestiniens doivent relever le défi économique. » (15/09/2005) consacre une suite de plusieurs articles qui résonnent comme une injonction de faire dans le discours du *Monde*, et qui s'opposent fortement à la passivité représentée dans la première moitié du corpus : « Comment utiliser et renommer les terres récupérés ? », « Trouver de l'eau et améliorer sa qualité : une nouvelle bataille pour les Gazous ». La terre dans ces articles est « libérée », « récupérée », « stratégique ».

Le Monde représente donc le territoire palestinien comme une terre en évolution ; d'abord agie, elle est montrée agissante après le démantèlement des implantations de Gaza. La terre semble tirer son caractère sacré dans la liberté d'être et d'agir (du fait de la levée des interdits israéliens) qu'elle représente désormais pour la population palestinienne. La terre comme enjeu politique palestinien est moins représentée que dans *Libération*, puisque nous n'avons relevé que deux articles traitant uniquement de la question politique entre le mois de juillet et d'août 2005 : « A Gaza, l'Autorité palestinienne et le Hamas se préparent aux défis de l'après-libération. » (21/08/2005). Le territoire de Gaza, vu côté palestinien, devient la terre du peuple.

L'Orient le Jour rend centrale la figure palestinienne au moment du retrait de Gaza ; nous avons relevé une trentaine d'articles référant à l'événement du point de vue palestinien, ce qui constitue près d'un tiers des textes produits par le quotidien entre les mois de mai et d'octobre 2005. Les photos représentant les Palestiniens sont d'ailleurs beaucoup plus nombreuses que dans les quotidiens français ; la présence iconographique souligne une fois encore le parti-pris discursif du journal. Aux visuels montrant des colons juifs opposés à Tsahal, s'ajoutent des photos soulignant que l'événement touche aussi la population palestinienne⁶⁹⁹ ; dans le cas présent, les signes iconiques deviennent des indices discursifs supplémentaires, révélateurs de la rhétorique argumentative du journal.

La terre représentée par *L'Orient le Jour* est une entité complexe, duelle, objet de tous les espoirs. La représentation du territoire n'a pas de temporalité clairement définie comme dans les deux quotidiens français, avec un avant et un après-Gaza. Le quotidien s'intéresse au point de vue palestinien et à l'avenir politique de la bande de Gaza avant la fin du retrait. Le récit du journal peut être comparé à une longue métaphore filée de la terre palestinienne, concentrée autour de quatre axes principaux et non exclusifs les uns des autres : une terre politique, une terre symbolique, une terre de souffrance et une terre d'espoir.

Le territoire palestinien est une terre politique dans les mots de Ahmed Qoreï, « *les territoires palestiniens constituent une seule unité géographique et territoriale* », (« Manifestation monstre à Tel-Aviv des opposants au retrait de Gaza pour rallier

⁶⁹⁹ Voir annexe 7-5, p. 509 (« Après le retrait de Gaza, la violence et la colonisation reprennent en Cisjordanie », *L'Orient le Jour*, 26/08/05).

l'opinion », 11/08/2005). Elle l'est encore lorsque son statut est disputé et qu'elle est l'enjeu de tractations juridiques: « Polémique israélo-palestinienne autour du nouveau statut de Gaza » (23/08/2005). Les statuts « *d'occupant* » et « *d'occupé* », après avoir joué un rôle symbolique important dans le discours des médias et des hommes politiques palestiniens, deviennent un attribut juridique à conserver pour bénéficier d'un certain nombre d'avantages économiques de la part de l'Etat israélien. Elle est aussi la cause ou la raison de luttes intestines palestiniennes, « Des membres du Hamas menacent de lancer une Intifada interne à Gaza » (27/08/2007). Elle est enfin le prétexte à un argumentaire politique contre l'adversaire israélien lorsque, dans une interview, Leila Shahid impute à l'Etat hébreu la responsabilité « *du chaos sécuritaire qui règne dans la bande de Gaza* » et évoque « *sa stratégie pernicieuse visant à « atomiser le tissu social de cette bande de terre palestinienne* », (« Leila Shahid : les Israéliens ont atomisé le tissu social de Gaza. », 25/08/2005).

Le territoire palestinien tel qu'il est représenté dans le quotidien libanais est aussi une terre symbolique, re-possessionnée et re-prise aux Israéliens, comme en témoigne un courrier des lecteurs : « *Demain c'est le jour J pour les Palestiniens et un jour noir pour les colons de Gaza. Vous serez 8000 à quitter des terres qui n'ont jamais été vôtres* », (« Lettre ouverte aux colons de Gaza. », 16/08/2005). Elle est récupérée et rebaptisée, « De Neve Dekalim à ... Arafat City. », 23/08/2005). Il y a dans cet article une mise en abyme du symbole ; celle-ci est constituée d'une terre symbolique une première fois par son statut de territoire convoité et reconquis. Le second niveau d'attribut symbolique est bâti sur la signification du futur nom donné à la terre, traduction de la conquête du territoire (« *Terre de la victoire* »), ou expression du souvenir d'un leader lui-aussi symbolique (« *Arafat city* »). La terre devient le moyen d'une double célébration et acquiert par le fait d'une attribution nominale particulière, un degré supplémentaire dans la sacralisation.

Dans le discours de *L'Orient le Jour*, Gaza est aussi une terre de souffrance ; le quotidien la représente, à travers le discours cité, comme appartenant aux « *zones de la mort* » ; Neve Dekalim est « *un champ de ruines* », les quartiers sont « *transformés en champ de bataille* ». La comparaison avec des symboles historiques forts accentue ce trait : « *On dirait Hiroshima* », (« A Gaza, les Palestiniens reviennent dans les zones de la mort. », 22/08/2007). Le quotidien libanais développe un champ lexical véhiculant des valeurs négatives, notamment lorsque le territoire est désigné comme la conséquence de l'ancienne possession israélienne. La terre est contrainte, restreinte, « *Gaza va vivre dans un état d'enfermement* (souligné par nous) » (« Polémique israélo-palestinienne autour du nouveau statut de Gaza. », 23/08/2005) ; un article précise encore ce statut d'enfermement : « A Beit Lahiya, certains habitants craignent de se retrouver dans une grande prison. » (22/08/2005). Ce sont ici essentiellement le résultat et les conséquences de la présence israélienne qui sont dénoncés par le journal ; la bande de Gaza est un territoire subi par ses habitants, stigmatisé par son immobilisme : « **Cet aéroport, c'était le symbole de l'indépendance et de la liberté pour les Palestiniens** », (« L'aéroport international de Gaza somnole en attendant des jours meilleurs », 27/08/2005). C'est donc une terre palestinienne meurtrie et léthargique qui est décrite par le quotidien.

Mais le territoire de Gaza concentre aussi tous les espoirs de la nation palestinienne ; le quotidien libanais le montre fêté, « Les Palestiniens commencent à fêter le retrait de

Gaza. » (05/08/2005), « Gaza fête sa libération, le Hamas appelle à poursuivre la lutte. » (13/09/2005). C'est une terre libérée : les habitants sont désormais montrés sur un territoire en mouvement, « *aller à la plage* », « *se déplacer librement* ». Ils sont caractérisés par le faire, « *se baigner* », « *cultiver* », et ne sont plus passifs : « **je vais pouvoir enfin cultiver la terre qui nous permettait de bien vivre autrefois** », « **transformer notre terre en paradis** », (« A Beit Lahiya, certains habitants craignent de se retrouver dans une grande prison. »). La terre palestinienne « *occupée* » se transforme en un « *sol libéré* », sur lequel « Après le retrait de Gaza, les enfants palestiniens se laissent à rêver. » (29/08/2005).

Les choix éditoriaux du journal libanais caractérisent la métamorphose du territoire palestinien, d'« *Hiroshima* » il devient « *paradis* » dans le discours du quotidien. Il s'oppose très fortement à un territoire qui, sous l'autorité israélienne, était perçu comme assujéti. Paradoxalement, *L'Orient le Jour* ne fait exister le territoire palestinien que dans son rapport (proche ou lointain) à Israël ; il ne semble n'avoir d'existence médiatique qu'à travers la représentation d'une altérité de la terre. Enfin, le Nous identitaire palestinien est effacé derrière la prééminence de la terre. *L'Orient le Jour* hypertrophie la présence médiatique du territoire, au détriment des marques de personnes - Nous israélien et Nous palestinien.

The Jerusalem Post accorde une place extrêmement réduite à l'altérité palestinienne ; le territoire palestinien est totalement absent des discours du journal. Les seules occurrences qui réfèrent à l'identité palestinienne renvoient à l'agir violent et terroriste, « *L'ombre persuasive de terrorisme palestinien* », « *un bandit armé qui a tiré 60 horribles balles* », (« 48 hours. », 05/08/2005), « *un terroriste est apparu sur la route et à tiré dans toutes les directions*⁷⁰⁰ » (« Praying for a miracle. », 05/08/2005). Le territoire de Gaza est représenté par le quotidien israélien comme une terre rendue dangereuse par les roquettes et les attentats palestiniens, et sécurisée par la force militaire israélienne, « *les soldats et la police, [...] ces gens-mêmes qui ont risqué leurs vies pour protéger les colonies*⁷⁰¹ », (« The internal fallout from Gaza. », « Les retombées internes de la Bande de Gaza. », 21/08/2005). Un seul article évoque le point de vue palestinien :

- **titre** : « *Settler tears have Gaza Palestinians smiling.* » (« Les larmes des colons donnent le sourire aux Palestiniens. », 18/08/2005)

Le titre oppose sémantiquement les larmes des colons au sourire palestinien et souligne ainsi l'irrévérence palestinienne. Le trait est récurrent puisqu'il apparaît en écho dans le cœur de l'article, « *A Gaza, les larmes des colons amènent les sourires palestiniens.* », ou de manière plus emphatique encore « *Un rêve devient réalité pour elle*⁷⁰² . ». Le territoire israélien devient dans cet article la terre des Palestiniens ; il y a un

⁷⁰⁰ « *the persuasive shadow of Palestinian terrorism* », « *a gunman who fired a horryfing 60 bullets* », « *a terrorist burst out onto the road and fired at them from all sides* ».

⁷⁰¹ « *the soldiers and police now sent to remove them were their fellow Israelis, the self-same people who have risked their lives to protect the settlements* ».

⁷⁰² « *In Gaza, settlers tears bring Palestinian smiles.* », « *A dream come true for her* ».

transfert symbolique de la propriété entre les articles précédents et celui-ci : « ***Nous sommes heureux de retrouver notre terre.*** », « ***Nous ne voulons pas sa maison sur notre terre.*** », « ***Ce pays est le nôtre . Comment pensent- ils que cette terre est la leur***⁷⁰³ ? ». Ces exemples montrent une hypertrophie du Nous identitaire palestinien et de la concurrence pour le territoire ; il y a là une radicalisation de l'appartenance communautaire et de l'identité fondée sur la possession de la terre.

The Jerusalem Post représente donc le territoire de Gaza comme un endroit rendu dangereux par les Palestiniens, et comme le lieu d'une identité et d'une altérité exacerbées.

Les quatre quotidiens lient à des degrés divers le territoire palestinien et le territoire israélien. La terre centralise très largement l'altérité des deux nations ; elle est profondément politique dans le discours de *Libération*, en évolution dans celui du *Monde* et de *L'Orient le Jour*, et violentée dans celui du *Jerusalem Post*.

Les discours journalistiques représentant le retrait de Gaza questionnent la figure de l'altérité associée au territoire, dont le caractère sacré est exposé différemment selon les journaux. Dans le conflit israélo-palestinien, les identités palestiniennes et israéliennes sont donc intrinsèquement liées à la terre et ne semblent pouvoir exister médiatiquement qu'en concurrence les unes des autres. Le territoire est une terre sacrée pour des raisons religieuses, politiques et économiques. Dans le conflit nord-irlandais, la question du sacré de la terre est étroitement liée au territoire politique et social, et les représentations de la presse en font une terre urbaine et communautaire. Si nous nous référons à la définition du sacré proposée par Emile Durkheim⁷⁰⁴, dans les deux conflits et pour des motifs différents, le territoire est une terre sacrée car il est isolé et protégé par des interdits.

Dans la presse écrite, l'altérité est représentée comme étant étroitement liée au territoire ; il convient à présent d'interroger l'expression de cette altérité sur les sites internet des partis politiques et d'envisager les critères sur lesquelles elle s'appuie pour s'exercer.

2–Le traitement de l'altérité en ligne : identité et territoire sur internet

Par son dispositif multimédia et hypertextuel mais aussi sa capacité à intégrer une idéologie multidimensionnelle, Internet autorise une latitude discursive incitant à une hypertrophie de l'altérité. En effet, la concurrence d'autres supports ne pèse pas sur ce média, comme ce peut être le cas pour les médias audiovisuels et écrits. Les sites internet des partis politiques ne sont pas contraints par des logiques de rentabilité, d'audience ou de lectorats. *A priori*, il n'y a donc pas sur internet d'autres contingences que techniques ; la seule censure se situe au niveau de l'hébergeur, ce qui ne la rend pas moins efficace comme nous l'avons constaté avec le site du Fatah. Néanmoins, la

⁷⁰³ « *We are happy we are getting our land back .* », « *We don't want his house on our land .* », « *This land is ours . How do t hey think this land is theirs ?* »

⁷⁰⁴ E. Durkheim précise que le sacré est « *ce que les interdits protègent et isolent.* », in *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979, p 56.

promesse d'une expression libérée des contraintes médiatiques traditionnelles entraîne les partis politiques vers des logiques discursives qui s'autonomisent vis-à-vis du dire politique des meetings, des interviews et des débats télévisés. En tant que producteur et diffuseur de leurs discours et de leurs idées sur internet, les sites des partis politiques conjuguent leur idéologie et leur rapport à l'adversaire selon des modalités différentes. Dans le chapitre 7 de notre thèse, nous nous sommes intéressés à la façon dont le dispositif formel, l'agencement du site et de la page-écran, déclinent l'appartenance identitaire ; nous allons à présent concentrer notre analyse sur la matière discursive produite, et envisager celle-ci comme la continuation des rhétoriques visuelles mises à jour précédemment.

Nous évoquerons par ailleurs dans ce chapitre la présence d'outils multimédias sur certains sites comme vecteurs supplémentaires de l'identité ; mais, nous n'étudierons pas ici en détail leur contenu. Notre analyse porte avant tout sur le discours écrit et non sur l'image ou le son ; nous ne sous-estimons pas leur importance mais nous avons choisi de nous concentrer sur leur fonction dans le discours des partis en ligne.

2-1 Une altérité hypertrophiée : « *L'enfer, c'est les Autres* ⁷⁰⁵ »

Nous avons associé le DUP et le Fatah au sein de notre étude car, sur leur site, la figure de l'altérité est surdimensionnée. Les techniques discursives divergent mais l'Autre (politique et identitaire) est considéré comme la source de tous les maux.

2-1-1 Le cas du DUP : une altérité politique appuyée

Dans les chapitres précédents, nous avons largement développé la singularité discursive et politique du DUP dans le paysage politique nord-irlandais. Nous souhaitons centrer ici notre analyse sur la relation de l'identité à l'énonciation et son rapport à la terre nord-irlandaise et britannique. Nous avons déjà signalé que le DUP affiche d'abord son identité et son attachement au territoire britannique par une rhétorique visuelle ostentatoire. Nous avons mis ensuite en évidence une argumentation politique fondée sur un contre-discours permanent, contre l'UUP et contre les Républicains, faisant de l'énoncé du DUP une parole fortement polémique. Une partie de l'identité du parti est donc construite sur une altérité exacerbée, hypertrophiant le rapport pronominal Nous (DUP) / Eux (UUP/Républicains).

La seconde moitié de l'identité du DUP est imputable à un faire et un dire positifs, par opposition à l'être et l'agir négatifs de l'adversaire – UUP et partis républicains. Sur le site du DUP, le Nous s'expose avant tout comme un Nous politique et programmatique : « *Le DUP a transformé le processus politique en Irlande du Nord. Nous avons réalisé ce que beaucoup de nos adversaires disait impossible* ⁷⁰⁶ ». Le DUP marque son agir politique par la forme progressive récurrente « verbe+ing », ce qui modalise l'action en un faire à la

⁷⁰⁵ Citation extraite de la pièce de Jean-Paul Sartre, *Huis-clos*, Paris, Gallimard, 2002.

⁷⁰⁶ « *The DUP has transformed the political process in Northern Ireland. We have achieved what many of our opponents said was impossible* ».

fois prescriptif et injonctif. Par cette tournure grammaticale, le DUP s'implique dans sa propre énonciation, notamment des les titres de rubriques : « Building a competitive economy » (« Construire une économie compétitive »), « Tackling the tax problem » (« S'attaquer au problème fiscal »), « Protecting our rural economy » (« Protéger notre économie rurale »).

Le Nous communautaire est finalement assez peu fréquent, parce que supplanté par un Nous politique hypertrophié. Le DUP mobilise ce type d'occurrences lorsqu'il évoque l'identité unioniste dans le manifeste du parti ; le texte, « Pride in who we are » (« Fiers de qui nous sommes »), défend « *la promotion et le développement de la culture unioniste et de l'identité culturelle*⁷⁰⁷ ». Le nous prend alors une valeur communautaire et défend ses propres valeurs : « *s'assurer que la communauté est contente des dispositions* », « *qui seront dommageables pour notre communauté*⁷⁰⁸ » (« Facing reality », « Faire face à la réalité »). La communauté défendue par les Unionistes demeure néanmoins très imprécise, en dehors de ces occurrences-là, dans la mesure où le Nous nord-irlandais inter-communautaire, n'apparaît jamais comme tel.

La dénomination générique et globalisante « *peuple d'Irlande du Nord* » (« *people of Northern Ireland* ») n'est employée qu'à de rares occasions dans le manifeste du parti : « *En 2003, nous avons fait campagne pour une transaction équitable pour le peuple de l'Irlande du Nord*⁷⁰⁹ », (« Manifesto 2007 »). Le DUP lui préfère le terme d'« *Irlande du Nord* » (« *Northern Ireland* »), groupe nominal désignant à la fois le territoire et ses habitants. Ce procédé rend la relation de la terre à l'homme plus symbiotique encore. L'entité politique, économique et sociale, « *l'Irlande du Nord* » s'inscrit néanmoins dans la logique discursive du DUP, c'est-à-dire qu'elle ne semble pouvoir pleinement se réaliser qu'en contradiction avec une instance autre. Ainsi, « *l'Irlande du Nord* » s'oppose dans le texte à « *toute l'Irlande* » (« *all-Ireland* ») et à l'expression « *Nord-Sud* », (« *North-South* ») - construction discursive pour désigner la réunification des deux Irlande prônée par les Républicains.

Enfin, le territoire et la politique du DUP s'inscrivent dans une géographie élargie, celle du Royaume-Uni : « *Nous travaillerons avec le Gouvernement [...] et essaierons d'intégrer l'Irlande du Nord plus fermement dans le Royaume-Uni*⁷¹⁰ » (« Facing reality », « Faire face à la réalité »).

L'identité du DUP définie sur le site du parti est profondément singulière et politique, dans le sens où elle revendique le « bon unionisme » - antithétique de l'UUP. Le discours du DUP publicise un faire correctif, en opposition constante avec l'agir de l'adversaire. L'altérité y est omniprésente et devient, au fil des pages-écran, pleinement constitutive de l'être du parti et de la communauté qu'il entend représenter.

⁷⁰⁷ « *the promotion and development of unionist culture and cultural identity* ».

⁷⁰⁸ « *ensure the community is content with the arrangements* », « *which will be damaging to our community* ».

⁷⁰⁹ « *In 2003 we campaigned for a fair deal for the people of Northern Ireland* ».

⁷¹⁰ « *We will work with the Government [...] and attempt to integrate Northern Ireland more firmly within the United Kingdom* ».

2-1-2 Le Fatah : un discours militant en attente d'hébergeur

Après avoir été inaccessible pendant plus de quatre ans, entre 2001 et 2006, puis accessible entre 2006 et 2007, le site du Fatah n'est plus consultable à nouveau, depuis le 01/09/2007. En lieu et place, l'internaute est conduit à une page par défaut, intitulée « Network solutions » ; cette page semble appartenir à un hébergeur israélien, dans la mesure où les liens hypertextes renvoient à des rubriques telles que « *les militaires israéliens* » (« *Israeli military* »), « *l'histoire juive* » (« *Jewish history* », etc. Une note en haut de la page-écran diffuse le message suivant : « *Fateh.net a expiré 09/01/2007 et est en attente de renouvellement ou d'effacement* ⁷¹¹ ». Nous signalons cet incident, car il montre qu'en période de conflit internet permet certes une latitude importante en termes de discours politiques et de représentations d'une identité, mais les messages qu'il délivre deviennent éphémères lorsque la technologie ou l'accès à celles-ci sont défectueux. L'identité du Fatah sur internet est donc une identité réprimée et compromise par une technologie dont elle dépend pour exister. C'est une identité virtuelle – et non opposée au réel, dans le sens où son caractère alternatif (présente – absente) la rend possible mais ne la réalise pas de manière constante.

Lorsqu'elle est présente sur la page-écran, cette identité s'avère complexe car multiple : elle est à la fois politique et légitimée par les suffrages (le Fatah est le parti du Président M. Abbas), révolutionnaire et paramilitaire (le Fatah signifie la tempête), sociale et culturelle (elle revendique son caractère arabe et palestinien).

L'identité politique du Fatah apparaît de façon explicite dans la rubrique « Editorials », dans un texte intitulé « The Road map... where to ?! » (« La feuille de route... pour où ?! »). Le terme « *map* » est important car il consacre le territoire comme l'un des moteurs de l'identité du Fatah ; en effet, le Fatah définit une partie de son identité sur la figure de l'absence, celle de l'Etat Palestinien. La terre palestinienne ne semble exister dans les discours du Fatah qu'à travers le territoire de l'altérité – le territoire israélien : « *la terre d'Israël* », « *l'entité sioniste* », « *Jérusalem qui est la "capitale éternelle" d'Israël* » ⁷¹² ». Le territoire tel que le définit le Fatah apparaît donc comme une terre emprisonnée, dominée par une puissance étrangère : « *les colonies israéliennes* », « *les autres zones occupées* » ⁷¹³ (« The battle to protect peace and preserve our national rights », « La bataille pour protéger la paix et préserver nos droits nationaux »).

Le discours du Fatah prône un dire qui s'exprime presque exclusivement dans l'altérité ; les figures de l'opposition sont concentrées dans deux entités principales : les Etats-Unis et Israël. Les deux instances sont majoritairement qualifiées par les termes génériques : « *Israël* », « *the US* », ou personnifiées par leur leader politique, « *Sharon* » et « *Bush* » lorsque le Fatah utilise une argumentation *ad personam*. Elles sont fréquemment associées à des embrayeurs verbaux marquant une action à

⁷¹¹ « *fateh.net expired on 09/01/2007 and is pending renewal or deletion* ».

⁷¹² « *the land of Israël* », « *the Zionist entity* », « *Jerusalem which is 'the eternal capital of Israël* ».

⁷¹³ « *the Israeli settlement* », « *other occupied areas* ».

connotation négative, « *Les Israéliens ont essayé de dicter aux Palestiniens ce qui devrait arriver de leur point de vue* », « *Le côté israélien n'accorde aucune attention à ce que l'accord déclare*⁷¹⁴ » ; cette modalisation du discours renforce l'illégitimité du faire israélien.

L'altérité se fonde très souvent sur une énonciation nominalisée et générique (« *The Palestinians* » / « *The Israelis* »), et non sur l'opposition pronominale « *nous / ils* » (« *we* » / « *they* »). Cette particularité stylistique vise à créer une sorte d'amplification de la figure identitaire ; ainsi nommée par le territoire auquel elle appartient, l'identité est surexposée et mêlée à la terre. Le Fatah, d'ailleurs, se présente rarement sous cette appellation, lui préférant le terme « *the Palestinians* » : il y a là aussi la collectivisation d'une identité politique singulière, à travers l'être national.

Le Fatah et le DUP brandissent donc des identités discursives qui radicalisent la figure de l'altérité en la faisant régulièrement devenir symbole de l'adversité.

2-2 Les professionnels du marketing politique : une identité politique avant tout

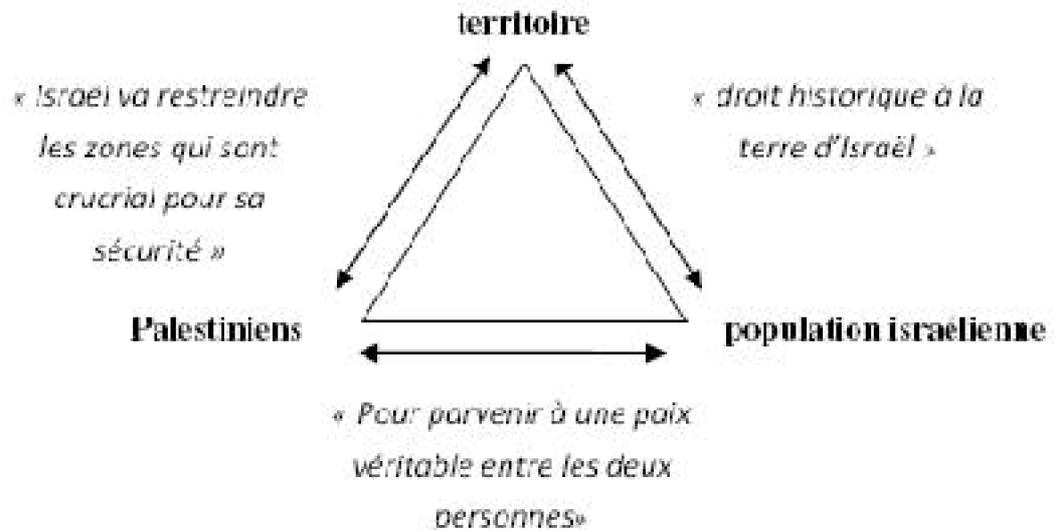
A l'opposé des sites précédemment analysés, certains partis politiques privilégient des stratégies de représentation plus traditionnelles, s'inspirant directement du marketing politique hors ligne. Internet devient alors pour eux un moyen supplémentaire - aux côtés des tracts, des affiches et autres supports publicitaires - de publiciser leur identité politique et parfois de la développer dans certains domaines ; c'est le cas par exemple de l'UUP qui ancre une partie de son discours en ligne dans la célébration des leaders du passé. Quatre sites peuvent être classés dans cette catégorie : Kadima, le Likud, l'UUP et le SDLP.

2-2-1 Kadima et le Likud

Nous avons arrêté notre analyse sur les rubriques communes aux versions anglaise et hébreu de Kadima : nous avons procédé ainsi car ces rubriques constituent le socle de l'idéologie politique du parti. Le site en hébreu développe des rubriques annexes – « Les jeunes », « Les actifs » qui nous semblent relever davantage du programme politique que de la revendication d'une identité politique et territoriale.

Les deux versions du site lient étroitement le territoire à l'identité ; dans le document « Action Plan », Kadima décline son agir politique selon trois modalités : le territoire, la population israélienne et les Palestiniens. Ce triptyque constitue les fondations de la rhétorique argumentative du parti. Les trois éléments sont interdépendants et fonctionnent dans une relation discursive triangulaire :

⁷¹⁴ « *the Israelis tried to dictate to the Palestinians what should happen from their viewpoint* », « *Israeli side pays no attention to what the agreement states* ».



Ces quelques exemples ⁷¹⁵ issus du texte « Action Plan » permettent de mettre à jour la logique discursive de Kadima, et d'envisager la façon dont ces trois îlots énonciatifs interagissent. Le territoire est le point discursif et symbolique culminant des discours de Kadima, puisque ceux-ci conditionnent la sécurité, le développement économique et démographique d'Israël, ainsi que la nature des relations avec l'Autorité palestinienne. La dénomination générique du territoire est « *Terre d'Israël* » (« *Land of Israël* ») ou « *Etat d'Israël* » (« *State of Israël* ») ; autour de ce point lexical sont déclinées plusieurs thématiques :

une terre sacrée : « *Israël conservera les places saintes juives qui sont d'une importance nationale religieuse et symbolique centrale* » (« Action Plan ») ou « *Chaque colline de Samarie et chaque vallée de Judée fait partie de notre patrie historique* » (« Vice Prime Minister Ehud Olmert's speech at Herliya Conference »),

un territoire sioniste : « *La colonisation de la terre comme la continuation de la vision de Sioniste de "délivrer la terre" et constituer un État* » (Yes to Kadima »),

un territoire pour la paix et la sécurité : « *Israël conservera les secteurs qui sont cruciaux pour sa sécurité* ⁷¹⁶ » (« Yes to Kadima »).

L'identité politique de Kadima se définit donc en premier lieu à partir du territoire politique, sécuritaire et du caractère sacré de la terre.

Le territoire est lui-même spécifié par ses habitants ; ceux-ci constituent la seconde figure discursive du site. Le discours de Kadima oppose principalement le peuple et l'Etat

⁷¹⁵ « *Israel will restrain areas that are crucial for its security* », « *historic right to the land of Israel* », « *to achieve genuine peace between the two people* ».

⁷¹⁶ « *Israel will retain Jewish Holy places that are of central religious and symbolic national importance* », « *Every hill in Samaria and every valley in Judea is part of our historic homeland* », « *the settling of the land as the continuation of the Zionist vision of 'redeeming the land' and settling the State* », « *Israël will retain areas that are crucial for its security* ».

juifs à l'Autorité et la population palestiniennes. Les marqueurs de personne sont ceux habituellement rencontrés dans les discours d'altérité, la première personne du pluriel marquant la collectivité qui énonce (« nous », « we ») et l'adversaire étant désigné par la troisième personne du pluriel « ils » (« they »). Il est intéressant de noter que le site Kadima ne propose pas la troisième instance énonciative « vous » (« you »), fréquente dans la parole politique ; cette déficience pronominale peut s'expliquer par le fait que la parole de Kadima n'est pas dialogale comme peut l'être celle du SDLP en Irlande du Nord. L'opposant est figé dans une posture énonciative où l'altérité se conjugue sur le mode binaire « ils / nous » (« they / we »).

L'adversaire désigné par les propos de Kadima est constitué alternativement de l'Autorité palestinienne et des Palestiniens ; nous n'avons relevé que peu d'indices faisant état d'une personne tierce – le Likud ou le parti travailliste. Seule une occurrence réfère à une instance autre, pouvant potentiellement indiquer les adversaires politiques directs de Kadima : « *Ceux qui sont très pressés ont demandé, à cause des élections, si le présent gouvernement s'est déjà engagé à un autre démantèlement si les contacts futurs avec les Palestiniens ne sont pas couronnés de succès*⁷¹⁷ » (« Vice Prime Minister E. Olmert's Speech »).

La figure palestinienne, désignée par les syntagmes nominaux « les Palestiniens » (« *Palestinians* ») ou « l'Autorité palestinienne » (« *Palestinian Authority* »), est essentiellement attachée à la question sécuritaire et territoriale ; son crédit politique est directement lié à sa capacité à stopper le terrorisme et à tenir ses engagements. Le lien politique et idéologique entre la violence terroriste et l'Autorité palestinienne apparaît central dans le discours d'altérité de Kadima : « *La clef de l'avancement du processus politique est pour les Palestiniens d'abandonner la voie de la terreur* » (« Vice Price Minister E. Olmert's Speech ») ou encore « *Le futur état palestinien doit être sans terreur*⁷¹⁸ » (« *Action Plan* »). L'association récurrente sur le site entre le terrorisme et l'Autorité palestinienne remet en cause le crédit politique de l'institution gouvernementale palestinienne. Le discours de l'altérité se construit pour partie par référence à l'espace public palestinien ; il implique donc Kadima dans des logiques discursives référant directement au conflit israélo-palestinien.

La figure israélienne est déclinée selon deux constructions lexicales, « *Jewih* » + substantif ou substantif + « *of Israël* » ; nous constatons cependant que le terme « *Jewish* » est généralement associé à une communauté humaine, « *population juive* » (« *Jewish people* »), « *nation juive* » (« *Jewish nation* »), alors que le déterminant Israël est agrégé fréquemment au territoire géographique et politique, « *Terre d'Israël* » (« *Land of Israël* ») et « *Etat d'Israël* » (« *State of Israël* »). Nous avons relevé une exception cependant, « *the Jewish Holy place* » mais la détermination lexicale réfère à un lieu saint donc « habité » par une idéologie religieuse, issue de la croyance humaine. Sur le site de

⁷¹⁷ « *Those who are in a rush asked whether, because of the elections, the present gouvernement has already committed to another disengagement if the future contacts with the Palestinian are not successful* ».

⁷¹⁸ « *The key to moving the political process forward is for the Palestinians to abandon the path of terror* », « *The future Palestinian state must be free of terror* ».

Kadima, l'identité israélienne semble donc bâtie sur la judaïté ; le texte « Yes to Kadima » renvoie d'ailleurs à plusieurs éléments constitutifs de celle-ci, tels que le thème de l'héritage juif ou encore la nécessité d'une interconnexion diasporique entre les communautés juives du monde entier. L'identité israélienne sur le site de Kadima est donc en premier lieu une identité juive qui se définit par un discours politique dont l'altérité – essentiellement exogène - reste modérée, mais dans laquelle le territoire occupe une place prépondérante.

Le multimédia permet d'appuyer, sans l'hypertrophier, l'identité du parti largement fondée sur la figure de son leader charismatique, A. Sharon.

Le site du Likud, contrairement aux indices d'une altérité prononcée dans sa page d'accueil, propose un site qui, au-delà du niveau 0 de la page, produit un discours relativement neutre et factuel. En effet, en dehors de plusieurs rubriques qui sont en construction, telles que « Le programme du Likud », « Les municipales », « Les activités sur le terrain » pouvant receler les marques d'une certaine altérité, les propos du Likud demeurent très descriptifs et explicatifs. Ils détaillent la constitution du parti, les événements marquants en Israël et pour le Likud, les communiqués de presse des douze derniers mois : mais, point de manifeste politique en ligne qui aurait pu témoigner d'une altérité marquée. La parole engagée de la page d'accueil est une parole de façade qui ouvre sur une profondeur discursive atone ; l'hypothèse d'une corrélation entre le niveau de la page écran et la gradation de la représentation de l'altérité n'est pas validée sur le site du Likud. Le parti de B. Netanyahu offre à l'internaute une vision extrêmement pragmatique du mouvement et de sa politique. Il y a peu de traces d'une altérité endogène (vis-à-vis des autres partis israéliens) ou exogène (vis-à-vis de l'Autorité et les partis palestiniens) dans les strates inférieures du site.

La parole du Likud sur internet est un dire technique (« Le règlement intérieur du Likud »), administratif et bureaucratique avec la rubrique « Les institutions du mouvement », et médiatique par l'utilisation de vidéos. L'écrit semble davantage être réservé à un discours pédagogique et le multimédia à l'expression d'une parole politique plus engagée. C'est le cas des trois vidéos diffusées sur le site ; dans chacune d'elle B. Netanyahu est mis dans une situation de discours différente. La première le représente interviewé sur une chaîne américaine HBO, la seconde diffuse de son intervention à l'assemblée annuelle des communautés juives à Los Angeles ; la troisième enfin est une interview en hébreu sur la politique économique d'Israël. Les deux premières vidéos réfèrent notamment à la question du nucléaire en Iran et du danger potentiel qu'il constitue pour Israël ; B. Netanyahu répond aussi aux accusations qui sont parfois faites à l'Etat d'Israël de « se comporter en Nazi » à l'égard des populations palestinienne et libanaise. Il y a donc dans ces vidéos une réaffirmation politique et identitaire contre un discours issu de l'altérité. Elles rendent centrale la place du leader politique dans la construction de l'identité israélienne et de sa représentation dans le monde, alors que le site centre davantage le discours sur l'identité du parti.

Celle-ci est d'ailleurs, en dehors des points que nous avons signalés dans le chapitre précédent, une identité profondément politique et électoraliste. Seuls quelques éléments lexicaux permettent de la relier explicitement au territoire et à la nation israélienne, mais l'identité du Likud est effacée derrière l'identité nationale, « *Etat d'Israël* », « *l'intérêt*

national israélien », « *la souveraineté d'Israël* », et s'oppose à la nation palestinienne. C'est à cet endroit précis qu'apparaissent les marques d'une altérité exogène : « *une série d'attaques dures des Palestiniens* », « *attaques des terroristes* » (« Événements marquants »), « *l'activité terroriste du Hamas* », « *état ennemi* », « *des activités terroristes contre Israël* » (« Communiqués de presse »). L'adversaire (palestinien) est très fréquemment associé à un faire violent et terroriste ; on observe donc, à certains endroits du site, l'expression d'une altérité patente. La systématisation de l'association entre un agir terroriste et les termes palestinien et Hamas est une façon de stigmatiser et de délégitimer l'agir politique de l'Autorité palestinienne. Une seule occurrence distingue l'agir politique et légitime « *d'un gouvernement palestinien modéré* » de celui totalement illégitime du Hamas dans la rubrique « Communiqués de presse ».

Le multimédia permet d'étayer et d'amplifier une représentation identitaire faible dans les strates inférieures du site du Likud. Les discours d'altérité sont présents sur les sites du Likud et de Kadima, mais à des degrés divers et selon des logiques politiciennes divergentes. La parole politique du Likud sur internet est à l'image de son site, inachevée.

2-2-2 L'UUP et le SDLP

Nous avons précédemment observé que les deux partis nord-irlandais présentaient une rhétorique visuelle assez proche, faisant d'eux des partis modérés arborant une mise en page se rapprochant du marketing politique.

L'UUP est sans conteste le parti qui affiche le plus explicitement sa détermination à parler au nom d'une communauté rassemblant les Unionistes mais aussi l'ensemble de la population nord-irlandaise – catholique et protestante. Ce principe est exposé dès le slogan de la page d'accueil « *For all of us* », et revient de façon récurrente dans les différents textes politiques présents sur le site. Sur le site de l'UUP, l'identité s'exprime à partir de la notion de communauté, représentée par le parti lui-même comme le foyer idéologique de sa politique. Celle-ci se décline en quatre moments énonciatifs : une communauté de parti – l'UUP, une communauté politique et sociale – les unionistes protestants –, une communauté régionale – incluant l'ensemble de la population nord-irlandaise, et enfin une communauté nationale rattachée au territoire du Royaume-Uni. Il y a entre ces différents groupes des rapports d'exclusion et d'inclusion discursifs identitaires et politiques, qu'il nous semble intéressant de préciser.

Le premier degré de l'énonciation est présent dans deux documents, « *A Northern Ireland for everyone* » (« *Une Irlande du Nord pour chacun* ») et dans le Manifeste 2007 du parti. Ces textes, qui sont des discours politiques de facture très classique, opposent l'énonciateur - l'UUP, désigné dans les deux cas par le pronom « *we* » - à une altérité englobant le DUP et le Sinn Féin - désignés par un agir politique individualiste et donc pénalisant pour la société nord-irlandaise : « *Le DUP et Sinn Féin sont plus intéressés par la polarisation de notre société plutôt que trouver les façons de nous unifier*⁷¹⁹ ». L'UUP confronte ce qu'il nomme une « *politique normale* » à une politique fondée sur « *une bataille constante entre nous et eux*⁷²⁰ » qu'il attribue aux Sinn Féin et au DUP. L'utilisation par l'UUP d'un argument *ad hominem* à partir d'une modalisation du discours

⁷¹⁹ « *The DUP and Sinn Féin are more interested in polarising our society rather than finding ways of uniting us* ».

fondée sur la dualité Nous / Eux est particulièrement intéressante dans la mesure où elle provoque un « chiasme » idéologique et politique :

« une bataille constante entre nous (UUP) et eux (Sinn Féin, SDLP, DUP) » → BA

↳ **EUX** (les extrémistes du Sinn Féin et du
DUP) / **Nous** (UUP) → AB

Cette figure de construction basée sur le schéma AB / BA s'appuie sur la critique d'une altérité seconde forte (AB) et crée un premier niveau d'altérité, opposant l'UUP aux trois autres partis (BA). L'UUP différencie par ce procédé un discours d'opposition modéré fondé sur le bon sens politique (BA) et une rhétorique fondée sur une politique passiste (AB), « *une politique du passé, tribale et dissidente*⁷²¹ ».

Par le terme « *communauté* » (« *community* »), l'UUP désigne le second et le troisième degré de l'énonciation ; le pluriel différencie la communauté nord-irlandaise (« *communities* »), incluant les protestants et les Catholiques, de la communauté unioniste (« *community* »). La communauté au singulier renvoie donc aux Unionistes, alors que le pluriel réfère systématiquement à une communauté œcuménique. Elle est déterminée par plusieurs occurrences qui ont une valeur quasiment performative, dans le sens où leur énoncé fonctionne comme un faire politique : elle est présente dans les titres de documents « A Northern Ireland for All of Us (souligné par nous) », les tournures phrastiques, « *Il est temps maintenant de se concentrer sur les problèmes quotidiens qui nous affectent tous* », « *un endroit meilleur pour nous tous* » ou encore « *Les Unionistes d'Ulster se consacrent à bâtir des communautés plus fortes, plus sûres, plus justes, dans lesquelles tous les enfants peuvent s'épanouir[...] Nous ne pouvons supporter de voir nos voisins ou nos communautés abandonnés au désespoir*⁷²² ». Il y dans le manifeste politique de l'UUP un glissement de l'énonciation, puisque d'une communauté unioniste singulière – basée sur un Nous exclusif – le discours progresse jusqu'à un Nous inclusif et globalisant, concentré dans l'expression « le peuple d'Irlande du Nord » (« *the people of Northern Ireland* »).

Cette dernière occurrence conduit au dernier degré de l'énonciation, qui est directement lié au terme « *Irlande du Nord* » (« *Northern Ireland* »). La communauté devient le territoire (géographique, politique et social) et inversement ; elle est surtout incluse dans un autre territoire, le Royaume-Uni : « *Les Unionistes d'Ulster sont fiers de la place de l'Irlande du Nord dans un Royaume-Uni pluraliste, moderne et varié. Nous croyons en une Irlande du Nord diverse culturellement dans laquelle les droits de tous*

⁷²⁰ « *normal politics* », « *a constant battle between them-and-us* ».

⁷²¹ « *the tribal, divisive politics of the past* ».

⁷²² « *A Northern Ireland for All of Us* », « *It's now time to concentrate on the everyday issues which affect all of us* », « *a better place for all of us* », « *Ulster Unionists are committed to building stronger, safer, fairer, communities where all children can flourish [...] we cannot stand by and watch any of our communities or our neighbourhoods be abandoned to despair* »

*sont garantis à l'intérieur de l'Union*⁷²³ ». L'UUP présente le dernier degré de la communauté comme la condition d'un mieux social, économique et politique. Le territoire n'est explicite que dans les deux derniers niveaux de l'énonciation, il est régional (« *Northern Ireland* ») et national (« *United Kingdom* »).

L'identité de l'UUP se construit à partir d'une communauté évolutive, qui place l'embrasseur de personne « *nous* » (« *we* ») à différents niveaux de l'argumentation ; la modalisation du discours politique de l'UUP est donc subordonnée à un Nous pluriel. Cette pluralité énonciative est encore compliquée par un Nous méta, celui du primo-énonciateur (l'UUP). Celui-ci est un Nous programmatique et presque moralisateur, placé non pas en dehors de la communauté nord-irlandaise mais directement lié au terme « *Unionistes d'Ulster* » (« *Ulster Unionists* »). Ce Nous semble être dans une position spectatorielle à l'égard de la situation en Irlande du Nord : « *Les Unionistes d'Ulster se consacrent à bâtir des communautés plus fortes, plus sûres, plus justes [...]. Nous croyons qu'en construisant des communautés plus fortes nous pouvons faire de la société une place meilleur pour tous*⁷²⁴ ».

Le discours de l'UUP fonctionne donc à la fois sur une stratégie d'exclusion d'un discours d'altérité (Sinn Féin et DUP) et d'inclusion par l'intermédiaire d'un Nous régional nord-irlandais.

Le discours politique du SDLP est la continuation de l'identité visuelle affirmée dans les pages-écran du site : la revendication d'une identité irlandaise et pas seulement nord-irlandaise, le souhait d'une Irlande égalitaire et le refus d'une société polarisée. Le site du SDLP appuie son argumentaire sur des éléments classiques de la rhétorique - argumentation, contre-argumentation - et ne se sert pas des potentialités du multimédia. L'ethos politique occupe une place prépondérante dans le dire du SDLP. Une fois encore, internet permet au parti de développer complètement et simultanément son propos, de le rendre accessible dans une unité de temps et de lieu inédite, de le thématiser autour de grands axes tels que le leader politique, les femmes, l'économie ou la ségrégation. Le dispositif internet permet au SDLP de concentrer en ligne une richesse discursive qui est dispersée hors-ligne ; mais il n'y a pas sur ce site d'emphase politique et identitaire par le biais du multimédia. Internet est utilisé ici comme une chambre d'échos, un vecteur d'idées politiques mais non comme le catalyseur d'une identité.

Le SDLP développe sur son site deux identités se complétant l'une et l'autre : la première est l'identité sociale et culturelle irlandaise, elle est reliée directement au territoire, « *une Irlande unie* » (« *A United Ireland* »), et à la langue « *la langue Irlandaise* » (« *Irish Language* »). La seconde est une identité politique, républicaine qu'il oppose au Sinn Féin et au DUP.

Le premier niveau de l'identité empiète largement sur l'identité politique dans la mesure où le SDLP expose un agir politique fondé sur l'objectif premier d'une Irlande

⁷²³ « *Ulster UNionists are proud of Northern Ireland's place in the diverse, pluralist, modern, United Kingdom. We believe in culturally diverse Northern Ireland in which the rights of all secured within the Union* ».

⁷²⁴ « *Ulster Unionists are committed to building stronger, safer, fairer communities [...]. We believe that by building stronger communities we can make society a better place for all of us* ».

réunie. Le territoire - politique, géographique, social et culturel - est un élément central de la rhétorique du parti républicain. Nous le retrouvons dans la majorité des documents publiés par le SDLP : « History », « A United Ireland and the Agreement » (« Une Irlande unie et l'Accord [du Vendredi Saint] ») et dans le manifeste du parti. L'écrit relaie donc le visuel de la page d'accueil, où déjà plusieurs points d'ancrage permettaient de sérier les orientations discursives et idéologiques du parti : les couleurs de la page (rouge, orange et vert) symbolisant le drapeau irlandais, la rubrique « North/south make senses » mise en exergue. Le territoire est déterminé par la communauté irlandaise ou anglaise puisque le SDLP oppose l'expression « *United Ireland* » à « *United Kingdom* ». Le document « A United Ireland and the Agreement » précise cette différence et stipule que le territoire futur doit être le fruit d'un choix de la part de toute la population nord-irlandaise ; l'agir et le dire politique du SDLP se définissent donc autour d'un territoire unique et réuni : « *Le SDLP cherche l'accord des partis de toute l'île que l'Accord supporte indépendamment du fait que nous soyons dans le Royaume-Uni ou dans l'Irlande Unie*⁷²⁵ ». Par ailleurs, le SDLP différencie dans ce même document, ce qu'il nomme « *Agreed Ireland* » (« Une Irlande de "l'Accord" ») et « *United Ireland* » ; il oppose ainsi un territoire issu des accords purement politiques sans réelle volonté de la société civile à un territoire identitaire collectif, fruit de l'approbation de toute la population : « *Le but du SDLP a non seulement été de garantir une Irlande consentie, mais aussi d'aller plus loin et de réaliser une Irlande Unie*⁷²⁶ ».

Le SDLP attache également le territoire à une double identité, fondée sur la langue et la communauté d'appartenance ; l'Irlande unie devra tenir compte de la pluralité des communautés, « *L'Irlande offre un foyer non seulement à ceux qui sont irlandais, mais aussi à ceux qui sont britanniques*⁷²⁷ ». Le SDLP évoque dans un chapitre du manifeste l'importance de la langue comme caractérisation d'une identité, « *Delivering for the Irish Language* » (« Sauver la langue irlandaise »).

Le second niveau d'identité concerne davantage l'identité politique du parti ; elle est construite en rapport aux autres partis, et plus particulièrement en opposition au Sinn Féin et au DUP. En fait, le SDLP se définit par un dire politique caractérisé par une forte altérité ; nous la retrouvons dans le contenu de nombreux textes mais aussi dans la nature des documents proposés. Ainsi, plusieurs textes rassemblés dans la rubrique « *Political Documents* » présentent des intitulés montrant un dire politique libéré des contingences médiatiques traditionnelles : « *12 things they don't want to know* » (« *12 choses qu'ils ne veulent pas savoir* »), « *DUP Myths exposed* » (« *Les mythes du DUP exposés* ») et « *10 Dos and Don'ts to get politics working again* » (« *10 choses à faire et ne pas faire pour retrouver une politique qui fonctionne* »). C'est précisément dans ces productions discursives qu'internet prend tout son sens politique ; le dispositif qu'il engendre permet de créer des îlots énonciatifs extrêmement polémiques qui ne pourraient avoir cours dans la presse écrite ou audiovisuelle. Un site internet offre des conditions de

⁷²⁵ « *The SDLP is seeking the agreement of all the island's parties that the Agreement endures regardless of whether we are in the United Kingdom or United Ireland* ».

⁷²⁶ « *the SDLP's goal has not only been to secure an Agreed Ireland, but also to go further and achieve a United Ireland* ».

⁷²⁷ « *Ireland offers an inclusive home not only to those who are Irish, but also to those who are British* ».

production et de conservation de l'information inédites :

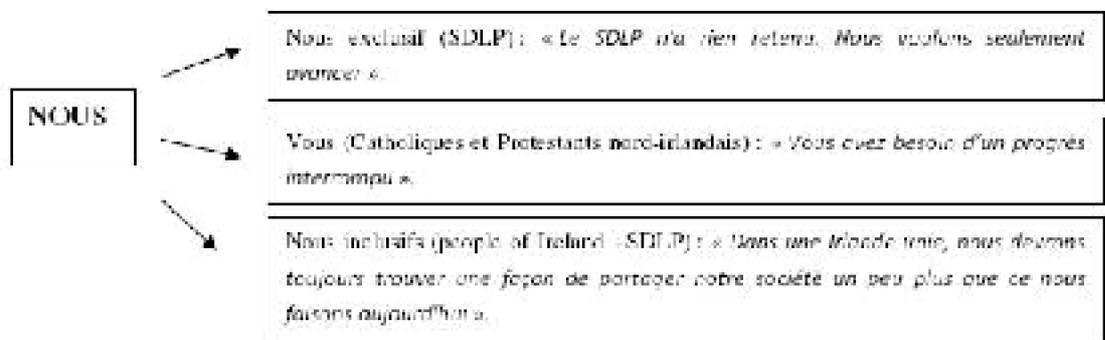
- une temporalité non tributaire de l'événement,
- un lieu unique de diffusion et donc de consultation,
- un espace de stockage des données presque illimité.

C'est la concentration de ces trois paramètres, associée à l'hypertextualité et au multimédia, qui fait d'internet l'endroit idéal de l'argumentation et de la contre-argumentation politique et donc de l'emphase identitaire.

La rubrique « Political Documents » est le prétexte à la mise en scène d'une altérité explicite, contre laquelle se définit l'agir du SDLP ; la figure politique du SDLP s'oppose radicalement au Sinn et au DUP – qu'il associe presque systématiquement dans son discours : « *Ni le DUP ni le Sinn Féin n'ont montré d'enthousiasme pour une société partagée* » (« 10 Dos and Don'ts to get politics working again »), « *Le DUP et Sinn Féin veulent que leurs propres ambitions deviennent l'agenda populaire dans cette élection* »⁷²⁸ (« Manifesto 2007 »). L'agir du SDLP s'affirme donc comme une politique de correction à un état préalable insatisfaisant.

Le dire du SDLP se conjugue à partir d'un constat d'échec et construit une énonciation axée sur un double Nous : un Nous politique et exclusif (celui du SDLP) et un Nous collectif (les deux communautés), matérialisé notamment dans les expressions « *peuple d'Irlande* », « *toute notre population* », « *tous les enfants de la nation* »⁷²⁹.

La modalisation du Nous se réalise donc autour de trois marqueurs de personnes (« Manifesto 2007 ») :



730

⁷²⁸ « *Neither the DUP or Sinn Féin has shown much real enthusiasm for a shared society* », « *The DUP and Sinn Féin want their ambitions for themselves to become the people's agenda in this election* ».

⁷²⁹ « *people of Ireland* », « *all our people* », « *all the children of the nation* ».

⁷³⁰ « *The SDLP has held nothing back. We only want to move forward* », « *You need non stop progress* », « *In a united Ireland we will still need to find a way of sharing our society as equals every bit as much as we do today* ».

Le Nous s'affirme également dans un rapport d'altérité politique classique, Nous / Ils : « *Le DUP doit encore nous donner une réponse détaillée à cela. C'est pourquoi nous nous demandons s'ils sont sérieux dans ces négociations*⁷³¹ ». ».

Le SDLP lie étroitement le territoire politique et identitaire ; il exprime une identité fondée sur la réunion de deux communautés et de deux terres. L'Irlande unie est le moteur de l'agir et du dire politique du SDLP, qui produit par ailleurs un discours d'altérité plus marqué que l'UUP.

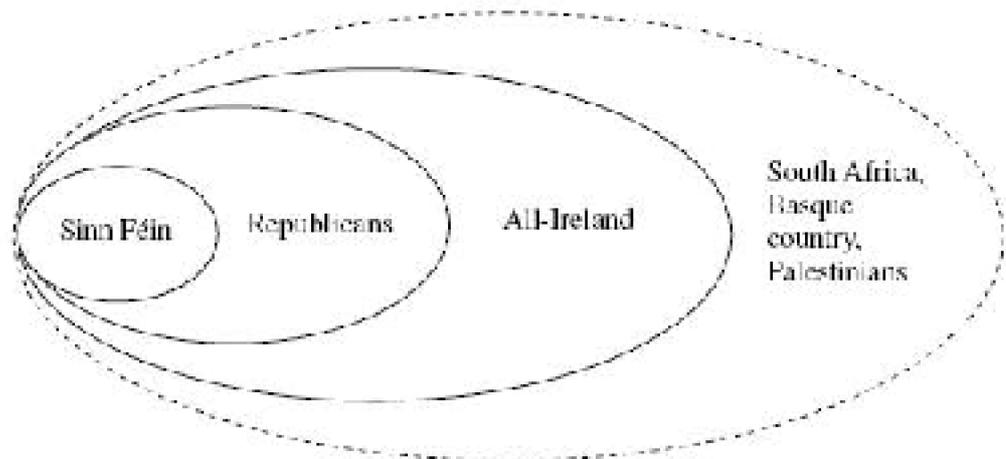
Afin d'asseoir leurs discours politiques et leurs stratégies d'altérité, les deux sites nord-irlandais - l'UUP et le SDLP - n'emploient pas le multimédia et ne mettent donc pas au profit de l'idéologie toutes les possibilités d'internet. Ils en usent davantage comme d'une caisse de résonance des stratégies discursives mises en place dans la vie militante non-connectée ; dans la version actuelle des sites, ils ne l'envisagent pas comme le moyen de développer des discours d'altérité en ligne ou d'optimiser la diffusion d'une idéologie au format podcast ou en flux RSS. Dans les deux cas, l'hypertexte facilite l'accès de l'internaute à une base documentaire caractérisée par des thématiques qui ressortent du marketing politique classique - économie, société, environnement - et du discours d'opposition traditionnel.

Kadima, le Likud, le SDLP et l'UUP dessinent sur leur site respectif des identités qui fonctionnent certes sur une opposition politique, mais cette altérité reste modérée. Elle est pragmatique, stratégique mais ne nous relève pas de logiques altéricides radicales.

2-3 La primauté du concept de communauté : le Sinn Féin et la « grande Irlande »

Nos analyses des chapitres précédents ont précisé la centralité du leader sur le site du Sinn Féin et son rapport à l'altérité. Ces deux aspects contribuent à l'identité du parti politique dirigé par G. Adams. Nous allons concentrer maintenant notre étude sur la primauté du concept de communauté(s) représenté dans les discours en ligne du Sinn Féin. Ce site propose incontestablement l'arborescence la plus complexe de tous les sites étudiés ; le parcours réticulaire est à la fois multiple et redondant. Cette caractéristique spatiale et dispositive produit une identité alambiquée et confuse, car à la fois très universelle et extrêmement singulière. L'identité du Sinn Féin se veut celle des Républicains mais également celle de toute l'Irlande, population et territoires compris. Nous avons relevé au moins quatre niveaux d'identité ; il n'y a pas, comme dans le site du SDLP, de gradation de l'identité et c'est ce qui rend la représentation identitaire du Sinn Féin compliquée. Elle est construite autour du tryptique : territoire, unité et égalité. Le multimédia, très présent comme nous l'avons précédemment signalé, participe à l'accompagnement de ces identités et de l'idéologie du Sinn Féin.

⁷³¹ « *The DUP have yet to give us a detailed response to it. That's why we wonder if they are serious in these negotiations* ». ».



La première instance de l'identité du Sinn Féin est un Nous politique et nationaliste. Il est omniprésent dans tous les documents en ligne et dans le manifeste du parti: « *Le Sinn Féin a conduit le processus de paix. Comme seul parti de toute l'Irlande, nous continuons à conduire l'agenda pour un changement positif*⁷³² ». L'identité nationaliste du Sinn Féin se revendique dans des figures historiques de la résistance ; elles sont irlandaises, comme Wolfe Tone ou James Conolly, républicaines nord-irlandaises comme Bobby Sands – l'un des grévistes de la faim mort dans les prisons d'Ulster, elles sont aussi internationales, comme Nelson Mandela. L'identité nationaliste est une identité faite de références externes ; elle mobilise des modèles de résistance à un Etat. Les figures d'autorité du Sinn Féin sont celles de l'ANC, du paysbasque ou des Palestiniens. Le Sinn Féin ne revendique pas leur mode d'action mais leur capacité à se forger une identité politique fondée sur la résistance à l'ordre établi : « *Le Sinn Féin a été au premier rang de la résistance des peuples nationalistes* ». Le premier niveau de l'identité du Sinn Féin est la fois supranational et diachronique ; il s'inspire de toutes les révolutions : « *Les Irlandais unis ont pris leur inspiration de la Révolution française* » (« Introduction to Sinn Féin ») ou « *Inspiré par la protestation étudiante en France(1968)*⁷³³ » (« History of the conflict »). L'identité nationaliste est polyphonique dans le sens où elle se construit partiellement à partir d'autres faire et d'autres dire que le sien. Elle est universelle par le combat qu'elle entend représenter.

Le second niveau de l'identité du Sinn Féin est républicain. Il est à la fois politique, social et culturel ; il représente le groupe que le Sinn Féin nomme génériquement « *les Républicains* » (« *the republicans* ») et s'insère dans l'ensemble lexical pluriel « *les communautés* » (« *communities* ») : « *Nous reconnaissons que tout notre peuple a souffert énormément à cause des divisions entre nos communautés*⁷³⁴ ». Dans cette phrase, sont présents trois des quatre niveaux de l'identité : le « *nous* » (« *we* ») réfère au

⁷³² « *Sinn Féin has driven the peace process. As the only all-Ireland party, we continue to drive the agenda for positive change* ».

⁷³³ « *The Sinn Féin has been the forefront of the resistance of the nationalits people* », « *The united Irishmen took their inspiration from the French Revolution* », « *Inspired by the student protest in France (1968)* ».

⁷³⁴ « *We recognise that all our people have suffered greatly because of the divisions between our communities* ».

Sinn Féin, le terme « *nos communautés* » (« *our communities* ») aux communautés républicaines-catholiques et unionistes-protestantes, et enfin « *tous nos gens* » (« *all of our people* ») à l'ensemble de la communauté nord-irlandaise. Néanmoins, dans tous les écrits du Sinn Féin, le terme « *republicans* » est le plus fréquent. Il y a une raison à cette domination d'une qualification par rapport à une autre ; elle se situe au niveau du sens du mot « *communities* » dans le discours du parti. En effet, le manifeste du Sinn Féin évoque par le terme « *communities* » d'autres types de communautés, celles des minorités étrangères, confessionnelles : « *L'Irlande n'est plus juste un pays de Catholiques, de Protestants et de Dissidents, composé de planteurs Irlandais de souche, et d'une puissance coloniale occupante, de voyageurs et de gens sédentaires [...] Mais l'Irlande devient maintenant le foyer de gens de toutes les régions du monde* ⁷³⁵ » (Manifesto 2007 »). La présence de ces nouvelles communautés sociales en Irlande du Nord semble induire dans le discours du Sinn Féin une sorte de solidarité de communautés impliquant, pour qu'elle se réalise, le passage linguistique et symbolique du terme « *communities* » - représentant la division entre Catholiques et Protestants - à celui de « *community* » - symbolisant l'unité de l'Irlande du Nord et de toute l'île d'Irlande.

C'est à là que se situe le troisième niveau de l'identité, visible sur le site du Sinn Féin. L'identité devient collective, ramenée à l'ensemble du territoire irlandais. Elle évolue vers la figure d'une identité de ré-union, à la fois sociale, politique et géographique. Ce palier identitaire est caractérisé par l'expression « *toute l'Irlande* » (« *All Ireland* »). Cette identité collective apparaît dans toutes les rubriques du site et dans tous les discours du Sinn Féin ; c'est le leitmotiv idéologique et terminologique identitaire du Sinn Féin. Elle définit le parti lui-même, « *le seul parti de toute l'Irlande* », l'institution politique « *le conseil ministériel de toute l'Irlande* », les bâtiments et les maisons « *l'architecture de toute l'Irlande* ⁷³⁶ ». L'adjectif « *toute* » (« *All* ») semble centraliser l'énergie politique du Sinn Féin ; c'est autour de lui qu'est construite l'unité irlandaise prônée par le parti. Le Nous devient alors collectif, national, irlandais et se conjugue avec l'adjectif et/ou l'adverbe « *all* » ; il s'affiche dans les expressions suivantes : « *tous les gens de cette île* », « *pour le bénéfice de tous* », « *nous partageons tous une responsabilité* », « *nous tous parmi nous* ⁷³⁷ ». Ces tournures lexicales conduisent l'internaute au topos dispensé par le discours du Sinn Féin, omniprésent sur le site : l'unité territoriale, politique et économique. Elle est concentrée elle-même autour de l'identité et du territoire irlandais, « *l'unité irlandaise* », « *le peuple de l'Irlande* », « *Nord Sud* ⁷³⁸ ». L'expression « *les gens d'Irlande du Nord* » (« *people of Northern-Ireland* »), patente dans d'autres sites, semble absente du discours du Sinn Féin. Cette carence lexicale est un signe politique et symbolique fort. Elle contribue syntaxiquement à argumenter en faveur d'une Irlande unie.

⁷³⁵ « *Ireland is no longer just a country of Catholic, Protestant and Dissenter, of native Irish, planter, and an occupying colonial power, of Traveller and settled people. [...]* ».

⁷³⁶ « *the only All-Ireland party* », « *All-Ireland ministerial council* », « *the All-Ireland architecture* ».

⁷³⁷ « *all the people of this island* », « *for the benefit of all* », « *we all share a responsibility* », « *all of us* ».

⁷³⁸ « *Irish Unity* », « *the people of Ireland* », « *North South* ».

L'arborescence et le rubriquage du site appuient également la stratégie discursive du Sinn Féin ; il y a donc ici une très forte corrélation entre la réticularité, la maquette et le discours du parti dans le site. Voici comment elle se présente schématisée dans un tableau :

Rubriques - 1 ^{er} niveau de profondeur SM	Sous-Rubriques - 2 ^{ème} niveau de profondeur	Sous-Rubriques - 3 ^{ème} niveau de profondeur	Documents - 4 ^{ème} niveau de profondeur
Politics (Politique)	Irish Unity (Unité Irlandaise)	Preparing for Irish Unity (Se préparer pour l'unité irlandaise)	10 documents traitant de ce thème, dont « A green paper on Irish Unity » (« Un rapport sur l'unité irlandaise »).
Politics	Policy Documents (Documents politiques)	Irish Unity	Sous cet intitulé sont regroupés 9 textes.
Peace Process (Le processus de paix)	Irish Unity	Irish Unity	Sous cet intitulé, 14 documents sont publiés, dont certains redondants avec la rubrique « Politics ».

Le thème de l'unité irlandaise s'expose donc très nettement dans les discours du Sinn Féin mais aussi dans l'agencement du dispositif interne du site. L'identité irlandaise, généralisante, collective y est hypertrophiée. Elle s'affiche également, au sein de différents articles ou rubriques, par la promotion de la langue irlandaise (gaélique) ou dans l'interface bilingue du site, mais aussi dans la boutique en ligne du parti. Le Sinn Féin est le seul parti à mobiliser ainsi toutes les potentialités du dispositif internet : vidéo, audio, écrit, flux Rss, commerce en ligne. Il allie très adroitement l'action politique (dire et faire) à l'interlocution virtuelle (voir et entendre dans un dialogue simulé entre l'internaute et les leaders du parti), au passage à l'acte (s'engager et acheter). Le Sinn Féin fait ainsi du militantisme en ligne un acte de communication politique complet.

Le quatrième niveau de l'identité est celui du rapprochement idéologique du Sinn Féin avec des identités extérieures à l'Irlande du Nord ; c'est une identité de solidarité (avec l'Afrique du Sud, le pays basque, etc.).

L'identité revendiquée par le Sinn Féin n'est pas une identité d'opposition, comme sur le site du DUP ; elle concentre la multiplicité communautaire rassemblée autour de l'unité irlandaise.

Les identités déclinées dans les différents sites sont toutes étroitement liées au territoire. Leurs rapports à l'altérité dépendent non seulement de l'état de la situation conflictuelle – dans le conflit entre Israël et la Palestine, et en dehors de celui-ci en Irlande du Nord - mais aussi du lien politique qu'elles ont avec le territoire. Deux communautés s'affrontent sur un même territoire en Irlande du Nord ; au Proche-Orient, deux nationalités, dont l'une possède un Etat et l'autre pas, s'opposent pour et sur une même terre.

Conclusion

Analyser les représentations autour des notions de territoire et d'identité, développées

dans la presse écrite et sur les sites internet des partis politiques, nous a permis de distinguer deux éléments principaux. En premier lieu, le territoire n'est jamais autant sacralisé que lorsqu'il est représenté par un tiers ; sacraliser le territoire permet d'activer des mécanismes de compréhension rudimentaires, binaires et souvent décontextualisés de l'événement. Ceux-ci sont fondés sur des altérités, idéologiques, politiques et géographiques, exacerbées et stigmatisées dans des représentations figées par des logiques parfois extérieures aux conflits eux-mêmes : l'intelligibilité de l'événement, son impact sur le lectorat appartenant ou non à l'espace public en crise, et la « rentabilité » du sujet traité pour le journal.

Ensuite, la différence majeure dans la représentation du territoire et consécutivement de l'identité dans les deux médias, réside selon nous dans la signification des termes « sacraliser » et « sacré ». Les médias *sacralisent* le territoire, c'est-à-dire qu'ils lui attribuent un caractère sacré, donc intangible, immuable ; la représentation médiatique le rend exclusivement transcendant. Dans le discours des acteurs politiques, via leur site internet, le territoire *est sacré*; il ne le devient par la médiation d'un tiers. Pour ces acteurs, le caractère sacré de la terre est immanent, conflictuel, agissant ; au-delà des événements, il demeure un territoire transcendant.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Parvenus au terme de notre étude et avant de rappeler les résultats auxquels nous sommes arrivés, nous devons mentionner quelques-unes de ses limites. Elles sont de deux ordres : l'un structurel, l'autre conjoncturel.

En premier lieu, les analyses que nous avons réalisées et les résultats que nous avons obtenus ont été très fortement conditionnés par la nature des dispositifs interrogés et par leurs origines. Ce premier point est étroitement lié à la diversité des supports de notre corpus, et au choix des titres de quotidiens et des sites internet. En effet, nous avons sélectionné notre corpus dans la perspective d'une sélection « équilibrée » des points de vue dans les deux conflits. Nous souhaitons pour chacun d'eux interroger les discours des principaux protagonistes médiatiques et politiques. Il nous fallait pour cela nous confronter à des quotidiens en arabe et en hébreu mais nous avons rapidement écarté cette possibilité pour les raisons linguistiques évoquées en introduction. Face à cette première impossibilité, nous avons dû repenser notre corpus de presse écrite de façon à proposer non pas un point de vue symétrique, mais une sélection de discours suffisamment stable pour pouvoir être analysée correctement. Ensuite, les difficultés de consultation de quotidiens étrangers a conduit à une seconde impossibilité, partielle cette fois-ci : l'impossibilité d'une analyse exhaustive de toute la matière du discours de presse. En effet, les archives du *Jerusalem Post* et du *Belfast Telegraph* ont été consultées sur des cd-rom, sur lesquels ne figurent pas les photographies.

Ces empêchements nous ont contraints à procéder à des analyses partielles dans certains cas ; cela ne nous a donc pas permis de vérifier de façon totalement affirmée la

validité des résultats auxquels nous sommes parvenus.

En second lieu, nous travaillons sur l'actualité conflictuelle, et celle-ci est extrêmement versatile. Nous avons donc dû à plusieurs reprises revisiter notre corpus, amender notre réflexion des nouveaux développements de l'actualité, et reconsidérer la validité de certains choix. L'Irlande du Nord est entrée dans une période post-conflictuelle, alors que la Palestine et Israël sont toujours en conflit. La Palestine a connu depuis 2005 de profonds changements politiques et elle est à présent divisée en deux. Les sites internet de certains partis politiques sont extrêmement dépendants de ces soubresauts conjoncturels et de ces moments d'intense conflictualité.

Ces contraintes ont certes handicapé notre analyse, mais elles l'ont en même temps enrichi puisque nous les avons saisies comme un méta-discours sur l'événement conflictuel. En effet, ne plus pouvoir accéder au site du Fatah, parce que l'hébergeur israélien n'en a pas renouvelé l'accès, est un indice important de la fiabilité du dispositif internet en temps de crise. Ces freins conditionnent non pas la nature des discours proposés sur ce média, mais questionnent fortement certaines croyances qui font d'internet le support et le vecteur par excellence de l'idéologie militante.

Ces difficultés et ces limites interrogent la validité d'un corpus mixte et la faisabilité de son analyse. Néanmoins, nous avons voulu saisir, en le sélectionnant, la diversité des discours produits par les acteurs dans les périodes de crise. La nouveauté de notre recherche semble précisément s'appuyer sur les logiques discursives des acteurs politiques sur internet et sur l'articulation de celles-ci avec celles des médias traditionnels.

Enfin, il nous faut garder à l'esprit que constater l'infaisabilité de certaines analyses ou leur imperfection participe du travail-même de la recherche, et que ces impossibilités sont en soi un élément de la réflexion entreprise ici.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus doivent être pensés comme la conclusion partielle d'une recherche qui devra s'enrichir d'analyses monographiques afin de vérifier, d'une part, la validité des résultats obtenus et, d'autre part, d'enrichir de nouvelles hypothèses la réflexion entamée ici.

Nous voulons présenter les réponses apportées à nos hypothèses de départ en reprenant le parcours de notre réflexion organisé en neuf chapitres. Procéder ainsi nous permet de penser les résultats dans la dynamique de notre travail.

La première partie nous a permis de poser les bases de notre réflexion, en définissant certaines notions centrales, en précisant les logiques d'acteurs dans l'espace public, (médias, Etat et acteurs politiques), et enfin de déterminer précisément le dispositif internet et la nature des discours proposés sur celui-ci.

Le chapitre 1 a permis de fixer la relation des acteurs politiques et de l'Etat au pouvoir, mais aussi de déterminer la place de l'idéologie et de la propagande inhérente à celle-ci. La notion de pouvoir conditionne la nature des rapports entre les acteurs politiques et l'Etat, mais aussi celle des instances médiatiques avec eux. Nous avons mis en évidence la complexité de ces rapports et de la notion de pouvoir, qui peut se comprendre à la fois comme l'enjeu symbolique d'une domination. Elle est aussi la concrétisation de l'autorité de l'Etat sur les autres acteurs et sur la société civile dans

l'espace public, notamment par le monopole et l'usage de la violence légitime.

Les médias sont au centre de ces enjeux de pouvoir, dans la mesure où, en tant que vecteur de l'information et de la représentation symbolique du pouvoir dans l'espace public, ils sont un des moyens matériels de la diffusion d'une idéologie, aux côtés d'autres instances telles que l'école, la famille, etc. Ces constats nous ont ensuite conduit à repenser la propagande dans les démocraties modernes, et non plus seulement à l'envisager comme l'apanage des régimes totalitaires.

Ces différents éléments doivent être pensés en rapport à la société civile, et donc nécessairement dans le cadre des situations conflictuelles analysées, en rapport avec des identités et des territoires. La particularité des conflits israélo-palestinien et nord-irlandais nous oblige à préciser les notions du religieux et du sacré, car elles conditionnent fondamentalement la relation symbolique de ces sociétés à la question du territoire. Le territoire, enfin, s'affirme et est représenté dans les médias comme l'enjeu politique premier des deux conflits. Nous avons montré qu'il est, avant cela et au-delà de cela, un enjeu symbolique fort, et qu'il fixe les identités dans les différents espaces publics touchés par les violences conflictuelles.

Dans le chapitre 2, nous envisageons la nature du dispositif internet, et les formes discursives supportées par lui. Auparavant, il nous a fallu questionner l'évolution de la société au regard de la généralisation de la communication de masse et du développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Face à un espace public élargi mais parcellisé, l'information et les moyens de sa diffusion ont subi un certain nombre de mutations. Ces changements sont également le fait du primat progressif du pouvoir économique sur le pouvoir politique. Face à cela, le discours des médias a évolué vers une information empreinte de technicité et de subjectivité. La narration journalistique a fait du sujet un élément central, laissant de côté le référent de l'événement. Cela a entraîné une information mettant de plus en plus en scène la sphère de l'intimité et centrant les représentations sur la subjectivité dans la représentation de l'événement.

Avec le développement d'internet, ce phénomène s'est renforcé puisque le dispositif a permis un accès facilité à la production d'une information individuelle et collective à la fois, généralement affranchie de la médiation journalistique. Avec internet, le sujet de l'énoncé peut désormais se poser en producteur de sa propre information et donc devenir le sujet de l'énonciation. Au-delà d'un nouvel accès à l'information et à sa production, le dispositif internet convoque de nouvelles logiques d'écriture et de lecture. L'écrit d'écran et l'hypertexte participent à redessiner l'espace informationnel et impliquent de la part de l'énonciateur (notamment l'acteur politique) de repenser les stratégies discursives traditionnelles.

Dans le cadre des situations conflictuelles étudiées, ceci pose la question d'une nouvelle forme d'engagement et de la spécificité du militantisme en ligne. En effet, si le chapitre 1 nous a permis de préciser les formes de diffusion de l'idéologie et les techniques de propagande dans ce que nous nommons la société non-connectée, le chapitre 2 montre que s'est développée sur internet une nouvelle forme de diffusion de l'idéologie militante.

La seconde partie de notre réflexion considère les relations entre médias, acteurs politiques et opinion publique dans l'espace public des conflits armés. Dans le chapitre 3, nous précisons la nature des conflits israélo-palestinien et nord-irlandais qui peuvent être considérés comme des conflits identitaires. Néanmoins, l'Irlande du Nord a connu la guerre civile, ce qui ne peut être le cas du conflit proche-oriental, puisque ce sont deux espaces publics qui s'affrontent. Le point de correspondance entre les deux conflits nous permet de poser la base comparative de notre objet d'étude.

L'un des modes opératoires des opposants à l'Etat dans ces conflits est la violence terroriste. Après avoir précisé la notion de terrorisme dans une acception générale, nous nous sommes intéressés au terrorisme dans notre étude de cas. Dans les deux conflits, l'acte terroriste produit a des visées politiques certaines mais le terrorisme kamikaze palestinien nous conduit à penser qu'il y a autre chose que du politique derrière cet acte. La qualification de fanatisme par les médias ajoute à ce terrorisme la dimension religieuse. Nous évoquons ici un premier niveau de violence, qui peut être généralement considéré comme une violence offensive. Pour répondre à celle-ci, les Etats et les gouvernements se dotent de moyens répressifs et produisent une contre-violence défensive, qualifiable dans certains cas et certaines périodes de terrorisme d'Etat.

Ce chapitre 3 nous conduit aux deux chapitres suivants. Le chapitre 4 pense les relations entre médias, Etat et espace public dans l'espace public en crise. Réfléchir à ces questions implique d'abord de revenir sur les fondements de l'espace public et sur l'épistémologie qui s'est intéressée à sa relation aux médias de masse et à l'opinion publique. Cela nous conduit à mettre en avant deux éléments essentiels dans la représentation médiatique, l'*agenda setting* et la théorie de la spirale du silence développée par Elisabeth Noëlle-Neuman

⁷³⁹. Le discours des médias est contraint une première fois par des logiques de « dicibilité » de l'information. Il l'est ensuite une seconde fois par un phénomène émergent, qui est celui du développement d'un discours parallèle sur internet. En effet, les nouvelles modalités discursives à l'œuvre sur internet conduisent les médias et les acteurs politiques à repenser leur rapport à l'espace public. La conception des médias comme lien social n'est pas du tout dépassée, loin de là, mais elle doit être repensée à la faveur d'un espace public devenu profondément médiatique et médiatisé. Dans ces nouveaux espaces de discussion et d'information, l'opinion publique renouvelle ses modes d'expression et engage des modes de consultation dans lesquelles elle se met elle-même en scène.

Face à ces phénomènes émergents, la place des médias traditionnels et leur rôle de tiers doivent être reprécisés dans le cas particulier des crises armées. Dans ces situations, les médias seraient toujours dans une attitude de balancement vis-à-vis de l'Etat, pris entre la diffusion du discours dominant produisant des représentations consensuelles et la revendication d'une autonomie de discours face à l'événement. Ces logiques se compliquent en temps de crise aigue, car les temporalités de l'événement sont resserrées. Le moment de la violence terroriste provoquerait dans les médias la conscience d'une responsabilité sociale et discursive vis-à-vis de la société civile et de

⁷³⁹ Noëlle-Neumann Elisabeth, «La spirale du silence», *Hermès*, 4, 1991.

l'action de l'Etat, qui les inciterait à suivre le discours de l'Etat. Ce *Consensus orthodoxe* laisse certes peu de place à une autonomie des médias dans les moments de violence intense, mais cette attitude de suivisme serait largement questionnée une fois le temps « chaud » de l'événement violent passé.

Cela nous engage néanmoins à penser que les médias jouissent d'une certaine autonomie dans l'espace public en crise mais que celle-ci est fortement oblitérée dans les moments les plus extrêmes de la violence, pas seulement du fait de la censure étatique mais aussi du fait de l'auto-responsabilisation des médias.

Le chapitre 5 revient sur la relation entre médias, acteurs politiques et terroristes. Il oppose deux théories qui sont celle des penseurs de la Contre-Révolution et celle développée par Michel Wieviorka et Dominique Wolton⁷⁴⁰. La première envisage l'autonomie des médias comme un facteur de désordre qui risque de gêner l'action de l'Etat face aux violences terroristes notamment. Deux éléments principaux sont avancés par ces théoriciens : les médias sont les « victimes consentantes » des terroristes. Il faut donc contenir leur propension à faire la publicité des terroristes ou des opposants à l'Etat. Ensuite, l'action terroriste peut avoir un effet contagieux sur d'autres groupes, c'est pourquoi il est nécessaire de contraindre l'adversaire physiquement, par la répression militaire, mais aussi psychologiquement et symboliquement, par le gain de l'opinion publique à l'action de l'Etat. Trois éléments viennent relativiser la complicité entre médias et terroristes, ou en tout cas nous permettent de penser que les choses ne sont pas si artificiellement établies dans l'espace public en crise. M. Wieviorka et D. Wolton interrogent fortement la pensée contre-révolutionnaire en lui opposant le fait qu'informer et informer durablement sur le terrorisme coûte cher. Ce premier point induit le second qui avance que le temps médiatique et le temps du terrorisme ne se rejoignent pas forcément.

Le territoire de l'information questionne également les logiques médiatiques, dans la mesure où il peut être compris comme le rapport entre le lieu de l'événement et le lieu de sa représentation médiatique. Plus les médias sont éloignés de la scène des violences, plus leurs discours sont libérés des contingences énoncées précédemment, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont plus autonomes face à l'événement terroriste. Ils sont plus autonomes vis-à-vis du pouvoir puisqu'ils n'appartiennent pas au même espace public que celui-ci, mais la latitude des représentations produites restent contrainte par un certain nombre de facteurs : le facteur économique, l'éloignement géographique, politique et identitaire vis-à-vis des auteurs des violences et de leurs victimes, etc. Ces différents éléments contraignent le discours médiatique d'une autre manière et ils impliquent des représentations discursives conditionnées par l'origine des violences (nationale ou internationale) et leur nature. Les attentats du 11 septembre 2001 ont par ailleurs créés une forme de schisme politique et médiatique dans les représentations de la violence terroriste dans la mesure où, désormais, il y a un avant et un après 11 septembre 2001.

Ces deux chapitres tracent donc une réalité complexe ; les médias sont ambivalents face au terrorisme dans le cadre des situations conflictuelles. Ils ne tiennent pas de positions réellement affirmées et celles-ci varient selon des critères géographique,

⁷⁴⁰ Wieviorka Michel, Wolton Dominique, *Terrorisme à la Une*, Paris, Gallimard, 1987.

temporel et économique. Néanmoins les rapports entre médias, Etat, acteurs politiques et terroristes doivent tenir compte de la place prépondérante et grandissante de l'opinion publique. Pourquoi grandissante ? Parce que celle-ci s'exprime désormais autrement que par les suffrages ou les sondages d'opinion ; elle se diffuse également sur internet. Internet ne fait pas d'elle une opinion publique mieux incarnée ou plus forte, mais une opinion exprimée sans médiation autre que technique. Et c'est cette absence de médiation symbolique qui lui donne l'illusion d'être mieux ou plus exprimée.

Le chapitre 6 débute la troisième partie de notre réflexion, consacrée à l'étude de cas. Il introduit la question de la violence et de sa représentation, et permet de préciser le type des violences à l'œuvre dans les deux conflits. A travers l'examen des violences réelles et symboliques représentées dans les médias, nous mettons l'accent sur des modalités d'action qui ne sont pas le terrorisme mais qui font ou ont fait néanmoins partie intégrante des conflits étudiés. Les logiques de bouc émissaire, les cruautés et les traitements dégradants, la dépréciation identitaire sont ou ont été le quotidien de ces conflits. Les événements survenus à l'école Holly Cross en Irlande du Nord ou le lynchage par la foule palestinienne de deux soldats au début de la seconde Intifada sont les exemples d'une violence réelle, derrière laquelle se cache une violence symbolique endémique. Les médias peinent à représenter la seconde, c'est pourquoi leurs représentations se centrent en premier lieu sur les attentats. A cet égard, les journalistes développent une véritable rhétorique des chiffres. Chiffrer les victimes d'un attentat ou d'un conflit revient à figer l'événement et à le fixer dans un cadre d'interprétation compréhensible par tous.

Avec le chapitre 7 commence véritablement l'étude de cas. L'analyse des pages d'accueil des sites des partis politiques permet de distinguer leurs positions idéologiques, et surtout d'étudier les techniques d'écriture et les stratégies argumentatives déployées sur internet. Les arborescences que nous avons réalisées rendent concrète la réticularité de ces nouvelles formes de discours politiques en ligne, et dévoilent une idéologie et un discours en strates. L'hypertexte les organise dans une logique qui n'est plus seulement celle de la linéarité mais celle du réseau, de l'intertextualité et de la paratextualité.

Cette première analyse examine les modalités énonciatives et discursives développées par les partis politiques sur internet et pose ainsi les bases des chapitres suivants, qui étudient le langage politique en crise, à travers donc les discours tenus dans la presse écrite et sur internet.

Le chapitre 8 fait état de la représentation du leader politique dans les deux médias, et montre que manifestement et, assez logiquement, les discours développés par les deux types de support ne se chevauchent pas. Le dispositif énonciatif et le sujet de l'énonciation divergeant, ce résultat n'est que la confirmation d'une différence dispositifive initiale. L'intérêt de l'analyse se situe là ; les deux médias placent l'auditoire (l'internaute ou le lecteur de presse) dans une position spectatorielle inédite et complexe. La complexité de la position de spectateur s'explique par la divergence du regard médiatique sur le leader politique : dans la presse écrite, le leader est figuré alors que sur internet il est davantage agi. Face à cette double médiation de la figure du leader politique, le spectateur peut avoir l'illusion de tenir une position de « presque-narrateur » omniscient. Pourquoi narrateur et pourquoi omniscient ? Narrateur parce que, devant

deux types de représentations distinctes, la nature spectatorielle de sa position l'oblige devant deux types de représentations distinctes à produire sa propre représentation et donc sa propre narration de l'événement, un récit hybride en quelque sorte. Omniscient ensuite, car la diversité des points de vue (l'un médiatisé et l'autre médiaté) et la quantité d'information produite, peuvent lui donner le sentiment de l'omniscience. Pourquoi presque ? Parce que selon nous, ce schéma ne peut être valable que dans la mesure où le spectateur n'est pas lui-même acteur de l'événement.

Par ailleurs, le média électronique donne une consistance nouvelle au leader politique ; il lui permet de retrouver une présence parfois effacée dans les médias traditionnels et de corriger éventuellement certaines représentations.

Le chapitre 9 constitue le dernier moment de notre réflexion et s'arrête à la question de l'altérité à travers les thèmes prépondérants de l'identité, du territoire et du sacré dans les deux conflits. Il s'attache aux acteurs, mais ceux-ci sont envisagés en relation avec un élément tiers. Cela nous permet d'envisager les logiques discursives à l'œuvre dans les deux médias selon une orientation différente, qui complète et appuie les résultats énoncés dans le chapitre précédent. Deux éléments saillants ressortent de nos analyses : d'une part, la nature de la médiation confère au territoire des valeurs différentes. La médiation de la presse hypertrophie le caractère sacré du territoire et sa relation à l'identité, alors que la médiation électronique représente des identités qui ne sont pas exclusivement définies par le territoire et son caractère sacré, mais par des enjeux politiques, idéologiques et identitaires. En d'autres termes, la représentation d'un tiers fige les altérités dans des schémas simplifiés, faisant souvent de l'identité l'expression forcée d'une contre-identité. Internet une nouvelle fois permet de corriger des représentations souvent univoques.

Les altérités se définissent sur internet non pas en opposition mais en rapport à un système constitué d'idéologie, d'identité et de territoire.

Nous voulons dire, enfin, que les différents résultats obtenus permettent une conclusion transitoire et non provisoire, car celle-ci appellerait une conclusion définitive. Or il nous semble que l'étude des médias, et *a fortiori* d'un média aussi évolutif qu'internet, ne peut proposer qu'une réponse en transit, réponse qui à son tour deviendra une nouvelle question.

L'étude de cas a permis de confirmer un certain nombre d'hypothèses, mais elle laisse en suspens certaines questions. Internet autorise un accès plus direct aux acteurs politiques et à leurs discours, cela n'est pas un fait nouveau. Mais ce n'est pas en ces termes que nous devons nous poser la question de la nouveauté des discours proposés surinternet. L'alternative de départ qui nous amenait à nous demander si la multiplication des sites internet constituait un niveau de représentations supplémentaires ou si, au contraire, internet ne faisait que reproduire un discours déjà existant, ne nous semble plus pertinente telle quelle. Il ne s'agit pas de savoir si internet produit des représentations supplémentaires, car la réponse est évidemment affirmative du point de vue de la quantité de ces représentations. En revanche, nous interroger sur les capacités d'internet à constituer un niveau supplémentaire de représentations nous semble pertinent et se fonde sur l'étude de la nature de l'information produite

Ensuite, penser internet sur le mode alternatif semble trop réducteur, au regard de ce que nous avons pu constater. Internet produit potentiellement des discours existants mais il le fait sous des formes nouvelles, et ces formes inédites incitent l'énonciateur (l'acteur politique par exemple) à proposer des stratégies discursives renouvelées et délivrées d'un certain nombre de contraintes. Les contraintes étaient structurelles ; sur internet, le discours des acteurs politiques est désormais affranchi de la médiation d'un tiers et n'est plus contraint par des logiques d'*agenda setting*. Les contraintes étaient conjoncturelles, sur internet, le dire politique n'est plus soumis à la censure traditionnelle en temps de crise. Enfin, les contraintes étaient discursives ; sur internet, l'écrit d'écran et l'hypertexte confèrent au dire et à l'agir politique une autre dimension, fondée sur la profondeur hypertextuelle et la communication multimédiatée.

Ces constats doivent être néanmoins nuancés. Tout d'abord, parce que les acteurs politiques restent dépendants des représentations produites par les médias traditionnels ; dans l'espace public, ils se définissent dans leur dire et leur agir politique en rapport à celles-ci, et ces représentations conditionnent partiellement les discours à l'œuvre sur internet. Ensuite, la censure sur internet est une réalité ; nous l'avons rencontrée. Elle s'exprime différemment puisqu'il ne s'agit plus de censurer le discours directement comme l'a fait le *Broadcasting Ban* en Grande-Bretagne ; il s'agit de le rendre techniquement inaccessible en bloquant le canal de diffusion (l'hébergeur du site). En elle-même, cette technique n'est pas nouvelle ; mais le fait qu'elle s'applique très facilement à un dispositif censé s'émanciper de toute autorité est intéressant. Internet n'est peut être pas soumis à l'autorité symbolique du pouvoir, mais il devient de fait soumis à une autorité technique (celle de l'hébergeur).

Ces affirmations nous permettent donc de répondre partiellement à notre problématique qui interrogeait la place d'internet et la nature des discours proposés sur ce média en temps de crise. Nous avons tenté de préciser cela en nous appuyant sur les théories et les recherches questionnant la place des médias traditionnels dans l'espace public et dans les moments de crise, car il nous semble que toute nouvelle étude doit savoir recourir à l'existant pour ensuite explorer de nouvelles pistes.

Les potentialités du dispositif internet et son « universalité » modifient-elles les discours et les formes de contre-discours dans les situations de conflits ? Nous pensons qu'elles les enrichissent de nouvelles possibilités discursives et donc, possiblement, de formes de censure et de propagande correspondantes. Et c'est précisément ce que nous avons voulu mettre en évidence dans notre étude. Les analyses du corpus de presse ont permis de faire ressortir le caractère souvent univoque des représentations des acteurs politiques dans les conflits, et c'est à partir de ce point que nous avons pu bâtir ensuite notre analyse sur internet. L'articulation des représentations entre les deux médias constitue l'élément charnière de notre étude et la nouveauté des analyses produites. Dans les deux conflits, internet permet aux acteurs politiques de construire une altérité multidimensionnelle. La première dimension est celle du territoire ; il y a le territoire géographique (l'Irlande du Nord, la Palestine, Israël) qui devient sur la page-écran l'expression visuelle d'une appartenance nationale. Il y a ensuite le territoire discursif (« l'Irlande Unie », « le Royaume-Uni », « la terre d'Israël ») qui s'affirme dans les discours des acteurs politiques comme la continuation du premier et l'affirmation de

l'identité. Il y a enfin le territoire virtuel de la page-écran que s'approprient les acteurs par l'organisation, la hiérarchisation de leurs discours, et la matérialisation de ceux-ci (hyperlien, hypertexte, multimédia). Les arborescences que nous avons réalisées sont la représentation visuelle de cela. La première dimension produit donc la représentation d'un territoire en conflit, qui se définit en réaction au territoire adverse.

La seconde dimension est étroitement liée à la première, puisqu'elle est celle de l'identité. Il s'agit certes d'une identité politique mais également d'une identité conflictuelle. Les discours produits par le DUP en Irlande du Nord montrent que, même dans une situation post-conflictuelle, une altérité forte continue à être exposée librement sur internet alors qu'elle est plus effacée dans les discours de presse. Cette seconde dimension se compose elle-aussi de plusieurs strates. Il y a en premier lieu l'identité politique ; c'est celle qui permet au leader politique de s'exprimer pleinement. Elle est présente dans le Manifeste des partis, dans les rubriques qui ont une visée programmatique (« Tackling the Tax Problem ») ou électoraliste (« SDLP Youth », « Les Jeunes », « Les Femmes », etc.). Il y a ensuite l'identité de communauté ; elle est au cœur des discours de l'altérité dans les conflits et se décline de manière ostentatoire dans les sites. Elle est modalisée par l'hypertrophie de la marque énonciative de l'altérité – Nous / Eux – par la prégnance du Nous communautaire, par des indices linguistiques (sites bilingues), iconiques (les drapeaux nationaux) et dans l'adresse URL (« .ie », « .co.il »).

Ces deux dimensions concourent à faire du leader politique une figure essentielle sur internet car, en devenant l'énonciateur principal du discours, il permet l'expression d'une altérité multidimensionnelle. Les sites internet des partis politiques semblent donc bien être le moyen de la représentation synchrétique des différentes formes de l'altérité dans les deux conflits.

Pour finir, notre accès aux différents acteurs du conflit est-il plus direct ? Techniquement oui, mais cela constitue-t-il un mieux communiquant ? Certains l'affirment, mais est-ce cela l'important lorsque l'on s'intéresse aux discours ? La question de ces accès plus directs aux acteurs politiques et à leurs discours ne doit pas nous faire oublier qu'ils sont au cœur d'une médiation technique et dispositive, même si celle-ci n'est pas une médiatisation. Cette médiation nouvelle donne l'impression que les discours et les acteurs politiques y sont présentés et non plus représentés. Cela est pourtant une illusion car, même sur internet, les acteurs politiques sont les metteurs en scène de leur représentation (réelle et symbolique) ; ils deviennent, au sens littéral, des *dei ex machina* : des dieux apparus au moyen d'une machine, qui proposent, hors les médias traditionnels, des clefs de compréhension et de « résolution » des conflits.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

Albert Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 2000, 127 p.

Althusser Louis, *Sur la reproduction*, Presses Universitaires de France, Paris, 1995, 314 p.

Arendt Hannah, *Penser l'événement*, Paris, Belin, 1989, 269 p. *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, 249 p. , *Le Système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, 313 p.

Pas de responsable, *Atlas historique d'Israël, 1948-1998*, Paris, Autrement, 1998, 112 p.

Babin Pierre, *Langage et culture des médias*, Tournai, Editions universitaires, 1991, 171 p.

Balibar Etienne, *Droit de cité*, Paris, Presses Universitaires de France, 219 p.

Balle Francis, *Médias et sociétés*, Paris, Edition Montchrestien, 1999, 811 p.

Barnavie Elie, *Une histoire moderne d'Israël*, Paris, Flammarion, 1998, 347 p.

- Barthes Roland, *La chambre claire*, Paris, Gallimard, 1994, 192 p.
L'obvie et l'obtus, Paris, Seuil, 1992, 282 p.
L'analyse structurale du récit, Paris, Seuil, 1981, 178 p.
Mythologies, Paris, Seuil, 1957, 233 p.
- Baudrillard Jean, *L'esprit du terrorisme*, Paris, Galilée, 2002, 46 p. *A l'ombre des majorités silencieuses*, Paris, Denoël, 1982, 114 p.
- Beaud Paul, *La société de connivence*, Paris, Aubier-Montaigne, 1984, 380 p.
- Bensayag Miguel, Aubenas Florence, *La fabrication de l'information : les journalistes et l'idéologie*, Paris, La Découverte, 1999, 109 p.
- Bertho-Lavenir Catherine, *La démocratie et les médias au 20^{ème} siècle*, Paris, Colin, 2000, 288 p.
- Bertrand Claude-Jean (dir.), *Médias. Introduction à la presse, la radio et la télévision*, Paris, Ellipse, 320 p.
- Bianchi Jean et Bourgeois Henri, *Les médias, côté public, le jeu de la réception*, Paris, Le Centurion, 1992, 133 p.
- Braud Philippe, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004, 281 p.
- Canetti Elias, *Masse et puissance*, Paris, Gallimard, 1986, 526 p.
- Cayrol Roland, *Médias et démocratie : la dérive*, Paris, Presse de Sciences Politiques, 1997, 114 p.
- Cazenave Elisabeth, Ulmann-Mauriat Caroline, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, Paris, Hachette, 253 p.
- Cesari Jocelyne, *Faut-il avoir peur de l'Islam ?*, Paris, Bibliothèque du citoyen, 1997, 131 p.
- Chaliand Gérard, *La persuasion de masse*, Paris, Laffont, 1992, 231 p. *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985, 192 p.
- Champagne Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, Editions de Minuit, 1990, 311 p.
- Charaudeau Patrick, *La télévision et la guerre*, Louvain, De Boeck Université, 2001, 163 p. *Discours d'information médiatique : la construction du miroir social*, Paris Nathan, 302 p.
- Clausewitz (Von) Karl, *De la guerre*, Paris, Ivrea, 2000, 931 p.
- Colas Dominique, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Bordas, 1997, 295 p.
- Dahlgren Peter, *Television and the Public Sphere. Citizenship, Democracy and Media.*, Londres, Sage, 1995, 312 p.
- Darras Bernard, *Image et média*, Paris, L'Harmattan, 1996, 270 p.
- Debié Franck, Fouet Sylvie, *La paix en miettes. Israël et la Palestine (1993-2000)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 448 p.
- Debray Régis, *Vie et mort de l'image*, Paris, Gallimard, 1992, 412 p. *Introduction à la médiologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999, 223 p.
- Deleuze Gilles, Guattari Félix, *Capitalisme et schizophrénie - Mille plateaux*, Paris, Minuit, 1980, 645 p.

- Derrida Jacques, Habermas Jürgen, *Le « concept » du 11 septembre*, Paris, Galilée, 2003, 244 p.
- Derville Grégory, *Le pouvoir des médias*, Paris, L'Harmattan, 1997, 176 p.
- Dray Joss, Sieffert Denis, *La guerre israélienne de l'information*, Paris, La Découverte, 2002, 125 p.
- Durkheim Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979, 647 p.
- Eco Umberto, *Lector in Fabula*, Paris, Le Livre de Poche, 1989, 314 p.
- Ellul Jacques, *Propagandes*, Paris, Economica, 1990, 364 p.
- Faligot Roger, *Nous avons tué MOUNTBATEN. L'IRA parle*, Paris, Jean Picollec, 1981, 227 p. *La résistance irlandaise (1916-1992)*, Rennes, Terre de Brume Editions, 1992, 277 p.
- Flichy Patrice, *L'imaginaire d'internet*, Paris, La Découverte, 2001, 272 p.
- Freches José, *La guerre des images*, Paris, Denoël, 1985, 173 p.
- Garcin-Marrou Isabelle, *Terrorisme, Médias et démocratie*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2001, 148 p.
- Gearty Conor, *Terror*, Londres, Faber, 1991, 176 p.
- Gervereau Laurent, *Les images qui mentent*, Paris Seuil, 2001, 452 p. *Inventer l'actualité*, Paris, La Découverte, 2004, 159 p.
- Girard René, *La violence et le sacré*, Paris, Hachette, 1990, 486 p. , *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982, 298 p.
- Gonnet Jacques, *Les médias et l'indifférence*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999, 147 p.
- Gramsci Antonio, *Les écrits politiques*, Tome I, Paris, Gallimard, 1974, 461 p.
- Granjon Fabien, *L'internet militant*, Paris, Apogée, 2001, 189 p.
- Habermas Jürgen, *L'espace public*, Paris, Payot, 1997, 325 p.
- Hobbes Thomas, *Léviathan*, Paris, Sirey, 1994, 780 p.
- Jeanneret Yves, *Y-a-t-il (vraiment) des technologies de l'information ?*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2000, 134 p.
- Jeannet Anne-Marie et Jamet Claude, *La mise en scène de l'information*, Paris, L'Harmattan, 1999, 299 p. , *Les stratégies de l'information*, Paris, L'Harmattan, 1999, 314 p.
- Jenkins Brian, «Responsabilities of the News Media - I», *Terrorism, Press and Media*, Londres, International Press Institute, 1980, non paginé.
- Keane John, *Media and Democracy*, Londres, Polity Press, 1991, 216 p.
- Koren Roselyne, *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mot du terrorisme*, Paris, L'Harmattan, 1996, 255 p.
- Lalande André (dir.), *Le Dictionnaire de la Philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.
- Lamizet Bernard, Silem Ahmed, *Dictionnaire encyclopédique des Sciences de*

- l'Information et de la Communication*, Paris, Ellipses, 1997, 590 p.
- Laqueur Walter, *Terrorism*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1977, 277 p.
- Lazar Judith, *Opinion publique*, Paris, Editions Sirey, 1995, 147 p.
- Lits Marc, *Récit, médias et société*, Louvain, Academia Bruylant, 1996, 177 p. (dir.), *Du 11 septembre à la riposte*, Louvain, De Boeck Université, 2004, 147 p.
- Manoni Pierre, *Un laboratoire de la peur, terrorisme et média*, Marseille, Hommes et Perspectives, 1992, 240 p.
- Martin Marc (dir), *Histoire et médias. Journalisme et journaliste français, 1950-1990*, Paris, Albin Michel, 1991, 305 p.
- Massoulié François, *Les conflits du Proche-Orient*, Paris, Casterman, 1993, 160 p.
- Mattelart Armand, *La communication monde*, Paris, La Découverte, 1992, 356 p.
- Mattelart Michèle et Armand, *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986, 263 p.
- Michaud Yves, *Violence et politique*, Paris, Gallimard, 1978, 231 p.
- Miller David, *Don't Mention the War*, Londres, Pluto Press, 1994, 368 p.
- Nodier Nicolas, *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées*, Paris, Métallié, 1995, 387 p.
- Pas de responsable, *L'opinion publique* (recueil de textes), Paris – La Haye, Mouton – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1981, 392 p.
- Peyronel Valérie, *Economie et conflits en Irlande du Nord*, Paris, Ellipses, 2001, 144 p.
- Quéré Louis, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, 214 p.
- Quintilien, *Rhétorique à Herennius*, texte établi et traduit en français par Guy Achard, Paris, Les Belles Lettres, 1989, 485 p.
- Reporters Sans-Frontières, *Les médias de la haine*, Paris, Coll. Cahiers libres, 1995, 153p.
- L'information dans le monde*, Paris, Seuil, 1989, 144 p.
- Riesman Denis, *La foule solitaire*, Paris, Arthaud, 1971, 383 p.
- Rosanvallon Pierre, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998, 379 p.
- Sauvy Alfred, *L'opinion publique*, Paris, Quadrige, 1997, 126 p.
- Schlesinger Philip, *Media, State And Nation*, Londres, Sage, 1991, 202 p.
- Sennet Richard, *The fall of public man*, New-York, W. W. Norton & Company, 1992, 408 p.
- Sibony Daniel, *Proche-Orient. Psychanalyse d'un conflit*, Paris, Seuil, 2003, 309 p.
- Taber Robert, *The War of the Flea*, St Albans, Paladin, 1972, 160 p.
- Tarde Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris, Collection Recherches Politiques, 1986, 214 p.
- Tchakhotine Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992, 605 p.
- Toffler Alvin, *La troisième vague*, Paris, Denoël, 1980, 623 p.

- Tudesq André-Jean, (dir.), *La presse et l'événement*, Paris-La Haye, Mouton, 1973, 181p.
- Urban Mark, *Big Boys' Rules : the SAS and the Secret Struggle Against the IRA*, Londres, Faber, 1992, 266 p.
- Veron Eliseo, *Construire l'événement*, Paris, Editions de Minuit, 1981, 176 p. *La sémiologie sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 230 p.
- Weber Max, *Le savant et le politique*, Paris, 10/18, 2002, 221 p.
- Wertheim Wim F., *Evolution and Revolution. The rising wave of emancipation*, Harmondsworth, Penguin, 1974, 416 p.
- Wieviorka Michel, Wolton Dominique, *Terrorisme à la Une : média, terrorisme et démocratie*, Paris, Gallimard, 1987, 259 p.
- Wolton Dominique, *War Game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991, 289 p.
- Penser la communication*, Paris, Flammarion, 1998, 401p.
- Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion, 1999, 240 p.
- Woodrow Alain, *Information, Manipulation*, Paris, Editions du Félin, 1991, 204 p.
- De l'usage des médias en temps de crise*, Paris, A. Moreau, 1979, 447 p.

OUVRAGES MÉTHODOLOGIQUES

- Amossy Ruth, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Nathan Université, 2000, 246 p.
- Bardin Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 291 p.
- Courtes Joseph, *Analyse sémiotique du discours : de l'énoncé à l'énonciation*, Paris, Hachette, 1991, 302 p.
- Ducros Oswald, Schaeffer Jean-Marie, *Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, Paris, Seuil, 1995, 668 p.
- Genette Gérard, *Seuils*, Paris, Seuil, 2002, 426 p. *Palimpsestes*, Paris, Seuil, 1981, 467 p.
- Gervereau Laurent, *Voir, comprendre, analyser les images*, Paris, La Découverte, 1994, 191 p.
- Greimas Algirdas Julien, *Du sens II*, Paris, Seuil, 1983, 245 p.
- Groupe d'Entrevernes, *Analyse sémiotique des textes*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 207 p.
- Heinderyckx François, *Une introduction aux fondements théoriques de l'étude des médias*, Liège, Editions du Céfal, 1999, 94 p.
- Joly Martine, *Introduction à la lecture de l'image*, Paris, Nathan, 1993, 128 p. *L'image*

- et les signes*, Paris, Nathan, 1994, 191 p.
- Kibedi Varga A., *Discours, récit et image*, Liège, Pierre MARDAGA, 147 p.
- Kristeva Julia, *Semeiotikè, recherches pour une sémanalyse*, Paris, Seuil, 1969, 381 p.
- Lavoine Yves, *Le langage des médias*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 140 p.
- Maingueneau Dominique, *L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1994, 268 p. *Analyser les textes de communication*, Paris, Dunod, 1998, 211 p. *Le contexte de l'œuvre littéraire. Énonciation, écrivain, société*, Paris, Dunod, 1993, 196 p.
- Meyer Michel, *La rhétorique*, Paris, « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 2005, 126 p.
- Mouillaud Maurice, Tétu Jean-François, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1989, 204 p.
- Olbrechts-Tetyca Lucie, Perelman Chaïm, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000, 734 p.
- Plantin Christian, *L'argumentation*, Paris, « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 2005, 127 p.
- Semprini Andréa, *Analyser la communication*, Paris, L'Harmattan, 1996, 270 p.
- Vetraino-Soulard Marie-Claude, *Lire une image : analyse du contenu iconique*, Paris, Armand Colin, 1993, 191 p.

LES CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES SCIENTIFIQUES

- Bres Jacques, « Du dialogique dans son rapport au dialogal. Dialogisme citatif, dialogismeresponsif », *Dialogisme, polyphonie : approches linguistiques*, ed. par Bres Jacques, Mellet Sylvie, Nolke Henning, Rosier Laurence, Louvain, De Boeck Université, 2005.
- Burt Ronald, "The social structure of competition", ed. par Nohria Nitin et Eccles Robert., *Networks and organizations : structure, form and action*, Boston: Harvard Business School Press, 1992, pas de pagination.
- Utard Jean-Michel, « Les frontières de l'hypertexte », *Inform@tion.locale*, ed. par Damian Béatrice, Ringot Roselyne, Thierry Daniel, Ruellan Denis, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 279-292.

LES DOSSIERS SPÉCIAUX ET LES CONTRIBUTIONS AUX REVUES SCIENTIFIQUES

- Arquembourg Jocelyne, « Les mutations des systèmes de médiation : la guerre du Golfe sur CNN, Antenne 2 et la Cinq », *Information et démocratie*, Françoise Massit-Follea et Jean Mouchon, *Feuillets de l'ENS*, 1997, p. 37-56.
- , « L'événement en direct et en continu. L'exemple de la guerre du Golfe », *Réseaux*, 76, Mars-Avril 1996, p. 31-45.
- Barthelemy Michel, « Evénements et espace public : l'affaire Carpentras », *Quaderni*, 18, 1992, pp. 125-140.
- Barthes Roland, « Le message photographique », *Communications*, 1, Paris, 1961. « Rhétorique de l'image », *Communications*, 4, Paris, 1964. « L'information visuelle », *Communications*, 1, Paris, 1961. « L'écriture de l'événement », *Communications*, 12, Paris, Novembre 1968.
- Bobrow Denis B. et Boyer Mark A., « Alone and/or Together ? Public Opinion and Collective Endeavours », *Peace Research Abstract Journal*, 2000, Volume 37, 5, 2000.
- Bourdieu Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, 318, Janvier 1973, p. 1292-1309. , « Sur le pouvoir symbolique », *Annale*, 3, 1977, p. 405-411.
- Chiclet Christophe, « Terrorismes et violence politique », *Confluences Méditerranée*, 20, hiver 1996-1997, 175 p.
- Conesa Pierre, « La violence au nom de Dieu », *La revue internationale et stratégique*, 57, printemps 2005, 193 p.
- Dayan Daniel, Veyrat-Messon Isabelle, « Espaces publics en image », *Hermès*, 13-14, 1994.
- Dayan Daniel, Proulx Serge, « Les théories de la réception », *Les dossiers de l'audiovisuel*, 51, 1993.
- Garcin-Marrou Isabelle, « L'événement dans l'information sur l'Irlande du Nord », *Réseaux*, 76, Mars-Avril 1996, p. 47-60. , « L'affaire Dutroux. De l'émotion à la mobilisation. », *Mots*, 75, Juillet 2004, p. 89-99.
- Garcin-Marrou Isabelle, Tétu Jean-François, « Seconde Intifada et Terrorisme. Une analyse des discours de la presse française », *AFRI*, 4, 2004.
- Gebner Georges, « Violence et terreur dans les médias », *Editions Unesco*, 102, 1990,
- Honoré Jean Paul, Tournier Maurice (dir.), « Discours de la violence au nom de la foi. », *Mots*, 79, Novembre 2005, 153 p.
- Jeanneret Yves, Souchier Emmanuel, « Pour une poétique de l'écrit d'écran », *Xoana, images et sciences sociales*, 6-7, 1999, p. 97-107.
- Lemaire Jacques, Susanne Charles, Thoveron Gabriel, « Médias : information ou manipulation ? », *La pensée et les hommes*, 40, 1999, 93 p.
- Marin Louis, « Pouvoir du récit, récit du pouvoir », p. 26, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 25, janvier 1979, p. 23-43.
- Mijolla-Mellor Sophie, Kiss Adam, « Représentations du terrorisme », *Topique*, 83, 2003, 210 p.
- Noelle-Neumann Elisabeth, « La spirale du silence. », *Hermès*, 4, 1974, p. 181-187.

Noyer Jean-Max (dir), « Guerre et stratégie. », *Les Cahiers du Numérique*, Volume 3,1, 2002, 199 p.

Poster Mark, « The Net as a Public Sphere ? », *Wired*, novembre 1995, p. 135-136.

Rheingold Howard, « Virtual Communities », *Whole Earth Review*, été 1987, p. 79.

Riffaterre Michaël, « La trace de l'intertexte », *La Pensée*, octobre 1980, 215, p. 3-18.

Wolton Dominique et alii, « Le nouvel espace public. », *Hermès*, 4, 1991.

LES CONTRIBUTIONS EN LIGNE

Centlivres Pierre, « Portée et limite de la notion de diaspora », *Cemoti- – les Diasporas* [en ligne], 1999, 30, [ref. du 13 mars 2007], disponible sur : <http://cemoti.revue.org/document638.html> .

Pas de nom d'auteur, « Chronique du conflit nord-irlandais », [ref. du 17 juin 2007], disponible sur : <http://www.arte.tv/fr/histoire-societe/histoire/Tabous-de-l-histoire/Irlande/1462298.html> .

George Eric, « Du concept d'espace public à celui de relations publiques généralisées », *Commposite*, Montréal, Québec, 1999. Disponible sur : <http://commposite.org/v1/99.1/articles/george4.htm> .

Lits Marc, « Espace public et opinion : de la presse écrite à internet. », [ref. du 04/05/2007], in dossier web *La fabrique de l'opinion publique*, paru le 16/10/2006, disponible sur : http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_dossier_web=20&id_article=2450 .

LES THÈSES, LES COLLOQUES ET LES TABLES RONDES

Froissart Pascal, « La rumeur sur Internet. Petite histoire des références », Conférence Internationale Francophone en Sciences de l'Information et de la Communication, 28 juin au 2 juillet 2003, Université de Bucarest.

Garcin-Marrou Isabelle, *Discours et pratiques journalistiques en démocratie : les relations Etats-médias face au terrorisme en France et en Grande-Bretagne*, thèse : dir. Michael Palmer : Paris 3 – Sorbonne Nouvelle : 1995 : 438 p.

Huchet B. et Payen E., *Figures de l'événement : médias et représentations du monde*, Colloque, INA, Paris, 2000, 192 p.

Saksik Eve, *Panorama des médias en Israël*, thèse : dir. Jacques BERRAT : Sociologie

: Paris 2 : 1998 : 400 p.

Touboul Annelise, *Le journal quotidien sur le Web*, thèse : dir. Jean-François Tétu :
Sciences de l'Information et de la Communication : Lyon 2 - Université Lumière :
2001 : 477 p.

ANNEXES (VOLUME 2)

I Les conflits étudiés

Annexe 1 - Historique du conflit israélo-palestinien

L'opposition entre Juifs et Musulmans remonte aux temps bibliques. L'émancipation du peuple israélite à la fin du XVIIIème siècle entraîne des jalousies et des haines pour mener à un antisémitisme latent qui explosera notamment avec l'affaire Dreyfus au début du XXème siècle. Bientôt les pogroms apparaissent en Russie. D'importants mouvements migratoires se font jour vers l'Europe occidentale et les Etats-Unis, peu encore vers la Palestine. De cette crise, naît le sionisme. L'idée d'une nation juive et de la nécessité de créer un état émerge.

- **1914** : plus de 70 000 Juifs ont regagné la Palestine. Rapidement des relations conflictuelles naissent entre Juifs et Arabes. Sous domination ottomane depuis le XVIème siècle, la Palestine rejette l'arrivée massive de ces nouveaux Juifs. Ces prémices sont les fondements du conflit israélo-palestinien. La première guerre mondiale précipite les choses. Le Proche-Orient, déjà zone stratégique par sa position sur la route des Indes et du fait de l'essor de l'exploitation du pétrole, est le fruit de toutes les convoitises. L'accord

Sykes-Picot établit le partage des zones d'influence du Proche-Orient entre la France et la Grande-Bretagne.

- **1920** : la Palestine devient un mandat britannique.

L'avènement du nazisme en Allemagne précipite l'immigration juive dans les années trente. Les Juifs en 1940 représentent près de 30% des habitants de la Palestine. Les Palestiniens se révoltent et radicalisent leurs actions contre la cause sioniste. Plusieurs plans de partition de la Palestine sont alors proposés aux deux camps afin de calmer les tensions. Mais sans succès.

Survient alors la guerre et l'extermination des Juifs en Europe. Plus de cinq millions de juifs seront tués. L'immigration vers les Etats-Unis et la Palestine est le choix de la majorité des rescapés.

- **1945** : le monde arabe s'organise à la fin de la guerre et crée la Ligue Arabe en mars. Pendant ce temps, l'Irgoun (organisation militaire juive) multiplie les actions spectaculaires que ce soit en affrétant des bateaux pour le rapatriement des Juifs en Palestine ou en perpétrant des attentats (Hôtel King David en 1946 contre le Quartier Général anglais).

Le problème proche-oriental s'internationalise avec l'intervention des grandes puissances.

- **1947** : « l'affaire de l'Exodus » éclate ; l'Exodus, parti de France, transporte des Juifs souhaitant migrer vers la Palestine. Mais arrivé près des côtes palestiniennes, le navire est refoulé par la marine britannique. La majorité des passagers n'ayant pas de certificat d'immigration, l'armée britannique les renvoie en Europe, à leur point de départ.

Commence alors de longues tractations entre les passagers, qui refusent de débarquer, et les gouvernements français et britanniques. Le blocus dure du 29 juillet au 23 août ; puis, trois navires embarquent les immigrants pour Hambourg sur ordre du gouvernement britannique, puis pour des camps de réfugiés près de Lubeck en Allemagne. Mais le débarquement à Hambourg se passe mal, faisant plusieurs dizaine de blessés parmi les réfugiés mais aussi parmi les soldats britanniques.

L'épisode de l'Exodus a un fort retentissement dans la presse mais également auprès de l'opinion publique internationale.

- **1948** : l'ONU, après enquête, propose la scission de la Palestine en deux états distincts. La Palestine est divisée en trois : un Etat juif (comprenant la région de Tibériade, la plaine côtière et un territoire du désert du Néguev jusqu'à Eilat), un Etat arabe (regroupant une partie de la Galilée, la Cisjordanie et la bordure de la frontière égyptienne) et enfin la zone internationale de Jérusalem. Le Haut Comité Arabe rejette cette décision et se prépare à l'offensive.

Cinq guerres vont secouer le Proche-Orient entre 1948 et 1982 : la guerre d'indépendance (1948), la guerre du Sinaï (1956), la guerre des Six Jours (1967), la guerre du Kippour (1973) et la guerre du Liban (1982). Après près de quarante ans de conflits, les espoirs de paix, dans les années 80, semblent s'éloigner à grandes enjambées.

Le processus de paix, tentatives et échecs successifs : le principe de la paix contre des territoires est un leitmotiv dans les négociations entre Israël et pays arabes.

- **1982** : Ronald Reagan, dans un discours destiné aux Arabes et aux Israéliens, énonce ses propositions pour une paix au Proche Orient. Celles-ci sont essentielles dans la mesure où elles resteront valables jusqu'en 1991 aux négociations de Madrid. Le président américain veut faire valoir les droits Palestiniens et voir la sécurité d'Israël assurée. Ce sont là les prémices des accords qui verront le jour dans les années 90.

- **1991** : la conférence de paix de Madrid à l'initiative des deux grands, Etats-Unis et URSS, se tient le 30 octobre 1991 et permet d'amorcer un cycle de négociations entre Israël et les pays arabes. Les dialogues entre Israéliens et la délégation jordano-palestinienne se poursuivent timidement jusqu'à Washington.

Un pas vers la Paix, Oslo et Camp David : l'arrivée d'Yitzak Rabin à la tête du gouvernement israélien en 1992 active les choses.

- **1993** : en avril, les négociations reprennent à Washington. Parallèlement et paradoxalement, la répression continue à grandir à Gaza et en Cisjordanie. Les affrontements entre les deux camps se poursuivent, le Hamas et le Hezbollah depuis le Liban assaillent les positions israéliennes. Les territoires occupés sont au bord de l'implosion et les restrictions imposées par les Israéliens provoquent des vocations de martyrs.

A nouveau, les négociations stagnent. Pourtant, sur l'initiative d'universitaires norvégiens, des Palestiniens et des Israéliens se rencontrent en secret durant plusieurs mois aux environs d'Oslo et permettent l'impensable : la reconnaissance de la légitimité des deux nations.

- **1994** : l'accord du Caire concrétise l'autonomie de la bande de Gaza et de Jéricho. Yasser Arafat arrive en triomphateur dans ces deux places. Parallèlement aux négociations avec les Palestiniens, Israël signe un accord de paix avec la Jordanie en 1994.

Malgré les apparences, les négociations ne progressent guère : c'est à nouveau le statu quo. Les attentats du Hamas se multiplient dans les territoires ; les bouclages de Gaza et de la Cisjordanie sont décrétés. C'est dans ce climat qu'est assassiné Y. Rabin par un extrémiste juif en novembre 1995.

- **1996** : en janvier, des élections palestiniennes ont lieu pour la première fois ; Y. Arafat est élu président de l'autorité intérimaire ; un conseil législatif de 88 membres est nommé jusqu'en mai 1999, date de la fin de l'accord intérimaire.

Shimon Peres provoque en février 1996 des élections anticipées. Benyamin Netanyahu est élu dans un climat de violence dû aux nombreux attentats perpétrés par le Hamas. Nous voilà revenus au principe de la paix et de la sécurité contre des territoires. Le processus de paix est bloqué dès le mois de juillet 1996. La révolte gronde parmi les Palestiniens et éclate le 25 septembre 1996.

- **1997** : ce sera l'année de toutes les impasses. La Cisjordanie se soulève ; les pierres palestiniennes s'abattent à nouveau sur l'armée israélienne. Les attentats-suicides recommencent, jetant à nouveau le Proche Orient dans une logique de violence, de sang

et de bouclages de territoires. L'été 1997 est meurtrier, faisant des victimes civiles israéliennes. L'opinion publique internationale et la société israélienne sont sous le choc.

1998 ne se présente guère sous de meilleurs auspices ; les pourparlers reprennent néanmoins.

- **1999** : c'est une année riche en événements. A la veille du 4 mai 1999, date de la fin de la période intérimaire, le Conseil central palestinien se réunit et adopte à l'unanimité le report de la décision sur la question de l'Etat palestinien. Le 26 juillet, B. Clinton, E. Barak et Y. Arafat organisent une rencontre trilatérale à Rabat, en aparté des funérailles du roi Hussein de Jordanie ; cette réunion conduit à la signature en septembre 1999 du mémorandum de Sharm-el-Sheikh. S'ensuit alors une série de mesures favorables aux Palestiniens. La situation au Proche-Orient s'est apaisée.

- **2000** : en juillet, le sommet de Camp David, regroupant B. Clinton, E. Barak et Y. Arafat est un échec. Aucun compromis n'est trouvé sur les questions du statut de Jérusalem-Est, du retour des réfugiés palestiniens, ni du tracé des futures frontières de l'Etat palestinien. Le 28 septembre 2000 éclate la seconde Intifada. La visite d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem serait à l'origine de violents affrontements entre les Palestiniens et les forces de l'ordre israéliennes, qui se seraient ensuite étendus en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

- **2002** : alors que les violences entre Palestiniens et Israéliens se poursuivent, l'ONU adopte en mars la résolution 1397 évoquant pour la première fois un Etat palestinien au côté de l'Etat israélien. En Avril, l'armée israélienne pénètre dans différentes villes de Cisjordanie, dont Jénine, afin de réprimer la violence.

En décembre, une feuille de route est établie par le quartet (Etats-Unis, Union Européenne, Russie et Nations Unies) afin de trouver une issue au conflit.

- **2003** : une initiative non officielle pour la paix est menée à Genève par certains des négociateurs de Taba en 2001, en parallèle aux négociations officielles. Saluées unanimement par le monde politique, cette proposition est refusée en bloc par les autorités palestinienne et israélienne.

- **2004** : A. Sharon annonce l'intention du gouvernement israélien de procéder au retrait des vingt-et-une implantations israéliennes de la bande de Gaza et de quatre en Cisjordanie. Il s'agit d'un retrait unilatéral sans concertation avec l'Autorité palestinienne. Le 11 novembre, Y. Arafat meurt de maladie à l'hôpital Percy en France.

- **2005** : en janvier, Mahmoud Abbas est élu à la tête de l'Autorité palestinienne. Les évacuations des implantations israéliennes débutent officiellement le 15 août, conformément au plan de désengagement, et s'achèvent le 12 septembre avec le retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza.

- **2006** : le 26 janvier, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. La situation politique palestinienne est extrêmement tendue, du fait des rivalités entre le Fatah et le Hamas. Suite à la victoire du Hamas, les subventions internationales qui parvenaient à la Palestine sont gelées, car le Hamas est considéré comme une organisation terroriste. Les luttes internes ne favorisent pas un rapprochement politique avec Israël. Ariel Sharon, alors Premier Ministre, tombe dans le coma en janvier et est

remplacé par Ehud Olmert.

Le 12 juillet, une faction du Hezbollah attaque une troupe israélienne au Liban, et enlève deux soldats de Tsahal. L'Etat israélien réplique en bombardement des positions du Hezbollah au Liban ; les combats se poursuivent jusqu'au 14 août, moment de la publication de la résolution 1701 de l'ONU qui vise la cessation totale des hostilités. Cette résolution, approuvée par Israël, signe la trêve entre le Liban et Israël.

- **2007** : la crise éclate en Israël, suite aux décisions du gouvernement d'Ehud Olmert prises durant le conflit libanais, décisions qui sont vivement contestées par la classe politique et l'opinion publique israélienne. En Palestine, les confrontations entre les membres du Hamas et ceux du Fatah font de nombreuses victimes parmi la population palestinienne. Le 15 juin, le Hamas prend le contrôle de Gaza alors que le Fatah conserve son pouvoir sur la Cisjordanie. La Palestine est divisée en deux.

Annexe 2 - Les partis politiques en Israël

En 2007, la vie politique israélienne s'organise autour de cinq grands ensembles politiques : la gauche, le centre, la droite, les partis religieux et les partis arabes. La Knesset est le parlement israélien (120 sièges). Ehud Olmert est le Premier Ministre d'Israël.

- la gauche se compose du **Parti travailliste (Aavoda)**, principal acteur des accords de paix, dont le chef spirituel est Yitzhak Rabin. Son dirigeant actuel est Ehud Barak ; le parti a dix-neuf élus à la Knesset (le parlement israélien).

Le **Meretz** est un parti laïc et socialiste ; les partisans du Meretz dénoncent l'emprise des partis religieux sur la vie politique israélienne : cinq élus. Le **Hadash**, est l'ancien parti communiste israélien, il prône l'établissement d'un Etat binational et se compose d'élus juifs et arabes : trois élus. Enfin, **Gil** est un parti de gauche contestataire, qui milite pour les retraités : sept élus.

- le centre est incarné par **Kadima**, le parti créé par Ariel Sharon. Il possède vingt-neuf élus à la Knesset; son dirigeant est E. Olmert.

- la droite israélienne est composée du **Likud**, formation traditionnelle de la droite nationale, avec à sa tête, Benyamin Netanyahu : douze élus. **L'Union nationale** représente également la droite israélienne, elle est constituée de trois anciens partis (Moledet, Herout et Tekouna) : neuf élus. La droite ultra-nationaliste est composée d'**Israël Beytenou** (onze élus), constitué essentiellement d'émigrants de l'ancien bloc soviétique.

- les partis religieux : le plus connu d'entre eux, le **Shass**, représente les intérêts de la population séfarade (Juifs du sud méditerranéen) et/ou traditionaliste. Douze élus à la Knesset. Parti ultra-orthodoxe mais politiquement modéré. **Agoulât Israël**, est un parti orthodoxe ashkénaze. Il défend les droits des religieux en Israël : six élus.

- les partis arabes s'adressent à l'extrême gauche : **la liste arabe unie** est constituée notamment de l'ancien **Parti démocrate arabe**, fondé à la suite de la première Intifada. Il se présente comme un parti nationaliste, modéré et respectueux des lois israéliennes :

quatre élus.

Le **Balad**, est un parti politique arabe d'extrême gauche : trois élus.

Annexe 3 - Les partis politiques en Palestine

Nous avons mentionné en Annexe 1 la situation de la Palestine depuis juin 2007 ; il est donc extrêmement délicat de dresser le portrait politique de la Palestine comme nous l'avons fait pour Israël. Cependant, notre corpus de presse écrite est composé d'événements antérieurs à cet état de fait, il nous semble donc pertinent de présenter la situation politique palestinienne avant cette date. Jusqu'en janvier 2006, le Fatah était majoritaire au Conseil national palestinien (132 sièges) ; depuis les élections législatives de 2006, la situation s'est inversée. De janvier 2006 jusqu'à juin 2006, Ismaël Haniyeh (Hamass) a donc pris la tête d'un gouvernement mixte, composé de membres du Fatah et du Hamass.

Le territoire politique palestinien se divise en trois groupes principaux, parmi lesquels certains partis n'ont pas d'élus au parlement :

- les partis favorables au dialogue politique avec Israël : le **Fatah**, parti modéré avec à sa tête Mahmoud Abbas, quarante-cinq élus au Conseil national palestinien. L'**Union démocratique palestinienne**, ancré à gauche, parti pluraliste et démocratique. Le **Parti du peuple palestinien**, parti de tendance communiste.

Troisième voie est un parti centriste, dirigé par Salam Fayyad : deux élus.

- les partis opposés à une solution politique : le **Front Populaire de Libération de la Palestine**, dirigé par Georges Habache depuis la Syrie. Trois élus.

Le **Front Démocratique de Libération de la Palestine**, groupe marxiste d'extrême gauche, aujourd'hui plus pragmatique et modéré que par le passé.

Le Front de libération de la Palestine, faction extrémiste de l'**Organisation de Libération de la Palestine**, établi en Syrie. Ces deux partis composent la **Palestine indépendante**, deux élus.

- les partis religieux musulmans : le **Hamass**, dont la branche militaire est responsable de nombreux attentats en Israël. Il a soixante-quatorze élus au Conseil national palestinien. L'un de ses dirigeants est Ismael Haniyeh.

Le **Jihad Islamique**, il prône comme le Hamass la lutte armée comme stratégie politique. Et enfin, le mouvement national islamique **Al Massar**.

Par ailleurs, deux coalitions ont des élus au parlement palestinien : les **Alternatifs**, deux élus et les **Indépendants**, quatre élus.

Annexe 4 - Historique du conflit nord-irlandais

La société irlandaise a connu au cours du XXème siècle de nombreux soubresauts. Depuis le 10 avril 1998, la signature du Good Friday Agreement (les Accords du Vendredi

Saint) a permis à l'Ulster de trouver un certain apaisement et une autonomie prometteuse. Pour en arriver à cette situation, il aura fallu 3 168 morts et 32 500 blessés et plus de trente années de lutte. L'Ulster est pourtant à l'image d'Israël et de la Palestine un territoire de faible superficie ; 1, 57 millions d'habitants occupent cette terre dont 54% de protestants et 42 % de catholiques. Néanmoins, comme au Proche-Orient, la tendance démographique tend à s'inverser et bientôt, dans une région comme dans l'autre, les minorités (palestiniennes et catholiques) deviendront majoritaires.

L'origine du conflit se situe au XVIème siècle lorsque l'Irlande perd peu à peu son indépendance pour devenir une possession anglaise. Les siècles suivants accentuent les disparités économiques et sociales entre une classe possédante et marchande, les protestants, et une classe dépossédée des droits de propriété et d'éducation, les catholiques. La révolte gronde et de nombreuses escarmouches voient le jour au XVIIIème siècle, annonçant les affrontements futurs.

- **1914** : vote de la loi sur Home Rule. Elle semble vouloir apporter une part de l'autonomie revendiquée par les Irlandais puisqu'elle autorise un parlement fédéral et un pouvoir exécutif séparés pour l'Irlande mais néanmoins subordonnés au Parlement de Londres. En dépit de la nouvelle législation, nationalistes et unionistes commencent à s'armer et créent respectivement les Volontaires Irlandais (Irish Volunteers) et les Volontaires d'Ulster (Ulster Volunteers).

- **1916** : une insurrection républicaine éclate en avril à Dublin ; après une lutte acharnée, les insurgés sont vaincus par les forces britanniques mais proclament néanmoins la République d'Irlande le lundi de Pâques ; la place du Sinn Féin, fondé en 1905, est prépondérante dans ce soulèvement du prolétariat et de la petite bourgeoisie. Aux élections de 1918, la victoire du Sinn Féin est nette. Lorsque les Britanniques tentent d'abolir le gouvernement provisoire, la lutte armée éclate entre l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA), considérée comme la branche armée du Sinn Féin, et le Royal Ulster Constabulary (RUC), force de police du gouvernement officiel aidée de l'armée régulière. Une lutte sanginaire s'ensuit jusqu'au 6 décembre 1921, date à laquelle Michael Collins et Arthur Griffith, délégués du Sinn Féin, acceptent les termes du traité de Downing Street établissant un Etat libre d'Irlande, comparable au Canada dans son allégeance à la couronne britannique. L'autonomie politique est donc acquise pour vingt-six des trente-deux comtés irlandais ; les

six comtés d'Irlande du Nord sont provisoirement exclus du traité et restent sous tutelle anglaise, via le parlement de Stormont. La signature de cet accord apporte la discorde dans les rangs du Sinn Féin provoquant de violents affrontements entre les nationalistes et les républicains de l'IRA. L'agitation terroriste prend fin en Irlande du Sud en 1923 mais ce n'est que neuf ans après que l'indépendance de l'Eire est consacrée avec la victoire d'Eamon de Valera et son parti le Fianna Fail. La lutte armée n'a pas faibli pour autant en Ulster (Irlande du Nord) et les combats entre protestants et catholiques se poursuivent.

Les années soixante constituent un cap ; le monde semble ouvrir les yeux sur les discriminations sociales, raciales et politiques. L'œuvre de Martin Luther King aux Etats-Unis aide à la prise de conscience des disparités sociales et économiques qui

règnent en Ulster.

- **1968** : début octobre, les Catholiques passent outre les interdictions du gouvernement et organisent des manifestations pour protester contre les injustices perpétrées par l'Etat à leur égard. Au fil des mois, l'IRA, dissoute en 1962, se réorganise pour devenir dans les années soixante-dix une force populaire et débute sa longue lutte armée contre le gouvernement britannique en Irlande du Nord et en Angleterre. Des contre-manifestations organisées par les loyalistes deviennent la réplique classique et sanglante des années suivantes. Devant cette situation, l'armée anglaise est envoyée en Ulster pour protéger les Catholiques des attaques protestantes. Mais la recrudescence de la violence républicaine détourne les forces britanniques de leur but premier.

- **1972** : le paroxysme est atteint lorsque le dimanche 30 janvier (Bloody Sunday) treize manifestants catholiques participant à une marche en faveur des droits civiques sont tués par des soldats britanniques. L'opinion internationale est émue ; l'IRA reprend sa campagne d'attentat en Grande-Bretagne. Elle trouvera un premier pic dramatique en août 1979 le jour de l'assassinat de Lord Mountbatten et de l'embuscade tendue à une vingtaine de soldats britanniques.

Les actes de terrorisme se multiplient des deux côtés, provoquant le désordre et laissant la société civile nord-irlandaise exsangue.

- **les années 80** : elles ressemblent à la décennie précédente ; néanmoins les partis modérés d'Ulster, la république irlandaise et la Grande-Bretagne tentent de trouver des solutions: Accord de Sunningdale en 1973 et d'Hillsborough en 1985.

- **les années 90** : il faudra néanmoins attendre le milieu des années quatre-vingt-dix et la fin de la politique abstentionniste du Sinn Féin pour aboutir de 1993 à 1996 à des accords de cessez-le-feu, du côté de l'IRA et des Protestants, pour que de réelles discussions s'engagent enfin. Néanmoins, la lutte armée reprend en 1996 entre les factions des deux camps.

- **1998** : les Accords du Vendredi Saint (The Good Friday Agreement) sont signés le 10 avril 1998. L'accord du Vendredi Saint est triple ; il se base tout d'abord sur le règlement pacifique et dans le cadre d'institutions démocratiques du contentieux nord-irlandais. Ensuite, il prévoit le retour à un gouvernement semi-autonome et équitable (partage du pouvoir exécutif, assemblée parlementaire) ; enfin, il augure d'une collaboration nouvelle entre autorités irlandaises et nord-irlandaises. La collaboration des gouvernements irlandais (Eire) et britannique ainsi que l'appui américain ont permis cet accord.

Le paroxysme de la violence est atteint le 17 août 1998 avec l'attentat d'Omagh, un mois après la mort de trois jeunes enfants catholiques tués dans l'incendie criminel de leur maison et les tumultes des dernières marches Orangistes⁷⁴¹. L'attentat d'Omagh, perpétré par « l'IRA véritable » composée de dissidents opposés à la stratégie de paix du Sinn Féin, ébranle à nouveau la société irlandaise et internationale quatre mois après l'accord du Vendredi Saint.

⁷⁴¹ L'ordre d'Orange est une organisation réactionnaire créée il y a deux siècles pour défendre la suprématie protestante. Portadown accueille chaque 12 juillet une marche loyaliste controversée à travers le quartier catholique de Garvaghy Road.

Paradoxalement, il s'agit là d'un tournant véritable dans le processus de paix dans la mesure où pour la première fois, le Sinn Féin condamne l'action des nationalistes.

- **1999** : le 2 décembre, l'assemblée nord-irlandaise de Stormont est proclamée autonome ; cela met fin à vingt-sept ans d'administration directe par Londres.

- **2000** : l'IRA s'engage à mettre ses armes hors d'usage. Le gouvernement nord-irlandais perd puis retrouve son autonomie.

- **2001** : l'IRA, après que son arsenal ait été inspecté, refuse finalement de désarmer ; David Trimble, alors Premier Ministre, démissionne. A nouveau, l'IRA change de position et accepte de déposer les armes, sans en préciser toutefois les modalités. En septembre, débute l'épisode Holly Cross School : des manifestants protestants s'opposent au passage dans leur quartier de jeunes écoliers catholiques et de leurs parents pour rejoindre l'école primaire Holly Cross. Le Sinn Féin demande officiellement à l'IRA de déposer les armes. La Royale Ulster Counstabulary (RUC), police historiquement pro-unioniste et protestante, est remplacée par la Police Service of Northern Ireland (PSNI).

- **2002** : David Trimble, de nouveau à la tête du gouvernement nord-irlandais, propose un référendum sur l'unification de l'Irlande. En juillet, l'IRA présente ses excuses aux victimes civiles du conflit. L'IRA fait une nouvelle proposition de désarmement mais renonce à nouveau à dissoudre son groupe. Les bureaux du Sinn Féin à l'assemblée de Stormont sont perquisitionnés, et D. Trimble menace à nouveau de démissionner si le Sinn Féin ne quitte pas le gouvernement. Le 14 décembre, l'administration directe de l'Irlande du Nord est rétablie par Londres.

- **2003 – 2004** : le Sinn Féin et le DUP arrivent en tête des élections législatives de 2003. En 2004, le processus de paix stagne, les négociations achoppent sur la question du désarmement de l'IRA, et des moyens de contrôler ce dernier.

- **2005** : le 28 juillet, l'IRA annonce son intention de désarmer et de mettre hors d'usage son arsenal. Le 26 septembre, la commission d'inspection du désarmement de l'IRA annonce l'effectivité de celui-ci. Mais le DUP ne se satisfait pas du rapport des inspecteurs et demande des preuves photographiques. Le Sinn Féin et le DUP progressent dans les suffrages, puisqu'ils devancent aux élections législatives britanniques le SDLP et l'UUP.

- **2006** : le processus de paix est relancé entre les Républicains et les Unionistes. Le 11 octobre, la rencontre des deux protagonistes à Saint Andrews (en Ecosse) programme le retour progressif des institutions autonomes en Irlande du Nord.

- **2007** : le 28 janvier, les membres du Sinn Féin reconnaissent la légitimité de la PSNI (police) et de la justice nord-irlandaise, ce qui constitue une avancée historique. Des élections législatives ont lieu en mars afin de renouveler l'assemblée de Stormont qui se réunira à nouveau à partir du mois de mai. Le DUP et le Sinn Féin remportent les élections devant le SDLP et l'UUP. Le 8 mai, Ian Paisley (DUP) et Martin Mac-Guinness (Sinn Féin) sont respectivement désignés Premier Ministre et Vice-Premier Ministre du gouvernement semi-autonome nord-irlandais.

Annexe 5 - Les partis politiques en Irlande du Nord

L'Irlande du Nord se divise politiquement en deux tendances qui siègent à l'Assemblée de Stormont (108 sièges) : les Unionistes (Loyalistes) qui sont « loyaux » au Royaume britannique, et les Républicains (Nationalistes) qui sont favorables au rattachement des six comtés de l'Ulster aux vingt-six comtés de l'Eire (République d'Irlande). Les Unionistes sont composés des partis politiques suivant :

- l'**Ulster Unionist Party** : autrefois, le plus grand parti d'Irlande du Nord et la principale formation protestante, il est devancé aujourd'hui par le DUP. Il est dirigé par Sir Reg Empey. Dix-huit élus lors des élections législatives locales du 7 mars 2007.

- le **Democratic Unionist Party** est la première formation protestante ; c'est un parti radical de droite, avec à sa tête Ian Paisley. Trente-six élus.

- l'**Ulster Democratic Party** est l'aile politique du mouvement paramilitaire, l'Ulster Defence Association. Aucun élu.

- le **Progressive Unionist Party** constitue l'aile politique du mouvement paramilitaire, l'Ulster Volunteer Force. Aucun élu.

- l'**United Kingdom Unionist Party** s'oppose à toute forme de rapprochement avec la République d'Irlande (Eire). Aucun élu⁷⁴².

Deux partis principaux constituent le mouvement républicain :

- le **Sinn Féin**, parti nationaliste catholique, est considéré comme l'aile politique de l'Irish Republican Army. C'est l'un des seuls partis à être présent à la fois en Irlande du Nord et en République d'Irlande. Son dirigeant est Gerry Adams. Vingt-huit élus.

- le **Social Democratic and Labour Party** est le second parti catholique, après le Sinn Féin. Hostile à la violence, il a joué un rôle clé dans le processus de paix et a amené le Sinn Féin à la table des négociations. Il est dirigé par Mark Durkan : seize élus.

L'**Alliance Party** est la seule formation qui dispose d'une représentation significative dans les deux communautés – protestantes et catholiques. Sept élus.

II Le corpus de presse écrite

La sélection des annexes

Nous avons volontairement limité les annexes concernant le corpus de presse écrite car celui-ci est extrêmement volumineux puisqu'il concerne quatre événements différents (le retrait de Gaza, la mort de Y. Arafat, l'épisode Holy Cross School et le désarmement de

⁷⁴² Ces informations sont disponibles depuis le site <http://www.projet-albion.online.fr>.

l'IRA), et se compose de six quotidiens (*Le Monde*, *Libération*, *The Jerusalem Post*, *L'Orient le Jour*, *The Times* et *The Belfast Telegraph*). Si nous faisons la somme de tous les articles, notre corpus de presse écrite se compose ainsi :

- corpus israélo-palestinien = 712 articles, dont 346 articles pour la mort d'Arafat et 366 articles pour le retrait de Gaza).

- - corpus nord-irlandais = 376 articles, dont 220 articles pour l'épisode Holy Cross School et 153 articles pour le désarmement de l'IRA.

Le corpus total se compose donc de 1088 articles ; les intégrer aux annexes de la thèse ne nous a pas semblé pertinent étant donné le volume que cela représente. Nous avons choisi de présenter les Unes et les visuels évoqués dans la thèse, et mis en avant dans l'analyse pour différentes raisons. Nous avons également intégré aux annexes du corpus de presse écrite deux tableaux statistiques.

Annexe 6 - Les Unes de Libération, du Monde et du Times

Annexe 6-1 Une Libération (12/11/2004)



Annexe 6-3 Une Le Monde (13/11/2004)

Annexe 6-4 Une The Times (06/09/2001)



Annexe 6-5 Une Libération (16/08/2005)



Annexe 7 – Les visuels (photographies et cartes)

Annexe 7-1 « Un attentat-suicide frappe Eilat », Libération (30/01/2007)

Peace lines that have never seen ceasefires

By Martin Fletcher

THE labyrinthine streets of North Belfast, were the killing fields of the Troubles, a murderous square mile where fully a fifth of the 3,600 deaths occurred and where even today Northern Ireland's ceasefire remains most fragile.

To the west of the city the nationalist Falls Road and loyalist Shankill are adjacent but self-contained communities easily separated from each other. North Belfast is a security nightmare. The postal districts BT14 and BT15 are an intricate patchwork quilt of green and orange working-class enclaves where the strength of the paramilitaries is matched only by the depth of sectarian hatred, and where streets are sliced in half by no fewer than 14 of Belfast's 11 great steel "peace walls". They can be as volatile as hydrogen.

Like dogs cocking their legs against lampposts, republicans and loyalists stake out their territory with flags, graffiti and giant murals on gable ends — and they will surrender not an inch. In the mid-1980s the Northern Ireland Housing Executive attempted to build housing for Roman Catholics in a denier Protestant road called Roe Street. Loyalists burnt the new houses down and 450,000 went up in smoke.

It was in North Belfast that the cycle of riot-to-riot bombings began on December 4, 1971, when the Ulster Volunteer Force bombed McMurk's



IRA men to testify anonymously

FIVE former members of the Official IRA were granted anonymity yesterday to testify at the Bloody Sunday Inquiry (11m 16m watch). Lord Saule of Newports, the tribunal chairman, accepted that the five men had genuine and reasonable fears for their safety if their identities were made public at the inquiry. They will be assigned covernames or letters by which the inquiry will refer to them.

Lord Saule ruled last month that an estimated 200 soldiers, including members of the parachute regiment who opened fire at the civil rights demonstration where 13 men were killed in 1972, must return to Londonderry to give evidence. The former soldiers and Official IRA men will testify in full view of the tribunal in Londonderry's Guildhall but do not have to give their names or addresses.

ban, killing 31 civilians. It was in North Belfast 27 years later that loyalist paramilitaries began a spree of killings to avenge the murder of Billy Wright in the Maze prison. The Province's ceasefire may be four years old but the peo-

ple of North Belfast still live life on the edge.

The latest "peace wall" was erected even as the Good Friday accord was signed at Stormont. Bars are still gridded or windowless. Police stations are veritable fortresses.

In 1998 a 79-year-old man named John Browne was asleep one night when IRA thugs broke into his seventh-floor council flat in New Lodge, tied him up, sat him on the toilet and shot him in both knees and both ankles. It later transpired that they were looking for a child molester who lived next door.

Laurence Robertson is an Ardoyne ambulance driver, and during two decades on the front line has probably seen more victims of paramilitary punishment beatings and kidnappings than anyone else.

He tells of latecoppers telephoning for ambulances themselves as their victims do not die if their bullets hit an artery, and of one occasion when the ambulance arrived too early and was told to drive around the block.

He tells of beatings in back alleys and on wasteland so brutal that the victims "could never go on the beach again anywhere in the world".

It is a measure of North Belfast's past that no fewer than three of its candidates for Northern Ireland's 1998 assembly elections had served life sentences for atrocities committed during the Troubles.

Billy Hutchinson of the Progressive Unionist Party, who murdered two Catholics, and Sinn Féin's Gerry Kelly, who mounted the IRA's first bomb attack on London, were elected. It is on the lips of them that hopes of defusing the present crisis must now rest.

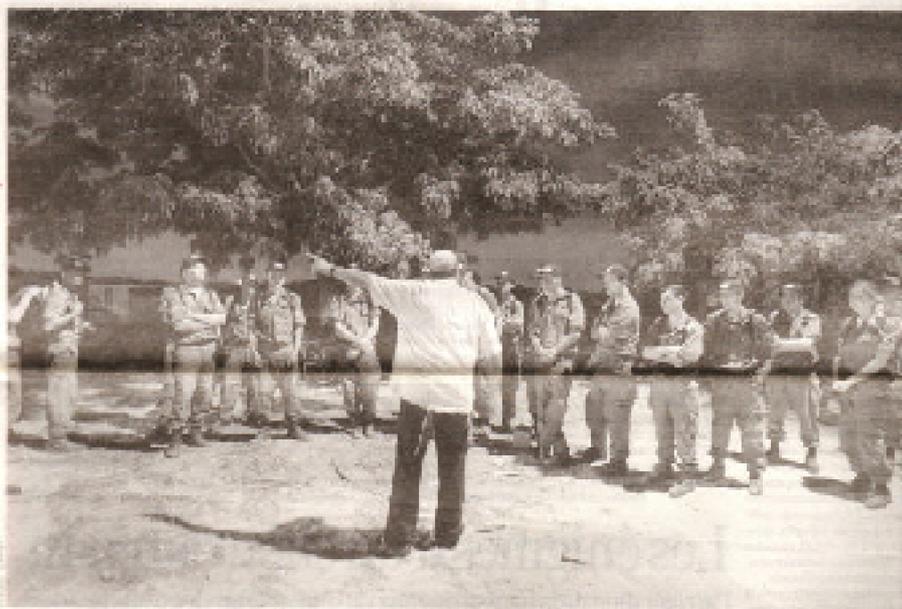
Annexe 7-3 « Gaza : l'heure de l'évacuation pourrait sonner plus tôt », Libération (22/06/2005)



Annexe 7-4 « Retrait de Gaza : nuit de veille pour les soldats de Tsahal », Libération (17/08/2005)

prités avaient ordonné aux colons d'évacuer les lieux avant minuit.

Retrait de Gaza: nuit de veille pour les soldats de Tsahal



À Jérusalem, les soldats de Tsahal attendent l'arrivée des soldats de la réserve. Les soldats de Tsahal attendent l'arrivée des soldats de la réserve.

Le retrait de Gaza, les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille. Les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille.

Le retrait de Gaza, les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille. Les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille.

Le retrait de Gaza, les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille. Les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille.



Le retrait de Gaza, les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille. Les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille.

Pas de nouvelles du Français enlevé

Le retrait de Gaza, les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille. Les soldats de Tsahal ont prévu de passer la nuit de veille.

Annexe 7-5 « Après le retrait de Gaza, la violence et la colonisation reprennent en Cisjorndanie », L'Orient le Jour (26/08/2005)



Des heurts ont opposé hier des gardes-frontières israéliens à des Palestiniens qui protestaient contre la construction du mur de séparation dans le village d'al-Ramadim, en Cisjordanie.

Annexe 8 – Quelques données comparatives

Annexe 8-1 (Répartition des articles par rubrique et par journal au moment de la mort de Y. Arafat (du 24/10 au 31/12/2004)

Le nombre d'articles recensés dans ce tableau est différent du nombre total d'articles du corpus de presse écrite au moment de la mort d'Arafat, du fait de la période sélectionnée pour l'étude sur l'argumentation dans le chapitre 8 de la thèse.

Annexe 8-2 Tableau récapitulatif d'éléments du discours rapporté / Libération – retrait de Gaza

Titre /date	
« Les Juifs doivent être partout à Gaza » (16/07/2005)	* les Juifs n'expulsent pas les juifs ⁷⁴³ ! (colons) * Honte ! Hitler !... Vous êtes pire que le Hamas...
« Sharon, ex-bulldozer de la colonisation devenu Premier ministre de l'évacuation » (19/07/2005)	*l'ancien bulldozer de la colonisation se transforme en « bulldozer de l'évacuation », voire de la « déportation »
« Mon Dieu, aide-nous à conserver cette terre ! » (22/07/2005)	* On se croirait à un barrage en Cisjordanie. Sauf que cette fois, c'est nous les Palestiniens
« Les colons de Goush Katif sur la case départ » (11/08/2005)	* Les soldats vont craquer, ils ne peuvent pas chasser leurs frères
« Veillée d'armes sécuritaire avant l'évacuation de Gaza » (15/08/2005)	* Nous n'allons pas au combat, mais pour tendre la main à des frères (Dan Halouz, chef d'état major)
« Ils sont tous contre nous » (16/08/2005)	* Je me sens humilié que ce soit mon gouvernement qui me fasse ça (Yéhochoua Zweig, colon) * Pour tous, nous ne sommes plus que des numéros d'identité. Israël a besoin de nous. (idem)
« Retrait de Gaza : nuit de veille pour les soldats de Tsahal » (17/08/2005)	* des Israéliens ne peuvent pas combattre d'autres israéliens (Yossi Mouskila, colon)
« Mon frère, c'est ça ta fierté l'uniforme ? » (19/08/2005)	* Criminels de guerre (un adolescent, colon) * Vous n'avez pas de cœur. [...] Vous méritez la médaille militaire, vous avez expulsé des Juifs (une mère, colon)
« L'évacuation de Gaza est terminée (23/08/2005)	* Maudit soit celui qui chasse son frère. (banderole sur un bâtiment de Sa-Nur, implantation juive)

Annexe 8-3 Tableau récapitulatif d'éléments du discours rapporté dans Le Monde – retrait de Gaza

⁷⁴³ Les caractères gras signalent qu'il s'agit de propos issus du discours rapporté par le journal.

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

Titre /date	
« Colons de Gaza, la tension monte » (29/06/2005)	*un juif n'expulse pas un autre juif ! (soldat israélien)
« Un petit guide pour mener 'la guerre des carrefours' » (02/07/2005)	* Je suis un Juif d'Eretz Israël (colons)
« Dans le Goush Katif, la 'forteresse de la mer' est tombée » (02/07/2005)	*C'est comme demander aux Juifs français de quitter Paris pour que les Arabes s'y sentent mieux (Nadia Matar, colon)
« 10000 protestataires sont bloqués à l'entrée de Gaza » (15/08/2005)	*Nous appartenons à la nation, nous aimons la nation (rabbin, camp des colons) *Le retrait de Gaza est un retrait du sionisme (idem)
« Ariel Sharon : 'nous sommes confrontés à la pire des haines' » (27/07/2005)	*Il y a une véritable déchirure politique mais je reste persuadé que ce projet est très important pour Israël (Sharon)
« La société israélienne ne sera plus la même après le retrait » (17/08/2005)	*La société israélienne ne sera plus la même après le retrait (Shaul Goldstein, conseil représentatif des colons) *La terre d'Israël est très petite. Il n'y a de place que pour un seul Etat, le nôtre (idem) * la désintégration de l'Etat d'Israël (idem)
« Les colons de Goush Katif entament le retrait ordonné par Israël » (10/08/2005)	*Ca va être pire que des gitans ! Le gouvernement nous jettent comme la France nous d'Algérie ! (Rémond, colon d'origine française) * Je ne pardonnerai jamais aux Israéliens de nous avoir fait ça. (idem)
« L'armée israélienne achève ses manœuvres d'entraînement à l'évacuation des colons de Gaza » (23/08/2005)	*Moshe Katzav a demandé 'pardon ' aux colons et assuré 'partager leur douleur' * Nous sommes censés vaincre l'ennemi. Mais là nous allons avoir en face de nous des gens de notre pays (un soldat)
« A Neve Dekalim, des incidents avec l'armée accentuent la fracture entre légalistes et radicaux » (16/08/2005)	*de nouveaux débats passionnés entre 'légalistes' et 'radicaux' autour du statut des soldats israéliens, considérés désormais comme des 'ennemis'
	*les colons me menacent de guerre fratricide (Avraham Burg) * réunir judaïsme, nationalisme territorial et démocratie dans un même sac politique (idem)
« Leah veut une vie entre colons, pas n'importe où en Israël » (23/08/2005)	*Je ressens ce que l'on ressent lors d'un deuil. [...] Il y a une cassure trop forte dans le peuple ; on ne serait pas accepté. (Leah Idels, colon)

Annexe 8-4 Tableau comparatif d'éléments du discours rapporté / The Jerusalem Post – retrait de Gaza

Titre /date	Colons	Armée israélienne / gouvernement
« Gaza Strip's Netzer Hazani settlers to give up weapons. » (« Les colons de Netzer Hazani-Bande de Gaza (sont) pour renoncer aux armes .», 03/08/2005)	* we are the enemy (colon) (<i>nous sommes l'ennemi</i>) * the gouvernement was trying to make settlers out to be criminals (colon) (<i>le gouvernement a essayé de faire passer les colons pour des criminels</i>) * to label settlers as provocateurs (colon) (<i>pour étiqueter les colons comme provocateurs</i>)	* the job of army to defend us (colon) (<i>le travail de l'armée est de nous défendre</i>) * the government (le gouvernement)
« 48 hours. » (« 48 heures. », 05/08/2005)	*the settlers tenacity (<i>la ténacité des colons</i>)	* compare us to Nazis (soldat) (<i>nous comparer à des Nazis</i>) * they don't want to make any trouble with us, but they don't want to cooperate with us either . (soldat) (<i>ils ne veulent aucun problème avec nous, mais ils ne veulent pas non plus coopérer avec nous.</i>) * the weak links : the girls, the Orthodox soldiers, the new immigrants (soldat) (<i>les maillons faibles : les filles, les soldats orthodoxes, les nouveaux immigrants</i>)
« Unkind words. » (« Des mots hostiles. », 05/08/2005)		*Nazi, Jurendat * Criminal, Evil (criminel, le Mal)
« Praying for a miracle. » (« Prier pour un miracle. », 05/08/2005)	* residents (les résidents) * together we will win ! (colon) (<i>ensemble nous gagnerons !</i>) * a wonderful husband, a beautiful home, a great community (un mari merveilleux, une belle maison, une grande communauté)	
« Many Gaza settlers will have difficulty finding work. » (« Beaucoup de colons de Gaza auront des difficultés à trouver du travail. », 12/08/2005)	*Gaza evacuees (les évacués de Gaza)	
« Religious zionism. » (« le sionisme religieux. », 12/08/2005)		*those who even think of the IDF as God's Army (ceux qui pensent même aux forces de défense

		<i>israéliennes comme à l'armée de Dieu)</i>
« From midnight, Gaza off-limits to Israelis. » (« Depuis minuit, l'heure limite est dépassée pour les Israéliens. », 14/08/2005)	* <i>Jewish settlements (les colonies juives)</i>	* evacuating our brothers from their home (soldat) (évacuer nos frères de leur maison)
« Settlers urged to lock the gates. » (« Les colons se sont dépêchés de fermer les portes. », 15/08/2005)	* she felt the settlers agony (soldat) (<i>elle a ressenti l'agonie des colons</i>)	* to reach out the soldiers as if they were our brothers and our enemy (colon) (<i>aller vers les soldats comme s'ils étaient nos frères et nos ennemis</i>)
« Only 35% of Gaza settlers remain after day of. » (« Il reste seulement 35% des colons de Gaza après la date butoir. », 23/08/2005)	* <i>settlers and activists (colons et activistes)</i>	* Lose your Nazi heart (colon) (<i>Perds ton coeur de Nazi</i>) * Here come the Gestapo (colon) (<i>Voici la Gestapo</i>)
« Courage of nation. » (« Le courage d'une nation. », 25/08/2005)	* <i>evicting fellow citizens from their home (expulser des concitoyens de leur maison)</i>	* <i>view their evictors as brothers rather than enemies (considérer ces expulseurs autant comme des frères que comme des ennemis)</i>
« Civil warior. » (« Guerrier en civil. », 30/08/2005)	* we are Zionist Jews [...] and those who evict us are the enemy (colon) (<i>nous sommes des Juifs sionistes [...] et ceux qui nous expulsent sont l'ennemi</i>)	

Nous n'avons pas réalisé de tableau équivalent pour *L'Orient le Jour* dans la mesure où la part du discours rapporté dans les articles du quotidien n'est pas significative, comme nous le signalons au moment de l'analyse.

III Le corpus internet

La sélection des annexes

Nous avons procédé pour la sélection des annexes du corpus internet de la même façon que pour le corpus de presse écrite ; nous n'avons pas voulu reproduire l'intégralité du corpus dans la mesure où cela représenterait des centaines de pages imprimées.

Les annexes figurant ici sont de trois ordres : les impressions écran des pages d'accueil des sites des partis politiques étudiés, les arborescences que nous avons réalisées, et enfin les documents figurant sur les sites qui ont fait l'objet d'une analyse

particulière dans la thèse et qui illustrent celle-ci.

Les arborescences sont une vision en coupe de la « profondeur » des sites internet étudiés. Chaque arborescence est composée de deux pages (à l'exception du site Aavoda) : la première page est celle du schéma de l'arborescence, la seconde contient les légendes. La page d'accueil des sites est symbolisée par un rectangle de couleur : c'est de là que partent ensuite les liens hypertextuels et que s'ouvrent les pages-écran. Chaque cercle correspond à un niveau de profondeur, et chaque carré disposé sur le cercle ou dans la page-écran correspond à un lien hypertextuel (ou plusieurs) ouvrant sur une page-écran. L'annotation « G4 » correspond à la situation du lien hypertextuel dans la page d'accueil : « G » pour gauche, et « 4 » parce ce qu'il se situe en quatrième position dans cet espace de la page.

Nous n'avons pas inclus dans le corpus internet l'intégralité des Manifestes du Sinn Féin et du DUP, dans la mesure où ceux-ci font plus de cinquante pages. Nous reproduisons simplement certaines pages qui ont servi à notre analyse.

Annexe 9 – Les impressions écran des sites étudiés

Annexe 9-1 Le Social and Democratic Labour Party (référence du 01/06/2007)



Annexe 9-2 Le Sinn Féin (référence du 01/06/2007)



Annexe 9-3 L'Ulster Unionist Party (référence du 01/06/2007)

The screenshot shows the DUP website layout. On the left is a vertical sidebar with three sections: 'DUP History' featuring a group photo, 'Advice Centre' with a storefront image, and 'Join Us!' with a building at night. The main content area is titled 'Articles and Speeches' and contains three article entries, each with a small portrait photo and a text snippet. The first article is about a speech by the DUP leader at a meeting. The second is about a speech by a DUP member. The third is about a speech by another DUP member. Below the articles is a section titled 'Our Contact Details' which lists the party's address, telephone, fax, and website.

DUP History

Advice Centre

Join Us!

Articles and Speeches

First of our Reg. Deputy's speeches to the annual general meeting of the DUP in Belfast

First of our Reg. Deputy's speeches to the annual general meeting of the DUP in Belfast

First of our Reg. Deputy's speeches to the annual general meeting of the DUP in Belfast

First of our Reg. Deputy's speeches to the annual general meeting of the DUP in Belfast

Our Contact Details

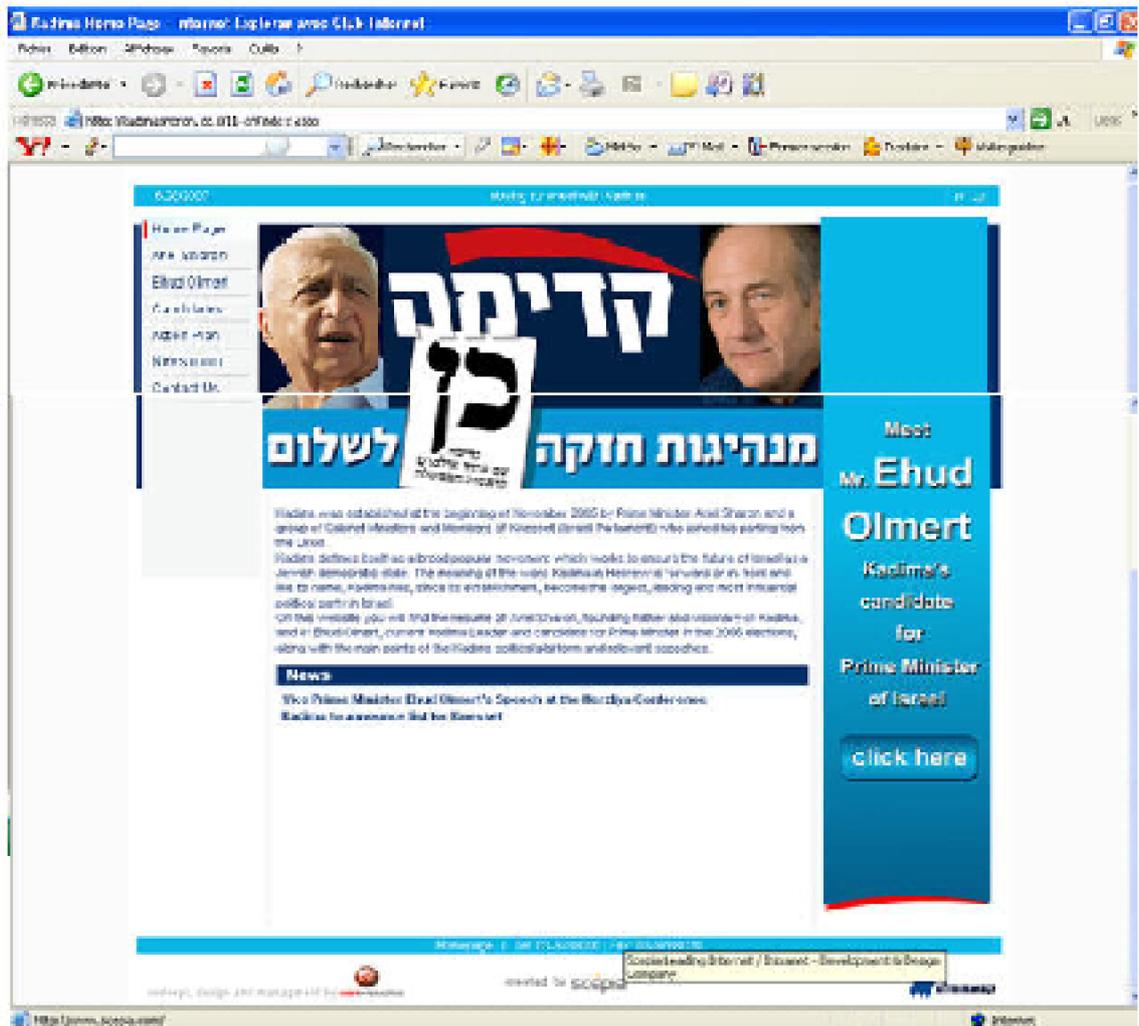
Address: DUP, Ulster Party, Carrington House, 40, Farnham Road, Belfast BT4 2JF

Tel: 028 907 8500
Fax: 028 907 8000
Email: info@dup.org

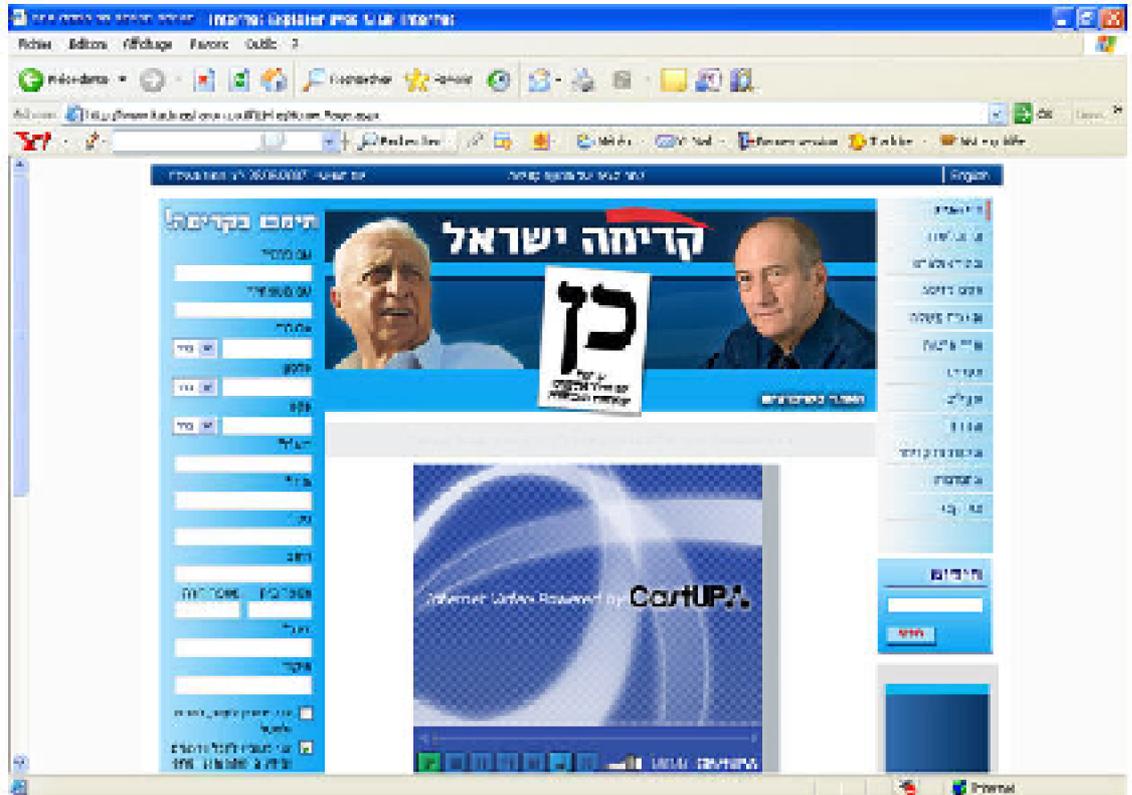
Annexe 9-4 Le DUP (référence du 01/06/2007)



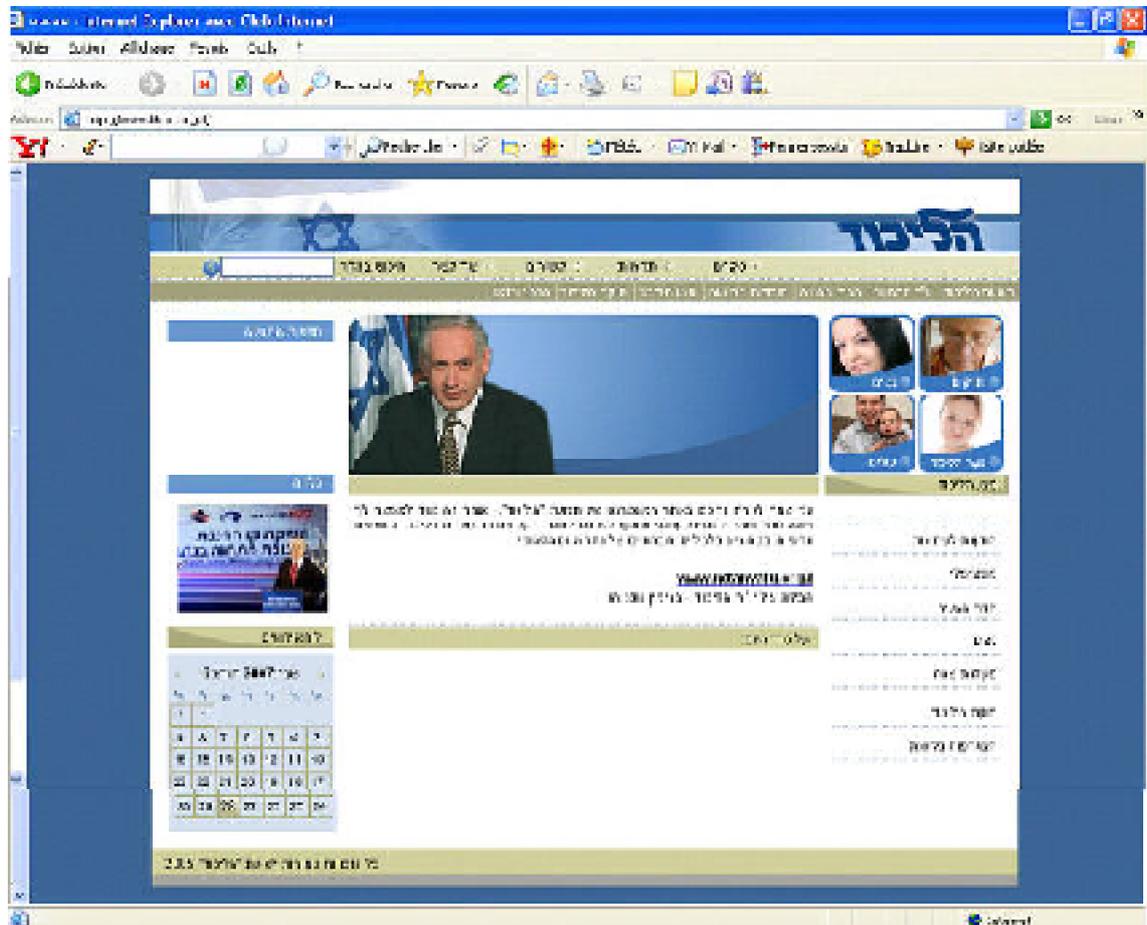
Annexe 9-5 Kadima version anglaise (référence du 01/06/2007)



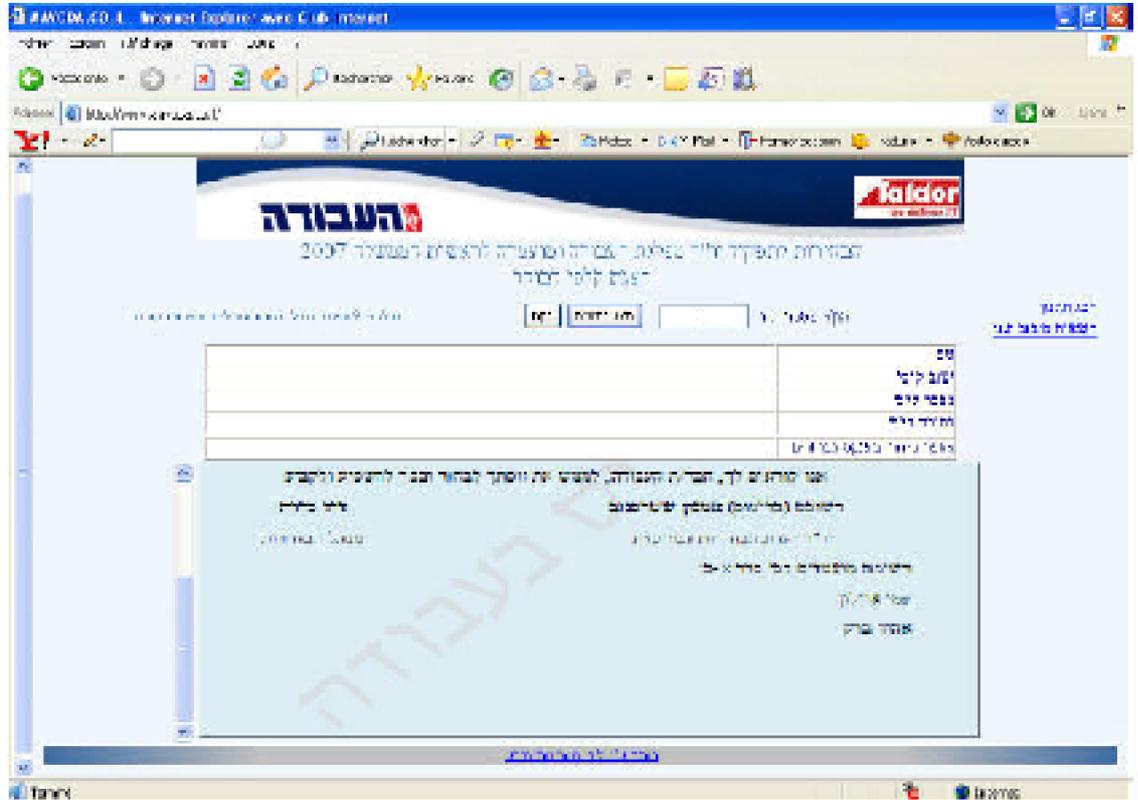
Annexe 9-6 Kadima version hébreu (référence du 01/06/2007)



Annexe 9-7 Le Likud (référence du 01/06/2007)

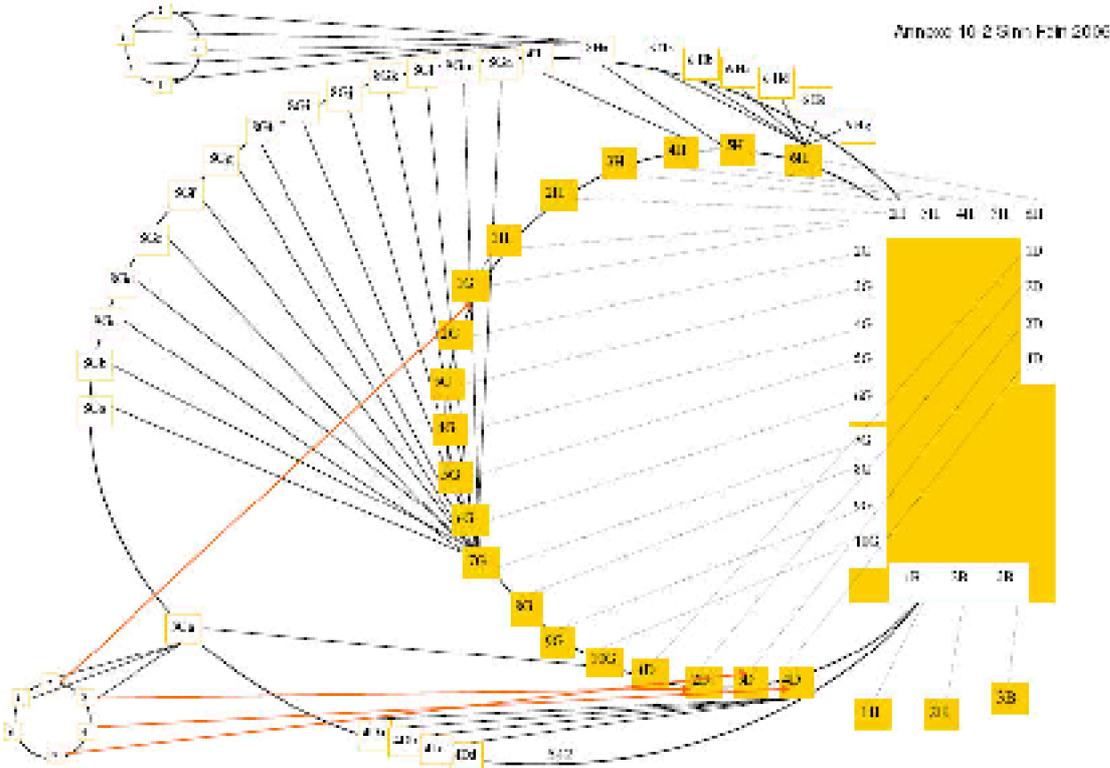


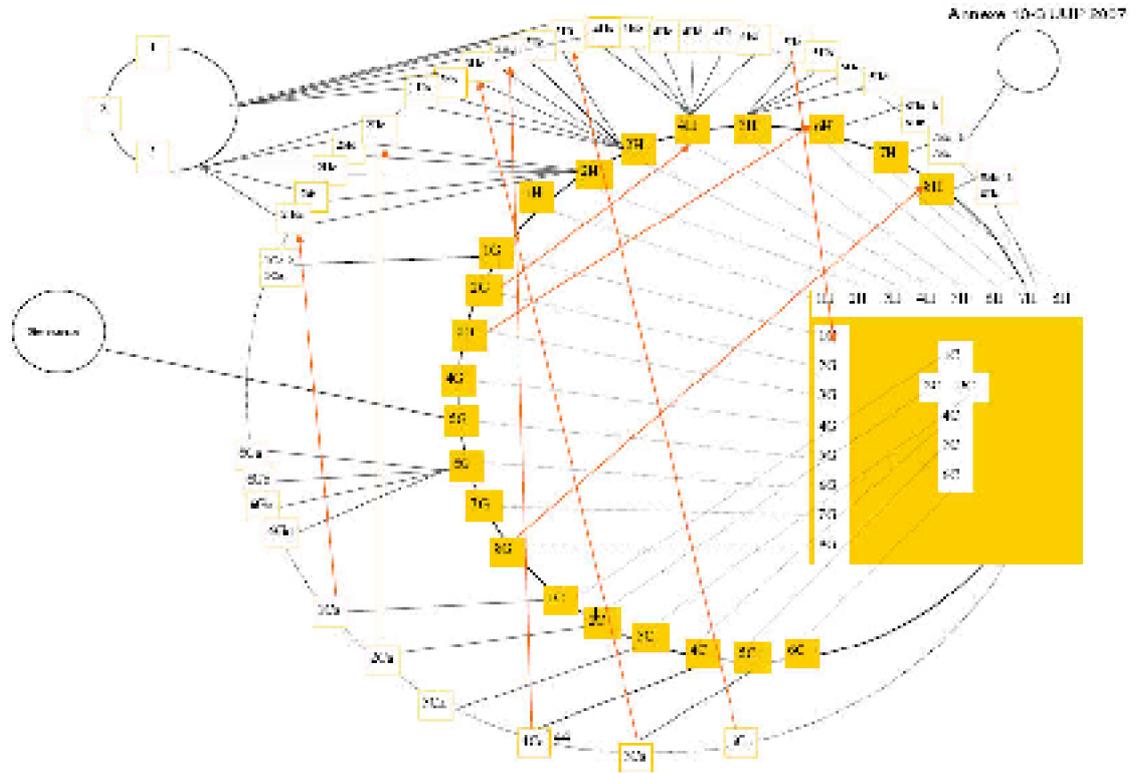
Annexe 9-8 Aavoda (référence du 01/06/2007)



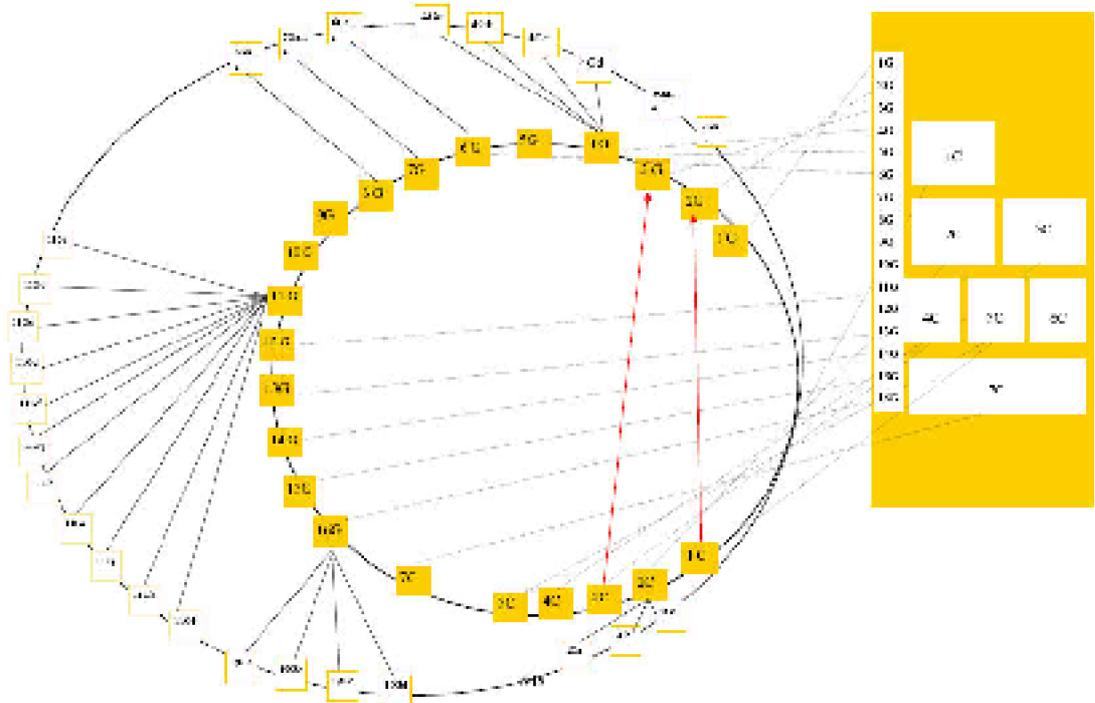
Annexe 9-9 Le Fatah (référence du 01/06/2007)

REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE

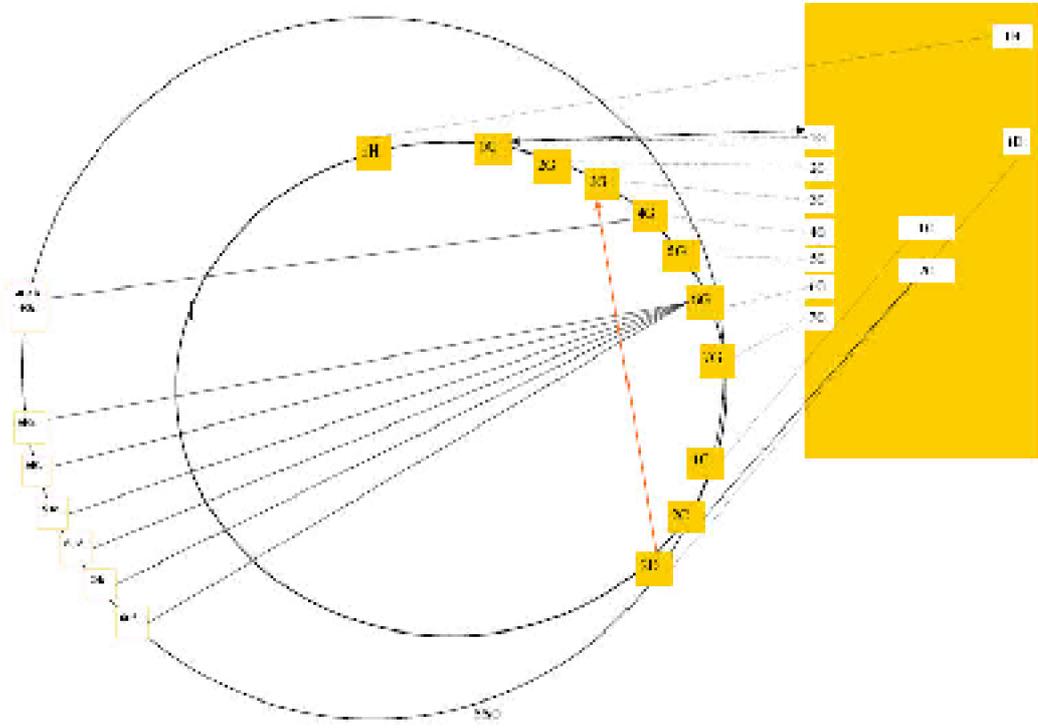


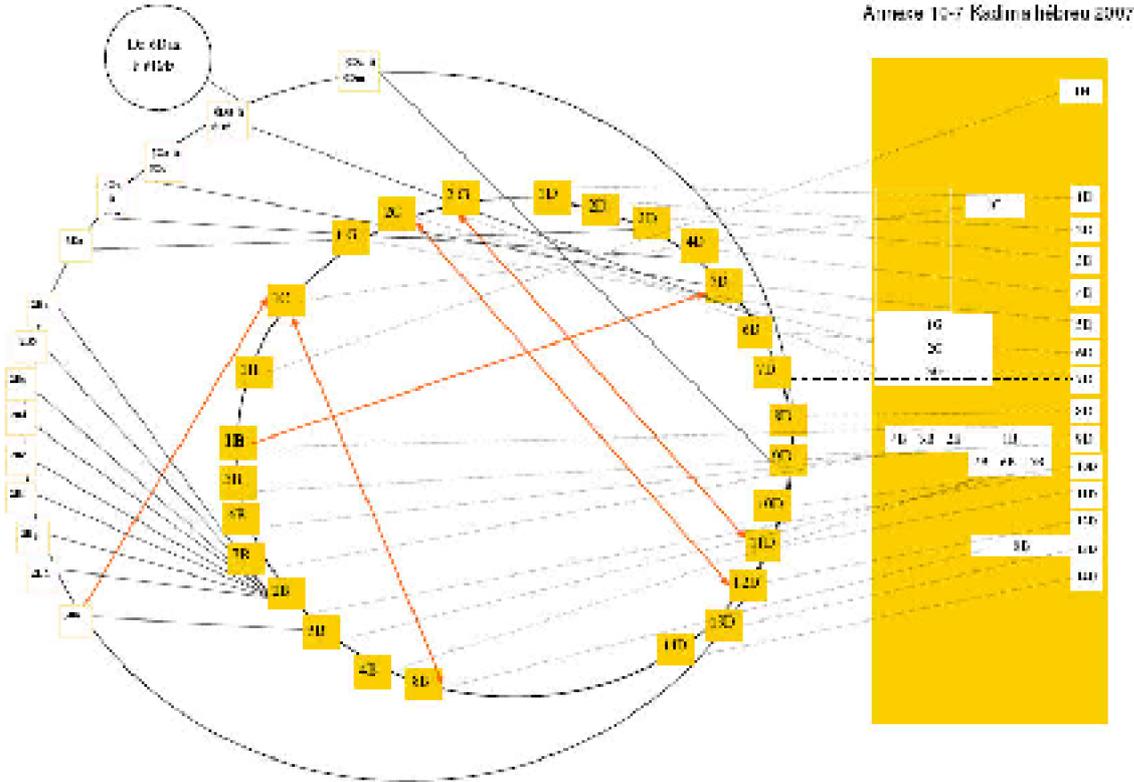


Annexe 10-5 DDP 2007

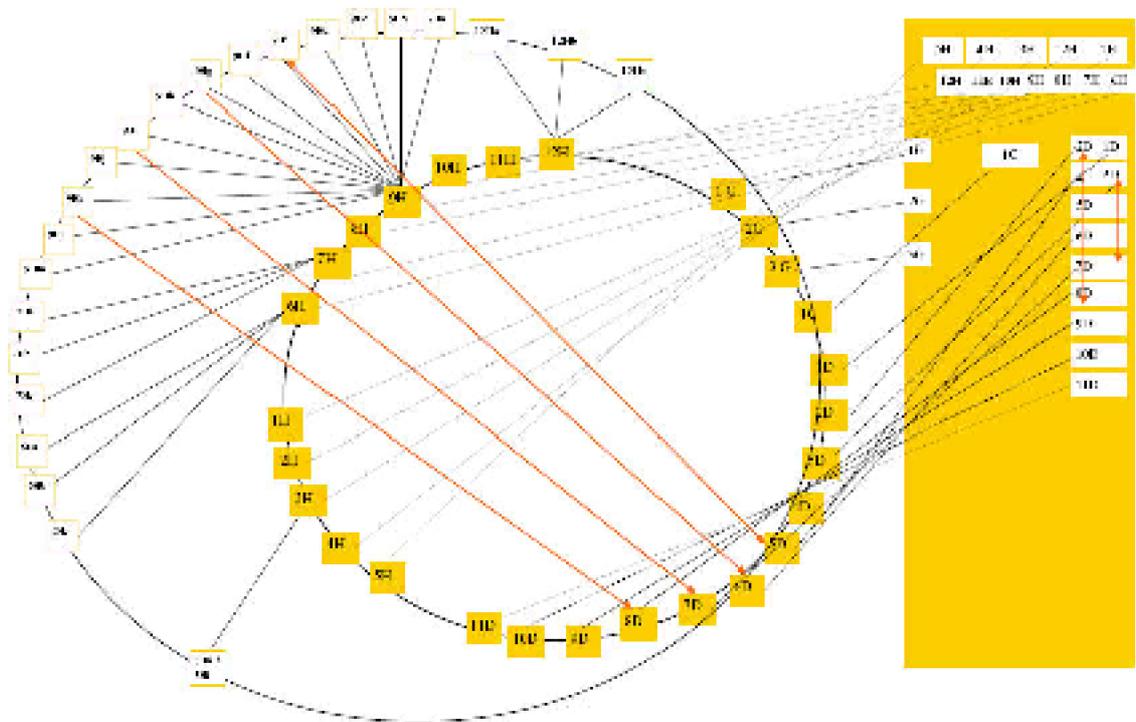


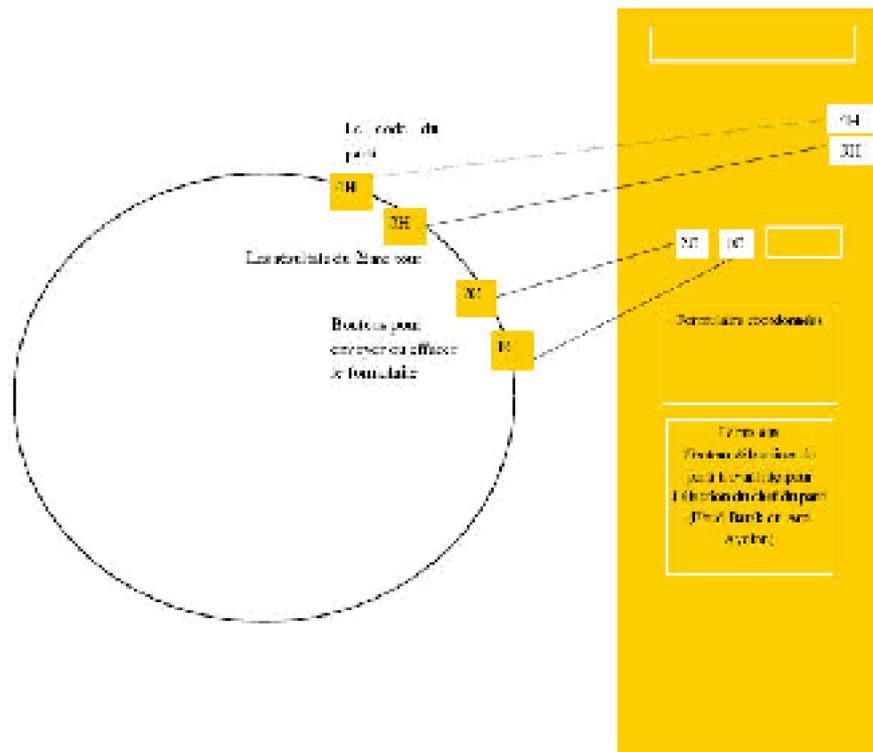
Annexe 10 © Kadima anglais 2007



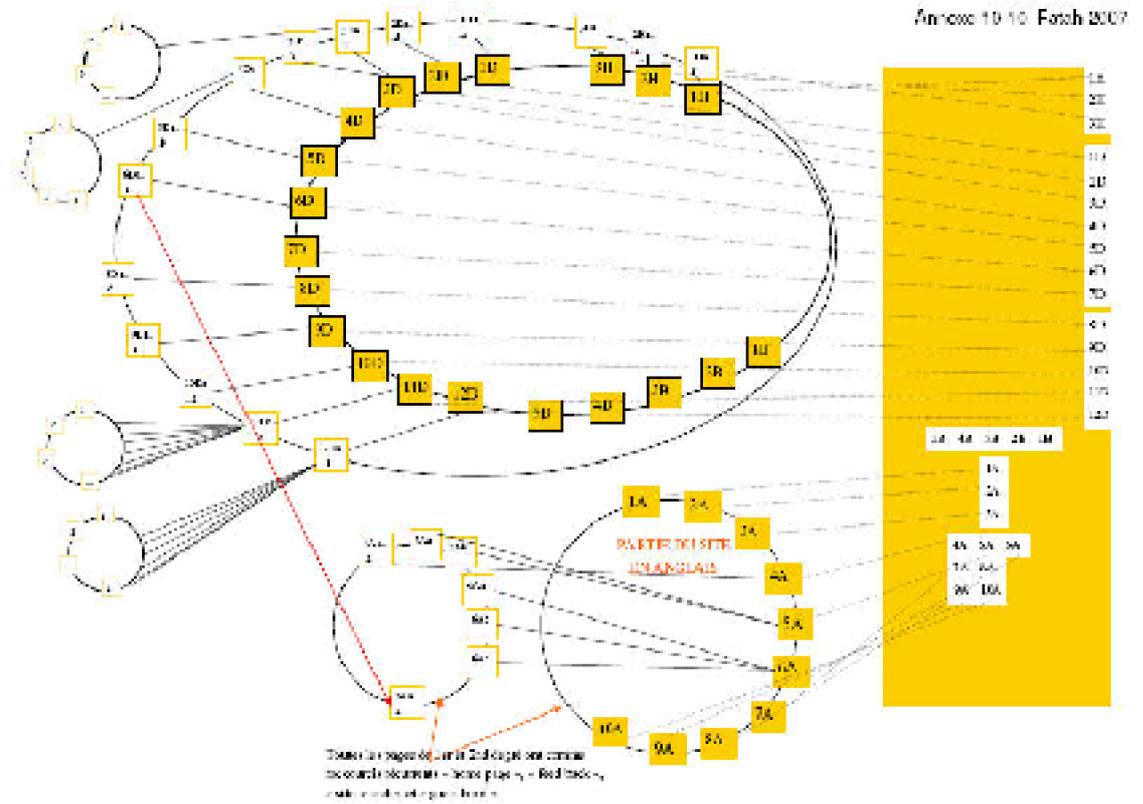


Annexe 10-8 Likud 2007





REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES ET STRATÉGIES DISCURSIVES DANS LES CONFLITS NORD-IRLANDAIS ET ISRAËLO-PALESTINIEN SUR INTERNET ET DANS LA PRESSE ÉCRITE



ADVANCING THE UNIONIST AGENDA:

To advance unionist interests and to ensure the continued stability of Northern Ireland, the DUP will continue to work with the Government to ensure that the Unionist agenda is fully represented in the Executive.

Key achievements:
 - The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
 - The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.



DUP
 www.dup.org.uk

LEADING FOR ULSTER: OUR RECORD OF ACHIEVEMENT

The DUP has led the way in securing the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.

Key achievements:
 - The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.



Keeping our promises!

DUP
 www.dup.org.uk

OUR ACHIEVEMENTS:

The DUP has led the way in securing the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.

- IN THE DELINQUENT INDUSTRY:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
- IN THE JOINT COOPERATION:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
- IN THE SECRET ENQUIRY:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
- IN THE PARTY AND PROMISER:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.

DUP
 www.dup.org.uk

NEVER FORGET WHAT THE DUP NEGOTIATED:

The DUP has led the way in securing the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.

- IN THE DELINQUENT INDUSTRY:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
- IN THE JOINT COOPERATION:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
- IN THE SECRET ENQUIRY:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.
- IN THE PARTY AND PROMISER:** The DUP has secured the most significant increase in the number of Executive members since the 2007 elections.

HOW COULD ANYONE TRUST THE DUP AGAIN?

Annexe 11-2 « Safe from crime » / site du DUP

SAFE FROM CRIME

DUP Priorities for Policing and Justice



There are few issues that have a more significant impact on people's lives than their fear of crime. The fear and consequences of crime blight the lives of people in Northern Ireland with many living in daily fear. This issue should be at the top of the political agenda and must be tackled vigorously.

Constitutionally, the police and the courts can make a difference but it is essential that every measure is used to combat this onerous and by all means avoidable problem. The fear of crime particularly affects the most vulnerable in society such as our older people.

Our goal must be to have a society which is free from fear.

 **DUP**
www.dup.org.uk

OUR PRIORITIES FOR POLICING AND JUSTICE

1. IMPROVE RECRUITMENT

The Police will continue to work with the recruitment agencies to attract the best talent to the force. We will continue to work with the recruitment agencies to attract the best talent to the force. We will continue to work with the recruitment agencies to attract the best talent to the force.

2. PROTECT THE COMMUNITY FROM TERRORISM

The Police will continue to work with the security services to protect the community from terrorism. We will continue to work with the security services to protect the community from terrorism. We will continue to work with the security services to protect the community from terrorism.

3. STOP 'SOCIETY WIDING'

The Police will continue to work with the community to stop 'society widening'. We will continue to work with the community to stop 'society widening'. We will continue to work with the community to stop 'society widening'.

4. STOPPING DRUGS

The Police will continue to work with the community to stop drugs. We will continue to work with the community to stop drugs. We will continue to work with the community to stop drugs.

5. TACKLE SENTENCE FOR SERIAL OFFENDERS

The Police will continue to work with the courts to tackle sentence for serial offenders. We will continue to work with the courts to tackle sentence for serial offenders. We will continue to work with the courts to tackle sentence for serial offenders.

6. GETTING THROUGH ADVISORY AND PROTECTING THE VULNERABLE

The Police will continue to work with the courts to get through advisory and protecting the vulnerable. We will continue to work with the courts to get through advisory and protecting the vulnerable. We will continue to work with the courts to get through advisory and protecting the vulnerable.

7. GETTING THROUGH LIBELIAN

The Police will continue to work with the courts to get through libelian. We will continue to work with the courts to get through libelian. We will continue to work with the courts to get through libelian.

8. A DEDICATED POLICE BOARD

The Police will continue to work with the courts to get through a dedicated police board. We will continue to work with the courts to get through a dedicated police board. We will continue to work with the courts to get through a dedicated police board.



The issue of the devolution of policing and justice remains a key issue in any future negotiations. During the last negotiations, the DUP ensured that that unionist position was protected and devolution could only occur with the support of the unionist community. This is in stark contrast to the position negotiated by David Trimble and Gerry Adams during the secret October 2008 deal.

DUP CONCESSIONS:	DUP COMMITMENTS:
<ul style="list-style-type: none"> • In 2001 the DUP signed up to a deal which would have seen devolution by the end of this summer • On the issue of a Sinn Féin Policing and Justice Minister the DUP said "It has to happen" - David McNair, DUP MP, 14th September 2004 • In October 2003 the DUP signed up to a deal to (re)fund Policing and Justice arrangements 	<ul style="list-style-type: none"> • The DUP deal ensured that there would be no devolution without the support of the unionist community • The DUP has made it clear that there will be no Sinn Féin in Sinn Féin seats • The DUP has made it clear that co-operation should only be for mutual advantage and no all Ireland role is acceptable




© DUP 2007. All rights reserved. DUP is a registered charity in Northern Ireland. No part of this publication may be reproduced without the prior written permission of DUP.

Annexe 11-3 « Moving on » / site du DUP (p.9)

IN THE NEGOTIATIONS TOWARDS A NEW AGREEMENT, THE DUP SET OUT AND SUCCEEDED IN CHANGING THE CONTEXT FOR INCLUSIVE GOVERNMENT:

- Sir Ian Paisley was named as the DUP's lead negotiator and engaged in a meeting.
- The IRA had to be willing to accept the DUP's terms for a new government.
- DUP's stance of the IRA's legal status was not to be negotiated by the DUP.
- Republicans had to jump for and accept it as a condition of the DUP's offer.
- For the first time in the history of the Republic of Ireland, the IRA and Sinn Féin had to negotiate on terms for a new government.
- The DUP's lead negotiator, Sir Ian Paisley, was named as the DUP's lead negotiator.



THE DUP'S STANCE ON THE IRA'S LEGAL STATUS

- Sir Ian Paisley

THE DUP'S STANCE ON THE IRA'S LEGAL STATUS

- Sir Ian Paisley

WAIT FOR REPUBLICANS? NOT LIKELY!

- Sir Ian Paisley was named as the DUP's lead negotiator and engaged in a meeting.
- The IRA had to be willing to accept the DUP's terms for a new government.
- DUP's stance of the IRA's legal status was not to be negotiated by the DUP.
- Republicans had to jump for and accept it as a condition of the DUP's offer.
- For the first time in the history of the Republic of Ireland, the IRA and Sinn Féin had to negotiate on terms for a new government.
- The DUP's lead negotiator, Sir Ian Paisley, was named as the DUP's lead negotiator.



IT IS NOT FOR DEMOCRATIC PARTIES TO PLEAD WITH SINN FÉIN TO END ITS ILL-LEGAL WEAPONS.

IT IS FOR SINN FÉIN, ALONE, TO CONVINCING THE COMMUNITY THAT ITS ILL-LEGAL PRACTICES ARE ENDED FOREVER.

UNLIKE LYMBURGH, REPUBLICANS SHOULD NOT BE ASKED TO WAIT FOR THE REPUBLICAN PARLIAMENTS TO BE FORMED. TO THE DEMOCRATIC PARTIES ALLOW DEMOCRACY AND POLITICS TO BE PROVEN IN THIS WAY.

Annexe 11-4 « Forcing Republicans to deliver » / Manifeste du DUP (p.9)



FORCING REPUBLICANS TO DELIVER

The last few years have seen a transformation in the political process.
Who can forget what things were like just a few years ago?

WHEN THE DUP LED UNIONISM

Water Unionists jumped first
DUP took republicans on trust
Sine feils in Government without any requirement to decern mission
Sine feils in Government despite paramilitary activity continuing
Sine feils in Government while criminal activity ongoing
Sine feils in Government despite opposing police and rule of law

NOW THAT THE DUP LEADS UNIONISM

Republicans were forced to jump and then be rental
DUP requires delivery
IFA forced to decern mission
Total end to IRA paramilitary activity a condition of holding office
Total end to IRA criminality a condition of holding office
Support for police, courts, and rule of law now a legal requirement for holding office

